



HAL
open science

Quand la société civile s'organise : L'expérience démocratique de London Citizens

Hélène Balazard

► **To cite this version:**

Hélène Balazard. Quand la société civile s'organise : L'expérience démocratique de London Citizens. Science politique. Université Lumière Lyon 2, 2012. Français. NNT : 2012LYO20125 . tel-03350330

HAL Id: tel-03350330

<https://shs.hal.science/tel-03350330>

Submitted on 21 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2

École doctorale : Sciences Sociales

Institut d'Études Politiques de Lyon

Quand la société civile s'organise :
L'expérience démocratique de
London Citizens

par Hélène BALAZARD

Thèse pour l'obtention du doctorat de Science Politique

sous la direction de Didier CHABANET

soutenue le 18 octobre 2012

devant un jury composé de :

Marie-Hélène BACQUÉ, Professeure (Université Paris 10)

Loïc BLONDIAUX, Professeur (Université Paris 1)

Didier CHABANET, Marie Curie Fellow (Institut Universitaire Européen)

Florence FAUCHER, Directrice de Recherche FNSP (CEE - SciencesPo)

Yves SINTOMER, Professeur (Université Paris 8)

Tom WAKEFORD, Senior Research Fellow (University of Edinburgh)

« Partout où des hommes se rassemblent, un monde s'intercale entre eux, et c'est dans cet espace intermédiaire que se jouent toutes les affaires humaines. »

Hannah Arendt, Qu'est ce que la politique ?

Remerciements

Je remercie vivement mon directeur de thèse, Didier Chabanet. Il a accepté « au pied levé » cet encadrement. Il m'a fait confiance tout au long de mon parcours et m'a attentivement guidée et relue.

Je remercie également Florence Faucher, Yves Sintomer, Tom Wakeford et tout particulièrement les rapporteurs, Marie-Hélène Bacqué et Loïc Blondiaux, pour avoir accepté d'être membres du jury de cette thèse.

La réalisation de cette thèse n'aurait pas été possible sans l'important soutien de mon employeur : le ministère du Développement Durable. Je remercie chaleureusement l'ENTPE et plus particulièrement le laboratoire RIVES pour m'avoir accueillie pendant ces 3 ans et demi. Outre ses précieuses ressources matérielles, le cadre de travail y était très agréable, notamment grâce à ses doctorants : les plus jeunes, Félix et Robin, qui ont vaillamment obtenu leur diplôme d'« assistants-handicap », les « co-bureau », Sébastien et surtout Bertrand, et tous les autres, Arie, Bilel, Fanny, Géraldine, Marion et Thomas. Je remercie également l'équipe de la chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté », Anaïk, Delphine (de l'AITPE), Éric, Fabrice, Laurette et Patrick, qui a rendu possible la conférence sur le *community organizing* organisée en mars 2012 à l'ENTPE. Je n'oublie pas les autres membres du laboratoire, Claudine, Fatiha, François, Françoise, Manu, Philippe (tout particulièrement pour sa proposition de communication commune autour de la notion d'*empowerment*) et Thierry qui ont tous contribué à rendre ces années de thèse agréables et enrichissantes. Mes remerciements s'adressent également aux autres doctorants et personnels de l'ENTPE et plus particulièrement à la direction de la recherche, à la régie, à la reprographie et au service médical. Dans le même ministère mais dans un autre établissement, je souhaite remercier mes futurs collègues du CETE de Lyon pour leur patience. Je tiens enfin à rendre hommage à Bernard Jouve pour m'avoir encouragée à me lancer dans cette aventure.

L'idée et la motivation m'ayant amenée à réaliser cette thèse sont nées d'un stage effectué en 2007 au sein de *London Citizens*. Merci à Matthew Bolton, alors *community organizer* à l'Est de Londres pour avoir accepté de m'encadrer et pour m'avoir appris, chemin faisant, à « organiser ». Je remercie le professeur Yves Cabannes et son assistante d'alors, Hannah Griffiths, de l'*University College of London* pour m'avoir initialement orientée vers cette association afin de travailler, sur le terrain, sur les problématiques du logement et de l'immigration. Ma très grande gratitude s'adresse à tous les membres et *community organizers* de *London Citizens* avec qui j'ai eu le privilège de travailler ou d'échanger et tout particulièrement ceux qui m'ont accordé de leur temps pour des entretiens. Un an, deux ans et trois ans après ce stage, ils m'ont toujours très bien accueillie même si mes objectifs étaient devenus moins « pertinents », j'étais en effet passée du côté obscur : celui de la recherche académique. Parmi tant d'autres, je tiens à remercier Sébastien Chapleau pour son soutien constant, David Smith qui verra bientôt le fruit de son travail avec le premier *Community Land Trust* de Londres et Colin Weatherup pour ses réponses toujours rapides à mes demandes de renseignements à distance et bien sûr Neil Jameson, l'impressionnant cofondateur et directeur de *London Citizens*.

L'aventure que représente cette thèse a été fortement enrichie par le projet ECHO. Je salue donc mes compagnons « alinskyens » : Adrien, David, Fabien, Jérôme, Manu, Pierre-Loïc et Solène. Cette expérimentation de *community organizing* à la française, avec la perspective de la création de l'Alliance Citoyenne de l'agglomération de Grenoble m'a, entre autres, permis de donner du sens à ce travail. Dans un registre similaire, la préparation de la troisième journée de la conférence de mars 2012 avec le collectif Pouvoir d'Agir et notamment Christophe, Jean-Pierre, Pascal, Tiphaine (la nouvelle recrue), et, *last but not least*, Isabelle, a été un réel plaisir, précieux en période de rédaction. Je pense également à d'autres passionnés tels Tara, Ladji et Graines de France.

Je suis reconnaissante envers toutes les personnes qui m'ont invitée à échanger, communiquer ou publier, et ce faisant ont permis d'enrichir mon travail en le sortant de sa coquille doctorale. Merci notamment à Marion Carrel et Julien Talpin pour leur accompagnement dans la rédaction d'un article ces derniers mois, ce qui a contribué à améliorer un chapitre. Je pense également au GIS « participation du public, décision, démocratie participative », à Bilel Benbouzid, Fabrice Bardet, Brigitte Colin de l'UNESCO, Guillaume Gourgues, Daniel Zamora, à l'ADELS, à la région Poitou-Charentes, à la région Rhône Alpes, à l'Afev, à la Fédération Nationale des Centres Sociaux ou encore à l'association lyonnaise Ici On Peut. Je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée pour l'élection, en 2008, de Barack Obama, un ancien *community organizer*, qui a permis, sûrement plus facilement, d'éveiller l'intérêt pour mon sujet de recherche.

Un grand merci à « mes relecteurs » qui m'ont apporté une aide précieuse durant le « marathon final » : Michel, Anne, Benoit, Tiphaine, Simone, Isabelle et à mes « assistants de traduction » : Félix et Sylvestre.

Parce que la réalisation d'une thèse déborde souvent dans la vie privée, je tiens à remercier tous mes proches qui m'ont accompagnée tout au long de cette belle aventure, et notamment dans les moments un peu durs de cette année 2012. Je pense plus particulièrement à mes amis également en thèse, Julio et Nasta, mais aussi aux autres « perchos » et à mes amis lyonnais (anciens et nouveaux), bordelais, vietnamiens, aixois, parisiens, grenoblois et londoniens. Un grand merci à ma famille, source de motivation, de confiance et de bien-être : ma mère (essentielle comme ses huiles), mon père (notamment pour sa relecture encourageante de la dernière semaine), ma grand-mère, mon grand-père, mes tantes, oncles, cousin(e)s et mes deux « bros », Étienne et Félix.

Et enfin, **ÉNORME** «big-up» à Ben de Coco. Merci pour tout.

Sommaire

INTRODUCTION	9
Étudier le <i>Broad-Based Community Organizing</i> depuis la France	15
La citoyenneté politique et sociale au défi de la gouvernance urbaine	33
« Organiser pour jouer un rôle dans la gouvernance »	41
D'acteur à apprenti chercheur, une enquête « par le bas »	43
Plan de la thèse	50
CHAPITRE préliminaire L'idéologie pragmatique et démocrate du <i>Broad-Based Community Organizing</i>	53
Section 1. Le « monde tel qu'il est »	58
Section 2. « Déverrouiller le pouvoir de la société civile »	72
Section 3. La démocratie, valeur morale du BBCO.	90
Section 4. S'inscrire dans l'Histoire de la citoyenneté	100
Conclusion du Chapitre préliminaire	105
1^{ÈRE} PARTIE <i>LONDON CITIZENS</i>, EMERGENCE ET FONCTIONNEMENT D'UNE ORGANISATION	111
CHAPITRE 1 « Mobiliser » et « représenter » la société civile	113
Section 1. Fédérer des « institutions intermédiaires »	115
Section 2. Financer l' « auto-organisation »	156
Conclusion du Chapitre 1	165
CHAPITRE 2 Émancipation individuelle ou collective ?	169
Section 1. Le « pouvoir relationnel », mobilisation et émancipation	171
Section 2. Former et mettre en scène des « leaders »	190
Section 3. En coulisse : les organisateurs, catalyseurs d'actions collectives	230
Conclusion du Chapitre 2	241
Conclusion de la 1^{ère} partie « organiser » le pouvoir de la société civile	244
2^{ÈME} PARTIE <i>LONDON CITIZENS</i> DANS LA GOUVERNANCE LONDONIENNE	249
CHAPITRE 3 Entre pouvoir et reconnaissance	251
Section 1. Saisie d'opportunité politique : représenter la société civile	253
Section 2. La capacité d'action de <i>London Citizens</i>	267
Section 3. La médiatisation, une lente reconnaissance	283
Conclusion du Chapitre 3	293
CHAPITRE 4 Contre-pouvoir et influence politique	297
Section 1. Responsabiliser la société civile pour quoi?	299
Section 2. Influence du modèle du <i>community organizing</i> dans la sphère politique	321
Conclusion du Chapitre 4	339
Conclusion de la 2^{ème} partie <i>London Citizens</i>, aiguillon moral et démocratique de la gouvernance	341
CONCLUSION	343
ANNEXES	353

SOURCES	380
BIBLIOGRAPHIE.....	393
Ouvrages et contributions à ouvrages.....	393
Articles et communications.....	403
Rapports et travaux universitaires	411
Liste des figures	413
Liste des encadrés.....	414
Table des matières.....	415

Liste des principales abréviations

BBCO	<i>Broad-Based Community Organizing</i>
BUILD	<i>Baltimoreans United in Leadership Development</i>
BYNC	<i>Back of the Yard Neighbourhood Council</i>
CLT	<i>Community Land Trust</i>
COF	<i>Citizen Organising Foundation</i>
GLA	<i>Great London Authority</i>
IAF	<i>Industrial Areas Foundation</i>
NDC	<i>New Deal for Communities</i>
SLC	<i>South London Citizens</i>
TELCO	<i>The East London Community Organisation</i>

INTRODUCTION

Londres, le 3 mai 2010.

Il est 13 heures, plus d'une centaine de jeunes sont regroupés au sous sol du *Westminster Central Hall*, temple méthodiste situé en face du Parlement britannique¹ et de l'abbaye anglicane de Westminster. Dix jours auparavant, ils ont répondu à un appel à volontaires pour participer à l'organisation de la *Citizens UK General Election Assembly* (l'« Assemblée de *Citizens UK* pour les élections nationales »). Des employés de *London Citizens* (la branche principale de l'organisation nationale *Citizens UK*²) leur expliquent le déroulement de l'après-midi et répartissent les bénévoles en plusieurs équipes. Tout le monde se disperse. La salle qui contient 2 150 places assises est décorée aux couleurs de *Citizens UK* et les programmes de l'assemblée sont installés sur les sièges. Sur la scène qui s'organise peu à peu, des dizaines de personnes se succèdent pour répéter leurs discours. Une conférence de presse se prépare.

Il est déjà 14 heures, des dizaines de personnes commencent à affluer vers l'entrée centrale de cet imposant édifice. Les jeunes volontaires, vêtus de tee-shirts violets à l'emblème de *London Citizens*, contrôlent les tickets d'entrée. Lors des deux dernières semaines, ces billets ont été répartis entre les 170 groupes adhérents de *London Citizens*. Ainsi, on peut distinguer des membres d'associations culturelles et de syndicats, venus avec leurs banderoles, ou encore des écoliers et des lycéens. Des bus en provenance de plusieurs villes du pays déposent des militants de la campagne *Citizens for Sanctuary* (« les citoyens pour l'asile »). Les jeunes bénévoles essaient tant bien que mal d'orienter les arrivants pour qu'ils s'installent. L'effervescence est à son comble.

Il est à peine 15 heures, une chorale semble se dégager du brouhaha de la grande salle. Elle mêle des chants musulmans et juifs à des gospels. Elle est conclue par l'arrivée d'un dragon chinois sur la scène. Deux heures auparavant, des restaurateurs d'origine chinoise et bengalaise manifestaient respectivement à *China Town* et *Brick Lane*, deux quartiers ethniques du centre de Londres, dans le cadre de la campagne *Strangers into Citizens* (« d'étrangers à citoyens ») menée par *London Citizens*. L'assemblée commence. Elle est présidée par Éric

¹ Aussi appelé « palais de Westminster », il est le lieu où siègent la Chambre des communes et la Chambre des Lords.

² Littéralement, les noms des organisations *Citizens UK* et *London Citizens* signifient en français et respectivement « les citoyens du Royaume-Uni » et « les citoyens de Londres ».

Brown, un influent « évêque » (*bishop*) protestant, leader du mouvement des *Black Churches*¹ du Royaume-Uni. Il se présente comme le « président des administrateurs de *Citizens UK*, le foyer du *community organizing* au Royaume-Uni »² et accueille chaleureusement tous les participants à ce qu'il nomme « le Quatrième Débat »³ de la campagne électorale. En dehors des chaînes de télévision BBC, ITV et Sky, *London Citizens* est en effet la seule organisation à proposer une confrontation entre les trois candidats aux élections nationales qui désigneront, trois jours après cette assemblée, le futur Premier ministre du Royaume-Uni.

London Citizens a déjà organisé plusieurs assemblées réunissant plus de 2 000 personnes face à des hommes politiques ou des dirigeants économiques. Mais, pour la première fois, elle le fait dans le cadre des élections nationales. En 2010, c'est aussi la première fois que des débats pré-électoraux sont organisés sur les trois principales chaînes télévisées du pays. Ces trois débats ont permis à un troisième homme de se révéler et de troubler l'habituel duel entre parti travailliste et conservateur. Pour les observateurs, cette intrusion du parti libéral démocrate et de son représentant – Nick Clegg – participe de ce qu'ils qualifient de « crise de la représentation » au Royaume-Uni (Faucher-King, 2010a) : déclin des adhésions et du militantisme dans les grands partis ; augmentation de l'abstention ; rejet de la politique institutionnelle et déclin de la confiance dans les institutions parlementaires, partis et élus (Faucher-King et Le Galès, 2007, 173). Contrairement aux trois premiers débats animés par les présentateurs vedettes de la télévision, Éric Brown précise que celui-ci se déroulera entre les candidats et « la société civile organisée »⁴ :

L'assemblée d'aujourd'hui est une étape supplémentaire d'un lent et patient processus de *Broad-Based Community Organizing* entamé il y a vingt ans en enseignant à nos institutions adhérentes, représentant des gens de foi, des étudiants, des syndicats et des associations locales, que ce n'est pas seulement juste de travailler ensemble mais que travailler ensemble pour le bien commun est également vecteur de pouvoir et que la politique est la façon dont vous le faites⁵.

London Citizens se définit comme « l'alliance la plus grande et la plus diversifiée de la capitale regroupant des citoyens actifs et des leaders d'institutions locales qui s'engagent à

¹ Eric Brown est à la tête des églises de dénomination chrétienne, et plus précisément pentecôtiste, rassemblées sous la dénomination "The New Testament Church of God" qui est la principale Église noire au Royaume-Uni.

² Les traductions proposées dans le texte sont personnelles sauf mentionné autrement en note de bas de page. Les traductions personnelles sont systématiquement accompagnées du texte original en note de bas de page ou en Annexe. "The Chair of the Trustees of *Citizens UK* – the home of community organizing in Britain". Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

³ "the Fourth Debate". Source : *idem*.

⁴ "Organized civil society". Source : *idem*.

⁵ "Today's assembly is another milestone in a twenty year journey of slow and patient broad-based community organizing – teaching our core member institutions of faith, and students, and unions, and local associations that it is not only right to work together but it is also powerful to work together for the common good – that politics is the way you do it." Source : *idem*.

travailler ensemble pour le bien commun »¹. Cette association² regroupe, en juillet 2011, 228 groupes³ adhérents (associations culturelles, établissements scolaires, branches syndicales et autres associations). Sa genèse peut être présentée de la façon suivante : en 1996⁴, elle est créée sous le nom de *The East London Community Organisation* (TELCO). Elle s'est ensuite étendue vers le Sud et l'Ouest en 2005 et finalement au Nord de Londres et le quartier de Shoreditch (Centre-Est de Londres) en 2011. 16 % de son budget repose sur les cotisations des membres, allant de £ 700 à £ 2 000 selon la taille de l'institution. Les 84% restant correspondent à des subventions provenant de fondations philanthropiques. Afin d'être en mesure de faire rendre des comptes aux responsables politiques, *London Citizens* refuse en principe tout argent public. Elle se dit non partisane. Saul Alinsky et Edward Chambers sont les principaux théoriciens et avant tout praticiens du modèle d'organisation sur lequel est construite *London Citizens* (Alinsky, 1946, 1971; Chambers, 2004). Le premier a fondé en 1940 à Chicago l'*Industrial Areas Foundation* (IAF) qui a été reprise et modernisée après sa mort en 1972 par le second⁵. L'IAF vise à encadrer la création d'organisations, généralement à l'échelle d'une ville, regroupant différentes associations préexistantes sur son territoire. Ces structures locales fédérées au sein de l'IAF sont au nombre de 47 aux États-Unis⁶ et ont pour objectif d'organiser des citoyens afin qu'ils agissent dans la vie publique de leurs quartiers et soient capables de défier, via des actions collectives, les détenteurs des pouvoirs locaux, publics comme privés. Elles abordent plusieurs questions telles que le logement, les salaires, l'emploi, la sécurité ou l'exclusion politique. Encadrés par des *community organizers*⁷, les habitants façonnent leur propre agenda et demandent des comptes aux élites économiques et politiques du territoire sur lequel ils s'organisent. *Citizens UK* est affilié à l'IAF au même titre que d'autres structures dans le monde⁸. Elle ne regroupe pour l'instant que deux

¹ «*London Citizens* is the capital's largest and most diverse alliance of active citizens and leaders from local institutions who are committed to working together for the common good». Source : bulletin d'adhésion à *London Citizens* reproduit en Annexe.

² *London Citizens* sera par la suite alternativement désignée par les substantifs « organisation » et « association ».

³ Les individus ne peuvent pas être membres. Pour désigner les groupes membres de *London Citizens* nous employons par la suite indifféremment les termes d'« institution », de « communauté », de « groupe » ou d'« organisation », généralement suivis des qualificatifs « membre » ou « adhérent ».

⁴ La création de *London Citizens* a été précédée par des expériences de *Broad-based Community Organizing* menées par Neil Jameson dans d'autres villes du Royaume-Uni depuis 1989.

⁵ Edward Chambers a pris sa retraite en janvier 2010 en tant que directeur exécutif. Il y a depuis quatre co-directeurs de l'IAF : Ernesto Cortes et Michael Gecan depuis 2010, et Christine Stephens et Arnold Graf depuis 2011.

⁶ Source : www.industrialareasfoundation.org/locate.html (consulté le 04.04.12).

⁷ Nous traduirons *community organizers* par « organisateurs » dans la suite du texte.

⁸ En 2012, l'IAF est présente, outre les États-Unis, au Royaume-Uni via *Citizens UK*, au Canada, en Australie et en Allemagne.

organisations locales, à Londres donc, mais aussi à Milton Keynes (*Citizens MK* a été créé en 2010) tandis que deux autres sont en cours de formation, à Birmingham¹ et à Nottingham².

Sœur Una, présidente des administrateurs³ de *London Citizens*, poursuit l'introduction de l'assemblée en présentant le processus démocratique – de nombreuses discussions et des votes mobilisant des milliers de citoyens – qui aboutit à l'élaboration du manifeste des *Citizens*⁴. Elle accueille ensuite sur scène différents membres de l'organisation qui assureront l'animation de l'assemblée et les présentations des revendications de l'organisation.

MANIFESTE DE *CITIZENS UK* POUR LES ÉLECTIONS NATIONALES

Citizens UK est la plus grande coalition d'organisations de la société civile en Grande-Bretagne et le foyer national du *Community Organizing*. Notre objectif est d'augmenter le pouvoir des communautés à participer à la vie publique à travers des alliances des institutions de la société, en leur permettant de travailler ensemble pour le bien commun. Notre manifeste est le résultat de milliers de conversations en tête à tête, de réunions internes et d'assemblées populaires. C'est l'agenda que nos organisations de citoyens, dont la plus grande est *London Citizens*, ont présenté aux chefs d'entreprise et aux leaders politiques depuis de nombreuses années. Il identifie des solutions viables aux défis clés soulevés par la société civile, et a déjà influencé les programmes des trois principaux partis.

Nous, le peuple, appelons le prochain gouvernement à :

1. *Reconnaître la « société civile » comme un partenaire égal au côté du gouvernement et du marché concurrentiel dans la gouvernance d'un pays en bonne santé.*

Cela implique une réunion entre le Premier ministre et une délégation de *Citizens UK* au moins une fois par an et la participation du gouvernement à au moins deux grandes assemblées civiques au cours de la prochaine législature. La voix du peuple doit être entendue par nos élus.

2. *Adopter le « salaire décent » (Living Wage) dans le secteur public et le promouvoir dans l'ensemble du pays.*

Travailler devrait suffire pour s'assurer un niveau de vie digne. Le gouvernement devrait s'assurer que le salaire décent soit le minimum pour tous les employés du gouvernement et des contrats des marchés publics. Prêchant par l'exemple, le gouvernement devrait promouvoir le « salaire décent » dans tous les secteurs de l'économie.

3. *Créer un plafond à 20% pour les taux d'intérêts sur tous les prêts non garantis et offrir un accès à un crédit abordable pour les communautés locales.*

La dette des particuliers sape la vie de famille et la confiance. Les conditions de prêts usuriers doivent être limitées. Afin que les familles et les entreprises ne soient pas privées de crédit, 1% du plan de sauvetage bancaire et/ou les avoirs non réclamés des

¹ Car c'est la seconde ville du Royaume-Uni. Une première organisation y avait été créée mais n'avait pas fonctionné. Il s'agit d'une deuxième tentative.

² C'est des leaders d'églises anglicanes qui ont invité *Citizens UK* à venir essayer de créer, à leur côté, une organisation dans cette ville.

³ Les administrateurs de *London Citizens* ou de *Citizens UK* siègent respectivement au Conseil d'Administration (*board of trustee*) de l'une ou l'autre association. Ils sont cooptés parmi les représentants des différentes institutions membres par ce CA.

⁴ Lorsque dans le texte en anglais le mot "citizens" est utilisé en italique ou avec des majuscules nous le laisseront en anglais car il renvoie alors au nom des organisations « *London Citizens* » et « *Citizens UK* ».

comptes en déshérence devraient être utilisés pour les communautés locales en stimulant les banques locales et les coopératives de crédit.

4. *Mettre fin à la détention des enfants dans les centres d'immigration comme une première étape vers la restauration de la tradition d'asile pour ceux qui fuient la persécution.* De manière urgente, le gouvernement devrait arrêter de loger les familles avec des enfants dans les centres de rétention.

5. *Faciliter l'accès à des logements abordables grâce à des "Community Land Trusts".* Au cours de la prochaine législature, le Parlement devrait mettre à disposition des terrains publics dans 10 quartiers différents pour que les *Citizens* organisent, à travers des Community Land Trust, des logements abordables pour les familles, à commencer par l'Hôpital de Saint-Clément vacant à Poplar et Limehouse et le site du parc olympique.

6. *Mettre en place une «régularisation méritée», unique et conditionnelle pour les immigrés de long terme en situation irrégulière.* Le gouvernement devrait reconnaître la présence d'une population en situation irrégulière estimée à 700 000 en Grande-Bretagne et l'impossibilité de son retrait forcé en permettant une voie vers un statut juridique pour les personnes qui satisfont les conditions de résidence de cinq ans et d'autres critères. Cette mesure sera introduite en complément et en appui au resserrement des politiques aux frontières¹.

Au total c'est une cinquantaine de personnes reflétant la diversité du public présent dans la salle qui défila sur scène. Après une heure consacrée aux présentations des cinq principales campagnes de l'organisation (les points 2 à 6 du manifeste – cf. encadré ci-dessus), les trois candidats se sont succédé au pupitre. Chacun à leur tour, ils avaient précisément dix minutes pour exposer leur position vis-à-vis de ces revendications. Ils promirent de revenir à au moins deux assemblées similaires lors de leur éventuel mandat (1^{er} point du manifeste). Le discours de Gordon Brown, le Premier ministre sortant, fut l'occasion pour lui de « trouver sa voix », pour reprendre l'expression de plusieurs journalistes². David Cameron, qui remporta les élections le 6 mai 2010, fit la promesse de travailler sur quatre des cinq revendications mises en avant par *Citizens UK*. Elles concernent l'augmentation des bas salaires, le logement, le plafonnement des taux d'intérêts et la promotion des prêts de proximité, ainsi que la fin de la détention des enfants immigrés. Cette dernière mesure a été mise en application peu de temps après son arrivée au pouvoir. La revendication non soutenue par David Cameron, la régularisation encadrée des travailleurs immigrés sans papiers, l'a été par le troisième candidat, Nick Clegg, qui devint son vice-Premier ministre.

¹ Le texte original se trouve en Annexe. Source : <http://www.citizensuk.org/2010/05/the-citizens-uk-general-election-manifesto/> (consulté le 04.04.12).

² Ce discours fut d'ailleurs vu 150 000 fois sur internet en trois jours. Source : <http://www.youtube.com/watch?v=6BA2Jz7xIXw> (consulté le 07.05.10).

Figure 1 Les trois principaux candidats à la fonction de Premier ministre devant l'assemblée organisée par *Citizens UK* le 3 mai 2010. De gauche à droite : Gordon Brown, David Cameron et Nick Clegg (Photos de Chris Jepson)



Extrait de la lettre de David Cameron à Neil Jameson, le directeur de *Citizens UK* et *London Citizens*, reçue le 14 Juin 2010 et rendue publique sur le blog de l'organisation.

« Cher Neil,

Merci beaucoup pour votre accueil à l'événement de *Citizens UK/London Citizens* durant la campagne électorale. Cela a été une belle opportunité et un événement incroyable. Merci de remercier de ma part votre équipe pour le travail formidable accompli pour l'organisation de cette journée. Je vous souhaite de nombreux succès dans le futur.

En ce qui concerne la promesse d'arrêter la détention d'enfants immigrés clandestins dans des centres de rétention, nous avons fait ce que nous avons promis.

Bien cordialement,

David Cameron »¹

¹ "Dear Neil, Thank you very much for welcoming me to speak at the *Citizens UK / London Citizens* general election event during the recent campaign. This was a great opportunity and an incredible event. Please pass on my thanks to your team for their hard work in organising the day. I wish you every success in the future. On the pledge

L'objet de cette thèse est l'association à l'origine de cette assemblée : « le plus grand public auxquels les trois candidats ont dû faire face ensemble au cours de la campagne électorale »¹, comme le décrira l'agence *Reuters* dans la nuit du 3 au 4 mai 2010 (Croft, 2010).

Citizens UK, et notamment sa branche londonienne, se donne pour mission, en étant indépendante du gouvernement, de :

Créer un réseau de citoyens organisés, informés et compétents qui agissent de manière responsable dans la vie publique de leur communautés et sont capables d'influencer, pour le bien commun, les décisions qui ont un impact sur leurs communautés².

D'une part, nous nous intéresserons à l'« organisation » de ce « réseau de citoyens » – dont les différentes appartenances culturelles sont célébrées lors d'événements comme l'assemblée décrite ici. D'autre part, c'est l'« action responsable » de *London Citizens* et son « influence » dans la « vie publique » qui sera examinée.

Étudier le *Broad-Based Community Organizing* depuis la France

London Citizens est construite sur un modèle particulier d'organisation de la société civile initié par Saul Alinsky et qui peut être qualifié par la formule *Broad-Based Community Organizing*³ (Mayo, 2004) (littéralement : « organisation communautaire à large base ») que nous emploierons tout au long de cette thèse. Cette association s'inscrit dans le champ du *community organizing*, expression qui renvoie, essentiellement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, à une grande variété de formes d'organisations collectives à l'échelle locale visant la participation des citoyens à la vie de leur communauté, dont le *Broad-Based Community Organizing* (BBCO) est un exemple. *Community organizing* peut être traduit en français par l'expression « organisation communautaire »⁴, comme le font les Québécois (Doré, 1985 ; Bourque, Comeau, Favreau, Fréchette, et al., 2007 ; Lachapelle, 2007 ; Shragge, 2007). Mais

to end the detention of children for asylum purposes, we have delivered as we promised. Best wishes, David Cameron.” Source : <http://www.citizensukblog.org/pm-thanks-citizens-uk/> (consulté le 04.04.12).

¹ “the largest live audience they have faced together during the campaign”.

² “to create a network of competent, informed and organized citizens who act responsibly in the public life of their communities and who are able to influence, for the common good, decisions which impact on their communities”. Source : bilan annuel de la COF (ancien nom de *Citizens UK*) de mars 2002.

³ On peut également parler de broad-based organizing ou de broad-based citizens organizing ou de community organizing plus généralement.

⁴ D'autres préfèrent le terme d'« organisation de la collectivité » (Médard, 1966, 1). On pourrait également parler d'« organisation des communautés ».

cette interprétation tend à effacer les différences sémantiques entre les termes « communautaire » et « communauté » (*community*). De plus, le mot *organizing* traduit un processus là où « organisation » peut aussi faire référence à une structure figée. Nous préférons donc conserver l'expression anglaise, notamment lorsqu'il s'agit de décrire des pratiques dans un contexte anglo-saxon.

Une des premières tentatives de description des pratiques de *community organizing* en français stipule qu'« il y a organisation communautaire, lorsqu'un expert cherche à introduire un changement social dans une communauté locale, en faisant participer la communauté à son propre changement » (Médard, 1966, 2). Mais il est alors précisé que cette « définition [est] provisoire car la réalité qu'elle cherche à cerner est mouvante et finalement personne ne semble savoir exactement ce qu'est l'organisation communautaire » (*ibid.*). Cette dernière observation garde toute son actualité. « L'action sociale basée sur la participation active des intéressés » (Salberg et Welsh-Bonnard, 1970, 52) est l'une des marques distinctives qui permet de repérer ces différentes pratiques (Doré, 1985, 211). Outre cet idéal participatif, ces divers modes d'organisation ont en commun de viser l'amélioration des conditions de vie des habitants mobilisés et surtout un même usage de la rhétorique de la « communauté ». En français, le terme de « nébuleuse communautaire » (Bacqué, 2005b, 48 ; Gagnon, 2008) permet ainsi de qualifier cet ensemble de pratiques qui « ne dessinent pas un univers homogène » (Bacqué, 2005b, 48). Dans un premier temps, nous allons situer *London Citizens* et plus largement le *Broad-Based Community Organizing* dans cette « nébuleuse ». Nous présenterons ensuite succinctement les origines et la structure de *London Citizens* avant d'éclairer l'usage des notions de « communauté » et de « société civile » ainsi que le rôle que peut avoir la religion dans le *community organizing*. Ce faisant, une partie des questionnements qui traversent cette thèse seront introduits.

Les tendances conflictuelles et consensuelles du *community organizing*

Nous proposons ici un rapide portrait de l'ensemble des pratiques de la « nébuleuse communautaire ». Dans une acception large, le *community organizing* renvoie à un « processus qui engage des personnes, des organisations et des communautés vers des objectifs tels que (...) l'amélioration de la qualité de la vie et la justice sociale » (Orr, 2007, 2). Les différentes déclinaisons de ce processus dépendent de ce qu'on entend par « communauté » – une zone géographique, un groupe ethnique ou une communauté d'intérêts – mais aussi des

financements, des objectifs de l'« organisation », de sa structuration et de son positionnement vis-à-vis de la puissance publique. Certaines pratiques ambitionnent essentiellement la prestation de services pour et par la communauté, là où le modèle initié par Saul Alinsky dans les années 1940 à Chicago envisage la création de contre-pouvoirs capables de défier les élites politiques et économiques d'un territoire. Saul Alinsky est d'ailleurs souvent désigné comme « le père » du *community organizing* (Fisher et Kling, 1987, 38 ; Stall et Stoecker, 1998, 735 ; Sirianni et Friedland, 2001, 43) et les différents praticiens de la « nébuleuse communautaire » s'inspirent, à des degrés divers, de ses écrits (Bacqué, 2005b, 55). Mais en réalité l'utilisation du terme *community organizing* peut renvoyer à des pratiques antérieures, et différentes, à celles initiées par ce « rebelle » (Horwitt, 1989). Quand il a proposé son modèle d'organisation, Saul Alinsky était d'ailleurs conscient des formes précédentes de *community organizations* aux États-Unis, comme les *settlement houses*¹ (Austin et Betten, 1977) dans le domaine du travail social². Mais ce “radical community organizer” (Trolander, 1982, 350) fait valoir que son modèle prend « la direction vers laquelle les problèmes de la vie sociale dans les sociétés complexes peuvent être résolus avec une plus grande chance de succès que les philosophies précédentes des *community organizations* »³ (Alinsky, 1941, 808). Il renvoie alors à la distinction, entre son modèle et celui dit du « développement communautaire » (Fisher et Shragge, 2007, 194), qui s'élabore en considérant le rapport à la puissance publique⁴. Le premier développe une relation plutôt « conflictuelle » avec les élites économiques et politiques. Pour le second, ce rapport est davantage « consensuel » (Médard, 1966, 136). Ces deux tendances peuvent également se rejoindre dans ce que Peter Dreier (1996, 122) appelle un “comprehensive community empowerment”. Dans tous les cas, elles reposent sur « une participation de la population à son propre changement » (Côté et Harnois, 1978, 111).

¹ Les premières *settlement houses* (souvent traduite par « centres sociaux ») ont été créées par des « gens de la classe aisée » qui ont choisi d'aller vivre au milieu « des populations laborieuses écrasées par la Révolution Industrielle » afin de « partager leur vie » et de « les aider à surmonter leur difficulté ». Jane Addams en est la principale inspiratrice (Médard, 1966, 200–201). Pour une histoire de ce mouvement, voir le chapitre « Consolider les fondements de la démocratie : le mouvement des centres sociaux aux USA durant l'ère progressiste » (Mattson, 2011) de l'ouvrage collectif *La démocratie participative, histoire et généalogie* (Sintomer et Bacqué, 2011). Plusieurs auteurs ont essayé de comparer les deux figures du mouvement communautaire que sont Jane Addams et Saul Alinsky. Ils sont souvent présentés comme deux héritiers de John Dewey (Mattson, 2011, 192).

² Dans le domaine du travail social, le *community organizing* s'est développé en tant que discipline à part entière (Trolander, 1982, 350) depuis les premières *settlement houses* de Jane Addams. En français, on parle alors de « travail social communautaire » (Lamoureux, Mayer et Panet-Raymond, 1984 ; Baillergeau et Bellot, 2007 ; Bourque, Comeau, Favreau, Fréchette, et al., 2007), voire de « développement social local » (Jacquier, 2005 ; Besson, 2008).

³ “the direction in which the problems of social life in complex societies can be met with greater hope of success than previous philosophies of community organization”.

⁴ Cette typologie ne doit pas minimiser la grande diversité des expériences relativement à d'autres variables.

On distingue ainsi, d'une part, l'action politique et sociale progressiste¹. Ce mouvement peut être porté par des organisations réunissant des individus (cf. ACORN² ou des mobilisations autour de la défense des droits d'un groupe particulier comme ce fut le cas pour le mouvement des droits civiques) ou divers groupes de la société civile préexistants sur un territoire (congrégations religieuses, associations, écoles, syndicats...), on parlera alors de *Broad-Based Community Organizing*³. Une dizaine de réseaux similaires à l'IAF mais indépendants se sont développés aux États-Unis (cf. PICO⁴, Gamaliel Foundation⁵, DART⁶). Les organisations composant ces réseaux sont, par principe, indépendantes des principaux pouvoirs locaux publics comme privés afin d'être en mesure d'exercer un véritable contre-pouvoir. Elles utilisent et développent la capacité d'action – le leadership – des habitants mobilisés par les « organisateurs ». Elles ont comme objectif la lutte pour la justice sociale et comme moyen l'interpellation des pouvoirs en place, la « réclamation de comptes » (*accountability*) et la proposition de solutions. Elles s'inspirent toutes du modèle mis en avant par Saul Alinsky (1946, 1971), en suscitant délibérément le conflit avec le système politique et économique, à des degrés divers, pour réaliser le changement visé et par là transformer la société globale (Médard, 1966, 146). À l'intérieur de cet ensemble, les thématiques abordées et les publics mobilisés peuvent varier, tout comme les stratégies adoptées vis-à-vis de la politique partisane, ou les objectifs en matière d'émancipation individuelle des participants. Les spécialistes distinguent ainsi les organisations purement « alinskiennes » de celles plus « freirienne »⁷, dans lesquelles le développement des compétences et la reconnaissance individuelle sont prioritaires à la réussite des actions politiques (Gray, 2010, 954).

D'autre part, on identifie le *community development* ou « développement communautaire ». (exemple : les *Community Development Corporations* dans le secteur du logement, les *settlement*

¹ Des organisations réactionnaires aux États-Unis comme la *Christian Coalition* ou le mouvement du *Tea Party* ont des principes de fonctionnement qui pourraient se rapprocher du *community organizing*. Un ouvrage tel *Rules for Conservatives: A Response to Rules for Radicals by Saul Alinsky* (Master, 2012) reprend explicitement les travaux de Saul Alinsky en les adaptant pour les conservateurs. Mais en général, et comme en témoignent les réactions des républicains américains au *community organizing* et plus particulièrement aux méthodes de Saul Alinsky (ex : l'ouvrage *Radical-in-Chief: Barack Obama and the Untold Story of American Socialism* (Kurtz, 2010)), cette expression est réservée aux mouvements progressistes.

² *Association of Community Organizations for Reform Now*

³ Il peut plus précisément s'agir de *Faith Based (Community) Organizing* (appelé aussi *Congregation-Based Community Organizing*) lorsque la totalité des groupes membres sont des associations culturelles, ce qui est assez fréquent aux États-Unis.

⁴ *Pacific Institute for Community Organization*

⁵ Organisation dans laquelle Barack Obama travailla à la fin des années 1980.

⁶ Direct Action and Research Training Center

⁷ En référence à Paulo Freire et ses travaux sur la conscientisation (Freire, 1982[1974]) dont des organisations s'inspirent explicitement (Gray, 2010, 953). La conscientisation est « une méthode d'éducation active qui aide l'homme à prendre conscience de sa problématique, de sa condition de personne, donc de sujet et lui permet d'acquiescer les instruments qui lui permettront de faire des choix et feront qu'il se politisera lui-même » (Calvès, 2009, 737).

houses dans le domaine du travail social). Ces organisations proposent souvent à la fois la construction d'un sens de la communauté ("community building" (Fisher et Shragge, 2007, 196)) et la gestion de services de proximité. Elles visent généralement à ce que les citoyens impliqués ne participent pas seulement à la prise de décision mais qu'ils contribuent également à la réalisation des projets adoptés (Sintomer et Bacqué, 2011, 18). Elles peuvent être liées aux expériences plus contestataires de *community organizing* quand celles-ci évoluent, par exemple, vers la cogestion d'un programme qu'elles auraient contribué à mettre en place. Ainsi l'IAF s'engage-t-elle ponctuellement et localement dans des « partenariats complexes » avec la puissance publique (Sirianni et Friedland, 2001, 50). Ces organisations peuvent également résulter d'une politique publique (ex : *The Social Security Act* en 1935, le *Community Action Program* de 1964 ou les *Empowerment Zone* aux États-Unis, le *New Deal For Communities* ou le *Big Society program* au Royaume-Uni). Témoins du désengagement de l'État ou du rêve autogestionnaire, la « gestion communautaire » outre-Atlantique s'inscrit généralement à la fois dans « une tradition de la *grassroot democracy* » et dans une « longue "conversation" avec des politiques publiques » (Bacqué, 2005b, 53–54). Dans le discours de l'action publique des pays anglo-saxons, comme dans les organisations internationales comme la Banque Mondiale, le *community organizing* est souvent accolé à la notion d'*empowerment* (Bacqué, 2006) et est mis en avant en tant que technique d'auto-organisation de la société civile, souvent pour pallier le non-engagement des autorités publiques en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité, de logement et de développement économique. Les initiatives qui en émanent impliquent les habitants d'un territoire dans le développement et/ou la gestion de services¹, comme le logement ou la sécurité. Dans certains cas, c'est le renforcement de l'« intégration » des habitants autour de projets reliés aux structures de pouvoir en place qui est visé (Doré, 1985, 215). Dans d'autres, c'est plus spécifiquement le développement d'entreprises ou de projets contrôlés par ceux et celles qui y travaillent ou qui en consomment les produits ou les services. Gérald Doré (1985, 216) parle alors d'« appropriation »². En analysant ces différents types d'organisations, Marie-Hélène Bacqué (2005b, 65) met en regard une « capacité d'innovation remarquable » qui constitue souvent une des seules forces de protection et de représentation des habitants avec une « parcellisation de la gestion urbaine » qui met en concurrence différentes *community organizations* et laisse le marché maître du jeu urbain. Jacques Donzelot (2008, 53) parle à ce sujet du « social de compétition » qui serait destiné à permettre

¹ Peter Dreier (1996, 121) distingue à ce sujet le "community based development" qui renvoie à un projet d'amélioration du cadre physique et économique d'un quartier et le "community based service provision" qui vise à fournir des services aux habitants d'un quartier dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

² Gérald Doré propose une classification des « organisations communautaires » en distinguant quatre principes stratégiques : intégration, pression, appropriation, politisation (Doré, 1985, 215–216).

la mobilisation de la société par rapport à des enjeux économiques, ceci pour suppléer aux carences de l'État.

Finalement, l'usage hétérogène du terme *community organizing* illustre le besoin de renouveler les formes de participation mais finit peut-être par ne plus signifier grand-chose, à l'image de la notion sœur d'*empowerment* (Donzelot et Mevel, 2003 ; Bacqué, 2006 ; Calvès, 2009 ; Balazard et Genestier, 2009). La rhétorique de la responsabilisation de la « communauté » peut servir à contester, ou inversement à renforcer, les relations de pouvoir entre l'État, le Marché, et la société civile. Elle est utilisée de manière ambivalente à la fois par ceux qui sont partisans des valeurs progressistes revendiquant plus de justice sociale et entendent œuvrer contre la pauvreté, et par ceux qui sont porteurs d'une conception critique des institutions publiques et de l'état-providence. Cette ambivalence renvoie également aux devenir des actions collectives contestataires, entre « institutionnalisation et contre-pouvoir » (Bacqué, 2005a). Notre thèse permettra de mettre en évidence cette « tension » au sein même de l'action de *London Citizens*.

Une littérature essentiellement praticienne et/ou militante

La littérature sur la « nébuleuse communautaire » en général est très développée aux États-Unis et au Canada. Elle regroupe différentes approches disciplinaires (philosophie, sociologie, science politique, géographie, théologie, histoire). Les différentes formes que peuvent prendre ces expériences sont souvent étudiées séparément. La littérature plus spécifique sur le *Broad-Based Community Organizing*, bien développée aux États-Unis¹, est naissante au Royaume-Uni (J. Pierson, 2001b ; Jamoul, 2006 ; Glasman, 2007 ; Wills, 2009a ; Bunyan, 2010 ; Bretherton, 2011) depuis la création de *London Citizens*. Dans la plupart des travaux, le *community organizing* est présenté comme un remède à la crise des démocraties², « une école de la démocratie et de la citoyenneté progressiste, une graine parmi d'autres efforts de résistance »³ (Fisher et Shragge, 2007, 207) et un vecteur de lien social (M. R. Warren, 2001). Plus particulièrement, les *Broad-Based Community Organizations* permettraient d'augmenter l'influence de la société

¹ Différents ouvrages traitent des organisations comme l'IAF, PICO ou ACORN (Boyte, 1989 ; Fisher, 1984 ; Stall et Stoecker, 1998 ; M. R. Warren, 2001 ; Osterman, 2002 ; Wood, 2002 ; Orr, 2007 ; Dreier, 2007 ; Minieri, Getsos et Klein, 2007 ; Ganz, 2009 ; DeFilippis, Fisher et Shragge, 2010).

² Cf. le "*Scholars strategy network*" <http://scholarsstrategynetwork.org/>. À travers des projets nationaux et régionaux, ce réseau encourage les universitaires à soutenir et à développer des politiques publiques et des initiatives qui amélioreraient la démocratie américaine. Plusieurs chercheurs étudiant le *community organizing* font partie de ce réseau.

³ "As schools of democracy and progressive citizenships, as seeds of larger resistance efforts".

civile non marchande dans la gouvernance d'un territoire vis-à-vis des entreprises lucratives, de favoriser l'intégration politique des habitants les plus démunis, d'influer sur les politiques des entreprises aussi bien que des autorités publiques, de développer des partenariats entre différents collectifs associatifs privés et publics et d'établir une action durable sur un territoire (Orr, 2001, 88). Cette dimension normative et prescriptive¹ – que l'on retrouve en France, dans les premiers travaux sur la participation du public en démocratie (Blondiaux et Fourniau, 2011, 14–15) – va souvent de pair avec un engagement militant de l'auteur. La littérature existante sur *London Citizens* est nourrie essentiellement par des chercheurs engagés dans l'organisation. Elle participe ainsi plus à construire et à renforcer l'idéologie de l'association qu'à en faire une analyse critique. Des approches qui tentent d'étudier en profondeur la naissance, les ressorts idéologiques, les pratiques et les effets de ce mouvement sont plus rares. Jean-François Médard, l'un des premiers auteurs français à s'être penché sur la nébuleuse communautaire américaine, en prenait le chemin² dans sa thèse de doctorat intitulée *L'organisation communautaire au États-Unis. Des techniques d'animation et de participation civique dans les communautés locales* (1966) et dont il tira un livre (Médard, 1969). Depuis, des auteurs français se sont intéressés à la « nébuleuse communautaire » (Jacquier, 1992 ; Donzelot, Mevel et Wyvekens, 2003 ; Bacqué, 2005b, 2005c ; Chauvin, 2007), notamment à travers une perspective comparative avec la France. En revanche, très peu d'entre eux se sont penchés de manière approfondie sur le BBCO dont Jean-François Médard³ (1966, 261) parlait comme de « la plus intéressante », car la « plus créatrice, [la] plus globale et [la] plus dynamique ». À travers ce travail, nous proposons donc d'apporter un éclairage particulier sur cette « nébuleuse communautaire » en examinant plus spécifiquement le *Broad-Based Community Organizing* anglais. Réciproquement, les cadres d'analyses développés dans cette thèse, issus en partie de la littérature française, proposent une grille de lecture originale de ce domaine de recherche principalement anglo-saxon et dont l'analyse critique est le maillon faible.

¹ Certains de ces travaux peuvent développer des analyses plus nuancées tout en véhiculant une vision normative du *community organizing* comme voie de revitalisation démocratique. Ces critiques constructives soulèvent les limites des organisations comme l'IAF en termes d'efficacité et de radicalité (Fisher et Shragge, 2007, 206). En revanche, des approches résolument plus critiques existent. On les retrouve dans des ouvrages non spécialisés dans le *community organizing*, proposant des analyses comparatives. Dans *Freedom is an endless meeting* par exemple, Francesca Polletta décrit succinctement le fonctionnement d'une organisation de l'IAF pour montrer les tensions entre la recherche de la participation du plus grand nombre et la prise de décision (Polletta, 2002, 200). Nous y reviendrons dans la première partie de cette thèse.

² Dans la conclusion de sa thèse Jean-François Médard avertit, à contre courant de « l'écrasante majorité des spécialistes », qu'« on ne sauvera pas la démocratie par des techniques psychosociologiques. L'organisation communautaire n'est pas une panacée » (Médard, 1966, 260).

³ Mais il ne consacre à l'étude des organisations initiées par Alinsky au sein de l'IAF qu'une trentaine de page dans sa thèse.

Généalogie et structure de *London Citizens*

Saul Alinsky, en mêlant, entre autres, les principes de l'« enquête sociale » avec ceux de l'organisation syndicale, a créé une nouvelle forme de *community organizing* (Engel, 2002, 61). Son travail a ainsi été inspiré par le syndicaliste John L. Lewis (Hoffman, 2010, pp. 89–94) et par les sociologues de l'École de Chicago où Saul Alinsky a étudié la criminologie de 1926 à 1932 (Engel, 2002, 51). Là bas, Clifford Shaw¹, inspiré par l'« enquête sociale »² d'Ernest Burgess³ (1916), a lancé le *Chicago Area Project*. Pour lui, les approches traditionnellement individualistes de la délinquance juvénile avaient échoué car elles n'attaquaient pas le problème de la désorganisation sociale (Engel, 2002, 59). En 1936, Saul Alinsky, recommandé par son ancien professeur, Ernest Burgess, fut employé en tant qu'« organisateur » de ce projet. Sa fiche de poste reprenait les principes du travail d'organisation, à travers la réalisation d'« enquêtes sociales », mis en place par Ernest Burgess⁴ (Burgess, Lohman et Shaw, 1937) : (1) développer le programme pour le quartier dans son ensemble ; (2) souligner l'autonomie des populations locales dans la planification et l'exploitation du programme ; (3) accentuer la formation et le développement d'un leadership local ; (4) maximiser les institutions du quartier déjà établies et (5) les activités sont l'occasion de faire participer les individus. Selon Lawrence Engel (2002, 60), c'est au sein du *Chicago Area Project* que Saul Alinsky aurait ainsi développé son savoir-faire. Ce dernier va ensuite s'émanciper de cette expérience et créer, en 1939, le *Back of the Yard Neighbourhood Council* (BYNC) qui, non seulement envisage de lutter contre la criminalité, mais également contre tout autre type de problèmes rencontrés dans ce quartier de Chicago. Il y reprend les principes d'organisation qu'il avait mis en œuvre dans le cadre du *Chicago Area Project* (*ibid*, p. 61). Mais il ne fera jamais

¹ Clifford Shaw s'est spécialisé à l'Université de Chicago dans la criminologie et plus spécifiquement la délinquance juvénile. Il a notamment publié *The Jack roller : a delinquent boy's own story* (C. R. Shaw, 1930) où il utilise l'histoire de vie d'un jeune délinquant pour tenter d'entrer, en décrivant les attitudes personnelles, dans le monde social du délinquant. Puis il coécrivit en 1942 *Juvenile Delinquency and Urban Areas* (C. R. Shaw et McKay, 1942) où il avance que la criminalité est liée à la désorganisation de l'ordre social (faiblesse des structures communautaires) et dépend, dans un quartier, de trois facteurs : la pauvreté, la mobilité et l'hétérogénéité de la population.

² “The social survey of a community is the scientific study of its conditions and needs for the purpose of presenting a constructive program for social advance” (Burgess, 1916, 492).

³ Un des préfigurateurs de ce qu'on appelle l'École de Chicago et plus particulièrement de l'écologie urbaine. Il a notamment écrit avec Robert Park *Introduction to Science of the Sociology* (Park et Burgess, 1921). En 1928, Ernest Burgess précise ses hypothèses sur la structure écologique des villes dans un article intitulé “Residential Segregation in American Cities” dont la célébrité doit beaucoup à son modèle des zones concentriques (Burgess, 1928).

⁴ Ernest Burgess (1916, 493) cite d'ailleurs Jane Addams comme l'une des “social workers” ayant réalisé ce qu'il appelle des « enquêtes sociales » au sein des *settlement houses*.

référence à ses études à l'Université de Chicago pour expliquer les origines de son modèle d'« organisation des communautés »¹.

L'IAF a été créée en 1940 afin d'étendre le travail effectué par Saul Alinsky à Chicago à d'autres régions du pays. Après la mort de ce dernier en 1972, Edward Chambers lui succéda à la tête de l'IAF. Là où Saul Alinsky se vantait d'être provocateur et de se battre contre les structures au pouvoir, Edward Chambers promeut le développement d'alliances larges et puissantes, avec une forte prédominance des congrégations religieuses et notamment chrétiennes, capables d'entrer en relation avec d'autres centres de pouvoir comme le gouvernement, le système scolaire et les entreprises (Orr, 2001, 73). Il pérennise également l'IAF en tant qu'institut de formation permettant de soutenir toutes les organisations locales. Ce que Saul Alinsky voulait n'être que temporaire, il l'institutionnalisa (M. R. Warren, 2001, 47). Harry Boyte (1989, 99) note ainsi que « les organisations de l'IAF sont passées de la simple protestation à la prise de responsabilité pour l'initiation de politiques publiques et pour ce qu'ils appellent la gouvernance »².

Outre-Atlantique, Neil Jameson entendit pour la première fois parler du *Broad-Based Community Organizing* au début des années 1970. Il dirigeait alors la *Church of England Children's Society*, une association caritative luttant contre la pauvreté et la maltraitance des enfants. Cette organisation très bureaucratique produisait de nombreuses études mais n'était guère opérationnelle sur le terrain. Neil Jameson en était frustré et découvrit, par ses lectures, Saul Alinsky. Il y vit un moyen de développer les capacités d'action des individus et des communautés, pour aboutir à des changements sociaux importants. En 1979, il entreprit un voyage aux États-Unis et observa, sur le terrain, l'action de l'IAF. Il rencontra à cette occasion Edward Chambers. Après avoir refusé une première fois, ce dernier finit par accepter d'apporter son expertise à la création d'une organisation anglaise (Jamoul, 2006, 71). En 1989, Neil Jameson avait recueilli l'argent et le soutien nécessaire³ pour la création de la *Citizen Organising Foundation* (COF). Il devint alors le premier *community organizer* du Royaume-Uni et créa une organisation à Bristol. Neil Jameson est aujourd'hui directeur exécutif de *Citizens UK*, le nouveau nom de la COF. Après quelques années, il se rendit compte que pour avoir un impact sur le pays, il était nécessaire de s'installer à Londres, le Royaume-Uni étant

¹ Suite à son expérimentation dans le quartier *Back of the Yard* il publiera un article intitulé "Community Analysis and Organization" dans l'*American Journal of Sociology* dans lequel il présente sa méthode d'organisation. Il ne se réfère alors à aucun ouvrage ou article.

² "IAF groups shifted from simply protest organizations to the assumption of some responsibility for policy initiation and what they call 'governance'".

³ Il convainquit notamment un des financeurs de la *Children Society*, *The Barrow Cadbury Trust*, de lui financer deux ans de salaire pour commencer ce projet de *community organizing*.

un pays très centralisé. *London Citizens* a ainsi été créé en 1996 et est maintenant l'organisation principale de *Citizens UK*, qui est elle-même affiliée à l'IAF. Chaque année, un organisateur de la fédération américaine vient apporter son soutien, son regard critique et son expertise. Les organisateurs de l'association londonienne ont adapté leurs méthodes et leurs stratégies à partir de la pratique de l'IAF. Ils font régulièrement référence¹ aux livres de Saul Alinsky (1971) et d'Edward Chambers (2004) et à d'autres ouvrages écrits par les *community organizers* tels que *Going Public* de Michael Gecan (2004[2002]), co-directeur de l'IAF depuis 2010. Ce dernier définit un organisateur par ce qu'il n'est pas. « Ni un facilitateur. Ni un conseiller. Ni un prestataire de services ou une bonne-âme. Ni un idéologue. Ni un agent politique. Ni un expert. Ni un progressiste. Ni un militant »² (*ibid.*, ix). Michael Gecan essaye ainsi de définir le BBCO comme une activité professionnelle distincte. On pourrait ajouter qu'un organisateur de l'IAF n'est pas non plus un syndicaliste, ni un travailleur social. Certaines caractéristiques de l'activité développée par les employés de *London Citizens* la différencient de son modèle américain. Ainsi, l'assemblée de mai 2010 organisée trois jours avant les élections nationales n'a pas eu d'équivalent outre-Atlantique où l'action reste centrée sur les villes, voire les régions, mais n'a que très rarement d'impact significatif sur l'agenda politique national³ (Fisher et Shragge, 2007, 210). Neil Jameson est parfois appelé, informellement, par les membres actuels de l'IAF, « l'Alinsky anglais ». Et les organisateurs de Londres préfèrent parler de l'IAF comme d'un partenaire plutôt que comme d'une organisation surplombante.

London Citizens est dirigée par un conseil d'administration (CA) élu par et parmi les membres des institutions adhérentes. Ce CA emploie un directeur exécutif, Neil Jameson, une vingtaine d'organiseurs et environ trois gestionnaires. Depuis 2009, chaque organisateur a en charge un ou deux arrondissements⁴ (*borough*) de Londres dans lequel l'association a des membres. Territorialement, il doit gérer le recrutement, les campagnes locales, la formation des membres et leur lien avec les autres territoires de l'association. Chaque sous-partie de *London Citizens* (Est, Ouest, Sud, Nord, Shoreditch) est composée de plusieurs arrondissements et un des organisateurs en est l'« organisateur principal » (*lead organizer*). Certains organisateurs sont, de plus, spécialisés sur une des campagnes de l'organisation.

¹ Nous reviendrons longuement sur ces références dans le chapitre préliminaire.

² “Not a facilitator. Not an adviser. Not a service-provider or do-gooder. Not an ideologue. Not a political operative. Not a pundit. Not a progressive. Not an activist.”

³ Cette différence est notamment due au caractère beaucoup plus centralisé du Royaume-Uni comparativement à celui de l'État fédéral américain (M. R. Warren, 2009, 118–120).

⁴ À l'exception, depuis 2010, d'une petite équipe de deux à quatre personnes en charge de recruter et d'organiser des communautés spécifiques d'immigrés à travers Londres, la “New Citizens Organising Team”.

« Leader » est la terminologie employée par les organisateurs pour désigner les membres les plus actifs dans l'association. Un des objectifs des organisateurs est d'impliquer le maximum de personnes dans les activités de l'organisation. Un participant est appelé « leader » lorsqu'il est présent régulièrement aux réunions, actions et assemblées et lorsqu'il contribue à mobiliser d'autres personnes pour ces activités, voire à recruter de nouveaux membres. *London Citizens* propose régulièrement des formations de « leadership », appelées également stage de *community organizing*. Les administrateurs sont par exemple des « leaders » qui sont cooptés par les autres administrateurs, souvent conseillés par les organisateurs.

L'activité de *London Citizens* est rythmée par plusieurs événements invariants. Chaque année l'association organise différentes assemblées. Chaque section de l'organisation (Est, Sud, Ouest, Shoreditch et Nord) en tient au moins deux par an. Les premières (*Delegates assembly*) ont lieu au début de l'automne. Elles regroupent chacune 300 à 500 personnes. À ces occasions, les différentes institutions membres sont appelées à voter afin de déterminer les actions à mener dans l'année. Il s'agit de choisir certaines campagnes quand les propositions sont trop nombreuses, et de fixer un ordre de priorité entre elles. Les membres des équipes stratégiques¹ y sont nommés (sur la base du volontariat et d'un membre par institution). Les secondes sont organisées en novembre-décembre et correspondent à l'assemblée annuelle de chaque section géographique de l'organisation. C'est l'occasion de dresser le bilan et de célébrer les victoires de l'année écoulée. Enfin, *London Citizens* organise également son assemblée générale à la fin de l'année, où le budget est présenté pour validation et la nomination ou la reconduction des administrateurs approuvée. Outre ces assemblées régulières, d'autres sont organisées dans le cadre de certaines campagnes ou en amont des élections locales (comme tous les 4 ans depuis l'an 2000 avant les élections du maire du Grand Londres) ou nationales.

London Citizens mène différentes campagnes à des échelles allant du quartier au pays. Nous présentons ici succinctement les plus importantes.

- À travers la *Living Wage Campaign*, l'organisation cible les différents employeurs de Londres et les incite à payer « décemment » tous leurs salariés ainsi que les travailleurs employés par leurs sous-traitants. La vie dans la capitale est plus coûteuse qu'ailleurs dans le pays et le salaire minimum national, en vigueur depuis 1999, ne permettrait pas à un employé de faire vivre correctement une famille à Londres. Depuis 2001, de nombreux établissements scolaires, hospitaliers ou financiers ainsi que la mairie du Grand Londres et tous ses services

¹ Chaque section a une équipe stratégique (avec une composition et un rôle qui peut varier) qui se réunit au moins 4 fois par an au sujet des campagnes en cours.

ont été ciblés par cette campagne et sont devenus des *Living Wage Employers*. Les jeux Olympiques de 2012 sont les premiers jeux à payer au minimum « un salaire décent » à tous les employés. Un service de la mairie calcule maintenant tous les ans le montant de ce salaire horaire. En 2011, il a été estimé à 8,30¹ livres, le salaire minimum anglais étant de 6,08² livres.

- Une autre campagne, dans le domaine du logement cette fois, consiste à convaincre différents propriétaires fonciers de céder des terrains afin de créer des *Community Land Trusts* (CLT). Ce modèle de logement abordable venant des États-Unis permet aux personnes à revenus faibles ou modérés de posséder leur logement mais garantit aussi que ces habitations soient accessibles aux futures générations d'occupants. Le terrain est donné par un propriétaire foncier (par exemple la mairie) à un *Community Land Trust* qui le protège et le gère en tant que propriété commune. Les prix ne sont pas indexés au marché de l'immobilier mais à l'inflation. Boris Johnson, maire de Londres de 2008 à 2012 s'est engagé auprès de *London Citizens* à créer le premier CLT de la capitale. Il sera construit sur l'ancien site d'un hôpital dans l'Est de Londres (*St Clements hospital* dans le quartier de Mile End). Si cette expérience est un succès, d'autres CLT seront construits, par exemple sur le site des jeux olympiques.

- La campagne *Strangers into Citizens* a pour but la régularisation, sous conditions, des quelques 700 000 travailleurs immigrés sans papiers de Grande Bretagne.

- La campagne *Citizens for Sanctuary* a permis d'organiser, à travers la création de l'*Independent Asylum Commission*, un audit indépendant de la politique et des pratiques en matière de demande d'asile au Royaume-Uni. S'en est suivie une série de recommandations³. En 2010, le nouveau gouvernement s'est par exemple engagé à mettre fin à la détention des enfants résidant irrégulièrement sur le territoire.

- Suite à la crise économique qui a débuté en 2007, une série de nouvelles revendications sont portées par *London Citizens*. Il s'agit de limiter les taux d'intérêt pour les emprunts à la consommation, de développer les possibilités d'effectuer des microcrédits à travers notamment des caisses mutuelles de crédits, d'encourager l'éducation à la gestion financière et de créer une charte des bonnes pratiques pour les banques.

- La campagne *City Safe* encourage les habitants des quartiers à créer des liens entre eux, avec les commerçants et avec la police. Elle a par exemple encouragé la création de *City Safe*

¹ Source : http://www.london.gov.uk/media/press_releases_mayoral/record-rise-london-living-wage-puts-%C2%A355-million-pockets-capital%E2%80%99s-low-p (consulté le 10.04.12).

² Source : http://www.direct.gov.uk/en/Employment/Employees/TheNationalMinimumWage/DG_10027201 (consulté le 10.04.12).

³ Trois rapports publiés par l'*Independent Asylum Commission* et la COF, intitulés *Saving Sanctuary*, *Safe return* et *deserving dignity* présentent ces recommandations. Ils sont accessibles en ligne : <http://www.citizensforsanctuary.org.uk/pages/reports.html>

Haven (« refuge pour une ville sûre ») dans les quartiers les plus difficiles. Des logos indiquent aux enfants si un commerce peut les accueillir momentanément et appeler leurs parents s'ils ne se sentent pas en sécurité.

Communauté, société civile et religion, les dissonances françaises du *community organizing*

En France, s'appuyer sur des « communautés » paraît incompatible avec l'idéal républicain dit universaliste. Dans cette perspective, la diversité culturelle est tolérée mais elle doit rester dans le domaine privé et ne pas envahir le domaine public. La puissance publique ne semble donc pas légitime à encourager, ni même à tolérer, l'action d'organisations dans des quartiers populaires, où les immigrés sont par exemple généralement très présents, avec les pratiques et les valeurs culturelles qui leur sont propres. Pourtant, depuis quelques années, on observe en France un regain de curiosité pour la « nébuleuse communautaire » (Jacquier, 1992 ; Donzelot, Mevel et Wyvekens, 2003 ; Bacqué, 2005b) et, parallèlement, la volonté de revisiter la pertinence du concept de communauté (I. Sainsaulieu, Salzbrunn et Amiotte-Suchet, 2010). Sur le terrain, cet intérêt renvoie aux débats récurrents sur les limites de la politique de la ville¹ et du travail social² et a récemment été revigoré par l'attention portée à la carrière de Barack Obama (Lesnes, 2007 ; Behrent, 2008 ; Quinqueton, 2011), qui fut lui même organisateur à Chicago. Ce « regain de curiosité » ne doit pas occulter, d'une part, qu'une partie du secteur associatif français ne se réfère pas aux théories de la nébuleuse communautaire mais met en œuvre des principes similaires, et, d'autre part, que dès les années 1960, des initiatives variées³ ont explicitement tenté d'importer certaines de ces pratiques (Médard, 1966, 260–261).

¹ Cf. le récent rapport Terra Nova « Projet 2012 – Contribution n°27 Banlieues et quartiers populaires : remettre les gens en mouvement » (Donzelot, Djaziri et Wyvekens, 2012).

² L'ouvrage de Saul Alinsky *Rules for radicals* a été traduit une première fois en français en 1976 et s'intitule *Manuel de l'animateur social* et circule beaucoup chez les travailleurs sociaux.

³ Jean-François Médard cite alors le COPRAS (Comité Parisien de Recherche et d'Action Sociale) qui agit dans le domaine du travail social. Plus largement, le secteur associatif dans ce domaine, celui de l'éducation populaire ou du développement local peuvent s'inspirer des expériences communautaires anglo-saxonnes au même titre que d'autres pratiques, d'Amérique du Sud par exemple. Au-delà de l'intérêt pour la « nébuleuse communautaire », les écrits de Saul Alinsky peuvent également servir de ressources pour les activistes plus « radicaux ». Adrien Roux relate ainsi que des leaders de la Confédération Nationale du Logement (pendant dans les années 1970) et les militants de Roubaix revendiquaient une « démocratie vivante » qui serait animée par la pression constante des mouvements citoyens. Ils se référaient alors explicitement à Saul Alinsky et à la place centrale qu'il donne au conflit dans la démocratie (Alinsky, 1946) et illustraient ainsi une vision plus politique et conflictuelle de la démocratie participative que celle qui prit le dessus dans les années 1990 (Roux, 2011, 78–80). La nouvelle traduction du livre *Rules for Radicals* en 2012 (cette fois avec un titre plus fidèle, *Être radical*), illustre cet attrait plus « radical ». Là où la première traduction était, elle, particulièrement destinée au domaine du travail social, la préface de cette seconde traduction essaye de raviver l'intérêt de ce livre pour les militants de gauche, voire révolutionnaires (Görtz et Zamora, 2012).

Dépasser l'opposition communauté/société

Depuis Tocqueville, la vivacité de la vie locale et associative aux États-Unis a été soulignée maintes fois¹ en contraste avec des traditions plus étatistes et centralisées, caractéristiques de la tradition républicaine française (Bacqué, 2006, 116). À rebours de l'imaginaire politique français², à la fois radicalement individualiste (peu de médiation entre l'individu et l'État) et holiste, car l'identité fondamentale est celle de la Nation, conçue comme cadre de la citoyenneté (Balazard et Genestier, 2009), *London Citizens* vise à créer un intermédiaire entre d'un côté l'individu, de l'autre l'État et le Marché. En ce sens, « communauté » dans l'expression *community organizing* est associée à la notion de « société civile » si on définit celle-ci en opposition aux deux autres entités que sont l'État et le Marché. Un slogan de *London Citizens* est d'ailleurs : *reweaving the fabric of society* (« retisser la société »). En France, la difficulté particulière qui tient à la traduction et à l'interprétation de la notion de *community* (Bacqué, 2005b, 48) va d'ailleurs de pair avec celle concernant la notion de « société civile », même si cette dernière engendre sûrement moins de « fâcheuses confusions » (Boudon et Bourricaud, 1982, 73).

L'opposition traditionnelle en sociologie française et allemande entre communauté (*Gemeinschaft*) et société (*Gesellschaft*) (Tönnies, 1944) n'est pas structurante dans la rhétorique communautaire du BBCO³. Pour Edward Chambers (2004, 128), « la société civile est structurée par les lieux, les relations et les traditions »⁴. Pour Saul Alinsky « le mot *community* signifie communauté d'intérêts »⁵ (Alinsky, 1971, 120). La « communauté » est un ensemble de « personnes vivant de manière organisée »⁶ (*ibid.*, 116). Mais, si la communauté est déjà organisée, pourquoi l'organiser comme le stipule le gérondif *organizing*? Saul Alinsky (1971, 116) explique alors que lorsqu'une communauté est apathique politiquement et non participative, il faut « attaquer les manières dont la vie dans la communauté est organisée. La

¹ Cf. par exemple l'étude de Gabriel Almond et Sidney Verba (1963), *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*.

² Dans sa conclusion, Jean-François Médard (1966, 262) stipule d'ailleurs qu'il est pour lui « utopique » que de telles « organisations communautaires », quelles soient consensuelles ou contestataires, voient le jour en France, du fait de la grande centralisation de l'État et de la faible autonomie locale. Signalons toutefois une expérimentation en cours à Grenoble depuis 2010 des méthodes de Saul Alinsky et du BBCO qui, même s'il est encore trop tôt pour l'affirmer, semblerait montrer la possibilité de telles organisations en France.

³ L'usage du mot *community* varie selon les types de *community organizing*. C'est entre autre pour cela qu'il est préférable de parler en français de « nébuleuse communautaire » plutôt que d'« organisations communautaires », ce qui aurait tendance à uniformiser les différentes pratiques et plus précisément leur usage du mot *community*. Nous nous concentrons dans cette thèse sur le BBCO.

⁴ «Civil society is structured on place, relationship, and tradition».

⁵ «the word 'community' means community of interests».

⁶ «People living in an organized fashion».

première étape dans l'organisation est la désorganisation »¹. De plus l'expression *community organizing* dans le BBCO renvoie également à l'« organisation » des communautés entre elles². Ces définitions laissent entendre que les principes de « communalisation » – décrivant des relations sociales basées sur des sentiments « traditionnels ou affectifs » et sur l'appartenance « à une même communauté » – comme de « sociation » – la relation sociale se fonde alors sur un « compromis » ou une « coordination d'intérêts » motivés « rationnellement » – (M. Weber, 2003a[1921], 78), les solidarités « mécaniques » – basées sur les similitudes entre les individus – comme « organiques » – qui dérivent de la division du travail (Durkheim, 2002c[1893], 121–122) renvoient à la notion de *community*, qui est employée de manière interchangeable avec la notion de « société ». La similarité des usages de ces deux termes, pour désigner des ensembles sociaux construits, se retrouve chez John Dewey. Pour ce philosophe pragmatiste, ce que les individus « doivent avoir en commun pour former une communauté ou une société sont des buts, croyances, aspirations et une connaissance – une compréhension commune »³ (Dewey, 1916, 5). Ce rapprochement entre « communauté » et « société » n'est pas totalement étranger en France où Denis Segrestin (1980, 196), en se démarquant explicitement de la définition de Ferdinand Tönnies, emploie l'expression de « communauté-société » pour caractériser une mobilisation – « une communauté d'action » – qui intégrerait la société locale lors d'un conflit social. Plus généralement, la notion de « lien social » permet de dépasser l'opposition communauté/société en France (Hirschhorn, 2010, 11).

Dans le contexte anglo-saxon, la notion de communauté est polymorphe mais elle renvoie, la plupart du temps, à un phénomène spatial, au lieu d'avoir une définition basée sur le lien social comme chez Ferdinand Tönnies (Schrecker, 2006, 25). Elle est notamment associée à la notion de quartier même si elle ne s'y réduit pas. Robert Park et Ernest Burgess définissent ainsi la communauté comme « le terme qui est appliqué aux sociétés et aux groupes sociaux dans le cas où ils sont appréhendés du point de vue de la distribution géographique des individus et des institutions qui les composent »⁴ (Park et Burgess, 1921, 163). Dans le BBCO, la communauté peut certes être envisagée sous une dimension spatiale, comme

¹ “Attack the prevailing patterns of organized living in the community. The first step in community organization is community disorganization”.

² C'est en partie pour ce double sens : organisation de la communauté (ou communautaire)/organisation des communautés, que nous ne souhaitons pas traduire l'expression *community organizing*.

³ “What they must have in common in order to form a community or society are aims, beliefs, aspirations, knowledge – a common understanding”.

⁴ Cité et traduit par Cherry Schrecker (2006, 27).

intermédiaire territorial entre l'unité familiale et la ville¹. Mais elle ne se réduit pas à une « communauté physique. Les exceptions sont les ghettos ethniques lorsque la ségrégation a abouti à des communautés physiques qui coïncident avec leurs communautés d'intérêts, ou, lors de campagnes électorales, dans les districts politiques qui sont basés sur des démarcations géographiques »² (Alinsky, 1971, 120). La communauté est surtout appréhendée socialement et politiquement en tant qu' « institution intermédiaire » en référence à la tradition civiliste et pluraliste anglo-saxonne :

Les organisations de la société civile sont appelées institutions intermédiaires – les familles, congrégations, écoles, clubs, organisations citoyennes, groupes athlétiques, associations de parents et de professeurs, associations de locataires, syndicats, organisations fraternelles et sociales, et ainsi de suite. Elles sont généralement des petites unités de pouvoir, constituées de personnes organisées avec leur propre argent. Elles sont le ciment qui permet de faire société. Sans ses relations et ses pouvoirs, il y a le chaos et l'anarchie³ (Chambers, 2004, 61).

Cette vision se distingue clairement de la tradition rousseauiste pour laquelle « il importe (...) pour avoir bien l'énoncé de la volonté générale qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'État et que chaque citoyen n'opine que d'après lui » (Rousseau, 1762, 65).

Pour le BBCO, la société civile est donc « l'espace où les gens se réunissent volontairement afin d'agir autour d'intérêts communs »⁴ (Chambers, 2004, 61). En revanche, ces intérêts ne sont pas économiques. « En aucun cas [la société civile] ne tourne autour de l'argent »⁵ (Chambers, 2004, 128). Ainsi est-elle définie en opposition non seulement à l'État mais également au Marché et aux intérêts économiques⁶, à la différence du diptyque hérité de la pensée hégélienne qui oppose la société civile à la puissance publique et l'associe souvent à la sphère économique (Ehrenberg, 1999, 144).

La valorisation des « institutions de la société civile » ou, indifféremment, des « communautés » – en ce qu'elles permettent de « dépasser les préoccupations privées et individuelles pour permettre de participer à la construction du bien commun »⁷ (Sandel, 2005,

¹ « Le défi est de savoir comment agir politiquement pour atteindre la destinée souhaitée pour votre famille, votre communauté, votre ville et votre pays » (Chambers, 2004, 78). “The challenge is how to move politically to realize some of the destiny you want for your family, your community, your city, your state, and your country.”

² “not physical community. The exceptions are ethnic ghettos where segregation has resulted in physical communities that coincide with their community of interests, or, during political campaigns, political districts that are based on geographical demarcations.”

³ “The organizations of civil society are so-called mediating institutions – families, congregations, schools, social clubs, citizens organizations, athletic groups, parent-teacher associations, block clubs, unions, fraternal and social organizations, and so on. They are usually small units of power, constituted by organized people with their own money. These institutions are the glue that holds societies together. Without these relationships and this power, there is chaos and anarchy.”

⁴ “The place where people come together voluntarily to act in and around shared interests”.

⁵ “not a (...) a nanosecond shifting around of money”.

⁶ « L'état et le marché sont arrivés après et existent pour soutenir [la société civile] » (Chambers, 2004, 61).

⁷ “the institutions of civil society draw us out of our private, self-interested concerns and get us in the habit of attending to the common good.”

56), renvoie au renouveau des thèses tocquevilliennes dans la philosophie américaine¹. Ce courant philosophique est d'ailleurs nommé le *communitarianism*. Il ne faut pas confondre ce terme avec l'expression française « communautarisme » qui « signifie la ségrégation d'un groupe délimité d'individus, donc leur retrait de l'ensemble social » là où le *communitarianism* définit la communauté comme « une tentative de construire une organisation sociale apte à satisfaire le désir de communion » (Schrecker, 2010, 55). Pour éviter la confusion entre ces deux acceptions, nous préférons l'adjectif « communautarien » pour désigner ce courant philosophique. Dans les politiques publiques au Royaume-Uni, on retrouve, l'idéal démocratique associé à la notion de *community*. Sous le gouvernement de Tony Blair, les politiques à destination des quartiers² souhaitaient explicitement raviver l'idéal coopératif et l'engagement au sein de sa communauté (Booth, 2010, 26). Il en est de même avec le gouvernement conservateur et son accent mis sur « la grande société » (*the Big Society*). Florence Faucher-King et Patrick Le Galès (2007, 172) ont souligné « les risques de dérives » de ces références idéalistes à « la communauté ». « La rhétorique de l'ordre dans une communauté » peut par exemple « dégénérer dans la mise à l'écart d'individus non-conformistes » (*ibid.*).

Alors qu'en tant que « symbole de la résistance à l'État », le « mythe de la société civile » ou de la communauté rassemble « les partisans de l'autonomie sociale, que celle-ci prenne la forme du libre jeu du marché ou de l'autogestion » (Rangeon, 1986, 30), ce travail va permettre d'éclairer l'usage de ces deux notions par *London Citizens*.

La question de « la place de la religion dans la démocratie »

Le BBCO propose donc de retisser la société en alliant différentes communautés. Parmi les membres des organisations de l'IAF, les congrégations religieuses sont les plus nombreuses³. La religion est alors envisagée comme « une espèce particulière de façon d'agir en communauté » (M. Weber, 2003b[1921], 145). Aux États-Unis, les groupes religieux, congrégations ou autres types d'associations, font partie de l'arène civique⁴ depuis les débuts de la nation américaine (Lichterman, 2008, 84). « La séparation de l'Église et de l'État n'a pas

¹ Et, plus largement, à la conception de la politique de Hannah Arendt (1995, 59). « Partout où des hommes se rassemblent, un monde s'intercale entre eux, et c'est dans cet espace intermédiaire que se jouent toutes les affaires humaines. »

² Notons que le nom du ministère dédié à l'équivalent de la politique de la ville se nomme le *Communities and local Government Department*.

³ Elles représentent 87% des membres aux États-Unis (Slessarev-Jamir, 2004, 586), en 2011, elles représentent 48% des membres de *London Citizens* (cf. graphique chapitre 1 section 1. A.3).

⁴ « Civic relationships are voluntary, public relationships, informal or formal, that people develop relatively free of direct coercion by the state, the family, or the imperatives of market exchange » (Lichterman, 2008, 84).

invalidé une dimension religieuse pour le domaine politique »¹ (Bellah, 1991, 171). Les orientations religieuses communes à une grande majorité de la population ont « joué un rôle crucial dans le développement des institutions américaines et confèrent, encore aujourd'hui, une dimension religieuse à tout secteur de la vie du pays »² (*ibid.*). En France au contraire, selon notamment les théories philosophiques des Lumières, « la religion doit s'effacer au fur et à mesure que les lumières se développent » (Antoine, 2003, 133). À « ceux qui avancent l'exceptionnalité américaine, Tocqueville oppose l'exceptionnalité³ française » (*ibid.*) et concède que la religion peut desservir la démocratie si elle est attachée à « un gouvernement donné dans l'espace et dans le temps » (*ibid.*, 136). En revanche, « quand la religion renonce à l'exercice d'une puissance de type temporel », elle peut acquérir une « influence considérable et bénéfique pour la société » (*ibid.*). Il faut donc attribuer le divorce français entre l'Église et l'État à une « union auparavant trop fusionnelle de la politique et de la religion » (*ibid.*, 137). Aux États-Unis, la religion s'imisce naturellement, voire nécessairement selon Tocqueville, dans la vie politique. Ce dernier « doute que l'homme puisse jamais supporter à la fois une complète indépendance religieuse et une entière liberté politique ». Il est « porté à penser que, s'il n'a pas de foi, il faut qu'il serve, et, s'il est libre, qu'il croie » (Tocqueville, 2002b[1840], 30). Pour cet observateur insatiable de l'Amérique, il y a un « lien nécessaire entre démocratie et religion » (Antoine, 2003, 133). Son point de vue invite à reconsidérer « la place de la religion dans l'espace démocratique » (*ibid.*, 134) et incite à s'interroger sur la part prépondérante de la religion, et plus largement du « phénomène religieux »⁴, dans les *Broad-Based Community Organizations*.

¹ Cité et traduit par Thierry Quinqueton (2011, 117).

² Idem.

³ De la même manière, Marcel Gauchet (2001, 10) parle de la séparation entre l'État et l'Église, « de la religion et de la politique » comme de « l'originalité principale » de la France.

⁴ Durkheim distingue les « faits religieux » des « religions ». « La religion est un tout de phénomènes religieux (...), il y a, dans toute société, des croyances et des pratiques éparses, individuelles ou locales, qui ne sont intégrées dans aucun système déterminé » (Durkheim, 2002a[1897-1898], 4). Il précise qu'il appelle « phénomènes religieux les croyances obligatoires ainsi que les pratiques relatives aux objets donnés dans ces croyances » (*ibid.*, 20) et subsidiairement, « les croyances et les pratiques facultatives qui concernent des objets similaires ou assimilés aux précédents » (*ibid.*).

La citoyenneté politique et sociale au défi de la gouvernance urbaine

La démocratie dans l'organisation de la société et le gouvernement des villes et des pays n'est pas un état mais un « horizon »¹ (Rosanvallon, 2008, 359), voire une « fantaisie »² (Rancière, 2005, 58). D'une part, les « formes de société »³ dites démocratiques sont régulièrement remises en cause par de nouvelles formes d'inégalités (Rosanvallon, 2011b, 11). « Les institutions démocratiques réveillent et flattent la passion de l'égalité sans pouvoir jamais la satisfaire entièrement » se souciait déjà Tocqueville (2002a[1835], 34). D'autre part, les régimes politiques qui se déclarent démocratiques sont en perpétuelle⁴ réinvention, accumulant les expérimentations. Ainsi, les deux grands principes qui ont présidé l'ordre politique dans les démocraties occidentales ces dernières décennies – la centralité des élus, bénéficiant de la légitimité issue de l'élection, et une approche universaliste du social et de la citoyenneté organisée par l'État (Jouve, 2005, 319) – ne sont plus, aujourd'hui, indiscutables. La désaffiliation partisane et les forts taux d'abstention aux élections témoignent d'une certaine distance des citoyens envers le système politique conventionnel (Blondiaux et Sintomer, 2002, 30). Cette distance peut être interprétée comme la conséquence de la désaffection de la population vis-à-vis du politique – que celle-ci soit cyclique (Hirschman, 2002) ou constante (Nina Eliasoph, 1998) – ou, tout au contraire, comme celle de la vitalité de la citoyenneté politique (Rosanvallon, 2011b, 11). Le désintérêt pour les formes traditionnelles de participation politique ferait alors partie d'un mouvement critique à l'égard d'une conception de la démocratie limitée au principe majoritaire et au seul accomplissement du vote (Blondiaux, 2008b, 44). Dans tous les cas, la « crise des formes traditionnelles de représentation politique »⁵ est devenue un « lieu commun » (Blondiaux et Sintomer, 2002, 30)

¹ « La démocratie dessine l'horizon d'une organisation de la vie sociale en chantier, que nul ne peut prétendre avoir encore pleinement réalisé. »

² « La société démocratique n'est jamais qu'une peinture de fantaisie, destinée à soutenir tel ou tel principe de bon gouvernement. Les sociétés, aujourd'hui comme hier, sont organisées par le jeu des oligarchies. Et il n'y a pas à proprement parler de gouvernement démocratique. »

³ Les révolutions américaines et françaises avaient comme idée mère l'égalité. La démocratie était envisagée à la fois comme « forme d'une société d'égaux » et comme « régime de la souveraineté du peuple » (Rosanvallon, 2011b, 15). De même, Jacques Rancière (1998) distingue le politique comme processus de gouvernement et le politique comme processus d'égalité.

⁴ Jacques Rancière (2005, 58) parle du « scandale démocratique » pour signifier qu'« il n'y aura jamais, sous le nom de politique, un principe de la communauté, légitimant l'action des gouvernants à partir des lois inhérentes au rassemblement des communautés humaines (...). Le mot de démocratie ne désigne alors ni une forme de société ni une forme de gouvernement ».

⁵ Et nombre d'auteurs de rappeler que, à l'origine, les systèmes représentatifs n'avaient rien de démocratique (Manin, 1996, 11). En cela, l'expression « démocratie représentative » constituerait de toute façon plus un oxymore qu'un pléonisme (Rancière, 2005, 61).

et sert à justifier des pratiques et des activités présentées comme solutions à cette « crise » (Boutaleb et Roussel, 2009, 9).

Trois caractéristiques des systèmes démocratiques contemporains – et de leurs limites – amènent notre questionnement. Premièrement, face à la « crise de la démocratie représentative », de nouvelles modalités institutionnelles de participation des citoyens à la vie politique se mettent en place, témoignant de la « montée en puissance des impératifs délibératif et participatif » (Blondiaux et Sintomer, 2002, 30), mais ont plus tendance à susciter de nouveaux défis démocratiques qu'à en résoudre. Deuxièmement, on observe un glissement de la question sociale à la question urbaine, voire « locale », qui induit une redéfinition de la citoyenneté et pose la question des échelles pertinentes de l'action collective. Troisièmement, l'émergence constatée « d'un style d'action publique dominé par des mécanismes de coopération entre les niveaux de gouvernements et entre les acteurs publics et non-publics : la gouvernance » (Papadopoulos, 2008, 281), constitue un autre signe d'« une vision de la politique décentrée par rapport au système fondé sur la démocratie représentative » (Blondiaux et Sintomer, 2002, 29). La « gouvernance », entendue comme un concept analytique, permet de reformuler la quête démocratique.

Les impensés de l'« impératif participatif »

La démocratie s'est toujours manifestée à la fois comme « une promesse » – répondre au « double impératif d'égalité et d'autonomie » de la société – et comme « un problème », celui d'une « réalité fort loin d'avoir satisfait ses nobles idéaux » (Rosanvallon, 2006, 10). Une « société ouverte » (Popper, 1979) réagit en permanence à ses dysfonctionnements. Depuis plus de vingt ans, on parle de l'érosion de la confiance des citoyens dans les institutions politiques (Rosanvallon, 2006, 24–25) et du déclin de la responsabilité des gouvernants (François, 2010). Au Royaume-Uni, la distance accrue entre représentants et représentés – illustrée en 2010 par une succession de scandales mettant en question l'honnêteté des hommes politiques et l'indépendance des partis à l'égard du monde des affaires – participe au « rejet de la politique conventionnelle » (Faucher-King, 2010a). Les formes traditionnelles d'engagement collectif (syndicats et partis) sont en déclin incontestable (Keane, 2009, 754) et le nombre de Britanniques considérant que « les citoyens ont un devoir moral de s'engager dans la vie politique locale » est tombé de 70% en 1959 à 44% en 2000 (Faucher-King et Le

Galès, 2007, 148). Pour répondre à ce que certains qualifient de « crise du politique »¹, de nombreux dispositifs de participation à la vie politique, le plus souvent à l'échelle de la ville ou du quartier, sont mis en place par les différentes puissances publiques. Qu'ils traduisent la prise en compte de revendications démocratiques ou la recherche d'une gestion publique plus efficace, il s'agirait essentiellement de seconder, voire de parfaire, la démocratie de représentation en incluant un plus grand nombre de personnes, au-delà du vote, dans le « débat public sur les choses de la cité », *i-e* « la délibération » démocratique (Sintomer, 2011a, 241). Cette tendance illustre une « pluralisation des modes de la légitimité démocratique » (*ibid.*, 267) ainsi que « la capacité du système représentatif à absorber dans sa propre logique les instruments participatifs » (Blatrix, 2009). Assia Boutaleb et Violaine Roussel (2009, 13) récuse d'ailleurs l'« étiquette » de « crise » de la démocratie représentative et préfèrent parler de « malaise de la représentation » pour signifier « les transformations dans la représentation progressivement en train de se faire ».

Il reste que, là où certains dispositifs participatifs peuvent être envisagés comme un moyen d'amoindrir les inégalités politiques existantes (Pimbert et Wakeford, 2001, 23), dans la majorité des cas, ils contribuent plus à les reproduire. Alors que les « avantages économiques sont une source essentielle d'avantage politique » (Cohen et Fung, 2011, 118), ils ne permettent pas d'enrayer le processus de « disqualification politique des populations les plus socialement démunies » (Blondiaux, 2008b, 70). Au Royaume-Uni, des études révèlent ainsi que la politique, malgré de tels dispositifs, reste dominée par la classe moyenne tandis que les plus pauvres en sont largement exclus (Pattie, Seyd et Whiteley, 2004, 275). L'incapacité des plus démunis à influencer sur les politiques publiques se paye directement par une aggravation des inégalités sociales et contribue au « déchirement de la démocratie » qui dépérit en tant que forme sociale égalitaire (Rosanvallon, 2011b, 11). Dans quelle mesure de nouvelles formes de démocratie peuvent-elles permettre de contrecarrer ce processus ? Cette question alimente notamment le débat sur la compatibilité entre la participation institutionnalisée et « l'expression réelle des conflits traversant la société », et plus précisément des « points de vue, souvent dissidents et dissonants, des groupes sociaux les plus faibles » (Blondiaux, 2008a, 133). Les expériences participatives initiées par les gouvernements *New Labour* au Royaume-Uni en direction des quartiers défavorisés se sont plus intégrées dans un « mouvement de

¹ Notons que cette qualification est loin de faire l'unanimité. Pour certains auteurs il paraît exagéré de parler de crise du politique. Si crise il y a, ils observent que c'est plutôt du côté des modèles classiques d'analyse sociologique du politique qu'il faut la chercher (Agrikoliansky, 2001). Pierre Rosanvallon (2006, 10) propose par exemple de prendre en compte de façon dynamique « les réactions de la société aux dysfonctionnements originels des régimes représentatifs » et parle du « mythe du citoyen passif » (*ibid.*, 24). Les formes de participations « non conventionnelles » (grèves, manifestations, pétitions, formes de solidarités collectives, groupes d'interpellation) ont, elles, plutôt tendance à se multiplier (*ibid.*, 24-25).

modernisation des services publics » que dans une dynamique d'émancipation politique des habitants. Elles « n'ambitionnent de transfert effectif du pouvoir aux habitants à l'échelle locale que de manière limitée », notamment à cause du très fort encadrement des partenariats locaux ainsi créés (Blondiaux, 2008b, 19). Par exemple, une série de politiques de revitalisation urbaine, comme le *New Deal for Communities* (NDC), met l'accent sur la participation de la population. Le NDC favorise la formation de partenariats associant agences publiques, privées et associations bénévoles pour déterminer les priorités des quartiers ciblés (J. Diamond, 2005, 103). Mais les sujets traités sont généralement prédéfinis par les institutions au lieu d'être déterminés par la population concernée. Les communautés resteraient dominées par les élites politiques et les services professionnels et n'impliqueraient durablement que les citoyens auparavant déjà actifs (Pratchett et al., 2009, 160). Marion Carrel (2006) montre qu'en l'absence de relais associatifs et politiques, les expériences qui visent à introduire des citoyens « ordinaires » dans le processus de décision ne peuvent avoir qu'un effet limité. Pour Marie-Hélène Bacqué (2005a, 82), nier l'existence d'espaces publics parallèles aux expériences de démocratie participative institutionnelles, fait courir « le risque de réduire la participation à des questions managériales et de faire silence sur les enjeux sociaux et politiques ». Dans le sens d'une quête démocratique nécessairement perpétuelle, plusieurs auteurs montrent ainsi que, au-delà des initiatives publiques en matière de participation, il existe un champ ouvert pour des expériences permettant l'expression de voix critiques et le développement d'actions alternatives aux politiques et dispositifs gouvernementaux (J. Diamond, 2005, 113). *London Citizens* représente ce genre d'expérience. Elle ambitionne de faire participer les communautés défavorisées de Londres de manière indépendante des formes traditionnelles ou institutionnelles de participation « venant du haut », en renvoyant à une dimension plus « conflictuelle » de la participation démocratique. Son action ouvre des pistes pour répondre à l'enjeu démocratique majeur : comment inclure le plus grand nombre dans la politique démocratique, à travers la multiculturalité et au-delà des inégalités sociales et économiques (Young, 2002). Mais peut-on surmonter la tension centrale qui travaille tant les mouvements sociaux que les théories démocratiques : comment concilier participation la plus large aux décisions collectives et efficacité des actions mises en œuvre ? Il est en tout cas nécessaire d'examiner « l'articulation de la délibération et de l'action collective » et d'engager « la réflexion sur les voies les plus efficaces du changement social », deux points qui sont « les parents pauvres » de la littérature sur la délibération démocratique (Sintomer, 2011, 265).

Si la question de la participation des citoyens est importante, celle de la légitimité de la représentation et de l'érosion de la confiance dans les représentants demeure cruciale. La « dissociation de la légitimité et de la confiance » constitue un des problèmes centraux des démocraties. Cependant, il existe diverses « pratiques de mises à l'épreuve, de contre-pouvoir sociaux » ou d'institutions « destinés à compenser l'érosion de la confiance par une organisation de la défiance » (Rosanvallon, 2006, 12). Le déclin de la confiance des citoyens dans les institutions politiques doit ainsi être resitué « dans une appréhension plus large des transformations de l'implication citoyenne » (*ibid.*, 25). L'assemblée présentée en introduction, organisée par *London Citizens* le 3 mai 2010, peut être envisagée comme un mécanisme permettant un meilleur contrôle de la part des gouvernés sur les gouvernants, notamment du fait de l'autonomie de son organisation. Elle illustre l'« aspiration à consacrer et à prolonger » les effets du « pouvoir périodique d'élection » par l'« action d'un contrôle plus permanent »¹ (*ibid.*, 19). *London Citizens* parle d'*accountability assembly* lorsqu'elle organise des assemblées avant les élections municipales du Grand Londres². Dans l'exercice du pouvoir qui leur est « confié », Bastien François (2010) explique que les gouvernants doivent « répondre en permanence de cette confiance, ce qui suppose de devoir rendre des comptes ». Ce processus de « mise à l'épreuve de la confiance » se nomme responsabilité. La « langue anglaise utilise un substantif presque intraduisible – *accountability*³ – qui exprime mieux l'idée que les gouvernants sont comptables d'une forme de dette contractée au moment de leur désignation, et qui est justement la confiance » (*ibid.*). L'action de *London Citizens* représente une tentative de lier une participation citoyenne accrue à la responsabilisation du personnel politique. Son étude nous permettra de contribuer à l'analyse de l'« immense chantier » des mécanismes permettant de s'assurer « que le pouvoir s'exerce bien conformément à la volonté populaire » (*ibid.*).

La citoyenneté urbaine, communauté pertinente de l'action collective ?

Les États ne constituent plus les seules arènes dans lesquelles les revendications se développent. Les villes se sont transformées en espaces politiques au sein desquels des actions collectives remettant en question les politiques nationales ont pu être menées au nom

¹ Il s'agit de ce que Rosanvallon (2006) appelle le pouvoir (ou la démocratie) de surveillance, qui avec le pouvoir d'empêchement et de juger, constitue les trois dimensions de la « contre-démocratie ».

² Source : <http://www.citizensuk.org/2012/04/london-citizens-mayoral-accountability-assembly-2012/>

³ Ce terme, qui n'a pas d'équivalent en français, signifie plus ou moins « obligation à rendre des comptes ».

de la justice sociale. Ce retour au local s'inscrit, en France, dans une double rupture : idéologique et politique. D'une part, le modèle républicain français classique est de plus en plus considéré comme un idéal difficile à mettre en pratique : le social n'est pas maîtrisable de bout en bout par l'État (Ascher et Godard, 1999). Il laisse de plus en plus sa place au modèle démocratique anglo-saxon d'inspiration libérale¹ qui se réfère au local comme échelle pertinente de définition de la société civile et de l'exercice de la démocratie, tel que Tocqueville l'avait décrit aux États-Unis². D'autre part, la ville devient le nouveau territoire de référence du politique à partir duquel il serait possible de repenser et « d'agir sur la crise de gouvernabilité des sociétés modernes ». Elle est le lieu de « transformation du contrat social qui lie la sphère du politique à la société civile » (Jouve, 2005, 319).

La ville fait ainsi maintenant à la fois figure de cadre d'analyse et de résolution des problèmes politiques et sociaux (Genestier, Ouardi et Rennes, 2007, 69). Les différentes déclinaisons de la « politique de la ville » en France et la *National Strategy for Neighbourhood Renewal* ou le NDC au Royaume-Uni illustrent ce glissement de la question sociale à la question urbaine. La citoyenneté s'envisage de plus en plus à l'échelle de la cité, revenant ainsi à l'étymologie même du terme. Le citoyen devient la figure vertueuse de l'action publique locale et de la reconstruction des territoires. Depuis 2002, la citoyenneté fait l'objet de cours dans les écoles du Royaume-Uni. Y sont enseignées les compétences que doit détenir chaque citoyen. Ce discours gouvernemental « fait appel à la responsabilisation, au civisme actif et à l'engagement bénévole au niveau local » (Flint, 2006, 20).

À l'instar des mouvements sociaux urbains (Castells, 1975), *London Citizens* témoigne de ce glissement et participe à la redéfinition du politique et de la citoyenneté au niveau local. Elle souhaite promouvoir la ville comme « lieu du social », c'est-à-dire un cadre à partir duquel « la vie des gens s'organise, se relie à celle des autres et acquiert un caractère social » et politique (Isin, 2009, 52). Au jour le jour, les organisateurs identifient différents problèmes auxquels font face les membres des différentes communautés adhérentes et mettent en place des campagnes pour les résoudre. Grâce à ces actions collectives, un des objectifs est de faire des

¹ Cependant, comme Thomas Kirszbaum (2004) le note en comparant les politiques de la ville aux États-Unis et en France, la fonction de l'État continue d'obéir à deux logiques très différentes dans ces deux contextes : « celle de l'intérêt commun » outre-Atlantique, où « il s'agit de refonder la communauté par la mobilisation de forces plurielles, chacune porteuse d'un intérêt légitime; celle de l'intérêt public en France, où l'enjeu est de produire un intérêt général local par la mobilisation des seuls acteurs de la sphère publique ». Entre les politiques de la ville en France et au Royaume-Uni, Patrick Le Galès et John Mawson (1995, 238) notent une volonté commune de décentralisation, mais peu effective dans la pratique en France où la tradition de l'État jacobin reste forte. Au Royaume-Uni en revanche la décentralisation a bien lieu, et ce notamment à travers la privatisation de certaines fonctions de l'État.

² « Dans les villes, on ne peut guère empêcher les hommes de se concerter, de s'échauffer en commun, de prendre des résolutions subites et passionnées. Les villes forment comme de grandes assemblées dont tous les habitants sont membres. Le peuple y exerce une influence prodigieuse sur ses magistrats, et souvent il y exécute sans intermédiaire ses volontés » (Tocqueville, 2002a[1835], 121).

habitants de Londres, et notamment des plus vulnérables, des citoyens qui prennent part aux affaires de leur cité. *London Citizens* incarne ainsi la tradition pluraliste anglo-saxonne, loin du modèle républicain français où l'individu doit être détaché de ses appartenances culturelles, culturelles, familiales et patrimoniales, afin d'accéder à la citoyenneté.

Tandis que la citoyenneté est en cours de redéfinition dans les villes ou au niveau local, les mécanismes de cohésion¹ et de justice sociales doivent s'articuler également à d'autres niveaux pour que soient pris en compte les enjeux d'équité et de durabilité qui dépassent la dimension locale (Bacqué et Gauthier, 2011, 57). *London Citizens* agit à différentes échelles spatiales – de la rue à la ville en passant par les quartiers et arrondissements mais aussi à l'échelle nationale depuis l'assemblée du 3 mai 2010 – et allie des communautés constituées autour de préoccupations diverses (religion, travail, loisir, logement, scolarité). À travers l'analyse de son action, se pose la question de la définition des « communautés pertinentes de l'action collective² » (Segrestin, 1980) dans le contexte de l'articulation complexe des échelles de gouvernement, mise au jour par les travaux sur la gouvernance (Jessop, 2003, 101).

Gouvernance ou démocratie ? Repenser la représentation

Nous nous intéressons à la notion de « gouvernance », en ce qu'elle fournit un cadre conceptuel qui aide à analyser « l'évolution des processus de gouvernement »³ (Stoker, 1998, 18) tant du point de vue des acteurs que des scènes d'action. C'est essentiellement à l'échelle de la ville que les recherches menées sur la « gouvernance » se développent le plus depuis les années 1990. Toutes posent la question de la régulation des sociétés urbaines. Au niveau local, le gouvernement ne peut plus être appréhendé simplement comme une « forme organisée, rationnelle, cohérente, où l'autorité locale est le lieu naturel et légitime du pouvoir local et des politiques » (Le Galès, 1995, 58). La gouvernance implique alors une nouvelle définition du gouvernement, correspondant à un nouveau processus de gouvernement, une nouvelle organisation du pouvoir ou une nouvelle façon de gouverner la société (Rhodes, 1996, 652-653). La notion de gouvernance attire l'attention sur l'articulation entre des

¹ Le terme de « cohésion sociale » traduit ici une nouvelle manière d'appréhender les questions de solidarité à toutes les échelles, locales, nationales, internationales (Donzelot, 2006, 7), de la même manière que le terme de gouvernance est révélateur des nouvelles formes de régulation de la société.

² L'expression est utilisée par Denis Segrestin dans le cadre d'une recherche sur les fondements sociaux des conflits du travail mais nous semble pertinente dans le cadre de conflits dépassant la sphère du travail.

³ « a framework for understanding changing processes of governing ».

échelons décisionnels multiples¹ (Bache et Flinders, 2004) et la participation accrue des secteurs privé et associatif à l'offre de services et aux décisions stratégiques. Mais si la gouvernance a ouvert les systèmes d'acteurs, ce changement semble avoir profité principalement au monde économique² (Négrier et Lefèvre, 2010, 7). En tout cas, des responsabilités qui incombent auparavant presque exclusivement à l'État sont aujourd'hui partagées (Stoker, 1998, 19). L'usage de l'expression « gouvernance » est le témoin de ces changements, surtout si on la considère comme un outil conceptuel au service du néolibéralisme³ (Harmes, 2006). La notion de gouvernance est donc à la fois appréhendée comme manière de voir et d'agir (Andrew et Cardinal, 2001, 1). Certains expliquent d'ailleurs sa diffusion à l'échelle internationale⁴ par les interdépendances croissantes entre le monde des chercheurs ou des experts et celui des responsables de l'action politique (Gaudin, 2002, 11).

Le « partage des tâches et responsabilités »⁵ (Kooiman, 1993, 1), que la notion de gouvernance induit, entraîne un « effacement des responsabilités »⁶ (Stoker, 1998, 19). Les dirigeants et le public ne savent plus très bien qui est responsable de quoi. Cette ambiguïté met en question la nature démocratique de la gouvernance comme système politique. Claudette Lafaye (2001, 60) parle même de la démocratie comme du « talon d'Achille de la gouvernance ». Guy Hermet (2004, 162) va jusqu'à présenter la gouvernance comme l'agent déguisé de l'« autoritarisme libéral ». Cela dit, nous entendons utiliser la notion de gouvernance pour penser et non pour résoudre⁷ les problèmes de coordination des systèmes sociaux. En ce sens, elle permet de poser la question de « l'émergence d'une société civile plus organisée politiquement qui exige une valorisation de la démocratie participative dans les

¹ La multiplicité des échelles de gouvernance en matière d'action publique est mis en mot par la notion de « gouvernance multi-niveau » (“multi-level governance”) (Bache et Flinders, 2004), qui renvoie à un contexte d'État décentralisé et de moins en moins « providence », d'intégration européenne, de finance mondialisée et d'échelons décisionnels locaux multiples.

² C'est, entre autres, un des résultats de recherche du « courant élitiste ». Alors que ces travaux ont d'abord insisté sur le très faible nombre d'acteurs prenant directement part à l'action publique urbaine en soulignant une tendance à la monopolisation du pouvoir par un nombre restreint d'acteurs dominants, « les élites économiques et politiques » (Lefèvre et Jouve, 1999, 836), les travaux pluralistes ont ensuite, au contraire, insisté sur les très nombreux acteurs qui prennent part à l'action publique urbaine (Jouve, 2003, 123). Cependant, les travaux adoptant la perspective de la gouvernance urbaine et notamment ceux portant sur les « coalitions de croissances » montrent, à l'instar du courant élitiste, que l'ordre du jour politique local est structuré avant tout par la nécessité de garantir et de favoriser le développement économique (*ibid.*, 125).

³ Adam Harmes (2006) s'attache à montrer que le néolibéralisme prévoit une théorie normative de la gouvernance multi-niveaux. De plus, certains interprètent le succès de la notion de gouvernance dans les sciences sociales comme une des conséquences de l'épuisement des grilles d'analyse marxiste (Jouve, 2003, 119).

⁴ Dans la forme où nous l'utilisons, la notion de gouvernance a été popularisée et vulgarisée à partir de 1989 par les grandes institutions d'aide au développement et plus particulièrement la Banque mondiale (Hermet, 2004, 163). Moins que les débats scientifiques, ce sont donc les enjeux de l'action qui ont stimulé les références à la gouvernance (Gaudin, 2002, 65).

⁵ “sharing of tasks and responsibilities”.

⁶ “blurring of responsibilities”

⁷ Le lien « entre le sacre de la gouvernance et le traitement de l'aporie de la démocratie » est souvent fait. Le rôle de la gouvernance serait alors « thérapeutique » et « sédatif » de même que le serait celui de « sa jumelle, la démocratie participative » (Hermet, 2004, 161).

processus décisionnels » (Jouve, 2003, 119). Elle peut alors servir à s'interroger sur les modalités d'une politique « par le bas » qui évite de « tomber dans les travers d'une approche populiste, aveugle à la complexité des médiations entre gouvernants et gouvernés » (Carrel, 2007, 49). Mais si des collectifs parviennent effectivement à se constituer en contre-pouvoirs et permettent à certains citoyens de participer à la vie collective, la nature des intérêts politiques ainsi représentés pose également question. Nous verrons en quoi notre objet – une organisation qui souhaite « organiser » la société civile et être un « partenaire égal au côté du gouvernement et du Marché dans la gouvernance »¹ – apporte à ces égards des pistes de réflexion. C'est en tout cas la reformulation des exigences démocratiques induite par la notion de gouvernance qui appelle notre problématique.

« Organiser pour jouer un rôle dans la gouvernance »

Le directeur de *London Citizens* déclare en 2010 dans une tribune publiée dans le journal *The Guardian*, peu avant l'assemblée du 3 mai 2010, que « *Citizens UK* est prête à travailler avec le gouvernement et le Marché pour renforcer la “polis” – la vie publique de la cité ». Il précise que l'association « organise dans le but de jouer [son] rôle dans la gouvernance [des] villes »² (Jameson, 2010).

La gouvernance s'entend comme « un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés collectivement » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 21). Elle appréhende non seulement les évolutions et les transformations de l'action des organisations publiques identifiées comme traversant une crise de légitimité mais aussi des organisations privées³ (Lafaye, 2001, 57). Le caractère évolutif et plastique de la notion de gouvernance se trouve au cœur de notre travail et permet la mise en regard de deux focales d'analyse.

D'une part, à l'échelle de l'organisation, nous interrogerons la gouvernance interne de *London Citizens* : comment les communautés membres se coordonnent-elles ? D'autre part, rapportée à l'action publique anglaise et londonienne, la notion rend compte des nouvelles

¹ Cf. manifeste de *Citizens UK* pour les élections nationales le 3 mai 2010, reproduit dans le prologue de cette introduction.

² « *Citizens UK* is keen to work with the government and the market on the strengthening of the "polis" – the public life of the city. We organise in order to play our part in the governance of our cities ».

³ D'ailleurs, c'est notamment dans le domaine de l'économie d'entreprise et dans la sociologie des organisations que la notion de gouvernance fait son retour au 20^{ème} siècle (Gaudin, 2002, 11).

situations de prise de décision politique à l'échelle du quartier, de la ville et du pays. Elle décrit ainsi le contexte, en permanente évolution, dans lequel s'est développée et intervient l'association. La concurrence entre des acteurs nombreux et divers amène la question des conditions de légitimation des activités de pilotage décrites par la notion de gouvernance (Stoker, 1998 ; Papadopoulos, Wälti et Kübler, 2001 ; Connelly, 2011). Le partage des responsabilités pose problème et invite à reformuler la problématique démocratique. Notre objectif est de mettre en regard le recours de l'association à des formes d'organisation et d'intervention diversifiées avec l'évolution des modes de gouvernement survenus sur la scène urbaine et nationale ces dernières décennies, dont la notion de gouvernance caractérise la perpétuelle redéfinition.

London Citizens se positionne en tant que représentante de la société civile et souhaite faire rendre des comptes aux puissances politiques et économiques. La nature et la légitimation des relations de pouvoir que développe *London Citizens* d'une part avec les différentes associations qu'elle regroupe, d'autre part avec la classe politique londonienne et britannique ainsi qu'avec des acteurs de la sphère économique seront interrogées. Se nommer « les citoyens de Londres » témoigne d'une certaine « prétention à représenter »¹ (Boutaleb et Roussel, 2009, 5) qui passe notamment par la participation d'un grand nombre et d'une grande diversité d'individus à ses actions. L'existence² de « représentants auto-autorisés »³ (Urbinati et M. E. Warren, 2008) interroge leur contribution potentielle au renouvellement du contrôle démocratique dans un contexte de gouvernance. On se demande dans quelle mesure l'association participe à faire évoluer « la vision de la démocratie, fondée traditionnellement sur la représentation électorale » et celle de la citoyenneté dans « un contexte où la fonction de gouverner est partagée par un nombre croissant d'acteurs et de niveaux de prise de décision » (Grossman et Saurugger, 2006, 299).

¹ Assia Boutaleb et Violaine Roussel montrent l'« émergence de nouvelles prétentions à représenter, concurrentes de celles des acteurs politiques professionnalisés évoluant dans les arènes centrales du champ politique ».

² On peut également concevoir « les dispositifs participatifs et délibératifs » en tant que représentants « auto-autorisés ». Ils seraient alors le « pendant citoyen » de la montée en puissance d'autres de ces représentants, « qui ne ressortent pas (...) non plus du gouvernement représentatif », tels que les « cours constitutionnelles », les « autorités administratives indépendantes » ou les « formes de gouvernance internationale ».

³ “Self-authorized representatives”.

D'acteur à apprenti chercheur, une enquête « par le bas »

L'approche adoptée est avant tout empirique. L'expérience de terrain, et plus précisément un stage de 6 mois au sein de *London Citizens* en 2007, est à l'origine de ce travail. Il a été l'élément déclencheur d'une orientation vers la recherche en sciences sociales après une formation en école d'ingénieurs. Le choc culturel et politique qu'a alors représenté cette mise en situation professionnelle, a permis de dessiner les premiers éléments de questionnements qui ont guidé cette recherche et amené, au fil du travail de terrain, la problématique finale¹. C'est en 2008, lors d'un master recherche à l'Institut d'Urbanisme de Lyon², qu'un retour à Londres pendant un mois, toujours en tant qu'« organisatrice bénévole », nous permet de commencer l'enquête³. Après l'inscription en thèse, un peu plus de 8 mois ont été passés sur le terrain, en plusieurs fois entre mai 2009 et octobre 2010, moyennant une participation aux activités de *London Citizens*. Ce compromis était une condition pour avoir accès aux acteurs de l'association et plus particulièrement aux principaux organisateurs, pour qui la recherche en soi n'est pas toujours considérée comme utile, à l'image de Saul Alinsky (1946, ix) qui qualifiait ce qui est « universitaire » de « non-pertinent »⁴. Il était donc nécessaire de s'engager à leur côté, dans leurs actions, pour avoir leur confiance et obtenir de leur temps. Parfois ambigu ou inconfortable, ce positionnement a aussi l'avantage de permettre d'accéder à des sources multiples et diverses et d'appréhender au plus près l'objet étudié. Enfin, notre démarche correspond à un choix militant. Travailler pour *London Citizens* a été l'une des motivations de la réalisation de cette thèse. En même temps, l'objectif de notre travail d'analyse a été de ne pas céder à l'approche normative reprise par la plupart des travaux anglo-saxons sur le *community organizing*. Nous ne souhaitons ni donner un jugement prescriptif de l'action de l'association ni convertir le lecteur mais donner des clés pour saisir ce qui se joue à travers le BBCO.

¹ Cependant, aucun matériau scientifique n'avait été recueilli. La perspective n'était aucunement un travail universitaire mais bel et bien un stage opérationnel.

² En double cursus avec la troisième année d'école d'ingénieurs à l'École Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE).

³ Il s'agissait d'une première appréhension des stratégies de mobilisation et de légitimation de *London Citizens* (Balazard, 2008).

⁴ «The word academic is a synonym for irrelevant». Également, comme le relate Marion Sanders (1970, 375), Saul Alinsky racontait que le gangster Frank Nitti lui avait appris la valeur des relations sociales en cinq minutes là où les sociologues passaient des heures entières d'exposés pour l'expliquer.

Comprendre les logiques et les conséquences de l'action de *London Citizens*, une démarche inductive

Plongée dans l'action, nous étions partagée entre de l'admiration et de nombreuses interrogations sur les méthodes et les acteurs qui nous entouraient. L'analyse critique s'est en premier lieu présentée comme un moyen de démêler ces ressentis. L'élaboration de cette thèse s'est alors faite de manière inductive. D'une part, le terrain d'enquête n'a pas été « un moyen de vérifier des hypothèses », mais représentait un espace déjà investi, dans lequel il a fallu à nouveau « s'immerger pour en découvrir les ressorts et les modes de fonctionnement concrets » (Musselin, 2005, 60). D'autre part, nous avons pris appui sur « les résultats empiriques pour progressivement élaborer des questions de recherche et faire émerger une problématique » (*ibid.*). Frédéric Sawicki (2000, 160) invite à « apprécier la valeur des recherches empiriques par rapport à un état donné du savoir sur une question ». Il nous semblait raisonnable de commencer par une « étude de cas microscopique »¹ pour appréhender au plus près et de manière la plus complète possible le phénomène du BBCO et les questions qu'il soulève en termes de citoyenneté, de gouvernance et de démocratie, à l'œuvre dans les pays anglo-saxons depuis plusieurs décennies mais très peu étudiés en France.

Le questionnement de cette thèse est issu de deux fils conducteurs² qui ont plus particulièrement été suivis pendant notre terrain et dont nous rendons compte, ici, de manière non exhaustive.

Le premier fil de la démarche a été la compréhension du fonctionnement de *London Citizens*. Nous sommes partis du postulat que *London Citizens* n'était pas « identifiable uniquement à travers les lunettes des actions qu'elle engage »³ (Céfaï, 2007, 339). C'est à la croisée de la sociologie des organisations des mouvements sociaux et des travaux sur la démocratie participative que nous avons construit, en chemin, ce questionnement. Une des premières pistes qui a nourri notre enquête est celle de la mobilisation des « citoyens ordinaires » au sein de *London Citizens*. Cette interrogation est née de la confrontation de notre terrain avec l'observation de dispositifs participatifs en France⁴, et plus largement avec la

¹ Frédéric Sawicki (2000, 146) qualifie de « microscopique », les « études de cas s'appuyant sur une description dense d'un nombre très limité d'individus, de situations, d'institutions, de mobilisations ou d'organisations ».

² Ils renvoient, à peu de choses près, aux deux parties de cette thèse.

³ Pour Daniel Céfaï, ce point différencie les organisations de mouvements sociaux de simples « groupes de pression » ou « entreprise de morale ».

⁴ En 2008 par exemple, un travail en troisième année de l'ENTPE sur l'aménagement d'une place nous a notamment amenées à rencontrer les membres d'un conseil de quartier. Il était alors facile de constater l'écart

littérature sur le sujet. En navigant vers la sociologie des mouvements sociaux, c'est la question des logiques de mobilisation qui retiendra alors notre attention. Comment *London Citizens* mobilise-t-elle des citoyens ordinaires ? L'association est comparable à ce que les théoriciens du choix rationnel dans la sociologie des mouvements sociaux¹ ont appelé les « organisations de mouvement social ». L'association a en effet été forgée par des entrepreneurs qui « gèrent des capitaux matériels et symboliques » et montent des stratégies d'action collective (Céfaï, 2007, 211). L'intérêt est alors empirique, il s'agit par exemple de comprendre « le type de professionnalisation » auquel cette organisation donne lieu, « la modification dans le temps du rôle que joue [son] idéologie », les « ressources » et les « incitations » utilisées (Pizzorno, 1990, 74). Au sein de la sociologie des mouvements sociaux, mais également au sein des travaux sur les dispositifs participatifs, les approches dites processuelles, pragmatiques ou interactionnistes des engagements individuels nous ont été utiles (Lemieux, Heurtin et Cardon, 1995 ; Fillieule, 2001 ; Céfaï, 2007 ; Hamidi, 2006 ; Talpin, 2008). Notre enquête « par le bas », nous permet de placer la question de l'engagement individuel « dans sa temporalité et son contexte de production » (Talpin, 2008, 137). Cette approche permet de contourner les écueils d'une « perspective subjectiviste faisant de l'individu un acteur libre de tout déterminisme », et ceux d'une « position à l'inverse strictement mécaniste, où l'acteur n'est plus que le vecteur de forces structurelles qui le dépassent » (*ibid.*). Plus généralement, c'est le fonctionnement de l'organisation qui est analysé. Comprendre comment *London Citizens* construit sa représentation des « citoyens de Londres » et entend faire de la « démocratie » fait ainsi partie des questions de recherche construites au fil de ce travail.

Le second fil de la démarche est lié aux événements qui se sont déroulés pendant notre présence sur le terrain. Au-delà de son fonctionnement, nous souhaitons nous intéresser aux effets externes de l'action de l'organisation, dont un des buts est de défier les pouvoirs politiques et économiques. Entre 2007 et 2012, par une « heureuse chance » (“serendipity”) (Merton et Barber, 2004), *London Citizens* s'est considérablement affirmée en tant qu'acteur de

existant entre le profil des personnes mobilisées dans le cadre de *London Citizens* et celui des habitants regroupés dans ce dispositif.

¹ Cette thèse va ainsi en partie rapprocher la théorie du *community organizing* et celle des mouvements sociaux là où : “the community organizing done by the famous Saul Alinsky is barely mentioned in the social movements literature, and when it is, there are only weak connections to broader social movement theories. As a consequence, we know very little about whether the concepts and theories developed to study large scale social movements apply to community organizing or whether we need new concepts altogether” (Stall et Stoecker, 1998). Robert Fisher et Joseph Kling défendent le fait que le *community organizing* serait au cœur de ce vers quoi devraient tendre les nouveaux mouvements sociaux (Fisher et Kling, 1994, 7). En effet, tout en mettant en avant les identités des acteurs - signe distinctif de ces « nouveaux mouvements sociaux » (Chabanet, 2009, 371) – cette forme d'organisation de la société civile permet de les articuler à une résistance plus globale (Fisher et Kling, 1994). Mais ces auteurs ne proposent pas pour autant une analyse du fonctionnement de ces organisations pour appuyer leur propos.

la vie politique à Londres mais également au Royaume-Uni, tout en ayant fortement crû en tant qu'organisation¹. L'assemblée organisée le 3 mai 2010, trois jours avant les élections nationales, en est un des témoins. La question des ressorts et des effets de la participation de l'organisation à la gouvernance urbaine pouvait alors se poser clairement. Cette analyse repose sur une sociologie de l'action publique et collective qui étudie « les individus en interaction, les échanges, les mécanismes de coordination » et « les conflits » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 14–15). Nous cherchons moins à nous positionner sur une des postures d'évaluation de la capacité subversive de l'*empowerment* des habitants visé par l'association – d'un côté l'optimiste pourra la considérer comme un « vecteur de démocratisation et de rupture des rapports de domination entre la société civile et l'État », de l'autre le sceptique insistera sur l'effet « limité de ces dynamiques sociales et politiques sur la remise en question de ces rapports » et enfin le critique y verra une « instrumentalisation par l'État (...) afin de légitimer le virage néolibéral » (Jouve, 2006, 14) – qu'à « dépasser l'opposition entre une image enchantée et souvent très théorique de la participation et une critique radicale pour plutôt insister sur les difficultés et les défis » que rencontre *London Citizens* pour participer à la gouvernance et ainsi adopter « une perspective plus dynamique, pragmatique et empirique », reprise dans plusieurs travaux sur les processus participatifs (Bacqué et Gauthier, 2011, 56).

Un des postulats sur lesquels repose la démarche inductive dans la sociologie de l'action organisée renvoie à l'importance des interactions et à la dimension de pouvoir qui s'y joue (Musselin, 2005, 65). Le pouvoir, en tant que « matière première » de l'action collective (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 25) est au centre de notre analyse qui met en regard les relations de pouvoir à l'intérieur de l'association avec l'agencement extérieur du pouvoir organisationnel. Alors que dans la sociologie de l'action organisée, les acteurs sont « l'unité de base de l'analyse » (Musselin, 2005, 64), nous nous sommes attachés à « ne pas confondre ce qu'[ils] disent et ce qu'[ils] font » (Céfaï, 2007, 725). Nous verrons que les organisateurs sont « capables de raisonner en termes de mobilisation de ressources » et justifient leur action en tant que « réponse à des processus politiques » (*ibid.*, 725).

Outre ces éléments de démarche, nous avons constamment essayé de laisser de la place aux « aspérités du terrain » (Corcuff, 1998) tout au long de la construction de notre analyse et de ne pas figer le cadre problématique. L'objectif était de « décrire avant toute chose et [de] ne proposer de réflexion méthodologique, de commentaire analytique ou d'extrapolation théorique qu'enveloppés dans le mouvement de la description » (Céfaï, 2007, 545). Cette

¹ Le nombre de ses employés a triplé tandis que celui de ses membres a quadruplé.

démarche inductive, qui sera précisée au fil du texte, est ainsi indissociable des méthodes d'enquête et de rédaction.

L' « arroseur arrosé », l'ethnographie pour s'émanciper du terrain

D'acteur de l'association, nous avons rejoint une posture de chercheur en opérant un glissement de point de vue – sans pour autant prétendre à son objectivation – mais en gardant une activité similaire. Il nous a alors été possible d'emprunter des pistes d'enquêtes « microsociologiques », voire « ethnographiques », sur des situations d'action collective, telles que défendues par Daniel Céfai (2007, 722-727). Notre posture initiale nous permettait en effet de plonger dans la banalité du terrain et la profondeur de son univers¹, de vivre les interactions courantes entre les acteurs, d'entretenir des relations « de proximité et de confiance avec certains enquêtés » (F. Weber et Beaud, 2003[1997], 8) et ce sur un temps relativement long².

Dans le contexte de mobilisation collective particulier à *London Citizens*, le but a alors été de suivre « des cours d'action en train de se faire » et d'en rendre compte de différentes manières (Céfai, 2007, 724). Ainsi, nous avons suivi de près, aux côtés des organisateurs comme des membres, plusieurs campagnes de *London Citizens* et plusieurs types d'activités, dans le cadre de l'organisation (travail de terrain des organisateurs, formations, assemblées, réunions, conférences, manifestations, actions directes, fêtes, travail de bureau) ou en marge de celle-ci (repas, *after-work*, anniversaires etc.). Nous en avons rendu compte en tant qu'analyste de différentes questions – celles, par exemple, de l'engagement des universitaires à travers la campagne pour un revenu décent (chapitre 1) ou de la prise de décision au sein de l'organisation à travers différents événements de la campagne en réponse à la crise économique (chapitre 2). C'est une action « en train de se faire » qui est également le fil conducteur de notre questionnement : comment *London Citizens* a-t-elle réussi à organiser l'assemblée du 3 mai 2010, et quelles en ont été les conséquences ?

¹ Pour Loïc Wacquant (1989, 47) qui relate son initiation à la boxe, « comprendre l'univers » de l'objet à étudier « exige que l'on s'y plonge en personne, qu'on en fasse l'apprentissage et qu'on en vive les principales étapes de l'intérieur. L'appréhension indigène est ici la condition indispensable de la connaissance adéquate de l'objet ».

² Pour Florence Weber et Stéphane Beaud (2003[1997], 294–295), trois conditions sont nécessaires pour la conduite d'une enquête ethnographique : « que le milieu enquêté se caractérise par un degré élevé d'interconnaissance ; que l'enquêteur se donne les moyens d'une analyse réflexive de son propre travail d'enquête, d'observation et d'analyse ; que l'enquête elle-même soit de longue durée pour que s'établissent et se maintiennent entre enquêteur et enquêtés des relations personnelles ».

Au-delà de l'observation participante, en quête de réflexivité et pour ne pas « être prisonnier d'une seule version descriptive ou narrative, mais démultiplier les perspectives sur une situation » (Céfaï, 725), nous avons mobilisé des sources diverses :

Un premier corpus correspond à des données de « première main ». Outre les nombreux enregistrements ou prises de notes (lors de réunions, formations, actions, conférences ou assemblées) recueillies lors des diverses situations d'observations participantes¹, il s'agit de 67 entretiens², et de deux correspondances par mail. Ils ont été réalisés entre 2008 et 2010 avec trois ensembles d'acteurs : les organisateurs, les membres de *London Citizens* et les personnes extérieures à l'organisation telles que des journalistes, des élus, des fonctionnaires, des financeurs ou des représentants de la société civile. L'objectif était parfois d'obtenir des informations ponctuelles – notamment sur des événements ou des processus pour lesquels l'interlocuteur avait joué un rôle important – mais surtout de comprendre le positionnement de l'acteur vis-à-vis de notre objet. Ces entretiens approfondis ont été menés avec ce que Jean-Claude Kaufman (2004[1996], 7) nomme un « art discret du bricolage ». La grande majorité des entretiens avec les organisateurs ou les membres de l'association débutaient par la question “what is your story with *London Citizens*?”. Cette ouverture déclenchait généralement un long monologue de la part de l'interlocuteur qui revenait notamment sur la manière dont il avait fini par travailler (pour les organisateurs) ou s'engager (pour les membres) dans l'organisation. Comme l'objectif de notre démarche microsociologique était de « comprendre ce que font » mais aussi « ce que disent les acteurs » sans céder à des reconstructions « trop pressées » (Céfaï, 2007, 724), nous laissions ensuite « flotter notre attention » pour éviter de nous faire emporter par nos « propres évidences » (*ibid.*, 725). La nature des relances dépendait ainsi des sujets abordés par l'interlocuteur, des événements mais également de l'état des lieux de notre questionnement. Ainsi les entretiens étaient inséparables du contexte dans lequel ils étaient réalisés (avant ou après un événement par exemple). Quand l'occasion se présentait, nous suscitons les récits d' « anecdotes » afin d'être en « possession d'un certain nombre de données objectives » pour les mettre en rapport avec « les points de vue subjectifs exprimés » par les enquêtés (Beaud, 1996, 241). En interrogeant les personnes extérieures à l'organisation, le but était de comprendre la nature de leur relation (et souvent la nature de la relation de leur institution) avec l'association. Parfois, nous

¹ Les notes ou enregistrement utilisés dans cette thèse sont détaillés dans la partie « Sources ».

² Les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone et ont fait l'objet d'une retranscription, intégrale ou partielle, selon les cas. Leur durée varie entre 20 min (il s'agissait alors de conversations avec des membres en marge d'événements) et 1h45. Ils sont présentés dans la partie « Sources ». Nous proposons également au lecteur un schéma permettant de situer au sein de l'organisation les différents interlocuteurs des entretiens cités.

préférences ne pas prévenir l'interlocuteur de notre intérêt pour *London Citizens* pour ainsi pouvoir juger s'il en parlait spontanément et avec quel angle de vue. Alors que la plupart des entretiens réalisés étaient très ouverts et peu directifs, certains, notamment vers la fin du terrain, ont été plus ciblés, alors que le questionnement général prenait forme.

Un deuxième corpus est constitué par des documents produits par l'organisation¹ – que ceux-ci soient publics (blog, site internet, bilan annuels, bulletin d'inscription, plaquette de présentation, fiche de poste, etc.) ou internes à l'organisation (base de données des membres, script des assemblées, ordre du jour des réunions, etc.) – et par des ouvrages ou articles publiés² par des organisateurs ou membres de *London Citizens* (et par les directeurs ancien ou nouveaux de l'IAF) lorsqu'ils s'expriment en tant que promoteurs du BBCO.

Un troisième corpus est constitué d'articles de presses ou de contenus de sites internet³. Les sources médiatiques ont servi à mesurer, quantitativement et qualitativement, la médiatisation de *London Citizens*, analysée comme un élément de sa reconnaissance en tant qu'acteur de la gouvernance londonienne.

La mobilisation de ces sources dans le déroulement de la thèse sert alternativement à illustrer une analyse, à donner la source d'une information, ou à analyser les discours des acteurs. Dans ce dernier cas, nous avons particulièrement porté notre attention, dans un premier temps, sur les discours de justification du fonctionnement de l'organisation et sur les raisons de la participation. Dans un second temps, c'est le discours de légitimation de l'action de *London Citizens* qui nous a intéressées.

Être partie prenante du terrain et même simplement s'engager dans une démarche microsociologique sont des postures difficiles à tenir qui requièrent une « réflexivité extrême » dans la « discipline d'enquête » (Céfaï, 2007, 725). Nous ne sommes pas retournées travailler chez *London Citizens* depuis 2011, même si nous sommes restées en contact avec plusieurs acteurs et avons continué à recueillir des informations et à suivre les activités de l'association. Cette prise de distance était nécessaire pour pouvoir adopter une démarche réflexive et

¹ Ces documents sont détaillés dans la partie « Sources » et certains sont reproduits en Annexe.

² Ces références sont cités dans la partie « Sources » et se trouvent également dans la Bibliographie lorsqu'il s'agit d'ouvrage, d'articles ou de communications scientifiques.

³ Les sources électroniques et médiatiques mobilisées sont référencées dans la partie « Sources ». Nous avons notamment utilisé la base de donnée Factiva, produite par Dow Jones et Reuters et qui référence plus de 10 000 sources (titres de journaux numérisés ou en ligne, mais aussi des sites et des blogs).

envisager la rédaction. Elle n'est pourtant pas définitive comme en témoigne notre engagement dans une expérimentation du BBCO en France, démarrée en 2010¹.

Plan de la thèse

London Citizens propose une forme d'« organisation » de la société civile, entendue comme espace politique intermédiaire entre d'une part les individus et d'autre part la puissance publique et la sphère économique.

Un chapitre préliminaire est consacré à « ce que disent » et écrivent les promoteurs du BBCO. Ce détour initial permet de comprendre comment les définitions des situations² analysées dans le reste de la thèse sont « coproduites par les acteurs » et « font partie d'activités destinées à maîtriser » les situations en question (Céfaï, 2007, 725). Ce chapitre servira à analyser l'idéologie, que nous qualifions de pragmatique et démocrate, véhiculée par *London Citizens* et plus généralement par le BBCO. Il dessinera les stratégies de mobilisation et de légitimation déployées par les acteurs. Ainsi, nous pourrons parler de l'association comme d'une personne morale ayant des principes, valeurs et objectifs.

Une première partie s'intéressera ensuite à la relation entre l'organisation et les groupes membres : comment représente-t-elle la société civile ? Dans cette partie, nous étudierons le fonctionnement et la construction de la capacité d'action de l'organisation. Il s'agira alors de saisir ce qui relève des dimensions horizontales de la citoyenneté promue par *London Citizens*, c'est-à-dire la relation entre les différents groupes adhérents, ainsi qu'entre les individus qui les constituent, qui doivent dessiner ensemble une communauté politique. Le premier chapitre proposera une analyse des logiques de recrutement et d'adhésion des groupes membres ainsi que des stratégies de financement de cette association. Dans un deuxième chapitre, nous étudierons le processus de mobilisation des individus à travers l'initiation au leadership proposée par *London Citizens* et notamment la participation des membres à la définition des campagnes de l'association. Le rôle des organisateurs sera mis au jour. Ce faisant, la constitution d'une identité collective métissée et d'un « bien commun » aux

¹ Cf. projet-echo.org. C'est d'ailleurs en partie pour permettre de tenir notre posture que cette expérience n'est pas traitée dans cette thèse, même si elle ouvre des perspectives très concrètes et des débats immédiats sur les conditions d'importation en France de ce modèle d'organisation des citoyens.

² Dans la veine de la sociologie des régimes d'action, « l'action est appréhendée à travers l'équipement mental (...) des personnes, dans la dynamique d'ajustement des personnes entre elles et/ou avec les choses ». Ce « n'est pas le monde objectivement qui est visé, mais le monde à travers les sens ordinaires de ce qu'est le monde mobilisé par les personnes dans des cours d'action » (Corcuff, 2007[1995], 102–103).

différents membres sera examinée, au même titre que les raisons individuelles et collectives de l'engagement.

L'analyse de la conciliation entre le développement de la capacité d'action d'un grand nombre de membres et le fait d'obtenir des changements politiques et sociaux permet d'avancer vers la seconde partie, qui portera sur la relation entre *London Citizens* et les « deux autres acteurs de la gouvernance » que sont le Marché et la puissance publique. C'est ainsi la capacité d'action exogène de *London Citizens* qui sera alors analysée. Il s'agira de s'interroger sur la nature des dimensions verticales de la citoyenneté, c'est-à-dire les relations entre cette communauté de citoyens et les institutions publiques et privées auxquelles elle souhaite se confronter. Comment les rapports de pouvoir sont-ils mis en jeu par cette activité de représentation des « citoyens de Londres » ? Dans ce cadre, le troisième chapitre s'intéressera à la reconnaissance du rôle de ce nouvel acteur de la gouvernance londonienne et anglaise. Dans un quatrième et dernier chapitre, nous approfondirons cette analyse, via les résultats des campagnes de *London Citizens* ainsi qu'en examinant le positionnement de l'action de l'organisation vis-à-vis du système démocratique et ses effets dans la sphère politique.

En fin de compte, nous cherchons à saisir l'approche pragmatique de la démocratie et de la citoyenneté déployée par *London Citizens*. Celle-ci invite à concilier, non sans tensions, participation du plus grand nombre et efficacité politique, engagement communautaire et intervention dans l'arène publique, contre-pouvoir et coopération politique.

CHAPITRE préliminaire

L'idéologie pragmatique et démocrate du *Broad-Based Community Organizing*

Introduction

« Merci de nous donner de votre temps pour renforcer la société civile. Vous allez découvrir de nouvelles manières de voir le monde et surtout développer de nouvelles relations¹. » C'est ainsi que Neil Jameson accueille les participants aux stages de leadership organisés par *Citizens UK*. Cette « découverte » du monde est codée et planifiée. Afin de comprendre l'émergence de *London Citizens* et sa capacité à se pérenniser, nous proposons d'analyser ses discours de légitimation². Cette organisation de mouvement social déploie des « structures de pertinence motivationnelle » et des « régimes de justification publique » (Céfaï, 2007, 339) qui conditionnent son fonctionnement interne et ses interactions avec son environnement extérieur. Ce chapitre propose donc une introduction à l'exposé de notre thèse permettant la compréhension de la nature idéologique du BBCO.

Saul Alinsky, l'idéologie et le pragmatisme

Le *community organizing* de Saul Alinsky est souvent qualifié par ses acteurs et observateurs de « non idéologique » (Fisher et Kling, 1987, 41 ; Boyte, 2003, 5). Saul Alinsky n'a pourtant pas une position si tranchée. Dans l'introduction de son livre le plus connu, *Rules for Radicals*,

¹ “Thank you for giving us your time so that we can strengthen civil society. You are about to discover new ways of considering the world and, above all, you are going to make new relationships” (Neil Jameson, formation du 12.10.09).

² La légitimation est ainsi comprise comme condition nécessaire à « l'émergence de l'association et [à] sa capacité à se pérenniser et s'avère donc essentielle dans une approche compréhensive du fait associatif » (Laville et Sainsaulieu, 1997, 74).

il déclare : « ce n'est pas un livre idéologique, sauf si un argument en faveur du changement au lieu du statu quo peut être considéré comme idéologique »¹ (Alinsky, 1971, 4). Un peu plus loin, il se pose clairement la question : « ai-je une idéologie et si oui laquelle ? Quelle sorte d'idéologie un organisateur qui travaille pour et dans une société libre peut-il avoir² ? » (*Ibid.*, 10). Il affirme, d'une part, que « la révolution a toujours avancé avec une lance idéologique »³ et que les partisans du statu quo mettent également en avant leur idéologie. « Toute la vie est partisane. Il n'y a pas d'objectivité dépassionnée. L'idéologie révolutionnaire n'est pas limitée à une formule spécifique⁴. » Mais, d'autre part, il donne comme pré-requis à toute idéologie, « la possession d'une vérité fondamentale »⁵ (*ibid.*) et argumente que l'organisateur « n'a pas de vérité figée car la vérité lui est relative et changeante »⁶ (*ibid.*, 10-11). Plus loin il ajoutera explicitement que l'organisateur « n'a pas besoin de la sécurité d'une idéologie »⁷ (*ibid.*, 79). Avant de conclure, dans une pirouette, que « la vie est une histoire de contradictions »⁸ (*ibid.*, 11). Tout au long de ce livre, il n'élucidera donc pas ce qu'il nomme le « dilemme idéologique » (“ideological dilemma”) de l'organisateur (*ibid.*, 10). C'est en fait la peur du dogme⁹ qui anime ainsi Saul Alinsky et, nous le verrons, ses héritiers. Idéologie devient synonyme d'« illusion » ou de « panacée » (*ibid.*, 79). Ce « dilemme idéologique » mérite d'être compris et mis en perspective avec la justification du *Broad-Based Community Organizing*.

Nous allons montrer que cette rhétorique s'inspire fortement de la philosophie pragmatique à tel point qu'on pourrait parler d'idéologie pragmatique. Une « idéologie politique rigide »¹⁰ est opposée au pragmatisme, lequel est cité implicitement par l'évocation de la « curiosité » et de l'« observation perpétuelle de la vie »¹¹ nécessaires pour se faire une idée de la vérité relative et comprendre le « monde irrationnel de l'homme »¹² (Alinsky, 1971, 11). C'est le dogme, en tant que « proposition théorique établie comme vérité indiscutable par

¹ “This is not an ideological book except insofar as argument for change, rather than for the status quo, can be called an ideology”.

² “What, if any, is my ideology? What kind of ideology, if any, can an organizer have who is working in and for a free society ?”

³ “Revolution has always advanced with an ideological spear”.

⁴ “All of life is partisan. There is no dispassionate objectivity. The revolutionary ideology is not confined to a specific limited formula.”

⁵ “possession of a basic truth”.

⁶ “he does not have a fixed truth – truth to him is relative and changing.”

⁷ “he has no need for the security of an ideology”.

⁸ “life is a story of contradictions”.

⁹ “I detest and fear dogma” (Alinsky, 1971, 4).

¹⁰ “rigid political ideology”.

¹¹ “He must constantly examine life”.

¹² “man's irrational world”.

l'autorité qui régit une certaine communauté¹, et son caractère figé et indiscutable qu'Alinsky oppose au pragmatisme.

Ce chapitre illustrera l'héritage de la tradition démocratique et pragmatique américaine² dans le discours du BBCO. Cet attachement au pragmatisme³, qui privilégie l'action par rapport à la théorie (Riessman, 1973, 57), ne peut pas simplement impliquer le caractère non-idéologique du *community organizing*, car « tout processus d'organisation est idéologique »⁴ (Fisher et Kling, 1987, 38). Dans le même sens et plus généralement, Raymond Boudon et François Bourricaud (1982, 299) montrent que « l'incertitude sur les moyens à mettre en œuvre pour réaliser des fins collectives dès que ces fins sont complexes suffit à rendre les idéologies indispensables ». Nous allons suivre ces auteurs en définissant l'idéologie comme un « système de valeurs, ou plus généralement de croyances », qui « traite particulièrement de l'organisation sociale et politique des sociétés ou, plus généralement, de leur devenir » (*ibid.*, 296). L'idéologie offre « une justification aux valeurs dont on présume qu'elles peuvent fonder le consensus et l'ordre social » (*ibid.*, 300). Cette définition rejoint celle de Thomas Rochon, pour qui l'idéologie est l'outil permettant de « renforcer la solidarité en offrant une même interprétation de l'expérience d'un groupe »⁵ (Rochon, 2000, 112). Elle est également proche de la conception développée par la sociologie de la critique de Luc Boltanski. Avec Eve Chiapello, ce dernier définit l'idéologie comme un, « ensemble de croyances partagées (...) engagées dans des actions et par là ancrées dans le réel » (Boltanski et Chiapello, 1999, 35) et dont la « finalité est de justifier et de légitimer des actions humaines » (Vrydaghs, 2006). Cette notion est ainsi un outil pertinent d'analyse des stratégies de légitimation et de mobilisation d'une organisation.

L'analyse de la justification du *Broad-Based Community Organizing*, objet de ce chapitre, sera plus particulièrement éclairée par une définition analogue de l'idéologie introduite par Anthony Oberschall (1972, 181). Elle est composée de quatre éléments qui amènent les sections de ce chapitre : « l'interprétation du processus qui a conduit à l'état actuel – jugé

¹ Source : Trésor de la Langue Française informatisé (TLFi) <http://www.cnrtl.fr/definition/dogme>

² Ces deux traditions américaines sont interdépendantes. Tocqueville a souligné à plusieurs reprises la tradition pragmatique américaine. « L'esprit américain s'écarte des idées générales; il ne se dirige point vers les découvertes théoriques ». (t1.2 p. 146). Il l'opposait déjà à la tradition plus réflexive des Français. « Les Américains forment un peuple démocratique qui a toujours dirigé par lui-même les affaires publiques, et nous sommes un peuple démocratique qui, pendant longtemps, n'a pu que songer à la meilleure manière de les conduire » (t2.1, p. 27).

³ Lawrence Engel (2002) s'est attaché à démontrer l'héritage de la philosophie pragmatique chez Saul Alinsky à travers son éducation à l'université de Chicago, où il suivait les cours des professeurs Park et Burgess. Par ailleurs, James Kloppenberg (2011, pp. 63–64) et Bart Schultz (2009, 127) montrent l'héritage de la philosophie pragmatique d'Obama en citant notamment Saul Alinsky. James Kloppenberg rappelle également que ce dernier fut l'élève de Park qui, lui-même, travailla avec William James et John Dewey.

⁴ «In the first place, all organizing is ideological.»

⁵ «Ideology itself strengthens solidarity by offering a shared interpretation of the group experience.»

indésirable » (section 1), la « définition d'un état favorable à atteindre » et des « moyens pour y arriver » (section 2), un « ensemble d'idées morales » (section 3) et une « réinterprétation du processus historique »¹ (section 4). En montrant que les acteurs du BBCO ont bien construit une idéologie, notre but est avant tout d'analyser la justification de l'existence et de l'action de *London Citizens*.

Nous ne souhaitons pas occulter la pertinence d'autres concepts connexes tels ceux de « cadre » (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986), de « culture » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, 262), d'« identité » (Melucci, 1989) ou encore de « grammaire » (Boltanski et Thévenot, 1991). Cependant, Pamela Oliver et Hank Johnston (2000) soulignent la dimension politique de la notion d'idéologie, là où la perspective des cadres sous estime les « matrices de sens éthique, civique et politique » (Céfaï, 2007, 474). Ils rappellent en retour que l'idéologie peut servir de cadre. Jean-Gabriel Contamin (2010, 71) note d'ailleurs que la relation entre le concept d'idéologie dans les mouvements sociaux et la théorie des cadres est « originelle puisque les trois dimensions » des cadres telles que décrites par David Snow et Robert Benford (2000, 615) sont les mêmes que celles de l'idéologie définie par John Wilson (1973, 91–92) : le diagnostic, le pronostic et la motivation. L'idéologie étant pour ce dernier un « ensemble de croyances sur le monde social et sur son fonctionnement »², nous retrouvons notre grille d'analyse. Ainsi le diagnostic en tant que « description des causes de mécontentement »³ (Klandermans, 1989, 177) correspond à l'interprétation du processus qui a conduit à l'état actuel. Le pronostic, « indication de ce qui doit être fait »⁴ (*ibid.*, 177) est la définition de l'état favorable à atteindre et des moyens et fins pour y arriver (Oberschall, 1972, 181). Enfin la motivation renvoie aux valeurs mises en avant par l'organisation. Bert Klandermans⁵ comme Alberto Melucci (1996, 349) soulignent que « l'analyse des cadres ne doit pas être séparée d'une déconstruction de la dimension idéologique des cadres produits par les acteurs collectifs »⁶. Ce chapitre permet ainsi d'introduire la nature des cadres

¹ “A full-blown ideology consists of four parts that can be conveniently distinguished. (...) There is first the interpretation of the process that has led to the present undesirable state of affairs (...) Second, the ideology provides the blueprint of a desirable state of affairs (...) The blueprint describes the goals of the movement and the means by which to achieve them (...) Third, the ideology will have a set of moral ideas (...) Lastly, the ideology may provide a novel interpretation of the historical process” (Oberschall, 1972, 181).

² “a set of beliefs about the social world and how it operates”.

³ “an indication of the causes of discontent”.

⁴ “an indication of what must be done”.

⁵ Bert Klandermans se distingue de David Snow et Robert Benford. Il explique que la théorie des cadres confond souvent la justification de l'existence d'un mouvement et celle de son action. La formation d'un potentiel de mobilisation dans le but de gagner un soutien idéologique pour la mobilisation est une question à plus long terme que la mobilisation pour l'action (Klandermans, 1989, 178).

⁶ “Frame analysis should therefore not be separated from a deconstruction of the ideological dimensions of the frames produced by collective actors.”

d'interaction au sein de l'organisation qui seront discutés dans la première partie consacrée à l'étude de la mobilisation institutionnelle et individuelle.

Le *Broad-Based Community Organizing*, la construction d'un savoir social

Les organisateurs de *London Citizens* conçoivent leurs méthodes et leurs stratégies à partir de l'expérience de l'*Industrial Areas Foundation*. L'association puise donc une partie de sa légitimité dans l'expérience de quasiment 70 ans de *Broad-Based Community Organizing* de l'IAF aux États-Unis. Le discours de ses acteurs fait ainsi très souvent appel (lors de formations, réunions ou discussions) aux deux manuels de référence du BBCO. Le premier, publié en 1971 et écrit par Saul Alinsky, s'intitule *Rules For Radicals*, « Règles pour les radicaux ». Le second, écrit par Edward Chambers et publié en 2004, a pour titre *Roots For Radicals*, « Fondements pour les radicaux ». Edward Chambers est alors âgé alors de 73 ans et directeur de l'IAF depuis 1972, année de la mort de Saul Alinsky. Il explique que ce livre est la mise en mot du « formidable savoir-faire pratique pour une politique non partisane qui s'est constitué au fur et à mesure de milliers d'actions publiques, de nombreuses heures de réflexions disciplinées et de deux générations d'effort d'éducation pour le *grassroots public leadership*¹ par l'IAF »² (Chambers, 2004, 15-16). Il insiste sur le caractère « social et non théorique »³ de ce savoir (*ibid.*, 17). Cette « sagesse pratique durement gagnée »⁴ (*ibid.*, 18-19) illustre le refus, qui caractérise le pragmatisme, de toute conception de l'action comme « orientée par des fins imposées de manière extérieure » (Cometti, 2010, 330). Edward Chambers (2004, 14) précise que le livre permet de rendre compte en 2004 de la tradition orale de ce savoir social évolutif. Cette démarche d'écriture peut cependant avoir un effet contre-productif en ce qu'elle fige ce savoir. Les formations de *London Citizens* sont en effet toutes calquées sur le même modèle tiré du livre d'Edward Chambers. Neil Jameson concluait ainsi un stage de formation au *community organizing* : « on vous offre un modèle et nous avons vu qu'il marchait »⁵.

¹ "Grassroots" n'a pas de traduction en français, on peut comprendre : « venant du bas » ou « ordinaire » ou encore « ancré dans le local ».

² "to put into words something of the formidable practical know-how about doing nonpartisan politics that has been gleaned from thousands of public action, hours of disciplined reflection, and a two-generation effort in education for grassroots public leadership by the IAF."

³ "social, not theoretical knowledge".

⁴ "hard-won practical wisdom".

⁵ "We're offering you a model and we've seen it was working" (Neil Jameson, formation du 16.10.09)

Alors que les manuels produits par les activistes ne sont que rarement objet d'analyse – Charles Kurzman (2008, 11) déplore précisément la très faible présence de citations du livre de Saul Alinsky¹ (1971) dans la sociologie des mouvements sociaux – ce chapitre s'appuie sur l'analyse des deux manuels² auxquels les promoteurs du BBCO font souvent référence, celui de Saul Alinsky (1971) et d'Edward Chambers (2004). Ces sources sont complétées par les discours³ des organisateurs, et plus particulièrement ceux du directeur et co-fondateur de *London Citizens*, par le contenu des documents officiels de l'organisation et, plus ponctuellement, par d'autres ouvrages des organisateurs de l'IAF. Dans la perspective de la suite de la thèse, l'analyse de ce « savoir social », donne alors à voir « le travail réalisé par [les acteurs du BBCO] en situation pour s'ajuster au monde ou le mettre en cause » (Corcuff, 2007[1995], 103). Réciproquement, c'est la théorie du *community organizing* et plus particulièrement celle du BBCO qui sera enrichie par cette étude.

Section 1. Le « monde tel qu'il est »

Les organisateurs de *London Citizens* ont bien rôdé la présentation de leur interprétation du processus qui a conduit à l'état présent (Oberschall, 1972, 181). Ils y font explicitement référence en employant régulièrement l'expression empruntée à Saul Alinsky et Edward Chambers, « le monde tel qu'il est » (“the world as it is”⁴) (Chambers, 2004, 21). Cette dernière fait l'objet d'un cours spécifique dans les formations au *community organizing* proposées par *London Citizens*. Ces formations participent à ce qu'on pourrait appeler une activité transparente de cadrage de l'organisation pour faire rentrer les individus dans son « jeu »⁵. À ces occasions, les organisateurs, qui prennent alors explicitement un rôle d'enseignant, invitent les participants à décrire le « monde tel qu'il est ». À chaque fois, les

¹ Ajoutons que l'ouvrage d'Edward Chambers est, lui, quasiment absent de cette littérature. Plus généralement, en considérant tous les écrits répertoriés par Google scholar (<http://scholar.google.fr>), il est cité 51 fois contre 1112 citations pour le livre d'Alinsky (constatation du 28.06.11).

² Ponctuellement d'autres textes d'Alinsky et Chambers seront mobilisés.

³ Cf. entretiens et interventions enregistrées ou notées durant des réunions, actions ou formations de *London Citizens*.

⁴ Saul Alinsky introduit cette expression, “the world is, as it is”, dans le prologue de son manuel (Alinsky, 1971, xix), il parle ensuite explicitement de “world as it is” (*ibid.*, 12). Edward Chambers va, quant à lui, formaliser son usage dans son livre *Roots for radicals*.

⁵ Le jeu est l'instrument que les hommes ont élaboré pour régler leur coopération. C'est l'instrument essentiel de l'action organisée. Le jeu concilie la liberté et la contrainte. Le joueur reste libre mais doit, s'il veut gagner, adopter une stratégie rationnelle en fonction de la nature du jeu et respecter les règles de celui-ci (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 133).

mêmes réponses sont retenues et inscrites sur un tableau. Le « monde tel qu'il est » est associé au « pouvoir de l'argent », à la « peur », à la « violence », à l' « égoïsme ».

En prenant appui sur ces deux livres, mais également sur le discours des organisateurs, deux régimes de critique du « monde tel qu'il est » sont identifiés. D'une part, il s'agit de la prégnance croissante du marché économique mondial sur les décisions politiques. Outre l'augmentation des inégalités de richesse, cette domination induit une inégale répartition des pouvoirs et une atomisation des individus. D'autre part, la critique porte sur les insuffisances et les limites des formes institutionnelles de participation politique et des mécanismes de réduction des inégalités sociales. Cette première section permettra de commencer à dégager l'héritage de la pensée pragmatique américaine et les connotations « néotocquevilliennes » du discours des acteurs du BBCO.

A. La libéralisation économique, source d'inégalités politiques

Dans l'état des lieux dépeint par Saul Alinsky, Edward Chambers et les organisateurs de *London Citizens*, on identifie les objectifs du BBCO. Il s'agit, d'une part, de retisser la société civile et, d'autre part, de lui donner du pouvoir. Pour Chambers (2004, 126), il est ainsi impératif de se rendre compte que « la société civile, et non l'homme économique, est la pièce maîtresse d'une véritable démocratie »¹. Le premier objectif doit venir contrer l'individualisation de la société, le second, le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs induit par la prégnance du marché économique. Dans les deux cas, il s'agit de s'attaquer aux effets et à la puissance du marché mondialisé comme l'explique le directeur de *London Citizens* :

Le Marché mondial a changé toutes sortes de choses, notamment en politique. Tout ce dont je parle est lié à la mondialisation, c'est essentiel, on ne peut pas l'ignorer, ça ne va pas s'arrêter. Il faut donc que nous nous organisions pour le contrôler et le continger du mieux que nous pouvons².

Neil Jameson part de ce constat global pour justifier son action au niveau local, s'attaquer à l'activité démocratique³, de manière analogue au slogan altermondialiste « penser global, agir local », illustrant ainsi un « idéalisme pragmatique » (Ion, 2006).

¹ “civil society, not economic man, is the necessary centerpiece of a real democracy.”

² “The global market has transformed all sorts of things particularly in politics. Everything I mean goes back to globalisation, it's significant, we can't ignore it, it's not gonna stop so we have to organise to control and contain it the best as we can” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ “*London Citizens* is focused on the collapse of the democratic activity at a local level” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

1. « Le monde tel qu'il est, c'est l'individualisme¹. »

Le *Broad-Based Community Organizing* définit l'individualisme par la diminution des relations entre les individus et leur désintéressement à la chose publique, *i.e* la politique.

Neil Jameson justifie la création de la COF par l'effondrement de l'activité démocratique au niveau local et notamment par le désengagement des individus des structures traditionnelles de participation politique comme les partis ou les syndicats : « la société civile britannique était sens dessus dessous. Mme Thatcher était premier ministre et elle monopolisait toute la scène politique. Les syndicats perdaient leurs adhérents par milliers et l'idée d'adhérer à quelque chose était démodée². » L'origine de ce déclin de l'activité démocratique est attribuée au tournant néolibéral et à l'apologie de la société de consommation. Saul Alinsky (1971, xiv) dénonce une société où les individus ont souvent pour unique but « une maison en banlieue, une voiture (...), voyager en première classe »³. Il critique la concurrence résultant des actions d'individus mus par des désirs qui les poussent à posséder les mêmes objets, caractéristique des principes du monde marchand⁴ (Boltanski et Thévenot, 1991, 244). Ce qui les mène aux « tranquillisants, à l'alcool, (...) au divorce, à l'hypertension, aux ulcères, à la frustration et à la désillusion »⁵ (Alinsky, 1971, xiv). La COF, ancien nom de *Citizens UK*, dénonce dans son bilan annuel publié en mars 2002 la « culture dominante » que son organisation souhaite défier. La promotion de « la croissance et du progrès économique à la place de celle de la communauté et du bien commun »⁶ y est critiquée. Edward Chambers (2004, 126) précise, de son côté, que l'intérêt économique ne peut pas constituer la base des liens sociétaux. Dans ses interventions en formation ou en réunion, Neil Jameson dénonce souvent certaines technologies modernes, comme l'usage des baladeurs musicaux, qui empêcheraient les individus de nouer des relations dans les transports ou dans la rue. Il explique lors d'un entretien : « Nous sommes nés au sein de

¹ "The world as it is is individualism" (Neil Jameson, formation du 13.10.09).

² "The British civil society was in a real mess. Mrs. Thatcher was then the prime minister so politically, there was like only one show in time which was her. Trade unions were losing numbers in their thousands, and the idea of people joining things was seen as old fashioned" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ "(...)suburban home, automobile, country club membership, first-class travel"

⁴ Du point de vue de la sociologie pragmatique, ce discours peut être analysé comme regroupant des critiques dirigées essentiellement vers le monde marchand et le monde industriel. Les acteurs du BBCO se placent depuis un équivalent anglo-saxon du monde civique (le monde civique décrit par Boltanski et Thévenot n'est pas transposable à la philosophie politique anglo-saxonne et plus particulièrement américaine ; il faudrait créer son équivalent en s'appuyant sur Tocqueville par exemple) en critiquant la technocratie et la bureaucratie du monde industriel et l'individualisme du monde marchand. Ils se réfèrent également au monde de l'opinion en critiquant le monde industriel. Les techniciens et spécialistes sont coupés de la masse de ceux qui cherchent à s'informer (Boltanski et Thévenot, 1991, 319-320).

⁵ "to tranquilizers, alcohol, long-term-endurance marriages, or divorces, high blood pressure, ulcers, frustration, and the disillusionment".

⁶ "the prevailing culture where economic progress and growth compete to replace community and the common good". Source : Bilan annuel de la COF de mars 2002

relations et tragiquement notre tradition moderne le renie¹. » Chambers (2004, 128) cite le livre de Robert Putnam² (2001, 221–224) qui explique que « passer quatre heures devant un téléviseur, rend le corps politique passif ». En qualifiant « le monde tel qu’il est » d’individualiste, il s’agit de dénoncer l’affaiblissement des communautés traditionnelles d’appartenance basées sur des liens interpersonnels directs (famille, travail, école, voisinage, association politique et culturelle), et de justifier ainsi le recours à des organisations du type de *London Citizens*.

Mais de manière quelque peu paradoxale, la rhétorique du BBCO vise également à faire porter la responsabilité aux individus. Leur attention a été détournée de la politique par des activités « non pertinentes ». Cette négation d’un unique déterminisme structurel augure le pragmatisme et la rhétorique responsabilisante et moralisatrice, voire religieuse, de l’organisation. Il ne faut pas attendre que le système change mais agir individuellement et collectivement. Neil Jameson de déclarer : « Nous ne pouvons pas seulement dire que c’est la faute de [Margaret] Thatcher, c’est aussi notre faute, nous passons trop de temps à faire des activités non pertinentes³. » Derrière le qualificatif de « pertinent » se dessine une valeur que le BBCO tente de mettre en avant : la participation à la vie politique. Nous verrons que la clé de voûte de cette participation consiste dans le développement des relations interpersonnelles.

Cette critique de l’état de la société renvoie aux études de sociologie et de criminologie de Saul Alinsky à l’école de Chicago. Cet élève des professeurs Park et Burgess, situait les causes de la délinquance dans la désorganisation sociale, critiquant l’individualisation et le capitalisme (Engel, 2002, 60). Saul Alinsky s’appuie également sur Tocqueville, en rappelant que cet observateur de l’Amérique notait, « il y a déjà plus d’un siècle »⁴, que « ce qui menaçait le plus l’homme de l’Amérique future était la satisfaction égoïste de ses appétits, doublée du souci exclusif de son propre bien-être matériel »⁵ (Alinsky, 1971, 20). Tocqueville avait en effet déjà identifié la menace que constituait l’absorption de « l’individualisme » dans « l’égoïsme »⁶ et

¹ “We are born inside relationships and tragically our modern tradition denies it.” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

² Son ouvrage, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, étudie l’affaiblissement des liens sociaux aux États-Unis depuis un quart de siècle, après une longue période de développement de ces liens, qu’il s’agisse du militantisme, des pratiques culturelles ou de la confiance.

³ “We can’t only say it’s Thatcher fault, it’s our fault, we spend too much time doing irrelevant activities” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ “More than one hundred years ago”.

⁵ “self-indulgence accompanied by concern for nothing except personal materialistic welfare was the major menace to America’s future.”

⁶ « L’égoïsme dessèche le germe de toutes les vertus, l’individualisme ne tarit d’abord que la source des vertus publiques; mais, à la longue, il attaque et détruit toutes les autres et va enfin s’absorber dans l’égoïsme » (Tocqueville, 2002b[1840], 109).

s'est attaché à démontrer comment concilier individualisme « démocratique »¹ et vie publique (Tocqueville, 2002b[1840], 109). Notons que cette thèse de l'individualisation, reprise par les « néotocquevilliens » tel Robert Putnam, est réfutée au Royaume-Uni comme aux États-Unis par des auteurs qui décrivent alors un phénomène inverse en expliquant que l'on confond souvent le déclin de l'engagement partisan et l'individualisation (Keane, 2009, 755). L'engagement civique ne serait pas en déclin mais les formes d'actions collectives auraient simplement évolué (Sampson, McAdam, MacIndoe et Weffer-Elizondo, 2005). Plus généralement, la thèse de l'individualisation de la société renvoie à des analyses et débats fondateurs de la sociologie² que cela soit à travers les notions de division du travail (Durkheim), de civilisation (Elias), d'émancipation et de lutte des classes (Marx), de démocratisation (Tocqueville), ou encore de rationalisation (Weber). L'individualisation peut être analysée comme une tendance lourde de l'évolution de la société, le passage d'une phase holistique à individualiste (Dumont, 1983, 84), liée pour certains au rôle croissant des États (Elias, 1974 ; Le Bart, 2008, 64) ou à l'avènement du capitalisme (Marx, 1900 ; Le Bart, 2008, 74). Elle peut également renvoyer à un processus concomitant, bien que potentiellement contradictoire, celui de socialisation. La dimension normative de l'individualisation comprend alors l'accès à une plus grande autonomie et responsabilité de l'individu. Celle de la socialisation renvoie au développement de la coopération et de la solidarité entre les individus (Ulysse, 2006, 217). L'analyse développée par les promoteurs du BBCO suggère alors de chercher à rééquilibrer le rapport individualisation/socialisation en promouvant les valeurs de solidarité comme de responsabilité.

2. Le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs

Le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs repose sur un constat principal : Dans « le monde tel qu'il est », le pouvoir de l'argent l'emporte sur le pouvoir du nombre, c'est-à-dire la démocratie.

Saul Alinsky dépeint une inégalité dans la répartition des pouvoirs en se centrant sur les individus et non sur les institutions. Il distingue schématiquement trois classes : les "Haves", les "Have-Nots" et les "Have-a-Little, Want Mores" (« ceux qui ont, ceux qui n'ont pas et ceux qui ont un peu et veulent plus ») (Alinsky, 1971, 18). Il fait de cette trilogie une

¹ Pour Tocqueville, « l'individualisme est d'origine démocratique, et il menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent » (Tocqueville, 2002b[1840], 109).

² Cf. l'ouvrage *L'individualisation* de Christian Le Bart (2008) pour une synthèse de ces analyses.

constante. Les *Haves* ont « le pouvoir, l'argent, la nourriture, la sécurité et le luxe »¹. Ils sont en petit nombre et défendent le statu quo coûte que coûte. Les *Have-Nots* côtoient de près la misère et sont de loin les plus nombreux dans le monde. Une simple étincelle peut provoquer leur soulèvement. Les *Haves* veulent garder, les *Haves Nots* veulent avoir. Entre les deux, il y a la classe moyenne, les *Have-a-Little, Want Mores*. Ils sont « tirillés entre la volonté de maintenir le statu quo pour protéger le peu qu'ils ont, et le désir de changement pour avoir plus »² (*ibid.*, 19). Dans le monde occidental, ils sont majoritaires. Saul Alinsky voit dans cette classe la « genèse de la créativité »³ nécessaire au changement (*ibid.*). Elle a fourni de grands leaders mais a aussi engendré des « ne font rien » (“Do-Nothings”). Ces derniers professent des idéaux de justice et d'égalité mais restent inactifs (*ibid.*, 20). Saul Alinsky résume à la fin de son livre que « la classe moyenne est engourdie, abasourdie, effrayée et réduite au silence »⁴. Il propose de lui redonner « espoir » (“hope”) et les moyens d'agir sur sa vie (Alinsky, 1971, 194).

D'un point de vue plus macro-social, Edward Chambers invoque la dégradation de la démocratie représentative « dominée par les intérêts de quelques institutions puissantes et riches »⁵ (Chambers, 2004, 14). Cette « crise de la démocratie » est considérée comme la conséquence des politiques néolibérales qui ont laissé le pouvoir de l'argent l'emporter sur le pouvoir du peuple. Lors des formations de *London Citizens* ou des réunions, Neil Jameson fait régulièrement référence au livre d'Anthony Sampson (2005), *Who runs this place ?* Cet influent journaliste et écrivain anglais, qui fut son professeur à Oxford, y schématise l'évolution des relations d'influence entre les institutions politiques, économiques, médiatiques et la société civile britannique, entre le milieu et la fin du 20^{ème} siècle⁶. La mondialisation a entraîné la relative perte d'influence des gouvernements nationaux et locaux vis-à-vis du secteur financier, des multinationales, des médias et des « riches ». Chambers suit le même raisonnement en caractérisant explicitement le pouvoir par l'argent. Il explique qu'il suffit de « suivre où nos dollars vont »⁷ (Chambers, 2004, 135) pour comprendre qui a le pouvoir. Il y a donc un premier niveau constitué par les banques, les assurances, les entreprises dans le secteur de l'énergie, les promoteurs immobiliers, les grandes surfaces et le crime organisé. Ce

¹ “(...)power, money, food, security, and luxury.”

² “Torn between up-holding the status quo to protect the little they have, yet wanting to change so they can get more”.

³ “the genesis of creativity”.

⁴ “The middle classes are numb, bewildered, scared into silence.”

⁵ “dominated by the interests of a few wealthy and powerful institutions.”

⁶ La reproduction de ce schéma d'Anthony Sampson distribuée lors de certaines formations dispensées par *London Citizens* se trouve en Annexe.

⁷ “where our dollars go”.

premier niveau achète un second niveau composé des « hommes politiques, avocats, publicitaires et médias »¹ (*ibid.*). Pour le BBCO, les *Haves* « ont » l'argent mais aussi le pouvoir. Il s'agit de la classe composée par les dirigeants économiques et politiques, mais aussi par les médias et les « riches » qui sont accusés d'« acheter le gouvernement »² (*ibid.*, 126). Pour Saul Alinsky (1971, 50) et Edward Chambers (2004, 27), « pouvoir » signifie « capacité d'agir » (“the ability to act”)³. La finalité du BBCO serait donc l'émancipation des deux classes dominées par les *Haves*⁴.

Lors de chaque formation, les organisateurs reprennent le schéma décrit par Anthony Sampson et Edward Chambers et l'appliquent à Londres ou au Royaume-Uni, en personnalisant les différents niveaux. En désignant précisément les cibles de leurs revendications et leurs alliés, ils rendent visibles les mécanismes du « monde tel qu'il est ». En fonction des sujets abordés, ils réalisent systématiquement ce qu'ils appellent une « analyse des pouvoirs » (“power analysis”). Intentionnellement, ils ne représentent quasiment jamais, ou que très marginalement, les individus et la société civile dans ces schémas. Ils illustrent ainsi le fait que les individus atomisés ne peuvent pas avoir d'influence. Une société civile désorganisée serait incapable de faire entendre sa voix face aux institutions politiques et économiques qui détiennent les pouvoirs dans la plupart des situations. Les organisateurs comparent le néolibéralisme, l'individualisme et le totalitarisme dans le sens où l'individu « nu » face à un État et à un marché puissants ne peut pas être en position de contre-pouvoir⁵. L'un d'eux explique que l'individualisme ne permet pas aux individus « d'entrer dans une relation quelque peu équilibrée avec ces grandes institutions bien connues et bien financées que sont la politique et les affaires »⁶. Dans la continuité de la sociologie durkheimienne (Durkheim, 2002b[1893], 142–145), la notion d'« institutions intermédiaires » est alors mobilisée pour présenter une alternative à l'impuissance de l'individu face à l'État et au Marché.

Le problème avec notre démocratie aujourd'hui est que les corps intermédiaires sont

¹ “They buy the second level, the politicians, lawyers, the advertisers, the media.”

² “the wealthy are buying the government.”

³ Dans ce sens, la sociologie pragmatique de Boltanski fournit une analyse similaire. Elle distingue « premièrement, des acteurs qui disposent d'un large éventail de capacités d'action, non seulement sur leur propre vie, mais aussi sur la vie d'un nombre plus ou moins élevé d'autres personnes. Deuxièmement, des acteurs qui disposent d'une relative maîtrise des actions qui concernent leur propre vie, mais qui ont peu de moyens de contraindre celle d'autres personnes. Enfin, troisièmement, des acteurs qui n'ont ni la maîtrise ni de leur propre vie ni de celle des autres » (Boltanski, 2009, 224).

⁴ Edward Chambers (2004, 103) parle également des “Haves”.

⁵ “I think neoliberalism and individualism and totalitarianism are very similar because when you have the individual naked before the state, then the state has too much power !” (Austen, entretien du 24.04.08).

⁶ “If we are all individualised we are even less capable of having any say and being in any sort of fair relationship with this big well known well funded institutions of politics and business” (Matthew, entretien du 17.04.08).

tout simplement impuissants. Nous avons des individus et des lobbies, les lobbies sont payés par des entreprises. (...) Quand les intérêts des individus sont en conflit avec ceux des entreprises, ce sont généralement les entreprises qui l'emportent bien sûr!

Alors que les corps intermédiaires traditionnels (partis, syndicats) sont en déclin, les promoteurs du BBCO dénoncent l'influence croissante des groupes de pressions défendant les intérêts économiques. Cette évolution entraîne un déséquilibre dans la répartition des pouvoirs nuisible à la démocratie. Cette analyse rejoint celle déployée dans la sociologie des groupes d'intérêts qui souligne une « inégalité de ressources financières et sociales entre les groupes », laquelle empêche une participation équilibrée aux processus décisionnels (Grossman et Saurugger, 2006, 316). Edward Chambers (2004, 130) précise que Tocqueville comme Madison avaient prédit la nature de la crise que traverse les États-Unis. « Les institutions intermédiaires telles que les congrégations et les syndicats, s'avèrent inefficaces dans les relations de pouvoir avec les puissants². » Il ajoute que cet espace intermédiaire est « aspiré par un vide de pouvoir et de sens »³ et que ce vide est comblé par « les grandes entreprises, les médias de masses et le gouvernement »⁴. La population a donné le contrôle d'une grande partie de sa vie à « des experts et spécialistes, qui sont avant tout des façades d'institutions avides de pouvoir et irresponsables (“unaccountable”) »⁵. La question de la responsabilité (*accountability*) des acteurs de la gouvernance est alors introduite.

Cette première sous-section a révélé l'étape initiale de la justification de l'intervention d'un modèle d'action politique et social « différent ». Les promoteurs du BBCO ambitionnent d'organiser la société civile pour qu'elle puisse avoir sa place dans le schéma d'influence dépeint par Sampson, autrement dit dans la gouvernance locale voire nationale. Cette organisation passe par celle des « institutions intermédiaires » à qui il faut redonner un sens et du pouvoir. La place grandissante des acteurs du monde économique dans la gouvernance est dénoncée. Elle a pour conséquence de remodeler les systèmes d'action en minimisant la place de la puissance publique mais également d'atomiser les individus. Leur nouvelle qualité de libre consommateur les détourne de l'appartenance à une communauté, identifiée comme une condition nécessaire à la participation politique. La conception « traditionnelle » de la « communauté » mise à mal par la « modernité » renvoie à ce que Tönnies qualifie de

¹ “The problem with our democracy at the moment is that our intermediate institutions are simply not powerful. We have individuals and we have lobbies, lobbies are paid by corporations. (...) When the interests of the corporations and the interest of the individuals are in conflict, usually the corporations will win of course!” (Austen, entretien du 24.04.08).

² “The intermediate voluntary institutions – including congregations and labor unions – are ineffectual in a power relationship with the powerful.”

³ “is being sucked dry by a vacuum of power and meaning.”

⁴ “The huge corporations, mass media, and “benevolent” government”.

⁵ “to “experts” and “specialists”, who are mostly fronts for institutions of greed and unaccountable power.”

Gemeinschaft, qu'il oppose à la « société » (*Gesellschaft*). Analogiquement, il constatait le remplacement de la « communauté » par la « société ». Il en faisait une condition préalable pour le développement du capitalisme et craignait que l'individualisme et l'universalisme inhérents à la « société » ne mènent à sa déshumanisation, facilitant ainsi les rapports de domination (Schrecker, 2006, pp. 23–24). Cependant, pour les promoteurs du BBCO, la « communauté » représente le ciment de la société civile. La communauté est mise en avant pour faire le lien entre l'individu et la société. Cela passe par la promotion des communautés traditionnelles, issues des processus de « communalisation », mais également des « communautés » d'intérêt, issues des processus de « sociation » (M. Weber, 2003a[1921], 78). La sous-section suivante identifie la rhétorique consistant à démontrer l'inadaptation face à ces évolutions des dispositifs existants de participation politique. Elle permet ainsi de justifier le recours à une nouvelle forme d'organisation de la participation politique.

B. L'inéquité des institutions des démocraties modernes

Edward Chambers (2004, 125) cite le philosophe et politiste Sheldon Wolin pour dénoncer l'inéquité des institutions démocratiques. « Les entreprises, la bureaucratie gouvernementale, les syndicats, les industries de la recherche et de l'éducation, les médias de propagande de masse et de divertissement, la santé et le système social – sont anti-démocratiques de par leur esprit, leur conception et leur fonctionnement¹. » Elles « ne rendent aucun compte aux citoyens »² et « concentrent un pouvoir considérable dans peu de mains et réduisent ainsi la vie politique à l'administration »³. De plus, Neil Jameson suggère que la nouvelle donne de la mondialisation et l'influence grandissante de secteur économique dans l'action publique justifient une organisation des classes moyennes et des plus pauvres qui se démarque des formes traditionnelles de participation politique⁴.

¹ "Every one of the country's primary institutions - the business corporation, the government bureaucracy, the trade union, the research and education industries, the mass propaganda and entertainment media, and the health and welfare system – is anti-democratic in spirit, design, and operation."

² "unaccountable to the citizenry"

³ "to concentrate increasing power in the hands of the few and to reduce political life to administration".

⁴ "Representative democracy gets people into Westminster but globalisation mean that Westminster is less significant than it was, which is why you have to organise differently." (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

1. L'inéquité du système démocratique

Les acteurs du BBCO critiquent la participation politique traditionnelle en ce qu'elle ne tente pas d'enrayer le processus d'individualisation de la société et le pouvoir grandissant du secteur économique. Les élections, ou autres instances de participation comme les partis, ne font que reproduire le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs. Saul Alinsky (1971, xxv–xxvi) précise qu'il souhaite s'adresser « à la vaste majorité des personnes qui, déçues par manque d'intérêt ou d'opportunité, ou les deux, ne participent pas aux responsabilités sempiternelles de la citoyenneté et sont résignées à des vies déterminées par les autres »¹. Il est très virulent pour dénoncer l'échec du modèle démocratique. Il va jusqu'à parler de l'« incroyable idiotie des leaders politiques »² comme d'un lieu commun, leur décrédibilisation entraînant celle de toutes les institutions publiques telle la police, la justice et plus généralement de la société dont les médias de masse exposent tous les jours son « hypocrisie innée (...), ses contradictions et son apparent échec dans à peu près toutes les facettes de la vie sociale et politique »³ (*ibid.*, xiv). Edward Chambers (2004, 13) critique les systèmes traditionnels de participation politique en signifiant qu'« après des décennies de débat idéologique et d'expérimentation bureaucratique, nos villes sont toujours pleines de pauvres, de violence et de désespoir »⁴.

Deux grandes critiques sont ainsi formulées à l'égard de la démocratie représentative. D'une part, ce modèle ne prend pas en compte l'influence grandissante du secteur marchand dans la gouvernance. Edward Chambers (2004, 17) va jusqu'à dénier la qualification de « politique » à cette « activité électorale partisane déterminée par l'argent »⁵. D'autre part, les élections, acte ponctuel et isolé, sont insuffisantes pour assurer un contrôle du peuple sur ses représentants durant leur mandat, sans parler de l'abstention qui est généralement très importante⁶. Outre l'importance croissante des acteurs économiques, le pouvoir est donc également confisqué par les élites des partis politiques⁷, que Saul Alinsky (1971, 11) qualifie d'

¹ “the vast mass of our people who, thwarted through lack of interest or opportunity, or both, do not participate in the endless responsibilities of citizenship and are resigned to lives determined by others.”

² “unbelievable idiocy of our political leadership”.

³ “mass media which daily exposes society’s innate hypocrisy, its contradictions and the apparent failure of almost every facet of our social and political life.”

⁴ “after decades of ideological argument and top-down bureaucratic experimentation, our cities are still drowning in poor people, violence, and desperation.”

⁵ “When I say “politics” I don’t mean the corrupt, money-driven, partisan electoral activity that usually goes by that name”.

⁶ “Many people feel like the only opportunity that we have to be a citizen is to vote and only 40% of the population votes anyway. But even though 40% do vote, for the vast majority of them it’s the only time they have an impact into decision making and the governance, how the city is governed. That’s not democracy!” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁷ Cette dénonciation correspond à la critique du monde industriel (Boltanski et Thévenot, 1991, 319).

« aristocratie politique » (“political aristocracy”). Edward Chambers (2004, 52) affirme que « la désaffection qui touche la politique électorale (...) est en grande partie une réaction à l’isolement et l’étroitesse (...) des groupes politiques qui prêchent pour leur club idéologique, utilisent leur propre langage et (...) leur propre programme »¹.

Les promoteurs du BBCO réfutent la politique partisane, de la même manière qu’ils ne souhaitent pas être associés à une « idéologie rigide » (Alinsky, 1971, 11), c’est-à-dire à une « définition figée de la moralité »² (*ibid.*, 73). Pour Robert Fisher et Joseph Kling, l’affichage « non-idéologique » du *community organizing* est typique du rejet de l’idéologie communiste³ dans l’Amérique de l’après guerre par les tenants du « néo-populisme » et de ce qui sera appelé la « nouvelle gauche »⁴ dont Saul Alinsky est proche (Fisher et Kling, 1987, 41). Les organisateurs ont « peur du dogme » et par là que « l’idéologie ne se détériore en dogme »⁵ (Alinsky, 1971, 4) ou, plus pragmatiquement, que l’idéologie ne soit un frein à l’action et à la participation comme l’explique de manière provocante Neil Jameson :

Le problème est d’avoir des idéologies, cela ne fonctionne que si quelqu’un soutient cette idéologie. C’est comme pour le Socialist Workers Party [parti communiste révolutionnaire britannique] ici, qui ne sera jamais en charge de quelque chose. D’ailleurs, je ne comprends pas comment ils font pour se lever le matin⁶.

Toujours dans l’introduction de son livre, Saul Alinsky révèle qu’il le souhaite être un « manuel révolutionnaire, ne relevant ni du moule communiste, ni du moule capitaliste »⁷ (*ibid.*, 9). Les termes employés par Neil Jameson et Saul Alinsky sont caricaturaux. Ils font ainsi comprendre que le BBCO souhaite se distinguer des promoteurs du système capitaliste et de ses opposants traditionnels représentés par les partis d’extrême gauche. Avant tout, ils ne veulent pas être associés au champ de la politique partisane qui n’a pas réussi à utiliser « le pouvoir pour une distribution plus équitable des moyens de vie pour tous »⁸ (Alinsky, 1971, 10). Ils vont ainsi dans le sens de la majorité de la population qui fait de moins en moins

¹ “The disaffection with electoral politics (...) is in large part a reaction to the increasing insularity and narrowness of far-out liberals and right-wing conservatives. Both groups end up preaching to their ideological clubs, using their own language, their own fabricated theology, and their own single agendas.”

² “any finite definition of reality”.

³ Les pensées de Saul Alinsky seront pourtant souvent assimilées au communisme. Encore aujourd’hui, le mémoire de Hilary Clinton sur Saul Alinsky et la carrière de Barack Obama en tant qu’organisateur sont souvent utilisés pour qualifier le gouvernement démocrate de communiste (Quinqueton, 2011, 15,24).

⁴ De la même manière en France, la sociologue Irène Pereira montre que les nouvelles formes de militantisme se réclament du pragmatisme par opposition au militantisme léniniste qui a dominé la gauche radicale entre les années 1950 et la fin des années 1970 (Pereira, 2010a, 115).

⁵ “The danger that ideology will deteriorate into dogma, and to protect the free, open, questing, and creative mind of man” (Alinsky, 1971, 4).

⁶ “So the problem is to have ideologies, it only works if you can get somebody who supports that ideology. It’s like the Socialist Workers Party here, who will never be in charge of anything, I don’t understand how they get up in the morning.” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

⁷ “a revolutionary handbook not cast in a communist *or* capitalist mold”.

⁸ “power for a more equitable distribution of the means of life for all people”.

confiance aux hommes politiques. Ils se démarquent de la politique partisane où l'action est prédéterminée par des principes théoriques élaborés indépendamment de la situation concrète (Pereira, 2010b) et justifient l'offre d'une forme de participation politique alternative qui fait place à l'incertitude, à l'ouverture et à la créativité. Autant de qualificatifs qui désignent la méthode pragmatique (Cometti, 2010).

London Citizens légitime sa volonté de participer à la gouvernance de la capitale britannique en partie du fait de la désaffection partisane. Elle propose une alternative aux partis politiques, plus pragmatique, ouverte et participative. Lorsqu'il s'agit de faire participer les classes populaires aux changements de leurs propres conditions de vie, le travail social est généralement présenté comme une approche « intégrée, locale et située sur un horizon de changement » liant justice sociale et renforcement de la démocratie locale (Favreau, 2000, 3). Cependant, pour les promoteurs du BBCO, ces approches, comme celles des *settlement houses* aux États-Unis, nient souvent la capacité d'action individuelle et collective des personnes visées par ces « services », elles ne remédient pas à l'exclusion politique qui, selon eux, conditionne l'exclusion sociale et économique.

2. *Le travail social, un pansement qui ne pense pas la participation politique*

À l'époque où il était travailleur social, Neil Jameson n'était pas satisfait d'un secteur volontaire réduit à panser les dégâts causés par l'État et le secteur privé. Dans les années 1980, en Angleterre, il y avait une prise de conscience croissante de la nécessité de transformer significativement les relations de pouvoir prédominantes pour s'attaquer aux inégalités urbaines (Jamoul, 2006, 70). La nébuleuse communautaire, qui se développait essentiellement aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, permit « la formation d'une nouvelle génération de militants et professionnels dont une partie rompait avec la tradition normative d'encadrement du travail social » (Bacqué, 2006, 118). Elle a contribué à « introduire une dimension politique dans les approches de la pauvreté : être pauvre c'est aussi ne pas avoir accès au pouvoir et la participation devient un pré-requis à toute tentative de réforme sociale et urbaine » (*ibid*). En anglais, et spécialement aux États-Unis, l'expression “social work” est ainsi souvent associée voire confondue avec celle de “community organizing”. Mais Saul Alinsky critique les objectifs du *community organizing* tels qu'ils sont enseignés dans les écoles de travail social. Il s'agit selon lui d'une vision beaucoup plus restreinte des progrès de la société. Il métaphorise ainsi : « ils organisent pour se débarrasser

des rats à quatre pattes et s'arrêtent là, nous, nous organisons pour nous débarrasser des rats à quatre pattes pour ensuite réussir à supprimer les rats à deux jambes »¹ (Alinsky, 1971, 68). Dans un article qu'il écrivit à propos de sa première expérience d'organisation à Chicago, son propos est précisé : « tandis que la communauté dans son ensemble est considérée comme un point de départ, les modalités d'organisation doivent diriger leur attention vers ces grandes questions socio-économiques qui façonnent le sort du quartier »² là où d'autres "community organizations" ne « reconnaissent pas que la vie d'un quartier dépend de forces qui transcendent la scène locale »³ (Alinsky, 1941, 797-798).

Au delà de cette dénonciation de la visée restreinte du changement promu par le travail social, même d'inspiration « communautaire », Neil Jameson critique la conception de la participation qui y est associée :

Le travail social se résume par : « faisons des choses pour les gens ». Dans cette logique, on a besoin de toujours plus de travailleurs sociaux, la logique du « nous savons ce que vous voulez et nous pouvons le faire pour vous » est une stratégie très dépensière, le modèle de « Donnez-moi vos problèmes et je le ferai pour vous » est une très mauvaise stratégie politique car plus personne ne vote⁴.

Edward Chambers relate la trajectoire d'une travailleuse sociale devenue organisatrice. Cette évolution professionnelle est expliquée par la frustration de l'intervention dans l'urgence auprès des pauvres et la dimension de service qui lui est inhérente. « Elle savait aider les pauvres en travaillant pour le système »⁵ mais souhaitait « faire travailler le système pour les gens »⁶ (Chambers, 2004, 26). Saul Alinsky critique les expériences de travail social qui sont là pour adapter les gens à leurs conditions de vie et non pour les aider à se révolter et à se sortir de la misère par la lutte (Alinsky, 1946, 83–84). Il va jusqu'à parler de "political pornography" (« pornographie politique ») pour qualifier le programme du président Johnson de "war on poverty" (« guerre contre la pauvreté ») dans le titre d'un article (Alinsky, 1965). En 2001, Frank Pierson (2001a, 113), organisateur à l'IAF, dénonçait dans le même sens la tendance des politiques publiques à être remplacées par des activités caritatives. Pour le

¹ "they organize to get rid of four-legged rats and stop there; we organize to get rid of four-legged rats so we can get on to removing two-legged rats."

² "(...)while the community as a whole is taken as a specific starting-point for a program of social construction, the organizational procedures must direct their attention toward those larger socioeconomic issues which converge upon that scene to create the plight of the area."

³ "without recognizing that the life of such a neighborhood is shaped by forces which far transcend the local scene."

⁴ "Social work is completely let's do things for people... Well in this case you need more and more social workers, the model of we know what you want and we can do it for you is an extremely expensive strategy, the model of give me your problems and I'll do it for you is a terrible political strategy because nobody votes" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁵ "She knew how to help people work the system".

⁶ "getting the system to work for people".

BBCO, « la pauvreté implique la pauvreté de pouvoir ainsi que la pauvreté économique »¹ (Alinsky, 1965, 41). « Aider les gens en leur déniaient une part importante dans l'action, ne contribue en rien au développement de l'individu »² (Alinsky, 1971, 123). La participation politique est considérée comme préalable à toute réduction des inégalités.

Les promoteurs du BBCO revendiquent donc, pour la société civile, une « invitation à la participation » allant au delà des « capacités de choisir parmi de nombreux produits de consommation » et de « voter occasionnellement »³ là où, au Royaume-Uni, les derniers gouvernements ont promu un nouveau type d'acteur politique, le « citoyen consommateur » (“citizen-consumer”) (Faucher-King, 2010b). *London Citizens* prétend « défier la tendance à l'apathie et au découragement qui est la route alternative prise par une nation où la plupart de la population se sent exclue de l'action quelle qu'elle soit »⁴. Il s'agit de s'attaquer à l'atomisation des individus, déjà identifiée par Tocqueville (2002b[1840], 109) comme source de destruction des « vertus publiques ». Dans la continuité de la tradition démocrate américaine, les organisateurs souhaitent « défendre la société contre l'oppression de ceux qui la gouvernent » et « garantir une partie de la société contre l'injustice de l'autre »⁵ (Madison, 1788, 2). Donald Reitzes et Dietrich Reitzes (1987, 269) ont montré que Saul Alinsky partageait avec Tocqueville la crainte d'une société de masse où la centralisation accrue des prises de décisions politiques, économiques et sociales par la bureaucratie nationale, usurpe les droits individuels et la pratique démocratique. La solution mise en avant est la réduction de l'écart entre l'individu impuissant et l'État grâce à un réseau solide d'associations en capacité de préconiser et protéger les intérêts partagés par des individus et des groupes. Mais, à la différence de Tocqueville, ce n'est pas seulement vis-à-vis de la puissance publique que la société civile doit être vigilante et proactive. Elle doit également être capable de faire rendre des comptes au « pouvoir massif et unilatéral du capitalisme mondial »⁶ (Chambers, 2004, 42). En cela, les promoteurs du BBCO sont proches de ceux qu'on appelle les communautariens modernes au côté de Robert Bellah, Robert Putnam, Amitai Etzioni et Michael Sandel. Le

¹ “poverty involves poverty of power as well as poverty of economy.”

² “To give people help, while denying them a significant part in the action, contributes nothing to the development of the individual.”

³ “an invitation to participate must mean more than the ability to select from a vast array of consumer choices and to vote occasionally”. Source : Bilan annuel de la COF de mars 2002

⁴ “Together we can challenge the slide into apathy and despond which is the alternative course for a nation where most people feel excluded from any part of the action”. Source : *idem*

⁵ Il s'agit d'une traduction proposée par Tocqueville (2002a[1835], 101) d'un passage de *The Federalist Papers*, n° 51. Texte original: “It is of great importance in a republic not only to guard the society against the oppression of its rulers, but to guard one part of the society against the injustice of the other part”.

⁶ “The massive and unilateral power of world capitalism”.

renouveau de l'engagement dans les communautés traditionnelles et les institutions de la société civile – « écoles, lieux de travail, églises et synagogues, syndicats et mouvements sociaux – doit permettre de contrer les « forces économiques et l'État tout puissant », considérés comme les coupables de l'érosion de la démocratie (Ehrenberg, 1999, 224–225).

Section 2. « Déverrouiller le pouvoir de la société civile »

Figure 2 « Déverrouiller le pouvoir de la société civile », bannière du site internet de *Citizens UK* (capture d'écran de www.citizensuk.org le 15.08.12)



La deuxième étape de la définition de l'idéologie d'un mouvement social établie par Oberschall (1972, 181) décrit l'état favorable à atteindre et permet de définir « les fins » et « les moyens »¹ pour y arriver. Cette section s'attache à montrer que le pragmatisme est un élément central de la rhétorique de légitimation de l'organisation.

Lors des formations dispensées par les organisateurs aux membres de *London Citizens*, le « monde tel qu'il est » est toujours présenté en opposition au « monde tel qu'il devrait être » ("the world as it should be") (Chambers, 2004, 21) décrit par des mots tels que « amour » ("love"), « paix » ("peace"), « égalité » ("equality") et « justice »². Entre ces deux mondes, il est expliqué qu'il faut viser « quelque part au milieu » ("somewhere in the middle") grâce à une attitude « pragmatique » et « radicale », pour reprendre les termes employés par Alinsky (1971)

¹ "The blueprint describes the goals of the movement and the means by which to achieve them."

² Notes prises lors de différents stages de *community organizing* dispensés par *London Citizens* en 2007 et 2010.

dans le titre de son livre *Rules for radicals, a pragmatic primer for realistic radicals*¹. Mais qu'entend-il par « pragmatique » et par « radicaux » et comment sont conciliées ces deux qualités ? En répondant à cette question, cette section analysera la continuité entre les fins et les moyens du BBCO. La manière dont est interprété le processus qui a conduit à l'état actuel, permet de dégager les directions générales de l'organisation. En dénonçant l'individualisme, le BBCO promet de relier les individus entre eux. En critiquant l'inégale répartition des pouvoirs et des richesses, il souhaite, d'une part, que ceux qui n'ont pas de pouvoir en acquièrent – mettant ainsi en avant la défense d'une certaine justice politique – et, d'autre part, œuvrer et lutter pour la justice sociale et économique.

A. Ni réalisme, ni idéalisme², le pragmatisme radical

Chambers consacre le premier chapitre de son manuel à la présentation de la tension entre « le monde tel qu'il est » et « le monde tel qu'il devrait être ». Il en fait « la fondation sur laquelle toute expérience efficace d'organisation repose »³ (Chambers, 2004, 19). Cette dialectique est pour lui inhérente à la condition humaine. Les personnes qui ne vivent que dans le monde tel qu'il est sont celles qui ont été entraînées dans la culture de l'individualisme et de l'égoïsme (*ibid.*, 22) et/ou qui sont devenues cyniques. Celles qui ne vivent que dans le monde tel qu'il devrait être sont idéalistes (*ibid.*, 39). Ces observations sont reprises telles quelles lors des formations⁴ et dans le discours des organisateurs de *London Citizens* :

Je soutiens que nous passons beaucoup de temps à parler du monde tel qu'il devrait être notamment à l'église.(...) Nous sommes ici pour apprendre comment agir sur le monde tel qu'il est.(...) Parler simplement « du monde tel qu'il devrait être », c'est de l'idéalisme, c'est fuir le monde. C'est confortable (...) Si vous parlez trop du monde tel qu'il est en revanche vous pouvez devenir cyniques⁵.

Cette tension entre les « deux mondes » est conciliée par une approche pragmatique du changement. Saul Alinsky (1971, 12) explique que « l'exigence de base pour comprendre les

¹ Après une première traduction française de ce livre en 1976, intitulée « Manuel de l'animateur social, une action directe non violente », une deuxième traduction a été publiée en janvier 2012 par les éditions Aden. Le titre retenu est alors plus fidèle à l'original : « Etre radical, manuel pragmatique pour radicaux réalistes ».

² Edward Chambers qualifie de « distorted ways to live » l'idéalisme d'un côté et le réalisme de l'autre (Chambers, 2004, 39).

³ «It's the foundation on which all effective organizing rests».

⁴ «There is nothing wrong about him [un homme qui campe en face du parlement du Royaume-Uni pour réclamer la paix dans le monde avec une pancarte «peace?】 but he misses the plot» (Neil Jameson, formation du 13.10.09).

⁵ «I argue that we spend a lot of time talking about the world as it should be especially in chapels (...) What we are here for is to learn how to act in the world as it is (...) Just talking about «the world as it should be» is idealism, escapism, It's comfortable (...) If you are too much talking about the world as it is you can become cynical» (Matthew, formation du 13.10.09).

politiques du changement est de reconnaître le monde tel qu'il est »¹. Il cite Machiavel en ajoutant qu'« il faut regarder le monde tel qu'il est comme tous les réalistes politiques l'ont fait, « ce que font les hommes et non ce qu'ils devraient faire » »² (*ibid.*). Edward Chambers (2004, 42) critique l'« individualisme » et l'« idéalisme » car ils ne répondent pas à une « morale pragmatique » (“pragmatic morality”). Il indique que la tension entre ces deux pôles devient « créatrice » (“creative tension”) lorsqu'on choisit résolument de vivre entre les deux mondes³ (*ibid.*, 43). De manière analogue, les philosophes pragmatiques font référence à l'« espoir social » et à la « créativité de l'agir » pour qualifier le rapport au temps alors conçu comme une « possibilité d'accomplissement et d'enrichissement embrassant un nombre étendu de possibilités en sommeil » (Cometti, 2010, 181). Saul Alinsky (1971, xix) précise qu'« il est nécessaire de commencer là où le monde est si l'on souhaite le changer vers ce qu'il devrait être »⁴. Dans la description qu'il entreprend d'un organisateur idéal, il se place clairement dans une perspective pragmatique en adoptant « une philosophie de la recherche qui substitue à l'image d'une rationalité fixe, ancrée dans des principes intemporels, une rationalité ouverte » (Cometti, 2010, 170). Le présent a la dimension d'une expérience. Il s'agit d'un individu à l'« esprit libre et ouvert, et au relativisme politique »⁵ (Alinsky, 1971, 79) :

L'organisateur dans son mode de vie, avec sa curiosité, son irrévérence, son imagination, son sens de l'humour, sa méfiance du dogme, son autonomie, sa compréhension de l'irrationalité de la plupart des comportements humains, devient une personnalité flexible, et non quelqu'un qui fléchira devant l'inattendu (...). Il sait que la vie est une quête vers l'incertain ; que la seule vérité est l'incertitude ; et il peut vivre avec. Il sait que les valeurs sont relatives, dans un monde de relativité politique. Grâce à ces qualités il ne pourra pas tomber dans le cynisme et la désillusion, car il ne dépend pas d'une illusion⁶.

Saul Alinsky (*ibid.*, xxi) fait appel au « pragmatisme radical » (“radical pragmatism”) pour justifier son action. Une des conclusions que le BBCO tire de la tension entre les deux mondes est « qu'il faut travailler dans le système »⁷ (*ibid.*, xix). Une personne « radicale » est pourtant définie comme quelqu'un qui « refuse de se laisser distraire par les problèmes superficiels. Il se préoccupe des causes fondamentales plutôt que de leurs manifestations

¹ “The basic requirement for the understanding of the politics of change is to recognize the world as it is”.

² “We must see the world as all political realists have, in terms of ‘what men do and not what they ought to do’, as Machiavelli and others have put it”.

³ “when we choose to live resolutely in-between the world as it is and the world as it should be”.

⁴ “it is necessary to begin where the world is if we are going to change it to what we think it should be”.

⁵ “A free and open mind and political relativity”.

⁶ “The organizer in his way of life, with his curiosity, irreverence, imagination, sense of humor, distrust of dogma, his self-organization, his understanding of the irrationality of much human behavior, becomes a flexible personality, not a rigid structure that breaks when something unexpected happens. (...) He knows that life is a quest for uncertainty; that the only certain fact of life is uncertainty; and he can live with it. He knows that all values are relative, in a world of political relativity. Because of these qualities he is unlikely to disintegrate into cynicism and disillusionment, for he does not depend on illusion” (Alinsky, 1971, 79).

⁷ “working in the system”.

courantes. Il concentre son attaque au cœur du problème »¹ (Alinsky, 1946, 23). On retrouve dans ce qualificatif, la volonté de se distinguer des expériences de travail social. Cependant, travailler dans le système, et être pragmatique, peut être contradictoire avec le fait de vouloir s'attaquer au cœur du problème. Radicalisme et pragmatisme ne sont pas forcément antinomiques à condition de faire référence au pragmatisme philosophique et non au pragmatisme pratique (Pereira, 2010a, 109). Dans le second cas, être pragmatique, ce serait « agir en ne se souciant que de la réussite de son action, en s'adaptant au système tel qu'il est sans songer à le transformer ». Par contre, dans le cas du courant philosophique, « une politique qui ne se donne par pour objectif la remise en cause des inégalités sociales et qui n'utilise pas des méthodes profondément démocratiques de participation directe des citoyens, n'est pas pragmatique » (Pereira, 2010b). Cependant, nous allons voir tout au long de cette thèse que les actions et principes de *London Citizens* renvoient à ces deux conceptions du pragmatisme. On retrouve dans les textes de Saul Alinsky la justification de cette potentielle contradiction. Il explique, en citant Dostoïevski, que « le changement est ce dont la population a le plus peur »² (Alinsky, 1971, xix). Selon lui, il faut donc travailler dans le système et avec les individus passifs pour les convaincre de la nécessité d'un changement. Ce pragmatisme illustre la dénonciation de l'image violente de la révolution telle que portée par les communistes (*ibid.*, 9). Saul Alinsky souhaite se réapproprier le terme de révolution et proposer une alternative entre la dualité communisme/statu quo du capitalisme³ (*ibid.*). Le radicalisme de Saul Alinsky se situerait justement dans son pragmatisme. Le « vrai radical » est « celui qui pense les perspectives d'organisation et d'action collective (...). Déconstruire le discours dominant ne suffit pas pour émanciper les opprimés. Être radical présuppose de ne jamais séparer la théorie de la pratique » (Zamora et Görtz, 2011). En comprenant « être radical » comme « aller à la racine », on peut également interpréter ce radicalisme par l'attention portée à la mobilisation de la « base » et à la remontée de ses revendications. Le BBCO vise le « changement »⁴, lequel ne peut se produire qu'en considérant la population, et plus précisément les communautés, comme la racine de tout enjeu sociétal. Sur le bulletin d'adhésion⁵ à *London Citizens*, il est écrit : « Le *Community Organizing* commence par la reconnaissance qu'un véritable changement ne peut se produire que lorsque des organisations

¹ Traduction de Jean-François Médard (1966, 147).

² "Dostoevski said that taking a new step is what people fear most."

³ Saul Alinsky est aussi radical si l'on considère la définition partisane du terme. Il explique que si la population n'est pas sortie de sa passivité par le *community organizing*, elle finira par se tourner vers la droite (Alinsky, 1971, xx).

⁴ "What we are trying to change is the way the city operates" (Matthew, entretien du 17.04.08). "Fundamentally *London Citizens* is an organisation which represents communities to affect change and to make change happen" (Colin W., entretien du 18.04.08).

⁵ Ce bulletin est reproduit en Annexe.

enracinées dans les communautés mettent des ressources en commun et apprennent l'art de l'action publique »¹. Chambers se définit, dans la continuité de son maître, comme radical. « Un radical est une personne qui va aux sources du problème et de l'esprit »² (Chambers, 2004, 13). Ce radicalisme reste tout aussi « pragmatique ». « Je ne demande pas de remplacer ou de contrôler les structures dominées par l'argent »³ (Chambers, 2004, 140). « Bien vivre avec la tension entre les deux mondes est la racine du véritable radicalisme »⁴ (*ibid.* 43).

La recherche d'un compromis entre le monde tel qu'il est et le monde tel qu'il devrait être se traduit par l'adoption d'un pragmatisme radical. Cette méthode est notamment illustrée par la continuité entre les fins et les moyens du BBCO, et plus spécifiquement de *London Citizens*.

B. Construction de relations, leaderships et campagnes, les fins et moyens du BBCO

La continuité entre les moyens et les fins est à l'œuvre au sein de *London Citizens*. L'action de l'organisation est en effet pensée comme une version en miniature de la société future (Pereira, 2010a, 105). Nous dégageons trois caractéristiques de la société promue par le BBCO. Chacune d'entre elles correspond à une étape du fonctionnement de l'organisation. Il s'agit de retisser la société civile tout en développant les capacités d'action individuelles et en devenant un acteur qui compte dans la gouvernance de Londres. De plus ces trois fins-moyens sont interdépendantes.

1. *Objet et fonctionnement de London Citizens*

La praxis de *London Citizens* part du constat du « monde tel qu'il est » dressé par Alinsky, Chambers et les organisateurs de l'association. Il s'agit mettre en œuvre dans la pratique la démocratie locale, de raviver l'engagement citoyen tout en contrant l'individualisation de la société. Cet objectif se décline en trois missions alternativement mises en avant.

¹ "Community organising starts with the recognition that real change can only come when community-rooted organisations pool resources and learn the arts of public action"

² "Radical means going to the roots of the matter, and the roots of the spirit."

³ "I'm not calling for replacing or destroying structures controlled by money".

⁴ "Living well with the two-world tension is *the* root of true radicalism."

1.1. « Retisser la société »¹

Sur les documents officiels de *Citizens UK*, la mission est décrite ainsi : « Retisser le tissu social de la Grande Bretagne et de l'Irlande². » Il s'agit de répondre explicitement à la dénonciation de l'individualisme. Cette mission se décline tant au niveau organisationnel qu'individuel.

Au niveau organisationnel, le BBCO souhaite renforcer et allier les « institutions intermédiaires ». Dans l'expression *community organising*, le terme *community* renvoie aux groupes que *London Citizens* se propose d'organiser. Seules des communautés, au sens de « collectivités organisés » (formellement ou non), peuvent être membres de l'organisation. Un organisateur explique que tout le monde connaît et respecte les « institutions intermédiaires auxquelles les gens appartiennent et qui existent entre l'État et les grandes entreprises d'un côté, et les individus de l'autre »³. L'organisation se propose de mettre en avant les institutions intermédiaires existantes et de les soutenir en tant que rempart à l'individualisme⁴ et moyen permettant de renforcer le pouvoir de la société civile et donc la démocratie. « La force de la société civile et donc de la démocratie repose dans la force des institutions intermédiaires »⁵, déclare un autre organisateur de *London Citizens*.

Ces discours renvoient à la rhétorique communautaire (Bacqué, 2005, 48) qui, contrairement au modèle républicain français et à la notion de contrat social de Rousseau, met en avant l'importance des corps intermédiaires pour le bon fonctionnement de la démocratie. Dès le début du 19^{ème} siècle, Tocqueville faisait des associations une caractéristique essentielle du fonctionnement de la démocratie aux États-Unis. « Il n'y a pas de pays où les associations soient plus nécessaires, pour empêcher le despotisme des partis ou l'arbitraire du prince, que ceux où l'état social est démocratique » (Tocqueville, 2002a[1835], 27). Cette justification reposant sur le rééquilibrage des pouvoirs pour améliorer la démocratie est secondée par une justification d'ordre civique. Les institutions intermédiaires sont considérées comme des lieux d'apprentissage de la vie en société. Les organisateurs s'intéressent aux « écoles, [aux] églises, [aux] syndicats et [aux] autres associations où les gens

¹ "Reweaving the fabric of society" Source : Il s'agit du titre du document officiel de présentation de la COF (2004) *Reweaving the fabric of society, position statement of the citizen organising foundation*.

² "Reweaving the social fabric of Britain and Ireland through a strategic leadership development program and by creating and sustaining effective broad-based Citizens organisations", Source : *Citizens UK and The Citizens Network Staff and Trustees Handbook*, 2010. Notons que le Royaume-Uni est composé de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

³ "We all know and respect and use the institutions, media institutions that people belong to, which exists between the level of state and big business and individuals"(Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ "We look for any media institutions between market and individualism" (Neil Jameson, formation du 16.10.09).

⁵ "The strength of civil society and therefore democracy lies in the strength of the intermediate institutions" (Austen, entretien du 24.04.08).

savent comment se traiter respectueusement et apprennent à vivre ensemble »¹. Jean-Louis Laville et John Ehrenberg soulignent dans ce sens, extrapolant tous deux des observations de Tocqueville, que s'engager dans une association, formelle ou non, permet de « développer une pratique socialisée » et d'acquérir « l'expérience des responsabilités et la conscience des interdépendances sociales » (Laville, 1997, 44). Les associations permettent aux citoyens de relier intérêt individuel et bien être de la communauté (Ehrenberg, 1999, 165). En proposant de compenser l'« indétermination progressive de la conscience commune » (Durkheim, 2002b[1893], 52) par de nouveaux liens sociaux créés au sein d'associations, les prescriptions du BBCO rejoignent celles de Durkheim². Les corps intermédiaires sont identifiés comme « la seule puissance qui puisse servir de modérateur à l'égoïsme individuel » (*ibid*, 142). Qui plus est, la logique d'alliance de ces corps intermédiaires proposée par *London Citizens* permet de modérer l'égoïsme des groupes qui la composent³. Les organisateurs ont comme idéal une société où chaque individu est membre d'au moins un groupe sachant exercer son pouvoir, tout en respectant et tolérant la voix des autres groupes. Dans une conception pluraliste, les groupes sont envisagés comme le fait social premier à l'origine de toute politique (Saurugger, 2003, 154). Contrairement au registre civique⁴ où les « êtres collectifs » (Boltanski et Thévenot, 1991, 22) doivent être garants d'un intérêt général, ils sont ici garants d'intérêts collectifs et leur alliance doit faire émerger un bien commun reliant ces différents intérêts constitués. Ces « êtres collectifs » sont les institutions intermédiaires locales, les écoles, les syndicats, les associations d'habitants, de culte ou de loisir. Il s'agit alors de les renforcer et de les démocratiser afin de contrer l'individualisme et de permettre à un plus grand nombre d'habitants de participer à la gouvernance de leur ville.

Beaucoup d'institutions sont menacées par le climat actuel d'individualisme et de consumérisme. Nous essayons de reconstruire ces institutions avec leur public. (...) Si nous ne nous occupons pas de rendre ces institutions plus démocratiques, plus pertinentes, alors il deviendra de plus en plus dur pour les gens d'être impliqués dans la gouvernance⁵.

¹ The schools and the churches and the trade unions and other associations where people know how to treat each other with respect and learn how to get on with all these people (Matthew, entretien du 17.04.08).

² Il arrive d'ailleurs que Durkheim soit cité au même titre que les sociologues de Chicago par les promoteurs du BBCO (Wills, 2012, 124) pour justifier leur modèle. Notons cependant que l'idéologie du BBCO valorise la socialisation sociétale (et les solidarités organiques), liée à la division du travail social, autant que la socialisation communautaire (et les solidarités mécaniques), au sein de la famille ou des groupes religieux.

³ « La seule puissance qui puisse servir de modérateur à l'égoïsme individuel est celle du groupe ; la seule qui puisse servir de modérateur à l'égoïsme des groupes est celle d'un autre groupe qui les embrasse » (Durkheim, 2002, 142).

⁴ Il s'agit d'« un monde dans lequel toutes les relations doivent, pour être légitimes, être médiatisées par la référence à des êtres collectifs garantissant l'intérêt général » (Boltanski et Thévenot, 1991, 22).

⁵ « A lot of institutions are under attack in the common climate from the pressure of individualism and consumerism. We're trying to build those institutions back up and not without their *public*. (...) If we don't engage them into rebuilding, into reshaping and making them more relevant and more democratic, then it's going to be increasingly more difficult in the future for people to be involved in governance » (Matthew, entretien du 17.04.08).

Retisser la société civile passe donc par le renforcement de ses mailles préexistantes. Nous verrons dans la première partie qu'il s'agit également d'une stratégie de mobilisation de l'organisation, illustrant à nouveau la continuité entre ses fins et ses moyens. Si le but est de mobiliser en nombre, il est plus efficace de mobiliser des communautés que des individus.

Au niveau individuel, ces institutions intermédiaires permettent de « retisser la société civile » car elles sont des lieux de socialisation et tout simplement de création de relations interpersonnelles. De plus, lors de chaque événement, de la petite réunion à la grande assemblée ou manifestation, les organisateurs de *London Citizens* réservent toujours un temps d'échange où les participants sont invités à faire connaissance. L'outil essentiel de cet accent mis sur le développement de relations est l'entretien en tête-à-tête, le « one-to-one ». Il sera analysé dans le chapitre 2 qui traitera des ressorts individuels de l'engagement au sein de l'organisation. À plusieurs reprises, Edward Chambers (2004, 44, 61, 72) définit les relations entre les individus (« relationships ») comme le « concept fondamental » du BBCO. Neil Jameson va jusqu'à expliquer qu'« être relationnel est la solution de toutes les guerres et problèmes dans le monde »¹.

Dans un autre registre, Edward Chambers (2004, 68) fait le constat que, dans le monde tel qu'il est, « la grande force motrice dans le monde aujourd'hui est un capitalisme débridé »². Pour rééquilibrer la répartition des pouvoirs, il propose alors de développer le « capital social » (« social capital »), concept cher aux communautariens. La construction de relations est présentée comme une partie du « changement » visé. Elle permet aux personnes ainsi insérées dans un réseau de relations d'augmenter leur capacité d'action, leur « pouvoir ». Edward Chambers (2004, 68-69) dresse une analogie entre ce qu'il comprend de la formule de Marx sur le capital (« argent »- « bien à vendre » – « plus d'argent »³) et son interprétation de la formule du « capital social » : « talent, énergie, pouvoir » – « action collective » – « plus de talent, d'énergie et de pouvoir »⁴. L'analogie entre le monde des affaires et le secteur communautaire est ainsi souvent invoquée par les organisateurs :

Le monde fonctionne grâce aux relations et je pense que c'est vrai dans le monde des affaires de la même manière que c'est vrai dans le secteur communautaire. Un très bon homme d'affaire l'est car (...) quand il a besoin de faire quelque chose, il a le numéro de la personne qui peut l'aider à y arriver⁵.

¹ «We think being relational is the solution of all the wars and problems in the world» (Neil Jameson, formation du 16.10.09).

² «The great driving force in today's world is unfettered capitalism.»

³ «money»-«commodity to be sold»-«more money»

⁴ «talent, energy, and power»-«collective action»-«more talent, energy, and power».

⁵ «The world operates within relationships and I think that's probably true in business almost as far as it's true in the community sector. A very good business man is good because (...) when he needs to get something done; he's

Pour Maurice Glasman, leader de *London Citizens* et chercheur à la *Metropolitan University*, l'objectif des membres de *London Citizens* est de « réaliser le bien pour leur ville à travers une construction de relations politiques réciproques entre des citoyens qui y vivent »¹ (Glasman, 2007, 6). On retrouve l'importance de la métaphore du réseau (Boltanski et Chiapello, 1999, 138) dans la pensée communautaire. Un organisateur américain de l'IAF, oppose ainsi la culture relationnelle à celles du marché et de la bureaucratie (Gecan, 2004[2002], 153–163). Notons que l'accent mis sur la construction de relations au sein de *London Citizens*, comme au sein des organisations américaines, ne se retrouve pas chez Saul Alinsky. Edward Chambers (2004, 46) le formule ainsi : « Sous Alinsky, organiser signifiait : choisissez une cible, mobilisez et frappez la. Dans l'IAF moderne, il s'agit de se connecter et s'associer à d'autres. Les revendications viennent après les relations² ».

Le BBCO souhaite donc développer les liens sociaux intra communautaires, en insistant sur le renforcement des institutions intermédiaires préexistantes et intercommunautaires, en proposant une alliance entre ces institutions. Ses promoteurs postulent que ces constructions de relations représentent un progrès social considérable. Pour Edward Chambers (2004, 68), les organisations de l'IAF « retissent le tissu social d'une communauté au-delà des races, religions, territoires et classes. Elles génèrent du capital social qui permet non seulement de rendre la vie vivable mais aussi de lui donner un sens »³. On devine également l'instrument de mobilisation que peut constituer la construction de relations, qui sera analysée dans cette perspective dans la première partie.

1.2. Développer les capacités d'action individuelles

La page d'accueil du site internet de *Citizens UK* et *London Citizens* indique : « notre but est de construire le pouvoir des communautés qui agissent pour le bien commun »⁴. Pour Saul Alinsky (1971, 50) et Edward Chambers (2004, 27), le « pouvoir » signifie « capacité d'agir » (“ability to act”). Cette « construction de pouvoir » renvoie à la notion de « leadership » propre au BBCO. Les organisateurs offrent aux membres des groupes adhérents des

got the mobile phone number and the relationship with somebody who can make it *happen*” (Matthew, entretien du 17.04.08).

¹ “to realize the good of their locality and city as built on reciprocal political relationships between the citizens who live there”.

² “Under Alinsky, organizing meant ‘pick a target, mobilize, and hit it.’ In the modern IAF, it’s ‘connect and relate to others.’ Issues follow relationships”.

³ “They reweave the social fabric of a community across the lines of race, religion, geography, and class. They generate the social capital that makes life not only livable, but meaningful”.

⁴ “Our goal is to build the power of communities who act for the common good” Cf. <http://www.citizensuk.org/> (consulté le 04.04.2011).

formations au leadership et un encadrement de leur participation à différents types de réunions et assemblées ainsi qu'à des actions collectives. « Le leader est guidé par son désir de pouvoir, l'organisateur par le désir de créer »¹ (Alinsky, 1971, 61). Les organisateurs ont pour but de développer le « pouvoir » des individus pour en faire des leaders :

Il y a un rôle d'enseignement (...) qui consiste à apprendre aux personnes comment elles peuvent développer leur pouvoir, leur capacité et leur analyse de ce qui se passe quand des décisions sont faites sur les emplois, les salaires ou n'importe quel sujet important qui les concerne².

Pour *London Citizens*, le pouvoir est une capacité de comprendre, d'intervenir, d'influencer et de faire valoir ses intérêts et ses droits dans un système ouvert. De sorte que, comme l'enseignent les organisateurs de *London Citizens* lors des formations, le pouvoir ne se détient pas et ne se monopolise pas. Le « savoir social » du BBCO développe une sociologie fine des organisations en mettant le pouvoir au centre des réflexions et en le considérant comme « une relation et non pas un attribut des acteurs » (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 65). « Être influencé par quelqu'un avec qui on est en relation est un signe de pouvoir tout comme être en capacité d'influencer les autres. Le pouvoir relationnel est infini et unifiant, et non pas limité et source de divisions »³ (Chambers, 2004, 28). Cet « apprentissage »⁴ renvoie à la notion d'*empowerment* (Bacqué, 2005, 54) et plus précisément à la capacité, à l'initiative et à la liberté de faire des choix, d'agir et de se faire respecter. Mais comme cette notion donne lieu à « des interprétations fort diverses et ouvre sur des pratiques plurielles » (Bacqué, 2006, 108), les employés de *London Citizens* ne l'utilisent que rarement et lui préfèrent la formule « construction de pouvoir » ou « développement de leaderships ». L'adoption de ce terme par les autorités publiques⁵ en occulterait la dimension conflictuelle⁶.

Au-delà de la question de l'*empowerment* des membres de l'organisation, la rhétorique autour du leadership renvoie également à la responsabilisation de ces individus. Nous avons vu que le BBCO fait en partie reposer la responsabilité du « monde tel qu'il est » sur la passivité de la population. La « règle d'or » (« iron rule ») (Chambers, 2004, 7) de l'IAF est de « ne jamais faire

¹ “The leader is driven by the desire for power, while the organizer is driven by the desire to create.”

² “there is a role of teaching (...) how would people build their power and their capacity and their analysis of what is really going on when decision are made about wages or about jobs or about everyday important concerns.” (Matthew, entretien du 17.04.08)

³ “To be affected by another in relationship is a true sign of power as the capacity to affect others. Relational power is infinite and unifying, not limited and divisive”.

⁴ « L'*empowerment* articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot et celle du processus d'apprentissage pour y accéder » (Bacqué, 2005, 54).

⁵ La notion d'*empowerment* est une des pierres angulaires des nouvelles politiques urbaines en Angleterre. Cf. par exemple *An Action Plan for Community Empowerment: Building on success* publié par le ministère des *Communities and Local Government* en 2007 <http://www.communities.gov.uk/publications/communities/>

⁶ “The word empowerment tends to hide the extent to which the transfer of power will always involve tension” (Angus, entretien du 28.04.08).

pour les autres ce qu'ils peuvent faire pour eux mêmes »¹. Chambers (*ibid*, 19) décrit son livre comme un manuel apprenant aux individus et aux institutions à « se changer eux mêmes en acteurs œuvrant pour le bien commun »². Dans l'idéal, les organisateurs de *London Citizens* ne devraient pas exister et la société civile devrait pouvoir s'auto-organiser. Comme l'explique cet administrateur de *Citizens UK*, ils ne devraient être présents que comme catalyseurs ou agitateurs de cette transformation :

L'idée est de permettre la reconnaissance de soi et le développement de compétences individuelles afin que les membres puissent avoir un rôle de leadership et, idéalement, vous ne verrez jamais les organisateurs. Les membres de l'organisation devraient faire le véritable travail. Les organisateurs devraient leur ouvrir les portes et les amener au prochain sujet³.

Cette règle d'or a des implications qui sont ambiguës. Elle est régulièrement énoncée par les organisateurs de *London Citizens*⁴ et questionne pourtant leur rôle comme nous le montrera, dans la première partie de ce travail, l'étude du fonctionnement de l'organisation. En prônant l'auto-organisation de la société civile, elle renvoie à la rhétorique du *self-help* sur laquelle se basent les expériences du développement communautaire, qui relèvent autant de l'idéal autogestionnaire que de l'idéologie néolibérale. Le BBCO prône avant tout l'exercice du contre-pouvoir et n'envisage pas le désengagement de l'État, mais plutôt son interpellation par une société civile organisée. Nous verrons cependant dans la deuxième partie de cette thèse que le rôle joué par *London Citizens* dans la gouvernance londonienne et nationale reste ambigu.

1.3. Participer à la gouvernance pour agir pour le « bien commun »

Au delà des campagnes, auxquelles l'objet de *London Citizens* est facilement réductible, le but de l'organisation est de « raviver la participation de la population à la vie publique »⁵.

Il s'agit de passer d'une capacité d'action individuelle à un mouvement collectif. Neil Jameson souhaite que *London Citizens* devienne un « acteur clé » de la gouvernance londonienne⁶. La participation politique doit aller au-delà du simple vote électif¹. Le directeur

¹ "Never, never do for others what they can do for themselves".

² "to change themselves into effective actors for the common good".

³ "The idea is to build up individual self recognition and skills so that they can have leadership role and ideally you never see the organisers. The members of the organization should be doing the real work and the organisers should open the doors and taking them down the next issue." (Erik, entretien du 09.07.09)

⁴ "[We work on] the basis that never do for others what they can do for themselves" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁵ "To try to revive people's participation in public life when everything was going the other way" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁶ "It is about building the capacity of the people in London to not only participate in the governance but to be a key player in the way the governance of London takes place" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

de l'association invoque la « démocratie participative » mais ne l'envisage pas sans une nécessaire « organisation » des individus préalable à leur participation, laquelle se réalise selon des règles du jeu définies collectivement et non par les structures du pouvoir. Un organisateur explique qu'une fois un rendez-vous obtenu dans le cadre d'une campagne, *London Citizens* « organise la réunion avec ses propres conditions et son propre ordre du jour »² de telle sorte que les participants sentent durant la négociation que cette réunion est différente des autres formes de démocratie participative offertes par l'État »³. On retrouve la critique de la potentielle instrumentalisation des dispositifs participatifs institutionnels. Les instigateurs de la participation sont accusés de miser « sur la relative apathie des habitants, sur leur absence de compétence ou sur leur propension à débattre de choses somme toute mineures, pour éviter que l'arène participative ne soit le ferment d'un véritable contre-pouvoir » (Rui et Villechaise-Dupont, 2006, 26). La « démocratie participative » invoquée par *London Citizens* renvoie à une définition large qui inclue à la fois la mobilisation associative et les différentes formes de dispositifs participatifs institués (Joly et Marris, 2003, 195). *London Citizens* va cependant au-delà de cette dualité. Elle propose en effet d'organiser les échanges politiques elle-même, minimisant ainsi le risque que sa participation soit instrumentalisée et permettant surtout « aux participants » de décider des sujets à traiter. « Dans une démocratie qui fonctionne, nous devons non seulement avoir le pouvoir d'élire des gens mais aussi celui de leur faire rendre des comptes »⁴, déclare Edward Chambers (2004, 90). Le BBCO se propose de permettre ces relations entre citoyens et élus. Étant associés et organisés, les citoyens pourraient ainsi demander des comptes aux responsables politiques et chefs d'entreprises : ceux qui ont le pouvoir de prendre les décisions. Une organisatrice précise qu'« une telle relation existe déjà entre le gouvernement et le monde des affaires mais [qu'] elle n'existe pas avec les citoyens »⁵.

Certaines personnes ont accaparé, légitimement ou non, plus de ce pouvoir que d'autres. *London Citizens* aurait pour objet de rééquilibrer les relations de pouvoir en permettant aux

¹ “In Britain, what people can do (...) is put a cross on a piece of paper, well that's terrible! Which is why, participative democracy is much healthier, (...) everyday you can make a difference. If you realise that, you have to organise, otherwise you can't make a difference” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² “we have that meeting with our terms with our agenda”(Matthew, entretien du 17.04.08).

³ “feel that during the negotiations, it is different from the kind of participation democracy being offered to them by the state” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “In a working democracy, we must not only have the power to elect people but also to hold them accountable.”

⁵ “To hold the politics to account on what is done now and what the people want and also the business men. (...) Because in the moment (...) there is a deal between government and business but there is no deal between citizens...” (Alice, entretien du 22.04.08).

habitants de rendre ces détenteurs du pouvoir redevables. Par « élites »¹, sont désignées les personnes détenant le pouvoir économique et politique c'est-à-dire les chefs des grandes entreprises, les élus et toutes les personnes les entourant, les conseillant. Il s'agit des *Haves* d'Alinsky. La « société civile » est définie par opposition à ces « élites ». Cette conception rejoint celle, classique au Royaume-Uni (Dunleavy et O'Leary, 1987), d'un État partial qui est lui-même « dominé par des groupes ou des agences qui participent à la compétition pour le pouvoir » (Saurugger, 2003, 155). *London Citizens* souhaite entrer dans cette compétition entre l'État et les groupes d'intérêts déjà constitués. Mais elle n'a pas pour autant le même statut ni la même action qu'un groupe d'intérêt en ce qu'elle ne représente pas un seul secteur de la société ni ne traite d'une seule thématique.

Le rôle de *London Citizens* dans la gouvernance londonienne, est rendu visible par différentes campagnes et la tenue d'assemblées notamment avant les élections municipales depuis 2004 et nationales en 2010 – au cours desquelles les citoyens demandent des comptes aux élites politiques et économiques. Les différentes campagnes de l'organisation sont rythmées par des actions où le conflit, qui sépare les citoyens des responsables politiques ou économiques visés, est mis en scène. Par l'insistance sur le conflit, elles reprennent alors un principe fort du BBCO, lequel se différencie par là des thèses communautariennes, dont il est proche par ailleurs, mais qui négligent la dimension conflictuelle (Warren, 1998, 90). « La paix et la justice sont rarement réalisées dans le monde tel qu'il est ; la recherche, et non la possession, du bonheur a lieu dans la lutte, le conflit et la tension »² (Chambers, 2004, 103–104). Mais le conflit n'est présent que pour interpellier et arriver à la table des négociations. Le compromis est préféré à un durcissement des positions.

Afin de légitimer son intervention dans l'espace public, *London Citizens* se donne pour principe de construire démocratiquement le contenu de ses campagnes³. L'élaboration de la politique de l'association (choix des orientations, lancement des campagnes) est maintenant décrite par les organisateurs comme un dispositif démocratique. Nous verrons que ce dispositif pose la question de la compatibilité entre pragmatisme et démocratie. En effet, une des règles du BBCO s'énonce ainsi : « le pouvoir précède le programme »⁴ (Chambers, 2004, 103). Saul Alinsky (1971, 24), à ce sujet, met en exergue une citation de Whitehead,

¹ “The political and economical elites, I guess I'm thinking about the leaders, the head of banks and elected politicians and the kind of circus that surround them” (Alice, entretien du 22.04.08).

² “Peace and justice are rarely realized in the world as it is; the pursuit, not possession, of happiness takes place amid struggle, conflict, and tension.”

³ “The legitimacy that we've got in terms of the bottom-up process or the participatory process” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “Power precedes program”.

philosophe proche du courant pragmatique : « Depuis la naissance nous sommes plongés dans l'action et ne pouvons la guider par la réflexion qu'irrégulièrement »¹. Au-delà de ce constat, les actions sont présentées comme vitales pour l'organisation. « Sans l'action, une organisation est réduite à un tigre de papier ou à une bureaucratie »² (Chambers, 2004, 82). Neil Jameson cite en exemple la branche de *Citizens UK*, un temps présente à Sheffield, qui dut fermer³. Ses organisateurs passaient, selon lui, plus de temps à réfléchir qu'à agir, ce qui aurait lassé les membres. Le directeur de *London Citizens* de déclarer lors des formations : « arrêtez d'aller à des conférences sur la pauvreté, organisez les pauvres⁴ ! ». Il justifie le recours à des campagnes pragmatiques. Il ne s'agit pas de lutter contre mais de proposer des solutions⁵. Elles doivent être efficaces. Il ne faut pas perdre de temps à les construire, il faut les gagner rapidement. Les premières campagnes furent donc limitées. Les victoires doivent être « incrémentales » (*ibid*, 80). Même si, à présent, certaines campagnes sont de grande envergure, les organisateurs encouragent constamment les leaders à en mener à des échelles micro-locales qu'ils savent pouvoir gagner rapidement. Ces petites luttes permettent de renforcer la capacité d'action, la motivation et donc l'engagement des membres impliqués. Neil Jameson explique lors des formations au *community organizing* : « Si vous voulez désigner un ennemi, c'est la mondialisation, mais cet ennemi est trop gros, donc nous devons faire ce que nous pouvons dans notre propre monde »⁶. C'est un long processus de construction du pouvoir de l'organisation. Ce faisant, c'est une certaine éducation à la politique qui est visée. Les acteurs de *London Citizens* disent vouloir « enseigner l'art de la politique »⁷.

Au final, la mise en avant d'actions visant une « recherche d'efficacité concrète immédiate » (Pereira, 2010a, 14) illustre le pragmatisme de *London Citizens*. Un organisateur explique que l'accent mis sur l'action par l'association a été une révélation :

À l'époque j'étais très idéaliste, de l'anarchisme, des grandes idées, changer le monde, la révolution... et justement c'est pour ça que rencontrer *London Citizens* ça m'a permis de comprendre que tout ce qui était théorique ça allait 5 minutes.. Ça me plaît

¹ “From the moment of birth we are immersed in action and can only fitfully guide it by taking thought”.

² “Without action, an organization is only a paper tiger or a bureaucracy”.

³ “Sheffield closed tragically because both organisateurs, said “we don't need this action, we don't need all these actions, we need to spend more time on ambition statements, what are we here for, conferences about the problems of the city” and people just left, so they lost their members.” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

⁴ “Stop going to conferences about poverty, organise the poor” (Neil Jameson, formation du 13.10.09).

⁵ “You have to edge your balance; you have to have alternative tactics and strategies to adjust to the way the world changes. Which is why I prefer the way we do things which is to say, what's the issue, what's the solution, how are we gonna change it?” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁶ “If you want an enemy, it's globalization but it's a bif enemy so we have to do what we can in our own world” (Neil Jameson, formation du 16.10.09).

⁷ “The phrase used is that we teach the art of politics so the whole word of organising in a way is teaching how to do politics” (Paul, entretien du 23.04.08). Il s'agit d'une expression souvent employée. C'est notamment le titre de la thèse de philosophie de Lina Jamoul, organisatrice à *London Citizens*, *The art of politics : broad-based organising in Britain* (2006).

beaucoup, moi j'adore la théorie, j'adore lire Derrida, j'adore lire Deleuze tout ça mais je me suis rendu compte un moment donné que c'est assez limité et limitant¹.

L'efficacité d'une action se juge à l'aune de la réussite des trois différents objectifs de l'organisation. Au-delà de l'obtention d'un gain de cause, les actions collectives rythmant les campagnes permettent de nouer des liens entre les différents membres ainsi que de mettre en avant et de former les « leaders » de l'association. Pour le BBCO, les actions sont « à l'organisation ce que l'oxygène est au corps humain »² (Chambers, 2004, 80).

2. Organiser le pouvoir de la société civile

Le fonctionnement de l'organisation est donc pensé à l'image de la société visée, une société moins individualiste où les citoyens ont les moyens d'exercer leur pouvoir au même titre que les acteurs économiques et politiques. Nous allons à présent mettre en lumière l'interdépendance entre ces trois objectifs (retisser la société, développer des leaderships, participer à la gouvernance à travers des campagnes). Chacune des fins peut être envisagée comme le moyen des autres.

Dans les statuts de *London Citizens*, l'objectif inscrit est de développer les capacités de personnes issues des milieux défavorisés de Londres à « identifier leurs besoins, y répondre, et participer pleinement à la société »³. Dans un sens, on peut donc considérer le développement des capacités d'action des individus comme un moyen⁴ de l'organisation. Le but étant de raviver la participation des citoyens à la vie publique⁵. Réciproquement, le développement du pouvoir de chaque individu est aussi présenté comme une fin à part entière de l'organisation. La participation à la gouvernance de Londres à travers des campagnes ne serait qu'un moyen d'enseigner « l'art de la politique ». Un organisateur explique dans ce sens que *London Citizens* « n'est pas une organisation dont le but principal est de mener des campagnes, c'est avant tout une organisation qui construit du pouvoir pour les citoyens ordinaires. Les campagnes sont un moyen pour arriver à cette fin »⁶. Il y a donc une

¹ Sébastien, entretien du 04.11.09.

² « Action is to the organization as oxygen is to the body ».

³ « The object of the company is for the benefit of the public to develop the capacity and skills of the members of the socially and economically disadvantaged communities of Greater London in such a way that such members are better able to identify and help meet their needs and to participate more fully in society. » Source : *Memorandum and articles of association Of London Citizens*, 2003.

⁴ « We meet that goal by training people of all ages, faiths and backgrounds to take action together for change » Source : <http://www.citizensuk.org/about/london-citizens/> (consulté le 07.06.11).

⁵ « The real number one aim is creating a body of people in the city who are politically engaged, holding politicians to account » (Joanna, entretien du 29.04.08).

⁶ « It's not primarily a campaigning organisation, it is primarily an organisation of building power among ordinary citizens. Campaigns are a mean to that aim » (Austen, entretien du 24.04.08).

continuité entre les fins et les moyens présentés par l'organisation. La participation à des campagnes ponctuelles est envisagée comme une fin à court terme mais aussi comme un moyen à long terme pour former les citoyens à l'art de la politique¹. Le développement des capacités d'action est une fin à l'échelle individuelle et un moyen à l'échelle collective pour rééquilibrer la répartition des pouvoirs dans la société. Pour synthétiser cette dualité participation/développement, nous pouvons d'ores et déjà considérer le pouvoir que souhaite développer le BBCO comme capacité à agir politiquement, *i-e* contribuer à l'art du vivre ensemble.

Par ailleurs, l'objectif consistant à « retisser le tissu social » est souvent mis en avant. Il serait effectif « grâce à un programme de développement de leadership stratégique »². Dans cette formulation, le développement de leadership est présenté comme un moyen pour retisser la société. Dans la pratique, les leaders sont notamment jugés à l'aune de leur réseau relationnel et de leur capacité à l'entretenir et le développer. Réciproquement, la construction de relations, est considérée comme une étape essentielle pour développer les leaderships³. Pour synthétiser cette continuité entre développement de leadership et construction de relations, considérons qu'un leader, dans le cadre du BBCO, doit être capable de nouer et d'entretenir des relations. L'art de la politique, enseigné pour développer les capacités des individus, commence par la construction de relations entre eux.

Enfin, les campagnes de l'organisation ne seraient qu'un moyen pour recréer du lien social et « retisser la société ». Les actions collectives et les réunions qui rythment les campagnes sont des occasions de rencontres et de construction de relations entre différents membres de l'organisation. Une organisatrice explique les « organisateurs ont beaucoup de contacts avec les leaders mais que les leaders ont besoin de se connaître entre eux et de faire partie d'une équipe. Pour ce faire, [elle] pense qu'une action ou qu'une campagne sont les meilleurs moyens »⁴. Réciproquement, retisser la société, ou plus précisément l'« organiser », est aussi considéré comme un moyen de participer à la gouvernance. Saul Alinsky (1971, 10) précise que son manuel a pour but de montrer « comment s'organiser pour le pouvoir »⁵. Chambers stipule que « sans une société civile organisée, l'État devient le serviteur du Marché »⁶

¹ “In each action one of our aims is to develop leaders” (Mousa, formation du 15.10.09).

² “Reweaving the social fabric of Britain and Ireland through a strategic leadership development programme”. Source : *Citizens UK and The Citizens Network Staff and Trustees Handbook*, 2010.

³ “Organizing is to build one by one relationship and then cultivate leaders” (Alice, entretien du 22.04.08).

⁴ “It balances a team. Our organisers have lots of relationships with the leaders but the leaders need to know each other and be part of a team; to do that I think that an action or a campaign is really the best way” (Alice, entretien du 22.04.08).

⁵ “My aim here is to suggest how to organize for power”.

⁶ “Without an organized civil society, the state becomes a servant of the market.”

(Chambers, 2004, 124). Face à la dépolitisation de la population, *London Citizens* propose le développement d'un engagement proactif. Pour avoir une voix dans le système démocratique, il ne suffit pas de se rendre aux bureaux de vote, il faut également s'engager activement dans un groupe politique dont l'association est un exemple. Les institutions intermédiaires, mailles de la société civile retissée, sont avant tout des « unités de pouvoir » (“units of power”) (Chambers, 2004, 61). Le pouvoir de ces unités dépend alors du nombre et des relations entre les individus les composant¹.

Comme le souligne la philosophie pragmatique, il est ainsi vain de vouloir séparer « une « fin » quelconque des moyens par lesquels on y parvient et de son rôle ultérieur de moyen » (Dewey, 2011a, 129). Il en résulte un certain flou autour de la définition des buts de l'organisation.

En 2009, un stagiaire au sein de *London Citizens* eut pour mission de rédiger un prospectus pour récolter des fonds. Il fit remplir un questionnaire aux employés pour essayer de trouver les meilleures formulations pour présenter *London Citizens*. Voici un extrait de ce questionnaire avec les réponses des trois employés les plus anciens. On y retrouve les trois caractéristiques du fonctionnement indifféremment comme description, bénéfices ou moyens de l'organisation.

Figure 3: Les trois fins-moyens du BBCO [Violet = la construction de relation, Rouge = le développement de leadership, Vert = les campagnes].

(Source : extrait d'un questionnaire adressé aux organisateurs dans le cadre de la rédaction d'une plaquette de présentation de *London Citizens*)

What is Community Organising?	How do we do Community Organising?	What are the benefits of Community Organising?
Community Organising, as the name suggests, is about people who live together, acting for their own interest	Building relationships, training leaders, strengthening organisations, campaigning for social change	Real change, deep rooted friendship and relationships, powerful networks, stronger communities
Community Organising reweaves the relationships within and between neighbouring communities enabling them to influence decision-making process	We spend time building relationships of trust and common interest and train citizens to be effective political actors	Community Organising builds stronger more cohesive communities and fuller more engaged citizens

¹ “These institutions where they develop (...) enough relationships to speak as a more powerful collective” (Matthew, entretien du 17.04.08).

Community Organising is the most effective way for citizens to hold the powerful to account for the decisions they make that affect our communities.	Community organisers nurture lasting and diverse alliances, train leaders to act in the public square, and move citizens to take action that leads to positive change for our communities.	Community organising strengthens communities so that they are able to hold business and the state to account for the decisions that affect them, and set a proactive citizens agenda for the development of their local area.
--	--	---

La continuité fin-moyen est synthétisée par le gérondif *organizing*. L'« organisation » de la société civile est un but en soi mais aussi un moyen. « Être des citoyens organisés, c'est ça le véritable objectif », déclare une organisatrice¹. « Organiser » consiste à recréer du lien social, développer des leaderships et créer un contre-pouvoir effectif aux forces économiques et politiques. La particularité du BBCO est de s'appuyer sur l'interdépendance de ces objectifs tant dans la rhétorique que dans le fonctionnement. Le sous-titre de *Citizens UK*, tel qu'il apparaît sur le site internet de l'organisation², “Unlocking the power of civil society”, « déverrouiller le pouvoir de la société civile », illustre aussi cette conciliation entre développement de capacité d'action, participation à la gouvernance et lien social. L'action « déverrouiller » est une métaphore de l'éducation au leadership. La notion de « pouvoir » sous-entend que la société civile est un acteur qui compte dans la gouvernance. Le terme « société civile » renvoie à la volonté de la retisser et ce faisant de lui donner du pouvoir, en encourageant les liens relationnels entre les individus. Le « pouvoir » est au cœur des trois dimensions du BBCO que nous venons de présenter. Au côté de la notion de pouvoir, celle de démocratie permet de synthétiser et dépasser cette dichotomie fin/moyen. « De toutes les manières de vivre, la démocratie est la seule qui croit sans réserve au processus de l'expérience en tant que fin et moyen » (Dewey, 1995[1939], 48). Edward Chambers fait de la démocratie la motivation principale de ces trois étapes de la constitution de l'objet des *broad-based community organizations*. Le « développement de leaders qui s'estiment en tant que citoyens égaux et souverains, et sont capables de représenter un ensemble » est la condition nécessaire à « une véritable vie publique démocratique »³. « La démocratie signifie la participation aux décisions publiques »⁴ (Chambers, 2004, 14).

¹ “Being organised citizens, that's the real aim” (Alice, entretien du 22.04.08).

² Cf. www.citizensuk.org (consulté le 01.06.11). C'est aussi le titre du film de présentation de *Citizens UK* disponible sur youtube et réalisé en mai 2010 (www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI).

³ “A truly democratic public life requires the organization, education, and development of leaders who regard themselves as equal, sovereign citizens with the know-how to stand for the whole”.

⁴ “Democracy means participation in public decisions”.

Section 3. La démocratie, valeur morale du BBCO.

L'analyse de l'idéologie d'une organisation doit dégager les valeurs morales qui permettent de justifier l'action collective (Oberschall, 1972, 181). La notion de valeur dans le BBCO renvoie aux principes qui motivent et règlent la vie entre « les deux mondes ». Il est admis que « le monde tel qu'il devrait être » est conçu différemment par tous les individus (Chambers, 2004, 24). Le BBCO, à travers sa critique des dogmes, emprunte à la philosophie pragmatique le « renoncement à la quête des fondements » (Cometti, 2010, 181). Cependant, le BBCO prône un idéal et des principes d'action. En expliquant que c'est pour « diminuer le danger qu'une idéologie ne se détériore en dogme et pour protéger l'esprit créatif et libre de l'homme ainsi que pour permettre le changement », Saul Alinsky déclare « qu'une idéologie ne devrait pas être plus spécifique que celle des pères fondateurs des États-Unis : “Pour le bien être général” »¹ (Alinsky, 1971, 4). Il se place dans la continuité de l'histoire de la démocratie américaine et de la philosophie pragmatique. Cette « quête perpétuelle du bien commun », qui anime les personnes entre les deux mondes, serait le « prix de la démocratie »² (*ibid.*, xxv). La pensée de Saul Alinsky, pour qui « la démocratie n'est pas une fin, mais le meilleur moyen politique pour atteindre les valeurs »³ qui animent les organisateurs, les révolutionnaires et les activistes (*ibid.*, 47), rejoint celle de Dewey et de Tocqueville. Le premier définit la démocratie comme « la croyance en la capacité de l'expérience humaine de générer les buts et méthodes qui permettront à l'expérience ultérieure d'être riche et ordonnée » (Dewey, 1995[1939], 47). Le problème des croyances communes est au cœur de la réflexion du second sur l'avenir de la démocratie. « Pour qu'un peuple vive, selon Tocqueville, il faut qu'il ait, d'une façon ou d'une autre, foi en quelque chose » (Antoine, 2003, 68). La démocratie apparaît comme la valeur morale centrale du BBCO. Ainsi, pour Neil Jameson, les valeurs de *London Citizens* sont représentées par son engagement pour un pays démocratique⁴. La démocratie constitue l'« espoir social » (Cometti, 2010, 180) qui permet la vie « entre les deux mondes » en ce qu'elle représente un horizon temporel aussi bien qu'un processus normé pour y arriver. Pour

¹ “To diminish the danger that ideology will deteriorate into dogma, and to protect the free, open, questing, and creative mind of man, as well as to allow for change, no ideology should be more specific than that of America's founding fathers : ‘for the general welfare.’”

² “The price of democracy is the ongoing pursuit of the common good by *all* of the people”.

³ “Democracy is not an end; it is the best political means available toward the achievement of these values.”

⁴ “I think we do have values, *London Citizens* has strong values and strong commitment to a democratic country. That's an ideology” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

Edward Chambers (2004, 82), le BBCO est la mise en pratique¹ des discours de John Dewey sur la démocratie :

John Dewey a parlé de la démocratie comme d'une manière de vivre. Jolis mots, mais que cela signifie-t-il ? Au sein de l'IAF, cette manière de vivre implique une manière d'accomplir des actions publiques inventée et continuellement refaçonnée depuis le dernier demi-siècle afin de créer la pression nécessaire pour mener au changement².

Cet « idéal démocratique » (“democratic ideal”) (Alinsky, 1971, xxiv) englobe trois dimensions qui justifient les caractéristiques de l'objet de l'organisation. Au niveau individuel, la notion de « politicalité »³, introduite par Edward Chambers (2004, 18), permet de comprendre le concept de démocratie déployé par le BBCO. Elle rassemble les notions de participation et de responsabilisation politique. Au niveau sociétal, le pluralisme et la communauté sont valorisés. Enfin, la justice sociale est présentée comme l'horizon ultime de la démocratie.

A. La politicalité, l'essence démocratique d'un individu

La notion de « politicalité » traduit la « capacité à se rassembler avec d'autres citoyens pour discuter, planifier, agir et réfléchir pour le bien être du peuple entier »⁴ (2004, 18). À travers l'action du BBCO, il s'agit de « créer des nouveaux instruments politiques qui ne soient pas basés sur la science ou la technologie, mais sur la culture »⁵ (2004, 140). Edward Chambers se réfère alors à la notion de « mœurs » en citant Tocqueville et sa notion « d'habitude du cœur »⁶ (*ibid.*).

1. La démocratie, valeur religieuse du BBCO

Edward Chambers (2004, 15) décrit les membres des organisations de l'IAF comme des « personnes qui croient en Dieu, en la démocratie, ou dans les deux »⁷. Pour lui, les

¹ Michael Eldridge (1998, 117) souligne d'ailleurs le fait que John Dewey reconnaissait son échec à identifier des méthodes concrètes d'action démocratique.

² “John Dewey called democracy a way of life. Nice words, but what do they mean? In IAF that way of life involves a way of doing public actions invented and continually crafted over the last half-century as means of creating the pressure that leads to change.”

³ Traduction personnelle du mot anglais “politicalness”.

⁴ “the capacity to gather with others as fellow citizens to converse, plan, act, and reflect for the well-being of people as a whole.”

⁵ “(...)create new political instruments not based on science and technology, but rather on culture”.

⁶ “Habits of the heart”. Notons cependant que Tocqueville définit les mœurs, qu'ils considèrent « comme l'une des grandes causes générales auxquelles on peut attribuer le maintien de la république démocratique aux États-Unis », non seulement comme « l'habitude de cœur » mais aussi comme « l'habitude d'esprit » (Tocqueville, 2002a[1835], 129-130).

⁷ “people who believe in God, democracy, or both”.

organisateurs doivent être « enracinés dans les livres saints » qu’il considère comme « les documents fondateurs de la démocratie »¹ (*ibid.*, 107). Ce rapport entre religion et démocratie, ou encore cette « foi » dans la démocratie se place dans la continuité des observations de Tocqueville comme de la pensée de Dewey. Il renvoie plus généralement à la dimension religieuse de la vie politique aux États-Unis, la religion y est « un but transcendant pour le processus politique »² (Bellah, 1991, 172). Tocqueville, qui « attribue à la religion un rôle fondamental pour la démocratie » (Antoine, 2003, 148), n’hésite pas à employer la métaphore religieuse pour parler de la démocratie. Il se réfère à Jefferson comme le « plus puissant apôtre qu’ait jamais eu la démocratie » (Tocqueville, 2002a[1835], 102) et à la démocratie comme « un dieu nouveau qui sort du néant » (*ibid.*, 84). Pour John Dewey, « la démocratie ne peut en aucun cas se réduire à un dispositif procédural ». « Elle relève d’un acte de foi » (Di Mascio, 2011, 14–15). Cette section contribuera à identifier ce que l’idéologie du BBCO doit à la pensée deweyenne et tocquevillienne³ sur la démocratie et la religion.

1.1. Donner du sens à la vie

La politicalité correspond à la capacité des hommes à participer à la politique, au-delà du simple vote électoral⁴. Cette capacité est considérée comme l’aboutissement d’une vie et recouvre ainsi une dimension spirituelle. Neil Jameson souhaite que les membres de *London Citizens*, à l’issue des actions publiques qu’ils mènent, « ressentent que leur vie vaut la peine d’être vécue »⁵. Avec la notion de politicalité, c’est une vision quasiment religieuse de la démocratie qui est mise en avant. La démocratie participative est présentée comme source de sens pour la vie d’un individu ainsi que garante de son identité. La « politicalité » permet de relier êtres humains les uns avec les autres et représente une des « principales sources de vitalité qui animent la vie humaine »⁶ (Chambers, 2004, 18). Saul Alinsky (1971, xv) précise que « l’homme a toujours cherché un mode de vie qui ait un sens »⁷. Il introduit son livre en questionnant la réalisation du « rêve démocratique » (“democratic dream”) qui renvoie à « la création des conditions grâce auxquelles l’homme peut avoir la chance de vivre avec des

¹ “rooted in the holy books, democracy’s founding documents”.

² “a transcendent goal for the political process”.

³ Conor Williams (2008) a tenté de rapprocher la pensée de Tocqueville avec le pragmatisme américain et notamment celui de John Dewey. Il suggère notamment que les analyses de Tocqueville montrent que le pragmatisme américain est issu au moins autant de la praxis, de l’expérience, que de la philosophie.

⁴ “Electoral politics is the lowest form of participation. It’s important but without public life it’s meaningless” (Chambers, 2004, 78).

⁵ “To feel their life is worth living as a result of it” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁶ “primary sources of the vitality that animates human life”.

⁷ “a way of life that has some meaning or sense”.

valeurs qui donnent un sens à sa vie »¹ (*ibid.*, 3). Il illustre son propos en déclarant que la démocratie est « le credo pour lequel il vit et, si besoin, mourra »² (*ibid.*, 12). Dans cet esprit, Neil Jameson introduit un stage de *Citizens UK* en le présentant comme une « formation sur le sens de la vie »³. Les promoteurs du BBCO emploient souvent la distinction vie publique/vie privée⁴. Pour Edward Chambers (2004, 18), la politicalité est à la vie publique ce que la sexualité est à la vie privée. Tout en reconnaissant l'importance de la vie privée, l'accent est mis sur la valeur de la vie publique. Les êtres humains ont besoin de la vie publique pour laisser leur trace dans le monde (Chambers, 2009, 13). La conception de la démocratie du BBCO rejoint celle de John Dewey. La démocratie permettrait de donner du sens à la vie, car elle est « la conviction que, même si les besoins, les fins et les conséquences diffèrent d'une personne à l'autre, l'habitude de la coopération (...) est en soi un ajout inestimable à la vie » (Dewey, 1995[1939], 46). On peut qualifier la démocratie de valeur religieuse du BBCO en ce que John Dewey (2011b[1934], 110) qualifie de « religieux » tout « ce qui introduit une véritable perspective dans nos vies ». La démocratie vient régler la vie d'un individu jusqu'à constituer l'essence de son identité. « Perdre son identité en tant que citoyen de la démocratie n'est rien d'autre qu'une étape vers la perte de son identité en tant que personne »⁵ (Alinsky, 1971, xxvi). De plus, cette conception de la démocratie s'enracine dans la tradition démocratique américaine soulignée par Tocqueville : « Se mêler du gouvernement de la société et en parler, c'est la plus grande affaire et pour ainsi dire le seul plaisir qu'un Américain connaisse ». « On ne saurait travailler plus laborieusement à être heureux » (Tocqueville, 2002a[1835], 83).

1.2. La démocratie comme foi en la nature humaine

Saul Alinsky (1971, xxiv) explique que « l'esprit de la démocratie correspond à l'importance de la valeur donnée à l'individu, ainsi qu'à la foi dans un monde où l'individu peut réaliser

¹ “the creation of those circumstances in which man can have the chance to live by values that give meaning to life.”

² “This is my credo for which I live and, if need be, die.”

³ “A training about the meaning of life” (Neil Jameson, formation du 12.10.09).

⁴ Les stages de 5 jours organisés par *Citizens UK* comprennent un cours sur cette distinction. Michael Gecan, un organisateur de l'IAF à New York formé par Saul Alinsky, a d'ailleurs intitulé son livre sur le BBCO *Going public, an organizer's guide to citizen action* (« Devenir public, le guide d'un organisateur pour l'action citoyenne ») (Gecan, 2004[2002]). Pour Edward Chambers (2004, 73–74), les relations privées ont comme ciment « l'amour », l'« engagement », « les gènes » et « le sang ». Les relations publiques ont comme ciment la réciprocité, « le respect » et « l'*accountability* ».

⁵ “To lose your ‘identity’ as a citizen of democracy is but a step from losing your identity as a person.”

pleinement de son potentiel »¹. L'organisateur idéal doit fuir tous les dogmes, il doit cependant avoir une « conviction » : celle de croire que « si le peuple a le pouvoir d'agir, dans le long terme, il prendra les bonnes décisions »² (*ibid.*, 11). Edward Chambers (2004, 129) parle de la même manière d'« une profonde conviction démocratique, celle de croire que les gens sont bons, veulent du bien et se battront pour, s'ils en ont l'opportunité »³. Cette croyance dans la démocratie se traduit donc par une confiance dans la bonté de l'homme et sa volonté de développer sa capacité d'action politique, sa « politicalité ». Elle renvoie à ce que les pragmatiques appellent l'« espoir social ». « Le temps constitue l'horizon dans lequel ce qui a une valeur à nos yeux peut et doit se développer » (Cometti, 2010, 181). Saul Alinsky (1971, 21) place l'« optimisme » et l'« espoir » au cœur de sa « philosophie personnelle » (“personal philosophy”). De même, Neil Jameson qualifie un « bon organisateur » d'« optimiste », il ne faut pas être « cynique » mais au contraire convaincu « que les personnes agiront bien et que le monde est un endroit magnifique »⁴.

Les promoteurs du BBCO se placent ainsi dans une perspective pragmatique qui conçoit la démocratie comme « un mode de vie personnel qui est régi non pas simplement par la foi en la nature humaine en général, mais par la conviction que, placés dans des conditions propices, les êtres humains sont capables de juger et d'agir intelligemment » (Dewey, 1995[1939], 44–45). Ce « sentiment de piété et de confiance » face à « la nature humaine » que l'on retrouve également chez John Dewey est, pour Chanial (2002, 91), caractéristique d'une « attitude religieuse » face à la démocratie. Dans la pratique, nous verrons que cette attitude est liée à une forte représentation des groupes religieux dans l'alliance.

2. Une émancipation politique normée

Edward Chambers définit la « moralité » comme le fait « de se battre dans l'arène du monde tel qu'il est tout en étant guidé par les valeurs du monde tel qu'il devrait être »⁵ plutôt que d'être passif (Chambers, 2004, 42). Il reprend la définition que donne Sheldon Wolin (1990, 139) du mot « politicalité ». « Par politicalité, j'entends notre capacité à devenir des

¹ “The spirit of democracy is the idea of importance and worth in the individual, and faith in the kind of world where the individual can achieve as much of his potential as possible.”

² “If the people have the power to act, in the long run they will, most of the time, reach the right decisions.”

³ “It's a basic, deep democratic belief that people are good, want good, and will stand for the whole if given the opportunity.”

⁴ “To be a good organiser (...) you've got to be optimistic, convinced that people would do the right thing and that the world is a wonderful place, so a bit cynical is not really good” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁵ “To be moral is to struggle in the arena of the world as it is while guided by the values of the world as it should be”.

êtres qui connaissent et apprécient ce que signifie participer et être responsable de l’entretien et de l’amélioration de notre vie commune et collective »¹ (Chambers, 2004, 70). La politicalité correspond au « mode de vie démocratique » présenté par Saul Alinsky (1971, 62) dans la continuité de la pensée de John Dewey. « Concevoir la démocratie comme un mode de vie personnel, individuel (...) signifie que seule la création d’attitudes personnelles chez les individus permet d’affronter avec succès les puissants ennemis actuels de la démocratie » (Dewey, 1995[1939], 43-44).

Alinsky, en écrivant un « manuel » (“primer”) présentant des « règles » (“rules”) entend bien guider cet apprentissage de la politicalité. Prolongeant la métaphore religieuse, Edward Chambers (2004, 41) précise que « le peuple a besoin d’indications pour vivre dans la tension des deux mondes »². Le pouvoir du monde capitaliste est tel que « la consommation comme mode de vie l’emporte »³ (*ibid.*, 42). Face à ce « monde tel qu’il est », les institutions familiales et religieuses se perdent dans « le monde tel qu’il devrait être » (*ibid.*, 41). Les règles du BBCO sont donc là pour guider la vie « entre les deux mondes ».

Les 20 règles du BBCO selon Edward Chambers (2004, 103–104)

« La règle d’or : Ne jamais, jamais faire à la place des autres ce qu’ils peuvent faire pour eux mêmes
 Toute action est dans l’inévitable réaction.
 Tout changement est le résultat d’une menace ou pression.
 Tout positif a un négatif, et tout négatif a un positif.
 L’action est à l’organisation ce que l’oxygène est au corps.
 Ne jamais chercher le pouvoir pour une décision mais avec une décision.
 La loi du changement : Le changement induit le mouvement, le mouvement induit la friction, la friction induit la chaleur, la chaleur induit la controverse, le conflit.
 Le pouvoir précède le programme.
 L’opposition est votre meilleur allié pour radicaliser votre public.
 Tout ce qui traîne trop longtemps devient ennuyeux.
 Le pouvoir sans l’amour est la tyrannie, l’amour sans le pouvoir est une mièvrerie sentimentale.
 Votre argent venant des cotisations est presque sacré ; l’argent venant d’ailleurs commence à vous contrôler
 Le pouvoir ne peut jamais être donné, il doit être pris
 Les « *haves* » ne vous donneront jamais quelque chose de valeur
 Les « *have-nots* » ne doivent pas être idéalisés ; ils trichent, mentent, volent, trahissent et jouent les victimes au même titre que les « *haves* »
 La paix et la justice sont rarement réalisées dans le monde tel qu’il est ; la recherche, et non la possession, du bonheur a lieu dans la lutte, le conflit et la tension.
 Eviter les cyniques et les idéologues, ils n’ont rien à offrir.
 Les bonnes choses sont faites pour de mauvaises raisons, et les mauvaises choses sont souvent faites pour de bonnes raisons.
 En leur donnant la possibilité, les gens ont tendance à faire la bonne chose.
 La force de la vie repose dans la natalité, la pluralité et la mortalité⁴. »

¹ “By politicalness I mean our capacity for developing into beings who know and value what it means to participate in and be responsible for the care and improvement of our common and collective life.”

² “People need guidelines for living in the tension of the two worlds.”

³ “Consumerism as a way of life prevails when the tension between the two worlds collapses in the direction of the world as it is”.

⁴ Le texte en langue originale est reproduit dans les Annexes.

Découlant d'un « savoir social » constamment mis à l'épreuve dans la pratique, ces règles illustrent différents aspects du BBCO. Certaines de ces règles ont déjà été présentées et justifiées, d'autres le seront plus tard.

Edward Chambers (2004, 103–104) couche sur le papier ces règles¹, qui résument les valeurs du BBCO. En effet, une valeur, en tant que croyance à caractère normatif (Boudon et Bourricaud, 1982, 296), est interprétée, dans la philosophie pragmatique, comme une « habitude d'action » (Cometti, 2010, 19) normative, appelée également « règle ». « Une règle ne peut avoir de statut explicite qu'en fonction de ce qui existe d'abord implicitement dans des pratiques » (*ibid.*, 179). Edward Chambers (2004, 82) explique que ces règles sont issues d'un « savoir social » (“social knowledge”). Elles résultent d'un mouvement allant de la pratique vers la théorie et non l'inverse. Elles sont maintenant enseignées telles quelles dans toutes les branches de l'IAF. Pour Edward Chambers (*ibid.*, 104), seuls les « leaders dont ce savoir social s'est petit à petit installé dans leur cœur et leurs tripes peuvent agir efficacement dans l'arène publique »². La notion de croyance en tant qu'habitude d'action prend donc tout son sens.

B. La société civile comme lieu de la démocratie, entre pluralité et communauté

La société civile est un élément constitutif de l'idéal démocratique du BBCO. « La société civile a plus de valeur que l'État et le Marché »³ (Chambers, 2004, 61). Cette valorisation renvoie à celle de la démocratie. « La société civile est la conscience politique et le point de référence de la démocratie. Vous l'effacez et tout s'en va »⁴ (*ibid.*). Les organisations de l'IAF sont construites dans la société civile et doivent faire preuve de « pluralité et d'inclusivité » (“plurality and inclusiveness”) (*ibid.*, 15). Elles sont pensées⁵ comme une représentation de la société civile et une matérialisation de l'espace public où se déploie le politique et la démocratie.

¹ Saul Alinsky (1971, pp. 126–129) avait déjà formalisé treize règles propres à la tactique dont certaines sont reprises par Edward Chambers.

² “Only leaders who gradually get the social knowledge embodied in these universals into their heart and guts can operate effectively in the public arena.”

³ “Civil society trumps the state and the market in value”.

⁴ “Civil society is the political conscience and benchmark of democracy. Wipe it out and anything goes.”

⁵ Rappelons qu'Edward Chambers (2004, 61) définit la société civile comme « lieu où les gens se réunissent volontairement afin d'agir autour d'intérêts communs ». Cette conception permet de rendre effective la démocratie, qui est « une réalité uniquement si elle est un lieu de vie en commun » (Dewey, 1995[1939], 47).

La pluralité est, pour Edward Chambers (2004, 60), une dimension essentielle (au côté de la natalité et la mortalité) de la condition humaine. « Nous ne pouvons grandir ni nous développer sans la diversité offerte par les autres points de vue, les autres expériences de vie, les autres systèmes de valeurs »¹ (Chambers, 2009, 8). La « tension entre les deux mondes » est définie par Edward Chambers (2004, 24) comme « la tension entre les interprétations »² différentes de ces deux mondes. Cette « vision pluraliste, opposée aux conceptions (...) au regard desquelles il ne peut exister qu'une seule description vraie » (Cometti, 2010, 170) renvoie une fois de plus à l'univers pragmatique du BBCO.

La communauté est pensée comme la caractéristique complémentaire de la pluralité. Les êtres sont uniques mais il n'y a société que s'ils « reconnaissent des intérêts communs avec d'autres »³ (Chambers, 2004, 39) et forment ainsi des communautés. « Combiner ses efforts avec les efforts de ses semblables et agir en commun » constitue pour Tocqueville (2002a[1835], 28) la liberté la plus naturelle de l'homme après celle d'agir seul. Les différentes communautés participent en retour à la pluralité de la société civile. La famille⁴ est considérée comme l'unité de base de la société. Viennent ensuite les congrégations, écoles, clubs sociaux, lieux de travail et autres associations (Chambers, 2004, 61).

Ces communautés sont construites grâce aux relations inter-personnelles, pierres angulaires du BBCO. « Les relations sont la source du sens le plus sacré que l'on peut donner à la vie humaine »⁵ (Chambers, 2004, 61). Et le développement de relations mis en avant par le BBCO est ce qui permet d'unir pluralité et communauté. C'est « la colle qui fait tenir des collectifs divers ensemble et leur permet d'épouser la tension de la vie entre les deux mondes »⁶ (*ibid.*, 44). Plus encore, « la rencontre relationnelle est la source radicale de toute solidarité effective dans une société démocratique »⁷ (*ibid.*, 48). La construction de relations est conçue comme le vecteur de la démocratie. Réciproquement, « tout mode de vie insuffisamment démocratique limite les contacts, les échanges, les communications, les interactions par lesquels l'expérience se raffermi tout en s'élargissant et en s'enrichissant » (Dewey, 1995[1939], 48). Si le concept de société civile déployé par le BBCO matérialise le

¹ “We can't grow or develop without the diversity offered by other viewpoints, other life experiences, other value systems”.

² “a tension between interpretations”.

³ “to recognize common interests with others.”

⁴ L'idéal démocratique promu par le BBCO va ainsi dans le sens de l'observation émise par Tocqueville concernant la pratique démocratique et les relations qu'elle produit. « La démocratie (...) resserre les liens naturels » comme ceux de la famille (Tocqueville, 2002c[1840], 43).

⁵ “Such relationships are the source of the most sacred meanings in human life”.

⁶ “Relational meetings are the glue that brings diverse collectives together and allows them to embrace the tension of living in-between the two worlds.”

⁷ “The relational encounter is the radical source of all successful solidarity in a democratic society.”

lieu de la démocratie, celui de relation en est l'outil central. James Kloppenberg évoque cette philosophie politique propre au BBCO à travers le parcours et les pensées d'Obama. « Comme Tocqueville et des réformateurs progressistes plus récents l'ont compris, le succès de la démocratie américaine a toujours dépendu de l'implication des citoyens dans des activités qui les amènent aux contacts de personnes ayant des valeurs, un milieu et une affiliation politique différents »¹ (Kloppenber, 2011, pp. 73–74). L'idéologie du BBCO est ainsi proche de la philosophie « communautarienne » (*communitarianism*) et des thèses néotocquevilliennes, qui considèrent que « la vie civique et la participation politique ne sont pas des biens comme des autres : ce sont les valeurs constitutives de la démocratie » (Behrent, 2011).

C. La justice, l'égalité, la paix : le « rêve démocratique »

Le BBCO est présenté comme le moyen de réaliser le « rêve démocratique d'égalité, de justice, de paix, de coopération »² (Alinsky, 1971, 3). La démocratie doit permettre à la société d'être la plus juste et égalitaire possible.

Saul Alinsky (1971, 47) montre son fort attachement à la valeur d'égalité en déclarant que la « violation de la valeur d'égalité convertirait la démocratie en prostituée »³. Mais la nature de l'égalité poursuivie est cependant ambivalente. Tocqueville⁴ et Dewey⁵ insistent sur l'égalité politique comme valeur fondamentale de la démocratie. Le BBCO fait de même mais souligne le fait que cette égalité d'opportunité doit également impliquer la réduction des inégalités matérielles, alors que « la classe moyenne redevient la classe ouvrière, et la classe ouvrière est très sévèrement endettée »⁶ (Chambers, 2004, 125). « Notre but est la justice

¹ “As Tocqueville and the later progressive reformers understood, the success of American democracy had depended on citizens’ involvement in activities that brought them into contact with people of different backgrounds, values, and political affiliations”.

² “To realize the democratic dream of equality, justice, peace, cooperation”.

³ “this violation of the value of equality would have converted democracy into a prostitute.”

⁴ « La première et la plus vive des passions que l'égalité des conditions fait naître, je n'ai pas besoin de le dire, c'est l'amour de cette même égalité (...). Je suppose que tous les citoyens concourent au gouvernement et que chacun ait un droit égal d'y concourir. Nul ne différant alors de ses semblables, personne ne pourra exercer un pouvoir tyrannique ; les hommes seront parfaitement libres, parce qu'ils seront tous entièrement égaux ; et ils seront tous parfaitement égaux parce qu'ils seront entièrement libres. C'est vers cet idéal que tendent les peuples démocratiques » (Tocqueville, 2002b[1840], 103–104).

⁵ « La foi démocratique en l'égalité est la conviction que chaque être humain, indépendamment de la quantité ou de la gamme de ses dons personnels, a droit à autant de chances que tout autre de les faire fructifier » (Dewey, 1995[1939], 44).

⁶ “Right now, the middle class is falling back into the working class, and the working class is falling back into serious debt.”

sociale, économique et environnementale »¹ affiche le site internet de *London Citizens*. En suivant la tradition démocrate américaine, la justice correspond à l'horizon de la démocratie. Elle est « le but où doit tendre tout gouvernement ; c'est le but que se proposent les hommes en se réunissant. Les peuples ont fait et feront toujours des efforts vers ce but, jusqu'à ce qu'ils aient réussi à l'atteindre, ou qu'ils aient perdu leur liberté »² (Madison, 1788, 3). Pour Neil Jameson, l'égalité représente, entre autres, la liberté d'appartenance et notamment la liberté de culte pour tous. Lors d'un discours adressé à un groupe d'obédience musulmane, membre de *London Citizens*, il déclare que dans « une société très inégalitaire, [telle que le devient la société britannique], les gens sont isolés, deviennent malades mentaux, boivent trop, abusent les uns des autres. Les conséquences sociales de l'inégalité sont très sérieuses pour tout le monde, pour la politique mais surtout pour la société civile »³.

À travers la valorisation de la démocratie, c'est un « mode de vie » plus que d'un état idéal qui est pragmatiquement mis en avant. Ce « mode de vie » se décline individuellement à travers le concept de « politicalité », qui justifie l'accent mis sur le « développement de leaderships » dans le fonctionnement d'une *broad-based community organization*. Il se décline collectivement avec les valeurs de société civile, de communauté et de pluralisme, justifiant la construction de relations et l'alliance d'institutions intermédiaires dans le fonctionnement de l'organisation. Et enfin, la démocratie comme manière de vivre doit correspondre à un idéal de justice et d'égalité, ce qui justifie l'intervention de *London Citizens* dans la gouvernance londonienne – troisième caractéristique de son fonctionnement. L'association tisse une société qui se veut être un rempart contre les « injustices inévitables du capitalisme »⁴ (Chambers, 2004, 125). Dans son ouvrage *Just Democracy* Philippe Van Parijs (2011) développe le même argument de la démocratie comme moyen, comme valeur, en l'opposant à une visée qui consisterait à chercher le procédé le plus démocratique possible parmi tous les dispositifs envisageables. L'accent n'est pas mis par le BBCO sur la justice du processus démocratique mais sur la justice comme effet de la démocratie.

¹ “Our goal is social, economic and environmental justice”. (cf. <http://www.citizensuk.org/about/london-citizens/> au 07/06/11)

² Cité et traduit par Tocqueville (2002a[1835], 101). Texte original: “Justice is the end of government. It is the end of civil society. It ever has been and ever will be pursued until it be obtained, or until liberty be lost in the pursuit.” On notera que Tocqueville traduit “civil society” par là où « les hommes se réunissent ».

³ “These last 12 months there have been a series of reports published which show how unequal Britain has become, and have fractured Civil Society. The book which is called “the spirit level, Why More Equal Societies Almost Always Do Better” it makes it very clear that very unequal society, the more people are fractured in relationships, become mentally ill, drink too much, abuse each other. The social consequences of inequality are very serious for us, for politics but very much for Civil Society” (Neil Jameson, discours à l'IFE du 30.03.2010).

⁴ “the inevitable unfairness of capitalism”.

Section 4. S'inscrire dans l'Histoire de la citoyenneté

L'interprétation du processus historique en général constitue la quatrième et dernière dimension de l'idéologie d'une organisation de mouvement social. Elle permet d'assurer sa durabilité (Oberschall, 1972, 181). Pour les organisateurs, c'est la redéfinition de la politique qui est en jeu à travers leur action¹. Les citoyens auraient été dépossédés de la politique. En souhaitant qu'ils réinvestissent l'arène politique, le BBCO inscrit sa démarche dans la continuité des mouvements sociaux qui ont marqué l'histoire de la démocratie américaine et *London Citizens*, plus particulièrement, dans celle des luttes sociales qui ont animé Londres au 19^{ème} siècle. En se nommant « les citoyens de Londres », c'est le rôle du citoyen que l'association souhaite redéfinir.

A. De Tocqueville à Obama en passant par l'*East End* londonien

Saul Alinsky et Edward Chambers font de multiples références à l'histoire de la démocratie américaine dans laquelle ils souhaitent s'inscrire. En conclusion de son manuel, le premier évoque la déliquescence du « grand rêve américain » : « Nous avons oublié d'où nous venons, nous ne savons pas où nous sommes, et nous avons peur d'où nous sommes peut être en train d'aller. Apeurés, nous remplaçons la glorieuse aventure de la quête du bonheur par la recherche d'une sécurité illusoire dans une société ordonnée, stratifiée »² (Alinsky, 1971, 196). Il conclut dans un élan patriotique à connotation religieuse : « quand les américains ne peuvent plus voir les étoiles, les temps sont tragiques. Nous devons croire que c'est l'obscurité avant la naissance d'un nouveau monde merveilleux ; nous le verrons quand nous y croirons »³ (*ibid.*). Saul Alinsky (*ibid.*, 43) renvoie à plusieurs reprises à la révolution américaine et à ses acteurs. Il fait notamment référence aux *Federalist papers*⁴ (*ibid.*, 52) et cite Tocqueville sur l'importance de la participation des citoyens à leur propre gouvernement : « il y a cent trente cinq ans Tocqueville avait déjà prévenu que si les citoyens n'étaient pas

¹ “The aims are to transform the way that politics work and to transform the way that people expected it to work so that they want to challenge it” (Alice, entretien du 22.04.08).

² “We have forgotten where we came from, we don't know where we are, and we fear where we may be going. Afraid, we turn from the glorious adventure of the pursuit of happiness to a pursuit of an illusionary security in an ordered, stratified, striped society”.

³ “When Americans can no longer see the stars, the times are tragic. We must believe that it is the darkness before the dawn of a beautiful new world; we will see it when we believe it”.

⁴ The Federalist Papers est un recueil d'articles, écrit par James Madison, Alexander Hamilton et John Jay, publié dans les années 1787-1788. Ces articles portaient la réplique aux critiques des Anti-Fédéralistes sur le système de gouvernement proposé. (Manin, 1996, 150–170).

impliqués régulièrement dans l'action de se gouverner eux-mêmes, alors l'auto-gouvernement disparaîtrait de la scène »¹ (*ibid.*, xxv).

Saul Alinsky et, dans une moindre mesure, Edward Chambers, sont devenus des personnages célèbres de l'activisme américain du 20^{ème} siècle. Les protagonistes de *London Citizens* inscrivent leur action dans une histoire marquée par leurs noms et plus récemment par ceux de Barack Obama et de Hillary Clinton. En effet, Barack Obama était un *community organizer* dans les années 80 à Chicago tandis que Hillary Rodham Clinton avait écrit son mémoire de premier cycle au *Wellesley College* sur la vie et les idées de Saul Alinsky. Ainsi, la vidéo présentant *Citizens UK*, réalisée à l'occasion de l'assemblée du 3 mai 2010 précédant les élections nationales, est introduite par la voix d'Obama extraite d'un discours datant de la fin des primaires américaines en juillet 2008 : « cela vous montre que si une voix peut changer une salle, alors elle peut changer une ville. Et si elle peut changer une ville, elle peut changer une nation. Et si elle peut changer une nation, elle peut changer le monde². » De plus, *London Citizens* fait également référence à Martin Luther King et Rosa Parks, en tant que leader de *community organizations*, pour illustrer ses racines. Les premières organisations de l'IAF sont contemporaines du mouvement des droits civiques avec lequel elles étaient en interaction. Ainsi, Edward Chambers a-t-il débuté, sous l'égide de Saul Alinsky, en organisant les quartiers noirs de Rochester à l'invitation des représentants des associations culturelles afro-américaines. Son travail s'inscrivait alors dans le vaste mouvement des droits civiques³. Les références à l'histoire du BBCO et à ses liens avec le mouvement des droits civiques sont fréquentes lors des assemblées ou des stages de *London Citizens* et sont généralement très mobilisatrices comme l'explique ce participant :

Ils ont beaucoup décrit le contexte historique des organisations comme *London Citizens*, surtout venant des États-Unis, le mouvement des droits civiques, comment ils ont gagné des avancées et c'était très bien parce que ça a présenté le contexte et ça nous a permis de voir ce que l'on pouvait faire⁴.

Mais les organisateurs de *London Citizens* cherchent aussi à s'émanciper de l'expérience américaine et de leur tuteur qu'est l'IAF. Ces dernières années ont permis de montrer les

¹ "One hundred and thirty-five years ago Tocqueville gravely warned that unless individual citizens were regularly involved in the action of governing themselves, self-government would pass from the scene".

² "It shows you what one voice can do. One voice can change a room. And if a voice can change a room, it can change a city. And if it can change a city, it can change a state. And if it can change a state, it can change the nation. And if it can change the nation, it can change the world". Source : vidéo *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society* www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI

³ "We were very good during the civil rights movement at helping build black power organizations." (Chambers, 2004, 103).

⁴ "They have given lots of historical background about organisations like *London Citizens*, mainly from America, the civil rights, how they win about doing their protest and that was very good because it kind of puts thing into context and allowed you to see also what we can achieve" (Kevin, entretien du 15.04.08).

particularités de *London Citizens*. L'assemblée organisée avant les élections nationales n'a pas d'équivalent aux États-Unis. De plus, les organisateurs essaient d'ancrer leur action dans une histoire plus large que celle du BBCO.

Nous sommes sans nul doute très influencés et très soutenus par l'IAF. D'un autre côté, je ne pense pas que l'IAF ait inventé le community organizing. Bien sûr, Saul Alinsky a eu de très brillantes remarques et a proposé de très intéressantes méthodes. Cependant, je pense qu'être organisateur est une expérience fondamentalement humaine qui a toutes sortes de facettes. Je pense qu'il est important pour les organisateurs de reconnaître des exemples historiques et réussis de community organizing ou de mouvements de mobilisations, de constructions de pouvoir¹.

Par exemple, *London Citizens* justifie son modèle auprès du public anglais en s'inscrivant dans la tradition de lutte pour la « justice sociale » des mouvements ouvriers et religieux de l'Est londonien d'antan. *London Citizens* s'est d'ailleurs d'abord développée à l'Est de Londres à partir de 1996 et ses bureaux y sont toujours situés. Neil Jameson écrit ainsi qu'« au 19^{ème} siècle William Wilberforce n'aurait pas gagné la bataille contre l'esclavage sans Thomas Clarkson et des centaines d'habitants qui organisèrent avec lui. Les premiers syndicats et les premières sociétés des amis ont été construites par les *community organizers* et leaders tels Ben Tillett, Will Thorne et Eleanor Marx »² (Jameson, 2010). Il explique que c'est « un privilège de travailler dans l'Est de Londres »³ dans la continuité des mouvements ouvriers qui y marquèrent l'histoire de cette partie de la capitale anglaise. Il souhaite, par exemple, faire renaître la tradition d'« assemblée »⁴. Il y avait en effet une multitude de grandes salles dans l'Est londonien qui servait de lieux de regroupement pour les ouvriers et les femmes réclamant le droit de vote. En se référant à ces mouvements politiques ouvriers ou féministes, le co-fondateur et directeur de *London Citizens* essaye d'inscrire son organisation dans un processus historique plus général et tente de prouver la possibilité d'arriver à des résultats de la même envergure.

Quand les femmes n'avaient pas le droit de vote, et les hommes pauvres non plus, ils ont fait ce que nous faisons (...). Cela suggère que comme c'est arrivé il y a 100 ans et comme ça a bien marché, ils ont réussi à faire des choses, c'est ainsi que les syndicats se formèrent, c'est ainsi que la loi fut finalement introduite pour améliorer les usines, pour leur interdire de polluer et d'exploiter les ouvriers, [cela peut fonctionner

¹ “We definitely are very heavily influenced and very positively supported by that relationship with IAF, on the other hand, I don't think the IAF invented community organising, I mean Saul Alinsky did come up with some very brilliant insight and methods but I think that organiser is a fundamentally human experience and that it comes with all different sort of facets and actually I think it is very important for organisers to recognise historically, you know brilliant examples of community organising or mobilising, building power movements” (Catherine, entretien du 22.04.08).

² “In the 19th century, William Wilberforce would not have won the battle against slavery without Thomas Clarkson and hundreds of local people who organized with him. The early trade unions and friendly societies were built by community organizers and leaders such as Ben Tillett, Will Thorne and Eleanor Marx”.

³ “The privilege of working in East London is that if you look at the history of working people here this is exactly what they did a 100 years ago” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ “The buildings around East London, (...) big buildings for assemblies of working people and women who have no vote. They did what we are doing and so it's nice to revive that”(Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

aujourd'hui¹.

Dans un pays où « les formes individualisées de participation, et tout particulièrement les formes monétaires de mobilisation » dominant, Neil Jameson souhaite faire renaître « la période collectiviste où l'appartenance à un syndicat était la norme et où l'engagement s'appuyait sur un fort sentiment d'action collective et de solidarité » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 149). En se référant aux mouvements ouvriers à l'origine du Parti travailliste et aux pratiques religieuses, il justifie notamment le recours à des adhésions d'institutions et non individuelles².

Il légitime également le recours au processus de « construction de relations » par le fait que, autrefois, les prêtres passaient leur temps à rendre visite et à écouter leurs paroissiens³. Les institutions religieuses en Grande-Bretagne ne prenant plus le temps de faire ces « tournées », il justifie cette caractéristique du fonctionnement de l'organisation par la réinstauration de ces « visites » sous la forme de ce que l'organisation appelle les « one-to-ones ». Enfin, cette rhétorique historicisante est complétée par des formules souvent employées par les organisateurs après les actions de *London Citizens* telles « nous avons marqué l'Histoire »⁴, ou « vous êtes en train de faire l'Histoire ».

B. Revenir aux sources de la « politique »

Edward Chambers (2004, 17) explique qu'il souhaite revenir « à l'ancien sens du mot politique » en se référant à « des adultes qui se réunissent dans des espaces publics en tant que citoyens souverains pour délibérer et agir pour le bien commun »⁵. Il utilise une définition analogue pour qualifier la démocratie. « La démocratie signifie la participation aux décisions publiques dans laquelle tous sont inclus »⁶ (*ibid.*, 14). Dans la même veine, Neil Jameson

¹ “So when women have no vote and poor men have no vote, they did what we are doing (...) That suggests that if it happened 100 years ago and it worked well, that’s how the trade unions grew, it’s how legislation was eventually introduced to improve work, factories, not allowed to pollute and not allowed to explode workers as a result of this sort of politics” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² “All the religion traditions and the old labour traditions were always about association of people, never about individuals” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ “Every afternoon they were at visiting the sick, the poor, the blamed, the people, the leaders, the talent and so on. But now institutions in Britain don’t have that anymore.(...) We just copy the stuffs that work and people like to be visited, and they like people to be interested in them” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ Le lendemain de l'assemblée du 3 mai 2010, un mail d'un organisateur adressé aux autres organisateurs et quelques administrateurs et leaders les plus investis dans l'organisation de l'assemblée commence ainsi : “Well done to all - we made history yesterday in many ways” (Matthew, courriel collectif du 04.05.10).

⁵ “I’m returning to the ancient meaning of politics as adults coming together in public places as sovereign citizens to deliberate and act for the common good.”

⁶ “Democracy means participation in public decisions in which all are included”.

déclare dans la vidéo de présentation de *Citizens UK* vouloir faire de la « véritable politique ». Il ajoute que « la politique vient des gens et qu'elle devrait y retourner »¹.

D'une part, les acteurs du BBCO souhaitent aller au delà de la politique partisane. Le directeur de *London Citizens* explique que, historiquement, la démocratie préexiste aux partis politiques² et que les gens s'organisaient autrement auparavant. De plus, la politique partisane nierait la « complexité de la politique »³. La distinction « droite »/« gauche » est alors qualifiée de simpliste. La majorité des personnes se situeraient « quelque part au milieu »⁴. Le pragmatisme invite à dépasser les dualismes (Lavergne et Mondémé, 2008). Edward Chambers (2004, 14) précise que le BBCO ne croit ni à l'état providence ni à la main invisible du marché. Il ne souhaite pas se positionner sur l'échiquier politique («liberal"/"conservative"). Selon Neil Jameson, la politique doit évoluer au-delà d'une politique partisane « démodée ». La société a toujours besoin de la politique « à la grecque », c'est-à-dire d'une manière de gérer les affaires de la cité, d'organiser la vie en société⁵. À travers cette référence aux origines de la démocratie, il sous-entend une ambition de l'organisation : changer la manière de faire et de concevoir « la politique » en revenant au sens étymologique de ce terme. « Le peuple s'occupant de ses affaires, *polis*, c'est ce que nous sommes »⁶ déclare-t-il lors d'une formation.

D'autre part, les acteurs de *London Citizens* redéfinissent la notion de « citoyenneté » au regard du fonctionnement de l'association. Le « développement au leadership » proposé par « les citoyens de Londres » constitue, à leur manière, une éducation à la « citoyenneté »⁷. L'organisation tente de redéfinir la citoyenneté à l'échelle de la ville et de la communauté. « La séparation entre le peuple et la routine journalière des fonctions de la citoyenneté » est considérée comme « un creve-cœur dans une démocratie »⁸ (Alinsky, 1971, xxvi). Pour Ernesto Cortes, un des architectes de l'IAF moderne et co-directeur de la structure depuis 2010, la véritable politique ne concerne pas les sondages, les groupes de consommateurs et

¹ We think that is authentic politics. Politics came from the people and so it should return Source : vidéo *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society* www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI

² “Political parties are only a 150 years old. Before that people didn't really had parties” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ “Now I think that partisan politics denies the complexity of politics, that most people are somewhere in the middle, (...) the right or the left is primitive, simplistic” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ Constat qui rejoint celui de Chambers (2004, 15) “within our organizations, some political conservatives, lots of moderates, and some liberals [comprendre à gauche voire à l'extrême gauche] seek common ground”.

⁵ “Politics is adjusting, you still need politics, you know the Greek politics, is what is all about but partisan stuff is probably old fashioned” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁶ “The people doing their business, polis, that's what we are” (Neil Jameson, formation du 12.10.09).

⁷ “This citizens brand, for me citizens illustrates what we do. It's grassroots communities which basically is what citizenship is all about” (Colin W., entretien du 18.04.08).

⁸ “The separation of the people from the routine daily functions of citizenship is heartbreak in a democracy.”

les publicités télévisées. Elle concerne l'engagement dans le débat public et les actions collectives guidées par ce débat (Pierson, 2001, 105–106). L'engagement « proactif »¹ au-delà des simples votes aux élections est une dimension de la citoyenneté mise en avant par *London Citizens*. C'est une citoyenneté qui renvoie à une démocratie participative et non pas seulement représentative.

London Citizens conceptualise la politique comme un processus de mobilisation de relations entre les citoyens pour faire valoir leurs droits et responsabiliser les pouvoirs politiques et économiques. La citoyenneté se construirait à travers cette participation politique. Cette conceptualisation de l'éducation par la participation renvoie à un ensemble hétéroclite de la pensée occidentale qui nourrit les théories de la démocratie participative (Talpin, 2006, 14). Dans ce cas, nous avons vu qu'elle s'inscrit avant tout dans la continuité de la pensée associative de Tocqueville et pragmatique de Dewey.

Conclusion du Chapitre préliminaire

Une idéologie pragmatique au service de la démocratie ?

Edward Chambers résume ce que nous appelons l'idéologie du BBCO en définissant l'IAF comme un « instrument de la démocratie des citoyens », nécessaire à tout bon fonctionnement de la « société moderne », au même titre que « des marchés et des États efficaces »² (Chambers, 2004, 66). La valorisation des « corps intermédiaires » pour démocratiser la gouvernance renvoie à la tradition pluraliste de la société occidentale (Huntington, 2007, 73) et à la critique de la conception de la modernité de Durkheim (Laville et Sainsaulieu, 1997, 50), lequel argumente pour une actualisation du principe communautaire dans la modernité à travers la formalisation de « groupes » intercalés entre l'État et les individus (Durkheim, 2002a[1897-1898], 19). Plus précisément, la valorisation des liens sociaux résultant des associations entre individus s'inscrit dans la continuité des analyses de Tocqueville et des communautariens. Edward Chambers (2004, 71) met sur le même plan les « valeurs religieuses et démocratiques » et précise que celles-ci exigent que « la vie publique

¹ “The democracy isn't just about expressing an opinion every so often; it's actually about our pro active engagement. So if you think about democracy in that way, participative and not just representative then *London Citizens* is extremely democratic” (Angus, entretien du 28.04.08).

² “(...)as instruments of citizen democracy, broad-based organizations are as necessary to the functioning of modern societies as efficient markets and effective states.”

fasse partie de notre citoyenneté et de notre mission »¹. Le BBCO met en œuvre ce que Andrew Sabl (2002, 2) appelle une « politique tocquevillienne » (“tocquevillean politics”) en affrontant tous les principaux problèmes de la politique démocratique soulignés par Tocqueville, de l’individualisme à l’isolement des classes supérieures, en passant par l’incapacité civique. La démocratie n’est pas une fin en soi mais une valeur qui doit guider l’action des hommes. Faire de l’idéal démocratique un dogme renvoie aux textes de John Dewey. Philippe Chaniel (2002, 81) souligne le paradoxe inhérent à ce discours :

Si, au nom de l’idéal démocratique lui-même, nous devons nous méfier de toute définition fixe et immuable de la nature humaine, et soupçonner qu’elle ne soit qu’un moyen habile de justifier, en les naturalisant, certains types d’organisation sociale et politique, en même temps la démocratie nous apparaît comme le seul mode d’association politique spécifiquement humain, dont la marque distinctive à l’égard de tout autre type de régime serait de laisser libre cours à la nature humaine.

Ce paradoxe permet de comprendre le « dilemme idéologique » d’Alinsky. Comme dans de nombreuses « organisations de mouvement social », il y a une tension entre, d’une part, « l’insistance sur la capacité d’auto-organisation » des individus et, d’autre part, « la nécessité d’indiquer une ligne à suivre et la production d’une idéologie qui éduque et rassemble » (Céfaï, 2007, 344). Il s’agit d’une dimension de la « tension », dont parlent les organisateurs, entre le monde tel qu’il est et le monde tel qu’il devrait être où il faudrait « ne jamais faire pour les autres ce qu’ils peuvent faire pour eux mêmes ». Les règles issues de plusieurs décennies de pratique du BBCO sont une interprétation du mode de vie démocratique considéré comme l’unique voie vers le bien être, l’intégrité et la « dignité »² d’un individu. Bien que réfutant tout dogme religieux ou partisan, le BBCO construit bien une ligne idéologique. D’une part, il laisse peu de place à ceux qui ne considèrent pas de la même manière le sens qu’ils veulent donner à leur vie. L’insistance sur la non-idéologie peut même être interprétée comme une tentative totalitaire au sens d’Erving Goffman (1961) en ce qu’il n’y a pas d’espace pour développer des idéologies alternatives. Il en découle une certaine hégémonie, autour notamment des valeurs religieuses, qui ne permet pas aux libres penseurs d’évoluer dans ce cadre. D’autre part, le BBCO introduit une vision particulière des principes de gouvernement et prend donc parti pour un modèle politique spécifique. La première partie de notre travail questionnera cette hégémonie au regard de la construction effective d’une organisation suivant le modèle du BBCO.

¹ “Living out our religious and democratic values requires that public life be part of our citizenship and mission”.

² “We learn, when we respect the dignity of the people, that they cannot be denied the elementary right to participate fully in the solutions to their own problems”.

Au delà de cette référence « romantique » à l'idéal démocratique (Hermet, 2004, 162), la dimension pragmatique de l'idéologie du BBCO se retrouve dans la primauté donnée à l'action et à l'« organisation ». La continuité fin-moyen mise en lumière sera illustrée dans la première partie lorsque les trois finalités de l'action de *London Citizens* – construction de relations, développement de leaderships, participation à la gouvernance londonienne – seront analysées en tant que stratégies de mobilisation. Le pragmatisme se retrouve également dans une définition évolutive et contextuelle de ces fins et moyens, conditionnée par la nécessité de mobilisation et de légitimation de l'association. Plusieurs groupes de personnes doivent être susceptibles de s'y reconnaître.

Nous verrons que le pragmatisme du BBCO se traduit également par une rhétorique utilitariste autour des notions de « pouvoir » et d'« intérêt personnel ». Un vocabulaire spécifique permet de véhiculer l'idéologie du BBCO. Il facilite également l'institutionnalisation du cadre¹ d'activité des organisateurs. Réciproquement, l'effet culturel de l'action de l'organisation peut se repérer à travers le vocabulaire (Rochon, 2000, 20). *London Citizens* souhaite partir du « monde tel qu'il est » et le transformer. Linguistiquement, le traitement de deux mots, « pouvoir » et « intérêt personnel », reflète particulièrement bien ce dessein. Saul Alinsky (1971, 12) décrit le monde tel qu'il est comme « une arène de la politique du pouvoir essentiellement mue par des intérêts personnels tels qu'ils sont immédiatement perçus »². Un chapitre de son livre *Rules for Radicals* est consacré aux « mots » qu'il utilise régulièrement (*ibid.*, 48–62). Il s'intitule « un mot sur les mots »³. Il reprend des mots couramment employés en politique et regrette qu'ils se soient éloignés de leur sens originel. Ils ont été « tâchés par les blessures humaines, les espoirs et les frustrations »⁴ (*ibid.*, 48). Les deux premiers mots qu'il met en avant sont d'ailleurs « pouvoir » (“power”) et « intérêt personnel » (“self-interest”). Nous avons vu que la notion de « pouvoir » est centrale dans le BBCO. Saul Alinsky tente de lui soustraire ses connotations péjoratives, lorsque pouvoir flirte avec corruption et violence. En citant Hamilton dans *The Federalist Papers*, Saul Alinsky définit le pouvoir comme « la capacité de faire »⁵ (*ibid.*, 52). Puis, en citant Pascal il justifie la nécessité de considérer le pouvoir lorsqu'on souhaite œuvrer pour la justice sociale.

¹ D'ailleurs, les détracteurs de l'analyse des cadres reconnaissent que celle-ci est « tout à fait pertinente pour traiter des stratégies de communication et de marketing mises en place par des organisations de mouvement social » (Céfaï, 2007, 474).

² “Political realists see the world as it is : an arena of power politics moved primarily by perceived immediate self-interests”.

³ “A word about words”.

⁴ “stained with human hurts, hopes, and frustrations”.

⁵ “the ability to do a thing”.

« La justice sans le pouvoir est incapable ; le pouvoir sans la justice, c'est la tyrannie »¹ (*ibid.*). La déconstruction de ce mot et sa revalorisation sont au cœur des formations au leadership proposées par l'organisation. La notion d'« intérêt personnel » est, toujours d'après Saul Alinsky (*ibid.*, 53), trop souvent associée à l'égoïsme et à l'étroitesse d'esprit. Il souhaite réinstaurer le concept d'intérêt personnel comme « jouant un rôle de premier ordre dans le comportement de l'homme »². Il cite Aristote, « chaque individu pense principalement à lui, presque jamais à l'intérêt public »³. Et surtout il cite Adam Smith⁴ (*ibid.*, 54). Le BBCO utilise cette rhétorique utilitariste de manière stratégique. Il emploie le langage commun de la cité marchande (Boltanski et Thévenot, 1991, 66) pour mieux l'influencer : plutôt que de faire appel à la « bienveillance » d'une « personne charitable », un entrepreneur de mobilisation « sera bien plus sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il les persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux »⁵ (Smith, 1982[1776], 48). D'autres expressions comme *leader* et *one-to-one* sont utilisées abondamment par les organisateurs et ont été développées en tant que concepts spécifiques au BBCO.

Au final, « l'idéologie contraint autant qu'elle ne sert ». Son étude ne peut en conséquence se « restreindre aux terrains discursif et symbolique » (Vrydaghs, 2006). De plus, l'analyse de l'« action organisée » ne peut être déterminée par sa dimension culturelle et idéologique (Friedberg, 1997[1993], 294). Nous allons donc à présent prendre en compte des « actions concrètes » et leur lien avec ce cadre idéologique sera examiné. Le chapitre 1 analysera de plus près le recrutement des membres, la façon dont *London Citizens* « retisse » la société. Le chapitre 2 se concentrera sur le processus de développement de leaderships proposé par l'organisation et posera la question de la participation de ses membres à leur « auto-organisation ». Les chapitres 3 et 4 mettront respectivement en lumière les ressorts et les effets de la participation de *London Citizens* à la gouvernance. Nous retrouvons ainsi les trois dimensions de l'objet de *London Citizens*. Leur interdépendance, soulignée dans les discours, sera mise à l'épreuve de la pratique. Au final, nous questionnerons le « changement » résultant de l'action de *London Citizens*. En particulier, le dilemme entre « objectifs intermédiaires et objectifs ultimes » (Céfaï, 2007, 360), sera examiné. Comment le pragmatisme, avec l'accent mis sur les victoires rapides et les compromis, et le radicalisme, avec la volonté de s'attaquer à

¹ “Justice without power is impotent; power without justice is tyranny.”

² “plays as a prime moving force in man's behavior.”

³ “Everyone thinks chiefly of his own, hardly ever of the public interest.”

⁴ “It is not from the benevolence of the butcher, the brewer, or the baker that we expect our dinner, but from their regard of their own interest”.

⁵ Traduction de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991, 66).

la racine des problèmes, sont-ils conciliés ? Il s'agit de mettre le discours de légitimation de *London Citizens*, et plus généralement du BBCO, à l'épreuve de la réalité.

1^{ère} PARTIE

London Citizens, émergence et fonctionnement d'une organisation

Cette première partie se propose d'examiner le fonctionnement de *London Citizens* en considérant l'organisation et la mobilisation comme un seul et même « processus par lequel les acteurs d'un champ d'action construisent et stabilisent une structure » (Friedberg, 2004, 171). Ce faisant, c'est la construction de la capacité d'action de l'association – la façon dont « le pouvoir de la société civile » est « déverrouillé » – qui sera décryptée. L'accent sera mis sur l'articulation entre les stratégies de mobilisation déployées par les organisateurs et les logiques d'engagement dans *London Citizens* des groupes et des individus. Le fonctionnement interne de l'organisation sera alors analysé comme « le produit d'un ensemble articulé de jeux dont les règles contraignent les acteurs y participant et à travers lesquels s'opère l'intégration partielle de leurs stratégies divergentes » (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 163–164). En analysant le « travail collectif de composition entre régimes d'action et de justification » (Céfaï, 2007, 361), nous souhaitons contribuer à la compréhension des « rapports qu'il peut y avoir entre les contenus d'un mouvement – son idéologie, ses programmes, ses buts déclarés – et les raisons de la participation » (Pizzorno, 1990, 80). La construction de l'idéologie d'une organisation est un processus à long terme que Bert Klandermans (1989, 176) qualifie de « formation d'un potentiel de mobilisation »¹. Elle représente la première étape de la

¹ «Formation of mobilization potentials».

« mobilisation du consensus »¹ (*ibid.*) ou de l'identité collective (Melucci, 1989) constitutive d'une organisation. La seconde étape distinguée par Bert Klandermans (1989, 176) est « la mobilisation pour l'action » (“action mobilization”) et fait l'objet de cette partie. « La formation et l'activation de réseaux de recrutement »² seront mises en lumière dans un premier chapitre. Quelle société *London Citizens* se propose-t-elle de retisser ? Les deux autres composantes de cette « mobilisation pour l'action », l'« éveil de la motivation à participer »³ et « la suppression des obstacles à la participation »⁴ (*ibid.*), seront également analysées, au niveau institutionnel dans le chapitre 1 et individuel dans le chapitre 2. Elles seront articulées avec les raisons de l'engagement⁵.

Les promoteurs du BBCO s'attachent à montrer le rôle positif de ces organisations dans la promotion de la diversité, le développement d'une cohésion intercommunautaire, d'un capital social et politique et d'une culture politique commune (Wood, 1997, Wills, 2009a). Le fonctionnement de *London Citizens* ouvre des pistes pour comprendre comment inclure le plus grand nombre dans la politique démocratique. Comment l'association mobilise-t-elle des personnes qui n'ont pas « le pouvoir » et comment leur propose-t-elle de le prendre ? Comment fait-elle « tenir ensemble » des groupes et des individus qui, dans d'autres espaces, s'ignorent voire s'opposent⁶ et, plus généralement, comment se définit le « bien commun » à l'organisation ? Le premier chapitre s'intéressera au recrutement des membres de *London Citizens* et à ses ressources financières, notamment sous l'angle de la construction de la légitimité de son « auto-autorisation » (Urbinati et M. E. Warren, 2008) à représenter « les citoyens de Londres ». Le deuxième chapitre interrogera l'engagement individuel à travers notamment l'analyse de la participation des membres à la définition des campagnes. Comment passer du développement de leaderships individuels à un mouvement collectif ?

¹ Par « mobilisation du consensus » (“consensus mobilization”), expression empruntée à Bert Klandermans, nous entendons la coordination nécessaire à toute construction, action et pérennisation d'une organisation réunissant divers individus sur la base du volontariat. C'est la création d'un engagement à long terme résultant d'un consensus autour de l'idéologie et de l'action de l'organisation.

² “Formation and activation of recruitment networks”.

³ “Arousal of the motivation to participate”.

⁴ “Removal of barriers to participation”.

⁵ Cette grille d'analyse empruntée à Bert Klandermans renvoie également à celle dégagée par Alberto Melucci (1989). Au lieu de « mobilisation du consensus », il parle d'« identité collective ». Il en fait un processus en trois temps. Le premier est équivalent à « la formation d'un potentiel de mobilisation » analysée dans le chapitre préliminaire. Il s'agit de “formulating cognitive frameworks concerning the ends, means, and field of action”. Les deux autres étapes correspondent au sujet de cette partie, c'est-à-dire à la « mobilisation pour l'action » de Bert Klandermans : “Activating relationships between the actors, who interact, communicate, influence each other, negotiate and make decisions. Making emotional investments, which enable individuals to recognize themselves”.

⁶ Daniel Céfaï (2007, 653) pose d'ailleurs cette question au sujet des « fédérations d'OMS comme Texas IAF et PICO » : Comment « font-elles tenir ensemble Africains et Hispano-Américains, catholiques et protestants, Blancs et Noirs, qui s'évitent et s'ignorent, quand ils ne se haïssent pas, dans la vie quotidienne ? »

CHAPITRE 1

« Mobiliser » et « représenter » la société civile

Introduction

Saul Alinsky est souvent cité comme étant à l'origine de cette observation : le « pouvoir se trouve dans deux pôles, ceux qui ont de l'argent et ceux qui ont du pouvoir »¹ (Sanders, 1970, 33). Edward Chambers (2004, 65) explique que les organisations de l'IAF comprennent que le pouvoir se construit de deux manières : « des gens organisés et de l'argent organisé » (“organized people and organized money”). Nous allons ici étudier ces deux logiques « organisationnelles » avec comme objectif la compréhension des mécanismes de construction de la capacité d'action de *London Citizens*. La première et principale section s'intéressera aux membres de l'alliance, la seconde à ses financements.

Dans la pratique, la première étape du processus de mobilisation dans une organisation de mouvement social, telle que distinguée par Bert Klandermans (1989, 176), est « la formation et l'activation de réseaux de recrutement ». Pour cet auteur, la mobilisation du consensus n'est pas « créée en convainquant individu après individu ». En fait, « des groupes d'individus liés par des réseaux sociaux apprennent à se déplacer ensemble dans la direction de l'organisation de mouvement »² (*ibid.*, 193). La structure de *London Citizens* illustre, voire utilise, explicitement cette thèse. En effet, l'activité des organisateurs, alors « entrepreneurs de mobilisations »³, passe par le recrutement de réseaux ou de groupes préexistants qui

¹ “Power goes to two poles to those who've got money, and those who've got people”.

² “Consensus is not created by convincing individual after individual; rather, groups of individuals linked by social networks learn to move together in the direction of the movement organization”.

³ Cette expression est souvent utilisée en français pour renvoyer aux travaux de John Mc Carthy et Mayer Zald (1977). Ces auteurs emploient les expressions “issue entrepreneur” (*ibid.*, 1215), “entrepreneur of the cause” (*ibid.*, 1226) ou “organizational entrepreneur” (*ibid.*, 1233). C'est à cette dernière que nous nous référons ici, les processus

deviendront les adhérents de l'association. Quelles sont les associations préexistantes enclines à relayer son message ? Comment les recruter et activer cette « communauté d'intérêt » jusque là « latente » (Chazel, 1975, 511) ? Les diverses manières d'approcher des publics différents sont mises en perspective dans ce chapitre. Cette analyse va ainsi à l'encontre de la réification des collectifs qui a longtemps été de mise dans les études des mouvements sociaux (Fillieule, Agrikoliansky et Sommier, 2010, 15). Réciproquement, l'influence des membres ainsi recrutés sera examinée¹. Comment ces membres s'inscrivent-ils dans l'idéologie du BBCO, voire la nourrissent-ils ? Le chapitre 2 montrera que ces logiques institutionnelles de mobilisation ne peuvent se substituer entièrement à des stratégies individuelles d'engagement dans *London Citizens*.

Dans la continuité du chapitre préliminaire, nous soulignons la dimension politique des logiques de mobilisation de *London Citizens* et du BBCO en général. En postulant l'existence de différentes communautés – institutions intermédiaires – et en les catégorisant (églises, mosquées, synagogues, écoles, associations de quartiers, syndicats...), *London Citizens* fait le constat d'une pluralité de croyances et de pratiques associatives. Dans la perspective du chapitre 2, nous commencerons à analyser les interactions entre ces différents groupes. La fabrique d'un collectif, d'une identité ou simplement d'une appartenance commune, sera analysée d'un point de vue institutionnel. Des auteurs voient en *London Citizens* un moyen de positiver les multiples et diverses identités qui sont souvent pointées du doigt comme sources de problèmes. Cette forme particulière d'organisation serait vecteur de cohésion sociale et territoriale, plus précisément de "community cohesion" (Wills, 2009a, 158). Ce faisant, c'est la question de la représentation de la société civile proposée par *London Citizens* qui sera également posée.

d'organisation et de mobilisation sont en effet confondus. La question des "issue entrepreneur", expression traduite également par « entrepreneurs de mobilisation », a notamment été étudiée par Cécile Péchu (1996, 115–116) pour désigner les militants, parfois professionnels, qui ne sont pas directement concernés par le problème pour lequel ils se mobilisent et qui disposent des capitaux matériels et sociaux nécessaires. Elle renvoie en partie au rôle des organisateurs mais ces derniers ont une fonction plus large que la seule organisation des campagnes. De plus, les campagnes de l'association recouvrent différents domaines. Parler d'*issue* serait alors réducteur.

¹ Bert Klandermands (1989, 192) déplorait que, d'une part, la comparaison entre les différentes logiques de recrutement et, d'autre part, l'influence des membres ainsi recrutés soient peu présentes dans la littérature.

Section 1. Fédérer des « institutions intermédiaires »

Alors que le qualificatif *broad-based* est en tension avec la notion de *community* (Chambers, 2004, 63), nous cherchons à comprendre comment est appréhendée la diversité au sein des membres de *London Citizens* du point de vue de l'identité collective comme de ceux des stratégies de recrutement et des logiques d'engagement. Quelle représentation de la société civile *London Citizens* construit-elle ?

A. La « large base » de l'organisation : représenter la société civile londonienne.

Littéralement, *broad-based* signifie « à large base ». Le qualificatif « large » a une dimension quantitative, mobiliser en nombre, mais aussi qualitative. Il renvoie en effet à la recherche d'une diversité des individus membres – d'une « représentation qualitative »¹ des « citoyens de Londres » – à travers leur milieu social, culturel et géographique. Il se traduit également par une diversité dans les thématiques abordées par l'organisation. « De multiples sujets permettent d'attirer plusieurs membres, ce qui est essentiel pour former une organisation avec une large et massive base »² (Alinsky, 1971, 120). Pour Saul Alinsky *community* signifie « communauté d'intérêts ». *London Citizens* est composée de diverses communautés formées autour d'intérêts différents. Ainsi, nous verrons dans cette section que les membres conçoivent l'objectif de leur adhésion de diverses manières. Les organisateurs en sont conscients et adaptent leur stratégie de recrutement. Neil Jameson explique : « cela dépend d'à qui on parle. Je pense que si on pose la question à un leader musulman il dira que *London Citizens* permet de renforcer l'enseignement du Coran, ils ont l'habitude de répondre ça, et les leaders chrétiens diront que ça correspond à un des impératifs des Évangiles »³.

Le substantif « base » renvoie au concept de société civile propre au BBCO. La notion de *grassroot organizing* est souvent utilisée pour qualifier les mouvements ascendants de

¹ On pourrait également parler de « représentativité sociologique » (Sintomer, 2011b, 207) qui renvoie à la « conception passive d'une représentation miroir » (*ibid.*) : à la représentation comme “standing for” opposée à la représentation comme “acting for” (Pitkin, 1967, 11). Il s'agit plus précisément, pour reprendre les termes d'Hanna Pitkin, d'une “descriptive representation”, qui se différencie légèrement d'une “symbolic representation” (où on ne peut plus parler d'une représentation miroir passive mais d'une activité d'identification (*ibid.*, 106, 108)).

² “(...)multiple issues would drawn in the many potential members essential to the building of broad, mass-based organization.”

³ “It depends who you talk to, I assume if you talk to some of our Muslims leaders they will say it's about strengthening the teaching of the Coran, they use to saying, so Christian would say it's the gospels' imperatives³.” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

participation politique¹ (Su, 2009). La « base », ou « racine », (traduction de *root*) de la population s'oppose alors aux élites politiques et économiques.

Quelle est donc la « large base » de *London Citizens* ? Elle se construit en deux temps, le recrutement de groupes – et non d'individus – et la recherche de la diversité, voire d'une certaine représentativité sociologique.

1. Des groupes adhérents, entre projet politique et stratégie de mobilisation

Seules des institutions peuvent être membres d'une *broad-based community organization*. Lors des décisions prises au sein de l'organisation, comme les votes sur les campagnes à mener, chaque institution membre a une seule voix, quelle que soit sa taille. Le dispositif participatif interne est donc « indirect » en ce qu'il prend en compte l'avis de chaque institution et non celui de chaque individu.

À travers la justification de cette caractéristique, on retrouve la conception que l'organisation a de la « société civile » idéale. C'est une société où tous les individus appartiennent à des institutions « intermédiaires ». Les individus sont donc incités à s'associer, ou du moins c'est ce qu'espèrent les principaux acteurs de *London Citizens*, tels Neil Jameson et ces deux autres organisateurs :

La réponse que nous faisons [aux individus] est de ne pas s'en aller en disant « je ne peux pas » car tout le monde peut : organiser une association de rue, un groupe de femme ou un groupe de gays, cela n'a pas d'importance² !

Nous valorisons les institutions et donc seules les institutions peuvent adhérer et non les individus. D'un autre côté, nous encourageons les gens à rejoindre quelque chose de local et ensuite à ce que ce groupe adhère³.

J'aimerais voir plus d'individus s'associer et construire des équipes et des organisations du fait de notre action⁴.

Ainsi des groupes se sont officialisés⁵ par leur adhésion à *London Citizens*, sans qu'ils soient cependant enregistrés en tant que tels formellement⁶. Cet idéal renvoie à la valorisation

¹ La traduction en France de « grassroot democracy » par « démocratie participative locale » (Blanc, 1999, 189) est approximative en ce qu'elle définit alors « une transaction tripolaire entre la légitimité des élus (le suffrage universel), celle des experts (la connaissance et le savoir-faire) et celle des militants » là où le terme « grassroot » renvoie avant tout à la légitimité des habitants, en opposition à celle des élus et des experts.

² “The answer is not to go away and say “I can’t” because everybody can. Set a street group, a women group, a gay group, it doesn’t matter!” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ “We value institutions and therefore that’s why only institutions can join and no individuals. We encourage people to, on the other hand, join something local and then have that joining us” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “I’d like to see more individuals getting together and building teams and organisations as a result of us” (Joanna, entretien du 29.04.08).

⁵ Un groupe de l'université de l'Est de Londres et un groupe de soutien aux réfugiés de Barking and Dagenham (arrondissement de l'Est de Londres) se sont ainsi formés spécifiquement afin de pouvoir adhérer à l'association en 2008.

⁶ C'est le cas par exemple de l'*Irish Travellers Greenwich* dont il sera question un peu plus loin.

idéologique du phénomène associatif dans la continuité des thèses toquevilliennes et communautariennes. Il s'agit de combattre l'individualisme, et l'éventuel « déclin »¹ associatif, en s'appuyant sur et en renforçant les « institutions intermédiaires ». « Les institutions libres (...) et les droits politiques (...) rappellent sans cesse, et de mille manières, à chaque citoyen, qu'il vit en société. Elles ramènent à tout moment son esprit vers cette idée, que le devoir aussi bien que l'intérêt des hommes est de se rendre utiles à leurs semblables » (Tocqueville, 2002b[1840], 116). Ainsi, la démocratie ne se réalise que si « des acteurs y investissent de leur temps, de leur personne et de leur énergie pour animer ce qu'on pourrait appeler une société civile civique, ces myriades d'associations à travers lesquelles les citoyens manifestent en acte leur sens du bien commun » (Caillé, 2006, 9). Edward Chambers (2004, 63) qualifie les organisations de l'IAF d'« institutions de la société civile du 21ème siècle »². Le BBCO ne doit pas créer de nouvelles organisations concurrentes aux structures de la société civile déjà existantes, mais leur permettre de décupler leurs efforts et de promouvoir une « vie publique significative »³ (Chambers, 2004, 140).

Dans la pratique, l'adhésion d'associations et non d'individus représente une stratégie de mobilisation plus efficace. Il s'agit d'une application implicite de la thèse d'Anthony Oberschall (1972, 117) pour qui la mobilisation est d'autant plus efficace si des liens communautaires préexistent⁴. *London Citizens* souhaite toucher le plus grand nombre de personnes possible avec des ressources limitées. Il s'agit donc de recruter des institutions où des individus sont déjà organisés, comme l'explique Neil Jameson et deux autres organisateurs :

Notre objectif depuis le début et de faire en sorte que des individus s'associent afin de réunir un large nombre de personnes. (...) C'est la seule manière pour avoir assez de pouvoir pour défier la manière dont fonctionne la société⁵.

C'est pragmatique, si vous voulez construire du pouvoir pour les techniciens de surfaces, vous ne le faites pas à partir d'individus, vous le construisez à partir d'endroits où les individus sont réunis et où ils partagent déjà quelque chose en

¹ "One of the things that I hope will happen is that people will be encouraged to join institutions because that's one of the big decline" (Paul, entretien du 23.04.08).

² "twenty-first-century civil-society organizations"

³ "a meaningful public life"

⁴ "Discontented groups can be members of a still viable or partially viable community, religious, tribal, ethnic, cultural and historical, into which they were born and which they accept as a matter of course because it represents the basis of everyday life, their livelihood, their family life and kinship relations, and their most cherished beliefs. But it is precisely in this type of social structure that social rewards and sanctions are powerful incentives for participating in an opposition movement once the community leaderships has decided on opposition (...). Furthermore, , even if a collectivity is no longer a community in this sociological sense, its members might already be partially organized along associational lines for purposes other than opposition".

⁵ "Our objective since the beginning is to get people to associate to come together in large number. (...) That's the only way you can get enough power to challenge the way that the community works" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

commun¹.

Nous ne pouvons pas travailler avec des individus parce que nous avons besoin de la structure et du pouvoir déjà existant dans une organisation².

Pragmatiquement donc, ils mettent en contact des groupes, décrits comme des « unités de pouvoir » (Chambers, 2004, 61), pour décupler leur force. Lors de l'assemblée organisée le 9 avril 2008 en amont des élections municipale à Londres, 2 500 personnes sont venues demander des comptes au candidat sortant – Ken Kivingstone – qui avait participé à une telle assemblée avant d'être élu pour son deuxième mandat en 2004. Elles ont confronté les quatre principaux candidats à la mairie à leurs revendications. À eux seuls, les organisateurs ne connaissent pas 2 500 personnes³, c'est par l'intermédiaire de leurs contacts dans les groupes adhérents, les « leaders », qu'autant de personnes ont pu se mobiliser.

Les « leaders » sont des personnes qui occupent déjà un « rôle organisationnel » dans leur groupe d'origine. Certains le sont explicitement comme les prêtres des églises membres, les professeurs des écoles membres, mais d'autres le sont implicitement, c'est aux organisateurs de les repérer. Leur rôle dans *London Citizens* sera celui d'intermédiaire entre les organisateurs et leur institution d'appartenance. Leur implication dans l'organisation passe par un travail de mobilisation des individus de leur communauté en reproduisant les techniques qu'ont utilisées les organisateurs pour les recruter eux-mêmes. L'analyse de cette mobilisation « en cascade » sera approfondie dans le chapitre 2.

Les organisateurs se dirigent, dans un premier temps, vers le public le plus susceptible de correspondre à leurs objectifs, politique et stratégique. Les associations qui cultivent déjà les relations entre leurs membres et un « sentiment d'appartenance », telles « les écoles, les églises et les syndicats »⁴, seront privilégiées dans le recrutement. Les organisateurs concentrent leur travail de recrutement sur les institutions qui comportent le plus de membres afin de rendre les mobilisations futures les plus efficaces possibles. Neil Jameson explique ainsi :

Avant, j'essayais de trouver où les personnes se rassemblent en petit comité mais j'encourage de plus en plus les organisateurs à ne pas rechercher les petits groupes, et à toujours aller là où il y a une grosse église, un grosse mosquée, un grosse branche syndicale, où il y a des réunions régulières et où le fonctionnement est démocratique et enfin là où il y a des bons leaders qui encadrent les groupes⁵.

¹ "It's practical, if you want to build power for cleaners, then you don't do it from individuals, you build it from places where individuals are together and they share something already" (Matthew, entretien du 17.04.08).

² "We can't work with individuals because we need the structure and the already existing power that you get from an organisation" (Joanna, entretien du 29.04.08).

³ "We don't know 2 500 people but the leaders do."³ (Alice, entretien du 22.04.08).

⁴ "The schools and the church and the trade unions and other are associations where they develop a sense of belonging" (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁵ "I used to spend forever trying to find where do people gather in little numbers whereas I am increasingly encouraging the organisers for not go to the little one, always go where there is the big church, where is the big mosque, where is the big trade union branches that have regular meetings and are democratic in the way they operate, and where there are successful primary leaders rubbing them" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

Comme l'avait observé Anthony Oberschall (1972, 117), le travail de mobilisation consiste souvent à recruter des groupes déjà organisés et non pas à essayer de rassembler une masse inorganisée d'individus isolés¹.

2. Diversifier les membres, vers une représentation qualitative

La mobilisation recherchée par les organisateurs est autant quantitative que qualitative comme l'explique ce leader :

Londres change tellement rapidement, nous devons être conscient de ça et les organisateurs le sont, je ne connais pas de groupes de personnes qui fassent ça avec autant de flexibilité, c'est impressionnant. (...) Les organisateurs réfléchissent toujours à notre profil et s'il correspond à celui de Londres ou non. Ces dernières années, nous avons plus de personnes d'Amérique Latine, de polonais, de lithuaniens².

Au fur et à mesure des évolutions démographiques de la capitale anglaise, *London Citizens* essaye d'ajuster sa représentativité qualitative des « citoyens de Londres ». Les organisateurs tentent ainsi de minimiser une éventuelle « inégalité des groupes face à la participation » (Grossman et Saurugger, 2006, 316) dans la gouvernance de la ville proposée par l'association. Une partie du travail des organisateurs consiste donc à chercher de nouvelles communautés à recruter. Londres est une des villes les plus cosmopolites du monde. Elle possède l'une des plus grandes diversités ethniques des pays développés. 27 % des Londoniens sont nés en dehors du Royaume-Uni et 21,8 % hors de l'Union Européenne³.

Outre la diversité ethnique et religieuse il s'agit de recruter des institutions représentant la globalité géographique de Londres. Dans la salle de réunion de *London Citizens* trône une grande carte de la capitale sur laquelle sont apposées des punaises correspondant à chaque localisation des organisations membres. Ces nuages de points visent à encourager le recrutement d'institutions permettant de remplir au mieux la carte. Mais cette croissance, pour être durable, doit se faire « organiquement ». *London Citizens* est née à l'Est, elle s'est étendue au Sud, à l'Ouest et enfin au Nord en 2011. Pour répartir au mieux l'origine géographique des membres, chaque organisateur a en charge un arrondissement de Londres. Il a ensuite une certaine liberté quand aux types de groupes qu'il souhaite recruter. Ainsi, le

¹ "the case of a federated organization resulting from the merger of preexisting small organizations that then provides the collective good for a large collectivity. It will be shown below that it is by no means exceptional but rather a very frequent way in which social movements are formed."

² "London is changing so quickly, *London Citizens* has to be aware of that and the organisers are really aware, I don't know a group of people who are doing that more flexibly and impressively.(...) They are always thinking if our profile doesn't match the profile of London. In the last few years we've got more Latin American communities and Poles and Lithuanian" (Angus, entretien du 28.04.08).

³ Source : <http://www.statistics.gov.uk/census2001/profiles/H.asp> (*Census 2001* du *London Office for National Statistics*).

profil des organisateurs influent sur la nature des membres¹. C'est en partie pour cela que cette quête de diversité concerne également le recrutement des employés de *London Citizens*. En 2008, les organisateurs font le constat qu'ils sont tous chrétiens ou agnostiques et « blancs ». Dès lors, ils ont essayé de rendre l'équipe plus représentative des diversités ethniques et culturelles de la capitale². La plupart des organisateurs étant chrétiens, il est plus facile pour eux d'aller vers ces communautés. Le recrutement d'une organisatrice musulmane a par exemple aidé à développer les relations avec les mosquées membres, et notamment les femmes musulmanes³.

Ainsi, la mobilisation de ces institutions intermédiaires ne se fait pas sur la base exclusive du volontariat. Le recrutement est une part importante des stratégies de légitimation comme de mobilisation. À travers la recherche d'une représentativité de tous les milieux socioculturels de la capitale, *London Citizens* souhaite se positionner comme « l'instrument le plus progressif actuellement disponible pour le développement de la politicalité de tous les citoyens ordinaires »⁴ (Chambers, 2004, 63). La référence au « citoyen ordinaire » renvoie à la figure centrale – et pourtant souvent difficilement effective⁵ – de tout processus de démocratie participative ambitieux (Blondiaux, 2007b, 119). Au-delà de la question de la compétence politique (Blondiaux, 2007a), cette volonté de rassembler des « citoyens ordinaires » illustre la recherche d'une certaine représentativité par *London Citizens*.

¹ Par exemple, cet ancien instituteur devenu organisateur explique : « D'un point de vue stratégique aussi ce n'est pas trop bien de n'avoir que des écoles à Greenwich donc on va essayer de diversifier un peu » (Sébastien, entretien du 24.08.09).

² “[The organizers] said the demographic of the organisers is not very diverse. Apart from Julie Camacho they are all white British. They would like an organiser team a bit more representative of London's diversity” (Sam, entretien du 24.04.08).

³ Notons cependant que chaque organisateur a bien en charge un territoire et non une catégorie de groupes à recruter. “They have to be not just working with the muslim community because they've got to work with catholic and so on” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

⁴ “the most progressive social instruments now available for the development of effective politicalness by everyday ordinary citizens.”

⁵ Ne serait ce que parce que cette figure relève plus d'une « fiction politique » (Blondiaux, 2007b, 125). Mais il est facile de constater que dans de nombreux dispositifs en France, le retraité cultivé blanc est souvent le plus représenté.

3. Quelques repères sur les membres de London Citizens

Figure 4 Évolution du nombre des membres de London Citizens entre 1997 et 2011

(Source : Rapport annuel de *London Citizens* au 31.03.10 et base de données des membres au 31.07.11)

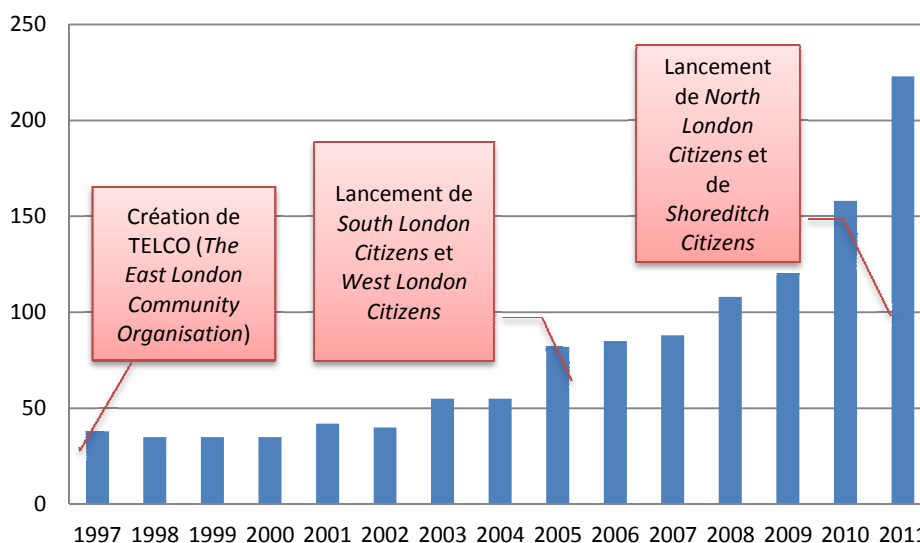
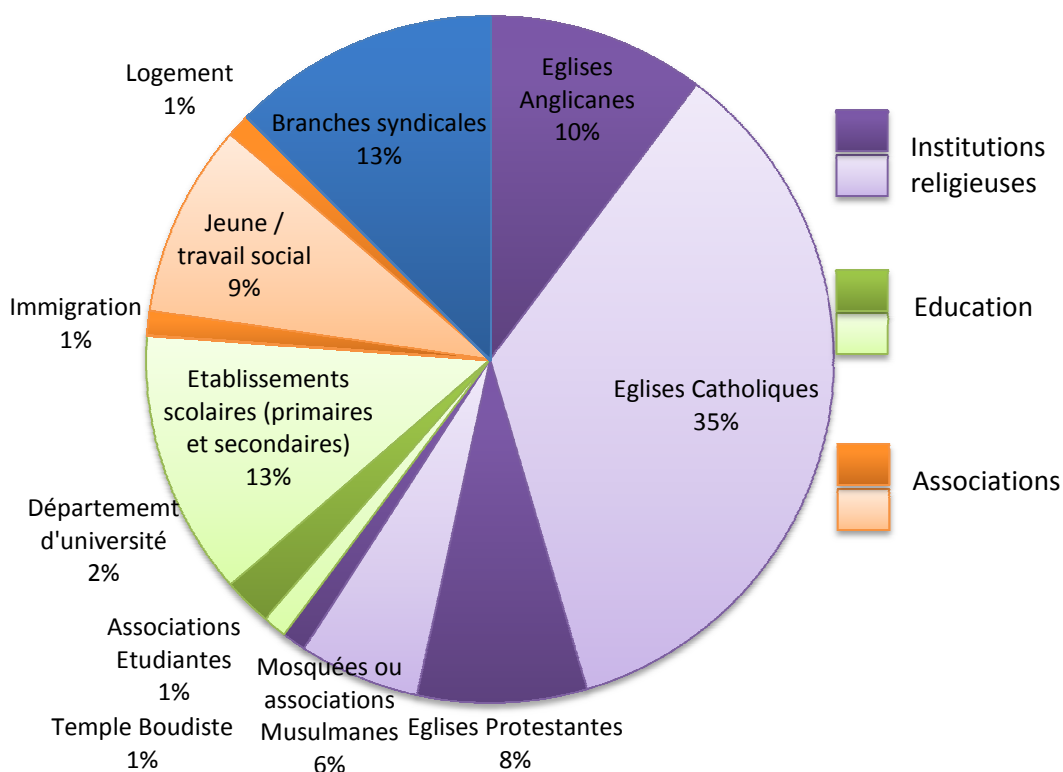


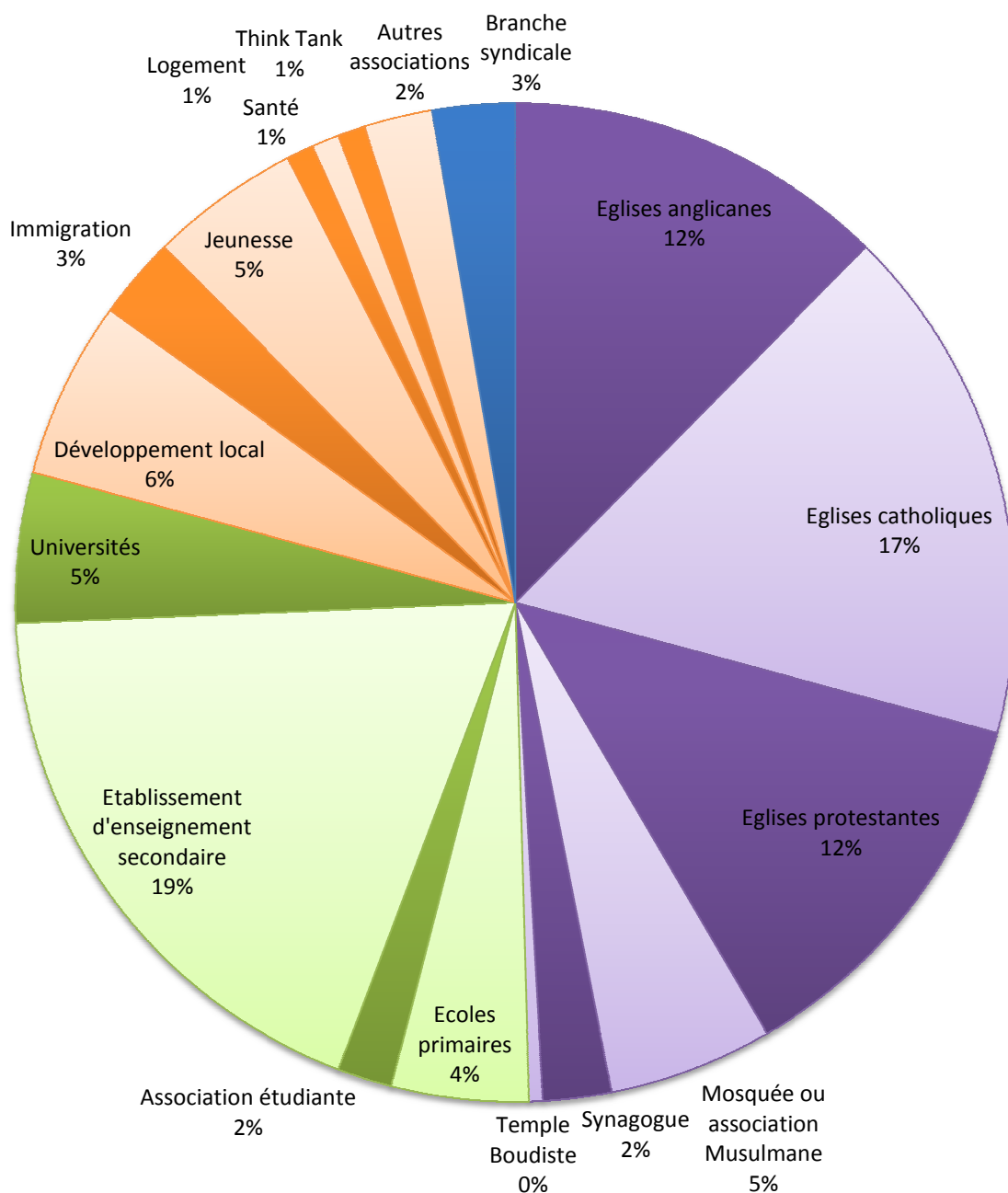
Figure 5 La répartition des 88 groupe membres de London Citizens en 2007 par types¹ d'association

(Source : tableau des membres de *London Citizens* établi par Paul Bunyan (2010, 116))



¹ « Immigration » correspond aux associations de défense de droit et d'hébergement des demandeurs d'asile mais également à des associations regroupant des immigrants d'un pays particulier. « Développement local » correspond à des centres sociaux et associations de quartier.

Figure 6 La répartition des 228 groupe membres de *London Citizens* en 2011 par types d'association
 (Source : base de données des membres de *London Citizens* au 31.07.11)



Entre 2007 et 2011, le nombre de membres a triplé. La part relative des institutions religieuses a diminué au profit du domaine de l'éducation. Cette évolution correspond à une volonté d'améliorer la représentativité de *London Citizens*. Ces deux secteurs représentent près de 80% des membres. Nous verrons qu'une des raisons de cette part importante est leur intérêt pour les trois dimensions du BBCO, l'entretien de relations intra et intercommunautaires, le développement de leaderships et la participation à la gouvernance dans une perspective de lutte pour la justice sociale comme d'éducation à la citoyenneté.

La sous-section suivante tente de rendre compte de différentes logiques de mobilisation des membres de *London Citizens* et permet d'éclairer ces données. Il s'agit de comprendre

l'articulation entre les dimensions politiques et pratiques de ce recrutement, de même que le qualificatif « *broad-based* » fait référence à un projet politique, retisser et représenter la société civile, ainsi qu'à une volonté de mobiliser un grand nombre de personnes.

B. Un réseau pluriel de mobilisation

Lorsque l'on assiste à une réunion ou à une assemblée de *London Citizens* on est frappé par le nombre et la diversité des participants. On a l'impression que tous les âges, couleurs, croyances, et milieux sociaux sont représentés. Cette mobilisation d'une riche palette de la société reflète un travail à temps plein d'une vingtaine d'employés à travers la capitale.

La mobilisation peut consister tout autant en « un processus orienté de la périphérie vers le centre¹ qu'en une imposition par le centre de nouvelles valeurs et de nouveaux modes de conduite à la périphérie » (Chazel, 1975, 509). En cela, nous utiliserons le terme « mobilisation » aussi bien comme logique de recrutement (action du « centre » vers la « périphérie ») que d'adhésion (action de la « périphérie » vers le « centre »). Dans le BBCO, l'interdépendance de ces deux dynamiques est notamment illustrée par l'accent mis sur l'« intérêt personnel ». Les recruteurs s'appuient stratégiquement sur les diverses motivations d'adhésion². Centre et périphérie s'influencent ainsi mutuellement et forment finalement un tout organisationnel. Il y a donc une tension perpétuelle entre un cadre à la fois souple, permettant d'attirer et d'incorporer des nouveaux groupes, mais aussi assez rigide pour former une unité pérenne. L'idéologie pragmatique est ce cadre flexible et contraignant que nous allons voir évoluer au gré des stratégies de recrutement et d'adhésion. Neil Jameson a importé au Royaume-Uni le modèle d'organisation façonné par Saul Alinsky et Edward Chambers aux États-Unis. Cependant, le cadre de *London Citizens* a évolué au cours de son action et a maintenant ses propres particularités.

1. Les communautés religieuses, à la base du BBCO

Saul Alinsky (1971, 10) critique le dogme de la religion. Edward Chambers (2004, 40) critique son idéalisme. Pourtant, les deux architectes de l'IAF ont toujours eu un lien privilégié avec les groupes religieux et notamment chrétiens. Et Mark R. Warren (2007) de se

¹ François Chazel emploie ces notions de « centre » et « périphérie » métaphoriquement (Chazel, 1975, 514).

² “Every different member communities joined for different reasons and part of the success of *London Citizens* is understanding that” (Matthew, entretien du 17.04.08).

référer à l'idéologie du BBCO avec l'expression « théologie de l'organisation ». La « formation d'un potentiel de mobilisation », ce que nous avons appelé l'idéologie du BBCO, génère « un groupe d'individus avec une prédisposition pour participer »¹ (Klandermans, 1989, 178). Nous postulons que les groupes religieux en font partie et en retour ont participé à la construction de cette idéologie. Étymologiquement « religion » signifie « ce qui relie ». En appuyant sur la construction de relations entre les individus, présentée comme un élément dont les « humains ont besoin pour trouver leur voie et se conforter » (Dewey, 2011b[1934], 162), le BBCO pose clairement les jalons d'une forte adéquation avec les valeurs religieuses. Plus généralement, l'adhésion de groupes religieux à *London Citizens* pose la question des « frontières de l'engagement public » (Céfaï, 2007, 718). Elle représenterait un moyen pour des individus de « s'affirmer comme citoyens sans renoncer à se présenter comme musulmans », par exemple (*ibid.*, 719). Réciproquement, pour les organisateurs, « est-ce que cela renvoie à une préoccupation de justice et de dignité sociales, est ce que cela incorpore une visée de transformation politique » (*ibid.*), ou s'agit-il essentiellement d'une stratégie de mobilisation ?

1.1. Le BBCO et le christianisme

Dès le début de l'activité de Saul Alinsky dans les quartiers de Chicago, les institutions chrétiennes jouèrent un rôle important. L'implication de l'évêque catholique² Bernard J. Sheil fut décisive dans la fondation du *Back of the Yard Neighbourhood Council* (M. R. Warren, 2001, 42). Cette relation avec l'Église chrétienne continua tout au long de la création des différentes organisations à travers les États-Unis et de l'institutionnalisation du BBCO. C'est par exemple un « groupe interracial de clergé »³ chrétien qui invita Saul Alinsky à venir créer une *broad-based community organization* à Rochester dans l'État de New York (M. R. Warren, 2001, 44). L'organisation FIGHT (*Freedom, Integration, God, Honor, Today*) fut ainsi créée. Son premier président fut le révérend Franklyn Florence, un pasteur noir très actif dans le mouvement des droits civiques. Edward Chambers, qui était passé par le séminaire, en fut le principal organisateur (*ibid.*). Saul Alinsky, juif de naissance, compare le travail d'un organisateur à « une recherche éternelle des valeurs d'égalité, de justice, de liberté, de paix, d'attention à la préciosité de la vie humaine et de tous les droits et valeurs proposés par la Judéo-Christienté

¹ «a set of individuals with a predisposition to participate».

² Thierry Quinqueton (2011, 117) explique qu'à l'inverse du contexte latin où l'Église catholique est la puissance dont il a fallu s'émanciper, aux États-Unis, elle est opposée au WASP (*White Anglo-Saxon Protestant*) à l'époque de Saul Alinsky.

³ «an interracial group of clergy».

et la tradition politique démocratique »¹ (Alinsky, 1971, 12). Aux États-Unis, la religion est ancrée dans la politique et l'histoire de la démocratie. Les membres des BBCO sont pour 87% des congrégations religieuses (Slessarev-Jamir, 2004, 586), à tel point qu'on parle souvent de *Faith-Based Organizing*. De l'autre côté de l'Atlantique, en 2008, 53% des 88 institutions membres de *London Citizens* sont des congrégations chrétiennes. En 2011, elles sont 48%² (sur 228 membres). Leur nombre a donc plus que doublé durant cette période, malgré une légère diminution de leur part relative. Si l'on considère les appartenances religieuses déclarées³, la forte composante religieuse et notamment chrétienne peut être considérée comme représentative des habitants de la capitale anglaise⁴. Le pragmatisme est ainsi utilisé pour justifier cette forte dimension religieuse. « Le monde tel qu'il est, c'est un monde où la religion, surtout à Londres est très présente⁵. »

Le poste que Neil Jameson occupait avant de se lancer dans l'aventure de la COF était à la Direction de la *Church of England Children's Society*, organisation caritative apportant un soutien aux enfants défavorisés. La *Church of England Society* fut étroitement liée à la création de la COF. En 1985, elle publia un travail sur l'état des zones urbaines au Royaume-Uni et notamment sur leur détérioration économique et politique. Ce rapport, intitulé *Faith in the City: A Call to Action by Church and Nation*⁶, souligna que l'Église d'Angleterre était affaiblie et ne parvenait plus à intervenir positivement sur le devenir des villes et le bien être de ses habitants. En réaction, *The Church Urban Fund* fut créé en 1987 dans le but de financer des projets offrant des possibilités d'émancipation aux individus marginalisés économiquement et politiquement (Jamoul, 2006, 70). Certaines personnes qui contribuèrent à la rédaction du rapport furent impliquées dans les prémices de la création de la COF dont *The Church Urban Fund* finança plusieurs des premiers projets (Furbey et al., 1997, 141). Par ailleurs, Neil Jameson explique que sa qualité de *Quaker*⁷ le rend familier avec le BBCO¹.

¹ « eternal search for those values of equality, justice, freedom, peace, a deep concern for the preciousness of human life, and all those rights and values propounded by Judaeo-Christianity and the democratic political tradition ».

² Signalons cependant qu'un nombre important des établissements scolaires membres sont affiliés à une congrégation, ce qui, au royaume Uni, ne les empêche pas d'être publics.

³ Selon le recensement de 2001, 16% des londoniens se déclarent sans religion, 58% se déclarent chrétiens, 8% musulmans, 2% juifs et 1% bouddhistes. Source : <http://www.statistics.gov.uk/census2001/profiles/H.asp> (*Census 2001* du *London Office for National Statistics*).

⁴ Par comparaison, en France, selon certains sondages, le pourcentage de personnes se déclarant sans religions est bien plus élevé qu'à Londres : entre 30% et 50% selon les sources (Dargent, 2011, 1-2).

⁵ « Le monde tel qu'il devrait être pour un syndicaliste traditionnel ou puriste c'est un monde non religieux alors que le monde tel qu'il est c'est un monde où la religion, surtout à Londres est très présente. Donc nous, d'un point de vue pragmatique, nous sommes dans le monde tel qu'il est » (Sébastien, entretien du 11.09.09).

⁶ Rapport publié par *the Archbishop of Canterbury's Commission on Urban Priority Areas*. Il est disponible sur le site de la *Church of England Society* : <http://www.churchofengland.org/media/55076/faithinthecity.pdf>

⁷ Église protestante fondée au XVII^e siècle en Angleterre, qui se répandit surtout en Hollande et aux États-Unis, prêchant en particulier le pacifisme, la philanthropie et une très grande austérité de mœurs. Source : TLFi <http://www.cnrtl.fr/definition/quaker>.

1.2. Faciliter la mobilisation et atteindre les populations marginalisées

Comme le souligne Obama dans le cas des églises noires de Chicago, « nulle part ailleurs les perspectives d'*organizing* ne sont plus évidentes ». Elles sont en effet « dotées de ressources financières considérables, de nombreux membres et – plus important encore – de valeurs et de traditions bibliques qui appellent à l'*empowerment* »² (Obama, 1988). Neil Jameson justifie également par ces trois caractéristiques le recrutement de congrégations religieuses³. Mobiliser des communautés déjà « organisées » permet de décupler le travail des organisateurs. Il s'agit de chercher là où les individus se réunissent régulièrement, autour d'un projet commun. Pour le directeur de *London Citizens*, il n'y a pas de meilleurs endroits que les congrégations religieuses⁴ où, par exemple, les membres se réunissent au moins une fois par semaine⁵.

Outre la dimension pragmatique de ce recrutement, Neil Jameson emploie l'expression « unités politiques »⁶ pour qualifier les groupes religieux et renvoie alors à l'interdépendance entre religion et politique soulignée par Tocqueville (2002b[1840], 30, 34). La religion serait le moyen de résister aux tendances individualistes et matérialistes des sociétés égalitaires⁷. Les institutions religieuses permettraient le développement de liens sociaux, l'intéressement des citoyens à la construction d'un bien commun et la reconnaissance de la capacité d'action de chaque individu, notamment au sein des communautés les plus défavorisées⁸. Ce phénomène serait décuplé par leur éventuelle adhésion à une *broad-based community organization*. C'est en tout cas la démonstration à laquelle s'attellent nombre de travaux sur le *faith-based community organizing* outre-Atlantique (Wood, 1999 ; Foley, McCarthy et Chaves, 2001 ; M. R. Warren,

¹ «As a Quaker myself, I have no problem with working with associations of people» (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² «Nowhere is the promise of organizing more apparent than in the traditional black churches. Possessing tremendous financial resources, membership and — most importantly — values and biblical traditions that call for empowerment».

³ «We do think faith is an answer because they have value, money, numbers» (Neil Jameson, entretien du 16.10.09).

⁴ «You've got to be pragmatic and you have to look at where do people gather in (...) England around a big objective and you could find no better place than faith» (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁵ «As an organiser if you want to organise groups of people, in Britain [faith institutions] are the best groups to organise. And the evidence is that every time, they can turn people out, they meet once a week so they are good political unit. The weekly meeting is very rare in any other institutions. (...)They're built on relationships. (...) The best ones are the ones that are preoccupied with people and do home visiting.» (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁶ Cf. note de bas de page précédente.

⁷ « L'égalité (...) tend à isoler les uns des autres, pour porter chacun d'eux à ne s'occuper que de lui seul. Elle ouvre démesurément leur âme à l'amour des jouissances matérielles. Le plus grand avantage des religions est d'inspirer des instincts tout contraires » (Tocqueville, 2002b[1840], 30).

⁸ «The mosque meets five times a day! And Friday in a big way to just endorse people with each other, it's endorsement in a world that gives no endorsement to many people, particularly if they are black or brown. To be in an evangelical black church is a wonderful experience because it's full of endorsement and recognition. (...)The trouble is when they get outside and they spat up or can't get a job because they're black so you have to get these churches to make the connection and to bring this endorsement into the political arena» (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

2001 ; Slessarev-Jamir, 2004) et plus récemment au Royaume-Uni autour de l'action de *London Citizens* (Bretherton, 2010, 2011).

Au Royaume-Uni, compte-tenu du déclin des adhésions aux syndicats et aux partis politiques (Faucher-King et Le Galès, 2007, 148), « les organisations religieuses » représenteraient « une des rares possibilités pour les citoyens les plus pauvres de s'associer »¹ (Jamoul et Wills, 2008, 2038). Notamment, les habitants d'origine étrangère, issus des « minorités ethniques », sont particulièrement nombreux à fréquenter assidûment les différentes congrégations religieuses de la capitale (M. R. Warren, 2009, 115). *London Citizens* se donne comme objectif politique d'atteindre et de mobiliser les communautés défavorisées (les *Have not*) – nous verrons que cela lui permet également d'obtenir le statut d'« organisation caritative » (“charity organisation”). De par ce « devoir », les institutions religieuses sont une des cibles évidentes pour *London Citizens*.

C'est aussi pour représenter la diversité londonienne, du point de vue des appartenances religieuses, que les congrégations sont mobilisées. Les organisateurs s'attachent à recruter des membres dans toutes les confessions dans des proportions représentatives de la religion des londoniens. Les groupes chrétiens sont les plus nombreux dans *London Citizens* mais les groupes musulmans, bouddhistes et juifs sont proportionnellement bien représentés.

1.3. Pourquoi rejoindre *London Citizens* ?

Les motivations des associations culturelles pour rejoindre *London Citizens* sont connues et prises en compte par les organisateurs. Deux types de motivations se distinguent. Le premier est d'ordre matériel, adhérer à *London Citizens* permettrait de renforcer son institution. Le second est d'ordre spirituel, il s'agit de mettre en pratique ses valeurs religieuses.

Pour Hélène Slessarev-Jamir (2004, 585), les motivations principales des congrégations à rejoindre les BBCO aux États-Unis sont la résolution de problèmes locaux et la création de liens avec d'autres communautés. *In fine*, c'est le renforcement de ces institutions qui est en jeu comme l'explique ce prêtre engagé dans *London Citizens* : « ça nous a aidé à consolider notre communauté. Ça a fait de nous une communauté plus forte, plus ouverte et plus dynamique »². Le renforcement passerait, par exemple, par la naissance de nouveaux leaderships. À travers les processus de constructions de relations et d'apprentissage, les nouveaux leaders recrutés et formés seraient actifs, non seulement au sein de *London Citizens*,

¹ “faith organisations represent one of the only opportunities for poorer citizens to associate”.

² “It helped us to build our community. It has made us a stronger and more open, vibrant community” (Sean, entretien du 21.04.08).

mais également dans leurs institutions d'origine. C'est ce qu'explique un autre prêtre qui a vu les différentes paroisses où il a officié se développer via leur adhésion à *London Citizens* :

Deux des églises dans lesquelles j'ai été impliqué étaient des petites églises où (...) ce n'était pas évident de s'investir dans des activités. (...) À travers la manière de fonctionner de *London Citizens*, des personnes qui n'étaient pas des leaders dans l'église sont devenus leaders. Elles ne se sont pas seulement impliquées dans les activités de *London Citizens* mais se sont également investies dans des actions pour l'église¹.

On retrouve ainsi, dans ces différentes motivations, deux des trois fins-moyens du BBCO telles que dégagées dans le chapitre préliminaire : la création de liens entre les groupes de la société civile et le développement des capacités d'actions individuelles (de « leadership »).

L'histoire de l'adhésion de la Mosquée de l'Est londonien (*East London Mosque*) permet d'illustrer le renforcement institutionnel, et dans ce cas matériel, que permet le BBCO. En 1996, le terrain jouxtant cette mosquée devait être vendu par la mairie de Tower Hamlet (arrondissement de l'Est de Londres) à des promoteurs qui voulaient y construire des appartements de luxe (Jamoul, 2006, 138). La mosquée ayant un nombre croissant de membres souhaitait s'agrandir pour augmenter sa capacité d'accueil mais également diversifier ses services. Elle voulu acheter le terrain, mais n'avait pas l'argent nécessaire pour faire une offre supérieure à celles des promoteurs. Neil Jameson était à l'époque très motivé pour recruter une première institution musulmane avant d'inaugurer TELCO. Il a alors décidé d'aider la mosquée à organiser ses membres et a également mobilisé d'autres institutions du quartier avec lesquels il travaillait déjà. Trois mille manifestants ont ainsi défilé ensemble devant la mosquée. Finalement, la mairie a cédé à la pression de la mosquée et de ses alliés et lui a vendu le terrain à un prix inférieur à celui du marché (M. R. Warren, 2009, 107).

Ce processus de renforcement institutionnel fait l'objet d'une littérature spécifique destinée aux congrégations religieuses et produite par les organisateurs, lesquels ont bien compris qu'il s'agissait là de la motivation principale d'adhésion au BBCO. « Renforçons les institutions locales pour leur propre bien »² déclarait Neil Jameson lors de l'un des stages organisés par l'organisation. Mark R. Warren (*ibid.*, 114) note d'ailleurs que *London Citizens* intervient dans un contexte de déclin de la pratique religieuse, notamment concernant l'église anglicane. Ainsi, Michael Gecan (2008), organisateur de l'IAF à New York, a-t-il publié, *Effective*

¹ “Two of the churches I've been involved in have been churches which are quite small where (...) it's a little bit of a risk to invest in activity (...). Through the way *London Citizens* works people who weren't leaders in the church have emerged and have become leaders. They have not only done *London Citizens* stuffs but they have actually done some of the others jobs in the church” (Angus, entretien du 28.04.08).

² “Let's strengthen the local institution for their own good” (Neil Jameson, formation du 16.10.09).

*organizing for congregational renewal*¹. Un membre de *London Citizens* qui fut notamment organisateur, Austen Ivereigh (2010), est l'auteur d'un manuel spécifique aux congrégations catholiques : *Faithful Citizens: A Practical Guide to Catholic Social Teaching and Community Organising*². Ces deux « guides » présentent les outils propres aux BBCO que les institutions religieuses peuvent mettre en œuvre pour se développer³. « L'artisanat des rencontres individuelles »⁴, l'« analyse des pouvoirs »⁵, la formation et l'action sont les principaux thèmes abordés. Dans le second, Austen Ivereigh rapproche les enseignements du BBCO avec ceux du catholicisme social.

Si le BBCO intéresse beaucoup les institutions religieuses, c'est aussi car elles y voient un moyen de mettre leurs valeurs en pratique. Réciproquement, nous avons vu que les valeurs religieuses correspondent en partie aux valeurs promues par le BBCO. Ces dernières sont en effet issues d'une pratique de terrain initiée dès les débuts, aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec des congrégations religieuses. Cette complémentarité illustre la construction pragmatique de l'idéologie du BBCO. Ces valeurs communes sont la justice, le partage, le changement social et l'engagement dans la vie publique. Edward Chambers (2004, 26) cite ainsi une sœur religieuse membre de l'IAF pour qui « la religion est la vie publique. Il s'agit de chercher à changer les choses en entreprenant le dur labeur de la recherche de la justice dans une société »⁶. De la même manière, plusieurs membres envisagent *London Citizens* comme une voie pour s'épanouir en bon croyant. L'interprétation religieuse du BBCO représenterait ainsi une « motivation profonde » (“deep motivator”), comme peut l'être la religion pour l'engagement dans la « vie civique » (“civic life”) aux États-Unis notamment (Lichterman, 2008, 84). C'est ce qu'expliquent ces quatre différents leaders et ces deux organisateurs :

La raison initiale pour m'impliquer a été la défense du genre de valeurs qui me semblaient importantes. Je me sentais une vocation de prêtre car si vous savez précisément ce que vous voulez changer dans le monde, alors il faut que vous parliez aux gens. Et je pense que le community organizing aide les églises à faire cela et nous aide à faire cela en collaborant avec les autres communautés⁷.

¹ « Organisation efficace pour le renouvellement des congrégations »

² « Citoyens croyants : Guide pratique pour l'enseignement du catholicisme social et le *community organizing* ».

³ De manière plus académique, Luke Bretherton (2011), universitaire (en théologie politique) membre de *London Citizens* via son église, a publié un livre intitulé *Christianity and Contemporary Politics: The Conditions and Possibilities of Faithful Witness* où il explore notamment les chrétiens peuvent s'engager politiquement à travers leur appartenance religieuse. Il étudie le cas de *London Citizens* mais également d'autres associations (dans le domaine du commerce équitable et de l'immigration).

⁴ “The art and craft of the individual meeting” (Gecan, 2008).

⁵ “How to do a power analysis of a social or institutional environment before trying to act” (Gecan, 2008).

⁶ “Religious life is public life. It's about making a difference and doing the difficult work of seeking justice in a society.”

⁷ “The initial reason for getting involved would have been around the kind of values that I thought important. I felt a calling to be a priest because, if you know exactly in the world what you want to change, then you have to

La manière dont les organisateurs veulent affecter la vie des gens est proche de ce que fit le prophète Mahomet¹.

Dieu veut de nous d'avoir peur de faire du mal, de toujours faire du bien donc cela me pousse aussi à adhérer à *London Citizens* parce que tout ce que *London Citizens* a envie de faire c'est d'aider et je me dis qu'ils cherchent à rendre les gens heureux, à changer la vie de ceux qui souffrent et j'aime vraiment parce que ma religion me demande de la faire².

Cela fait partie de notre foi de faire du travail social et de soutenir la société quand il y a des sujets concernant les musulmans³.

Jesus dit dans les Evangiles : « Soyez innocents comme les colombes mais sages comme les serpents. Gardez votre coeur pur, vos idées pures. Quand vous êtes dans le monde, ne soyez pas naïf, ne soyez pas ingénue car le monde fonctionne sur des principes d'intérêt personnel et de pouvoir ». Et je pense, personnellement, que c'était comme être réveillé, j'ai vu comment je pouvais faire coïncider, ainsi que les communautés autour de moi pouvaient faire coïncider leurs idéaux et leurs valeurs avec une action concrète pour influencer sur les changements⁴.

Il s'agit de mettre sa foi en action. Mon église est de tradition pentecôtiste. Nous parlons beaucoup d'être prophétiques, ce qui veut dire comment vous affectez votre société, comment vous changez le monde. Et je pense que c'est ce que fait *London Citizens* pour moi, elle me permet d'être prophétique et elle permet à certaines églises de comprendre ce que c'est que d'être prophétique⁵.

London Citizens est aussi le lieu où différentes religions peuvent dialoguer. Mark R. Warren (2009, 107) cite à ce sujet Mohammed Abdul Bari, président de la mosquée de l'Est de Londres. « On enseigne aux musulmans qu'il faut vivre en harmonie avec les autres religions. L'Islam insiste sur la recherche du bien commun, pour trouver un accord entre les gens. Mais de nombreux musulmans ne se conduisent pas comme cela. TELCO représente cette voie pour nous. Un lampadaire concerne le bien commun⁶. » Un élément de motivation important pour les groupes religieux est donc l'ouverture aux autres, ne serait-ce que pour l'enrichissement des fidèles d'une congrégation. Dans le contexte anglais, voire occidental, cette dimension revêt un second aspect très important pour les groupes musulmans. Il s'agit de leur image dans l'opinion publique. Démontrer son adhésion à *London Citizens* permet de

address people. And I think community organising help churches to do that and help us to do that in a way which is collaborative with the rest of the communities" (Angus, entretien du 28.04.08).

¹ "The way organizers want to tackle the life of people is near of what did the prophete Mohammed" (Dilwar, séminaire du *Contextual Theology Centre* du 30.07.09).

² Halima, entretien du 17.07.09.

³ "It's part of our faith to do social work and to support the wider society when there are issues dealing with muslims" (Dilwar, rencontre du 21.10.10).

⁴ "Jesus says in the Gospel, be innocent as doves but wise as serpents. Keep your heart pure, your ideas pure, when you are in the world, don't be naïve, don't be ingénue because the world operates of principles of self interest and power. And I think, for me it was like being awoken, awoken to see how I could reconcile and the communities around me could reconcile their ideals and their values with practical action to affect the changes" (Austen, entretien du 24.04.08).

⁵ "It's about faith in action. My church tradition is a Pentecostal tradition. We talk a lot about being prophetic which means how do you impact your society, how do you change the world and I think this is what *London Citizens* does for me. It allows me as a person to be prophetic but it allows some of the churches that recognize what is all about to be prophetic" (Emmanuel, entretien du 21.08.09).

⁶ "Muslims are taught to live in harmony with others across faiths. Islam emphasizes to seek the common good, to look for agreement among people. But many Muslims don't lead with that. TELCO represents that for us. A street light is an issue of the common good"

contrer les attaques visant le supposé communautarisme et extrémisme de certaines organisations musulmanes. Ainsi l'*Islamic Forum Europe* (IFE) a-t-il pu faire valoir le soutien de *London Citizens* lorsqu'il fut accusé, très médiatiquement¹, d'avoir l'ambition d'instaurer la charia au Royaume-Uni. Aux côtés de personnalités politiques de Tower Hamlet, Neil Jameson² s'exprima à une conférence organisée par l'IFE, dans une salle située dans le même bâtiment que la Mosquée de l'Est de Londres, en riposte à cette accusation. Son discours, très engagé et engageant, fut très apprécié du public. L'engagement proactif dans *London Citizens*, et plus généralement dans « la politique », y est présenté comme l'une des meilleures voies d'intégration des musulmans dans la société anglaise.

Extrait du discours de Neil Jameson à l'IFE dans le cadre de la conférence : *Confronting Anti-Muslim Hatred*, le 30.03.10

Bonsoir et *As-salâm 'aleïkouroum*. Merci de m'avoir invité. Je suis très fier que la mosquée de l'Est londonien fasse partie de TELCO maintenant appelé *London Citizens*. Cela fait 15 ans que nous travaillons ensemble pour le bien commun et nous avons utilisé la politique comme moyen. Alors, ne baissez pas les bras, impliquez-vous encore plus! La politique est le meilleur moyen de changer les choses, le meilleur moyen non violent de changer les choses, donc ne soyez pas intimidés par les occasionnels échos négatifs dans la presse. Je suis aussi enchanté que l'*Islamic Forum Europe* soit maintenant un membre actif de *London Citizens* et ceci m'a encouragé à dire à cette soirée, parce que c'est important, nous avons des réponses ici, qu'ensemble nous pouvons contrer la mauvaise force.(...) C'était dans cette salle aussi, le 8 juillet 2005, le lendemain du terrible attentat commis par de jeunes Musulmans du Nord, désillusionnés et clairement frustrés, que nous nous sommes rassemblés spontanément, chrétiens, laïcs, syndicalistes, hommes politiques, avec le maire pour marcher ensemble et dans le calme jusqu'à la station de métro *Aldgate East* pour montrer au monde que nous pouvons agir ensemble quand nous sommes tous menacés par des actes de terrorisme que nous ne soutenons pas. (...) Ce qui arrive aujourd'hui à la communauté musulmane est exactement ce qui est arrivé aux catholiques, aux juifs, aux huguenots, quiconque commence à montrer ses muscles est clairement vu dans n'importe quelle démocratie comme une menace. Mon message central ici est ne pas vous laisser décourager par cela. Cela s'est déjà produit dans le passé. Les catholiques sont bien intégrés maintenant, les juifs sont bien intégrés maintenant, si nous restons ensemble et utilisons la politique comme moyen, alors nous allons gagner. Les raisons de continuer à se battre ensemble n'ont jamais été aussi bonnes : se battre pour la société civile, pour un meilleur monde (...). Ce dont nous avons besoin c'est de plus de politique, plus d'opportunités pour les gens de participer à la vie publique, et c'est ce que l'intégration veut dire donc ces raisons sont très sérieuses car si nous ne participons pas alors la société se fracture³.

¹ Notamment via un documentaire diffusé à une heure de grande audience sur *Channel 4* intitulé *Britain's Islamic Republic*. Source : <http://www.channel4.com/programmes/dispatches/episode-guide/series-54/episode-1>.

² Son intervention fut dénoncée par une partie de la blogosphère conservatrice (<http://hurryupharry.org/2011/05/31/neil-jameson-the-east-london-mosque-and-the-ife/>) et de la presse juive (Bright, 2011c).

³ La retranscription de cet extrait du discours en langue originale se trouve en Annexe.

C'est cette envie et ce besoin d'intégration et d'ouverture aux autres – loin du communautarisme souvent supposé dès que l'appartenance religieuse est valorisée – qui incita une ancienne leader, en tant que membre du syndicat des étudiants de la *London School of Economics and Political Science*, à devenir la première organisatrice musulmane de *London Citizens*.

Je voulais faire du community organizing dans la communauté musulmane à cause de tout ça, l'islamophobie, la montée de l'extrémisme et surtout un gros malentendu sur l'Islam, les communautés musulmanes, les opportunités et le potentiel qu'elles ont. Du coup, je voulais organiser ma communauté et montrer que les musulmans peuvent travailler avec les autres et qu'ils peuvent mettre leurs valeurs en action et être des exemples à suivre pour d'autres communautés¹.

De même, c'est cette coopération entre différentes religions – qui, sur d'autres scènes s'affrontent – qui motiva les premières synagogues à rejoindre *London Citizens*².

La part relativement importante des organisations religieuses dans l'alliance a « une dimension contraignante » (Voegtli, 2010, 211) sur *London Citizens*. En effet, pour mobiliser les groupes religieux l'organisation adapte son discours et chemin faisant, son idéologie. Ainsi, les assemblées sont-elles souvent ponctuées, lors de l'introduction, de la conclusion ou de la présentation d'une campagne, par des citations issues des livres sacrés afin de « trouver un écho dans les expériences quotidiennes » de ses membres (Roger, 2007, 306). Des études menées dans des BBCO aux États-Unis ont d'ailleurs montré que le langage religieux était très efficace pour recruter des « fidèles à faible revenu » pour des « campagnes ambitieuses »³ (Lichterman, 2008, 85). Les organisations de l'IAF outre-Atlantique sont quasiment entièrement tournées vers cette dimension religieuse, à dominante chrétienne, comme le montre l'expression de *Faith Based Organizing* souvent utilisée pour les qualifier. L'organisation anglaise en a hérité mais s'ouvre de plus en plus vers d'autres types d'institutions. Son discours doit pouvoir s'adapter pour entrer en cohérence avec d'autres sphères. Un leader, devenu organisateur de Shoreditch Citizens en 2010⁴, explique le décalage qu'il peut ressentir avec l'accent mis sur la dimension religieuse dans les événements de *London Citizens* :

Je ne suis pas quelqu'un de religieux donc j'ai trouvé que l'importance donnée à la foi dans cet événement était assez inhabituelle pour moi. C'était une expérience pour

¹ “I wanted to do community organizing in the muslim community because of all the things, islamophobia, the rise of extremism and really a big misunderstanding about islam and muslim communities and opportunities and what potential they have, so I wanted to organize my community and show that they can work with others and they can put their values into action and be role models for other communities” (Ruhana, entretien du 23.09.09).

² “It's a very good environment to mix with other religion, specially muslims” (Dan, formation du 16.10.09).

³ “religious language can be effective in recruiting low-income churchgoers to risky community organizing campaigns”.

⁴ La création de Shoreditch Citizens, sur un territoire précédemment inclus dans TELCO, illustre l'influence des financeurs de *London Citizens* qui sera analysée dans la section suivante de ce chapitre. C'est la fondation *Mayor's Fund For London* qui a incité *London Citizens* à créer cette structure distincte afin de notamment s'attaquer à la pauvreté des enfants dans ce secteur très pauvre, qui jouxte la *City of London*.

moi.(...) Et il y a des raisons bien sûr de mobiliser autour de la foi mais je pensais aussi qu'il y avait un élément qui manquait pour les organisations non confessionnelles¹.

La rhétorique pragmatique, voire utilitariste, du BBCO est très présente dans la justification de la forte présence des associations culturelles dans *London Citizens*. « L'IAF n'organise pas les congrégations sur la base de quelconques raisons morales, mais seulement parce qu'elles sont des poches de pouvoir avec des leaderships et enracinées dans les communautés locales »² (Chambers, 2004, 129). Neil Jameson le dit de manière provocatrice en déclarant « manipuler la foi ». Les deux parties sont conscientes des intérêts réciproques :

On nous accuse d'utiliser la foi, de manipuler la foi, mais je dis tout à fait. Je ne sais pas si on manipule mais on utilise la foi. Mais eux aussi se servent de nous!(...) Je veux dire c'est une relation mutuellement avantageuse, Ils ont le dimanche quelque chose à dire car ils étaient aux réunions, ils ont vu des choses se produire, ils ont regardé les titres des journaux. Ils en tirent quelque chose, nous en tirons quelque chose, donc pas de problème³.

Cela dit, une grande part de cette relation se fonde sur des valeurs communes de justice sociale et d'ouverture à l'autre. *London Citizens* ne réunit pas autour d'une religion mais autour « d'éléments et d'attitudes qui peuvent être qualifiés de religieux » (Dewey, 2011b[1934], 92). Au final, la pratique de la religion dans le cadre de *London Citizens* relève moins d'une appartenance communautaire qu'elle sert, au contraire, de base pour s'investir dans la vie publique et appréhender sa citoyenneté⁴. Dans le même sens, Agnès Antoine parle de la religion comme « gain de temps », en résumant la pensée de Tocqueville ainsi : « l'homme n'agit que parce qu'il croit et par ce qu'il croit » (Antoine, 2003, 148).

2. « Enseigner l'art de la politique en action », Le BBCO et le système éducatif

« Enseigner l'art de la politique en action ». Cette expression de Bernard Crick⁵ au sujet de *London Citizens*¹ est reprise dans l'avant-propos du premier manuel à destination des

¹ "I'm not a religious person so I found slightly the focus on faith, which the event had as well, was quite kind of unusual to me. It was an experience to me. (...) And there are reasons obviously of why mobilizing around faith, but I did also think there is an element which is missing around non faith organization" (Dan F., entretien du 26.10.09).

² "The IAF doesn't organize congregations because of any high moral reasons, but because they are pockets of power with leadership and roots in local communities."

³ "We are accused of using faith, you know manipulating faith, but I will say absolutely, I don't know if we manipulate but we do use faith. But so do they use us! (...) I mean it's a mutually beneficial relationship, they get on the Sunday something to talk about because they were there at the meeting, they have seen things happening, they watched the headlines, they get things, we get things, so no problem" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok (2011, 467) ont montré ce même phénomène dans le cas d'une ethnographie de la pratique religieuse d'une famille musulmane en Espagne.

⁵ Edward Chambers (2004, 72) cite également cet auteur, qui fait partie des lectures fortement recommandées par l'IAF et *Citizens UK* (Jameson et Chapleau, 2011, 6). Neil Jameson et Sébastien Chapleau dédient d'ailleurs leur manuel à Bernard Crick qui a inspiré et soutenu leur travail. Il promouvait, au même titre que le BBCO, la politique comme pratique et non comme théorie. Ils le remercient notamment pour avoir relevé et apprécié le travail de *London Citizens* dans un rapport qu'il avait coordonné en 1998 sur la réforme de l'éducation à la citoyenneté (*ibid.*, 7).

personnels des établissements scolaires, publié par *Citizens UK* et écrit par Neil Jameson et Sébastien Chapleau, organisateur et ancien professeur des écoles : *Engaging Citizens to Ensure our Democracy: The Role and Potential of Educational Institutions* (Jameson et Chapleau, 2011). L'auteur de cet avant-propos, Peter Mortimore, est l'ancien directeur de l'*Institute of Education*, une université à la pointe de la recherche et de l'enseignement des sciences de l'éducation au Royaume-Uni. Il fait l'apologie du travail de *London Citizens* auprès des établissements scolaires. Il y voit un outil pour permettre aux écoles de devenir des acteurs importants de la démocratie et un moyen de politiser la société. Il regrette en effet que la démocratie soit réduite aux élections et que le taux de participation à celles-ci soit passé de 84% en 1950 à 65 % en 2010. Une réforme récente de l'éducation à la citoyenneté encourage les engagements parascolaires des écoles dans des activités promouvant la cohésion sociale et la citoyenneté active (*ibid.*, 5). Cette évolution favorise l'intérêt potentiel du monde de l'éducation pour le BBCO. Entre 2008 et 2011 le nombre d'établissements scolaires membres de *London Citizens* a ainsi été multiplié par 6.

Pour *London Citizens*, ces établissements sont un moyen de mobiliser les jeunes qui représentent une partie de la population souvent délaissée et désintéressée par les dispositifs politiques institutionnels. Le vote interdit aux mineurs en est l'exemple le plus explicite. C'est aussi un moyen de toucher de nombreux parents de tous les milieux et de mobiliser en nombre. Travailler avec un enseignant permet de faire facilement venir aux assemblées toute une classe. La rapide augmentation du nombre d'établissements scolaires s'explique notamment par la mise en place par *London Citizens* d'un programme à destination des écoles pour l'année scolaire 2009/2010 : la *Citizens' Schools Alliance*. Une partie des établissements en ayant bénéficié ont ensuite décidé de rester membres de *London Citizens*. En revanche le programme spécifique, lui, s'est arrêté car trop coûteux. Par ailleurs, il a aussi été l'occasion de faire connaître *London Citizens* dans le milieu de l'éducation. 40 établissements étaient candidats pour participer au programme, mais seulement 18 ont été retenus.

Les débuts du programme *Citizens' Schools Alliance*, extrait de l'entretien avec son coordinateur le 15.09.09

J'ai entendu parler de *London Citizens* quand je vivais dans un endroit appelé Toynbee Hall dans l'east end. C'est une *community settlement*². C'est essentiellement des professionnels qui vont vivre là et qui donnent de leur temps pour aider la communauté,

¹ Bernard Crick employa cette expression lors d'une conférence sur la société civile organisée par la COF en juin 2000 (Jameson et Chapleau, 2011, 7-8).

² C'est un établissement central pour le mouvement des *settlement houses* au Royaume-Uni – un des ancêtres de ce qu'on appelle maintenant le développement communautaire. Jane Addams s'y rendit en 1888.

pour partager leur savoir-faire et ça a commencé vers les années 1890 autour d'une église avec un vicaire et sa femme. Ils ont lancé un programme de bénévolat et donc je suis allé là-bas et j'ai commencé à enseigner et Toynbee Hall faisait partie de *London Citizens* donc je suis allé à une assemblée de TELCO.(...) Bref, il y a quelques années j'avais un boulot de coordinateur de citoyenneté à l'école de *Deptford green*, qui est la première école à être spécialisée en citoyenneté au Royaume-Uni. Chaque école au Royaume-Uni peut avoir une spécialité : être très très bon dans une matière particulière ou un groupe de matières, citoyenneté est différent de l'éducation civique en France. Ici, il s'agit d'apprendre en faisant, apprendre la politique en faisant de la politique. Donc il s'agit de changer notre notion de démocratie. On est censé être une démocratie représentative, le gouvernement s'y est penché ainsi que beaucoup d'autres aussi et ont dit qu'en fait nous avons un gros déficit démocratique. Les gens ne viennent pas voter tous les quatre ans pour tout un tas de raisons, ils doivent être plus impliqués, il doit y avoir plus de démocratie participative au même titre que la représentative donc ils ont créé la citoyenneté dans les écoles pour essayer. Ça a commencé en 2002. Pour essayer d'avoir plus de jeunes intéressés et qui participent dans notre démocratie donc c'est vraiment apprendre en faisant. Du coup on parle de sujets qui sont pertinents pour les jeunes comme la sécurité dans la rue et les jeunes peuvent apprendre à propos de ça et apprendre comment améliorer ce problème, pour que ça change, pour rendre leur rue plus sûre et peut-être qu'ils vont essayer d'influencer les conseillers municipaux ou peut-être qu'ils vont écrire au maire de Londres et ils vont apprendre en faisant plutôt qu'en étudiant ce qu'est un député. À *Deptford green*, ça marchait comme ça. Du coup, j'avais l'habitude d'aller dans d'autres écoles pour leur apprendre à faire ce genre de choses et on faisait diverses campagnes pour obtenir des améliorations locales, pour que les étudiants s'interrogent sur des endroits dangereux qu'ils voulaient rendre meilleurs. Et moi j'allais enseigner dans une autre école comment faire et j'ai vu l'annonce pour ce boulot qui disait "aimeriez-vous venir coordonner une alliance d'écoles londoniennes pour *London Citizens*" et je l'ai regardé et je me suis dit qu'il y avait de la place pour faire ce que je veux ici. Du coup j'ai été candidat pour ce boulot parce que la citoyenneté ne marche de toute façon que si une école a un bon lien avec sa communauté et comprend, réagit et travaille avec sa communauté pour améliorer le quartier, la vie des élèves en dehors de l'école. Et c'était une occasion de faire ça donc j'ai pris le boulot et c'est comme ça que j'ai rencontré *London Citizens*. (...) Je devais recruter plus d'écoles pour *London Citizens*, je devais susciter plus de leaders, je devais faire des formations pour des écoles et je devais essayer de provoquer des changements et aider *London Citizens* et les leaders à provoquer des changements. En gros, je savais ce que j'avais à faire. Quand je suis arrivé, j'ai passé le premier mois à faire des *one-to-one* avec des professeurs principaux, des élèves et tous les gens avec qui nous avons déjà des contacts dans les écoles et c'était vraiment désorganisé, les gens avaient des relations personnelles mais il n'y avait pas de coordination, et c'est pour ça que j'étais là (...). Je devais aussi m'occuper d'événements clés qui avaient déjà été prévus, donc le 1er mars, nous avons une conférence des écoles catholiques avec toutes les écoles catholiques pour essayer de recruter d'autres écoles catholiques et de les impliquer dans la campagne *Strangers into citizens* et le 6 mars, il y avait une assemblée des jeunes délégués où, après la campagne d'écoute dans les écoles, les jeunes qui parlaient de quels sont les problèmes dans Londres se sont rassemblés pour débattre des priorités londoniennes et un mois plus tard, il y avait l'assemblée des jeunes citoyens à la grande salle de l'O2 qui a rassemblé 1500 jeunes de tout Londres pour faire part de leurs revendications pour les droits des immigrés, pour les transports, pour la sécurité aux hommes de pouvoir de la capitale, c'est-à-dire Boris Johnson, Keit Mot House, le ministre de l'éducation Jim Night et ainsi de suite. J'ai fait ça pour les 4 premiers mois

donc les événements, organiser des écoles, quelques formations, quelques formations de leadership pour les jeunes pour qu'ils puissent faire des campagnes d'écoute en préparation de cette assemblée¹.

Bien que l'ensemble des objectifs du BBCO motivent les établissements scolaires à faire partie de l'organisation (se connecter au quartier et à la ville, éduquer à la citoyenneté, etc.), leur implication passe souvent par la participation des élèves dans des campagnes particulières. Il s'agit en grande partie, dans le primaire et le secondaire, de campagnes locales qui tournent autour du cadre de vie dans le quartier de l'établissement. Un des objectifs est d'engager les parents dans l'activité de *London Citizens*. Il est justifié par les organisateurs comme un facteur de la réussite de l'éducation des enfants mais aussi comme un moyen d'améliorer les relations entre les parents et l'établissement scolaire :

Les enfants passent en moyenne 15% de leur temps à l'école et donc ils sont éduqués 85% du temps par leurs familles, leurs pairs et la télévision. L'Etat déverse toutes ses ressources sur ces 15% et fait moins attention aux 85% restants. Mais clairement si les parents sont les co-éducateurs de leurs enfants, ne pas compter sur leur bonne volonté, intérêt personnel et leadership, c'est rater l'un des plus importants et cruciaux leviers sur la vie de n'importe quel élève. Notre expérience nous a appris que quand une école connaît ses parents d'élèves, travaille avec eux, les estime, les respecte et va même jusqu'à se battre pour eux, alors cette relation devient réciproque, les parents se battent pour l'école, et apprendront à leurs enfants à respecter l'école et ses méthodes d'enseignement² (Jameson et Chapleau, 2011, 16).

Plusieurs campagnes locales tournent ainsi autour de la sécurité des enfants à la sortie de l'école, thème qui préoccupe les parents. Elles ont été labellisées en 2008 de *City Safe Campaigns*.

Une autre campagne, celle pour un revenu décent, a également été au centre des logiques de recrutement des étudiants et enseignants, cette fois dans l'enseignement supérieur.

3. L'alliance avec le monde universitaire et syndical via la campagne pour un revenu décent.

L'analyse des ressorts du recrutement du secteur universitaire et syndical passe par celle de la campagne pour un revenu décent (*Living Wage campaign*). Nous retraçons ici les débuts de cette campagne afin de comprendre l'adhésion du premier département d'université et des premiers syndicats à *London Citizens*.

¹ Le texte original de cet extrait d'entretien se trouve en Annexe (Ben, entretien du 15.09.09).

² "Children spend on average 15% of their time in school and thus 85% of their time is spent being educated by their family, their peers and the TV. The state pours its resources into that 15% and pays less attention to the 85%. But surely, if parents really are the co-educators of their children, to not capitalise on their good will, self-interest and leadership is to miss one of the most important and significant resources in any student's life. It has been our experience that when a school knows its parents, works with them, values them, respects them and will even fight for them, then this relationship becomes reciprocal - the parents will fight for the school and ensure that their children treat the school and its learning methods with respect".

3.1. La recherche-action comme instrument de mobilisation

À Baltimore, aux États-Unis, l'organisation BUILD (*Baltimoreans United in Leadership Development*) lance, en 1994, une campagne pour un *Living Wage*. Jonathan Lang, un ancien syndicaliste devenu organisateur de cette organisation membre de l'IAF, est chargé de cette campagne. Il approche le problème des salaires de manière différente des syndicats. De plus en plus, les employeurs publics et privés ont recours à la sous-traitance pour les emplois à faible qualification. Les syndicats, qui ont l'habitude de traiter avec l'employeur direct, se retrouvent donc dépourvus de stratégies face à ces employeurs «poupées russes». Les membres de BUILD (églises, écoles et syndicats) font alors pression sur les entreprises et les pouvoirs locaux et non sur les sous-traitants. Baltimore devint la première ville à adopter le *Living Wage* (Dreier, 2007, 237).

En 1999, Jonathan Lang assiste à une réunion tenue dans une paroisse de l'*East End*, aux limites même de la *City of London*, le cœur économique de la capitale anglaise. Une dizaine de femmes de cette paroisse ainsi que Catherine Howarth, leader dans une autre église membre de TELCO et chercheuse dans un *think-tank* progressiste, le *New Policy Institute*, sont présentes. Pour Catherine Howarth, la réunion marque la naissance de l'idée d'une campagne pour un *Living Wage*¹. La plupart des paroissiens de cette église sont des ouvriers et des femmes de ménage qui se plaignent de leur bas salaire. Certains doivent cumuler deux ou trois emplois afin de subvenir aux besoins de leur famille. Une discussion au sujet d'un hôtel luxueux en construction dans le quartier est lancée². Les femmes présentes s'inquiètent des emplois qui doivent y être proposés : les habitants du quartier seront-ils privilégiés ? Quelles seront les conditions de travail ? Jonathan Lang fait alors part de son expérience à Baltimore qui permit d'introduire dans la plupart des grandes entreprises et gouvernements locaux un salaire décent pour tous les employés. À l'époque, TELCO existait depuis seulement trois ans et n'avait à son actif que des campagnes très locales. Il a donc fallu attendre que l'organisation s'étoffe et que l'idée soit soutenue par toutes les institutions membres pour que la campagne soit officiellement lancée.

La même année, pour la première fois de son histoire, le Royaume-Uni se dote d'un salaire minimum national. Il est déterminé par le marché du travail et non par les besoins d'un être

¹ "There was a group of maybe ten people, mostly women from the parish, plus myself.(...)So to have this guy from America coming over and just explaining visions how he could get a campaign together in 1999 was just so exciting. (...) that to me was the spark of when we kind of get infected with the idea of we'd love to do a Living Wage campaign" (Catherine, entretien du 31.08.09).

² "And it was just at the time they were building a new hotel, right next to the parish. And we were thinking what kind of employment is going to be available from this new hotel and we were also thinking about all the cleaning jobs that were going on. This parish was providing labour at night time" (Catherine, entretien du 31.08.09).

humain pour reproduire sa force de travail. La *Low Pay Commission* qui fixe ce revenu doit en effet faire attention aux effets sur l'économie et sur la compétitivité du Royaume-Uni (Wills, 2009b, 38). Ce revenu est relativement plus faible à Londres où le coût de la vie est plus élevé que dans le reste du pays.

En novembre 2000, les principaux leaders de TELCO, dont certains sont administrateurs, se réunissent et abordent le sujet de la pauvreté. L'idée d'une campagne pour un revenu décent fait son chemin. Catherine Howarth se fait recruter par Neil Jameson. Elle commence à rencontrer les employés des hôpitaux et des grandes banques de l'Est de Londres. Dès lors, le problème de la caractérisation précise d'un revenu décent se pose.

Début 2001, Catherine Howarth contacte une ancienne collaboratrice¹, Deborah Littman du département de recherche de *Unison*, puissant syndicat de la fonction publique². Accompagnée de Neil Jameson et de deux leaders de *London Citizens*, ils lui demandent d'envisager que *Unison* s'allie à la campagne naissante. Ce syndicat s'était battu pour l'instauration d'un salaire minimum qu'il aurait voulu être un « salaire décent », c'est-à-dire qu'il soit calculé en fonction du coût de la vie et donc des besoins du travailleur plutôt que conditionné à la rentabilité économique d'une entreprise. De plus, Deborah Littman connaissait bien la campagne américaine. Elle accepte et réussit à obtenir un financement de *Unison* pour commander au *Family Budget Unit* basé à l'université de York le calcul du *London Living Wage*. Cette structure avait calculé le chiffre utilisé par le syndicat lors de la campagne nationale pour un salaire minimum qui précéda son instauration en 1999. Il fallait donc actualiser le montant pour Londres. Les résultats sont publiés dans un rapport intitulé *Low Cost But Acceptable. A minimum income standard for households with children in London's East End*³ (Oldfield, Nelson, Burr et Sutherland, 2001). Les auteurs utilisent la méthode appelée *budget standard* pour calculer le revenu nécessaire à une famille pour se loger, se nourrir, fournir une éducation convenable aux enfants ainsi que payer les impôts et l'assurance maladie. Avec l'aide de *London Citizens*, deux groupes de discussion regroupant des familles de l'*East End* aux revenus modestes ont été organisés. Ce fut l'occasion pour *London Citizens* de commencer à mobiliser ses membres autour de ce sujet. Ce rapport fut publié en avril 2001. TELCO profita de l'occasion pour lancer officiellement la campagne pour un revenu décent en

¹ Elles avaient collaboré dans le cadre du précédent emploi de Catherine Howarth au *New Policy Institute* où elle travaillait sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

² *Unison* serait le plus grand syndicat du secteur public du Royaume-Uni et d'Europe avec plus de 1.3 millions de membres. Ses membres sont soit employés directement par la fonction publique soit par des sous-traitants. En 2010, l'organisation enregistre 375 nouveaux membres par jour. Source : <http://www.unison.org.uk/about/about.asp> (consulté le 01.02.11).

³ « Salaire bas mais acceptable. Un revenu standard minimal pour des foyers avec enfants de l'Est londonien ».

réunissant 800 personnes dans une des salles historiques de l'*East End*. L'existence d'une étude issue du monde universitaire lui permettait de légitimer cette campagne¹. Le syndicat *Unison* et le *Family Budget Unit* deviennent ainsi des partenaires de *London Citizens* et les membres de l'organisation commencent à se mobiliser à travers les premières enquêtes et cette assemblée. Cette première étude permet également de fixer ce fameux revenu décent (£ 6,30 au lieu de £ 3,70 pour le revenu horaire minimum). Outre le partenariat sur la production d'étude, cette assemblée fut également l'occasion d'impliquer les syndicats de terrain, lesquels découvrirent dans *London Citizens*, alors surtout composée de groupes religieux, un allié inattendu pour leurs luttes salariales comme le raconte la secrétaire d'une section de *Unison* de Tower Hamlet, arrondissement de Londres où se tint l'assemblée :

TELCO m'a contacté pour me demander de parler à une réunion à propos du problème des agents de nettoyages sous-traités et très mal payés et tout ça. Et j'ai entendu parler d'eux, à ce moment, on était en 2001 et ils avaient fait quelques actions mais ils n'étaient pas très importants.(...) Ils m'ont demandé à moi car, en plus d'être secrétaire de ma branche de Tower Hamlet, j'étais aussi une représentante nationale, en Angleterre.(...) Je me suis dit, bon qu'est-ce que je vais dire, j'ai cru comprendre que la plupart des gens à la réunion allaient venir d'organisations confessionnelles et je me suis dit , j'y connais rien moi à la foi. Et je devais parler en deuxième. Le premier orateur était un prêtre catholique, Père John Ermitage. Il venait d'une paroisse de Newham. C'est un *cockney*, c'est un gars de la classe ouvrière londonienne, bref il a parlé et tout ce que je comptais dire à propos de comment le système fonctionne et de la manière dont les boulots les moins payés ont été externalisés et l'exploitation qui a lieu et il a dit exactement ça(...). Il était clair que plein de gens étaient très motivés pour participer à cette campagne ; du coup j'ai commencé à leur parler de ce qu'ils proposaient de faire et ça avait l'air d'être une bonne idée. Du coup, je me suis impliqué dans cette campagne et j'ai aussi fait adhérer ma branche quelques mois plus tard et j'ai depuis été impliqué dans toutes les campagnes de TELCO².

Cette assemblée inaugurale en avril 2001 coïncide avec l'entrée en scène d'une autre actrice de la campagne, Jane Wills, une géographe spécialiste du syndicalisme au Royaume-Uni. Travaillant à la *Queen Mary University* qui est basée dans l'Est de Londres non loin du lieu de la future assemblée, elle contacte Catherine Howarth après avoir entendu parler de la campagne. Leur collaboration est rapidement scellée par la réalisation d'une deuxième étude, publiée en

¹ "So we were able to give to this launch a sort of status because of the academic research that we've done." (Catherine, entretien du 31.08.09)

² "TELCO contacted me and asked me to speak at a meeting about this issue, low pay from contracted out cleaners and so on. And I heard of them, at that stage it was 2001 and they had been doing some things but they didn't have a very high profile. (...) They asked me to, because apart from being branch secretary in Tower Hamlet, I was also a national official, in England (...) I thought, well what am I going to say, I gathered that most of the people there were going to be from faith organizations and I thought, well I don't know anything about faith. And I was due to speak second and the first speaker was a catholic priest, Father John Ermitage. He came from a parish in Newham, he's a cockney, you know he is a London working class guy, anyway he spoke and everything I was going to say about the way the system works and the way that low paid jobs has been contracted out and the exploitation that goes on, he said exactly the same thing(...). It was obvious there were a lot of people who were very keen on doing the campaign so I started talking to them more about you know what they were proposing to do and it seemed like a good idea. So I got involved in that campaign and I also got my branch to affiliate a few months later and I've been involved ever since with all the sort of campaigning that TELCO did" (Jean, entretien du 08.10.09).

septembre 2001, intitulé *Mapping Low Pay in East London*¹ (Wills, 2001). Toujours financée par *Unison* et avec le partenariat du *Family Budget Unit*, Jane Wills coordonne cette deuxième étude. Elle a pour but d'identifier les personnes étant payées en dessous du *Living Wage* calculé par le précédent rapport et se place dans une perspective de recherche-action. La couverture du rapport stipule d'ailleurs que celui-ci est réalisé dans le cadre de la campagne de *London Citizens*. Un des objectifs de cette enquête est de mobiliser des employés à bas salaire afin qu'ils puissent, par exemple, témoigner de leurs mauvaises conditions de travail. Le rapport est le fruit d'un travail de terrain reprenant les méthodes du *community organizing*. L'étude est conduite par 19 personnes, des étudiants de la *Queen Mary University* comme des membres de *London Citizens*. Ces enquêteurs arpentent de nuit les couloirs des hôpitaux, des métros et des banques afin de rencontrer des travailleurs sans passer par le canal des employeurs. Ils nouent des relations une à une tout en recueillant des données quant aux conditions de travail des employés. La production de cette étude a été vécue comme un dispositif d'« inter-objectivation » (Zask, 2005, 158) par les différents acteurs concernés. D'une part, en associant les enquêtés à un processus de découverte, l'étude leur permet de reconnaître « leurs conditions de vie d'une manière qui leur apporte plus de liberté et de possibilités d'action » (*ibid.*). D'autre part, une telle enquête conduit les enquêteurs à « assumer la responsabilité² des effets qu'ils produisent en faisant irruption dans la vie d'étrangers » (*ibid.*). Les organisateurs ont donc instrumentalisé la production d'études afin de mobiliser des chercheurs, étudiants et des membres de *London Citizens* autour de l'organisation de la campagne³, c'est ce qu'explique Catherine Howarth :

Il ne s'agissait pas simplement de récupérer des données chiffrées, en fait il s'agissait également de préparer les gens. Cela impliquait des *one-to-ones*, de parler à des communautés, de développer des relations. Ça a forcé les personnes à sortir et à parler à des travailleurs et à se rendre compte de ce qu'ils gagnaient vraiment et on en a ressorti des histoires qui ont rendu les gens en colère⁴.

Depuis, les recherches de Jane Wills ont été en grande partie guidées par son implication dans *London Citizens* (Jamoul et Wills, 2008 ; Wills, 2009a, 2009b ; Wills et al., 2009 ; Wills,

¹ « Cartographie des bas salaires dans l'Est de Londres »

² «Our findings raise moral issue. There is a sort of duty almost to respond.» (Jane Wills, entretien du 15.09.09)

³ Similairement, dans le cadre d'une autre campagne pour la construction de logements abordables, je fus recrutée en tant que stagiaire en 2007 pour réaliser une étude sur les besoins concernant un certain type de logements, les *Community Land Trust*. En réalité, la production finale intéressait moins les organisateurs que le travail sur le terrain auprès des familles mal logées parmi les membres des communautés adhérentes de *London Citizens*. On me demanda en effet rapidement d'organiser avec ces personnes des réunions afin de préparer une action d'envergure pour faire pression sur le maire de Londres, tandis que le rapport ne fut quasiment jamais utilisé.

⁴ «It wasn't just to prepare the figures, it was to prepare the people as well actually. It involved one-to-ones, it involved talking to communities, it involved relationship development. (...) It forced people to go out and talk to workers and find out what they were really earning and we got stories out and it made people feel angry» (Catherine, entretien du 31.08.09).

2012). Elle a par exemple réussi à obtenir des subventions nationales¹ pour son travail sur le *Living Wage*. La réalisation de ses enquêtes a permis de mobiliser autour de la campagne. Ce fut notamment le cas dans la propre université de la chercheuse où la campagne fut couronnée de succès. Cette double finalité nécessite un réel engagement du chercheur car il faut faire concorder la temporalité d'un projet de recherche et celle d'une mobilisation collective. D'autant plus que *London Citizens* n'est pas friande de travaux de recherche². L'action passe avant la réflexion. Mais la dynamique insufflée par cette recherche-action autour de la campagne pour un *Living Wage* a bien été bénéfique pour l'organisation. Chaque acteur y a trouvé son intérêt. Le département de Géographie de la *Queen Mary University* est même devenu membre de l'association et héberge depuis septembre 2010 le premier master en *community organizing* du pays. Les chercheurs et étudiants de ce département s'orienteront ensuite vers d'autres recherches-action, accompagnant les nouvelles campagnes, tout en continuant également leurs activités autour du *Living Wage*. L'enrôlement de chercheurs va par ailleurs permettre la documentation de la campagne et l'archivage des actions de l'organisation³.

Ce processus de recherche-action a donc permis, dans un premier temps, de recruter un département d'université et des branches du syndicat *Unison*. Ensuite, des associations d'étudiants d'autres universités⁴ se sont saisies de cette campagne pour l'importer dans leur institution en suivant le modèle de la *Queen Mary University*.

3.2. *London Citizens* et les syndicats, « Je t'aime, moi non plus »

Les sections syndicales représentaient 13% des membres en 2008 contre 3% en 2011. Leur nombre a été divisé par deux. Comment expliquer ce déclin là où certains voient dans les outils de mobilisation du BBCO une voie de renouvellement du syndicalisme⁵ (Tattersall, 2010).

Lorsque Saul Alinsky organise le quartier de *Back of The Yard* à Chicago, il collabore dès 1939 avec John L. Lewis, au même titre qu'avec l'évêque catholique Bernard J. Sheil. Lewis

¹ L'équivalent des projets ANR.

² “[Neil Jameson] is really supportive but my interest is to do good quality research and it's not his interest, it's quite understandable. He just wants things to happen. What we've been able to do is kind of linking his aim and my aim” (Jane Wills, entretien du 15.09.09).

³ Jane Wills et son équipe tiennent par exemple à jour la chronologie de la campagne pour un revenu décent. Source : <http://www.geog.qmul.ac.uk/livingwage/chronology.html> (consulté le 22.07.11)

⁴ Notamment dans les universités SOAS, LSE et *Kings' College*.

⁵ Amanda Tattersall est la directrice de la Sidney Alliance, la première organisation affiliée à l'IAF en Australie (créée en 2011). Les syndicats y ont une place plus importante qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni.

est une figure centrale du syndicalisme américain de la première moitié du 20^{ème} siècle. Il est notamment l'initiateur de l'importante union de syndicats CIO¹, *Congress of Industrial Organizations*. Il sera un ami et un des mentors de Saul Alinsky (Hoffman, 2010, 89-94), lequel écrira plus tard sa biographie (Alinsky, 1949). Certains auteurs voient dans l'organisation de ce quartier à Chicago, une adaptation des méthodes du CIO au delà du lieu de travail (Cloward et Piven, 1984, 591 ; Stall et Stoecker, 1998, 735 ; M. R. Warren, 2001, 42). D'ailleurs, Mark R. Warren (2001, 43) explique que le nom quelque peu anachronique de l'IAF (*Industrial Areas Foundation*, littéralement la « fondation des aires industrielles ») renvoie aux liens originels entre le travail de Saul Alinsky à Chicago et le CIO. Comme le stipule l'expression *community organizing*, Saul Alinsky souhaite s'attaquer aux « communautés désorganisées » (“disorganized community”) (Alinsky, 1941, 808) et renvoie ainsi au *leitmotiv* de Lewis, « organiser les non-organisés »² (“organize the unorganized” (Hoffman, 2010, 90)). De nos jours, on peut considérer que les techniques développées par Saul Alinsky pour organiser au delà du lieu de travail ont, en retour, permis des évolutions dans le milieu syndical (Ganz, 2000 ; Tattersall, 2010). Ainsi se sont créés, essentiellement aux États-Unis, des syndicats « unionistes », comme le *Service Employees International Union*³, au croisement entre ces deux modèles de mobilisation. Les *community unions* (Fine, 2005) et le travail de César Chavez⁴ au sein de l'*United Farm Workers Organizing Committee* (Shaw, 2009) se réfèrent explicitement au *community organizing*.

La complémentarité entre *community organizing* et syndicalisme anglais a été mise en lumière au début de la campagne pour un *Living Wage*. Pour la première étude coordonnée par le département de géographie de la *Queen Mary University of London*, environ 100 employés ont été interrogés. Tous étaient employés par des sous-traitants. Jane Wills et son équipe s'intéressèrent alors plus spécifiquement à l'économie de la sous-traitance. Ils découvrirent que tous les effectifs en sous-traitance dans les secteurs de la propreté, de la restauration et de la sécurité étaient payés entre le salaire minimum et le salaire décent à Londres. La majorité

¹ En 1955, le CIO fusionne avec l'AFL (American Federation of Labor). L'AFL-CIO est l'une des fédérations de syndicats les plus importantes aux États-Unis. Elle a 12,2 millions de membres. Source : <http://www.aflcio.org/aboutus/> (consulté le 20.07.11)

² Expression qui renvoie aux études sur les poor people movement (Piven et Cloward, 1988) qui se donnent pour objectif de comprendre les leviers de l'organisation des personnes à faibles ressources, à contre courant de la théorie de la mobilisation des ressources (McCarthy et Zald, 1977).

³ “An American service employers union, the *Service Employees International Union*, is very much in the *London Citizens* model, they say you can have unions which is just for me “I want my union to protect my interest” or justice for all union, “unionism” and that means organising the non organised as an absolute priority and if that means taking resources away from existing member, that's ok because in the long term you're protecting the system” (Deborah, entretien du 27.08.09).

⁴ Notons que César Chavez a, avant de fonder l'*United Farm Workers Organizing Committee*, travaillé avec Fred Ross, organisateur formé par Saul Alinsky, dans une organisation de l'IAF.

des techniciens de surfaces interrogés travaillaient d'ailleurs pour la même multinationale de nettoyage. Ce lien entre ces employés des hôpitaux, des banques, des universités et des transports en commun n'avait jamais été fait auparavant. La méthode syndicale d'organisation au sein d'une unité de travail est mise à mal par cet interlocuteur qui n'est pas le client final du travail effectué¹. La question de l'organisation des salariés des grandes multinationales de la sous-traitance est centrale dans la campagne pour un revenu décent. *London Citizens* a permis aux syndicats, du secteur de l'hôtellerie notamment, d'atteindre des travailleurs précaires en gagnant leur confiance, comme l'explique ce responsable d'une branche du syndicat *Unite*, le plus important du Royaume-Uni, membre de l'association :

Ca nous a donné une très bonne réputation.(...) Si les employés ont peur, Ils ne vont pas se battre car nous sommes trop faibles. De manière générale, 30% des employés sont membres de syndicats dans le pays, c'est 60% pour les fonctionnaires, on estime que dans l'industrie hôtelière, on a le plus bas taux de syndicalisation, il est à 5 ou 6%. Du coup, les gens ont tendance à se cacher dans un coin, à cause du gros turnover et de la pression intense. En fait, la moitié du problème c'est peut-être de rendre nos membres fiers. Donc si on a une organisation extérieure à nous, dont ils savent qu'ils peuvent compter sur elle et qui représente leurs églises, leurs écoles, leurs mosquées, alors ça nous aide².

De même dans des secteurs avec une plus forte densité syndicale comme la fonction publique, *London Citizens* reste également utile en étant un moyen d'atteindre, voire de recruter, les travailleurs les plus pauvres. C'est ce qu'explique cette membre de *London Citizens*, secrétaire d'une branche du syndicat *Unison* :

L'intérêt immédiat, c'est d'être allié à *London Citizens* pour mener la campagne pour le *Living Wage* et aussi d'aider à organiser ces travailleurs car c'est très dur de les organiser, les travailleurs mal payés ne restent pas très longtemps, c'est assez difficile de les rencontrer et aussi beaucoup viennent d'endroits sans tradition syndicale. (...) C'est très utile de pouvoir avoir cette coopération pour atteindre des gens qui auraient intérêt à être dans le syndicat et les aider, bien sur ça sert nos intérêts mais nous souhaitons aussi que cette coopération fonctionne³.

Le BBCO serait ainsi une sorte de passerelle entre appartenance culturelle et culture syndicale permettant à des personnes à faibles ressources de prendre confiance en leur capacité d'action sur leur lieu de travail. Il serait un moyen pour les syndicats d'approcher,

¹ En France, des situations similaires ont été analysées par Jean Michel Denis (2009) qui étudie les obstacles à la syndicalisation dans le secteur du nettoyage industriel.

² "It's given us a very good profile. (...) If the employees are afraid, they won't stand up because we are so weak. Typically union density in this country is 30 %, in government it's 60 %, we believe that in the hospitality industry it is the lowest, 5 or 6 %. So people tend to hide in the corner, because of the huge turnover, of the high pressure. So half of that problem is maybe to make our own members proud enough. So if we can get an organization external to us, which they know that they can rely on and which represents their churches and schools and mosques, then that helps us" (Hugh, entretien du 26.03.10).

³ "The immediate interest is to be allied to *London Citizens* to campaign to get the Living Wage and also to help organize those workers because they are very hard to organize because low pay job workers don't stay really long, it's quite difficult to get with them and also many of them don't come from places with a trade union tradition. (...)It's extremely usefull to be able to get that relationship to be able to get to people who ought to be in the union, and to help them - I mean it's not for unscrupulous reason - but then to make that relationship" (Jean, entretien du 08.10.09).

voire de recruter, un public « réputé peu propice à toute forme de contestation collective » (Collovald et Mathieu, 2009, 120). Plus largement, au-delà des employés, l'adhésion d'une section syndicale à *London Citizens* lui permet d'obtenir un soutien des autres « communautés du quartier » pour ses luttes. Dans le cadre de la campagne pour un revenu décent il n'est ainsi pas rare de voir les logos et les bannières des syndicats mobilisés avant ceux de *London Citizens*.

Mais l'intérêt des syndicats londoniens s'arrête souvent à celui de la participation à la campagne *Living Wage*, pour laquelle leur mobilisation a souvent été décisive. Cette perspective limitée met souvent en péril la pérennisation de leur adhésion¹. Le syndicalisme anglais est en effet éloigné de l'idéologie et du mode d'action de *London Citizens*. D'une part, le conservatisme de quelques dirigeants syndicaux anglais semble être la cause d'une coopération difficile à construire. Au lieu de voir dans le *community organizing* un outil de mobilisation dont ils pourraient se servir, ils critiquent une concurrence de la part d'un organisme non syndical². De plus, la dimension religieuse mais aussi l'activisme de *London Citizens* dérangeant³. En voulant construire un large potentiel de mobilisation, c'est aussi un large éventail de critiques que le BBCO nourrit. D'autre part, sur le terrain, il est difficile de mobiliser les syndicats autour d'autres campagnes que celles concernant les revenus. Cette difficulté est notamment due au fait que les syndicats sont de plus en plus envisagés comme des gestionnaires de service par les employés qui les rejoignent et non comme un lieu d'organisation et de lutte pour la justice sociale. C'est ce qu'explique la secrétaire d'une branche de *Unison* :

Je pense que personne parmi nous, avec les autres branches, n'avons tout à fait découvert comment faire marcher efficacement cette relation. (...) La plupart des gens dans ce pays adhèrent à un syndicat pour des raisons liées au lieu de travail, la plupart voient ça comme une sorte d'assurance : au cas où je devrais me faire agresser par le patron, j'aurais le syndicat⁴.

¹ "If we don't do living wage then we have no trade unions in membership which is very narrow of them but realistically, it wasn't until we started living wage we've got trade unions, no living wage, they are going" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² "On the whole the people at senior management level have recognised the value of *London Citizens* (...). But you get region like London one which is completely opposed to and that blocks it all together (...) There is a kind of suspicion about *London Citizens*, from not just our region but wider and that is : 'who are these people, this is our terrain, industrial relationship is ours, why they come invading our stuff?' (Deborah, entretien du 27.08.09).

³ "A lot of people look at it and says it's a lot about faith. (...) What you find in London, is that anyone who does anything that is activist will be labeled as a trot. (...) They see it as catholic or trot, I can't work it out" (Deborah, entretien du 27.08.09).

⁴ "I think none of us, with the other branches, have quite discovered how to make the relationship work really effectively. (...) most people in this country join a trade union because of work place issues, most of them join as a sort of insurance, you know, in case I should find myself attacked by the boss, I would have the trade union" (Jean, entretien du 08.10.09).

Cette coopération difficile rebute souvent les organisateurs qui, tout en privilégiant un réseau pluriel de recrutement, doivent également rentabiliser leur temps de travail. Certains syndicalistes déplorent ainsi le fait que le recrutement des syndicats soit délaissé au profit de celui des congrégations et des écoles qui servent mieux les objectifs de *London Citizens* :

Beaucoup d'activistes syndicalistes à Londres, y compris moi-même, ont essayé d'affilier leur branche locale de syndicat mais ont trouvé finalement que *London Citizens* n'était pas très coopératif ni accueillant envers ces tentatives, non parce qu'ils sont hostiles aux syndicats en tant que tels, mais parce qu'ils ne comprennent pas qu'un syndicat ne fonctionne pas comme une congrégation religieuse¹.

4. Les autres membres : la diversité à l'épreuve de l'efficacité de la mobilisation

Des associations d'autres natures sont également membres de *London Citizens*. Elles sont passées de 10% en 2008 à 20% en 2011. Leur nombre a ainsi plus que quadruplé. Cependant elles représentent une faible part par rapport aux établissements scolaires et aux institutions religieuses.

Leur recrutement n'est en fait souvent pas rentable pour les organisateurs. D'une part, de nombreuses associations connaissent un large turnover parmi leurs membres et leurs responsables. Tous les ans, il faut alors renégocier l'adhésion à *London Citizens*, souvent votée lors des assemblées générales de ces associations. D'autre part, certaines d'entre elles sont attirées par *London Citizens* essentiellement à travers une de ses campagnes. S'attaquer au problème du statut des travailleurs étrangers, via la campagne *Strangers into Citizens*, ou aux conditions d'accueil des demandeurs d'asiles, via la campagne *Citizens for Sanctuary*, a ainsi permis de recruter de nombreuses associations d'immigrés de différents pays ou de soutien aux immigrés. Depuis deux ans, quelques organisateurs sont spécialisés dans l'organisation et le recrutement de communautés d'immigrés, et plus spécifiquement chinoises, éthiopiennes et zimbabwéennes. La campagne sur le logement attire des associations spécialisées. Au même titre que les syndicats, ces engagements au titre d'une seule campagne ne sont souvent pas très durables. Alors qu'il arrive que des groupes quittent *London Citizens* après avoir été soutenus dans leurs propres luttes, les organisateurs essaient d'inculquer le principe d'un « troc des mobilisations ». Neil Jameson explique qu'il faut « équilibrer ce que l'on donne et ce que l'on prend. Il s'agit de travailler avec d'autres personnes. Vous devez développer une

¹ "Many trade union activists in London (including myself) have tried to affiliate their local union branches, but have ultimately found *London Citizens* to be uncooperative and unwelcoming to these attempts; not because they are hostile to trade unions as such, but because they cannot understand that trade union branches do not operate like church congregations" (Jeremy, courriel du 08.02.09).

relation et prouver aux autres que cela vaut le coup, pour eux, de vous aider »¹. Pour rejoindre l'organisation il faut donc accepter de se mobiliser pour les autres autant que pour ses propres intérêts personnels ou institutionnels. Le bulletin d'adhésion stipule ainsi que « chaque membre de *London Citizens* doit se sentir responsable du bien-être de sa communauté locale en tendant la main à ses voisins. Par exemple, cela devrait inclure le fait de payer au moins le *Living Wage* et de participer à des campagnes *CitySafe* dans son quartier »². Au sein de chaque groupe adhérent, des personnes devraient « régulièrement mener des actions au côté des autres membres »³. Cet engagement est plus ou moins immédiat pour les écoles et les congrégations qui ont pour objectif d'agir pour le bien commun.

Pendant des associations, dont certaines peuvent être assimilables aux centres sociaux et d'autres aux régies de quartier en France, ont rejoint *London Citizens* en étant attirées par les méthodes du BBCO. Dans ce cas, au même titre que les groupes religieux et scolaires, l'engagement est alors plus durable, comme l'explique le responsable d'un *youth center* membre de l'organisation :

[*Le community organizing*], c'est ce que j'essayais de faire. Je n'avais pas vraiment mis de nom dessus mais c'est ce que j'essayais de faire depuis 10 ans ; mais j'ai constaté que les différentes choses que j'essayais de faire ne marchait pas, j'ai essayé de créer une émission télé politique, j'ai organisé un "question time" avec le maire mais j'ai vu qu'il était difficile de parvenir au genre de changement que les gens veulent pour de vrai. J'ai compris que le *community organizing* est peut-être un meilleur moyen d'y arriver⁴.

Le recrutement de ce leader en tant qu'organisateur en 2010 laisse penser que *London Citizens* souhaite développer les adhésions de ce type d'organisations. Ainsi en 2011, dans le secteur sur lequel il organisait, le quartier de Shoreditch dans l'Est de Londres, un tiers des membres recrutés étaient des associations de type centre social ou collectif de résidents contre seulement 22% de congrégations religieuses⁵. Cette volonté de diversifier les catégories d'institutions recrutées constitue le nouveau défi de la diversité que se fixe *London Citizens* pour améliorer sa représentativité qualitative comme l'explique cet organisateur :

¹ "You have to balance the give and take. You have to work with other people. You have to have a relationship and you must prove to people that it is worth us helping you" (Neil Jameson, entretien du 18.04.2008).

² "Each *London Citizens* member should feel responsible for the wellbeing of their local community by reaching out to their neighbours. For example, this should include moving towards paying at least a London Living Wage, taking part in neighbourhood walks and establishing CitySafe zones in your local area." Ce bulletin d'adhésion est reproduit en Annexe.

³ "Ideally each member of *London Citizens* includes a team of ten people who have come on training, and are taking action regularly alongside people from other local institutions".

⁴ "It was what I was trying to do. I hadn't necessarily put a name on it but what I've been trying to do for 10 years; but what I found is that the different type of thing that I tried out haven't happen, I tried to set up a politic tv show, I set up a question time with the mayor but I found that it's difficult to achieve the change that people actually want but I realize that community organising is perhaps a better way of doing it" (Dan F., entretien du 26.10.09).

⁵ Les établissements scolaires représentent quant à eux 45% des membres. Source : base de données des membres de *London Citizens* en juillet 2011.

C'est un défi pour nous, comment impliquer les gens qui ne font pas partie de quelque chose comme une église? Ils appartiennent à des choses, à des réseaux sociaux qui sont plus disparates, ils appartiennent à des identités, à certaines passions ou à des groupes musicaux, ils appartiennent à des familles élargies, à leur lieu de travail et aussi à des clubs de foot, il y a plein de choses auxquelles les gens appartiennent et avec lesquelles nous ne travaillons pas, et c'est clairement un défi pour nous pour pouvoir nous diversifier plus¹.

Deux logiques d'adhésion à *London Citizens* se dégagent plus particulièrement. Elles permettent de distinguer deux groupes de membres. D'un côté, les congrégations religieuses, les écoles et les associations de développement social local mettent en avant un idéal de justice sociale et de solidarité mais s'engagent concrètement pour développer des leaderships au sein de leur structure et construire des relations inter-communautaires. Pour les congrégations, il s'agit ainsi de mettre leur foi en action, pour les établissements scolaires d'éduquer à la citoyenneté. D'un autre côté, les syndicats et associations thématiques (associations de défense des droits des immigrés ou sur le logement notamment) rejoignent l'organisation pour participer aux campagnes dont l'issue aura directement un impact sur leurs membres.

C. Encadrer la diversité des engagements

Le chapitre préliminaire a introduit l'idéologie du BBCO. Une partie du travail des organisateurs consiste à faire correspondre ce cadre à ceux des différents groupes d'individus qu'ils envisagent de recruter. La diversité des membres se retrouve dans la pluralité de leurs logiques d'adhésion, mettre en pratique des valeurs religieuses, éduquer à la citoyenneté, lutter contre la pauvreté ou pour la régularisation des travailleurs immigrés, ou encore améliorer le cadre de vie de son quartier. À rebours de la dimension uniformisante du concept de cadre², nous essayons de comprendre comment *London Citizens* mobilise et fait tenir ensemble ces différents « intérêts ».

¹ "It is a challenge for us, how to involve people who don't belong to thing like church? They do belong to thing, they belong to social networks, than are more disparate, they belong to identities, they belong to certain passion or music scenes, they belong to extended family, they belong to their workplace and also football clubs, there are plenty of things that people do belong to and we are not working with, and then it is definitely a challenge for us about how we diversify further" (Matthew, entretien du 17.04.08).

² Le concept de cadre, en tant qu'« ensemble de croyances et de significations orientées vers l'action qui inspirent et légitiment les activités et les campagnes » de l'organisation (Benford et Snow, 2000, 614), qui a rencontré un grand succès lorsqu'il s'agissait de renouveler l'analyse des mobilisations essentiellement tournée vers celle de la mobilisation des ressources, est maintenant critiquée pour ses biais centralistes, stratégistes et monolithiques (Contamin, 2010, 75). Oliver et Johnson (2000) dénonce un usage « paresseux et réifié de la problématique qui a fini par faire oublier le cadrage, comme activité pratique et située de production de sens, au profit de seuls produits objectivés » (E. Neveu, 2005, 103).

1. Mobiliser une diversité d'« intérêts personnels »

Dans la continuité de Daniel Gaxie, nous notons que la « satisfaction traditionnellement, officiellement et « légitimement » associée à la défense « bénévole » » (Gaxie, 2005, 161) et « désintéressée » (*ibid.*, 164) d'une cause collective n'est pas l'élément unique, ni même l'élément déterminant de la mobilisation (Gaxie, 1977, 128). En revanche, à l'inverse des observations de cet auteur qui note que les « autres incitations » sont généralement occultées et se distinguent des « raisons officielles de l'action collective » (Gaxie, 2005, 162), le pragmatisme du BBCO s'illustre dans leur officialisation. Nous faisons l'hypothèse que le fait de rendre légitime plusieurs raisons d'engagement dans *London Citizens* permet une mobilisation plus efficace. Les trois finalités de l'organisation dégagées dans le chapitre préliminaire – le renforcement des institutions de la société civile et des relations intercommunautaires, le développement des capacités d'action individuelles et la participation à la politique via de nombreuses campagnes – engendrent différentes rétributions « officielles ».

Les organisateurs font preuve d'un « utilitarisme méthodologique » en considérant les personnes qu'ils essaient de recruter ou de fidéliser comme des « acteurs calculateurs et intéressés » (Friedberg, 1997[1993], 220). Ainsi, l'expression d'« intérêt personnel » est utilisée constamment pour décrire le travail de cadrage. « Le travail d'un organisateur est de constamment attirer les intérêts personnels des organisations membres »¹ explique un ancien organisateur. L'accent est alors mis sur la dimension mobilisatrice de l'intérêt personnel là où cette notion polysémique peut également inviter à un retranchement dans la sphère privée (Faucher-King, 2010b). Les organisateurs expliquent souvent leur capacité à avoir des salles de réunions pleines par l'attention qu'ils portent à la compréhension des « intérêts personnels »². Conscients des raisons pour lesquels s'engagent les membres, ils peuvent ensuite adapter leurs stratégies de mobilisation :

Il faut, du mieux possible, écouter la personne avec qui vous souhaitez travailler. Comprendre quels sont ses intérêts. Cela peut être évident comme pour les travailleurs au bas salaire qui ont besoin d'une augmentation. Ça peut aussi être des membres d'une église qui veulent démontrer à leurs enfants qu'il y a des choses plus importantes que juste gagner de l'argent, et donc pour eux, participer à l'organisation est une manière de transmettre leurs valeurs à leurs enfants³.

¹ “The job of an organiser is to constantly appeal to the self interest of the member organisations” (Austen, entretien du 24.04.08).

² “There are so many charities who have got great ideals and aims and important goals. (...) They email or they write in a parish newsletter, explaining they are having an event (...). And then no one comes (...) because they haven't taken any time to understand the self interests of the people” (Matthew, entretien du 17.04.08).

³ “You need, the best as you can, to listen to the person that you are hoping to work with. Understand what their interests are and that may be something very obvious like low paid workers who need a raise or maybe they are

Cet organisateur distingue ici différents types d'« intérêts personnels ». Une autre organisatrice fait également la différence entre des intérêts « directs » et des intérêts indirects qu'elle qualifie d' « enlightened »¹ :

J'ai tendance à faire la différence entre les personnes qui ont un intérêt direct dans nos campagnes parce qu'elles ont personnellement besoin d'un revenu décent, d'une maison ou parce qu'elles sont effrayées dans les rues et entre celles qui s'impliquent avec un intérêt plus éclairé parce qu'elles pensent que ces choses sont très importantes pour la société².

Ce que les organisateurs entendent par « intérêt », qu'il soit « direct », « éclairé » ou encore un « sacrifice personnel »³, va au-delà d'une définition purement monétaire de l'intérêt alors que l'on réduit souvent l'intérêt qui peut motiver les agents à des intérêts économiques (Bourdieu, 1989, 24). En utilisant l'expression « intérêt direct », ils font référence aux groupes se mobilisant essentiellement pour une campagne de l'organisation du fait de leur intéressement direct au gain visé. Lorsqu'ils parlent d'« intérêts indirects », ils renvoient à l'idéal démocratique du BBCO et à ses interprétations religieuses ou éducatives mais aussi aux autres fins-moyens du BBCO, la construction de relations intra et intercommunautaires et le développement des capacités d'action individuelles. Pour reprendre les termes de Bourdieu, il serait alors plus judicieux de parler d'« intérêt spécifique »⁴ à un « champ »⁵ non économique, ou plus précisément au « jeu »⁶ créé par *London Citizens*.

Le fait de réunir des personnes poursuivant des « intérêts personnels » différents est utilisé pour légitimer la cohérence, voir le caractère représentatif, de *London Citizens*. C'est ce qu'explique cette organisatrice de l'Ouest de Londres :

Nous avons un vrai mélange des deux à West *London Citizens*. Nous avons beaucoup de personnes qui deviennent actives avec un intérêt éclairé mais c'est très important

members of church who want to demonstrate to their children that there are things more important than just making money, and so for them, participation in organising is one way in which they can show their children their values" (Matthew, entretien du 17.04.08).

¹ Notion également utilisée par Edward Chambers (2004, 73).

² "I tend to differentiate between people that have direct self interest in our campaign because they personally need a living wage and personally a house and personally are very frightened on the streets at night time whatever and people who are involved with a more enlightened self interest because they think those things are very important for our society" (Catherine, entretien du 22.04.08).

³ Neil Jameson reprend également la notion d'« intérêt indirect » en spécifiant qu'il s'agit bien d'un « intérêt personnel ». Il le nomme alors « sacrifice personnel ». "It's still their self interest, the self sacrifice is a self interest. People who like to do good, it's sort of their self interest" (Neil Jameson, entretien du 18.04.2008).

⁴ Intérêt spécifique : « c'est un intérêt qui est socialement constitué et qui n'existe qu'en relation avec un certain espace social, dans lequel certaines choses sont importantes et d'autres indifférentes, et qui n'existe comme tel que pour des agents sociaux constitués de manière à faire des différences qui correspondent à des différences objectives dans cet espace social » (Bourdieu, 1989, 16).

⁵ La théorie des champs de Bourdieu, c'est-à-dire la théorie du processus de différenciation et d'autonomisation d'univers sociaux ayant des lois fondamentales différentes, conduit à faire éclater la notion d'« intérêt ». « Chaque champ, en se produisant, produit une forme d'intérêt qui, du point de vue du champ d'à côté, peut être désintéressé » (Bourdieu, 1989, 27). Pierre Bourdieu a tendance à employer les notions de champs et de jeu indifféremment.

⁶ Le « jeu » renvoie à la notion de champs qui « tend à obtenir de ceux qui y entrent (...) qu'ils ne le mettent pas en question » en tant que « jeu » (Bourdieu, 1989, 14).

d'avoir des gens avec un intérêt direct parce que ça inspire les autres, ça permet de rassembler, cela rend notre action pertinente¹.

Soulignons cependant que ces différents « intérêts » sont juxtaposables. Ainsi, nous ne pouvons pas réduire les motivations des membres des syndicats à la campagne pour un revenu décent². De même, certaines congrégations ou écoles ont rejoint *London Citizens* seulement pour participer à une campagne spécifique.

Au final, l'accent mis sur la notion d'« intérêt personnel », reprise abondamment par les organisateurs et plusieurs membres dans la continuité de Saul Alinsky (1971, 53), s'oppose à la référence à l'« intérêt général ». Au lieu de nier les intérêts particuliers, les organisateurs cherchent à « les relier, à établir entre eux un accord qui les traverse ». Ils ne prétendent pas les « fusionner, les fondre dans une entité supérieure, mais trouver un point d'accord, un bénéfice pour chacun ». En cela ils sont en permanence en train de construire un « bien commun » à la manière dont le définissent Jacques Donzelot et Renaud Epstein (2006) par opposition à l'accent mis sur l'« intérêt général » en France.

2. Vers un cadre commun d'interaction

La manière de présenter *London Citizens* permet, à des groupes différents, de se reconnaître dans les propos et les actions de l'organisation. Le talent des organisateurs réside notamment dans leur créativité quant à la réalisation de ce cadrage. L'idéologie du BBCO peut en effet être interprétée différemment et c'est à eux de le démontrer³.

D'une part, il s'agit de désigner des adversaires potentiellement communs à tous les groupes membres. On retrouve la dimension pragmatique et « non idéologique » de l'association. Il s'agit de faire consensus pour pouvoir recruter un maximum d'institutions différentes.

Si nous essayons de construire une large alliance avec des mosquées, des écoles, des églises et des branches de syndicats, nous devons être très attentifs à laisser de côté un certain style de discussion politique, afin de pouvoir nous asseoir ensemble à une table et parler de campagnes spécifiques, d'égal à égal. Les sujets les plus controversés, les plus idéologiques, peuvent diviser⁴.

¹ “We have a real blend of both in west *London Citizens* and we have a lot of people that come active with an enlightened self interest but it's crucial to have people with the direct self interest because (...) it keeps the whole thing together, it keeps it rather relevant” (Catherine, entretien du 22.04.08).

² “The immediate self interest is the Living Wage because most of the low paid jobs have been privatized at minimum wage (...) Some people have a little bit more of a political awareness and they will see it more collectively” (Jean, entretien du 08.10.09).

³ “[The] ethical framework of the organisation is extremely imaginative in practice” (Angus, entretien du 28.04.08).

⁴ “If we are trying to build a broad-based alliance with mosques and churches and schools and trade unions branches we have to be very careful to leave a certain style of politics aside so we can seat around a table and talk

D'autre part, les organisateurs encouragent leurs membres à trouver les liens entre la pratique du BBCO et l'activité de leur groupe.

Parce qu'il y a tant de communautés religieuses, c'est bien de penser à la théologie qu'il y a derrière le travail de *London Citizens* et se demander, si je suis un chrétien, qu'est ce que cela veut dire, que dois-je faire pour être un bon chrétien, quel est mon intérêt personnel. Donc réfléchir à la Bible, au Coran, est une source d'inspiration et de justification pour être actif dans cette organisation¹.

Nous avons vu que ce travail de cadrage de l'engagement dans *Citizens UK* pouvait être formalisé par la production de livrets². C'est également dans cette optique que le Centre de Théologie Contextuelle (*Contextual Theology Centre*) a été créé en 2004 par un leader de *London Citizens*. Celui-ci explique sa démarche :

Organiser est quelque chose dans lequel les différentes religions et personnes appartenant à d'autres systèmes de valeurs non confessionnelles peuvent s'impliquer ensemble. Parce que c'est une sorte d'alliance très large, chaque groupe impliqué doit réfléchir à pourquoi il le fait et, du coup, je me suis occupé de donner des occasions aux leaders chrétiens de réfléchir à partir de l'Évangile sur ce que nous faisons, pour voir l'essence de ce que nous faisons et réfléchir aux événements, aux actions auxquelles nous participons. Pour répondre à ce besoin, nous avons créé le centre de théologie contextuelle en 2004³.

Le but de ce centre est de valoriser l'engagement des congrégations religieuses et essentiellement chrétiennes dans le BBCO et de réfléchir aux liens entre l'action de *London Citizens* et les valeurs religieuses. Il organise des séminaires et accueille des étudiants. Un exemple de leur travail, que l'on peut qualifier de propagandiste, est le texte qui a été distribué aux églises membres de *London Citizens* en amont de l'assemblée du 3 mai 2010 précédant les élections nationales. Ce document intitulé *Power and love: why this church is in London Citizens*⁴ propose le contenu évangélique de la messe du dimanche 2 mai 2010. Il est ainsi suggéré aux prêtres ou pasteurs des églises membres d'inclure dans leur liturgie ces éléments :

Cette église a été partie intégrante du processus. Elle a veillé à ce que la vision de l'Évangile d'une communauté juste et florissante soit au cœur du débat électoral (...) Nous adorons un Dieu qui est à la fois pouvoir et amour (...) Pouvoir et Amour sont au cœur de l'organisation citoyenne. Dans la formation, que *London Citizens* donne à tous ses leaders, nous apprenons que « le pouvoir sans l'amour est la

about specific campaigns and specific issues and concerns into equal share, like jobs and housing and stuffs like that, more controversial issues, more ideological issues can be dividing" (Matthew, entretien du 17.04.08).

¹ "Because we have so many faith communities, it's actually quite good to think about some of the theology of all this work [with *London Citizens*] and to think, if I'm a Christian, then what does that mean, what do I have to actually do if I want to be a good Christian, what's in my self interest. So having people think about, the Bible and the Coran is a source of inspiration and justification to actually be active in this work" (Catherine, entretien du 22.04.08).

² Comme le manuel à destination des écoles produit par Neil Jameson et Sébastien Chapleau ou encore le livre d'Austen Ivereigh à destination des congrégations catholiques.

³ "Organising is something that different faith and people from other secular values system can all engage together. Because it is that kind of broad alliance, each of the groups that are involved needs to think about why it's doing it and so I'd been involved in setting up opportunities for Christian leaders to reflect on the gospel of what we do, to have the light of what we are doing and to think of events and to think about particular actions we were taking part of, so then in 2004 we set up the contextual theology centre" (Angus, entretien du 28.04.08).

⁴ Ce document est reproduit en annexe.

tyrannie. L'amour sans le pouvoir est sentimental ». Le travail de construction d'une puissante alliance à large base, est de mobiliser le pouvoir au service de l'amour. Il est inspiré par une morale, une vision spirituelle – mais il est également profondément pratique¹.

On observe ainsi un travail de cadrage de l'engagement des paroissiens afin qu'ils se mobilisent en voyant leur venue à l'assemblée comme partie intégrante de leur devoir de bon chrétien. On peut parler d'amplification² ou alors d'extension³ de cadre si l'on considère que la religion a été petit à petit incorporée dans l'idéologie même du BBCO.

Un autre exemple est la plaquette éditée par *London Citizens* en 2006, à l'occasion des 10 ans de TELCO, qui met en avant cinq citations pour illustrer son fonctionnement. La première est d'Eric Hobsbawm, historien marxiste du 20^{ème} siècle. On y lit : « le triomphe de l'individu sur la société, ou plutôt la rupture des fils qui dans le passé ont tissé les êtres humains en tissus sociaux »⁴. Elle permet d'introduire un des slogans de *London Citizens* *reweaving the fabric of society* (« retisser la société »). La deuxième provient d'un archevêque. La troisième du Pape Paul VI. « Si vous voulez la paix, vous devez œuvrer pour la justice⁵. » La quatrième est tirée du Coran : « et coopérez les uns avec les autres dans la droiture et la piété »⁶. Enfin, la cinquième est de Martin Luther King « nous devons apprendre à vivre les uns avec les autres comme frères et sœurs sinon nous allons mourir comme des idiots »⁷. *London Citizens* agence ainsi des sources d'inspirations très diverses qui font autorité dans des milieux souvent très éloignés. Pourtant, à travers ces citations, ces acteurs ainsi mis en scène semblent faire passer le même message. Ils exhortent à la cohésion sociale entre les individus et entre les différentes communautés. *London Citizens* propose à ses adhérents un chemin vers

¹ «This church has been part of the process, making sure the Gospel's vision of a just and flourishing community is at the heart of the election debate.(...) We worship a God who is both power and love. (...)Power and love are at the heart of citizen organising. In the training *London Citizens* gives to all its leaders, we learn that "Power without love is tyranny. Love without power is sentimentality." The work of building a powerful, broad-based alliance is about mobilising power in the service of love. It is inspired by a moral, spiritual vision – but it is also deeply practical. In *London Citizens*, our demands are always tailored to what is 'winnable' – changes that we can believe in, yes, but also changes that we can achieve". Source : *Power and love: why this church is in London Citizens*, par le *contextual theology centre*.

² « L'amplification de cadre (*frame amplification*) consiste à clarifier ou à développer un schéma interprétatif déjà existant chez les individus en insistant sur des valeurs ou des croyances préexistantes mais n'ayant pas débouché sur une volonté d'engagement ; il s'agit également de permettre à l'individu que l'on vise à recruter de faire le lien entre ses préoccupations quotidiennes et les objectifs du mouvement. » Il s'agit d'une traduction et reformulation de Lilian Mathieu (2002, 85) de la définition de la "frame amplification" proposée par David Snow, E. Burke Rochford, Steven Worden et Robert Benford (1986, 469).

³ « L'extension de cadre (*frame extension*) intervient lorsque les individus ne partagent pas les valeurs ou objectifs de l'organisation ; celle-ci doit alors élargir son discours en y intégrant des éléments qui, *a priori*, n'en font pas partie mais qui sont pertinents pour sa cible de recrutement potentielle. » Il s'agit d'une traduction et reformulation de Lilian Mathieu (2002, 85) de la définition de la "frame extension" proposée par David Snow, E. Burke Rochford, Steven Worden et Robert Benford (1986, 472).

⁴ "the triumph of the individual over society, or rather the breaking of the threads which in the past have woven human beings into social textures". Source : plaquette éditée par *London Citizens* en 2006.

⁵ "If you want peace, you must work for justice."

⁶ "And co-operate with one another in righteousness and piety."

⁷ "We must learn to live together like brothers and sisters or perish together as fools".

cette cohésion qui passe par la reconnaissance de la diversité mais aussi par celle de la nécessité de travailler au delà des différences culturelles, d'âges ou de quartier.

3. *Mettre en scène la diversité et la cohésion*

Comment ces différentes interprétations de l'engagement dans l'organisation tiennent-elles ensemble ? Quelles sont « les opérations d'identification » qui « préservent le pluralisme et la tolérance », pas seulement dans le « discours public » mais « tout simplement dans les pratiques civiques »¹ (Céfaï, 2007, 653) ? Nous avons vu que *London Citizens* se définit comme « l'alliance la plus grande et la plus diversifiée de la capitale regroupant des citoyens actifs et des leaders d'institutions locales qui s'engagent à travailler ensemble pour le bien commun »². Les notions de « large base » et de diversité sont mises en avant pour légitimer l'existence de l'organisation. La référence à un « bien commun » permet de définir ce qui fait son unité.

Chaque année, *London Citizens* organise différentes assemblées, symboles explicites de l'unité entre les groupes membres. Leur diversité mais aussi l'unité qui se dégage sont mises en exergue. De nombreux leaders défilent sur scène pour prendre la parole. Ils sont choisis pour représenter visuellement une diversité, de milieux, d'âges, de religions et d'origines ethniques. Outre la prise de parole organisée, ces assemblées sont rythmées par des interludes divertissants, tels des spectacles de danse ou de chant. Le caractère interculturel de l'organisation avait ainsi été minutieusement mis en scène lors de l'assemblée du 3 mai 2010. Alors que la salle de l'assemblée se remplissait, une chorale mêlant des chanteurs et chants juifs, chrétiens et musulmans se produisait sur scène tandis qu'un dragon chinois se déplaçait sur le parterre de la salle. La tenue régulière de telles assemblées – où les occasions d'applaudir, de répondre, voire de faire la « ola » sont nombreuses – met explicitement en scène la cohésion et l'unité de l'organisation. Des symboles à l'effigie de *London Citizens* – tels un logo représentant des personnes de différentes cultures se donnant la main en ronde³ – sont affichés, sur des banderoles, posters ou tee-shirt tandis que le nom de l'organisation est très régulièrement prononcé dans les discours. Ces assemblées permettent de mettre en mouvement le collectif en donnant à voir la puissance qu'il représente et en forgeant une identité collective. Elles débutent ainsi par un « appel » (*roll call*) des différents membres. « En

¹ Daniel Céfaï (2007, 653) se pose cette question en citant justement les « fédérations d'OMS comme Texas IAF et PICO ».

² « *London Citizens* is the capital's largest and most diverse alliance of active citizens and leaders from local institutions who are committed to working together for the common good » Source : bulletin d'adhésion à *London Citizens* reproduit en Annexe.

³ Il est visible dans le montage photo ci-dessous.

tant que personnes organisées avec notre propre argent nous sommes une force puissante pour le bien commun »¹ déclare sur scène une leader en introduction à l'assemblée des délégués² de *South London Citizens* (SLC) du 14 octobre 2009. Elle continue :

C'est pourquoi nous démarrons toutes nos réunions en reconnaissant qui nous sommes et qui nous représentons. Alors que le micro passe parmi les tables, faites en sorte que quelqu'un soit prêt à se présenter, présenter votre groupe, payer votre adhésion annuelle et nous dire pourquoi vous adhérez à *South London Citizens*³.

Une femme, vêtue d'un voile, de l'*Hideri Islamic Centre*, se lève et explique que son institution est fière de renouveler son adhésion car SLC « permet à différentes communautés et organisations de différents milieux et confessions de travailler ensemble pour s'attaquer à des sujets importants pour tous ». Elle rajoute que cet engagement pour le bien commun correspond aux valeurs de l'Islam⁴. Un jeune garçon en uniforme de *Lilian Baylis Technology School* explique que c'est leur première assemblée et qu'ils souhaitent « rejoindre *London Citizens* pour se rapprocher de leur communauté » car « il y a beaucoup de choses qui peuvent y être améliorées ». Il ajoute que les étudiants de *Lilian Baylis* sont « passionnés par la citoyenneté (...) et veulent être impliqués dans leur communauté et pas seulement dans leur collège »⁵. En tout, ce sont 45 personnes qui vont se lever, représentant chacun des groupes adhérents. Généralement on retrouve dans ces phrases, souvent préparées en groupe et écrites à l'avance, les notions de fierté, de justice sociale, de changement, de différence, de communauté, d'engagement et de bien commun. Quelquefois des sujets plus précis sont abordés : l'immigration, le logement, les salaires ou la sécurité. Il est annoncé qu'il y a eu 12 nouvelles adhésions cette année et qu'une vingtaine de groupes sont en train de réfléchir à rejoindre l'organisation. La plupart d'entre eux sont d'ailleurs présents en tant qu'observateurs. Cette mise en scène permet à la diversité des groupes membres de s'exposer, de la bonne sœur au jeune adolescent en passant par la femme voilée et le militant syndical, et à chacun de se reconnaître et d'être reconnu dans son adhésion à *London Citizens*. Lors des

¹ "As organised people with organised money we are a powerful force for the common good." Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de *South London Citizens*.

² Les *delegates assemblies* se tiennent chaque année dans les différentes sections (Est, Ouest, Sud et Nord) de l'Alliance. Les représentants d'une même institution membres sont assis sur une même table.

³ "That's why we start every meeting by recognizing who we are and who we represent. So as the microphone comes to your table, please have someone ready to introduce yourself, your member group, pay your annual dues and tell us why you are joining *South London Citizens*." Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de *South London Citizens*.

⁴ "Hi, my name is ... and I am here from Hideri Islamic Centre. Hideri is proud to renew their membership with SLC as it allows communities and organizations from different faiths and backgrounds to work together in order to address common issues that are relevant to us all. This adheres to the message of Islam, of integration". Source : notes assemble des délégués de SLC du 14.10.09.

⁵ "We wanted to be a part of the citizen school project so we could get even closer to our community outside of the school. There are lots of things we can improve in our local community: the streets can be filthy and unsafe, there is a high crime rate, it's very built up and without many green spaces, there dangerous main roads full of traffic that surround us. The student of Lilian Baylis feel passionate about citizenship and we all want to work together to improve this. We also want to be actively involved in our whole community not just in our school".

assemblées des délégués, cet « appel » se déroule souvent sur scène, les représentants de chaque groupe défilant derrière le pupitre (cf. figure ci-dessous). Cette visualisation de l'organisation est pensée stratégiquement en amont de chaque événement quel que soit sa taille. Lors des assemblées de plus grande envergure, regroupant plus de 2 000 personnes, l'« appel » consiste essentiellement à citer tous les membres et à les applaudir, arrondissement par arrondissement¹.

Figure 7 L'« appel » des membres lors de l'assemblée fondatrice de *North London Citizens* le 30.03.11¹
(Photo de Chris Jepson)



Pour faire unité, le parti pris de *London Citizens* n'est pas d'ignorer les différences culturelles mais de les célébrer. En critiquant les excès de l'individualisation de la société, *London Citizens* propose de reconstruire un modèle social sur un lien intercommunautaire. Elle met ainsi en avant la « reconnaissance de la valeur égale »² – concept développé par le communautarien Charles Taylor (1992, 64) – de chaque culture ou catégorie socioprofessionnelle. Chaque appartenance communautaire est valorisée et « la sécession identitaire » est également reconnue comme « inséparable de la volonté de se faire reconnaître en tant que composante

¹ Lors de la grande assemblée de *London Citizens* organisée en réponse à la crise économique le 25 novembre 2009, l'appel est introduit ainsi : “We will now recognise and honour each other, as members of this great and growing alliance. The first roll call will be done by London Boroughs – please stand once all our members in your Borough have been mentioned.” Source : script de l'assemblée du Barbican du 25.11.09.

² “recognition of the equal worth”.

de plein droit de la communauté globale » (Gauchet, 2001, 134). L'organisation construit une « identité super-ordonnée »¹ (Wills, 2009a, 158). C'est en reconnaissant les différences tout en insistant sur ce qui assemble et non ce qui divise, que l'organisation envisage de créer une alliance. Une identité super-ordonnée permet de réunir des groupes divers sans que ceux-ci nient leurs propres identités (Lichterman, 2008, 99). Pragmatiquement, un élément en commun à tous les groupes est l'appartenance à la même ville. Il est symboliquement mis en avant dans le nom même de l'organisation : « les citoyens de Londres ».

Nous avons introduit ici quelques uns des mécanismes de fabrication du collectif à travers la diversité. La religion en est un élément central même si les organisateurs tentent de diversifier les recrutements. La référence à un bien commun à tous les groupes – qui se définit à travers les campagnes de l'organisation – en est la clé de voûte. Le chapitre suivant analysera cette question sous l'angle microsociologique. Il examinera notamment l'hypothèse selon laquelle la cohésion dans la diversité est motrice d'engagement et analysera les processus de décision interne à l'organisation, c'est-à-dire la construction de ce « bien commun ».

Section 2. Financer l' « auto-organisation »

Pour légitimer l'organisation, l'argument de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement est récurrent. « Il y a d'autres organisations avec des milliers de membres mais elles ne sont pas aussi diverses que nous, ou alors elles sont financées par le gouvernement »² affirme un organisateur. Afin de pouvoir prétendre faire rendre des comptes aux différentes puissances publiques, *London Citizens* entretient son indépendance là où les organisations soutenues par les institutions publiques ne peuvent constituer ni « une société civile autonome », ni un « contre-pouvoir à l'action des pouvoirs publics » (De Maillard, 2002, 57). L'autofinancement correspond à l'idéal d' « auto-organisation » de la société civile. Cependant, la ressource financière est le talon d'Achille de *Citizens UK*. À la fin des années 90, les organisations de la COF installées à Bristol, dans le pays de Galles, à Liverpool et à Sheffield, se sont une à une

¹ “superordinate identity”. Ce concept est essentiellement utilisé en psychologie sociale où il est montré que l'existence d'une telle identité permet de diminuer les risques de conflits entre différents groupes (Gaertner et al., 2000 ; West, Pearson, Dovidio, Shelton, et al., 2009).

² “There are other membership organisations with thousands members but they are not as diverse as we are or they are government funded” (Matthew, entretien du 17.04.08).

éteintes par défaut de trésorerie (M. R. Warren, 2009, 110). Afin de mener à bien son projet d'émancipation de la société civile, Neil Jameson souhaiterait que *London Citizens* ne dépende financièrement de personne, hormis de ses membres, en s'autofinançant.

Quand nous avons commencé, j'espérais que nous pourrions être entièrement dépendants des membres et que les fondations ne seraient pas significatives mais nous obtenons 20% de notre argent avec les cotisations des membres et 80% de la part des fondations. Si nous demandons plus d'argent aux membres, nous perdrons la moitié d'entre eux, ils ne pourraient pas se le permettre¹.

Stratégiquement, le fait de devoir payer pour être membre de l'organisation permet de responsabiliser les institutions membres. Les groupes adhérents doivent rentabiliser cet investissement et donc s'impliquer le plus possible dans les actions de l'organisation. En 2010, seul 16% du budget de *London Citizens* provient des adhésions et 84 % de fonds philanthropiques². Avant d'étudier l'implication de ces financeurs, les logiques de l'adhésion payante seront analysées.

A. La cotisation des membres de l'alliance comme étape nécessaire à leur émancipation

Chaque institution membre doit payer annuellement une adhésion allant de 700 livres à 2 000 livres selon sa taille³. *London Citizens* justifie cette caractéristique à la fois idéologiquement, payer comme apprentissage du pouvoir, et de manière marchande, en expliquant offrir un service. Au final, payer une adhésion permettrait l'émancipation politique des « institutions intermédiaires ».

1. Un apprentissage du pouvoir

Les organisateurs disent souvent que « le premier pas pour s'organiser c'est organiser l'argent » en reprenant les notions d' « argent organisé » et de « personnes organisées » pour définir le pouvoir d'une organisation (Chambers, 2004, 65). Neil Jameson explique ce point de vue :

C'est à l'opposé de la politique traditionnelle et complètement à l'opposé du travail

¹ “When we started I wish that we would be totally dependent on the members and the foundations wouldn't be significant but we raise about 20% of our money from the members, 80% from the foundations. But if we ask more money to the members we lose half of them, they couldn't afford” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² Pour l'année allant du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, le budget de *London Citizens* était de 1 068 444 livres. Source : Le rapport annuel du 31 mars 2011 rédigés par les administrateurs de *London Citizens* pour la *Charity Commission* (“Trustees' Annual Report”).

³ Le bulletin d'adhésion stipule : “£700 for institutions with fewer than 500 people, £1,300 for institutions with 500 to 1,000 people, and £2,000 for institutions with over 1,000 people”.

social bien sûr (...). Vous devez participer, vous devez adhérer, payer. Cela revient à dire : « nous avons besoin de vous, nous n'allons pas régler vos problèmes à votre place ». Beaucoup de personnes nous appellent et nous demandent : « feriez vous ceci ou cela pour nous ? » et c'est formidable de dire « non »¹.

Ideologiquement, l'assistanat social ou la charité sont considérés comme une mauvaise stratégie politique. En s'y opposant, les promoteurs du BBCO souhaitent que les individus se constituent en collectif et construisent eux mêmes leur capacités d'action politique. Ce processus n'est pas évident, notamment pour des personnes aux ressources (temps, argent, connaissances du système politique et économique, etc.) limitées. L'objet de l'association est donc de les aider à s'organiser, se réunir, se concerter et agir. Le but n'est pas de secourir des personnes défavorisées en menant des campagnes à leur place ou en leur offrant des services mais de les aider à s'aider elles mêmes. Dans cette optique, la question de l'autofinancement est essentielle. De plus, comprendre les logiques des relations monétaires permettrait aux personnes les plus pauvres d'envisager leur émancipation. L'apprentissage du pouvoir passerait par la capacité à cotiser.

Payer £600² est un gros défi pour les petits groupes. Mais encore notre argument est : si vous ne pouvez pas trouver l'argent alors vous ne comprenez pas la politique. Donc trouver de l'argent est très important. Parce que c'est ainsi que le monde fonctionne. Nous sommes à présent persuadés que les communautés pauvres peuvent trouver des sous. Quelques uns de nos meilleurs payeurs sont les communautés les plus pauvres de Londres. Les prêtres comprennent l'argent. Et ils enseignent l'argent, et ils encouragent les gens à gagner de l'argent et à être généreux avec³.

Là où faire payer les plus pauvres, ou tout simplement parler d'argent, peut déranger en France, la culture anglo-saxonne⁴ issu du protestantisme renvoie à une conception très pragmatique de cette question (Iribarne, 1993). Publiquement, Neil Jameson n'hésite pas à défendre son point de vue. Ainsi, dans une interview qu'il a accordée à la revue pour les professionnels de l'aménagement *Planning* en juin 2010, il critique la politique de la ville du gouvernement travailliste, le *New Deal for Communities*, dans ce sens : « le programme a été un désastre ! En tant qu'organisation, nous avons certaines règles, dont l'une est de ne pas

¹ "It's completely opposite to traditional politics and absolutely the opposite of social work of course (...) You've got to participate, you have to join, you have to pay money, (...) this is more or less to say: 'we need you, we're not gonna do your issues for you'. Lot's of people ring up and say 'would you do our issue on such and such', this is wonderful to say 'no'" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² Les tarifs ont augmenté en 2010 passant de £600 à £700 pour les plus petites institutions.

³ "To get the £600 is a big challenge for the little group. But again our argument is, if you can't raise money then you don't understand politics. So raising money is very important. Because it's part of how the world work. We have now accepted that poor communities can raise money. Some of our best payers are the poorest communities in London. Priests understand money. And they teach money and they encourage people to earn money and to be generous with their money" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ C'est dans les organisations de l'IAF aux États-Unis que la relation à l'argent est la plus décomplexée. « Aux États-Unis ils ont une mentalité très portée sur l'argent donc ils n'ont pas peur d'en parler et même je crois qu'un de leur organisateur qui a un passé de *fundraiser*, va dans beaucoup d'églises et leur dit je vais vous obtenir un million de dollars et l'IAF va récupérer 10% » (Sébastien, entretien du 24.08.09).

prendre l'argent public », dit-il. « Si vous apprenez aux gens à vouloir être puissant, il est logique de leur apprendre aussi à payer pour cela »¹ (Townsend, 2010).

Dans le cas où un groupe à faibles ressources souhaite rejoindre l'organisation, un organisateur peut l'aider à trouver un financement, à « organiser son argent ». Ainsi Brady, une jeune irlandaise de 12 ans dont le collège est membre de *London Citizens*, tenait à ce que sa communauté d'*Irish Travellers* rejoigne *London Citizens*. Les organisateurs l'avaient alors aidée à organiser des tombolas à chaque événement de l'organisation afin de collecter l'argent nécessaire à leur adhésion.

L'idéologie du BBCO permet donc d'alimenter une rhétorique justifiant l'adhésion payante. Payer, c'est-à-dire trouver l'argent nécessaire et décider de l'investir dans cette adhésion, serait une étape nécessaire pour acquérir du pouvoir et comprendre le fonctionnement de la politique. Cependant cette rhétorique a tendance à culpabiliser les pauvres. Ces derniers devraient être plus « créatifs avec leur richesse et leur capacité à gravir l'échelle sociale »². Ce discours est en contradiction avec celui qui dénonce la concomitance de l'argent et du pouvoir chez les dominants : les *Haves*. Le BBCO est censé opposer le pouvoir du nombre au pouvoir de l'argent.

2. *London Citizens* comme service permettant l'émancipation politique

On peut considérer que la structure de *London Citizens* correspond à l'idéal d'auto-organisation de la société civile prôné par le BBCO. Les administrateurs sont en effet des membres bénévoles, des leaders. Ces derniers emploient des organisateurs à leur service. La règle d'or mise en avant par le BBCO, « ne jamais faire pour les autres ce qu'ils peuvent faire pour eux mêmes », peut ainsi servir de justification au fait d'acheter les services proposés par les organisateurs.

Telles des arguments de vente, les rétributions de l'adhésion sont mises en avant lorsqu'il s'agit de recruter ou de fidéliser des membres. Quatre d'entre elles sont explicitées sur le bulletin d'adhésion. Elles rejoignent les motivations à l'engagement dégagées dans la section précédente. Adhérer donne droit, en quelque sorte, à des services. Le premier est la possibilité pour les individus composant l'institution membre, de participer sans frais³ aux stages de

¹ “The NDC programme was a disaster! As an organisation, we have certain rules, one of which is not to take public money,” he says. “If you are teaching people to want to be powerful, it makes sense to also teach them to pay for it.”

² “One way of getting out of poverty is to getting much more creative with your wealth and your ability to climb up the ladder, not to be fancy or rich but to understand money is power” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ Ces stages sont parfois ouverts aux non membres. Ils sont alors facturés plus de £400 pour le premier niveau.

leadership. Le second niveau de ces stages comprend notamment une semaine d'hébergement en pension complète. Le deuxième « service » est la participation à des campagnes sur des sujets qui préoccupent les membres dans le quartier et dans la ville. Le troisième est « le développement de bonnes relations avec des voisins issus de milieux différents en travaillant ensemble pour le bien commun »¹. Enfin, la quatrième est la mise à disposition de professionnels, les organisateurs, travaillant auprès de chaque institution sur les questions touchant ses membres. On peut lire :

Les employés de *London Citizens* sont déterminés à travailler avec les institutions pour identifier et développer de nouveaux leaders et organiser des campagnes visant à résoudre les problèmes qui affectent la population locale, les institutions et la communauté élargie. Les organisateurs de sections locales² sont disponibles à tout moment pour des consultations, et rencontreront régulièrement les membres de votre institution³.

D'une certaine manière les organisateurs vendent un service de conseil en développement de l'activité politique des institutions membres.

C'est le renforcement de chaque institution qui est plus particulièrement mis en avant pour promouvoir cette adhésion. Il est par exemple stipulé sur le bulletin d'adhésion que « les stages développent les compétences et la confiance des individus pour que ceux-ci mettent leurs valeurs et leurs croyances en pratique, d'une manière efficace, au sein de leur communauté »⁴. Afin de convaincre les congrégations réticentes, Neil Jameson a par exemple recours à une comparaison provocante entre le montant de l'assurance pour le bâtiment et celui de l'assurance qu'il faudrait payer pour fidéliser « les gens ». Sans cela, les églises et mosquées seraient vides. Il estime que leur montant devrait être équivalent et argumente que le BBCO est une tentative d'« assurance pour avoir des fidèles »⁵.

La cotisation payante est un gage d'implication et d'appropriation des activités de l'organisation par ses membres. Les organisateurs doivent rendre des comptes sur les

¹ “To build good relationships with neighbours from different backgrounds working together for the common good”. Source : bulletin d'adhésion à *London Citizens* reproduit en Annexe.

² Ces sections locales correspondent actuellement aux arrondissements de Londres. Chaque organisateur a en charge un arrondissement.

³ “*London Citizens* staff are dedicated to working with institutions to identify and develop new leaders and to organise campaigns to address problems affecting local people, institutions and the wider community. The organisers in local chapters and boroughs are available at all times for consultations, and will regularly review with you your institution's membership.” Source : bulletin d'adhésion à *London Citizens* reproduit en Annexe.

⁴ “The courses develop the skills and confidence of individuals to put their values and beliefs into action in an effective way in their community.” Source : *idem*.

⁵ “Lots of churches say we haven't got any money and we say: “you have got money, you have spent a lot of money on insurance”, (...) “let's spend the same amount of money but on the insurance of the people”. (...) No people, empty mosque. So we like to say that organising is an attempt to insure the people” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

« services » rendus s'ils veulent que les groupes recrutés restent. Au lieu de représenter une assistance sociale – qu'elle décrie – l'organisation se constitue en assistance politique. Elle essaye de se focaliser sur l'exclusion politique des populations plus que sur leur éventuelle marginalisation de type socio-économique. Pour sortir de la pauvreté économique, il faudrait d'abord sortir de la « pauvreté de pouvoir » (Alinsky, 1965, 41) en acquérant de la capacité d'action. Pour ce faire, il faudrait comprendre que l'argent est le moteur du pouvoir et cotiser à *London Citizens*, qui se présente en tant qu'assistance à l'*empowerment*. C'est potentiellement un serpent qui se mord la queue. En fait, l'organisation s'intéresse peu aux publics qui n'ont aucun moyen d'avoir les ressources, ne serait-ce que financières, de participer à une telle entreprise. Les « pauvres » mobilisés sont en fait essentiellement les fidèles des lieux de cultes. Pourtant une grande partie du financement de *London Citizens* repose sur son statut caritatif qui implique notamment une attention à la lutte contre la pauvreté.

B. Recruter des fondations privées pour quelle dépendance ?

Une étape primordiale pour faciliter l'obtention de subventions venant de « fonds philanthropiques », a été, pour l'organisation, de s'enregistrer en tant que *Charity Organisation* en 2001¹. Traditionnellement seules la religion, l'éducation et la lutte contre la pauvreté donnaient droit au statut de *Charity*. Pour ce faire, les administrateurs de *London Citizens* ont dû utiliser dans la définition statutaire de l'objet² de l'association, les mots clés que la commission visant les demandes requiert³ :

Alors que nous nous serions limités à dire « organiser des leaders pour les aider à changer leurs communautés », la commission insista (...) sur le fait qu'il fallait qu'on s'attaque à un désavantage, pour le bien de la société. Cela nous permet d'être caritatifs, d'avoir des réductions d'impôts⁴.

Le but de *London Citizens* ne consiste pas en une « assistance sociale » mais en une « assistance politique » qui touche l'ensemble des individus de la ville. Les acteurs de l'organisation jouent sur le qualificatif « désavantagé » qui peut, plus largement, renvoyer à la

¹ Ce statut lui permet également de bénéficier de réductions d'impôts.

² “Aims & Objectives: For the benefit of the public to develop the capacity and skills of the members of the socially and economically disadvantaged communities of greater London in such a way that such members are better able to identify and help meet their needs and to participate more fully in society and to assist by directly promoting the more effective working of local charitable community capacity building organisations designed to pursue that aim”. Source : <http://www.charitiesdirect.com/charities/london-citizens-1088174.html>, (consulté le 18.05.12).

³ “We used the words which the charity commission had recognised for other charity” (Paul, entretien du 23.04.08).

⁴ “Although we would have said we just want to organise leaders to help to change their communities, the charity commission insisted (...) that there is a disadvantage that we are addressing which would be for the good of society, that allows you to be charitable, that allows you to have tax breaks” (Paul, entretien du 23.04.08).

répartition du pouvoir politique. Depuis 2006, la « promotion de la citoyenneté et le développement communautaire » sont reconnus en tant qu'actions caritatives¹. *London Citizens* est maintenant inscrite en tant que *Charity* au titre de trois activités : l'éducation (en mettant en avant les stages de leadership), la prévention et le soulagement de la pauvreté (en mettant en avant des campagnes comme celle pour un salaire décent), et le développement communautaire et l'emploi².

London Citizens doit dorénavant rendre des comptes annuellement aux fondations qui la financent. Aux côtés des organisateurs, l'association emploie un *business manager*, qui supervise la recherche et le renouvellement des sources de financement. Chaque organisateur contribue également à la recherche de ses propres financements. Il faut trouver et fidéliser des fondations fiables et indépendantes du gouvernement pour financer plus de 80% du budget de l'association. Il faut les séduire, les convaincre de la transparence du fonctionnement de l'organisation, de la concordance des fins de la fondation en question avec celles de l'association. La recherche se concentre en premier lieu sur des sponsors dans le domaine de l'« assistance sociale ». Le *business manager* entre ensuite en contact avec les financeurs basés sur Londres et discute avec eux de la nature de la subvention. Servira-t-elle à financer un salaire d'organisateur dans sa globalité ou simplement un projet précis³ ? Pour renouveler ces subventions, il faut remplir des dossiers très précis à chaque fin d'année. L'organisation est soumise à une contrainte forte, rendre des comptes sur des objectifs fixés avec les fondations :

Ils veulent voir des résultats quantifiables, ils veulent voir des statistiques, des documents disant que nous avons aidé des milliers de personnes, nous avons formé des milliers de personnes, nous avons permis à 3000 personnes d'avoir un salaire décent en 2007 et nous avons mis 10 millions de livre dans les poches des londoniens les plus pauvres⁴.

Les fondations réclament des chiffres précis⁵. Cela impose à l'organisation d'avoir des résultats quantifiables. Ainsi, des campagnes comme celle pour un revenu décent sont très appréciées par les fondations. On peut effectivement dénombrer les personnes ayant été

¹ Source : <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/50/contents> (consulté le 18.05.12)

² Source : <http://www.charity-commission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/CharityFramework.aspx?RegisteredCharityNumber=1107264&SubsidiaryNumber=0>, (consulté le 18.05.12).

³ “Very generally what we look for funders who are interested in social welfare for example. And then (...) we will look their geographical area, would they fund London or not. (...) [Then we have] to find out if a funder, depending on the size, would fund a whole salary for an organiser (...) or whether they would fund part of a project, on a very local basis.” (Colin W., entretien du 18.04.08)

⁴ “They want to see quantifiable results so they want to see numbers statistics, paper saying we helped a thousand people, we trained a thousand people, we got 3000 people a living wage in 2007 or we put 10 million pounds into the pocket of poor Londoners in 2007” (Colin W., entretien du 18.04.08).

⁵ À titre d'exemple, l'extrait du rapport de la fin d'année 2007 pour le renouvellement de subvention auprès de *City Bridge Trust*, est reproduit en Annexe.

augmentées grâce à l'opération. Les stages de leadership où les *one-to-ones* effectués par les organisateurs sont également intéressants à présenter car quantifiables. *London Citizens* organise deux stages de cinq jours et cinq stages de deux jours par an, permettant de former environ 200 personnes en 2008 et 540 personnes en 2010¹. Les organisateurs doivent effectuer quinze entretiens personnels par semaine. Les assemblées permettent aussi de quantifier le nombre de personnes que l'organisation a touchées. Ce contrôle annuel pose la question de la cohérence entre une visée à long terme que prètent les organisateurs à *London Citizens* et des résultats à obtenir à très court terme. Afin d'attirer des financements, l'organisation s'engage à accomplir des changements significatifs. Mais rendre des comptes annuellement impose des gains rapides et réguliers. Les fondations, bien que conscientes que l'organisation qu'elles financent a peu de chance de transformer le système politique et les rapports de forces dans la société, surtout sur le court terme, sont prises dans une logique de marketing de leur apport à la société (Kubisch et Stone, 2001). Par ailleurs, la nécessité d'obtenir des résultats à court terme expliquerait l'accent mis sur des campagnes gagnables rapidement, justifié publiquement par la référence au pragmatisme – viser entre le monde tel qu'il est et le monde tel qu'il devrait être. La pression mise par les fondations sur les résultats de l'association est en tout cas palpable. La réputation de l'organisation auprès des autres financeurs potentiels est notamment en jeu².

Grâce à la notoriété que *London Citizens* acquiert en matière d'efficacité, on commence à observer une dynamique de recrutement inversée. Les fondations recherchent des projets efficaces à financer. La fondation *Trust for London* (anciennement *City Parochial Foundation*), qui agit dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et des inégalités, a ainsi recruté *London Citizens* pour un programme de promotion du *Living Wage*, justement inspiré par les actions de l'organisation. Le responsable du projet au sein de la fondation explique : « *London Citizens* sont les seuls à faire ce genre de travail sur le *Living Wage*. Donc, nous n'avions pas vraiment le choix, et pour être honnête avec eux, ils sont très efficaces dans leurs actions »³. Les relations avec les fondations ont ainsi tendance à devenir de plus en plus partenariales :

Nous avons une relation basée sur la confiance. (...) *London Citizens* a ses propres revendications, sa propre approche politique. Nous devons être attentifs à être critiques de manière constructive et objective sans les menacer (...). Nous les

¹ Source : Rapport annuel des administrateurs de *London Citizens* du 31 mars 2011.

² "I think it is very important to us that the funder is happy with what we are doing. From a public profile prospective we need to be very aware that if we don't meet the requirements of certain funders, that it will affect our reputation." (Colin W., entretien du 18.04.08).

³ "*London Citizens* are the only one that are delivering that type of work around the living wage. So we really didn't have the choice and to be fair to them they are very effective in what they are doing" (Chef de projet à *Trust for London*, entretien du 03.03.10).

finançons mais nous croyons au travail qu'ils accomplissent sans quoi ne leur donnerions pas d'argent. Nous travaillons en partenariat¹.

Mais les objectifs très ambitieux et précis fixés par *Trust for London* pour la campagne sur le *Living Wage*² laissent peu de marge de manœuvre à *London Citizens* pour définir les siens. Cette contrainte forte sur la démocratie de l'organisation amène à s'interroger sur sa gouvernance interne, qui est en partie l'objet du chapitre suivant.

Neil Jameson, qui reconnaît que le mieux serait de ne dépendre d'aucune de ces fondations, signale qu'à ce jour elles n'auraient pas réellement eu d'impact sur le fonctionnement de *London Citizens*. Il explique qu'en ayant recours à plusieurs fondations (au nombre de 29 en 2011 pour *London Citizens* et *Citizens UK*), l'association ne peut être véritablement dépendante d'une d'entre elles³. Le fait que certains financeurs n'apprécient pas une partie du répertoire d'action de *London Citizens*, comme les manifestations, n'a pas empêché, en 2009, l'organisation de la plus grande manifestation pour une régularisation des immigrés clandestins que l'Angleterre ait connue ainsi qu'une occupation illégale, en 2007, du jardin jouxtant la mairie avec une cinquantaine de tentes. Le directeur de *London Citizens* laisse entendre que si l'une des fondations venait à les influencer, il ne renouvelerait pas leur demande de subvention⁴. Mais, la situation financière de *London Citizens* est instable et a même poussé l'organisation à répondre à un appel d'offres du gouvernement comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette thèse.

Les fondations philanthropiques sont donc des acteurs qui influencent les directions prises au sein de *London Citizens*. Cette dépendance n'est pas une option pérenne pour une organisation qui souhaite être un véritable contre-pouvoir autonome et s'inscrire dans la durée. Au-delà des cotisations des membres, d'autres types de solutions d'autofinancement

¹ "we do have a relationship based on trust. (...) *London Citizens* have their own agenda, their own political stance, whereas we have got to be very careful that we can be critical in a very supportive and objective way without being threatening all (...) We found them but we are committed to the work they are doing otherwise we wouldn't give them the money. We work in partnership" (Chef de projet à *Trust for London*, entretien du 03.03.10).

² "*London Citizens* has to have on board 200 employers within the public inventory sector that will sign up the Living wage in the next four years. 200 employers within which 3 government offices which includes department of work pensions, which includes roughly about 500 contracts workers, 50 local authorities with 1,500 contracted workers will benefit this over the 4 years. The further entire education compasses estimated of 5,000 contracted workers will benefit. So there's a number of key targets. We will monitor them over the next 4 years; there are similar targets within the retail sector. 3 major hotel chains with 2,500 contracted workers will benefit from the Living wage (Chef de projet à *Trust for London*, entretien du 03.03.10).

³ "The reasons we have lots of these foundations is we're not dependent on anyone of them. So some of them (...) don't like us marching, they don't like the demonstrations but it doesn't matter. They never said you've got to stop" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ "It is ok none of the foundations say: you are not allowed to do that and if they did we definitely [will look for others]" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

sont envisagés comme l'achat d'un bâtiment pour installer les bureaux de l'organisation et en louer à d'autres organisations ou comme l'organisation de collectes de dons.

Conclusion du Chapitre 1

Une représentation pragmatique de la société civile

L'idéologie du BBCO s'est construite pragmatiquement. Elle permet de justifier les stratégies de financement et de mobilisation d'un grand nombre de personnes. Ainsi l'adhésion individuelle est-elle refusée pour valoriser les institutions intermédiaires – qui seraient les seuls vecteurs véritablement efficaces de la démocratie – et la cotisation payante présentée comme une étape nécessaire à l'acquisition d'une capacité d'agir. La dimension religieuse de la rhétorique déployée par le BBCO permet de travailler avec des groupes culturels, très bons relais de mobilisation et moyen de toucher les *haves not*. Cette idéologie pragmatique est appropriable par une diversité de groupes de la société civile. Elle s'est construite au cours des premières organisations initiées par Saul Alinsky et Edward Chambers en s'inscrivant simultanément dans de multiples courants de pensées autour de la genèse de la démocratie américaine, des mouvements des droits civiques, du syndicalisme et surtout de la religion chrétienne. Cette multi-appartenance, constitutive d'une identité « super-ordonnée », est résumée par la complexité du personnage de Saul Alinsky qu'il condense lui-même ainsi dans un entretien avec Marion Sanders qui fait l'objet d'un livre : « un type a dit un jour que j'étais un marxiste, financé par les églises et qui reprenait les méthodes du gang d'Al Capone... Remarquez, je trouve le mélange intéressant »¹ (Sanders, 1970, 47). Le cadre d'action collective a été façonné par les différents membres des organisations depuis le début de l'IAF. Ce cadre s'est ensuite formalisé, à travers l'écriture de manuels et la systématisation d'enseignements au sein de ces organisations. Il continue cependant d'évoluer au gré des recrutements des membres et en fonction des profils des organisateurs. *London Citizens* souhaite allier un public hétérogène afin de justifier sa représentation des « citoyens de Londres ». L'organisation travaille par exemple de plus en plus avec des écoles, ce qui n'est pas le cas de toutes les organisations de l'IAF. En retour, le cadre de mobilisation, voire à terme l'idéologie de l'organisation, est amendée par les nouveaux membres, qui sont toujours sélectionnés par les organisateurs. Mais le recrutement de nouveaux types d'institutions est un

¹ Traduit et cité par Thierry Quinqueton (2011, 25).

processus plus lent. Il a par exemple fallu une dizaine d'année de relations et de travail de persuasion pour que les premières synagogues adhèrent, en 2011, à l'organisation. La rigidité de la ligne idéologique du BBCO est donc à relativiser avec la dimension pragmatique de l'organisation. Avant la défense d'une idéologie, l'action et la construction d'une alliance large semble être privilégiée.

Du point de vue des logiques d'engagement, le pragmatisme de *London Citizens* s'illustre par l'affichage d'une diversité de rétributions comme finalités explicites de l'association. Le fait qu'il y ait trois fins-moyens officiels du BBCO permet d'augmenter la probabilité d'identifier un objectif commun avec l'organisation. Ce que les organisateurs appellent l'« intérêt direct » correspondra à la finalité représentée par les campagnes de l'organisation. Il est le moteur d'engagement des syndicats et d'autres associations spécialisées dans le domaine d'une des campagnes. Ce motif induit un engagement moins durable dans l'organisation car dépendant des campagnes en cours. Les autres logiques d'engagement sont plus liées aux deux autres finalités de *London Citizens*, le développement de relations intercommunautaires et le développement des capacités d'action qu'elles soient individuelles ou collectives. De plus, l'adhésion à *London Citizens* permet à certains groupes de répondre à une partie de leurs objectifs institutionnels (mettre en pratique la foi religieuse, éduquer à la citoyenneté etc.) en se plaçant dans la droite ligne idéologique de l'organisation, la défense de la démocratie et de ses valeurs. Lorsque l'engagement repose sur plusieurs logiques, il est plus durable. Les organisateurs vont ainsi recruter plus facilement ces groupes susceptibles de s'impliquer pleinement et de manière pérenne dans le fonctionnement de l'association. Loin de lutter contre l'individualisme, l'organisation mobilise les individus déjà bien socialisés dans des groupes. Pour Mancur Olson (1965), il n'y a d'action collective destinée à la production de biens publics qu'à travers des « incitations sélectives ». Celles-ci sont les gains que l'individu reçoit de sa participation, mais ne résultent pas de l'obtention du bien sur lequel portait l'action (Pizzorno, 1990, 75). Daniel Gaxie (2005, 160) a élargi le concept d'« incitations sélectives » au-delà de sa dimension matérialiste en parlant de « rétributions symboliques ». Contrairement aux conclusions de Mancur Olson, il y a bien dans les participants de *London Citizens* des individus directement intéressés par les résultats des campagnes de l'organisation. Nous verrons dans le prochain chapitre que ces campagnes sont justement pensées pour répondre à des besoins exprimés par certains membres. Cela dit, une grande partie des participants se mobilisent via des rétributions symboliques, mais celles-ci découlent directement des autres finalités du BBCO. Loin de condamner la recherche de profits individuels à l'engagement, la mise en valeur des différentes rétributions non

collectives de l'engagement au sein de *London Citizens* constitue un levier de mobilisation. Le chapitre suivant va justement approfondir cette analyse des stratégies de mobilisation en se concentrant sur les logiques individuelles d'engagement, liées à la formation de « leadership » au sein de l'organisation.

Finalement, la représentation des « citoyens de Londres » se veut quantitative en mobilisant en nombre, et qualitative en cherchant à atteindre une certaine représentativité des diverses communautés qui constituent Londres. Cette quête de légitimité rejoint la conception pluraliste de la démocratie moderne qui s'accompagne d'un glissement de la représentation politique traditionnelle vers une représentation de type sociologique (Arcy et Saez, 1985, 23). De plus, le rôle que joue *London Citizens* auprès des groupes qu'elle fédère questionne celui des associations dans la démocratie. Comme Tocqueville, repris par Robert Putnam, l'énonçait, les associations devraient être des « écoles de démocratie » qui n'« évitent » pas le politique, contrairement aux observations de Nina Eliasoph (1998). En établissant des liens entre ces réseaux concurrents, afin d'établir une société civile efficace au sein du quartier, les organisateurs agissent comme des « courtiers » (“brokers”) (Purdue, 2001, 2214). Une caractéristique importante de l'organisation londonienne est sa capacité à mettre en relation et à faire travailler ensemble des groupes aux logiques organisationnelles différentes. La question de la prise de décision au sein de *London Citizens* est alors cruciale, comment permet-elle, dans la pratique quotidienne, la construction d'un « bien commun » ?

CHAPITRE 2

Émancipation individuelle ou collective ?

Introduction

À travers l'analyse du processus de mobilisation des individus au sein de *London Citizens*, c'est le développement de leadership que nous souhaitons examiner. La notion de leader propre à l'organisation renvoie à celle de « pouvoir » qui désigne « la capacité d'agir, la capacité d'affecter le changement »¹. Ce chapitre vise à comprendre comment *London Citizens*, en son sein, construit et véhicule sa conception du pouvoir. Comment se conjugue capacité d'action individuelle et collective ? D'une part, il interroge la formation de leadership au sein de *London Citizens* et, ce faisant, définit le concept de « leader » propre au BBCO. D'autre part, l'analyse du jeu interne de *London Citizens* permet d'introduire l'agencement extérieur de son pouvoir organisationnel, objet de la deuxième partie de cette thèse, qui est le résultat non seulement de l'accumulation de ressources (comme le nombre et la diversité des individus mobilisés) mais également de la mise en scène d'une identité et d'une volonté collectives tournées vers la démonstration d'un pouvoir d'agir.

La « trajectoire »² des membres au sein de *London Citizens* sera analysée afin d'appréhender au plus près la façon dont on devient « leader ». Le cadre d'analyse du processus de développement de leadership est construit à partir d'une ethnographie des interactions en face à face, en réunion, en assemblée, dans le cadre d'actions collectives et d'agencements informels. La construction de relations est à la base de tout engagement dans l'association.

¹ “Power is ability to act, the ability to affect change” (Neil Jameson, formation du 11.05.07).

² Dans la continuité des approches dites « processuelles », « pragmatiques » ou « interactionnistes » des engagements individuels (Lemieux, Heurtin et Cardon, 1995 ; Fillieule, 2001 ; Hamidi, 2006 ; Céfai, 2007 ; Talpin, 2008).

Elle est l'objet de la première section. Le sens des relations est une caractéristique fondamentale d'un « leader », dans le sens que lui donne le BBCO. Le développement de cette qualité est encouragé par les organisateurs et constitue, pour l'individu, une première étape dans la reconnaissance de sa capacité d'action. Dans la deuxième section, une lecture dramaturgique¹ d'une assemblée et de la genèse d'une campagne – Qui écrit le scénario ? Qui met en scène ? Qui joue ? – permettra d'analyser à la fois les capacités d'action des « leaders » et l'agencement du pouvoir de l'organisation. L'« interprétation », constante de toute activité sociale (Benford et Hunt, 1992, 48), induit une tension entre la liberté de jugement individuelle et la nécessité pour une organisation de créer un cadre d'interprétation commun. Dans ce sens, elle permet de définir le rôle des organisateurs – objet de la troisième section – et questionne la nature de leur rapport aux membres. Une grande partie de la littérature sur le *community organizing* est normative en ce qu'elle présente le BBCO comme un moyen d'approfondir la démocratie et de développer le pouvoir d'agir des individus et des collectifs (Boyte, 1989 ; M. R. Warren, 1998 ; Orr, 2001 ; Jamoul, 2006 ; Wills, 2009a). Ce chapitre met en question la complémentarité souvent mise en avant entre le développement individuel et organisationnel des capacités d'action (Speer et Hughey, 1995, 746). Il nuance le caractère émancipateur du processus d'engagement individuel dans *London Citizens* en analysant notamment les ressorts des prises de décisions au sein de l'organisation. Deux questions centrales des théories de la participation sont ainsi soulevées. Comment s'y prennent les organisateurs pour que le maximum de membres deviennent actifs et participent aux prises de décisions tout en favorisant le consensus et l'efficacité ? Comme dans de nombreuses actions collectives, les organisateurs se disent « soucieux de démocratie participative » et tentent de mettre au point des dispositifs d'autogestion et de délibération² qui incluent le plus grand nombre, mais ils sont également « aiguillonnés par un désir d'efficacité et de rentabilité » (Céfaï, 2007, 345). Par ailleurs, l'approche ethnographique³ permet d'analyser comment les participants ressentent et vivent leur implication dans l'organisation.

Ce chapitre conclut l'analyse de la « mobilisation du consensus », à l'œuvre au sein de *London Citizens*, en dégagant les deux dernières étapes de la « mobilisation pour l'action »

¹ Erving Goffman (1973[1959]) a introduit la dramaturgie dans l'analyse des interactions sociales. Comme sa notion de cadre, celle-ci a été utilisée pour proposer un modèle d'interprétation des actions collectives. Ce recours ne se limite pas à étayer l'analyse des stratégies rhétoriques comme le fait la théorie des cadres mais également la construction sociale et la mise en scène du pouvoir d'un mouvement social. Robert Benford et Scott Hunt (1992, 36) distinguent ainsi des techniques théâtrales - jouer (*performing*), écrire le scénario (*scripting*), mettre en scène (*staging*) et interpréter (*interpreting*) - que nous adaptons à notre analyse.

² La tension entre participation et délibération sera également examinée. Participation du grand public et délibération de qualité ne se conjuguent pas facilement (Sintomer, 2011a, 240).

³ Dans la lignée des approches ethnographiques de la citoyenneté qui tente de saisir celle-ci « par le bas », par le vécu des citoyens (Carrel, C. Neveu et Ion, 2009).

identifiées par Bert Klandermans (1989, 176). La première, l'« éveil de la motivation à participer », introduite dans le chapitre précédent, décrit comment les décisions des personnes ciblées par des tentatives de mobilisation sont influencées. La seconde, « la suppression des obstacles à la participation »¹, correspond, en partie, au développement des capacités d'actions des membres de *London Citizens* et illustre ainsi dans la pratique la continuité entre les fins et les moyens du BBCO. Entre l'analyse des déterminants structurels et celle des préférences individuelles, nous examinerons le processus « intermédiaire » par lequel « les individus évaluent et reconnaissent ce qu'ils ont en commun et décident d'agir ensemble »² (Melucci, 1989, 338–339). La production de sens et d'émotions autour des actions collectives de l'association est indissociable de l'engagement durable des membres de l'organisation.

Section 1. Le « pouvoir relationnel », mobilisation et émancipation

Le « pouvoir relationnel », c'est ainsi que les promoteurs du BBCO, organisateurs comme universitaires (Orr, 2001 ; Slessarev-Jamir, 2004), qualifient le *one-to-one* ou *relational meeting*. Il s'agit d'un entretien en tête-à-tête où deux individus partagent leurs états d'âmes, motivations, préoccupations et récits de vie. De manière provocatrice, cette « simple » rencontre entre deux personnes est souvent présentée comme « révolutionnaire »³ (Chambers, 2009, 11). La construction de relations entre les membres de l'organisation est à la fois pensée comme une stratégie de mobilisation et comme une finalité de *London Citizens*. D'un côté, elle permet de faciliter le travail de mobilisation des organisateurs. La première sous-section nous permettra de comprendre le rôle des leaders dans ce processus. De plus, comme nous le verrons dans une seconde sous-section, elle est le vecteur d'un engagement plus durable, en motivant les membres à s'investir au-delà de leur intérêt pour les campagnes ou la poursuite d'idéaux. Toutes les solidarités de groupes sont en effet fondées sur une idéologie partagée mais également sur une interaction constante (Rochon, 2000, 112). De l'autre, les relations tissées entre les membres constituent une des finalités recherchées par l'organisation en ce qu'elles sont le signe d'une société civile renforcée, permettant de lutter contre l'individualisme.

¹ Elle décrit comment la probabilité que les personnes motivées s'engagent peut être augmentée.

² “What is lacking, between the analysis of structural determinants and individual preferences, is the analysis of an intermediate level concerned with the process by which individuals evaluate and recognize what they have in common and decide to act together”.

³ “That is why the disciplined practice of relational action is revolutionary”

L'insertion des personnes dans un réseau de relations permettrait d'augmenter leur capacité d'action, leur « pouvoir ». Elle serait ainsi la première étape de l'émancipation politique des individus. Elle rendrait possible le développement de la « politicalité » des participants, cette qualité qui pour Edward Chambers (2004, 18), relie les hommes les uns avec les autres à travers « des liens réciproques d'affinités et de responsabilités »¹. L'IAF enseigne ainsi qu'il n'y a pas de pouvoir sans les relations (Rogers, 1990, 63). Comment ces deux dimensions du « pouvoir relationnel » – la capacité mobilisatrice et émancipatrice – recherchées par *London Citizens* tiennent-elles ensemble ?

A. Vers des « leaders relationnels »

Le recrutement des institutions membres passe par la mobilisation de « leaders » au sein de ces groupes. Lorsque Neil Jameson est arrivé à Londres pour créer TELCO, il n'a pas organisé d'actions pendant 18 mois. Il a simplement rencontré différentes personnes et repéré celles qu'il estimait pouvoir devenir les leaders de la future organisation. Tous les jours, il réalisait ce que les acteurs du BBCO appellent des *one-to-ones* avec 5 à 6 personnes. Son but était de convaincre ces dernières de l'utilité de la création d'alliances entre les églises, les syndicats, les mosquées. Au bout d'un an et demi, TELCO a été inauguré lors d'une assemblée qui a réuni 1300 personnes représentant les 36 membres fondateurs.

L'analyse des stratégies de mobilisation déployées par *London Citizens* renvoie, entre autres, aux études sur les cadres de la micro-mobilisation. Le « recrutement et la mobilisation des participants potentiels nécessitent de se concentrer sur »² les « valeurs » que ces individus ont en commun avec l'organisation (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986, 469).

1. Recruter les « bonnes personnes »

Plusieurs organisateurs emploient le terme de “good people”³ pour désigner les futurs leaders. Il s'agit des individus volontaires pour s'engager le plus possible dans l'organisation ainsi que dans leur institution d'origine. Une facette importante du travail des organisateurs

¹ “in reciprocal bonds of affinity and accountability”.

² “the recruitment and mobilization of prospective constituents will require the focusing, elevation, and reinvigoration of values relevant”.

³ “Once you have really really good people then things can happen.” (Matthew, entretien du 17.04.08).

consiste donc à dénicher ces “good people”¹ en rencontrant de nombreuses personnes susceptibles de correspondre au profil. Ainsi les organisateurs doivent-ils réaliser une partie de la quinzaine d’entretiens, qu’ils doivent faire chaque semaine², en tête-à-tête avec des personnes qu’ils ne connaissent pas encore. L’un d’entre eux explique : « tout le monde est occupé et c’est surtout les bonnes personnes qui sont très occupées avec différentes sortes d’activités. Donc vous avez besoin de vous asseoir avec quelqu’un pour parler de vous et apprendre des choses sur lui »³. D’un point de vue stratégique, le *one-to-one* permet d’engager les individus dans des relations personnelles de confiance, qui constituent le prérequis pour toute action collective (Laville et Sainsaulieu, 1997, 48), au-delà de ce qui est envisageable avec d’autres outils de communications comme les tracts ou les courriels :

Quand j’ai commencé à travailler [en tant qu’organisatrice], je me disais qu’en envoyant des courriers électroniques pour faire venir les gens aux réunions cela suffirait. Mais ça ne marche pas, pour vraiment être sûre que quelqu’un s’engage à faire partie d’une équipe, à venir à une réunion etc., il faut s’entretenir avec lui en tête-à-tête⁴.

Les *good people* sont les personnes qui permettront l’adhésion et/ou la participation active de leur communauté à *London Citizens*. Elles possèdent déjà un réseau de connaissances et, parfois, une certaine notoriété au sein de leur groupe. Certaines sont explicitement en situation de leadership de par leur position au sein des institutions. Les organisateurs les appelleront « leaders positionnels ». D’autres le sont implicitement, c’est aux organisateurs de les repérer, d’autant plus qu’il s’agit de former plusieurs leaders dans chaque communauté membre. Devenus leaders, leur rôle sera celui d’intermédiaire entre le bureau de *London Citizens*, composé essentiellement par les organisateurs, et leur institution d’appartenance. Une stratégie de mobilisation en cascade est ensuite attendue, dans laquelle les leaders décuplent le travail des organisateurs. Ce travail de mobilisation passe par un important processus de « construction de relations » entre les leaders et les organisateurs et entre les leaders entre eux.

Nous, [les organisateurs,] sommes les personnes qui entretiennent le mieux possible un réseau de leaders, là où autrement ces individus seraient trop occupés à être des enseignants ou des prêtres et ne pourraient donc pas être en relation avec d’autres communautés. (...) Et le *one-to-one* est la manière avec laquelle vous pouvez

¹ “The actual bread and butter of organising is hard work, it’s going from one place to another, meeting people, looking for good people, sometimes you meet them but a lot of the time you don’t.” (Joanna Purkis 29.04.08)

² Dans sa fiche de poste, il est stipulé qu’un organisateur doit effectuer une moyenne de quinze entretiens en tête-à-tête par semaine (“to undertake between fifteen and twenty one to one meetings a week”, source : fiche de poste *associate organiser-TELCO* reproduite en Annexe). Ces entretiens ne sont ni retranscrits ni soumis à une analyse statistique mais visent à construire une relation d’égal à égal entre l’organisateur et l’individu rencontré.

³ “Everyone is busy; especially the good people are very busy with all sorts of different things. So you need to have sat down with someone and speak about yourself and find out about themselves” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “When I first started [to work as an organiser] I was saying, maybe if I send an email out to lots of people then people will come to the meeting. It doesn’t work, the way you really get someone to commit to being in a team, to join, to come to the meeting or whatever is face to face” (Joanna, entretien du 29.04.08).

construire ces relations¹.

L'organisateur chapeaute la formation et la pérennité d'un réseau de relations entre les leaders. Les uns et les autres vont être amenés à se rencontrer et à se connaître lors de réunions mais aussi lors des stages de leadership qu'organise *London Citizens* afin d'enseigner la théorie du BBCO. Au cours de ces différentes rencontres, les participants seront encouragés à effectuer un maximum d'entretiens en tête-à-tête avec de nouvelles personnes.

À travers cette appellation non formalisée de *good people* se dessine une dimension du « style de groupe » de *London Citizens*. Pour Nina Eliasoph et Paul Lichterman (2003, 737), les groupes ont des styles² qui leur sont propres. Ceux-ci reposent sur des schémas récurrents d'interactions, fondés sur la façon dont le groupe définit ce qu'est un « bon membre » (Lichterman, 2006, 539) et quelles sont les formes adéquates de participation au sein du groupe. Pour être une « bonne personne » au sein de *London Citizens* et arriver à œuvrer pour un monde meilleur, il faudrait mobiliser autour de soi en développant des relations de la même manière que les organisateurs. Cette définition d'un « bon membre » dessine donc une des règles du jeu organisationnel mais également les valeurs mises en avant par le BBCO. Nous avons vu que *London Citizens* appuie son discours sur le fait que toute action est accomplie avec « intérêt ». Le *one-to-one* doit, entre autres, permettre de comprendre les « intérêts » de son interlocuteur. Dans la continuité des observations de Tocqueville³, qui soulignait que la volonté des américains à participer bénévolement à des activités associatives ne devait pas être comprise comme un acte uniquement vertueux mais s'expliquait par leur compréhension de ce qu'il appelle l'« intérêt bien entendu » (Tocqueville, 2002a[1835], 47, 67, 216), participer à la vie publique et donner ainsi du sens à sa vie seraient dans l'« intérêt » de tout un chacun. La reconnaissance des « intérêts » des *good people*⁴ permet un engagement plus décomplexé de la part des membres qui n'ont pas à cacher des motivations parfois censurées dans d'autres univers militants (Gaxie, 2005, 164) telles que la reconnaissance personnelle et l'estime de soi. Un ancien leader, organisateur depuis 2012, explique ainsi :

En faisant de bonnes actions, tout le monde cherche de la reconnaissance, moi je l'ai trouvée à travers mon implication dans *London Citizens*. Vous pouvez toujours dire que vous faites ceci pour les autres, oui c'est vrai, ça aide beaucoup les autres mais

¹ “[We are] being the person that as much as possible holds a network of community leaders together in a relationship, where they wouldn't normally be because they are too busy being a teacher or being a priest, to have a connection with other local communities. (...) And the one-to-one is the way you can build up these relationships” (Matthew, entretien du 17.04.08).

² À différencier des « socio styles » ou « styles de vie », très décriés (Herpin, 1986), de Bernard Cathelat (1990).

³ « N'apercevez-vous pas de toutes parts les croyances qui font place aux raisonnements, et les sentiments aux calculs ? Si, au milieu de cet ébranlement universel, vous ne parvenez à lier l'idée des droits à l'intérêt personnel qui s'offre comme le seul point immobile dans le cœur humain, que vous restera-t-il donc pour gouverner le monde, sinon la peur ? » (Tocqueville, 2002a[1835], 79).

⁴ La référence aux *good people* renvoie également à la notion d'« intérêt éclairé » utilisée par les organisateurs.

c'est aussi agréable pour soi. (...) Vous n'allez pas faire quelque chose si personne ne va le savoir¹.

Neil Jameson fait souvent référence aux rétributions symboliques qui peuvent découler de l'engagement des leaders pour encourager les « bonnes personnes » à rejoindre sa cause. Lors d'une formation organisée par l'organisation, il avait ainsi déclaré : « rappelez-vous que nous vieillissons, vous devriez vous inquiéter de ce qui sera inscrit sur votre tombe »². L'engagement dans une cause militante doit permettre de « donner un sens à la vie » (Gaxie 1977, 125). Ces « incitations » agissent sur le besoin des individus d'agir conformément à certaines normes morales (Pizzorno, 1990, 78). Les organisateurs s'emploient à persuader les futurs leaders que leur implication dans l'organisation répond à leur système de valeurs. On retrouve alors les mécanismes de cadrage, entre l'objet de *London Citizens* et les attentes des potentiels leaders, tels qu'introduits dans le chapitre précédent. Un administrateur explique :

Je pense que l'organisation correspond au système de valeur de l'Eglise chrétienne et à celui des autres communautés religieuses et des mouvements syndicaux. Mais parfois, les gens ont besoin d'être persuadés de ça, donc c'est là que les organisateurs entrent en jeu, je pense que les stages qu'ils font, les entretiens qu'ils ont avec les gens, c'est une manière de les impliquer dans ce genre de conversation³.

Un instrument important de ce travail de cadrage est l'entretien en tête-à-tête. Les organisateurs ont pour mission de mettre en cohérence les motivations des personnes qu'ils rencontrent avec l'activité de l'organisation. Un leader, membre d'une association étudiante et devenu organisateur en 2012, explique dans ce sens : « la meilleure qualité d'un organisateur est sa capacité à persuader les personnes et à les emmener avec eux dans une relation sympathique et constructive »⁴. Ce processus rejoint le concept d'« alignement des cadres » comme « condition nécessaire à la participation » à une organisation. Il s'agit de « l'articulation entre les schèmes interprétatifs d'un individu et d'une organisation de mouvement social, telle que certains intérêts personnels, valeurs et croyances d'un individu soient en harmonie et complémentaires avec les activités, les objectifs et l'idéologie de l'organisation »⁵ (Snow, Rochford, Worden et Benford, 1986, 464). C'est ainsi que pour recruter Austen Ivereigh,

¹ “Everybody wants recognition when you're doing really good things, and I've got a lot of recognition from being involved in *London Citizens*. You can stress that too much like I do it for people, I do it for, yes that's true, it helps a lot other people but it's also enjoyable for me. (...) You're not gonna do something if nobody is going to look at it” (Sam, entretien du 24.04.08).

² “Remember we are getting older, you should worry about what is going to be written on your grave” (Neil Jameson, entretien du 16.10.09).

³ “I think it does fit strongly with the value system of the Christian church and the other faith communities and the trade unions movements. But sometimes people need to be persuaded of that case, so beyond that line, that's where the organisers come in. I think the training that they do, the one-to-one meetings that they have with people, it's a way in trying to engage them in that kind of conversation” (Paul, entretien du 23.04.08).

⁴ “The best quality of an organiser is an ability to persuade people and take them with them in a nice kind of constructive relationship” (Sam, entretien du 24.04.08).

⁵ “By frame alignment, we refer to the linkage of individual and SMO interpretive orientations, such that some set of individual interests, values and beliefs and SMO activities, goals, and ideology are congruent and complementary”.

alors conseiller du cardinal archevêque de Westminster, comme coordinateur de la campagne *Strangers into Citizens*, le directeur de *London Citizens* s'est servi des valeurs catholiques que cet homme aimait à mettre en avant dans ses postes précédents. L'intéressé explique qu'il a « particulièrement apprécié la manière avec laquelle Neil Jameson [lui] a présenté les choses et a su identifier [ses] valeurs et priorités en tant que catholique engagé »¹. Edward Chambers (2004, 72) cite le philosophe Bernard Crick pour justifier l'utilisation de la notion d'« intérêt personnel » dans le cadre des processus de construction de relations et de recrutement : « plus réaliste est l'interprétation de l'intérêt personnel d'autrui, plus on peut s'impliquer dans des relations avec les autres »².

Cependant, ces exhortations récurrentes et parfois moralisantes à s'engager dans l'organisation peuvent dissuader certaines personnes³. Les dimensions instrumentale et artificielle du *one-to-one* conduisent à s'interroger sur la nature des relations qui en résultent :

Parlons nous aux gens avant tout pour faire venir du monde ? En d'autres termes, sommes nous des mobilisateurs ? Non, nous ne le sommes pas et ne devrions pas l'être. Mais parfois la seule raison que j'avais pour contacter des personnes était que je voulais qu'elles viennent, à une assemblée, à une réunion⁴.

Faire un « bon » entretien en tête-à-tête revient ainsi à ce que l'interlocuteur ne se rende compte de rien :

Ce qui est assez bizarre c'est qu'elle a dû faire un *one-to-one* avec moi à un moment donné mais je ne m'en suis jamais rendu compte, elle sait beaucoup de choses sur moi et je ne m'étais jamais rendu compte de comment elle avait appris ça, comme quoi c'était des bons *one-to-ones*, donc c'est comme ça que ça a débuté⁵.

Ce qui n'est pas toujours le cas :

Une organisatrice est venue dans notre syndicat et a fait un *one-to-one* avec moi. À ce moment là, je n'avais pas réalisé ce qu'était un *one-to-one*. Elle me parlait de TELCO et de combien elle y était impliquée. Et moi je me demandais : hum, qu'est ce que c'est que ça⁶ ?

Cette définition d'un « bon entretien » renvoie au caractère potentiellement manipulateur de la construction de relations. Pour Saul Alinsky (1971, 99), une des qualités requise pour être un organisateur est d'« aimer les gens ». C'est la patience et l'attention nécessaires à la

¹ "I particularly liked Neil Jameson's framing of the purpose of it and he identified with my values and my priorities as a social engaged catholic" (Austen, entretien du 24.04.08).

² "The more realistically one construes self-interest, the more one is involved in relationships with others".

³ "I know someone who has been approached by *London Citizens* to work with *London Citizens*, had work with them a little bit but and felt very pressured to join" (Ben, entretien du 15.09.09).

⁴ "Are we talking to people in order basically to get a turn out, in other words, are we mobilisers? No we're not we shouldn't be, but sometimes the only reason I was contacting people was because I wanted them to turn out, join an assembly, a meeting" (Austen, entretien du 08.04.10).

⁵ Sébastien, entretien du 04.11.09.

⁶ "[An organizer] came in the union and did a one-to-one on me. At that time I didn't realize what was a one-to-one. She was telling me about TELCO and how much she's been involved. And I was like, hum what is this?" (Ruhana, entretien du 23.09.09).

répétition des *one-to-ones* qui sont ainsi recherchées. Il s'agit de construire des relations pérennes, basées sur la confiance, et pourtant instrumentales, comme le laisse entendre l'expression de « consentement averti » employée par cette organisatrice :

Vous ne pouvez pas forcer les gens, il faut les persuader et c'est ce que nous appelons une sorte de consentement averti. Et tout ce dont nous parlons pendant les stages au sujet de la construction de pouvoir relationnel et de la confiance est un processus très lent et il faut le faire dans la durée, continuer à construire¹.

2. Les leaders, agents de mobilisations ou acteurs de l'auto-organisation de la société civile ?

Le processus de mobilisation interne à *London Citizens* met en pratique l'hypothèse selon laquelle « les réseaux de relations déjà présents dans le tissu social facilitent le processus d'engagement et rendent l'investissement d'un individu dans l'action collective moins coûteux »² (Melucci, 1989, 339).

La construction d'une « culture de la relation » est au centre de l'activité de l'organisation. Le processus à l'échelle d'une institution membre fonctionne à l'image de celui qui se joue au sein de *London Citizens*. Les leaders recrutés via ces *one-to-ones* devront, eux-mêmes, en effectuer avec les personnes de leur institution d'origine. Un leader, prêtre d'une paroisse, a ainsi observé le renforcement de la cohésion au sein de sa communauté³. Encouragé par les organisateurs, il entreprit d'effectuer régulièrement des entretiens en tête-à-tête avec ses paroissiens. Il a ainsi appris à connaître des personnes, leur histoire et leurs préoccupations, qu'il voyait chaque semaine mais avec qui il n'avait jamais discuté sérieusement. Au fur et à mesure, il a aussi incité les membres de son église à en effectuer entre eux, à la fin de la messe par exemple. Ce processus permet de renforcer la communauté. Ce qui fait écho à un des buts affichés de *London Citizens*, retisser la société civile, mais également à une des raisons de l'engagement des groupes dans l'organisation.

On observe ainsi, de la part de nombreux membres qualifiés de « leaders », l'appropriation de leur rôle au sein de *London Citizens*, à des degrés différents. Une membre d'une église est

¹ “You can't force people, you have to persuade them and that is what we mean by kind of an informed consent. And the business of, you know we're talking on the training about how building relational power and trust is a very slow process and you have to keep sustainable, you have to keep building” (Catherine, entretien du 22.04.08).

² “The networks of relationships already present in the social fabric facilitate the processes of involvement and make the individual's investment in the collective action less costly”.

³ “It was building relationships, you know through me initially making an effort to do one to ones on a consistent basis. Even on Sunday and Saturday evening I just sat down in the hall with some one I see every week at church and I have never spoken to, I don't know what his name is. (...) We have a really good conversation, so doing that and then getting other people to do it with each other” (Sean, entretien du 21.04.08).

rapidement devenue très active, en s'appropriant un rôle de leader au sein de *London Citizens*, mais n'utilise pas le vocabulaire spécifique au BBCO :

[les membres de ma paroisse] ont peur de se battre, de s'ouvrir, mais je travaille dessus, j'ai trouvé quelques personnes qui sont maintenant actives et veulent donner leur opinion et essayer. Je les ai invitées pour cette réunion donc j'espère qu'elles vont venir. Elles sont énervées, en colère et je pense que dans le futur elles vont se joindre à moi¹.

Un prêtre, lui, est impliqué dans *London Citizens* depuis beaucoup plus longtemps et de manière plus intense :

Les leaders sont quasiment définis comme des personnes qui développent le leadership des autres. (...) Dans le *community organizing*, vous êtes un leader efficace si vous motivez et inspirez les personnes tout en reconnaissant la manière avec laquelle fonctionne l'organisation².

Les leaders peuvent ensuite recruter eux mêmes d'autres institutions de leur quartier. Ce rôle a été institutionnalisé avec la création d'un *advisory group* pour chaque section de *London Citizens* (Est, Sud, Nord et Ouest). Ces groupes sont composés d'un leader par arrondissement. Ils se réunissent régulièrement pour réfléchir avec les organisateurs au développement à moyen et long terme de l'organisation. Dans chaque arrondissement, le membre de ce « conseil » assiste l'organisateur référent pour le recrutement de nouveaux groupes. Les organisateurs souhaitent ainsi que les leaders se rendent compte qu'ils doivent faire eux mêmes une partie du travail des organisateurs. L'objectif est que la société civile s'auto-organise sans l'aide des intervenants professionnels que sont les employés de *London Citizens*. Le développement de relations entre les différents leaders permettrait ainsi « qu'ils se sentent liés, qu'ils commencent à avoir une histoire ensemble afin qu'ils souhaitent rester ensemble et construire TELCO eux-mêmes »³.

Cet idéal constitue une rhétorique mobilisatrice mais peut également engendrer des effets positifs pour les institutions membres comme le constate ce prêtre :

Je vois de plus en plus de personnes [de ma paroisse] qui comprennent de quoi il s'agit, elles comprennent les processus et ce qui se passe et les bénéfices qu'il y a pour la communauté. Les personnes vont se porter volontaires pour faire des réunions chez elles et vont inviter des gens pour parler de sujets et cela ne se serait jamais passé avant⁴.

¹ “They are afraid to fight for it, to open up but we are working on it, I found quite a few people who are now active and want to give their opinion and trying. I have invited them for this meeting so I hope they are gonna come. They are upset, they are angry and I think in future they will join me” (Jolanta, entretien du 06.10.09).

² “Leaders are almost defined as people who develop the leaderships of others. (...) In community organising, you're an effective leader if you can motivate and inspire the people and recognise the way the organisation work” (Angus, entretien du 28.04.08).

³ “[Leaders] feel bonded, they start having an history and a story together. So that they want to keep it together and they want to build TELCO themselves” (Alice, entretien du 22.04.08).

⁴ “And I see more and more people understand what it's all about, understand the processes and what's going on and the benefits that there are for the community. I mean people will volunteer into having a meeting in their homes

Les rétributions doivent être suffisantes pour maintenir l'engagement des membres.

Les « leaders » sont des personnes fondamentales à impliquer car elles permettent de décupler les efforts des organisateurs pour atteindre le plus grand nombre de personnes. Un leader est notamment évalué sur sa capacité de *turn-out*, c'est-à-dire sur le nombre de personnes qu'il invitera à un événement. De plus, en développant un réseau de leaders interconnectés, la mobilisation au sein de *London Citizens* est rendue plus durable même dans le cas où certains leaders cesseraient de s'impliquer. En effet, contrairement à une structure verticale, où un leader mobiliserait à lui seul des individus déconnectés, le BBCO tisse une toile de relations entre les leaders au sein comme à l'extérieur de leur institution. Les organisateurs appellent ainsi « leaders » toutes personnes d'une institution membre de *London Citizens* étant en contact avec un organisateur, participant assez régulièrement aux activités de l'alliance et étant capable de faire venir quelques personnes lors des événements les plus importants (assemblée annuelle, grande manifestation). La seconde section de ce chapitre va permettre d'interroger la place de ces « leaders » dans le fonctionnement de *London Citizens* notamment au regard de la règle d'or du BBCO, « ne jamais faire à la place des autres ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes ». Lorsqu'il s'agit de justifier l'implication des leaders dans le travail de mobilisation, ce principe est fortement utilisé. En est-il de même pour la gouvernance interne ?

B. La relation aux autres comme vecteur d'engagement

Rencontrer de nouvelles personnes et être reconnu sont deux motifs¹ d'engagement dans *London Citizens*. Que l'on appelle cela rétribution ou raison de l'engagement, la construction de relations est pensée comme un moyen de mobiliser mais aussi comme un objectif. À travers ces interactions, c'est la reconnaissance de sa capacité d'action et la prise de conscience de son appartenance au collectif qui est en jeu. Les participants prennent plaisir « à exister, à se faire reconnaître » (Gaxie, 2005, 163), et à se mobiliser pour le collectif. La reconnaissance peut être analysée comme un besoin contemporain des individus qui « n'ont plus de place fixe » (Walzer, 1983, 253). Elle est en tout cas pensée comme telle par les

and invite people around and talk about the issues and you know that would never have happened before" (Sean, entretien du 21.04.08).

¹ « Les motifs offrent des cadres permettant aux acteurs de donner une signification et d'interpréter les activités dans lesquelles ils sont engagés » (Talpin et Mazeaud, 2010, 363).

promoteurs du BBCO : «ici, les gens ne sont pas réduits à des statistiques, des parts de marché ou des profils de poste. Ils sont connus et connaissent les autres, un à un. Leur présence est reconnue et leur absence et ressentie »¹ (Chambers, 2004, 61-62).

1. Devenir membre du collectif

Lors de chaque événement de *London Citizens*, les individus ou les institutions (lorsque les participants sont trop nombreux) se présentent et sont reconnus par les autres participants.

Vous vous sentez impliqués dès le début, vous vous sentez le bienvenu, je pense que les tours de tables à chaque début de réunion permettent de rassembler. Tout le monde doit dire qui il est. Cela n'a pas d'importance si vous avez 16 diplômes, vous êtes juste la même personne qu'un simple agent de nettoyage².

Ainsi, à l'image des entretiens en tête-à-tête, le début des réunions ou assemblées constitue un autre « rituel relationnel ». Nous avons vu dans le chapitre précédent que chaque assemblée commence par un « appel » où tous les groupes membres se présentent, témoignent de leurs motivations et de leur adhésion. Lors des réunions, ce « rituel de salutation » consiste en un tour de table où chacun des participants se présente et apporte une réflexion sur un sujet donné par l'animateur. Il pourra s'agir, par exemple, d'expliquer la raison de sa présence à cette réunion ou de raconter une expérience d'injustice vécue personnellement. Ces rituels relationnels rendent possible « l'intégration dans une micro-société » des participants « avec tous les avantages psychologiques et sociaux qui lui sont associés » (Gaxie, 1977, 138). En tant que processus de reconnaissance (Wang, 2012, 100), ils permettent à chacun des participants de se sentir à sa place quel que soit son degré d'implication dans l'organisation ou son origine socioculturelle.

Alors qu'on peut constater l'absence de certains groupes dans les espaces publics – comme les « jeunes » ou les « étrangers » (C. Neveu, 1999, 11) – *London Citizens* arrive à mobiliser des individus qui se sentent exclus, notamment en travaillant sur ce sentiment d'exclusion, en reconnaissant et valorisant les différences. Deux leaders en témoignent :

J'apprécie vraiment le fait que *London Citizens* mette en avant la foi (...). Vous n'avez pas besoin de vous excuser pour votre religion³.

Je vois des gens comme moi, je vois des gens différents, de toutes les autres cultures, de toutes les autres nationalités ici présentes et puis chacun se sent libre. Et puis ça a

¹ “Here, people are not reduced to statistics, market segments, or job descriptions. They are known and know others by face, one to one. Their presences is recognized, and their absence is felt.”

² “You feel involved from the beginning, you feel welcomed, I think that the business at the beginning of every meeting is a gathering and every body has to say who they are. It doesn't matter if you have 16 degrees, you're still the same as this person here who is just a cleaner” (Kevin, entretien du 15.04.08).

³ “I feel positive actually that *London Citizens* is about kind of like promoting faith (...). You don't have to apologise for your religion” (Ghazel, entretien du 21.08.09).

commencé à me donner de la confiance pour participer¹.

De par les interactions plus ou moins ritualisées ayant lieu au sein de l'organisation, les organisateurs arrivent à intégrer divers individus dans un même univers où la tolérance et les relations respectueuses priment. C'est l'appartenance de chaque individu au collectif formé par *London Citizens* qui est construite, en répondant notamment à leur besoin d'intégration. On retrouve le concept d'« identité super-ordonnée » – introduite dans le chapitre précédent – pour qualifier l'identité du collectif formé par *London Citizens*. Lors des *one-to-ones*, en essayant d'expliquer son parcours, son histoire, ses passions et ses colères à son interlocuteur, l'individu se questionne lui-même sur ce qui le façonne et sur ses « intérêts ». Il doit arriver à expliquer d'où viennent ses motivations à prendre part aux activités de *London Citizens*. Ce sont souvent des situations vécues d'injustice, d'inégalité ou des sentiments de frustration qui seront mis en récit. Ce faisant, les participants construisent leur propre « histoire » qui justifie et donne du sens à leur engagement dans l'organisation. Ce récit sera rodé après plusieurs *one-to-ones*. L'acteur participe ainsi « à l'élaboration des définitions de soi et d'autrui, à l'invention de conduites, d'attitudes, de ressources et de buts ». Tout en « étant marqué par son passé », il « n'est jamais réductible à lui » (Friedberg, 1997[1993], 208). Le *one-to-one* peut alors être considéré comme un outil forçant l'« interactivité du social » (Cometti, 2010, 327). Pour George Herbert Mead (1963[1934], 118), « l'individu s'éprouve lui-même comme tel, non pas directement mais indirectement en se plaçant aux divers points de vue des autres membres du même groupe social, ou au point de vue généralisé de tout le groupe social auquel il appartient ». Les entretiens en tête-à-tête et autres rituels relationnels permettent aux individus d'articuler leur « histoire personnelle » avec celle des autres. Ainsi, l'individu apprend « à s'appréhender lui-même à la fois comme possédant une valeur propre et comme étant un membre particulier de la communauté sociale » ainsi formée (Honneth, 2004, 134). Ce travail d'introspection permet de renforcer la motivation des individus à appartenir au collectif, de considérer cette appartenance comme une facette de sa propre identité mais également de prendre conscience de leur qualité d'acteur. On assiste alors à une « personnalisation » de l'engagement, « l'individu tend à se définir maître de l'action comme de lui-même et à mobiliser sa propre histoire et l'ensemble de ses ressources » (Ion, 2004, 76).

¹ Halima, entretien du 17.07.09

2. Reconnaître sa capacité d'action

Le *one-to-one* est utilisé pour construire des relations de confiance avec les différents membres. Cette rencontre permet de reconnaître un à un chaque individu en tant qu'acteur important de l'organisation et de construire les bases des relations à venir. Une organisatrice explique que « le fait de leur poser des questions et de partager la même chose sur soi, d'où on vient, ce qui nous a formés » est « très respectueux envers les personnes, leurs histoires et leurs expériences »¹. À travers la construction de relations de confiance, les individus prennent conscience de leur capacité d'action à mesure que celle-ci est mise en valeur par leur interlocuteur, organisateur ou leader. Leur présence à une réunion ou une action collective est reconnue comme précieuse. Leur avis compte. Leurs expériences passées sont valorisées. Ils sont considérés comme des acteurs et non comme des bénéficiaires d'une organisation caritative. Les participants prennent alors plaisir « à exister, à se faire reconnaître » (Gaxie, 2005, 162).

Lors de chaque moment collectif, plus ou moins formalisé, ou à l'occasion d'entretiens en tête-à-tête, les personnes ne croyant pas en leurs capacités d'action sont mises en confiance et incitées à développer leurs compétences relationnelles. Les organisateurs cherchent, par leur attitude volontairement ouverte, pédagogique et attentionnée, à atténuer « les obstacles à la participation » (Klandermans, 1989, 176) que pourraient être une difficulté à s'exprimer oralement, le stress ou l'incapacité à parler en public. Ces rencontres sont l'occasion de développer ses compétences. Des cours d'anglais peuvent également être organisés dans les communautés membres². Pour des acteurs qui ne se sentent pas « légitimés à prendre la parole en public », une telle plongée dans « des univers de représentation » est importante (Céfaï, 2007, 341) et vecteur d'engagement. Ces principes d'intégration permettent de faire prendre conscience aux individus qu'ils peuvent compter « politiquement ». Le responsable d'une association de congolais raconte ainsi sa première participation à une assemblée des délégués de *London Citizens* :

Pour la première fois les congolais qui sont au Royaume-Uni pouvaient participer dans le débat ou dans un travail de niveau crédible : où il y a la présence des autorités, il y a la contribution d'autres organisations, l'appui de presque tout le monde, des enfants, des écoles. Quand j'ai vu cela, ça m'a beaucoup flatté personnellement et tout le monde qui était là, les dix personnes qui étaient là, parce que je n'avais demandé qu'à dix personnes de venir, ils ont été aussi tous très flattés, ils étaient bien et puis ça nous a fait du bien et j'ai vu aussi la foule qui était très heureuse avec nous, une foule

¹ "It's fundamentally respectful of people and their story and their experience to ask them about it and to share the same about yourself, where you come from and what shaped you" (Catherine, entretien du 22.04.08).

² Il s'agit de l'initiative d'un organisateur qui a fondé une organisation, « *English for Action* », indépendante de *London Citizens*, pour donner des cours d'anglais gratuits à des groupes. Cf. <http://www.efalondon.org/?id=aboutus>.

qui pouvait crier pour les congolais, une foule qui pouvait nous trouver très bienvenus, c'était vraiment flatteur¹.

Les relations de confiance s'établissent à travers des pratiques respectueuses que les organisateurs développent. Elles ne concernent pas seulement les relations avec les leaders les plus impliqués mais avec toutes personnes se mobilisant. Chaque individu, quelque soit son origine, son parcours, ses motivations et son implication, est le bienvenu et a le droit au même traitement. Un leader explique dans ce sens : « vous ne ressentez jamais que vous ne devriez pas être là. (...) les gens vont systématiquement vous serrez la main et vous remercier d'être venus »². En répondant à ces « besoins de reconnaissance » (Fraser, 2004, 163), l'organisation propose une rétribution³ de l'engagement accessible facilement dès la participation, même passive, à une simple assemblée.

Les mécanismes de « reconnaissance » analysés constituent la première étape du processus de développement de leadership proposé par *London Citizens*. La prise de « confiance en soi » et la capacité des individus à « se défaire des effets de l'oppression intériorisée » sont des dimensions clés de la vision de l'*empowerment* (Calvès, 2009, 739). Il ne s'agirait pas uniquement de faire participer à la politique des personnes qui en étaient généralement exclues mais également de les amener à être capable et à se donner le droit d'occuper cet espace politique.

3. Vers un « engagement affectif », fidéliser les leaders

Lors de chaque réunion, assemblée ou action collective, il y a toujours un temps prévu pour échanger avec les autres participants, notamment ceux qui ne se connaissent pas encore, de manière approfondie. Grâce à cet accent mis sur la construction de relations, l'engagement dans l'association n'est pas impersonnel. Les individus sont connectés entre eux et ont alors un intérêt plus grand à se mobiliser. Plus qu'une source de rétributions « non officielles », créer un « espace d'intégration, de loisirs, de convivialité, de fraternité » (Gaxie, 2005, 163) est une stratégie de mobilisation et un objectif affiché de l'organisation.

De véritables liens d'amitié se tissent parfois entre les membres et avec les organisateurs. *London Citizens* est aussi un espace de socialisation et de convivialité. Ainsi lors de l'anniversaire ou du mariage d'un membre, il arrive souvent que celui-ci invite d'autres

¹ Okito, entretien du 28.10.09.

² "You never feel that you shouldn't be there. (...) People will shake your hand and thank you for being there" (Kevin, entretien du 15.04.08).

³ Camille Hamidi (2010, 89) montre de la même manière qu'« être reconnu comme un acteur » constitue une raison de rester engagé dans une association de quartier.

membres et des organisateurs. Lors du décès d'un proche d'un leader de l'organisation, il y aura généralement une collecte de messages de soutien. Les membres bénéficient ainsi du « capital de relations constituées » (*ibid.*, 163) à l'occasion de leur participation. Ainsi, des arrangements sont souvent trouvés entre les membres, par exemple pour les gardes d'enfants pendant les activités de *London Citizens*¹. Le concept de capital social qui tente de définir « les relations entre les individus – les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de confiance qui en émanent »² (Putnam, 2001, 19) ou plus substantiellement, les « ressources que constituent les relations sociales » (Caillé, 2006, 8). Edward Chambers (2004, 68) explicite le « capital social » comme un objectif du BBCO mais se démarque de son acception purement communautaire. « Aller au delà des cercles limités de la famille, des groupes ethniques et des classes permet d'avoir plus d'opportunités de développer des relations, de trouver du travail, de s'éduquer »³ (*ibid.*, 76). Ainsi, *London Citizens* est souvent considéré par ses membres comme un lieu de socialisation hors du commun. Rencontrer et apprendre à coopérer avec une telle diversité d'individus est source d'enrichissement et de motivation pour de nombreux membres :

Ce qui était le mieux [dans la formation] c'était d'être avec différentes personnes, (...) des techniciens de surface, des maîtres d'école, des vicaires, des bonnes sœurs, des syndicalistes, des vieux, des jeunes, des noirs, des blancs, des espagnols, des polonais, des anglais, des caribéens, des africains, tout le monde, et ça m'a beaucoup marqué parce qu'il n'y a nulle part d'autre où on rencontre tant de personnes différentes⁴. (Kevin Minnott)

Ce qui est bien ici, c'est qu'il y a plein de personnes différentes auxquelles je ne m'attendais pas comme des personnes âgées, des écoles et des groupes religieux et en plus cet ensemble fait aussi unité⁵.

C'est des types de personnes totalement différents et je suis très fière d'en faire partie⁶.

Ça m'a mis en contact avec des gens auxquels je n'aurais jamais été confrontée, même pas je pense au sein d'un parti si je considère les différents groupes ethniques et religieux. Et ce qui est fou, c'est que je suis arrivée au point de vouloir, si je dois rencontrer quelqu'un qui porte un voile par exemple, essayer de connaître qui il est et ce qu'il fait. Parce que j'ai compris qu'il y avait pleins de choses à découvrir sous ce

¹ De plus les frais de transports pour se rendre à une réunion sont dédommagés aux leaders qui ne peuvent pas se le permettre. Si aucun arrangement informel n'est trouvé pour la garde d'enfant, *London Citizens* prend en charge une baby sitter.

² "social capital refers to connections among individuals –social networks and the norms of reciprocity and trustworthiness that arise from them."

³ "Moving beyond the narrow limits of family, ethnic clan, and class means having more opportunities for relationships, jobs, education".

⁴ "The best thing was different types of people (...) cleaners, head teachers, vicar, monks, nuns, people from trade unions, old, young, black, white, Spanish, polish, English, Caribbean, African, everybody and I think that was the one thing that really really breaks me because there is nowhere in my life where I go and find such a collecting people" (Kevin, entretien du 15.04.08).

⁵ "The good thing about there, there was so many different people I didn't expect to see like seniors there and schools and faith groups and I think it proposes unity as well" (Edwin, entretien du 29.09.09).

⁶ "This is completely different type of people and I am so so proud to be part of this" (Jolanta, entretien du 06.10.09).

type d'apparences, par exemple la manière dont ces personnes mettent leur foi en pratique. Je ne suis absolument pas religieuse et ne souhaite pas le devenir mais j'ai tout de même changé de point de vue¹.

Nous avons regardé [cette assemblée] : waouh, qu'est ce que c'est que tout ça? La démocratie. C'était intéressant (...) de voir diverses communautés se rassemblant et en fait je n'avais jamais vu ça. Les employés de *London Citizens* arrivent à rassembler des gens différents dans une grande salle afin de chercher à changer les choses².

Les événements de l'association sont des occasions de communion. Ils créent de l'« énergie émotionnelle »³, ou « émotion réciproque » (“reciprocal emotion”) (Jasper, 1998, 417), qui permet aux participants de « prendre conscience du groupe et de leur motivation à participer à des actions collectives » (Collins, 2001, 29). L'identité collective n'est alors pas simplement un lien cognitif mais également une émotion, un sentiment positif à l'égard des autres membres du groupe sur les bases de cette appartenance commune (Jasper, 1998, 415) source de lien d'amitié et de solidarité (*ibid.*, 417).

Figure 8 Une action dans le cadre de la campagne *City Safe* : un moment de convivialité
(Photo de Claudius Heinrich)



D'un point de vue stratégique et politique, Saul Alinsky espérait que le *community organizing* induirait un « engagement affectif » (“affective commitment”) (Alinsky, 1946, 93). Les assemblées organisées par *London Citizens*, mais aussi d'autres types d'événements comme la

¹ “I have been exposed to people I would never have been exposed to. Not even I don't think in a party, I mean you know the kinds of the religious and ethnic groups. And what's bizarre, I got into the point where if I need somebody and I see they wearing a scarf or something, I will try to explore who they are and what are they doing because I come to recognise that there is so much more under the surface there you know in terms of people being able to put their faith into, now I am completely non secular and I have no personal wish to be part of a faith community but I kind of got to know that in different way that I knew it before” (Deborah, entretien du 27.08.09).

² “We looked at it, “oh what's all this?” you know, democracy, it was interesting (...) to see diverse community coming together and I've never seen actually that, *London Citizens* staff gets diverse people to come together in a room to try and make a difference” (Ben, entretien du 15.09.09).

³ Randal Collins (2001, 29) différencie l'«emotional energy», produite par et garante de la solidarité d'un groupe, de celle directement liée à un récit qui appelle la peur, la pitié ou la colère. Ce deuxième type d'émotion est également un ressort de la solidarité du collectif formé par *London Citizens*, comme nous le verrons dans la deuxième section, avec la mise en scène de témoignages.

“summer party” (« fête de l’été »), sont pensés comme des moments de divertissement – avec par exemple des interludes musicaux ou des chorégraphies proposées par les jeunes membres – et d’« effervescence collective » (Durkheim, 2005[1912], 220) – renvoyant alors à la forte composition religieuse de l’association. Ils visent la production du sentiment d’appartenance au collectif, et plus largement, comme le nom de l’organisation l’indique, à la citoyenneté. Elles sont conçues pour répondre au fort désir de communauté que les communautariens prêtent aux individus (Buchanan, 1989, 857). Le tissage de lien intra et intercommunautaire est alors mis en exergue lors des assemblées où une véritable communion s’opère. Les différentes cultures sont célébrées et les animateurs provoquent des acclamations et des applaudissements. Pour Neil Jameson, ce serait avant tout les relations personnelles créées qui feraient rester les individus dans l’organisation : « c’est beaucoup plus fort que de construire un mouvement sur un sujet précis où vous ne mobilisez que les personnes intéressées par les thématiques du logement ou la paix etc. (...) alors qu’ici les gens aiment vraiment les liens qu’ils créent et restent du fait de ces relations »¹. Les personnes se mobilisent plus facilement pour un événement si elles savent qu’elles vont y retrouver des personnes qu’elles connaissent personnellement, ne serait-ce que suite à un entretien en tête-à-tête réalisé avec un leader ou un organisateur². L’engagement dans l’association n’est pas impersonnel. Il relève d’un réseau de relations que les organisateurs prennent le soin de cultiver. À l’extrême, Neil Jameson rapportait, lors d’un stage de leadership, qu’une femme aveugle venait à chaque assemblée et s’y endormait systématiquement. « Elle adore la sensation de se retrouver au sein d’une famille »³.

À l’image des réunions et assemblées, les actions menées par *London Citizens* dans le cadre de ses campagnes sont explicitement pensées⁴ par les organisateurs comme des moments de socialisation et de rencontres entre les différents membres. La recherche des dimensions divertissantes, conviviales⁵, voire humoristiques, dans la conception d’une action est héritée de la pratique de Saul Alinsky⁶ (1971, 128) pour qui « une tactique n’est bonne que si les

¹ “It’s a much stronger way for building a movement than on issues. Because in issue you only get people interested in housing or more peace or something. (...) People really like relationships and stay because of the relationships” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² “They come because somebody face to face has asked them and they know when they will walk into the room, they will know somebody” (Angus, entretien du 28.04.08).

³ “She loves the feeling of being part of a family” (Neil Jameson, formation du 15.10.09).

⁴ “If it’s fun and if it’s winning then people will keep coming.” (Matthew Bolton)

⁵ Chaque action ou réunion comprend un temps de convivialité avec de la nourriture, des boissons mais aussi des chants ou des spectacles préparés par des membres.

⁶ Le fondateur de l’IAF s’est rendu célèbre pour ces actions directes très provocatrices et embarrassantes pour les « puissants » alors visés. Il en rend compte dans son livre (Alinsky, 136-148).

participants prennent du plaisir à l'appliquer »¹. En retour, ces caractéristiques correspondent bien à une des raisons de l'engagement dans l'association.

Je dois avouer qu'une des choses qui m'a fait rester, c'est que c'est très amusant! (...) Surtout quand nous avons fait des actions directes avec les tentes ou avec les chants de Noël dans le *Tate Modern*² (...) La manière avec laquelle l'*organizing* fait ça est à la fois drôle et provocatrice. (...) Je pense qu'une fois que les gens sont convaincus de passer à l'action, ils sont surpris d'à quel point ils l'apprécient³.

L'action menée en juillet 2007 dans le cadre de la campagne pour des logements abordables est révélatrice de cette stratégie. *London Citizens* avait alors prévu d'occuper le terrain jouxtant la mairie avec des tentes. Cette action avait pour but d'exercer une pression sur le maire afin qu'il donne son feu vert pour la construction d'un nouveau type de logements abordables, les *Community Land Trusts*. Il s'y était engagé lors d'une assemblée organisée par l'association avant les élections municipales, trois années auparavant. L'action était prévue à la fin du mois de juillet. Tout le mois fut consacré à motiver plusieurs familles membres de *London Citizens* à participer à cette « occupation ». Cette mobilisation fut délicate. L'occupation serait illégale, d'autant plus que le terrain appartenait à une compagnie privée. Or, les personnes adhérentes à l'organisation ne sont généralement pas des activistes chevronnés. Qui plus est, les organisateurs souhaitaient que plusieurs familles en quête d'un logement décent soient présentes. Une semaine avant le jour J et afin de ne pas risquer une relation trop conflictuelle avec la mairie, les organisateurs décidèrent de l'avertir de la tenue d'une action sans en préciser la nature et la date. Ils eurent aussitôt une réponse les invitant à une réunion le lendemain. Pour ce rendez-vous, ils préparèrent des revendications qu'ils estimaient au dessus du « réalisable » afin de pouvoir maintenir l'action. Mais l'issue de cette réunion fut victorieuse. L'organisation obtint enfin un programme précis menant à la construction des premiers *Community Land Trust* de la capitale. Parmi les leaders et autres membres impliqués, il fut alors question d'annuler l'action. Mais, pour les organisateurs, cette victoire arrivait trop tôt. Ils ne souhaitaient pas que tout le travail de mobilisation accompli ne portât pas ses fruits, en termes de construction de relations et d'engagement dans les activités de *London Citizens*. Une réunion d'urgence se tint alors durant laquelle des représentants de la moitié des institutions engagées dans l'action purent venir. Les organisateurs expliquèrent leur dilemme. Il y fut décidé, à la majorité, de maintenir l'action, cette fois dans le but affiché de

¹ "A good tactic is one that your people enjoy".

² Référence à l'action dans le *Tate Modern* en 2007 à l'occasion de la campagne pour un revenu décent visant ce musée.

³ "I'd have to say that one of the things that probably kept me is, it's just a huge fun! (...) Particularly when we've done direct actions like the tent actions or the Christmas songs in the Tate. (...) The way that organising does that is quite humorous and provocative. (...) I think once people have been persuaded to do it, they are surprised by how they liked it" (Angus, entretien du 28.04.08).

« célébrer » avec le maire ce nouveau projet commun¹ et dans l'objectif d'inviter d'autres propriétaires de terrains à créer des CLT². Les participants savaient tous que l'objectif initial de l'action avait déjà été atteint mais ils sont restés tous mobilisés. L'un d'entre eux explique qu'il a, dans le cours de l'action, bien compris son utilité politique, tout en appréciant sa convivialité :

Il y avait deux officiers de police là bas qui m'ont demandé ce que nous faisons et je leur ai expliqué. L'un d'eux m'a dit qu'il ne pouvait pas non plus s'acheter une maison dans le Grand Londres. Donc ça touchait aussi les policiers et ils étaient contents que des personnes fassent quelque chose à ce sujet. Donc nous avons obtenu ce que nous souhaitions mais en même temps c'était bien d'avoir une représentation visuelle pour que les gens nous disent, « oui je suis d'accord » (...) et quand je suis arrivé là bas, il y avait une énergie depuis le début, vous voyez des visages, vous vous présentez et vous dites « salut ! ». Je suis content d'être venu parce que c'est une famille. C'est ce que je découvre maintenant, c'est plus ou moins comme une famille³.

Cette mobilisation réussie illustre la réussite du travail de construction d'un « jeu » spécifique à l'association. L'occupation s'est déroulée avec un « allant de soi », qui scelle « le sentiment d'avoir affaire à la même réalité » (Céfaï, 2007, 560). À travers ces actions, c'est aussi les capacités d'action politique des participants qui se construisent. La section suivante va développer l'analyse du développement de leadership des participants, cette fois sous l'angle de la prise de décision et de la conduite des campagnes.

Divers mécanismes de construction de relations sont au centre des stratégies de mobilisation déployées par les organisateurs et, de manière interdépendante, au centre des logiques d'engagements des individus. L'instrumentalisation de cette construction de relations pose question. Les organisateurs réalisent des dizaines de *one-to-ones* par semaine et développent des systématismes – lorsqu'ils racontent « leur histoire » et écoutent leur interlocuteur – qui mettent à l'épreuve leur sincérité et la réciprocité recherchée. La deuxième section de ce chapitre montrera que ces entretiens relationnels constituent entre autres le support, certains diraient l'alibi démocratique, des processus de prise de décision de l'organisation.

¹ Le lendemain de l'action, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le maire souligna son engagement avec *London Citizens*. http://www.london.gov.uk/webcast/jul07/mayorpressconf_310707.aspx

² Cette « capacité d'inventer ou de reconfigurer l'horizon des fins auxquelles répond toute action dans le processus de l'action même » (Cometti, 2010, 337) illustre à nouveau le pragmatisme de *London Citizens*.

³ “There were two police officers out there who said: what are you doing and I said... And one said he can't afford to buy a house in London. It even affected the police officers and they were glad somebody was doing something. So we had what we wanted but in the same time it was good that we have a visual for people to say “yes I agree” (...) when I get there, there's energy from the beginning, you see faces, you introduce yourself, and you say “hey”. I'm glad I came because it's a family. It's what I'm finding now, it's more and more like a family” (Kevin, entretien du 15.04.08).

Du point de vue de l'entrée des individus dans le jeu de l'organisation, la construction de relations et la reconnaissance de l'appartenance à une communauté politique constituent les premières étapes du développement au leadership proposé par les organisateurs aux membres de *London Citizens*. Normativement, ce processus de « construction de relations » renvoie à une certaine éducation à la citoyenneté des membres de l'organisation. Devenir leader au sein de *London Citizens* commence par l'adoption d'une culture relationnelle au même titre que Maurice Blanc analysait le développement à la citoyenneté. « Devenir citoyen suppose de se mettre à l'écoute des autres et de savoir reconnaître la légitimité de besoins différents des siens » (Blanc, 2007, 329). Pour Edward Chambers (2009, 11) « la finalité authentique de la vie publique est le développement de véritables relations dans l'arène publique »¹. Dans l'idéologie du BBCO, la « réalisation de leur propre pouvoir [pour les participants] comme un ensemble de relations permet aux individus de résister à l'emprise de l'argent, à la domination des élites économiques »² (Glasman, 2007, 7). Il s'agit de l'une des deux facettes de ce que Richard Wood appelle la « culture politique » (“political culture”) dans le cadre du *church-based community organizing* : la création de « liens interpersonnels et réseaux de relations dans lesquels les personnes sont intégrées »³. La seconde dimension de cette culture politique est définie comme étant « les symboles, langages, valeurs et visions que les personnes utilisent pour interpréter leur monde »⁴ (Wood, 1997, 598). Elle renvoie à l'étude de l'idéologie du BBCO et à la mise en scène de la cohésion du collectif analysée dans le chapitre précédent. Elle sera à nouveau mise au jour dans la section suivante, à travers l'étude du processus de « formation » au leadership et la mise en scène démocratique du fonctionnement de l'organisation. De plus, à travers l'étude de la genèse de la mobilisation autour d'une campagne, l'importance des entretiens en tête-à-tête et des émotions sera illustrée ethnographiquement. Pour Richard Wood, cette conception de la « culture politique » aide à former durablement des institutions politiques. Dans une troisième section, c'est cette durabilité et la reproduction de l'institution qui seront analysées en mettant en question le rôle central des organisateurs. La culture politique est présentée comme un concept plus large que celui de « capital social » car il ne se limite pas à à expliquer la capacité mobilisatrice d'une organisation mais permet d'analyser, également, sa capacité politique (*ibid.*, 604). À l'issue de ce chapitre et de cette première partie, c'est cette capacité politique de *London Citizens* que nous souhaitons dégager.

¹ “The authentic goal of public life is the development of real relationships in the public arena”.

² “The conscious realisation of their own power as a set of relationships enables people to resist the power of money, the domination of political elites”.

³ “interpersonal ties and relational networks in which people are embedded”.

⁴ “symbols, language, values, and assumptions people use to interpret their world”.

Section 2. Former et mettre en scène des « leaders »

Bonsoir à tous ! Je suis Patsy Cummings de Corpus Christi¹, Merci aux très bons musiciens et à nos chanteurs. (...) *South London Citizens* est une organisation démocratique et nous procédons sur la base du consentement et de l'autorité de nos membres. Tout au long de la soirée, vous allez être invités à voter. Certains votes seront faits à main levée, mais on ne prendra en compte qu'un seul vote par institution dans le cadre de notre « réponse des *Citizens* à la crise économique ». Il faut être au moins cinq participants par institution pour pouvoir voter. Si vous n'êtes pas cinq pour une bonne raison, faites le savoir à votre organisateur. Nous essayons d'être en mesure de rendre des comptes en ayant le maximum de participants à chacun de nos événements. Parce qu'il faut être organisé pour réussir le changement ! (...) À la fin de l'assemblée il y aura une rapide évaluation. Vous avez des questions ? Ok, participez et passez une bonne soirée² !

Cette grande femme en tailleur, d'origine antillaise, « leader » d'une paroisse membre de *South London Citizens*, laisse ensuite la place à un leader d'une organisation musulmane, l'*Hyderi Islamic Center*, qui poursuit l'introduction de cette « assemblée des délégués » de *South London Citizens* (SLC), tenue le mercredi 14 octobre 2009 :

L'assemblée de ce soir concerne notre engagement suite à la crise économique. Tout le monde ici vient d'une organisation sociale : une famille, une congrégation, une école, un syndicat ou une association. Nous sommes tous touchés d'une certaine manière par la crise économique, et nous sommes ici pour nous engager à travailler ensemble, à partir de nos valeurs communes, pour construire un meilleur futur pour South London³.

Ils sont environ 300 à être venus dans cette salle de la mairie de Lambeth, un arrondissement du Sud de Londres. Il est 19h15 lorsque l'assemblée débute. La salle est comble. Sur un des bords de la salle est installée une scène, sur laquelle trône une table recouverte des logos de l'organisation. Trois leaders, gardiens du temps et animateurs de l'assemblée, sont assis autour de la table. Un pupitre avec le poster de *South London Citizens* et deux grandes affiches sont disposés au centre de la scène, sur lesquels on peut lire le slogan *Reweaving the Fabric of Society*. Au cours de l'assemblée, cinq propositions en réponse à la crise économique sont présentées : l'instauration d'un revenu « décent » (*living wage*), le

¹ Une église pentecôtiste du sud de Londres

² "Good evening I am Patsy Cummings from Corpus Christi, thank you to the great band and our singers. (...) *South London Citizens* is a democratic organization and we proceed on the basis of consent and authority of our membership. As we go along tonight you'll be invited to vote. Some votes are just a show of hands, but our CITIZENS response to the economic crisis is one agreed vote per member organization. You should have five delegates here to vote. If you don't have five people for a good reason, just let your organizer know. We try to be accountable on turn-out for all our events. That's because it takes organized people to bring about change! (...) Afterwards there will be a short evaluation of the Assembly. Any questions? OK. Join in and have a great evening!" Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de *South London Citizens*.

³ "Tonight's Assembly is about taking responsibility in the economic crisis. Everyone here is from a social institution : a family, congregation, school, union, or association. We're all affected in some way by the economic crisis and we're here to commit ourselves to work together, based on our common values, to build a better future for South London". Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de *South London Citizens*.

plafonnement des taux d'intérêt d'emprunts à hauteur de 20%¹, le développement du microcrédit et des caisses mutuelles de crédits, l'éducation à la gestion financière et l'établissement d'une charte de bonnes pratiques pour les banques. Une réflexion sur l'usure² tirée de l'Ancien Testament est lue par une jeune femme vêtue d'un hijab. Un jeune pasteur noir, représentant de la *New Testament Church of God*, enchaîne :

Notre réponse à la crise financière est issue d'un long exercice d'écoute. En juin et juillet [2009], environ mille entretiens en tête-à-tête ont été menés pour comprendre comment les gens vivent la crise. En septembre nous avons organisé une centaine de petites réunions locales. Nous avons entendu des histoires de licenciement, de dette, d'exploitation par des prêteurs, et ensemble nous allons passer à l'action. Le 26 septembre, une cinquantaine de leaders de *London Citizens* se sont rencontrés pour formuler des propositions réalisables qui vont améliorer la vie des familles souffrant des effets de la récession. Ce soir, nous avançons ces propositions et nous vous invitons à les examiner et à les hiérarchiser³.

Le public se sent alors investi d'un rôle important, arbitrer entre ces différentes propositions. Chaque institution se prend au jeu. Chacune n'a qu'un vote, ce qui suppose un accord entre les membres présents. Des débats se déploient ainsi autour de chaque table, où sont regroupés les membres d'un même groupe, afin de déterminer en quelques minutes la proposition la plus importante. L'assemblée se termine finalement à l'heure prévue, à 21h15, après un appel à la mobilisation pour une assemblée prévue le 25 novembre dans une des plus grandes salles de la City of London : « la salle du Barbican est immense et nous devons la remplir avec le rassemblement de la société civile le plus large, divers et passionnant que nous n'ayons jamais vu »⁴. 2 000 membres de *London Citizens* y présenteront leur programme de réponse à la crise à des responsables économiques et politiques. Aucune question n'aura été posée par la salle au cours de la soirée, le déroulement minutieusement chronométré étant parfaitement respecté⁵.

¹ Il s'agit notamment des emprunts à la consommation. La Grande-Bretagne est pratiquement le seul pays en Europe sans plafonnement légal des taux d'intérêt d'emprunts. Ils existent en Allemagne, en France, en Italie et en Suisse, et sont entre 15% et 22%. L'Irlande a un taux plafond de 200% pour les prêts. Cela peut sembler négligeable, mais un grand nombre de prêteurs au Royaume-Uni comme *Provident Financial*, qui peut pour 100 € de prêt sur 23 semaines réclamer 545 euros, et les sociétés de prêt sur salaire tels que *Payday UK*, dont le taux pour un prêt de £ 80 peut être de 1737%, et encore, il s'agit là d'organismes réglementés par la loi (Collinson, 2010).

² L'usure est l'intérêt que produit l'argent prêté. Cette expression peut également désigner le fait de prêter de l'argent à un taux d'intérêt supérieur à la coutume ou à la loi. Source : TLFi <http://www.cnrtl.fr/definition/usure>

³ "Our own response to financial crisis has come from a long listening exercise. In June and July we held over 1000 individual meetings to find out how people were experiencing the recession. In September we held over 100 house-groups or small group discussions. We heard stories of redundancy, of low pay, of debt, of exploitation by money-lenders, and together we are taking action. On the 26th of september 50 citizens leaders form across London met together to produce achievable proposals which will improve the lives of families suffering from the effects of recession. Tonight we present those proposals and invite you to consider them and prioritise them". Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

⁴ "The Barbican is huge and we have to fill it with the largest, the most diverse, the most exciting gathering of civil society ever seen". Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

⁵ Lors d'autres assemblées, les rares questions qui sont parfois posées sont généralement éloignées. Le leader « gardien du temps » justifie alors que par respect pour les participants, il faut respecter l'ordre du jour pour ne pas finir l'assemblée en retard.

Qui sont ces acteurs qui défilent sur scène ? Comment a été écrit le script de l'assemblée ? Que se passe-t-il en coulisse ? Comment se fait-il qu'aucune question ne soit posée et qu'aucune voix ne fasse dissensus ? Une lecture de type dramaturgique permet d'entrevoir dans cette scène de nombreux processus tels que la construction de rôles, la gestion des lieux de performances, la diffusion et le contrôle de l'information, ou encore l'orchestration des émotions du public (Benford et Hunt, 1992, 37). Elle nous conduit à mettre en question le contenu des discours de l'assemblée. D'où viennent les cinq propositions sur lesquelles les participants sont amenés à se positionner ? Un processus participatif – un long exercice d'écoute et des réunions de construction des revendications – a été décrit à l'ensemble de la salle. Comment s'est-il réellement déroulé ? La démocratie interne à l'organisation repose sur le développement de leaderships parmi les membres des institutions adhérentes. Ces derniers sont encouragés à s'appropriier et à s'investir dans les activités de l'association, à devenir « leader » – proposer des campagnes, devenir administrateur, représenter *London Citizens* lors d'événements publics ou dans les médias, recruter de nouveaux membres. La prise de parole sur la scène lors de l'assemblée, alors que les organisateurs restent dans les coulisses, fait par exemple partie de ce développement du leadership. Par ailleurs, une trentaine de stagiaires participant à la formation au leadership offerte par *London Citizens* sont assises sur des bancs le long des murs de la salle de l'assemblée. Ils sont originaires de l'ensemble de Londres et observent attentivement la réunion. Le lendemain, elles devront analyser la soirée.

Nous proposons d'examiner la prise de décision et plus largement le lien entre l'autorité au sein de l'organisation et l'« initiation au leadership » en revenant, dans un premier temps, sur les séquences qui ont précédé cette assemblée. Le choix des campagnes est un moment clé de la « mobilisation du consensus » et plus particulièrement de la « mobilisation pour l'action » (Klandermans, 1989) de *London Citizens*. Comment les organisateurs résolvent-ils la tension entre démocratie, formations de leaders et efficacité ? Dans un second temps, nous interrogerons le développement de leaderships au sein de *London Citizens* et les contradictions qu'il induit. Former un maximum de membres pour qu'ils s'approprient le fonctionnement de l'organisation permettrait de résister à la « loi d'airain de l'oligarchie » (Michels, 1914, 281). Inversement, parce que la frontière est floue entre l'émancipation recherchée par cette initiation au leadership et la simple mobilisation, il est difficile de parler d'un véritable processus démocratique. La structure de cette section reprend, en les adaptant à notre questionnement, trois des quatre techniques théâtrales que Robert Benford et Scott Hunt (1992, 36) ont dégagées pour analyser la construction et la communication du pouvoir d'une organisation. La première sous-section analyse l'« écriture du scénario » (*scripting*) de ces

actes. Comment les campagnes sont choisies et leur stratégie définie ? La deuxième s'intéresse aux acteurs qui « jouent » (*performing*) sur les différentes scènes mises en place par *London Citizens* et à leur formation. Il s'agit des leaders en devenir. Au final c'est la mise en scène (*staging*) des leaders et, plus généralement, du pouvoir de l'organisation qui est interrogée. Cette analyse permettra d'aborder la quatrième technique, l'interprétation, c'est-à-dire la façon dont la culture politique de *London Citizens* est transmise à l'intérieur de l'organisation.

A. La genèse d'une campagne au sein de *London Citizens* : la démocratie interne au service de la mobilisation

Pour comprendre la position commune qui se dégage de l'assemblée des délégués, revenons sur les étapes qui l'ont précédée. Le processus que nous allons analyser se reproduit chaque année avant les assemblées des délégués et, de manière plus importante encore, avant les assemblées qui, tous les quatre ans, confrontent les candidats aux élections municipales aux membres de *London Citizens*. Ainsi, des étapes similaires sont présentées dans le cadre des assemblées précédant les élections municipales. Lors de l'assemblée du 9 avril 2008, par exemple, un document distribué à tous les participants résumait le processus démocratique de cette *Governance for London Campaign* (« campagne pour la gouvernance de Londres »)¹. Six mois auparavant, une campagne d'écoute débuta et atteignit, selon les déclarations faites en introduction de cette assemblée, 50 000 familles. À partir des centaines d'idées qui en ressortirent, sept propositions furent rédigées par les organisateurs et des leaders lors d'une réunion « ouverte » en février. Seules quatre d'entre elles allaient être présentées aux candidats. Lors des « assemblées des délégués » organisées quelques semaines plus tard, les institutions membres durent voter pour les quatre propositions qu'elles pensaient être prioritaires. Nous allons ici revenir en détail sur ce type de « processus » et montrer qu'il est plus complexe que cette vision formalisée. La gouvernance interne est toujours « le produit d'un ensemble où se mêlent prescriptions formelles et processus informels » (Friedberg, 1992, 537).

L'organisation souhaite démocratiser la gouvernance londonienne et considère² son processus de décision interne comme une étape nécessaire à l'avènement de cet objectif¹.

¹ Ce document est reproduit en Annexe : *London Citizens' Listening Campaign to build a 'CITIZENS Agenda for London'* (2008).

² «It's democracy bottom line, the best we've done was for the mayoral assembly» (Neil Jameson, 18.04.08). «Our process of listening campaign and creating a citizen's agenda for election and then holding big public meetings to

Cependant, en étudiant le cas de la campagne relative à la crise économique, nous montrerons que les pratiques démocratiques de *London Citizens* constituent avant tout un outil de mobilisation. Les professionnels de l'organisation doivent créer un consensus autour des actions de l'organisation afin de mobiliser et fidéliser le plus grand nombre de personnes. En effet, « quand des personnes s'approprient des décisions, leur sens de la solidarité et de l'engagement est décuplé » (Polletta, 2002, 8) . Or, la prise de décision précède généralement les différents votes, les temporalités de l'action politique n'étant pas (toujours) compatibles avec le temps nécessaire à une véritable délibération démocratique. Comme Francesca Polletta (*ibid.*, 181) le signale au sujet d'une *faith-based organization*, des « réunions sans fin », pour délibérer démocratiquement de la politique de l'association, sont considérées par les organisateurs comme énergivores et démobilisatrices :

De nombreuses organisations qui sont très formellement démocratiques, organisent des conférences annuelles où ils y a des centaines de motions. (...), Ils gaspillent du temps et c'est source de divisions (...) Plutôt que de demander pour ou contre 100 choses, nous demandons sur quoi sommes nous tous d'accord?²

Maintenir certains rituels démocratiques, bien que la décision ait été prise par anticipation, permettrait de tenir ensemble mobilisation maximale et efficacité politique.

**Chronologie des différentes séquences ayant précédées l'assemblée des délégués du
14 Octobre 2009**

Automne 2008 : L'idée d'une campagne en réponse à la crise économique est évoquée entre quelques leaders et organisateurs de *London Citizens*.

7 juillet 2009 : Réunion mensuelle des employés de *London Citizens* où l'idée d'une campagne suite à la crise économique resurgit suite à l'annonce du lancement d'une campagne par l'*Industrial Areas Foundation* (IAF) – organisation à laquelle *London Citizens* est affiliée – aux États-Unis pour plafonner les taux d'intérêt.

16 juillet 2009 : Réunion stratégique organisée en urgence avec des leaders et administrateurs de *London Citizens* pour discuter de l'éventualité d'une telle campagne.

22 juillet 2009 : Lancement médiatique d'une campagne « anti-usure » par *London Citizens*

août-septembre 2009 : Des centaines de petites « réunions d'écoute » sont organisées au sein des institutions adhérentes pour recueillir l'avis des membres sur les conséquences de la crise économique et sur ce qui pourrait être fait par l'organisation.

meet candidates and invite them to endorse our work is a fantastic example of deepening democracy" (Catherine, entretien du 22.04.08).

¹ Notons cependant que l'idéal démocratique d'une organisation n'est pas systématiquement corrélé à sa mise en œuvre interne. Inversement, le recours à des formes participatives dans les mobilisations ne traduit pas nécessairement une adhésion au projet politique de la participation (C. Neveu, 2011, 197–198).

² "If we had tried to get people to write the 5 proposals, it would have been a nightmare, can you imagine? That's what the student union are like where you give your comment, oh!" (David, entretien du 29.10.09).

"We don't have positions, we only have actions. Many organisations who are very formally democratic (...) are just taking positions, it's a democratic process but it changes nothing, it wastes time and it's divisive.(...) Rather than say for or against 100 things we ask what do we agree?" (Matthew, entretien du 17.04.08).

26 septembre 2009 : Un atelier d'une journée est organisé pour peaufiner et valider les 5 revendications construites par une équipe d'organisateur et de leaders en réponse à la crise économique.

octobre 2009 : Tenue des assemblées des délégués de *South London Citizens*, *West London Citizens* et TELCO (*East London Citizens*)

25 novembre 2009 : Assemblée du Barbican, la réponse de *London Citizens* à la crise économique

1. Les stratégies de *London Citizens* face à l'impératif démocratique

« Vous connaissez l'histoire d'un rabbin, d'un imam et d'un prêtre qui entrent dans une banque¹ ? ». Tel est le titre d'un article paru le 22 juillet 2009 dans le quotidien *The Guardian* (Freedland, 2009) relatant une action de *London Citizens* ayant lieu ce même jour pour lancer une campagne revendiquant le plafonnement des taux d'intérêt des emprunts pour les particuliers. Un imam, un prêtre et un rabbin sont pris en photo devant la *Royal Bank of Scotland* (RBS) avec à leur main leur livre sacré respectif et un cadre en bois avec des citations des passages de ces textes relatifs à l'usure. Une centaine de personnes, la plupart arborant les couleurs de *London Citizens* – des tee-shirts violets floqués du slogan « action, pouvoir, justice » – sont réunies derrière eux. Des caméras et plusieurs journalistes sont au rendez vous. L'IAF inaugurerait ce même jour une campagne intitulée *10 percent is enough*. Mais la décision formelle de mener cette campagne au sein de *London Citizens* n'a été prise que plus tard, lors des assemblées des délégués (Est, Sud et Nord) du mois de septembre 2009. Nous proposons dans un premier temps d'analyser les coulisses d'une telle opération médiatique.

1.1. Équilibrer « pouvoir interne » et « pouvoir externe ».

Deux semaines plus tôt, le 7 juillet 2009, lors de la réunion mensuelle des employés, les organisateurs discutent de l'initiative de l'IAF de lancer une campagne sur le plafonnement des taux d'intérêts. La date venait d'être fixée par l'organisation américaine, ce sera le 22 juillet. Neil Jameson sonde ses collègues. Faut-il précipiter les choses et se joindre à l'IAF² le 22 juillet ? Les avis divergent. Aucune décision ni même présentation n'avait été encore faite auprès des membres. Les organisateurs sont attirés par cette première occasion de mener une campagne au niveau international mais ne souhaitent pas nier toute démocratie interne. Une campagne d'écoute est prévue en septembre, en amont des assemblées des délégués, mais il sera un peu tard. Néanmoins, se déclarer après l'IAF pourrait laisser penser que Londres ne

¹ « Heard the one about a rabbi, an imam and a priest, who walk into a bank? »

² Des organisateurs et administrateurs anglais et américains s'étaient rencontrés en Février 2009 et avaient parlé de l'éventualité d'une telle campagne commune sans pour autant fixer des échéances.

fait que suivre l'organisation américaine. Des voix inquiètes s'élèvent : il serait bon de ne pas précipiter les choses comme ce fut le cas pour d'autres campagnes, de faire de la bonne démocratie et de ne pas presser les membres. Un compromis est finalement trouvé : lancer un débat le 22 juillet sur la réponse adéquate à la crise économique et la réintroduction d'une limitation des taux d'intérêt (appelée *Usury law*). Soucieux d'un minimum de démocratie, Neil Jameson estime qu'il faut quand même faire voter quelques leaders avant cette date : « On fera un vote avec les personnes présentes, les absents ont toujours tort »¹.

De manière générale, outre la volonté d'obtenir la validation d'une campagne, pour décider de son lancement, le premier critère de sélection est de savoir si la campagne est « gagnable »². Plus l'organisation remporte des gains, plus les personnes se mobiliseront et resteront mobilisées. La campagne sera-t-elle assez mobilisatrice au sein de l'organisation ? Les organisateurs éliminent les campagnes qui peuvent être sources de divisions mais les leaders se l'approprient-ils au point d'y consacrer assez de temps pour qu'elle soit victorieuse ? La réponse à ces questions revient à faire ce qu'Edward Chambers (2004, 84) appelle une « analyse de pouvoir interne »³. En second lieu, il s'agit de faire une « analyse de pouvoir externe »⁴. La campagne aura-t-elle des soutiens exogènes ? Chaque campagne a pour objet non seulement une revendication mais également la proposition d'une solution. Les cibles cèderont-elles facilement ? La solution peut-elle être mise en œuvre rapidement ? L'aboutissement victorieux d'une campagne est considéré comme primordial pour la motivation des membres⁵. Ces deux analyses (pouvoir interne, pouvoir externe) constituent la phase de « recherche » (Chambers, 2004, 84) qui précède chaque campagne. Edward Chambers ne parle ainsi pas de processus démocratique. La démocratie en interne n'est pas un objectif mais un moyen de renforcer son « pouvoir interne », c'est-à-dire la capacité mobilisatrice d'une campagne. Les organisateurs en tirent les ficelles. Ils sont présents au jour le jour sur le terrain et façonnent les campagnes les plus importantes pour l'organisation. Ils accumulent des expériences qui se transforment en savoir-faire. Cette réalité n'est pas cachée par les professionnels de *London Citizens* : « bien qu'il y ait des revendications choisies par les

¹ “We will call for a vote with the people who will come. The absent are always in the wrong” (Neil Jameson, reunion du 07.07.09).

² “The criteria for any of our issue is: is it winnable? And is there (...) somebody in the neighborhood or in the city that you can meet who can help you with that. So the organisers do sort things. (...) Lots of conversation about stuff (...) don't fit those criteria” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

³ “internal power analysis”.

⁴ “external power analysis”.

⁵ “The more track records we've got to demonstrate the easier it is to persuade people” Paul, entretien du 23.04.08).

membres, les décisions qui sont prises sont influencées par le travail passé »¹ de l'organisation. Elle est même justifiée idéologiquement par l'accent mis sur l'activisme et la construction de relations.

Le *community organizing* est un guide pour l'action, donc je pense que trop de démocratie contredit tout simplement l'action².

Il y a de la démocratie mais les relations et ce que nous avons en commun sont des choses plus importantes³.

Les organisateurs disent savoir « ce qui est bien » pour l'organisation et ses adhérents⁴. Leur « rôle démocratique » serait alors de convaincre les membres des communautés de soutenir leurs décisions et de se les approprier⁵.

1.2. Mimer la délibération, vers l'appropriation de la campagne par les membres de l'organisation

Neuf jours plus tard, le 16 juillet 2009, soit une semaine avant le lancement de la campagne par l'IAF, une réunion est organisée réunissant le maximum de leaders possible. Neil Jameson veut conférer un caractère solennel à l'événement. La réunion commence par un rappel historique sur le rôle de la *City of London*, forteresse financière très influente au Royaume-Uni depuis plusieurs siècles. Un texte, lu par plusieurs personnes, explique que la *City of London* n'est pas gouvernée par les citoyens mais par la *Corporation of London* alliant les différentes entreprises qui y sont établies. Maurice Glasman, chercheur au sein d'un département de la *Metropolitan University*, qui est membre de *London Citizens*, a conduit des recherches sur l'opacité de la gouvernance de la *City of London* ainsi que sur l'histoire des prêts bancaires. Présent à la réunion, il témoigne. Donner la parole à un des membres, permet de montrer que ce ne sont pas les organisateurs qui tirent les ficelles. Chacun peut initier des campagnes au sein de l'organisation. Neil Jameson revient ensuite sur le processus de l'année passée qui a conduit à réfléchir à l'éventualité d'une campagne sur les conséquences de la crise économique. À la fin de l'été 2008, la crise fait rage. Fort de ses recherches, Maurice Glasman pense alors que le temps est venu d'essayer de s'organiser pour rendre cette « ville de la

¹ “Although a lot of these issues were chosen by the membership, the decisions that were made were also influenced by passed work of *London Citizens*” (Colin W., entretien du 18.04.08).

² “Community organising is guided towards action and I think too much democracy, it simply contradicts action” (Austen, entretien du 24.04.08).

³ “There is democracy but the relationships and what we have in common are more important” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “Organisers can see what's good for the organisations to do (...) and then I think what they do is inspire the members communities of *London Citizens* to endorse that and kind of own it” (Austen, entretien du 24.04.08).

⁵ “The democratic role of an organiser is to promote ideas and to agitate people, to give them ideas (...) and ultimately if the membership wasn't behind it wouldn't happen” (David, entretien du 29.10.09).

finance » plus transparente. Il avait alors convaincu Neil Jameson et quelques leaders, essentiellement des administrateurs de *London Citizens*. Ce petit groupe souhaitait rencontrer le *Lord Mayor*, le maire de la *City of London*¹ qui est élu tous les ans à cette période par la *Corporation of London* et les quelques milliers d'habitants que compte cette « ville ». Il n'avait finalement rencontré que des chargés de communication de la *City Of London* en novembre 2008. Après cette réunion, il avait été décidé de faire une grande assemblée en novembre 2009, au cours de laquelle *London Citizens* présenterait ses réponses à la crise au *Lord Mayor*, au maire du Grand Londres² et à d'autres responsables politiques et économiques. Neil Jameson précise à son auditoire que cette assemblée est en cours de préparation. Le maire du Grand Londres, Boris Johnson a déjà accepté de s'y rendre.

La scène se déroule dans une petite salle privée d'un pub, bondée, du fait notamment de la présence d'une quinzaine d'étudiants en stage ce mois-ci au sein de *London Citizens*³. Du haut de ses soixante ans et de ses 20 années d'expérience au sein de l'organisation qu'il a lui-même fondée, Neil Jameson se veut éloquent, grave et solennel. C'est un excellent orateur, il sait mêler humour, empathie et autorité. Il est debout dans un coin de la salle ornée de grands tableaux. Une vingtaine de leaders sont assis sur des chaises. Les étudiants sont soit debout, soit assis sur des tables collées au bord des murs ou sur le sol. La dizaine d'organisateur sont assis là où il reste de la place, par terre, sur des bouts de table et quelques uns sur des chaises. Ainsi, la structure de l'espace physique de cette « interaction centrée » (“focused interaction”) (Goffman, 1966, 24) tente de mettre en avant l'autorité des leaders par rapport à celle des organisateurs. Ces derniers, et notamment Neil Jameson, sont mal à l'aise face à l'excès d'autorité dont ils ont fait preuve en décidant de lancer cette campagne en même temps que leurs homologues aux États-Unis.

Le directeur de *London Citizens* explicite la proposition préparée par les organisateurs pour le 22 juillet :

London Citizens appelle à un débat national sur le sujet de la dette, qui inclut l'éventuelle réintroduction des lois anti-usure au Royaume-Uni. Simultanément *London Citizens* appelle pour un élargissement des possibilités des foyers à bas revenus d'obtenir des prêts raisonnables à travers l'extension de la Poste comme Banque du Peuple et un réseau national de caisses de crédit pouvant faire des microcrédits dans le but de servir les besoins des gens plutôt que ceux des institutions

¹ Le quartier de la *City Of London* ne fait pas partie du Grand Londres, bien qu'étant situé géographiquement au centre de celui-ci.

² Le *Great London Authority*, qui regroupe tous les arrondissements de Londres excepté la *City Of London*, a pour maire, depuis 2008, Boris Johnson.

³ Durant le mois de juillet a lieu la *Summer Academy*. Tous les ans, une vingtaine d'étudiants ou de jeunes leaders intéressés par le métier d'organisateur ont l'occasion d'obtenir un stage au sein de l'organisation.

financières¹.

Neil Jameson semble tendu, comme s'il redoutait que les leaders présents critiquent une proposition élaborée dans leur dos. Voulant alors la justifier, il exagère la réalité. Il signale que les organisateurs ont conduit quasiment 1000 entretiens en tête-à-tête avec les membres de l'organisation au mois de juin au sujet de la crise économique et de ses éventuelles solutions. Ces entretiens avaient bien été effectués. Mais ils n'étaient alors pas particulièrement destinés à recueillir les avis des membres sur une éventuelle campagne autour de l'endettement. Il s'agissait d'un objectif fixé par le directeur de *London Citizens* pour, pendant un mois, accentuer l'effort de construction de relations entre les membres des différentes institutions adhérentes et les organisateurs². Neil Jameson surenchérit en expliquant que la vingtaine de stagiaires présents dans la salle ont eux aussi parlé de la crise, cette fois avec les commerçants des différents quartiers de Londres, dans le cadre de la campagne *City Safe*. Or, ce n'était pas le cas. Les stagiaires ont bien rencontré des commerçants, mais en évoquant des questions de sécurité. Le directeur de *London Citizens*, visiblement très embarrassé, en fait trop pour légitimer une décision prise en petit comité. S'en suit un échange de 35 minutes avec la vingtaine de leaders présents. Neil Jameson essaye de déplacer le débat, il ne s'agit pas de savoir si les membres souhaitent faire cette campagne mais de savoir s'ils en sont capables. Cette mise au défi va être efficace, seul un leader s'est préoccupé de la légitimité démocratique de la décision :

Neil Jameson : À ma connaissance, c'est la première fois que l'IAF réalise une campagne nationale dans l'histoire du *Broad-Based Community Organizing*. Et je le répète, ils ne s'attendent pas à ce qu'on lance cette campagne ici également. Mais si nous le souhaitons, nous pouvons le faire le 22 juillet en s'en tenant à cette proposition (...). En solidarité avec nos collègues américains, nous pourrions porter cette proposition le 22 juillet. Est-on prêt pour cela? Avons-nous assez de muscles politiques dans cette salle pour prendre cette décision et le justifier ensuite aux différents membres? Avons-nous assez confiance en nous-mêmes et dans l'organisation pour agir stratégiquement en réponse à la proposition de l'IAF? La proposition me semble être raisonnable.

Administrateur : Avez-vous des questions, souhaitez-vous débattre ou faire partager votre point de vue?

(...)

Leader 1 : Mais si nous débutons le 22, c'est à dire mercredi, nous faisons l'hypothèse que nous obtiendrons l'accord de notre paroisse, et ce, sans avoir le temps de les informer.

¹ “*London Citizens* calls for a national debate on the issue of debt, which includes the possible reintroduction of anti-usury laws in the UK. Simultaneously *London Citizens* calls for a broadening of the opportunities for low income families to obtain reasonable credit through an extension of the Post Office as a People’s Bank and a national network of credit unions and micro finance opportunities which seek to serve the people’s needs, more than the institutions of finance themselves” Source : ordre du jour de la reunion du 16.07.09.

² Cf. le document ‘*Strengthening Our Institutions*’ (2009) reproduit en Annexe tel qu’il a été distribué aux organisateurs.

Neil Jameson : C'est le risque à prendre. Nous devons informer les gens qu'il y a eu une réunion de leaders, de leaders expérimentés, d'administrateurs haut placés, qui ont pris le risque de provoquer le débat. En théorie, ce débat devrait traverser l'Histoire. Il a traversé l'Histoire. Mais nous allons le renouveler et nous souhaitons également, et nous sommes prêt pour le faire, organiser un événement en solidarité avec Boston, Chicago et New-York où ils n'ouvrent pas de débat mais appellent au plafonnement des taux d'intérêts des prêts avec le slogan « 10%, c'est assez ».

Leader 2: Je suis juste en train de penser que notre propre analyse des relations de pouvoir est vraiment importante parce que, fondamentalement, ce sont des institutions non démocratiques comme « la City » de Londres qui gouvernent le monde.

(...)

Leader 3: Si on appelle juste à ouvrir le débat, ça me paraît un peu flou. Plutôt « 10% c'est assez » ou quelque chose dans ce goût là.

Administrateur : Je pense que l'idée est que nous aurons notre propre débat et nos propres réunions internes et nous aurons l'occasion de prendre le temps de discuter pour savoir exactement ce que nous souhaitons pour cette campagne.

Organisateur : Pour rebondir sur ce dernier point, je voudrais parler plus particulièrement de l'action. Le but de cette action est d'appeler au débat. Nous savons que ce n'est pas forcément un sujet qui peut être traité dans les actualités. Or, il n'y a pas d'intérêt à provoquer une action le 22 si nous n'avons pas de réaction. Il faudrait que la presse couvre le lancement de quelque chose au sujet de l'usure et sur la mauvaise santé de l'économie, mais il ne faut pas court-circuiter le processus vraiment très important des *house meetings* et des discussions attentives sur la nécessité de ne pas exclure les personnes pauvres de l'accès au crédit. Donc c'est assez compliqué. (...)

Leader 4 : J'ai une question à propos de la cible de cette campagne. Sur le mail, il était écrit qu'il s'agissait de la « gouvernance » de Londres mais nous parlons du gouvernement, du ministère de l'économie. Donc nous devons être précis. (...) Et nous ne voulons pas non plus perdre « la City » de Londres comme cible de cette campagne. (...)

Neil Jameson : C'est une excellente remarque, car gardez en tête l'évènement qui aura lieu le 25 novembre et la foule qui sera présente. On lancera la campagne sur la crise économique. Avec un peu de chance le *Lord Mayor* sera présent. Nous lui demanderons par exemple de soutenir la campagne anti-usure et il dira : « Nous le ferons ! ». Mais peut-être suis-je un peu naïf (*éclat de rire dans la salle*). Nous savons dans quelle situation nous nous trouvons. Mais ce que nous avons d'ores et déjà fait, c'est de réserver la salle pour l'évènement du 25, nous savons que seront présents au moins 2 000 personnes. Ce type d'évènement est désormais une tradition pour notre organisation, donc ce sera plein. Boris [le maire de Londres] a déjà accepté l'invitation, ce qui n'était jamais arrivé aussi tôt avec les maires précédents : l'évènement est déjà dans son agenda. Ce sera donc un évènement exceptionnel¹.

Tout le monde aura pu intervenir. Le temps de parole des organisateurs, des administrateurs et des leaders les plus impliqués dans la formulation de cette campagne est néanmoins bien plus important que celui des autres personnes présentes. Alors que Neil Jameson et Maurice Glasman étaient tous deux visiblement très tendus en début de réunion, aucune opposition n'a véritablement été exprimée. La plupart des participants se sont entièrement pris au jeu en s'intéressant exclusivement aux questions stratégiques allant même

¹ Le texte original de cet extrait de la retranscription de la réunion du 16.07.09 se trouve en Annexe.

jusqu'à estimer qu'il fallait aller plus loin que le lancement d'un simple débat. Un organisateur confie alors la stratégie qui consiste à ne pas donner l'impression de court-circuiter la campagne d'écoute qui précède chaque assemblée des délégués.

La formule finalement retenue pour présenter l'action du 22 juillet est légèrement modifiée. Il s'agit de revendiquer un débat sur les crédits et les taux d'intérêts, tout en restant vague sur la proposition de loi anti-usure, et de s'engager à approfondir le sujet avec tous les membres. Un vote d'approbation est effectué à main levée. Aucune opposition n'est exprimée. La suite de la réunion est consacrée à l'organisation de l'action du 22 juillet. Il faudrait un représentant de chaque religion abrahamique, dont les textes sacrés interdisent l'usure. En outre, Neil Jameson demande aux leaders de repérer des personnes durement endettées ou victimes de la crise pouvant témoigner le jour J. Ces témoignages serviront à la fois à illustrer la campagne auprès des membres, les motiver mais également à communiquer dans les médias.

Au final, cette réunion permet de produire un accord grâce à une « action conjointe » (Joseph, 1996, 109) entre les organisateurs et les membres de *London Citizens* rassemblés dans ce vieux pub de Londres. Les grands tableaux ornant la salle, les moulures au plafond et le vieux mobilier en bois permettent d'alimenter la dimension solennelle que Neil Jameson souhaite donner à l'événement. Les participants sont investis d'une responsabilité « historique ». Le directeur de *London Citizens* met en avant le courage nécessaire pour entreprendre une telle campagne. Il n'est pas le seul dans ce rôle. L'organisateur cité dans le passage est son bras droit. Ils sont secondés par deux administrateurs dans cette courte délibération. Les leaders présents sont quasiment tous « convertis » au jeu de *London Citizens*. À aucun moment ils ne remettent véritablement en cause un déroulement « à rebours » du processus démocratique tel qu'il est présenté lors des assemblées, leurs interventions se concentrant sur la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre de la future campagne. Ce mécanisme illustre comment les revendications peuvent être « définies, créées et manipulées par les entrepreneurs de mobilisations » (McCarthy et Zald, 1977, 1215) qui sont ici les organisateurs et de rares membres de l'organisation, à l'image de Maurice Glasman.

2. Les assemblées et leur préparation, la démocratie relationnelle

L'assemblée des délégués de South *London Citizens* décrite en prologue de cette section voit défiler sur scène une vingtaine de leaders. Cinq propositions en réponse à la crise économique sont présentées, chacune étant illustrée par le témoignage d'un membre de l'organisation. La démocratie interne de *London Citizens* est mise en parole et en acte. Aucune question n'est

posée et aucun vote contestataire n'est exprimé sur la raison d'être et l'origine de ces propositions. Comment expliquer un tel « consensus apparent » (Urfalino, 2007) et la présence de 400 personnes ? En revenant sur les séquences du « processus démocratique » décrit lors de l'assemblée des délégués, nous souhaitons montrer que cette dernière constitue davantage une étape dans un processus de mobilisation, en vue de l'événement du Barbican prévu en novembre, qu'un dispositif de prise de décision.

2.1. Partir de l'idée d'un membre, l'indicateur démocratique d'une campagne

La genèse d'une campagne varie beaucoup mais l'origine est toujours attribuée à l'idée d'un ou plusieurs leaders. Nous avons déjà donné l'exemple des débuts de la campagne pour un revenu décent dans le chapitre précédent. Une campagne préexistait outre-Atlantique et trouvait un écho à Londres du fait de la construction d'un hôtel et des préoccupations de femmes de ménage quant aux questions d'emploi et de conditions de travail. Une autre fois, c'est une femme membre d'une paroisse qui explique à son prêtre que le ministère de l'Intérieur en charge des demandeurs d'asile ne lui avait pas rendu sa carte d'identité. Ce prêtre est alors sur le point de faire adhérer son église à *London Citizens* et raconte cette histoire à l'organisatrice qui tente de le recruter. Alors au courant d'autres dysfonctionnements au sein de ce service, appelé *Lunar House*, celle-ci explique au prêtre que c'est pour ce genre de cas que l'adhésion à *London Citizens* peut servir. Et c'est ainsi qu'une campagne, *Citizens For Sanctuary*, est née. La campagne *City Safe*, quant à elle, trouve son origine dans le meurtre d'un jeune garçon, victime d'une balle perdue dans la rue. Sa famille était membre d'une paroisse de *London Citizens* et plusieurs de ses membres se sont alors réunis pour réfléchir à ce qui pourrait empêcher ce type de drame de se reproduire. Dans le cas de la réponse à la crise économique, nous avons vu que ce sont les préoccupations d'un leader, ayant fait des recherches sur le monde de la finance, qui sont mises en récit en tant qu'origine de la campagne :

En tant qu'*organizer*, on a plein d'idées de campagnes qui pourraient marcher et il suffit qu'il y ait une personne comme Maurice ou quelqu'un qui s'est vraiment penché sur le sujet et nous dise que ça serait bien qu'on s'attaque à ce sujet-là et donc nous on utilise ça : on a le droit d'en parler à tout le monde parce que ça vient d'un leader (Sébastien, entretien du 24.08.09)

Toutes les campagnes ont ainsi une histoire, régulièrement racontée par les organisateurs. L'engagement initial d'un des leaders est alors présenté comme un des gages d'un processus démocratique de sélection des campagnes. Mais même si le thème retenu est issu des préoccupations d'un ou plusieurs membres, l'appropriation des activités de *London Citizens* a surtout lieu grâce à un travail patient de discussions en tête-à-tête ou en petits groupes, au

cours duquel les organisateurs s'attellent à montrer que les intérêts des participants se retrouvent dans telle ou telle campagne.

2.1. L'entretien en tête-à-tête comme outil démocratique

Un des outils essentiels de cette appropriation est donc le *one-to-one*. Lors de cet entretien en tête-à-tête, les deux interlocuteurs formulent et sont à l'écoute de leurs intérêts respectifs. Le *one-to-one* constitue un outil démocratique à double titre. Il permet aux organisateurs et leaders de connaître les préoccupations des membres. D'autre part, entre les participants, il les incite à articuler leurs différents « intérêts personnels ».

Via l'accent mis sur la construction de relations, les organisateurs et les leaders les plus investis acquerraient ainsi une connaissance fine des problèmes auxquels font face les membres de *London Citizens*. Saul Alinsky, lorsqu'il observait le quartier du *Back of the Yard* à Chicago avant de véritablement se lancer dans le *community organizing*, définissait les véritables leaders communautaires comme des « individus indigènes qui, à travers leurs expériences et associations dans la communauté, ont acquis une vaste et intime connaissance des aspects subtils, informels et personnels de la vie de leur communauté »¹ (Alinsky, 1941, 801). On retrouve « l'idéal de la société humaine » de George Herbert Mead. C'est « un idéal qui rapproche les personnes si intimement, qui développe le système nécessaire de communication si complètement, que tous les individus qui remplissent leurs fonctions particulières peuvent prendre l'attitude de ceux qu'ils affectent » (Mead, 1963[1934], 275–276). Ces « fins connaisseurs la communauté » peuvent alors imaginer des campagnes qui feront consensus auprès des membres, c'est-à-dire le « bien commun » à l'organisation. C'est ce qu'expliquent ce leader et cet organisateur :

Ce ne sont pas les gens qui vont arriver avec des revendications, nous y avons pensé avant parce que nous sommes en contact rapproché avec eux. C'est vraiment un processus *grassroot*. Nous savons quels seront les sujets des campagnes².

Je suis intéressé et je sais voir et, en quelque sorte, imaginer ce pour quoi les individus veulent faire campagne, et je sais aussi les accompagner vers cette vision³.

C'est toujours grâce à ces entretiens et à des *house meetings* – des réunions à leur domicile ou sur leur lieu de travail avec des amis, voisins ou collègues autour des thématiques identifiées

¹ «indigenous character that through their experiences (in some cases life-long) and associations in the community they have all acquired a vast fund of intimate knowledge regarding those subtle, informal, and personal aspects of the communal life”.

² “It’s not the people who are going to come up with issues, you know, we have thought of it before, because we are in close contact with people, it is really a grassroots thing. We know what the issues would be” (Sean, entretien du 21.04.08).

³ “I am (...) interested and good at seeing, kind of imagining where individuals want to campaign and move toward that vision” (Matthew, entretien du 17.04.08).

par les organisateurs – qu’ils peuvent ensuite tester ces idées avec d’autres personnes. Ainsi en septembre 2009, une « campagne d’écoute », à laquelle il est fait plusieurs fois référence dans l’assemblée des délégués, reposant sur des *one-to-ones* et des *house meetings* ciblés, est organisée. Le 22 septembre 2009, une réunion est organisée dans une école membre de *South London Citizens* par l’assistante sociale, à l’initiative et en présence de l’organisateur référent du quartier. Pour ce dernier, c’est l’occasion de mobiliser cette employée de l’école encore peu sensibilisée aux actions de *London Citizens*. Ce sont des parents d’élèves qui ont été conviés. Finalement quatre mères d’élèves arriveront en retard. En les attendant, l’organisateur fait remarquer à l’assistante sociale qu’elle devrait améliorer sa « capacité de leadership », une invitation à devenir « leader » au sein de *London Citizens*. Trois mères présentes ne connaissent pas du tout *London Citizens*. Une autre, de plus en plus impliquée dans l’association, en fait la publicité. L’organisateur leur explique le processus dans lequel s’inscrit cette réunion : une phase d’écoute avant de lancer différentes campagnes relatives à la crise économique. Trois jours plus tard, une même réunion a lieu dans un service de la mairie de Tower Hamlet, un arrondissement de l’Est londonien. C’est la branche syndicale de *Unison* qui l’organise. Une dizaine de personnes sont présentes. Six ne connaissent pas *London Citizens*. Elles sont venues car invitées par une proche collègue déjà active au sein de l’organisation. Chacun se présente et raconte les conséquences de la crise sur leurs finances personnelles ou celles de leurs proches. Ces rencontres sur le lieu de travail, chez un habitant ou dans un local sont donc avant tout des occasions de tester cette nouvelle campagne et de faire en sorte que les membres se l’approprient. Elles permettent de lancer la mobilisation sur la crise financière, tout en élargissant l’audience de *London Citizens*. De plus, lors de ces rencontres, des histoires pouvant illustrer la campagne sont repérées.

Ces allers-retours rendent possible la construction de positions communes. Nous avons vu que la réalisation régulière de *one-to-ones* permet de mettre en avant ses propres « intérêts » et de prendre connaissance de ceux des autres. Un organisateur explique : « dans l’équipe on nous dit toujours d’organiser autour des intérêts personnels en premier et ensuite d’amener le bien commun car les personnes comprendront que leur intérêt personnel est le bien commun »¹. La notion d’« intérêt personnel », outre l’utilisation qui en est faite pour mobiliser les membres, renvoie ainsi également à l’idéal démocratique du BBCO. Dans la continuité des observations de Tocqueville², l’accent mis sur la construction de relations

¹ “In the team we are always told you need to organize around self-interest first and then you bring in the common good later because people see that their self interest is the common good” (Ben, entretien du 15.09.09)

² « L’homme du peuple, aux États-Unis, a compris l’influence qu’exerce la prospérité générale sur son bonheur, idée si simple et cependant si peu connue du peuple » (Tocqueville, 2002a[1835], 76).

permettrait aux membres de *London Citizens* d'apprendre à concevoir leur intérêt personnel en relation avec celui des autres. Ce processus est particulièrement souligné dans la philosophie communautaire (Kloppenber, 2011, 178). L'expression « intérêt éclairé », employée par certains organisateurs, désigne le fait de reconnaître que son bien être personnel est lié à celui des autres¹. Cette notion renvoie pour Edward Chambers (2004, 73) à un « monde d'échanges, de compromis, d'accords »². On retrouve la conception de la politique qu'a *London Citizens*. Edward Chambers, qui se réfère à plusieurs reprises à la pensée d'Hannah Arendt (*ibid.*, 28, 35, 56-57), résume une citation de *La condition humaine* (*ibid.*, 25) : « vivre c'est être parmi les autres, c'est avoir des intérêts ». « L'homme ne vit pas en autarcie, mais dépend des autres pour son existence même »³. Il doit donc y avoir « un souci de l'existence qui concerne tout le monde, sans lequel précisément la vie commune ne serait pas possible » (Arendt, 1995, 73). Cette vision de « l'intérêt personnel » est basée sur le développement de ce que Saul Alinsky appelle une personnalité « saine ». Pour leur propre intégrité, les individus auraient besoin d'une certaine visibilité, ou « pouvoir », dans les affaires politiques (Alinsky, 1971, 52). Le rôle du BBCO est alors de développer la compréhension collective de la nature de ces intérêts, d'enseigner comment ils peuvent être articulés. La valeur centrale de son idéologie, l'idéal démocratique, est ainsi mobilisée. La démocratie est alors définie comme l'articulation collective des intérêts individuels.

Davantage qu'une participation à un processus de prise de décisions, Francesca Polletta (2002, 182) signale la construction d'un « consensus informel » (“infomal consensus”), en parlant d'une *faith-based organization*. Mais lorsqu'elle avance que ce type d'organisation « manque la possibilité de faire évoluer les intérêts des personnes en les associant à des délibérations et réflexions collectives »⁴ (*ibid.*, 200), nous pensons, de manière plus nuancée, que l'accent mis sur la construction de relations, et notamment la pratique régulière de *one-to-ones*⁵, constituent une sorte de délibération continue et informelle au sein de l'organisation. En effet, la démocratie délibérative « invite ses participants à ne pas se limiter à défendre leurs propres intérêts, mais les exhorte à se mettre à l'écoute des intérêts des autres et à les prendre en compte » (Young, 2011, 134). Il s'agit alors d'« élargir la portée de la participation

¹ “with enlightened self interest (...) it's not about helping other, it is about recognising that my well being is tied up with other people well being” (Catherine, entretien du 22.04.08).

² “world of exchange, compromise, and deals”.

³ “To live is to be among people, to have interests. Human beings are interpersonal beings, relational selves.”

⁴ “They miss the possibility that people's interests may be transformed through collective reflection and deliberation”.

⁵ Ces entretiens en tête-à-tête permettent en effet une « considération attentive » (“careful consideration”) (Pimbert et Wakeford, 2001, 23) de son interlocuteur, qui représente l'un des critères de ce que Michel Pimbert et Tom Wakeford qualifient de « processus délibératif et inclusif » (“deliberative and inclusionary processes”).

délibérative tout en ne lui conférant qu'un pouvoir indirect sur la prise de décision »¹, en promouvant notamment « la délibération citoyenne sur des sujets politiques au sein de ce que Jürgen Habermas (1997) appelle “l'espace public informel”, constitué de “publics mobilisés culturellement” au travers des “associations de la société civile” » (Cohen et Fung, 2011, 122). En fin de compte, cette « démocratie des relations en face à face », « unitaire » (Mansbridge, 1983, 3) n'est pas une fin en soi, liée à une recherche du meilleur dispositif délibératif, mais un moyen de représenter de nombreux membres « par anticipation »² (Mansbridge, 2003, 515) et grâce aux relations de confiance ainsi construites.

2.2. Vers l'appropriation de la campagne par les membres de l'organisation

Le samedi 26 septembre 2009, *London Citizens* organise un « atelier » sur « la réponse de la société civile à la crise économique ». Tous les leaders ont été invités ainsi que tous les membres ayant participé à la campagne d'écoute du mois de septembre. Au final, 70 personnes se déplacent pour passer leur samedi dans une salle d'une église de la *City of London*. Des leaders confirmés ainsi que quelques membres d'habitude moins impliqués sont présents. Ce type d'événements est essentiel dans le processus de formation au leadership que propose l'organisation. Il y a à peu près autant de femmes que d'hommes, et tous les âges semblent bien représentés. À 10h, l'accueil se déroule autour d'un café et de gâteaux. Un rabbin propose ensuite une réflexion sur le rôle de la société civile.

Pendant une bonne demi-heure, chaque personne est invitée à se présenter et à expliquer la raison de sa venue. Une dizaine d'entre elles sont directement touchées par la crise et des situations d'endettement, d'emploi précaire ou de chômage. Certaines mettent en avant la volonté de défendre des valeurs de justice sociale et de travailler pour le changement, d'autres disent représenter les membres de leur institutions, vouloir défendre les jeunes avec qui elles travaillent ou souhaitent apprendre et partager. Les organisateurs participent au tour de table, et signalent ainsi symboliquement qu'ils ont le même statut que les autres participants et qu'ils viennent également « apprendre ». Ils s'expriment cependant bien plus longuement que les autres, mais déploient un « style interactionnel caractérisé par l'expression ouverte des émotions est des signes visibles de respect pour les différents participants »³ (Polletta, 2002,

¹ C'est l'une des deux stratégies selon Archon Fung et Joshua Cohen (2011, 122) pour concilier participation du plus grand nombre et délibération.

² “Anticipatory representation flows directly from the idea of retrospective voting: Representatives focus on what they think their constituents will approve at the next election” (Mansbridge, 2003, 515).

³ “interactional style characterized by open expressions of emotion and visible signs of respect for each other's contributions”.

200). C'est l'occasion pour eux de faire passer des messages mobilisateurs, à l'instar de cet organisateur qui rappelle une histoire recueillie pendant le « mois d'écoute » qui a précédé cet atelier.

Je suis là pour partager mon expérience avec vous sur ce qui se passe à Londres. Nos communautés souffrent. Nous le savons tous. Mais en tant qu'organisation nous sommes puissants et nous pouvons faire des choses que personne d'autre ne peut faire. Aujourd'hui je vais apprendre quelles vont être les prochaines étapes : qu'allons-nous faire en tant qu'organisation? Je suis aussi ici grâce à une personne appelée Lina. Avec qui j'ai eu une très belle rencontre hier. Elle ne pouvait pas venir parce qu'elle a trois emplois et aujourd'hui elle est bien évidemment au travail. Elle gagne £6 par heure. Elle a partagé avec moi plusieurs histoires que j'aimerais partager avec vous. Elle a trois enfants, elle s'inquiète car elle ne peut pas donner à manger à ses enfants quand ils reviennent de l'école. Elle leur dit qu'il faut attendre le dîner. Elle ne peut pas se permettre de leur donner à manger entre les repas. Ça m'a beaucoup blessé quand elle m'a dit ça. Elle m'a aussi dit qu'un de ses fils a son anniversaire dans deux semaines et il sait qu'il ne va rien avoir et il n'arrête pas de dire à sa mère, « maman je sais que tu ne peux pas te le permettre mais s'il te plaît, amène moi un cadeau ». Ça la blesse énormément et je sais que d'autres parmi vous sont dans la même situation. J'espère vraiment que nous allons pouvoir travailler sur ça. Travailler sur un programme avec des objectifs atteignables et y parvenir. Merci.

Cet organisateur défend plus particulièrement la campagne pour le *Living Wage* (« revenu décent ») menée depuis 2001 par l'organisation et pour laquelle il travaille plus particulièrement. Il se présente également comme quelqu'un capable d'être influencé et non comme un dirigeant qui a déjà toutes les données en main. Mais surtout, il participe à donner un ton émotionnel à la rencontre. Ce type de discours comme la mise en scène de témoignages lors des assemblées, montrent que les organisateurs savent jouer avec les émotions. Ils savent qu'elles permettent d'attirer l'attention, de persuader les réticents et d'engager durablement les autres (Jasper, 2011, 14.9).

Les participants sont ensuite invités à se rendre successivement aux six tables installées dans la salle. Chacune est animée par deux ou trois organisateurs ou leaders impliqués dans la campagne et porte sur une proposition particulière : le *Living Wage* (« revenu décent »), limiter les taux d'intérêt à 20%, développer les microcrédits et caisses mutuelles de crédits, encourager l'éducation à la gestion financière, une charte des bonnes pratiques pour les banques, la sixième table visant à formuler d'autres idées de campagne. À chaque table, le contenu de la proposition est discuté. Les animateurs sont là pour présenter l'idée, en débattre tout en rappelant qu'ils doivent « trouver des revendications faciles à gagner ». La demande d'un plafonnement des taux d'intérêt a ainsi été ajustée suite à une réunion avec la *Royal Bank of Scotland*. Elle est passée d'un taux de 10% à un taux de 20% plus réaliste à obtenir selon la banque. Chaque animateur essaye de défendre « sa » proposition. En effet après le repas chaque revendication sera adoptée après avoir été éventuellement affinée à la marge suite aux ateliers. En conclusion, Neil Jameson tente de répondre aux interrogations

des participants qui découvrent le contenu des revendications à l'occasion de cette journée. Il se sert alors des nombreux *one-to-ones* et des *house meetings* effectués pour justifier les propositions alors que la plupart d'entre elles préexistaient à la campagne d'écoute. Elles résultent avant tout d'un long travail d'un petit groupe ayant lui-même fait des allers-retours avec quelques membres et surtout des experts du monde de la finance. Ainsi deux membres d'une église adhérente, présents à cet atelier, avaient-ils été consultés au mois d'août. Employés d'une grande banque et du service d'autorité financière du Royaume-Uni, ils avaient pu donner leur avis sur les propositions qui se dessinaient et les peaufiner, notamment concernant la charte bancaire, ajoutée à la liste des revendications en août.

En conclusion des ateliers, Neil Jameson d'exhorter les leaders à mobiliser pour les assemblées à venir. Il revient sur les différentes étapes de la mobilisation. 70 personnes à cet atelier ; une centaine de *house meetings* réalisés ; les trois *delegates assembly* (Est, Sud et Ouest) où les cinq propositions vont être ratifiées par tous les membres et qui selon lui devraient accueillir 500 personnes chacune ; et enfin la grande assemblée de novembre où s'il y a moins de 2 000 personnes, il prévient que ce sera un échec. Il insiste sur le fait que les leaders présents doivent, de retour dans leur communauté, faire en sorte que le plus grand nombre de personnes s'approprient cette campagne. Les cinq propositions sont finalement approuvées. La prochaine étape sera leur hiérarchisation par l'ensemble des membres lors des assemblées des délégués du mois d'octobre.

2.3. Mettre en scène le pouvoir démocratique des leaders

L'assemblée des délégués de South *London Citizens* du 14 octobre 2009 est avant tout un outil de mobilisation. Les présentations des cinq propositions, que les participants doivent hiérarchiser, sont illustrées par des témoignages. Le but est alors de susciter de l'empathie : « Le témoignage de Chipo n'est pas un cas particulier, nous avons tous besoin d'argent pour survivre »¹ ; « Si vous avez reçu des publicités pour des prêts exagérés levez votre programme² ! » L'auditoire est invité à se sentir concerné et à s'unir contre un ennemi commun. Chaque leader défendant une proposition incite fortement les participants à voter pour celle-là : « Cette proposition est celle pour laquelle il faut voter³ ! » ; « Si vous voulez

¹ "There's nothing unique about Chipo's story. We all need money to survive". Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

² "If you've had calls or texts of letters offering you loans you didn't ask for, raise your program". Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

³ "This proposal is the one to vote for!" Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

mettre fin à l'usure, votez pour cette proposition¹ ! » Les témoignages permettent aux participants de compatir et de s'engager en faveur des propositions de campagne qui leur sont présentées. Ils suscitent une « émotion partagée » (“shared emotion”), source d'identité collective (Jasper, 1998, 415). Comme pour l'atelier du 26 septembre, le vote sur la hiérarchisation des propositions leur donne la sensation de participer à un processus démocratique. Ce vote est un rituel de validation plus que l'expression d'un pouvoir. La hiérarchisation n'aura en effet pas d'incidence sur la conduite de ces campagnes². Les cinq revendications seront présentées telles quelles lors de l'assemblée du Barbican. Ce rituel s'ajoute aux rituels relationnels présentés dans la section précédente. Chacun d'entre eux promeut la légitimation et l'internalisation des relations d'estimes et de confiance (Bell, 1992, 89) entre les différents membres, les leaders les plus impliqués et les organisateurs. Ici, l'acte de vote permet de sceller la légitimité démocratique de cette nouvelle campagne. Ce rituel est là pour rappeler la présence des groupes membres, laquelle est, pour les organisateurs, le gage de l'appropriation des activités de *London Citizens* par les membres : « la véritable démocratie réside dans notre pouvoir et dans nos pieds, si l'organisation veut aller là où les personnes ne le veulent pas, et bien ils ne viendront pas. Personne n'est obligé de venir³. »

Le fait que les leaders, seuls acteurs de ces événements, acceptent de jouer le jeu est un autre indicateur de cette appropriation. À plusieurs reprises, les orateurs interrogent le public afin de reconnaître et féliciter sa participation aux activités de *London Citizens*, faisant de ces assemblées de véritables moments d'autocélébration collective : « Qui était dans le hall de Lambeth pour notre première assemblée en 2003⁴ ? » ; « Ce 4 mai, 20 000 d'entre nous se sont regroupés à Trafalgar Square pour revendiquer une voie vers la citoyenneté pour les travailleurs immigrés sans papiers. Qui était là ? Bravo⁵ ! » L'assemblée sert avant tout à la « production sensible d'une communauté » (Rosanvallon, 2011b, 64), telle qu'analysée dans le

¹ “If you want to see an end to usury, vote for this proposal!” Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

² Lors d'autres assemblées, lorsqu'il s'agit de voter pour ou contre des campagnes, elles sont généralement toutes sélectionnées. Il est rare qu'une institution vote contre, en revanche elle peut s'abstenir (voter pour une campagne peut, selon les organisateurs, avoir comme conséquence qu'un des membres de ce groupe devra s'investir dans cette campagne). De plus le choix est généralement assez réduit. En 2007, les participants de l'assemblée de *West London Citizens* avaient choisi de mener huit campagnes sur les dix présélectionnées. Lors de l'évaluation entre les organisateurs dans un *pub*, après l'évaluation formelle avec les participants, l'organisatrice principale se rendit compte de la difficulté qu'elle aurait à mener toutes ces campagnes. Depuis, la plupart des assemblées des délégués ne se positionnent que sur quatre ou cinq sujets.

³ “The real democracy in the organisation happens with our capacity and with our feet, if the organisation wants to go where people doesn't want to move, then they won't come. No one is obliged to come” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “Who was here in Lambeth Town Hall for our very first Assembly in 2003?” Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

⁵ “On May 4th this year 20,000 of us gathered in Trafalgar Square to call for a pathway to citizenship for long-term undocumented migrants. Who was there? Well done!” Source : script de l'assemblée des délégués du 14.10.09 de South *London Citizens*.

chapitre précédent. Elle permet de mettre en mouvement le collectif en donnant à voir la puissance qu'il représente et en forgeant une identité collective. Chaque événement de *London Citizens* se termine par son évaluation, très ritualisée. Les sentiments des participants sont recueillis à chaud. Les mêmes termes reviennent régulièrement et qualifient à la fois le fait que l'action se soit bien déroulée – signifiant l'appropriation de celle-ci par les participants, et le contenu émotionnel de l'événement : « soulagé », « ému », « enrichi », « fatigué », « heureux », « inspiré ». Puis une note est décernée à l'action. Cet apprentissage collectif renvoie à un processus bien défini de « formation au leadership » proposé par l'organisation, objet de la sous-section suivante.

Chaque campagne a une genèse propre au sein de l'institution. Les séquences que nous venons de décrire reprennent les différentes étapes de construction d'une campagne à l'œuvre dans la stratégie de communication de *London Citizens* : une idée issue d'un ou plusieurs leaders, une campagne d'écoute, l'élaboration de propositions suivi d'un vote lors d'assemblées. En fin de compte, pour l'organisation, la « démocratie » réside dans la participation des membres aux événements. Le consensus se traduit par l'absence de contestation lors de la présentation des campagnes. Rappelons plus généralement que les sujets qui divisent les différents membres sont volontairement mis de côté¹. De plus, comme stipulé sur le bulletin d'adhésion : « si une institution est en désaccord avec le sens des travaux entrepris par *London Citizens*, elle est libre de résilier son adhésion à tout moment »². Plus que de « gouvernement par le peuple », on pourrait parler de « contrôle par le peuple » ou « démo-contrôle ». La représentation³ fidèle de la volonté des membres de l'association est donc basée sur la possibilité des groupes de « sortir » (“exit”) (Hirschman, 1980). Mais la participation aux activités mises en œuvre dans le cadre de ces campagnes permet d'éviter ce risque en valorisant la « loyauté » (“loyalty”). Elle permet aux membres de valider, *ex post*, les décisions qui ont été prises au nom du collectif par un petit groupe investi d'un pouvoir de

¹ “With LC there is a clear absolute iron rule that everybody’s difference stay at the door, you don’t bring your anti abortion stuff if you’re catholic, you don’t bring homosexual stuff if you’re Muslim, you know that’s your business, we come together toward what we can agree on our common issues and that’s 100 percent, nobody brings their separate banners and that’s well respected in the organisation and when it happens we say sorry but they don’t feel victimised because it’s for everybody” (Deborah, entretien du 27.08.09).

² “If an institution disagrees with the direction of the work being taken by *London Citizens* it is free to cancel its membership at any time”. Source : bulletin d'adhésion à *London Citizens* reproduit en Annexe.

³ Contrairement au chapitre précédent, nous parlons ici de la représentation comme “acting for”, en ce que il y a un lien de responsabilité entre la totalité des membres de *London Citizens*, qui sont ici les représentés, et les représentants (non élus) de l'organisation (le petit groupe de stratèges dans ce cas), et non comme “standing for” pour reprendre les termes d'Hanna Pitkin (1967, 11). Mais la représentation comme “standing for” a également lieu à l'intérieur de l'organisation car les organisateurs essayent de diversifier les leaders qui défilent sur scène, permettant une représentation en miroir des différents membres.

représentation par anticipation, du fait notamment du contact continu qu'il entretient avec les différents membres. Francesca Polletta (2002, 176) parle à ce sujet de « la démocratie dans la relation ». Ce qui compte dans le fonctionnement démocratique de l'organisation, c'est la mobilisation qu'il produit¹, permettant ce faisant la création d'une identité collective, d'un leadership, et donc l'appropriation par les membres des activités de l'organisation. Cette « mobilisation démocratique » est un atout que *London Citizens* met en avant dans ses rapports de force politique. La ritualisation de ses assemblées permet entre autres l'incarnation des relations de pouvoir (Bell, 1992, 170) que *London Citizens* souhaite jouer sur la scène publique. Car *in fine*, l'horizon des campagnes menées par l'organisation est de démocratiser la gouvernance de Londres en faisant rendre des comptes aux élites économiques et politiques.

B. Apprendre à jouer un rôle dans *London Citizens*

L'assemblée des délégués met en scène le caractère démocratique du processus de mobilisation dont elle serait l'aboutissement. La différence entre cette interprétation et la réalité peut être perceptible par les participants : « quand je suis allé pour la première fois à une de ces assemblées ça m'amusait beaucoup parce que toute la rhétorique tournait autour de la démocratie, mais la réalité est que (...) c'est très chorégraphié, les mécanismes sont dessinés pour produire les résultats voulus »². Une seconde lecture du rôle de ces assemblées permet de les voir autrement que comme une façade démocratique manipulatoire. Ce type d'événement constitue une étape essentielle à la construction d'un collectif et au développement de leaderships. C'est ce dernier que nous allons à présent examiner.

1. Les stages de leadership, cadrer l'expérience des membres

Un membre peut simplement participer aux grandes assemblées de l'organisation qui se tiennent deux à trois fois par an. Ensuite, encouragé voire encadré par les organisateurs, il pourra s'engager dans une campagne qui lui tient à cœur, voire en initier une, notamment au niveau local. Il aura également la possibilité de participer à l'un des stages de leadership dispensés régulièrement et gratuitement pour les membres par les organisateurs. Ces stages,

¹ Dans ce sens, le processus démocratique est plus une « mobilisation pour l'action » qu'une « légitimation de la décision », à l'inverse des processus démocratiques des initiatives participatives en France (Donzelot et Epstein, 2006).

² «When I first went to this kind of assemblies I used to laugh actually because you know the narrative was all democracy, the reality is (...) it's very choreographed, the mechanisms are designed to produce the outcomes that you want» (Austen, entretien du 24.04.08).

organisés sur deux ou cinq jours tous les trimestres environ, sont un condensé de ce que *London Citizens* souhaite transmettre à ses membres. Parfois qualifiés par les organisateurs d'« université de la rue », ils sont ouverts à tous, à la seule condition d'appartenir à un groupe adhérent. Pour participer au stage de 5 jours, qui comprend un hébergement sur place, il faut avoir au préalable fait celui de 2 jours. La participation à ces stages n'est pas systématique chez les membres les plus impliqués, mais les organisateurs tentent d'en faire un passage obligé pour être reconnu « leader ». Regroupant une trentaine de membres, les stages sont animés par les organisateurs. Ces derniers y enseignent la théorie élaborée par Saul Alinsky et Edward Chambers en citant leurs livres et en s'appuyant sur des leçons préparées par le second (dont le contenu est proche de celui du livre *Roots for radicals*). Les organisateurs illustrent cette théorie par des histoires tirées des activités passées de *London Citizens*. Ainsi ils fixent le cadre au sens d'Erving Goffman, c'est-à-dire le « dispositif cognitif et pratique d'attribution de sens, qui régit l'interprétation d'une situation et l'engagement dans cette situation » (Joseph, 2002, 65–66), des activités de l'association. Le stage permet aux participants d'interpréter leur expérience passée et future dans l'organisation, de lui donner un sens, de l'ancrer dans un projet collectif. On retrouve ainsi dans le contenu de ces formations les quatre dimensions de la définition de l'idéologie du BBCO développées dans le chapitre préliminaire à partir de la grille de lecture proposée par Anthony Oberschall (1972, 181).

Certains modules de la formation permettent de construire une vision commune de l'état des lieux à partir duquel l'organisation justifie son existence. La déconstruction du mot « pouvoir » est au centre de ces stages. Un cours cartographie les relations de pouvoir dans la ville de Londres. Les organisateurs tentent de faire prendre conscience aux participants de leur capacité d'agir notamment en relativisant la « puissance » des élites économiques et politiques. On y enseigne la distinction entre le pouvoir unilatéral et le pouvoir relationnel. Le premier est « *top-down* », hiérarchique, souvent sans mécanismes d'*accountability*. Les organisateurs souhaitent à l'inverse valoriser le pouvoir relationnel. Ils déconstruisent donc l'acception courante de ce mot pour la reconstruire à la manière de *London Citizens*, qui est celle mise en avant par la sociologie. Alors que « le « pouvoir » est de façon générale tenu pour « suspect ou même intrinsèquement mauvais », Michel Crozier et Erhard Friedberg (1992[1977], 433) montrent que « les relations de pouvoir sont consubstantielles à l'action humaine. Elles sont directement liées à cette zone de liberté qui fonde l'existence de l'homme en tant qu'acteur, et dont la mise en œuvre stratégique et conflictuelle forme la trame même de toute vie sociale, de tout ensemble collectif ». Les organisateurs font ressortir la colère et

les sentiments d'injustice des individus présents. Généralement, la moitié des participants¹ ont des conditions de vie ou de travail difficiles (travailleurs précaires, sans emplois, revenu inférieur au salaire décent, sans papiers..). Les organisateurs expliquent qu'il faut se servir de ces colères ou frustrations pour se prendre en main et faire « changer les choses ».

Ensuite, des outils pour défier « le monde tel qu'il est » et aller vers « le monde tel qu'il devrait être », sont enseignés. Les organisateurs expliquent qu'il faut être pragmatique et n'investir son énergie que là où il est possible d'obtenir des avancées concrètes rapidement. Les participants prennent part à des jeux de rôles mimant une négociation entre des élites économiques ou politiques et des leaders de *London Citizens*. Cela permet de comprendre en acte les modalités d'accomplissement d'une campagne, de la confrontation des différents intérêts, de se mettre à la place d'autrui et de développer des compétences d'animation de réunion (se tenir à un ordre du jour, introduire les différents participants, faire aboutir l'échange, respecter le temps imparti) et de négociation (avoir préparé et imposé son propre ordre du jour, quitter la réunion avec un résultat que cela soit une réponse positive aux demandes présentées ou un autre rendez-vous). La technique des *one-to-ones* y est également enseignée. Un entretien en tête-à-tête est ainsi mimé entre deux organisateurs. Les participants s'entraînent ensuite entre eux à poser les « bonnes questions »² permettant aux deux interlocuteurs de se raconter « leur histoire » et d'entrer dans une relation de coopération. Nous avons vu l'importance que revêtent les entretiens en tête-à-tête dans le recrutement et la mobilisation du consensus autour des activités de *London Citizens*. L'usage de cet « instrument » est très codé par « le savoir social » du BBCO, qui est distillé pendant les stages.

L' « art » de l'entretien en tête-à-tête, une conversation instrumentale. Extrait du livre d'Edward Chambers (2004, 52-54)

Pour Edward Chambers, la réalisation de *one-to-ones* avec différents interlocuteurs doit permettre d'apprendre :

« Qui sont-ils ?

Qui sont leurs héros ou leurs héroïnes ?

Qui n'aiment-ils pas ?

Quel est leur rêve pour leur famille ou leur communauté religieuse ou leur voisinage ?

Qu'appelleraient-ils avoir vécu une belle vie ?

Peuvent-ils servir leurs institutions ?

Sont-ils ouverts à la vie publique et aux organisations ?

¹ Il y a généralement une trentaine de participants par session de stage.

² Ces « bonnes questions » renvoient au qualificatif de « good people » employés par les organisateurs et plus précisément aux compétences rhétoriques requises pour devenir un bon leader. Similairement, dans le contexte de structures délibératives, Julien Talpin (2006, 21) a montré comment la capacité à s'exprimer selon les formes requises permet à des individus d'accéder à l'état de « bons citoyens ».

Ont-ils un goût pour l'action ?
 (...)
 À la fin d'un entretien, le leader ou l'organisateur doit se poser plusieurs questions importantes :
 Est-ce que cette personne montre une conviction passionnée pour l'état du monde tel qu'il est ou devrait être ?
 Cette personne a-t-elle de la colère, du ressentiment, un souvenir ou un avis à propos de notre vie publique ?
 A-t-elle un sens de l'humour ?
 Est-ce qu'il y a une tension saine entre ses valeurs et la réalité ?
 Est-ce que la personne m'a posé des questions ou a démontré de la curiosité à mon égard ? Était-il (ou elle), à proprement parler, méfiant vis-à-vis de mes raisons de faire un entretien ? Était-il (ou elle) sceptique ?
 Est-ce que des problèmes personnels familiaux ou au travail empêcheraient cette personne de participer et de contribuer à une entreprise collective ?
 Qu'apporterait cette personne à la construction d'une organisation composée d'organisations ?
 Quels sont les contacts de cette personne ? À qui me fait-t-il ou elle penser ?
 Est-ce que cette personne est intégrée – capable de passer outre les races, les religions et les classes sociales ?
 Est-ce que le début d'une relation de confiance ou une appréciation mutuelle s'est développée ?
 Devrai-je de nouveau contacter cette personne dans un mois ou l'oublier ?
 De quelle manière puis-je aller plus loin¹ ? »

Il est également enseigné que toute action doit être suivie d'une évaluation, afin de faire évoluer pragmatiquement le savoir et les outils de l'organisation. Chambers (2004, 87) explique qu'une « évaluation efficace doit commencer par recueillir le sentiment des participants en deux ou trois mots. Ensuite les leaders analysent leur comportement et celui de leurs opposants »² en se demandant ce qu'ils ont bien fait, ce qu'ils ont appris et ce qu'ils envisagent de faire. Ces évaluations permettent de situer les campagnes dans un processus d'apprentissage collectif permanent.

Les valeurs propres au *Broad-Based Community Organizing* sont diffusées et partagées lors de sessions qui décrivent « le monde tel qu'il devrait être » et à travers la construction de la figure du leader, présenté comme « une bonne personne ». Les organisateurs tentent d'inciter les leaders à « laisser leur trace dans le monde »³ en s'impliquant dans *London Citizens*. Le stage de leadership de cinq jours se termine par une session où tous les participants doivent imaginer leur futur. Ils sont alors invités à poursuivre leur développement personnel en tant que leader. Pendant 45 minutes, chacun doit méditer et répondre à ces questions : « Pourquoi suis-je là ? » ; « Pour qui suis-je là ? » ; « Où serais-je dans cinq ans et comment vais-je y arriver ? ». Neil Jameson insiste sur la valeur d'un engagement à long terme et sur la responsabilisation de chaque individu :

¹ Le texte original de cet extrait se trouve en Annexe.

² “An effective evaluation begins with participants getting their feelings about the action out in one or two words. Then leaders analyze their behavior and the opposition's.”

³ “Think what you are going to leave behind you, a fantastic institution, family, marvelous friends and a big imprint in the world” (Neil Jameson, stage de leadership du 16.10.09).

Vous devez programmer ce processus d'engagement [dans la vie publique] sinon quelqu'un le fera pour vous, le gouvernement, des experts (...) La société civile a besoin de personnes qui réfléchissent à long terme (...). Vous devez faire quelque chose, pensez par exemple que votre nom pourrait devenir un nom de rue!¹

Enfin, les organisateurs illustrent leurs enseignements par de nombreux exemples qui permettent de dresser un parallèle entre des événements historiques et leur expérience au sein de *London Citizens*. Barack Obama est souvent mentionné. L'histoire de Rosa Parks est généralement celle qui donne le mieux à voir ce que représente le *Broad-Based Community Organizing*. Rosa Parks, connue pour être la « mère du mouvement des droits civiques », était en fait une « leader » d'une *community organization*. Cette dernière avait planifié cet événement minutieusement et Rosa Parks n'aurait été qu'une actrice, désignée au dernier moment, de cette scène.

Quand ils nous ont parlé de Rosa Parks, la femme qui s'est rendu célèbre pour avoir refusé de laisser sa place aux États-Unis quand les noirs devaient s'asseoir à l'arrière. Elle était à l'avant et l'histoire dit qu'elle ne laissa pas sa place. Mais la vérité est que l'action était planifiée par une *community organisation* et beaucoup de personnes dans la salle dirent : « vraiment ?? » Parce que l'Histoire nous a dit que cette femme, un jour, avait décidé qu'elle ne bougerait pas alors qu'en fait la réalité est que tout était prévu et organisé. Les médias devaient se trouver à l'arrêt de bus en question, tout était préparé. Et en plus de tout ça, la femme qui devait faire l'action au départ était enceinte et ils se dirent que l'organisation n'allait pas être bien vue car dans les années 50, une femme célibataire enceinte n'était pas une bonne chose. Donc Rosa Parks prit sa place et l'Histoire fut écrite ainsi. Et quand on a appris cette histoire, ça nous a fait prendre conscience de notre pouvoir. (...) C'était comme quand on dit à un enfant que le Père Noël n'existe pas ! Ça a eu cet effet dans la salle. C'est ça le pouvoir des gens organisés².

Lors de ces stages, les organisateurs souhaitent développer chez les participants non seulement leurs compétences mais surtout leur volonté d'être des leaders actifs dans l'organisation. Ces formations constituent des occasions propices à la diffusion de l'idéologie du BBCO. En cadrant leur expérience via la transmission « de normes, de croyances qui socialisent », ils permettent de « tenir ensemble » (Pierru, 2010, 32) les membres et de créer un sentiment d'appartenance à l'organisation. L'engagement dans *London Citizens* est effectif quand les membres croient en leur potentiel d'action et souhaitent l'exercer à travers les activités de l'organisation. De plus, chaque stage est couplé avec une action de l'organisation,

¹ “You have to plan that process otherwise someone else will plan for you, government, adviser (...) Civil society needs people who are thinking long term (...) You have to do something, what about your name being a street name ?” (Neil Jameson, formation du 16.10.09).

² When they told us about Rosa Parks, the lady who was famous with not giving up her chair in America when black people were meant to seat at the back, she was at the front and then the story said she didn't give up her chair. But the truth was, it was a planed action of a community organisation and lot's of people in the room just went: “really??”. Because the history has told us that this woman, one day, decided I am not moving when really the truth was, it was all planed out, it was organised, the press was going to be at this particular bus stop, so everything was all prepared. And on the top with that, the lady who was meant to be doing the action was pregnant and they felt that her reputation wasn't good for the organisation, like for the 50's, a single woman who was pregnant was no good. So Rosa Parks took her place and the history is written and I think when we heard the story, it empowered us. (...) It's like when you tell a child that Santa Claus is not real! It was that effect in the room. And that's the power of the organised. (Kevin, entretien du 15.04.08).

une assemblée pour les stages d'une semaine, une action de terrain pour les stages de deux jours. En filant la métaphore, les stages de leadership correspondent à un stage intensif de théâtre aboutissant à un spectacle, les rôles étant répartis en fonction des talents repérés. Se mettre en scène permet de valider et de mettre à l'épreuve le cadre commun construit pendant le stage. Mais l'« interprétation » induit une tension entre la liberté de jugement individuelle et la nécessité pour une organisation de créer un cadre d'interprétation commun. Ce cadre qui permet aux membres de vivre une même expérience, se retrouve par exemple dans une certaine rigidité du vocabulaire au sein de *London Citizens*¹.

2. Devenir « acteurs » : de la vie publique ou de *London Citizens* ?

De l'animation d'une réunion de 5 personnes dans une mairie, à la prise de parole devant 2 500 personnes lors d'une assemblée de l'organisation en passant par le défilé derrière des banderoles, une palette d'expériences, dont les enjeux sont variés, est proposée aux leaders. Ces derniers ont ainsi diverses occasions pour apprendre à correctement représenter l'organisation. Ce processus évolutif de l'engagement dans l'association se déroule sur la base du volontariat. Les personnes sont toujours incitées par les organisateurs à s'impliquer plus et il n'y a pas de processus de sélection formel, mis à part pour devenir organisateur ou administrateur de l'association, ce que nous considérons comme deux finalités du développement de leadership. L'évolution d'Halima au sein de *London Citizens* illustre ce processus de développement que peut offrir l'organisation. Cette mère célibataire de trois jeunes enfants en recherche d'emploi a commencé à s'impliquer en septembre 2008, via l'école de sa fille. De réunions en réunions, elle a d'abord participé à une petite campagne pour faire en sorte que la collectivité locale paye des personnes pour aider les enfants à traverser la rue en sortant de l'école. Puis elle a fait un stage de leadership de deux jours. À la fin de l'année scolaire, elle a été invitée par la directrice de l'école pour parler de *London Citizens* devant une assemblée d'élèves et de parents. Lors d'une conversation dans son appartement, le lendemain de cette réunion, elle confia avoir observé, en l'espace d'une année, une amélioration de sa confiance en elle et de son expression orale :

J'ai vu une grande amélioration dans ma *confidence* et puis dans mon expression. Vraiment j'avais cette barrière, cette pensée de fond que « je ne peux pas parler en public à cause de mon accent² », mais ce matin je me suis lancée comme ça, j'étais moi-

¹ Cette rigidité peut créer chez les personnes faisant leurs premiers pas dans l'organisation un sentiment d'exclusion. "The TELCO assembly: a number of people said that can be a little cult, they have a language which is very exclusive, a very different language and they talk to each other in that language but for a newcomer it's quite difficult to understand exactly how it works". (Ben, entretien du 15.09.09).

² Elle est originaire d'Afrique francophone.

même et j'ai beaucoup aimé ça. Et ma fille après m'a dit "Mommy, I'm so proud of you!"¹

Elle a ensuite été invitée à animer une réunion avec plus de 50 personnes. Puis à la fin de l'été 2009, elle a elle-même organisé des petites réunions avec des voisins et d'autres parents de l'école dans le cadre de la campagne d'écoute précédant l'assemblée des délégués. Enfin, elle a participé en octobre de la même année à un stage de leadership de 5 jours. Elle est maintenant connue au sein de *London Citizens* comme une « leader » active mais également au sein de l'école où on lui a proposé d'être représentante des parents d'élèves. La prochaine étape sera sa participation sur scène à une grande assemblée. Les organisateurs restent toujours dans les coulisses et ce sont les citoyens engagés dans l'association qui animent et alimentent les multiples assemblées. Ils ont ainsi la possibilité de s'exprimer devant un large public et de demander, en face-à-face, des comptes aux élites économiques et politiques. De nombreux parcours de membres de *London Citizens* ressemblent à celui d'Halima.

2.1. Des campagnes micro-locales, lieux d'apprentissage

Les organisateurs doivent réussir à trouver un équilibre stratégique entre les campagnes à l'échelle du quartier et les campagnes à l'échelle du Grand Londres, voire du pays. Pour intéresser les personnes des différentes institutions souvent très ancrées localement, il est nécessaire de mener des campagnes portant sur les problèmes spécifiques à leur quartier, voire de leur immeuble. De plus ces campagnes locales permettent d'impliquer de nouvelles personnes et de développer des leaderships. C'est à travers ces campagnes de proximité que les leaders sentent que leurs voix comptent et peuvent ensuite envisager une implication plus conséquente dans l'organisation et dans des campagnes plus importantes :

Ma voix est écoutée au sein de l'organisation parce que comme je l'ai si bien dit, tout un chacun est la bienvenue donc si je me présente à une réunion et qu'on débat sur un sujet particulier et si j'ai des idées, mes idées personnelles, il suffit de s'exprimer (...). Il y a un parc qui est là où généralement il y a des attaques et moi j'avais exprimé que vraiment on ne se sent pas en sécurité la nuit. Bon j'avais exprimé mon idée que vraiment la nuit il y avait des problèmes et que bon, comment on peut faire, on avait mentionné la police, j'avais mentionné la police, beaucoup de gens ont mentionné la police et puis j'avais dit aussi qu'il n'y avait pas de lumière, c'est un parc la nuit il fait noir, il fait sombre, il n'y a pas la lumière donc j'avais suggéré aussi que vraiment si possible, si nous pouvions faire appel à l'autorité, qu'on essaie au *council* [à la mairie], pour demander de mettre des ampoules autour de l'endroit. (...) Donc ça c'était une idée qui m'est venue, je l'ai suggérée, beaucoup de gens ont dit que oui ça c'est une possibilité².

¹ Halima, entretien du 17.07.09

² *Idem*.

Suite à cette réunion, encouragée par les participants et aidée par l'organisateur référent, Halima a pris l'initiative, avec son fils et des amis de celui-ci de faire un plan du parc avec les zones d'ombre et, assez rapidement, elle a pu obtenir gain de cause auprès de la mairie d'arrondissement qui a implanté de nouveaux luminaires dans le parc. Halima raconte volontiers cet épisode qui lui a donné confiance dans sa capacité d'action. De nombreuses « petites actions » ont ainsi lieu à l'échelle d'un quartier. L'organisateur y tient le rôle de catalyseur et de conseil. Il souhaite faire émerger « un sentiment d'efficacité chez les personnes qui se sentent généralement impuissantes »¹ (Klandermans, 1989, 179). Celles ci, grâce à des actions limitées, se convainquent qu'elles sont capables de changer leurs conditions de vie. Il s'agit d'une étape essentielle pour le développement de leadership et donc pour un engagement plus durable dans l'organisation. Cet objectif renvoie à l'« espoir ambitieux » de la démocratie radicale qui serait que « les citoyens qui participent à la construction de solutions à des problèmes concrets dans la vie locale s'engagent ensuite plus à fond dans des délibérations dans l'espace public élargi » (Cohen et Fung, 2011, 129), espace cependant circonscrit ici à *London Citizens* et à ses campagnes de plus grande envergure.

Halima, en plus d'avoir augmenté son « sentiment d'efficacité », a également renforcé la confiance qu'elle a dans le processus démocratique de l'organisation : « plus on discute de nos idées, plus il y a de gens qui ont la même suggestion, plus l'idée est adoptée »². Nous avons montré que le processus de prise de décision au sein de *London Citizens* correspond à un travail minutieux de publicisation des attentes des différents membres permettant l'appropriation d'idées de campagnes venant de petits groupes de l'organisation. Ce processus est plus simple lorsqu'il s'agit d'actions à l'échelle très locale. Encadrés par un organisateur, les membres co-construisent les campagnes. Elles permettent à ces nouveaux leaders de prendre des initiatives, de se convertir au jeu de l'organisation et éventuellement de s'impliquer dans des campagnes plus importantes. Si elles contribuent à développer les capacités d'action d'individus n'ayant pas une position initiale de leadership, il n'en est pas toujours de même pour celles menées à plus grande échelle.

2.2. Une mise en scène de la participation des « citoyens ordinaires »

Outre aboutir à des résultats plus significatifs en terme de changements sociaux, les campagnes de plus grande envergure permettent de faire connaître l'association – ce qui

¹ «A sense of effectiveness must emerge: people who generally feel powerless must become convinced that they are capable of changing their condition».

² Halima, entretien du 17.07.09.

facilite le recrutement et l'aboutissement des autres campagnes, quelle que soit leur échelle, et de souder le collectif formé par *London Citizens*.

Petit à petit, des structures formelles pour réfléchir à la stratégie de l'association se sont mises en place. Parmi elles les « équipes stratégiques » relatives à chaque sous-partie de *London Citizens* (Est, Sud, Ouest et Nord). Elles sont constituées de deux à trois membres de chaque institution et se réunissent en moyenne trois fois par an. Les leaders membres de l'équipe stratégique sont désignés par leur institution, chaque année. Il est ainsi écrit à propos de l'équipe stratégique de South *London Citizens* : « l'équipe stratégique est le principal organe de décision de SLC et constitue une partie importante de la démocratie de l'organisation »¹. Lors de ces réunions stratégiques, les organisateurs partagent effectivement leur plan avec les leaders et ceux-ci sont discutés. Il s'agit souvent plus de partager ce qui se passe sur chaque territoire et de réfléchir à des convergences que de décider des prochaines campagnes. Des questions stratégiques sont abordées mais la faible fréquence de ces réunions n'en fait pas un organe décisionnel important.

Les grandes campagnes menées par *London Citizens* sont donc rythmées par des réunions de préparations et des actions. Les leaders en sont les acteurs, les organisateurs les metteurs en scène. Les actions constituent explicitement un terrain d'entraînement pour les leaders². L'expérience des relations de pouvoir est source d'un apprentissage de soi et de sa place dans le monde (Kuty, 2004, 144). Mais ces actions constituent avant tout des « pièces de théâtre » mettant en scène le pouvoir de l'organisation et notamment sa capacité à représenter et faire travailler ensemble divers habitants de la capitale. Les leaders sont les acteurs de cette performance démocratique. Certains se contenteront d'assumer le rôle de figurants. D'autres, souvent repérés par les organisateurs, vont devenir de véritables acteurs, parfois capables de définir leur propre rôle. Les rôles les plus importants seront donnés à ceux ayant les meilleurs talents. Pour le co-directeur de l'IAF, Michael Gecan (2004[2002], 163), les organisateurs doivent être des « dénicheurs de talents » (« talent scouts »). Lors des réunions, un des premiers rôles donnés aux leaders est d'être « le gardien du temps ». Les réunions et assemblées sont toujours chronométrées et une personne est systématiquement en charge de rappeler le temps imparti et de couper la parole lorsque celle-ci le dépasse. L'animation, d'une réunion ou d'une assemblée, constitue un autre rôle. Il s'agit de présenter l'ordre du jour, de

¹ «The strategy Team is the main decision-making body of South *London Citizens* (SLC) and is an important part of the democracy of the organization.» Source : document distribué lors de l'assemblée des délégués de SLC le 20.10.10 intitulé *Welcome to the South London Citizens Strategy Team 2010 !*

² «To get people involved in action quite quickly of some kind so they can learn on stuff, they can practise on things» (Alice, entretien du 22.04.08).

donner la parole et de lancer le *roll-call* des assemblées ou le tour de table des réunions. En mimant¹ les réunions animées par les organisateurs et le contenu des *one-to-ones*, la question du tour de table choisie par l'animateur tournera en général autour des motivations des participants et de l'histoire de leur engagement. Plus le leader s'implique, plus il lui sera proposé des rôles visibles. Intervenir sur scène pour présenter une campagne, une victoire ou témoigner de son engagement. À travers ces rôles, les leaders acquièrent des « savoir-faire pratiques » (Talpin, 2008, 147) liés à la conduite de réunion où la communication devant de larges publics. Mais même si l'animation est généralement confiée aux leaders, les réunions stratégiques sont souvent préparées et conduites par un organisateur comme nous l'avons vu dans le cas de la genèse de la campagne en réponse à la crise économique. Ainsi, lors de la majorité des réunions en mairie ou dans des institutions puissantes, telles les banques de la *City of London* ou l'organisme en charge de la gestion des Jeux olympiques de 2012, les organisateurs ont un rôle décisif dans la conduite de la réunion et la négociation. Les leaders ne sont souvent là que pour témoigner des diverses forces en présence et montrer que la parole du « citoyen ordinaire » est prise en compte. Ces observations signifient en tout cas que, contrairement aux dires des organisateurs², les campagnes ne sont pas seulement un moyen pour développer les leaders. Notamment, on observe que plus l'événement est publicisé, par la présence de nombreux membres, de cibles des campagnes ou des médias, plus les leaders sont mis sur le devant de la scène. Alors véritables stratèges en communication, les organisateurs restent dans les coulisses. Ils préparent, encouragent, félicitent ou réconfortent les « acteurs ». Ils les font répéter lorsqu'ils doivent prononcer un discours, leur expliquent comment se positionner, leur montrent l'exemple, leur donnent confiance, les accompagnent jusqu'au pied de la scène. Deux ou trois semaines avant l'assemblée des délégués, les organisateurs choisissent les acteurs : en moyenne une vingtaine de leaders va se produire sur scène, pour animer, présenter des revendications ou témoigner. Edward Chambers (2004, 86) est explicite quant au rôle de mise en scène des organisateurs. « Divers rôles doivent être donnés en tenant compte des talents et des limites des personnes »³. Pour les leaders alors choisis, monter sur scène représente une forme de récompense de leur engagement mais également une nouvelle étape dans leur apprentissage.

¹ «[I have] never [chaired a meeting before], only these days but looking on other people chairing, learning from them how to do one to ones, how to talk to other people” Edwin, entretien du 29.09.09).

² « En fait nous quand on essaie de décrire ce qu'on fait, on dit aux gens qu'on n'est pas une *campaigning organization*, on ne crée pas des campagnes, ce n'est pas le but de l'organisation, le but de l'organisation c'est de développer les individus. Et les campagnes c'est un moyen pour ça » (Sébastien, entretien du 11.09.09).

³ “Diverse roles must be assigned in a way that takes into account and stretches people's talents and limitations.”

Ces « acteurs » sont également sélectionnés dans le but de rendre compte de la « représentativité » de *London Citizens*. Deux heures avant le début de l'assemblée du 14 octobre 2009, les différents orateurs de la soirée s'étaient retrouvés pour répéter leurs discours. Ils ont généralement écrit eux-mêmes leur texte. Celui-ci sera relu et modifié par les organisateurs, notamment lorsque les enjeux sont importants, comme c'est le cas lors d'assemblées où des personnalités politiques sont présentes¹.

Figure 9 Des "acteurs" de l'assemblée du 9 avril 2008 précédant les élections municipales
(Photo : Chris Jepson)



L'éventuelle tension entre la réalité du pouvoir d'un leader et sa mise en scène est résolue par le fait que les protagonistes en question sont convertis au jeu et à l'idéologie de *London Citizens*.

3. Se convertir au jeu de l'organisation

Ce chapitre analyse le processus de « développement au leadership » proposé par l'organisation. Entre autres, la nature de ce leadership est mise en question. Les différents événements collectifs, des *one-to-ones* menés par les organisateurs aux assemblées en passant par les diverses réunions et actions directes de terrain, prévalent sur des délibérations « sans fin ». Le développement du leadership est en fait relatif au jeu de l'organisation. « La démocratie est la conviction que le processus de l'expérience importe davantage que tel ou tel résultat particulier » (Dewey, 1995[1939], 47) pourrait avancer les promoteurs du BBCO.

¹ «Testimonies are usually written by speakers but the conductor who is responsible for putting all together and for writing what the chair people say is often organisers and often it's because there is a lot of politics happening on the stage, things move very fast, we have to make changes to the script and all this kind of thing» (Ben, entretien du 15.09.09).

Nous souhaitons ici comprendre la posture des participants vis-à-vis de ce jeu organisationnel.

Nous distinguons¹ trois postures d'engagement dans l'entrée dans le jeu de *London Citizens*. Cette typologie concerne les membres qui s'impliquent régulièrement dans les activités de l'association et les organisateurs. La variable est l'attitude réflexive et normative vis-à-vis de la construction de ce jeu. Un premier type de posture, que nous qualifierons d'« enthousiaste », décrit les membres qui entrent dans le jeu et le conçoivent comme une voie d'émancipation et de développement personnel et collectif (au niveau de leur institution). Une deuxième posture, « critique », qualifie des participants qui ont un rapport critique avec le jeu trop formaté de *London Citizens*. Avec cette posture, il y a soit un refus de continuer à faire partie de ce jeu, soit une décision d'en faire partie. Enfin, la troisième posture, « convertie », décrit les membres qui, après être passé par la première posture et en étant souvent conscient des critiques apportés par la 2^{ème} posture, ont décidé de rentrer dans le jeu et de devenir à la fois l'acteur et le metteur en scène du jeu, et ainsi d'influencer sa nature. Elle regroupe les leaders les plus proches des organisateurs ainsi que ces derniers.

3.1. La posture « enthousiaste », vivre son « empowerment »

Cette première posture qualifie donc les membres qui sont entrés dans le « jeu » de *London Citizens* et ne le remettent pas en cause. Ils profitent des rétributions de leur engagement, apprécient particulièrement la mise en valeur et le développement de leur capacité d'action, sans considérer la structure très cadrée de l'organisation. Nous distinguons ici trois dimensions de cette « rétribution ». Deux d'entre elles correspondent aux étapes de la « politisation » dégagées par Marion Carrel (2009, 96) chez les participants des processus délibératifs. Le premier degré relève de l'« intérêt pour la chose publique, pour les arguments contradictoires présentés dans la sphère publique ». On observe dans les conversations entre les membres, un nouvel intérêt pour la « sphère politique » et une passion pour le « bien commun » ou le « pouvoir ».

Je ne savais pas que nous pouvions changer les règles, le pouvoir que nous avons !
C'est la chose la plus importante. Par exemple, si des gens ont des problèmes avec quelque chose, nous pouvons les aider, nous pouvons changer les règles. C'est ça le

¹ Ce classement des « leaders » diffère des classements généralement opérés par des auteurs proches du BBCO. Notons par exemple celui proposé par Frank Pierson (2001) pour qui il y a plusieurs niveaux de leaders utiles à l'IAF : 1. Les leaders primaires sont ceux qui ont une grande audience et une large vision et volonté de travailler dur sur eux pour développer leurs compétences de leadership. 2. Les leaders secondaires ont une base institutionnelle de soutien et un appétit pour le pouvoir mais sont moins prêts à s'investir à long terme dans leur propre développement. 3. Les leaders tertiaires sont mobilisés pour des campagnes précises.

pouvoir que j'aime¹.

Je suis de plus en plus au courant, non que je ne lisais pas les actualités avant, de ce qui se passe, vous devenez vraiment plus conscient avec *London Citizens* de ce qui est juste et injuste et ça donne l'habitude de penser en dehors des idées préconçues².

Je suis résidente en Angleterre mais politiquement je ne suis pas du tout engagée, je n'aime pas la politique. Mais ça m'a permis de comprendre, d'avoir une idée du système, de rencontrer le maire et malgré sa situation politique il était déterminé à travailler avec *London Citizens*³.

On pense « oh regarde cet homme politique ou cet homme d'affaires, ils ont un statut, donc ils ont plus de pouvoir que moi » (...) Nous pensions que le pouvoir était quelque chose mais j'ai senti que le stage a déconstruit cette vision du pouvoir et dit « nous avons du pouvoir, et ensemble nous en avons encore plus » et je pense que c'était un stage qui nous donnait vraiment du pouvoir⁴.

Le deuxième degré relève d'un engagement public plus marqué. *London Citizens* constitue alors un lieu de socialisation à l'action collective. Cet engagement est immédiat dès lors qu'un individu est reconnu comme membre – à travers son groupe – de *London Citizens*. La rétribution qui y est associée est le sentiment d'être reconnu en tant qu'acteur. Les participants ont « le sentiment d'agir, de ne pas subir », il permet de trouver « une utilité, une visibilité, un rôle social gratifiant » (Gaxie, 2005, 162–163). Un jeune leader lycéen explique ainsi :

Ce que j'aime avec le *community organizing*, c'est que tout le monde peut s'impliquer et essayer de faire quelque chose de positif qui marche. Même si on n'a pas un changement global. Une fois que vous êtes dans TELCO, chacun est impliqué dans quelque chose de positif et sait comment se comporter d'une manière juste. Parfois les gens se disent trop facilement qu'ils ne peuvent rien faire et donc ensuite vous n'avez aucune responsabilité mais ici c'est différent. Et je pense que les gens apprécient ça. Même s'ils ne font rien de très particulier et qu'ils sont simplement présents à une réunion⁵.

Les plus impliqués, les « leaders », sont récompensés par divers bénéfices de « puissance et de « notabilisation » (reconnaissance prestige, sentiment d'importance, satisfaction d'agir sur le monde pour le transformer, pouvoir sur les choses et sur les personnes, titres à intervenir dans divers espaces publics, informations stratégiques et souvent par l'estime, l'affection, voire l'admiration » (Gaxie, 2005, 162).

¹ “I didn't know that we can change the rules! That the power we have. This is the main thing. Like if we have people there struggling with something we can help them we can change the rules you know. That is the power I like” (Jolanta entretien du 06.10.09).

² I have been more aware, not that I didn't read the stuff before, what was going on but you do become definitely more aware with LC about right and wrong and tend to think more out the box (Clare, entretien du 09.07.09).

³ Halima, entretien du 17.07.09.

⁴ “We think ‘oh look at that politician or look at that business person, they have status so they have more power than I have’.(...) We were thinking that power was one thing and I felt that the training was breaking down the power to say ‘hey, we have power, and collectively we have lots of power’ and I think it was a really empowering seminar” (Kevin, entretien du 15.04.08).

⁵ “What I like about community organizing, is like everyone can get involved at trying to do something positive that works, even if you don't get the overall change, once in TELCO everyone is involved in something positive, everyone knows how to behave in a fair way, sometimes people are too easy to say that they have nothing to do at all and then you're just there with no responsibilities but here it's different. And I think people enjoy doing it. Even if they don't do something in particular, just being at the meeting” (Edwin, entretien du 29.09.09).

Le troisième type de rétribution correspond aux compétences pratiques acquises à travers l'engagement dans le jeu de *London Citizens*. On pourrait ainsi compléter la grille de Marion Carrel en y adjoignant le degré pratique de la politisation qui correspondrait au fait de pouvoir organiser soit même une action politique. Pour de nombreux membres, *London Citizens* est le premier lieu où ils développent des compétences telles que l'animation de réunion, l'expression devant un large public et l'écoute d'autrui.

Ca m'a appris comment organiser une réunion, comment diriger une réunion, c'était sur le leadership, c'est quelque chose que j'aime vraiment parce qu'auparavant j'étais quelqu'un de, on ne peut pas dire réservée, mais j'ai des difficultés¹.

Pour mon développement personnel, j'essaie d'apprendre à aller vers tout le monde car chacun est différent².

De rares leaders considèrent l'apprentissage offert par l'organisation comme une étape dans une carrière politique.

Je voudrais devenir la première femme Premier ministre de Grenade [île des Antilles]. Pour moi ce n'est pas hors de portée (...) et le *community organizing* fait partie de ça et j'ai aussi adhéré à la section locale de mon parti. Je suis membre du Parti travailliste. (...) La prochaine étape est peut être de me présenter en tant que conseillère municipale aux prochaines élections locales et après devenir député, car le système politique ici est le même que dans les Caraïbes, car nous sommes une ancienne colonie britannique³.

Cependant, cet *empowerment* est le plus souvent relatif au cadre imposé par l'organisation. Le processus de développement des capacités d'action encouragé par *London Citizens* correspond à la participation des membres aux activités de l'organisation. Les notions de « pouvoir », de « bien commun » ou de « leadership » qu'ils s'approprient sont les véhicules de l'idéologie de l'organisation. L'émancipation individuelle est conditionnée à celle du collectif. Le leadership est une fonction plus qu'un statut. Le « développement personnel » correspond à la mise en récit de sa propre vie grâce aux *one-to-ones* et tour de tables lors des réunions qui permettent de relier ses expériences avec les normes et valeurs de *London Citizens*. Lors des grandes assemblées, seuls les leaders sont sur scène, et leur jeu donne l'impression qu'ils maîtrisent tous les rouages de l'organisation. Cependant, ces membres trouvent leur compte dans leur engagement et s'épanouissent personnellement. Comme le souligne Erving Goffman, l'acteur peut être complètement pris par son propre jeu ; il peut être sincèrement convaincu que l'impression de réalité qu'il produit est la réalité même (Goffman, 1973[1959],

¹ Halima, entretien du 17.07.09.

² "Through my personal development I am trying to learn how to approach everyone cause everyone is different" (Jolanta entretien du 06.10.09).

³ "I'd want to become the first female prime minister of Granada. To me it's not out of my reach (...) for me community organising it's one part of it and I joined my local party, I'm member of the Labour party, (...) So the next step for me is perhaps try to go for counsellor in the next local election which is in 2010 and then after that becoming an MP, because the political system here is the same as in the Caribbean because we were an ex British colony" (Patsy, entretien du 28.04.08).

25). Les membres dans cette posture sont souvent qualifiés de leaders actifs par les organisateurs. La notion de leadership ne renvoie pas ici à une position de pouvoir mais à un état d'esprit. L'emploi du mot « leader », pour qualifier ces membres, leur fait prendre conscience de leur capacité d'action et constitue une récompense vis-à-vis de leur engagement. Ce faisant, ces leaders réalisent la nécessité de s'engager et de s'allier pour aboutir à des changements sociaux et améliorer la démocratie.

3.2. La posture « critique » : “exit” ou “loyalty”

Le « fondement de toute domination, donc de toute docilité, est une croyance » (Weber, 2003, 345). Il se dégage une idéologie dominante derrière laquelle tout le monde ne souhaite pas se ranger. L'une des critiques adressées à *London Citizens* par quelques uns des participants renvoie directement à la relativité du « développement au leadership ». La construction de relations comme la participation à la gouvernance interne sont instrumentales. Le discours critique n'a pas sa place dans l'organisation. Les rares fois où des sentiments négatifs sont exprimés, par exemple lors d'une évaluation, ces interventions ne sont soit pas écoutées soit moquées par les organisateurs¹. Cependant, cette posture ne mène pas forcément à un non-engagement dans *London Citizens*. Certains organisateurs sont d'ailleurs très critiques.

C'est une dictature totale en fait. (...) Il n'y a pas de discussions. Au début des réunions, il y a une occasion pour les gens de parler d'eux pendant deux minutes lors d'un tour de table et d'essayer de se mettre en avant dans l'organisation mais sinon personne n'écoute les autres. Ensuite, on parle de ce qu'on va faire et il n'y a pas de discussions. Certains essaient mais c'est très dur de convaincre de faire les choses différemment².

Je ne me sens jamais bien quand je sens qu'on limite la parole des gens, et c'est ce qui est resté dans mon esprit à la fin du stage³.

On peut être sceptique quant à la volonté de *London Citizens* de développer des leaderships ou d'avoir un fonctionnement démocratique, mais être attiré par d'autres facettes de l'organisation, telles le rôle exercé dans l'arène politique. C'est ce qu'explique un « leader » d'une association (*Housing Justice*) d'origine française, qui se définit comme marxiste :

En tant qu'individu j'ai éprouvé, j'ai vécu de façon directe un rejet de la part de nombre de ces individus. J'ai été perçu comme un indésirable. (...) Voir quelqu'un

¹ Après avoir posé une question lors d'un stage sur le manque de dimension conflictuelle lors d'une assemblée, un participant s'est fait qualifier, sur un ton taquin, de “trouble maker” (formation du 16.10.09) sans pour autant avoir la réponse à sa question.

² “It's a complete dictatorship really.(...) there is no discussions, start to meetings, there is an opportunity for people to talk about themselves for two minutes in a round and try and promote themselves in the organization, nobody listens to anyone else, anyway and then we talk what we're gonna do and there is no discussion some people try and it's very hard to try to make argument to make things differently” (David, entretien du 29.10.09).

³ “I never feel comfortable when I feel that people's voices are restricted, and that's what stayed in my mind at the end of the training” (Dan F., entretien du 26.10.09).

comme Boris [Johnson], mais aussi les autres, se faire clouer publiquement, c'est ça la démocratie, pour moi c'est un de mes fantasmes ultimes, une humanité où dans chaque circonscription, les gens se rencontrent, mettons tous les trois mois, dans une assemblée locale, ils choisissent un représentant et le représentant n'a nulle part où se cacher, le représentant doit rendre compte de son travail de son action et c'est l'impression que j'ai eu à l'assemblée l'autre jour. J'ai envie de croire qu'on fait partie d'un mouvement historique qui à moyen ou à long terme mènerait à un système politique où ces principes seraient pratiqués à travers tout le pays. Mais la réalité c'est qu'il y a une hégémonie (...) et cela a tendance à créer de la discrimination envers des gens qui viennent d'un passé radical (Guy Cruls)

Depuis la posture critique, deux solutions sont donc possibles, *exit* ou *loyalty*, la troisième du triptyque d'Albert Hirschman (1970), *voice*, n'est en effet pas une option dans le cadre très discipliné de *London Citizens*. Dans le cas du choix de la loyauté, depuis la posture critique, un leader devient converti.

3.3. La posture « convertie », devenir administrateur ou organisateur

Le passage de la posture d'« enthousiaste » à « convertie » est décelable chez la plupart des organisateurs. De plus, être passé par la posture critique ne signifie pas un abandon de son engagement dans *London Citizens*, bien au contraire, il peut le rendre plus instrumental. La posture « convertie » est souvent l'alliance des deux premières postures. En cela, elle illustre l'aboutissement d'une certaine politisation, mais aussi d'une émancipation dans le sens où elle traduit la conscience d'être dans un jeu avec ses règles et ses contraintes.

On observe des postures de transition, où d'un côté l'enthousiasme pour l'*empowerment* vécu est fort, mais où le développement au leadership est bien perçu comme une des stratégies de mobilisation de l'organisation. Ces leaders ne sont pas prêts à passer à un engagement plus instrumental, dont il reconnaisse cependant l'existence :

C'est toujours bon d'avoir des personnes qui ont de l'énergie dans la vie mais vous avez besoin de gens qui ont les connaissances pour dire : venez ici, j'ai besoin de votre énergie pour l'orienter correctement. (...) Les organisateurs vont aider les autres personnes à bien se servir de leur énergie et je pense que c'est très bon ça dans *London Citizens*. (...) Cela permet aux individus de sentir qu'ils sont impliqués dans le processus et ça c'est très important. (...) Moi, je trouve ça confortable de suivre des gens qui savent de quoi ils parlent¹.

Les leaders qui s'approprient le mieux leur rôle et sont convertis au jeu de l'organisation font généralement partie des « stratèges » aux côtés des organisateurs. Plus formellement, ils pourront devenir administrateurs. La nomination de ces derniers, validée par les différents

¹ "It's always good having people on the street who have got some energy but you kind of need people who do have some knowledge to say: hey come here, I'll need to take your energy and direct it correctly. (...) They will help the other people to put their energy to good use and I think this is very very good in *London Citizens*. (...) It makes the individuals feel that they are involved in the process and that's the key (...). It's comfortable to follow some people who know what they are talking about" (Kevin, entretien du 15.04.08).

membres lors de l'assemblée annuelle de *London Citizens*, est proposée par le conseil d'administration qui suit généralement l'avis des organisateurs. Ils sont choisis pour représenter la diversité, notamment culturelle de l'organisation¹. Ils sont généralement des représentants officiels de leurs communautés respectives. Leur rôle n'est pas décisif au sein de l'organisation. Certains membres non administrateurs, s'ils ont la volonté et les ressources pour s'impliquer fortement peuvent avoir des positions plus instrumentales. C'est notamment le cas des chercheurs comme Jane Wills ou Maurice Glasman. Enfin, ce sont les organisateurs, ne serait-ce que parce qu'ils sont présents au jour le jour sur le terrain, qui ont le plus d'influence au sein de l'organisation.

Convertis, les organisateurs sont conscients de la domination qu'ils exercent inéluctablement sur le fonctionnement de l'organisation et les décisions qui y sont prises :

La plupart des prises de décisions sont informelles et je pense que quelques personnes sont suspicieuses à cause de ça. On ne peut pas nier le fait que les organisateurs ont beaucoup d'influence sur le processus. Donc c'est une faiblesse potentielle et je ne sais pas dans quelle mesure nous, les organisateurs, rendons des comptes par rapport au pouvoir détenu².

Il y a toujours un risque quand il y a un bureau comme ça que les organisateurs aient de très bonnes idées parce qu'on a le temps, parce qu'on est payé pour ça. Et c'est le risque que les organisateurs aient toutes les bonnes idées et ensuite vous les offrez juste mais ce n'est pas créé par le bas³.

Les membres « convertis » reconnaissent le jeu théâtral dans lequel ils sont pris : « *London Citizens* est légèrement théâtral, nous sommes toujours en train de penser à comment ça peut être facilement compris par une assemblée de 2 000 personnes »⁴. Une lecture de type goffmanienne, telle que présentée par Daniel Céfai (2007, 600), permet de percevoir « le schéma de la manipulation, avec d'un côté les initiés et de l'autre leurs victimes ». Les organisateurs et les quelques leaders les plus investis et convertis s'efforcent, en tant qu'entrepreneurs de mobilisation, d'écrire des scénarios et de mettre en scène des performances à destination des publics qu'ils veulent toucher. Les organisateurs, alors leaders organisationnels, engagent des « stratégies de gestion des impressions, concoctées dans les coulisses, et tentent de susciter l'indignation et l'enthousiasme », de manufacturer de l'« autorité et du consentement ». Pour attirer et fidéliser leurs auditoires, ils doivent camper

¹ Cf. en Annexe la liste des administrateurs.

² “A lot of decision making is quite informal and I think some people get very suspicious of that. (...) Unquestionably the organisers have a lot of influence over all this process. So that's potentially a weakness in a sense but I don't know how much the organisers are held accountable really for the power they hold” (Catherine, entretien du 22.04.08).

³ There is always a risk when there is an office like this that organisers have really good ideas because we have the time to do that because we are paid to do it. And the risk is that the organisers have all good ideas and then you just kind of offer all your very good ideas but it's not creative at the bottom” (Alice, entretien du 22.04.08).

⁴ “*London Citizens* is slightly theatrical, we're always thinking this must be easily understood by an assembly of 2000 people” (Austen, entretien du 08.04.10).

le décor, disposer des équipements, choisir des distributions de coupables et de victimes et les animer dans des intrigues (*ibid.*) de ce « théâtre public » (“public drama”) (Chambers, 2004, 86).

London Citizens est engagé dans un processus de fabrication d'identité collective et d'une « culture politique ». Il s'agirait, en développant des carrières de leadership, de donner aux personnes la possibilité de se changer elles-mêmes autant que de changer le monde. Mais l'initiation au leadership se limite essentiellement aux différents rôles et responsabilités que propose l'organisation. Les leaders adoptent les codes de construction de relations, d'animation de réunion et d'expression à l'oral élaborés par le BBCO. Jouer sur une scène permet en soi de développer et de prendre conscience de ses capacités d'action (Benford et Hunt, 1992, 45) mais ces avancées sont relatives au jeu de *London Citizens*. L'émancipation recherchée est moins individuelle que collective. Analyser la prise de décision au sein de *London Citizens*, permet de révéler la dimension instrumentale du « développement de leaderships » proposé. Le processus de participation des membres à la construction des campagnes est un élément important dans la stratégie de mobilisation de l'organisation. Il permet d'impliquer les individus dans des discussions, ateliers, débats et de leur montrer que leurs avis comptent. Les décisions stratégiques de l'organisation sont essentiellement prises par un petit groupe de personnes, les organisateurs et quelques leaders très investis (administrateurs, universitaires et leaders volontaires et motivés pour une campagne spécifique). Ce petit groupe d'« oligarques éclairés » représente les membres « par anticipation ». Il se doit d'intéresser les membres à ces campagnes, sans quoi les adhésions ne seraient pas renouvelées et les actions pas mobilisatrices. Des responsabilités se développent – telles la performance sur scène des leaders lors des assemblées – et tendent vers un engagement « converti » des membres les plus impliqués, quelque soit la campagne et son origine. Certaines personnes ont un intérêt direct à se mobiliser, la campagne répondant à une de leur préoccupations personnelles. Elles sont alors invitées à témoigner de leur situation auprès des autres membres afin de susciter un engagement solidaire pour leur cause auprès des autres membres. Le recours aux « émotions partagées », via notamment des « rituels internes » (Jasper, 1998, 417–418), permet de souder le groupe en le mobilisant dans une même colère, ou plus généralement en induisant un sentiment de communion. La mobilisation pour des campagnes de grandes envergures passe moins par la montée en généralité que par une orchestration des émotions et des relations entre les membres. L'accent mis sur la construction de relations, lors des réunions, des assemblées ou des

entretiens individuels, permet de créer une position commune mais surtout de créer des liens de confiance, voire d'amitiés. Les rituels de votation servent à sceller un consensus construit informellement. Jane Mansbridge (1983, 10, 32) rappelle que la démocratie « unitaire » (“unitary”) est bien plus ancienne que toute autre forme de gouvernement. La décision collective par consensus est le mode de décision le plus répandu parmi les sociétés humaines¹ (Urfalino, 2007, 48). À l'époque de la démocratie athénienne, « toutes les affaires devaient être régies par la discussion et la persuasion mutuelle » (Arendt, 1995, 77). Mark R. Warren (2001, 226) dans son étude d'une organisation de l'IAF au Texas parle de « démocratie consensuelle » (“consensual democracy”). Il reprend la notion de démocratie « unitaire » de Jane Mansbridge mais explique que la démocratie interne à l'IAF insiste également sur les intérêts divergents, répondant en cela aux limites de la démocratie unitaire (*ibid.*, 226, 234). L'analyse de la démocratie interne de *London Citizens* n'a cependant pas révélé que les participants étaient « encouragés à reconnaître les différences entre leurs intérêts et opinions et à travailler et négocier dure pour atteindre un consensus »² (*ibid.*, 234). Nous préférons donc parler de démocratie « unitaire »³. Le BBCO invite certes à utiliser des termes comme « intérêt personnel », mais il s'agit plus de se légitimer dans le monde « tel qu'il est » – qui ne laisse que peu de place comme le déplore Jane Mansbridge (1983, 299-302) au modèle unitaire – que de mettre en avant des débats et négociations entre les membres. Le rituel des votes, outil central de la démocratie « adversariale », peut également être interprété dans ce sens là. À travers cette « démocratie interne » c'est plus la mise en scène du pouvoir de l'organisation qui est recherchée. Le « développement de leaderships », de la participation à la prise de décision à la performance théâtrale lors des assemblées et autres actions, est alors avant tout un instrument au service de la capacité d'action de *London Citizens* dans l'arène publique⁴. Il est d'ailleurs pensé comme tel par les organisateurs :

La manière dont nous approfondissons la démocratie c'est en réalisant qu'il faut avoir du pouvoir avant d'avoir un programme. Il faut construire un collectif puissant composé de leaders communautaires et de relations entre eux afin de pouvoir réfléchir

¹ Par exemple, les indiens Navahos n'ont pas la notion d'un gouvernement représentatif. Ils prennent des décisions grâce à des discussions en tête-à-tête impliquant tous les individus. Les discussions ont lieu jusqu'à ce qu'un point de vue unanime soit trouvé (Urfalino, 2007, 48).

² “the IAF very explicitly encourages participants to recognize differences of interests and opinions – and then to work hard to negotiate and reach a consensus”.

³ Notons que Jane Mansbridge (1983, 9, 32) utilise également le terme de “consensual” pour qualifier la démocratie « unitaire ».

⁴ Jean-François Médard (1966, 4) souligne que « mettre à la fois l'accent sur la participation et sur le consensus risque de conduire à une conception totalitaire de la démocratie ». Il évoque même le *community organizing* en tant que « technique de propagande » (*ibid.*)

au pouvoir, réfléchir à comment la ville fonctionne¹.

Mais ce faisant, cette démocratie « unitaire » et relationnelle participe à la construction d'une culture politique commune, basée sur la confiance et la prise de conscience de l'existence d'un « bien commun » entre différents groupes et individus.

Section 3. En coulisse : les organisateurs, catalyseurs d'actions collectives

Pour être crédible vis-à-vis de ses membres et sur la scène publique ainsi que pour assurer sa stabilité, l'organisation tente de sécuriser des revenus et de formaliser son activité. Certains organisateurs considèrent que *London Citizens* ne perdrait pas à être un peu plus efficace en termes de communication entre les employés et en termes de séparation claire de certaines tâches². En effet, les organisateurs sont souvent sur le terrain et ne communiquent que succinctement entre eux³. Mais l'un des principaux défis pour une *community organization* est de trouver une forme de professionnalisation qui permette de pérenniser et de développer son activité sans la transformer. La professionnalisation d'une organisation de mouvement social est souvent liée à sa bureaucratisation et à la création d'une oligarchie (Staggenborg, 1988, 596). Au début de l'IAF, les projets perdaient rapidement leur caractère local et participatif (M. R. Warren, 2001, 46). Or, l'organisation repose en grande partie sur la participation volontaire et bénévole d'individus : les « leaders ». Elle doit donc éviter la baisse de l'engagement des membres, souvent pointée comme une conséquence classique de la professionnalisation d'un mouvement social (Osterman, 2006, 622). Au fil de cette première partie s'est dessinée la figure et le rôle de l'organisateur dont nous proposons d'analyser plus précisément deux aspects, son recrutement et les enjeux de son rôle et de sa place dominante au sein de *London Citizens*.

¹ “The way that we deepen democracy is that we realise that we need to have power before we have a program you need to build up a strong collective of communities leaders with relationships to think about power to think about how the city works” (Matthew, entretien du 17.04.08).

² “It wasn't really clear what I had to do but I was happy that I would learn and learn to define the job as I got into it and understood what was happening” (Ben, entretien du 15.09.09).

³ “I feel that things are being done twice or not being done at all, because people are on meetings all the time and don't meet with each other or communicate with each other quite enough but, you know, I don't think there is a danger of bureaucratise basically” (Joanna, entretien du 29.04.08).

A. Vers une professionnalisation de la fonction d'organisateur

1. *Organisateurs, les prophètes du BBCO*

Dans son livre, Edward Chambers (2004, 18) distille les éléments de la « sagesse pratiquement gagnée » par l'IAF après plus de soixante ans d'expérience. Pour lui, « ces actions digérées valent bien plus qu'un diplôme d'université »¹ (*ibid.*, 82). Il consacre dix pages aux *one-to-ones*, décrits comme « l'élément le plus radical que l'[IAF] enseigne »² (*ibid.*, 44). Dix autres pages sont consacrées à ce que le BBCO définit comme une « action » – « une réunion publique organisée par les leaders d'une organisation qui ont invité des responsables politiques et économiques dans le but de se faire reconnaître et d'amener les invités à agir sur des propositions formulées par l'organisation »³ – et comment elle doit être menée (Chambers 2004, 80-90). Ces éléments définissent la pratique des organisateurs, lesquels se réfèrent abondamment à Edward Chambers. Mais mettre en œuvre ces outils ne suffit pas à devenir un bon organisateur. Saul Alinsky se plaignait du fait que les premiers organisateurs qu'il recrutait avaient « du mal à saisir le fait qu'aucune situation ne se répétait, qu'aucune tactique ne pouvait être exactement la même »⁴. « Ils répétaient mes présentations mot pour mot »⁵ (Alinsky, 1971, 67). Les anciens organisateurs syndicaux, une profession qui était souvent considérée comme similaire, « s'avéraient être de mauvais *community organizers* »⁶. Car « leur expérience était attachée à un modèle figé »⁷ (*ibid.*, 66). En réfléchissant à ses mauvaises expériences de recrutement, Saul Alinsky (*ibid.*, 72-80) énumère et développe dans son livre « les caractéristiques idéales d'un organisateur » : la « curiosité », l'« irrévérence », l'« imagination », le « sens de l'humour », une « vision floue d'un monde meilleur », une « personnalité organisée », une « schizophrénie politique bien intégrée », un « ego » et un « esprit libre et ouvert et une relativité politique »⁸. Cependant, comme pour limiter la « posture critique », Neil Jameson, insiste sur le fait qu'un organisateur ne doit pas être trop cynique, qu'[il] doit être intelligent, mais qu'il ne faut pas avoir trop de diplômes, car c'est

¹ “digested actions are worth more than a university degree because they result in social knowledge”.

² “The most radical thing we teach”.

³ “a public meeting of leaders of a broad-based organization with political, business, or other officials for the purpose of being recognized and getting them to act on specific proposals put forward by the organization”.

⁴ “no situation ever repeats itself, that no tactic can be precisely the same”.

⁵ “playing back my presentation word for word”.

⁶ “Labor union organizers turned out to be poor community organizers”.

⁷ “Their experience was tied to a pattern of fixed points”.

⁸ “curiosity”, “irreverence”, “imagination”, “a sense of humor”, “a bit of a blurred vision of a better world”, “an organized personality”, “a well-integrated political schizoid”, “ego”, “a free and open mind, and political relativity”.

souvent un handicap »¹. Il laisse sous entendre qu'il ne faut pas qu'un organisateur ait une capacité réflexive, ou critique, sur son travail, trop développée. Il doit être convaincu par son activité pour être capable de « convertir » d'autres individus. Il doit croire en l'organisation et en être le meilleur prophète. D'un autre point de vue, l'organisateur doit faire preuve de « qualités dramaturgiques » au sens d'Erving Goffman, telle l'efficacité dans l'action, la « séduction » grâce à laquelle il « mobilise leurs intérêts » et la « sincérité ». Il est possible d'« éprouver » ces qualités mais également, contrairement à ce que laisse entendre Neil Jameson, de les « mimer » (Céfaï, 2007, 606-607).

2. *Le recrutement et la formation des organisateurs*

L'IAF a été créée en 1940 afin d'étendre le travail d'Alinsky de Chicago à d'autres régions du pays. Il a commencé à recruter et à former des organisateurs (M. R. Warren, 2001, 43) et a créé l'institut de formation de l'IAF en 1969 (Chambers, 2004, 101). « Le recrutement et la formation d'organisateur » ont été « le problème majeur »² des années Alinsky à l'IAF (Alinsky, 1971, 63). À sa mort en 1972, l'IAF comptait seulement deux organisateurs professionnels et une secrétaire (M. R. Warren, 2001, 46). Edward Chambers, ancien organisateur de plusieurs organisations locales et directeur de l'institut de formation de l'IAF, devint alors directeur de l'IAF. Il systématisa alors la formation des organisateurs et promut leur professionnalisation. Il augmenta les rémunérations et mit en place un groupe d'organisateur confirmés capable de fournir une supervision collective (*ibid.*, 47). C'est grâce à ce nouveau régime que les premiers organisateurs britanniques ont été formés et soutenus. Mais le recrutement d'organisateur talentueux reste délicat³. Un des défis de *Citizens UK* est de développer une opportunité de carrière attractive pour les jeunes diplômés⁴. Sur la fiche de poste d'un organisateur, il est précisé que : « *Citizens UK* s'est engagée à développer la carrière d'organisateur dans le Royaume-Uni et est désireuse de recruter un personnel qui considère cette activité comme une carrière »⁵.

¹ "You've got to be bright, you haven't got to have lots of degrees and stuff, it's often a handicap" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² "This has been the major problem of my years of organizational experience : the finding of potential organizers and their training".

³ "Finding organizers, it's the big thing, keeping the supply of very good organizers, keeping the organizers happy, keeping them staying with us, staying, getting better all the time" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

⁴ "There would be a career for people to do this kind of work which is very exciting, challenging work. Sort of creative, bright graduate would like to take on!" (Paul, entretien du 23.04.08).

⁵ "COF is committed to developing the career of organiser in the UK and so keen to appoint staff who see this job as a career". Source : fiche de poste reproduite en Annexe.

Outre les nombreuses qualités requises, « organiser » est un travail très exigeant et prenant. « Le travail poursuit un organisateur dans sa maison »¹ (Alinsky, 1971, 65). « C'est assez dur d'avoir la motivation, (...) c'est un travail difficile (...), les organisateurs ont beaucoup de responsabilités, c'est parfois dur de se déconnecter »² explique une jeune organisatrice qui est restée moins de deux ans sur son poste (ce qui est assez fréquent).

Peu à peu, *London Citizens* a institutionnalisé différentes étapes du recrutement d'organiseurs qualifiés. Ainsi, la "summer academy" (« école d'été ») est un mois de travail rémunéré dans l'organisation. Elle est à priori ouverte à tous les étudiants à partir de la terminale. Mais en pratique, les jeunes leaders d'une institution membre sont choisis en priorité. Tous sont très motivés pour devenir plus tard organisateur. Pour Neil Jameson et son équipe, c'est l'occasion de former ces aspirants et de tester leurs compétences à exercer ce métier. Mais, cette étape validée, rien n'est encore joué pour ces jeunes leaders. Un stagiaire peut être très apprécié lors de sa *summer academy* sans pour autant qu'on lui propose un poste par la suite. Il faut souvent persévérer et trouver, par exemple, soit-même une fondation philanthropique prête à financer une partie de son salaire.

Au cours des trois dernières années, le nombre d'organiseurs employés est passé de 10 à 25. Il y a également un nombre croissant de candidats à chaque *summer academy*. Un des administrateurs, présent depuis les débuts de la COF³, se souvient :

Les premières années, le principal problème était de ne pas avoir assez d'organiseurs. Des gens essayaient de le devenir mais n'en étaient pas capables, voire dans certains cas n'envisageaient pouvoir faire ce métier. Donc c'est un soulagement de trouver une nouvelle génération de jeunes organisateurs, c'est génial. (...) C'est en partie grâce à l'argent mais c'est aussi grâce à un processus de recrutement très imagitatif⁴.

La recherche de financements est un enjeu majeur pour la pérennisation de l'activité de *London Citizens*. La situation financière de l'organisation reste précaire. Si les fondations philanthropiques ou les adhérents décident de ne pas renouveler leur financement à l'issue de l'année, l'association pourrait ne plus exister d'ici quelques mois.

¹ "work pursues an organiser into his or her home".

² "It's quite difficult to get the motivation. (...) That is quite hard work (...)The organizers feel extremely responsible, that's quite difficult some time to switch it off" (Alice, entretien du 22.04.08)

³ Il est l'un de ceux qui encouragea la création de la COF. Il finança les premiers salariés de Neil Jameson via la *Barrow Cadbury Trust* où il travaillait.

⁴ "In the early days, the main problem was not having enough organizers and people would try as organizers, not being able to do the job, in some cases not accepting they could do that job, so that's been a breakthrough to find an all new generation of young organizers, that's great. (...) It's partly having some money and it's been a quite imaginative recruitment process" (Erik, entretien du 09.07.09).

3. Un Master pour les organisateurs, vers la reconnaissance de la profession

Des évolutions importantes pour la reconnaissance de la fonction d'organisateur en tant que profession au Royaume-Uni ont eu lieu en 2010. L'institutionnalisation de la carrière d'organisateur s'est concrétisée par la création d'une corporation et le lancement d'un master en *community organizing*.

En mars 2010, Neil Jameson annonce dans une tribune dans *The Guardian* que *Citizens UK* a lancé la première corporation européenne de *community organizers* (Jameson, 2010). Un des organisateurs de *Citizens UK* les plus impliqués explique :

Il va y avoir une corporation ("guild") professionnelle reconnue dans ce pays. Les fondations que nous avons construites avec la *summer academy* vont se formaliser. Toutes les personnes rejoignant l'organisation en tant qu'organisateur vont faire partie de cette corporation. Il devrait y avoir un apprentissage de trois ans avant de pouvoir devenir un véritable organisateur et cinq ans pour devenir organisateur principal ("lead organizer"). Donc nous essayons de professionnaliser plus¹.

En septembre 2010, Jane Wills, professeur au Département de géographie de l'Université Queen Mary², a lancé le premier master en *community organizing* du pays. Neil Jameson explique sur le site de l'université³ que ce master vise à fournir aux étudiants « les outils pratiques et l'intelligence politique »⁴ afin qu'ils puissent considérer « le développement de la société civile comme une vocation »⁵. Dans le cadre du diplôme, chaque étudiant se voit offrir un stage de cinq mois comme organisateur au sein de *London Citizens*.

Pour le développement et la promotion du *community organizing* en tant que carrière, la médiatisation de l'activité de *Citizens UK*, objet du prochain chapitre, est une étape nécessaire. C'est entre autres en publicisant leur capacité à mobiliser de nombreux « citoyens ordinaires », que les organisateurs ont fait connaître leur profession.

¹ "There will be a recognized professional guild for community organizers in this country. So, the foundation that we have been laying through the summer academy, will become more formalized. All people coming into the organization, as organizers, will become part of that guild. They will have to do a three years apprenticeship basically to become a fully accredited organizer, and a five years apprenticeship to become a lead organizer. So we are trying to professionalize much more" (Paul, entretien du 22.07.09).

² Rappelons que ce département est membre de *London Citizens* depuis les débuts de la campagne pour un *Living Wage* dans laquelle Jane Wills est très impliquée.

³ Source : "New Masters gives graduates the 'Obama factor'" sur le site internet de la *Queen Mary, University of London* : <http://www.qmul.ac.uk/media/news/items/hss/27084.html> (consulté le 01.08.11).

⁴ "the practical tools and political intelligence".

⁵ "the development of civil society as a vocation".

B. Mobiliser, former, agir : un difficile équilibre

On peut qualifier le fonctionnement de l'organisation d'« anarchie organisée » (Friedberg, 1997[1993], 80–81). En effet, d'une part, les acteurs de *London Citizens* « veulent beaucoup de choses pas toujours faciles à concilier ». D'autre part, les processus de décision sont faiblement structurés. Cette expression renvoie au paradoxe de la domination des organisateurs là où ils ne sont pas censés « faire pour les autres ce que ceux-ci peuvent faire pour eux-même ». Cette contradiction se retrouve dans le discours des organisateurs :

Ce n'est pas à moi de le faire pour eux c'est à eux de le faire eux-mêmes donc je leur donne des outils techniques pour s'organiser. Donc mon boulot d'organisateur c'est un boulot de quelqu'un qui se positionne d'une manière « supérieure » ou alors un peu plus objective dans le sens où j'ai vécu pleins d'expériences similaires dans d'autres groupes et mes connaissances d'autres groupes me permettent d'informer assez pratiquement et concrètement les groupes que j'organise (Sébastien, entretien du 04.11.09).

Les organisateurs sont conscients de la dimension instrumentale du développement aux compétences de leadership proposé par *London Citizens* : « et comme les meilleurs enseignants, [les organisateurs] montrent aux autres ce qu'ils veulent leur faire faire »¹. Être conscient des risques que cette domination peut induire ne suffit pas à les éviter (Osterman, 2006, 624). Le fait de devoir œuvrer pour les trois objectifs du BBCO dégagés dans le chapitre préliminaire – encourager la construction de relations, former des leaders et participer à la gouvernance de la ville – permet aux organisateurs de faire tenir l'organisation et l'adhésion de ses membres au projet collectif, à condition que l'équilibre entre ces trois missions soit respecté. Les organisateurs seraient alors des « agitateurs »², ou « catalyseurs »³, d'action collective. Plus précisément, la rotation des rôles et l'équilibre entre la formation des leaders mais aussi la conduite des campagnes sont deux éléments cruciaux de la lutte contre la dérive oligarchique de l'organisation.

Les missions de l'organisateur

Tel qu'indiqué dans la description du poste, l'objectif principal d'un organisateur est de « construire, soutenir et développer *London Citizens* en tant que *Broad-Based Community Organization* ayant un large éventail d'institutions membres et de former des leaders capables d'agir ensemble dans l'arène publique pour le bien commun ».

¹ «And like the best teachers, [organizers] model to others what it is they want them to do» (Austen, entretien du 24.04.08).

² «the agitators that make the organizing work» (Neil Jameson, formation du 12.10.09)

³ David Finks (1984, 169) parle de « catalyseur » («catalyst») au sujet de Saul Alinsky et des organisateurs.

À partir de la fiche de poste d'un organisateur, nous distinguons trois fonctions interdépendantes, liées aux trois finalités du BBCO, auxquelles s'ajoute une fonction administrative¹ :

Tout d'abord, un organisateur doit construire une large alliance. Cela consiste à recruter de nouveaux membres, les fidéliser et tisser des relations entre ces membres. Cet objectif sera notamment atteint en effectuant au moins quinze à vingt *one-to-ones* avec des membres actuels ou potentiels².

Deuxièmement, un fort accent est mis sur le développement de leadership. Les organisateurs offrent aux membres des groupes constituant l'alliance des formations au leadership et un encadrement de leur participation à différents types de réunions et assemblées ainsi qu'à des actions collectives³.

Troisièmement, un organisateur doit animer et développer des campagnes ayant pour but de faire rendre des comptes aux élites politiques et économiques sur les questions qui concernent les membres. À travers des réunions, de nombreux entretiens en tête-à-tête et la consultation d'experts, il identifie des problèmes partagés par les membres et les solutions souhaitées à ces problèmes. Puis, il détermine les personnes et les structures qui peuvent rendre ces solutions effectives; organise leur confrontation et les éventuelles négociations. En parallèle, un organisateur doit se tenir informé de l'actualité politique et économique, en particulier dans le secteur d'activité de ses membres (la religion, l'éducation, les syndicats, le secteur associatif)⁴.

1. La rotation des différents rôles contre la dérive oligarchique

Chaque organisateur, même si il est spécialisé dans une campagne en particulier, est en charge d'un arrondissement de Londres. Seul sur un territoire, l'organisateur a une certaine marge de manœuvre. La standardisation de l'activité est ainsi limitée⁵.

Sur « son » arrondissement, il développe, une à une, des relations avec les membres et incite les leaders à en faire de même. Francesca Polletta (2002) souligne l'importance des relations personnelles et des rituels de discussions dans l'évitement des processus d'évolution oligarchique d'une structure. Comme Mark R. Warren (1998, 87) l'a montré pour l'IAF, la

¹ Ils doivent assister les trois employés administratifs dans la gestion de l'organisation et la levée de fonds. Ils doivent rendre des comptes aux administrateurs qui sont les garants du respect des lois et de la légalité du statut de l'organisation.

² Extraits de la fiche de poste reproduite en Annexe : "To recruit, sustain and expand the institutional membership of LONDON CITIZENS and broaden the geographical base to include as many institutions as possible across the agreed TELCO area". (...) "To undertake between fifteen and twenty one-to-one meetings a week and build a network of power relations which give energy, accountability and succour to LONDON CITIZENS and TELCO particularly".

³ "To provide leadership training for new and existing member groups and their leaders in TELCO". (...) "To organise and lead regular Retreats and training sessions for COF and LONDON CITIZENS" (...) "To manage and mentor any volunteers and leaders linked to this project". (...) "To work as a Team with leaders to help develop LONDON CITIZENS as the primary 'First Sector' civil society institution in London and its leaders as major power players in all strategic decisions"

⁴ "To assist LONDON CITIZENS leadership teams with actions and campaigns which will develop their skills and capacity as effective institutions" (...) "To work with the COF Network on 'National Training' and any 'national campaigns' which develop across the network". (...) "To keep informed and well briefed on relevant local and national political developments and on related developments in the sector – faith, school/student and union developments particularly".

⁵ "I do feel that there is a kind of a one way to do things and if you're not doing that way, you're doing it wrong. You are quite free to do your way but I think it's not particularly valued" (David, entretien du 29.10.09).

stratégie relationnelle permet de soutenir la participation et l'implication des individus. Ces efforts produisent une mobilisation en continu de nouveaux leaders là où dans d'autres organisations, les employés se concentrent souvent essentiellement sur des tâches administratives et le développement des campagnes. Conscients qu'ils se laissent parfois emporter par la gestion quotidienne des campagnes, les organisateurs se fixent des règles sur le nombre de *one-to-ones* à effectuer chaque semaine¹. Ponctuellement, ils vont entièrement se concentrer sur la construction de relations. Le mois de juin 2009 fut ainsi consacré à « développer la discipline des entretiens en tête-à-tête comme outil principal pour l'organisation et la réorganisation de la société civile londonienne »². Chaque organisateur devait indiquer sur un tableau du bureau le nombre de *one-to-ones* effectués au fur et à mesure. Le but était alors de repérer de nouveaux leaders et de renforcer ses relations avec les autres. De plus, un organisateur doit souvent changer d'arrondissement pour être obligé de construire à nouveau des relations et éviter ainsi d'exercer une trop forte domination sur les membres d'un arrondissement.

La rotation des rôles a également lieu au niveau fonctionnel. Tous les employés³ sans exception vont sur le terrain et participent activement aux réunions, actions et assemblées. Ils y rencontrent tous les participants. Le directeur de *London Citizens*⁴ comme certains administrateurs contribuent, autant que les bénévoles et autres employés, aux tâches manuelles lors de l'organisation des actions collectives et autres événements. Les administrateurs, organisateurs et leaders sont tantôt élèves ou enseignants des formations offertes par l'organisation. Les organisateurs essaient d'alterner les rôles que prennent les leaders lors des différents événements, permettant ainsi au plus grand nombre de passer sur scène, en tant qu'animateur ou au micro. *London Citizens* profite ainsi de ce que Park (1936, 9) appelle le « caractère de série » (“serial character”) à travers la rotation intentionnelle des rôles, qui permet d'éviter l'enracinement des individus dans l'organisation (Speer et Hughey, 1995, 745). Notons à ce sujet que lorsqu'un organisateur décide de quitter son poste, il (re)devient généralement leader au sein de *London Citizens*. Les organisateurs travaillent également avec les employés en charge de l'administration pour rechercher les financements de leurs futurs salaires. Ce statut précaire de l'organisateur l'empêche de considérer son travail

¹ Les organisateurs de l'IAF soulignent d'ailleurs souvent le faible « enracinement » de *London Citizens* vis-à-vis de celui de leurs organisations aux États-Unis. L'organisation anglaise développerait plus ses campagnes que ses relations avec sa base (M. R. Warren, 2009, 122).

² “to develop the discipline of One to Ones as the primary tool for Organising and Re-Organising London's civil society”. Source : Document ‘*Strengthening Our Institutions*’ (2009) reproduit en Annexe.

³ Sur les 28 employés en 2011, 25 sont considérés des *community organizers* et 3 ont des emplois administratifs.

⁴ Notons que Neil Jameson essaie également de continuer à « organiser » comme les autres organisateurs même si sa fonction de directeur ne lui permet d'y consacrer autant de temps.

comme assuré sur le long terme. De plus, les employés sont redevables des membres dont la cotisation assure une partie de leur salaire.

2. Allier initiation au leadership et campagnes efficaces

Un des rôles importants des organisateurs est de développer la capacité et le pouvoir des membres. Ces derniers sont encouragés à prendre une part active dans le fonctionnement de l'organisation, voire à devenir administrateurs de l'association ou même organisateurs. Notons d'ailleurs que l'observation de l'amélioration des « capacités d'action » des membres constitue souvent une source de motivations pour les organisateurs ou les leaders les plus impliqués :

Je considérerais l'*organizing* comme le métier rêvé, simplement de voir le progrès, les impacts et les bénéfices pour la communauté, de personnes qui autrement n'auraient pas su comment faire les choses pour elles-mêmes. Nous disons que nous permettons aux gens de prendre le pouvoir pour faire les choses eux-mêmes, c'est pour ça que je suis devenu organisateur¹.

Il y a des personnes qui ne pensent pas qu'elles ont leur mot à dire et ce qui est magnifique par rapport à ça c'est de voir ces personnes grandir².

L'activité d'un organisateur est évaluée sur sa capacité à développer les membres « en tant qu'acteurs majeurs des décisions stratégiques »³ de la gouvernance londonienne. Il s'agit donc de trouver un équilibre entre former des leaders et mener à terme des campagnes. Dans la pratique deux mécanismes se distinguent pour résoudre ce dilemme. D'une part, les campagnes à l'échelle micro-locale permettent de former de nombreux leaders. En revanche, celles-ci ne sont pas financées facilement. Les financements venant de fonds philanthropiques privilégient souvent les campagnes de plus grande ampleur (le *Living Wage* pour le *Trust for London*, *Citizens for Sanctuary* pour the *Princess Diana Fund* ...). Ce témoignage⁴ illustre cette tension :

Parce que nous, organisateurs, notre temps est compté, parce qu'on nous demande de participer à telle ou telle campagne tout en ayant dix mille choses à faire (...) il faut que *London Citizens* rappelle constamment que les questions d'organisations locales sont extrêmement importantes, que c'est le principe fondateur de toute les campagnes, sinon on ne trouve pas le temps nécessaire. Les campagnes cesseront de porter leur fruit ou disparaîtront si le travail d'organisation local n'est plus assuré. Nous

¹ "I would look at organizing for being the dreamed job, just to see the progress and the impacts and the community benefit, people who might not otherwise, you know, know how to do things for themselves. We're actually saying, we'll empower you to do it for yourself so that's why I join it" (Emmanuel, entretien du 21.08.09).

² "People who would never think that they have a voice and the huge thing about it is the way you see people grow" (Erik, entretien du 09.07.09)

³ "as major power players in all strategic decisions". Source : Bulletin d'adhésion reproduit en Annexe.

⁴ Cet organisateur, recruté spécifiquement pour travailler avec les écoles, n'a jamais été entièrement « converti » au jeu de *London Citizens*.

deviendrions une simple *campaigning organisation*. On deviendrait comme une simple organisation non gouvernementale (...) Quand la classe de Saint Charles 6th form a réalisé une formation pour devenir leader, quelques étudiants ont mis en place une campagne d'écoute. Ensuite, l'un des étudiants, Levy, a été amené à faire un discours devant une assemblée et là, ça a fonctionné. Les gens ont applaudi. Ensuite, il s'est retrouvé à parler devant 1 500 personnes au O2 puis devant 25 000 personnes à Trafalgar Square. Donc on pourrait dire que c'est ça faire émerger un leader. Mais il ne s'agit que d'une unique personne et en fait, la question est que si tu ne fais que des campagnes nationales de grande envergure, tu n'as plus la place de réaliser des campagnes locales où plus de gens pourront avancer, s'impliquer, faire des choses comme cet étudiant : présider une réunion, etc.¹.

D'autre part, l'appropriation par les leaders d'une campagne, ou plus généralement des activités de *London Citizens* est jugée au regard du nombre de personnes venant aux actions, manifestations et assemblées :

C'est parce que nous avons identifié les problèmes auxquels les gens tenaient vraiment, à travers la campagne d'écoute, que 2 500 personnes ont voulu venir, donc c'est une manière pratique avec laquelle les gens qui ont moins de temps à donner peuvent voter avec leurs pieds en venant².

Les organisateurs doivent constamment rendre des comptes vis-à-vis des membres de l'organisation. Si ceux-ci ne sont pas en accord avec les objectifs poursuivis par *London Citizens*, ils ne viendront pas aux événements, ne se produiront pas sur scène, et finiront par ne pas renouveler leur adhésion. La démocratie réside alors dans le choix qu'ont les personnes de venir ou non aux actions, réunions et autres étapes des campagnes. Le nombre de personnes présentes aux différents événements, appelé "turn-out", constituerait l'« indicateur démocratique » de l'organisation³. Mais, comme le savent très bien les organisateurs, les individus viennent aux événements de *London Citizens* pour différentes raisons qui n'ont pas forcément à voir avec un choix réfléchi en faveur des campagnes de l'organisation : « les gens viennent parce qu'ils croient en quelqu'un, parce qu'ils soutiennent les sujets abordés ou parce qu'ils croient en une organisation »⁴. Ainsi, par exemple, de

¹ "Because we organisers have very limited time, if you have a list of ten things and actually from above you're being told no we must do this campaign, this campaign this campaign, (...) It's difficult to find that time if as a whole organisation *London Citizens* doesn't say, no, local organising is very very important and that is the foundation on which all the campaigns rests. The campaigns won't work if local organising disappears, campaigns will collapse. We would just be a campaigning organization it will be like an NGO you know. (...) When St Charles 6th form did a leadership training some of the students did a listening campaign. And then one of those students, Levy, he then has spoken at an assembly of people and suddenly woo! Clapping! And then he went speaking in front of 1500 people at the O2 and then he went speaking in front of 25 000 people in Trafalgar square. So you could say that that's developing a leader but that is just one person and actually, the problem if you just do big national campaigns here you don't have the space for people to have more localized campaign where more people can move up, can be involved, can do this things, chair a meeting..." (Ben, entretien du 15.09.09)

² "It's because we had identified through the listening campaign what issues people really cared about and it's why 2 500 people were willing to turn up, so that's a practical way in which the people who have less time to give can vote with their feet by turning out to that" (Angus, entretien du 28.04.08).

³ "democracy is turn-out" (Neil Jameson, formation du 14.10.09).

⁴ "People come because they believe in someone or they believe in the issues or they believe in an organisation" (Matthew, entretien du 17.04.08).

nombreux membres admirent les organisateurs, qu'ils considèrent comme de véritables modèles :

Chacun d'entre eux est tellement positif, comme Ruhana, Marzena ou Matthew, ils sont incroyables, tous. (...) Je ne les aurais jamais rencontrés ailleurs. À la dernière réunion, chacun était si positif, je pense que c'est le genre de personne que j'aimerais être, ou avec qui j'aimerais travailler, c'est incroyable (...) je ne peux pas le croire, on peut voir leur énergie, c'est fou¹ !

La légitimité de la domination des organisateurs est alors d'ordre charismatique, reposant sur la « vertu héroïque » des organisateurs (Weber, 2003, 289). Elle est explicitement préférée à une relation de type bureaucratique :

Il y a pas mal de personnes qui sont attirées par un organisateur. Et d'une certaine manière cela rend les choses vivantes. Autrement, cela deviendrait bureaucratique je pense. Les gens appartiendraient à l'organisation seulement du fait qu'ils payent un chèque chaque mois².

Le rôle des organisateurs de *London Citizens* est une sorte d'hybridation entre « entrepreneurs de mobilisation », « activistes professionnels » (Staggenborg, 1988) et médiateurs/animateurs sociaux. Les premiers créent l'organisation pour faire avancer des causes. Les activistes professionnels tendent à formaliser les organismes qu'ils dirigent, et dans lesquels le pouvoir et son exercice sont régis par des règles explicites. Il y a une certaine dimension oligarchique au sein de *London Citizens*, d'ailleurs observée dans des organisations similaires aux États-Unis (Osterman, 2006, 633). Mais les conséquences néfastes prêtées aux structures oligarchiques et bureaucratiques ne sont que peu, dans ce cas, décelables. En effet, nous n'observons ni un affaiblissement de son activité, ni une diminution de ses membres (qui sont passés de 88 en 2007 à 228 en 2011), ni un déplacement de ses objectifs initiaux³, comme observé par Robert Michels (1914) dans son étude des partis politiques. Cela est dû à un certain nombre de mécanismes d'*accountability* à travers l'accent mis sur la construction de relations et sur la formation de nombreux leaders. *London Citizens* cherche avant tout à croître, le nombre de ses membres et leaders permettant de refléter sa capacité à être un vecteur effectif d'*empowerment*. Dès lors, bien que son fonctionnement interne soit peu démocratique, il semble que l'inclusion permanente de nouveaux membres qui est recherchée, et plutôt

¹ "It's like everyone is so positive, it's like Ruhana, Marzena or Matthew they are just amazing, everybody, (...) I would never have met anywhere else on the street, in the last meeting that we had, it was like everyone is so positive you know, I think this is the people I would like to be, to work with, it's amazing. (...) I can't believe, you could see their energy, this is like wahou!" (Jolanta entretien du 06.10.09).

² "There is a certain amount of people that are attracted with the individual organiser. And in a way it makes it quite alive as well. And just, otherwise it will get bureaucratic I think. People will just belong because they pay a cheque every month" (Alice, entretien du 22.04.08).

³ Ces deux mécanismes sont pourtant largement considérés comme des conséquences inéluctables de l'évolution oligarchique des organisations de mouvement social (Osterman, 2006, 225 – 226).

réussie, soit un garant solide contre les dérives oligarchiques, qui reposent notamment sur l'absence de circulation ou de rotation parmi les élites.

Conclusion du Chapitre 2

Le leadership individuel au service de la capacité d'action collective

Pour les organisateurs, la tension est permanente entre la « recherche de la puissance d'action stratégique et la peur d'une confiscation du pouvoir par une instance hiérarchique centralisée » (Céfaï, 2007, 343). Elle est d'autant plus présente dans le cas du BBCO que l'un des objectifs, souvent présenté comme prioritaire face aux campagnes, est de former un maximum de « leaders ». Mais les temporalités d'une action politique ont tendance à être plus courtes que celles nécessaires au développement de nombreux « leaderships ». La recherche d'une capacité d'action collective implique un développement relatif des capacités d'action individuelles. Outre les compétences dramaturgiques, les participants apprennent, en s'engageant dans l'action, à appréhender « la société en termes de pouvoir et d'intérêt » et « redéfinissent leur rôle à l'intérieur de celle-ci » (Shragge, 2007, 187) à travers leur appartenance à *London Citizens*. Les organisateurs éveillent la conscience critique des leaders sur l'importance de leur engagement et de leur coopération au sein de l'organisation, comme moyen de réaliser la justice sociale, la démocratie et, ce faisant, de donner du sens à leur vie. Ils sont au service de la construction d'un collectif puissant où chacun peut trouver sa place.

Le processus de construction de relations et la mise en scène du pouvoir démocratique des « leaders » sont des formes de mobilisation en ce qu'ils sont créateurs et démultiplicateurs d'identités collectives et de motivation à intervenir dans la sphère publique pour faire valoir des droits, dénoncer des injustices, interpellier les pouvoirs publics, etc. En cherchant avant tout à inclure le plus grand nombre de personnes, le but n'est pas de construire un dispositif participatif parfait, mais de développer le pouvoir de *London Citizens*. La démocratie est moins envisagée comme un principe de décision, un régime idéal à atteindre, que comme une valeur qui guide l'action de l'organisation. Un théoricien du BBCO résume ainsi cette posture : « nous devons surmonter un préjugé ultra-démocratique et commencer à envisager des

formes d'autorité qui peuvent contribuer à l'action démocratique »¹ (M. R. Warren, 2001, 238). Les préceptes démocratiques négligent trop souvent « l'imagination expérimentale et contextuelle que requiert l'action collective » (Céfaï, 2007, 357).

Face au dilemme de la pratique démocratique posé par la difficile articulation de la délibération et de l'action collective et, notamment face à la réflexion sur les voies les plus efficaces du changement social (Sintomer, 2011a, 265), les promoteurs du *Broad-Based Community Organizing* ont choisi leur camp, celui de l'« action directe » (Young, 2011, 157) d'un grand nombre de personnes. L'« auto-organisation » de la société civile, présentée comme horizon idéologique du BBCO, n'est pas si « auto-organisée » que cela : elle dépend des entrepreneurs de mobilisation que sont les organisateurs. Ces derniers doivent surmonter le « problème » de l'autogestion qui réside dans le fait que « plus les initiatives des participants d'un système augmentent (...) plus en même temps le problème de la gestion de l'ensemble se complique » (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 445). Mais l'ouverture toujours recherchée de l'organisation à de nouveaux membres, et les discussions générées, évitent le fonctionnement entièrement oligarchique de « l'entre-soi » pyramidal. Le caractère démocratique de l'organisation s'exprime, d'une part, dans les relations de confiance tissées entre les organisateurs et les membres, mises en scènes par les rituels de validation ou de célébration des décisions collectives prises « par anticipation ». À travers la valorisation de la démocratie, c'est un « mode de vie » normé impliquant « contacts, échanges, communications, interactions » (Dewey, 1995[1939], 48) qui est pragmatiquement mis en avant. On retrouve l'idéal communautaire du BBCO : des « réseaux denses d'interactions »² doivent rendre possibles des liens de réciprocité, de confiance, de communication et de coopération, permettant à des « dilemmes d'action collective d'être résolus »³ (Putnam, 1995, 66–67). D'autre part, la pratique démocratique de *London Citizens* consiste en une lutte collective contre les injustices. L'organisation doit être en mesure de faire rendre des comptes au « pouvoir massif et unilatéral du capitalisme mondial » (Chambers, 2004, 42). La praxis du BBCO puise sa légitimité dans la tradition américaine pragmatique et démocrate. Saul Alinsky (1971, 24) met par exemple en exergue d'un chapitre de son livre une citation du philosophe Alfred North Whitehead: « nous ne pouvons pas penser en premier et agir après coup »⁴. La

¹ “We must overcome an ultrademocratic prejudice and begin to investigate the kinds of authority that can contribute to democratic action”.

² “dense networks of social interactions”.

³ “dilemmas of collective action to be resolved”.

⁴ “We cannot think first and act afterwards”.

démocratie n'est alors « pas une fin mais le meilleur moyen d'atteindre »¹ les valeurs « d'égalité, de justice, de liberté, de paix »² (Alinsky, 1971, 12). À travers ses actions et les mises en scène de son pouvoir démocratique, *London Citizens* se constitue en « théâtre dont l'objectif est de défier les relations de pouvoir existantes » (Benford et Hunt, 1992, 36).

¹ "Democracy is not an end but the best mean toward achieving these values".

² "equality, justice, freedom, peace".

Conclusion de la 1^{ère} partie

« organiser » le pouvoir de la société civile

London Citizens propose un cadre d'interaction entre différents groupes de la société civile. Elle crée avec soin un espace dans lequel des individus, dont les différentes appartenances communautaires sont valorisées, mènent ensemble des actions politiques liées à des préoccupations communes. Son existence même sous-entend que la « politique » dans les villes devrait s'engager en dépassant les différences communautaires, tout en reconnaissant leur existence. La participation à « la politique » que propose *London Citizens* permettrait de former des « citoyens » ayant une plus grande responsabilité dans les décisions qui affectent leurs communautés. Ils participent à des actions qui les amènent en contact direct avec les personnes et les organisations qui façonnent leur vie. L'association souhaite ainsi faire comprendre aux individus que le pouvoir politique n'est pas une fatalité et qu'ils peuvent avoir une influence, notamment en s'associant. Les communautés adhérentes prennent part à la vie publique en s'engageant dans un processus de politisation. *London Citizens* est là pour les aider à s'organiser, à se réunir, à se concerter et à agir ensemble. Elle est une sorte de catalyseur d'actions collectives. L'initiation au leadership au sein de l'association donne aux personnes l'opportunité de développer leurs capacités d'action autant que d'agir pour le « bien commun ». Il y a cependant une tension entre, d'une part, la volonté de voir les personnes se prendre en charge politiquement, et de l'autre, le fait que les organisateurs contrôlent la plupart des activités de *London Citizens*. Cette émancipation politique visée est conditionnée au fait organisationnel. La participation à « la politique » proposée est essentiellement la participation aux activités de l'association.

Ainsi, les logiques de mobilisation ne représentent pas seulement un moyen de l'organisation mais également sa fin qui, telle que décrite dans le chapitre préliminaire, comporte trois dimensions interdépendantes : la construction de relations de confiance intra et intercommunautaires, l'initiation au leadership et l'intervention dans l'arène publique à travers des campagnes. Le mot « organizing » synthétise bien ces trois aspects. Il confond, pragmatiquement, le processus avec le résultat. Les travaux consacrés à l'impact des

mouvements sociaux ne s'intéressent pas toujours aux « effets produits sur les personnes mobilisées, sans doute au motif qu'une action revendicatrice est avant tout orientée vers la satisfaction de besoins collectifs » (Chabanet et Giugni, 2010, 158). Or, dans le cas du BBCO, le développement de leaderships individuels et la construction de relations entre les participants sont des finalités explicites, au même titre que la réussite des campagnes. Ces objectifs visent directement des « effets » sur les personnes mobilisées et sont, en retour, considérés par celles-ci comme des raisons de leur engagement. Tout au long des deux chapitres de cette première partie, nous avons dégagé quatre explications, non-exclusives, de cet engagement, en replaçant, grâce à une approche « processuelle », les « choix individuels » dans « leur contexte de production » (Talpin, 2008, 137) : ce que les organisateurs appellent l'« intérêt direct » dans les campagnes (1) et le devoir religieux ou civique (2) (Chapitre 1) ; la construction de relations, entre convivialité interculturelle et reconnaissance (3) et l'apprentissage de sa propre capacité d'action (4) (chapitre 2). Cette grille d'analyse rejoint les travaux initiés en sociologie de l'engagement qui distinguent des explications de types « utilitaristes », « normatives », « communautaires » et « cognitives »¹ (Laville, 1997, 40–49 ; Rui, 2004, 70 ; Talpin et Mazeaud, 2010, 363). Les stratégies de mobilisation, en s'appuyant alternativement sur ces quatre motifs d'engagement, renvoient à une analyse sociologique « de la participation sensible à la pluralité et la variabilité des formes d'engagement » (Talpin et Mazeaud, 2010, 372) de la part des organisateurs, et plus généralement du « savoir social » du BBCO². Le pragmatisme de cette forme d'organisation de la société civile se traduit dans la continuité entre ses fins et ses moyens. Les trois finalités mises en avant par le BBCO sont ainsi liées aux raisons de l'engagement. Dans la continuité de la pratique de Saul Alinsky et Edward Chambers, les organisateurs, en contact rapproché et régulier avec les membres de *London Citizens*, ont façonné un cadre d'interaction propre à fidéliser et recruter des membres nombreux et divers, tout en l'inscrivant dans une perspective politique.

¹ Jean-Louis Laville (1997, pp. 40–49) distingue trois explications de l'engagement associatif de types utilitariste, normative et communautaire. Similairement, Sandrine Rui (2004, 70) dégage quatre idéaux-types de langage qui structurent le travail de légitimation politique : le langage de l'intérêt, le langage de la volonté, le langage de la reconnaissance et le langage de la connaissance. Chacun sous-tendrait un mode particulier d'engagement dans la participation institutionnalisée (Rui et Villechaise-Dupont, 2006). À partir de ces idéaux-types, Alice Mazeaud et Julien Talpin (2010, 363) ont construit quatre motifs principaux à la participation aux budgets participatifs que sont l'intérêt personnel, le devoir civique, la sociabilité et l'enrichissement cognitif.

² Le BBCO met ainsi en avant le fait que peser sur la décision politique (dans ce cas, participer aux campagnes de l'organisation) n'est pas la seule motivation de l'engagement de citoyens dans des processus participatifs, contrairement à ce que plusieurs analyses ou pratiques dans le domaine de la démocratie participative supposent. Cela dit, des voies promouvant des analyses plus compréhensives des effets et des raisons de la participation se dessinent. Il s'agit notamment des travaux prônant une approche processuelle, ou « pragmatique » justement, de la sociologie de l'engagement tant dans le cadre de mouvements sociaux que dans celui des dispositifs participatifs (Lemieux, Heurtin et Cardon, 1995 ; Fillicule, 2001 ; Céfaï, 2007 ; Hamidi, 2006 ; Talpin, 2008).

Les actions collectives qui rythment les campagnes sont ainsi au cœur des techniques de mobilisation de l'organisation, notamment du fait qu'elles génèrent ces quatre types de rétributions de l'engagement. Les actions permettent l'intervention directe des individus sur la scène politique ainsi que le renforcement de la cohésion au sein de l'organisation. Ainsi, elles constituent une étape clé dans la formation au leadership proposée par *London Citizens*. Les participants, qualifiés par l'association de « leaders », peuvent ainsi mettre en application les « enseignements » du BBCO, en interpellant les élites politiques et économiques, en animant une réunion, en s'exprimant en public ou tout simplement en assistant à une mise en scène de leur pouvoir collectif. Les actions collectives permettent également de compléter le travail de construction de relations. Durant les actions, les « leaders » se rencontrent. La « société » que *London Citizens* vise à « retisser » se consolide. Ainsi, les campagnes sont autant une fin qu'un moyen de l'organisation. Elles visent, certes, à apporter des résultats concrets. Mais leurs gains peuvent également être interprétés comme des outils de mobilisation d'individus voulant agir « charitablement », ou directement touchés par l'objet des campagnes, tout en permettant d'obtenir des financements.

Au final, l'interdépendance des trois fins-moyens du BBCO permet la mobilisation continue et la durabilité de l'organisation. Elles participent notamment à l'équilibre des rapports membres/organisateur. L'accent mis sur la construction de relations et l'initiation au leadership permet en effet de ne pas juger le travail des organisateurs seulement à l'aune des résultats des campagnes mais également à celle de l'implication effective de nombreux participants. De plus, l'adhésion à l'organisation reste optionnelle, si bien que les organisateurs ne peuvent pas aller là où ils ne seraient pas suivis par les membres.

Parmi les actions organisées par *London Citizens*, les assemblées servent à démontrer le pouvoir de l'organisation et, notamment, à légitimer la capacité de l'association à représenter « les citoyens de Londres ». Cette représentation se construit en deux temps, qui renvoient à la distinction que fait Hanna Pitkin (1967) entre “standing for” et “acting for”. D'une part, *London Citizens* construit son public en essayant de dessiner le visage de la capitale anglaise, tout en forçant le trait sur les communautés dites en marge de l'espace public. C'est une conception de la représentation politique en tant que « mise en scène », comme les « appels » au début de chaque assemblée l'illustrent, mais qui tente également de se mesurer « à l'aune

de la ressemblance sociologique du peuple et du corps des représentants »¹ (Sintomer, 2011b, 207). D'autre part, en son sein, l'association met en avant la validation démocratique de ses activités, où chaque institution membre a une voix. Les décisions sont préalablement façonnées par les organisateurs et des « leaders » pour correspondre à un « bien commun » entre les différents membres, qu'ils représentent « par anticipation » (Mansbridge, 2003, 515). *London Citizens* souhaite ainsi construire une représentation démocratique de la société civile qu'elle organise. Ce faisant, elle propose un moyen de réconcilier « l'intérêt particulier des associations » qu'elle rassemble avec « les exigences de la démocratie, c'est-à-dire celle d'une pondération équitable et représentative de l'intérêt public »² (Foley et Edwards, 1998, 10). Au-delà de la recherche d'une légitimité à représenter, ce processus démocratique est plus tourné vers la mobilisation et l'inclusion du plus grand nombre dans les activités de l'organisation que vers une participation aux prises de décisions. Ce faisant, les différents membres « construisent collectivement une représentation [*images*] de leur pouvoir »³ (Benford et Hunt, 1992, 38). La deuxième partie de cette thèse se propose d'examiner comment *London Citizens*, à travers cette « organisation » du pouvoir de la société civile, défie les « relations de pouvoir existantes » de la gouvernance londonienne.

¹ Yves Sintomer (2011b, 207) dégage ainsi quatre types de représentation politique, celle où le représentant agit pour ses mandants, celle où le représentant « incarne une réalité qui existe surtout à travers lui », celle qui, « à l'image d'une performance théâtrale », est une « mise en scène » et enfin celle où la représentativité renvoie à une ressemblance sociologique du corps des représentés.

² “The problem hinges on how the self-interested nature of associations and the unbalanced character of the representation of societal interests among them might be reconciled with the demands of democracy for fair and representative weighing of the public interest.”

³ “how they collectively construct their images of power and how they struggle to alter extant power relations.”

2^{ème} PARTIE

London Citizens dans la gouvernance londonienne

En « déverrouillant » le pouvoir de la société civile, *London Citizens* souhaite lui donner un rôle dans la gouvernance londonienne. Dans la deuxième partie, c'est la participation de cette société civile organisée dans l'arène publique londonienne, mais également anglaise, qui est analysée. Comment *London Citizens* considère-t-elle les élites politiques et économiques de la capitale anglaise ? Comment son intervention s'inscrit-elle dans un contexte de gouvernance ? En quoi l'action de *London Citizens*, qui souhaite représenter les « citoyens de Londres », interroge l'organisation de la représentation démocratique ?

Herbert Kitschelt (1986, 66–67) distinguent trois types d'effets politiques d'un mouvement. Les deux premiers, « procéduraux » (“procedural”) et « substantiels » (“substantive”), reprennent la distinction établie par William Gamson (1975) entre la « reconnaissance » (“acceptance”) et les « nouveaux avantages » (“new advantages”). Le troisième est « structurel ». Le chapitre 3 s'intéressera aux effets procéduraux de l'action de *London Citizens*, c'est-à-dire aux logiques de son accession « au statut d'interlocuteur légitime » des pouvoirs politiques (Chabanet et Giugni, 2010, 147) comme économiques¹. Pour comprendre « la dynamique qui peut s'instaurer entre une organisation et son environnement, et saisir les processus d'échange et d'influence réciproque qui la caractérisent », il faut notamment comprendre son « articulation aux jeux proprement organisationnels » (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 163–164) Le pouvoir de *London Citizens*, analysé en première partie,

¹ Là où la gouvernance décrit un contexte d'ouverture des régulations politiques à des acteurs non politiques, lorsque nous parlons de « conséquences politiques » d'un mouvement social, nous renvoyons à ses relations avec tous les acteurs reconnus de la gouvernance londonienne.

renvoie aux « facteurs internes » des conséquences politiques des mouvements sociaux (Chabanet et Giugni, 2010, 150). Le chapitre 3 montrera comment, à partir de ce pouvoir, l'organisation « instaure un rapport de force qui lui est favorable ». Il s'attardera ainsi sur les « facteurs externes » tels que les « facteurs politiques institutionnels ou contextuels » (*ibid.*, 152) qui permettent de légitimer *London Citizens*. Nous verrons que les gains des campagnes, les « effets substantiels », favorisent la reconnaissance de l'association. Ceux-ci seront donc en partie présentés dans ce chapitre. Le second chapitre de cette partie, le chapitre 4, reviendra sur la nature de ces effets substantiels en interrogeant cette fois les effets structurels de l'intervention de l'organisation dans l'arène publique. Il s'agira de comprendre les éventuelles transformations des structures politiques existantes et de saisir les rapports de pouvoir qui sont mis en jeu.

Cette partie mettra ainsi au jour les mécanismes qui ont conduit à la tenue de l'assemblée du 3 mai 2010 mais également les suites de cet événement, qui a été un important facteur des effets politiques de l'action de *London Citizens*.

CHAPITRE 3

Entre pouvoir et reconnaissance

Introduction

Bienvenue à ce que certains appellent le quatrième débat ! Cette fois le débat n'a pas lieu entre trois hommes politiques et un journaliste célèbre mais entre les candidats issus des trois partis politiques et la société civile organisée. Avec 2 500 représentants de celle-ci dans cette salle, vous pourriez l'appeler « le vrai débat » mais ce n'est pas un « débat » en fait, c'est une véritable conversation politique ! (...) *Citizens UK* existe pour retisser la société. Et si vous n'êtes pas certains de ce que cela signifie, regardez autour de vous dans cette salle !

L'assemblée du 3 mai 2010 renvoie à l'« effet procédural » de l'action de *London Citizens* en ce qu'elle illustre la reconnaissance de l'organisation « par les pouvoirs publics [de sa] capacité à défendre officiellement les intérêts de ceux qu'[elle] représente » (Chabanet et Giugni, 2010, 147). Nous souhaitons interroger la mise en politique de *London Citizens* : comment l'action de l'organisation parvient-elle à « produire une visibilité suffisante et à acquérir une capacité d'interpellation telle que des acteurs qui n'étaient pas initialement concernés par [ces] enjeux prennent des positions et argumentent en [leur] faveur ou contre [eux] » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 80).

Le mode de publicisation de *London Citizens* sera analysé selon les trois dynamiques interdépendantes de mise à l'agenda dégagés par Patrick Hassenteufel (2010, 51–54), à savoir la politisation, la mobilisation et la médiatisation. Dans la première section, nous verrons que *London Citizens* essaye de lier son action à des bénéfiques politiques. Lorsqu'on parle d'opportunités politiques, la question de « fenêtres » ou de « structures d'opportunité » est régulièrement posée depuis les travaux de Peter Eisinger (1973), Doug McAdam (1982), Sidney Tarrow (1989) ou encore Hanspeter Kriesi (1989). Certains promoteurs de ces

¹ “Welcome to what is being called the fourth debate! This time not between three politicians and a celebrity reporter – but between each of the three Party leaders and organized civil society. With 2 500 of its leading representatives here in this hall. You could call it the ‘real debate’ but this is not a ‘debate’ at all – it is authentic political conversation.” Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

analyses, reconnaissant que leur modèle était trop objectiviste, ont proposé d'intégrer deux conditions au lien entre structure des opportunités politiques et mobilisation : ces opportunités doivent être « visibles » et « perçues en tant qu'opportunité »¹ (McAdam, Sidney G. Tarrow et Tilly, 2001, 43). Les promoteurs de *London Citizens* interprètent les discours des acteurs universitaires, médiatiques, politiques et économiques afin de justifier et de publiciser le rôle de l'organisation. À force, ils parviennent à convaincre certains journalistes, hommes politiques ou commentateurs politiques et publicisent ainsi *London Citizens*. Cette activité de « courtage »² fait ainsi partie de leur stratégie de positionnement et de médiatisation dans l'espace public. D'autres limites de l'approche des structures d'opportunité, centrée sur les caractéristiques des systèmes politiques, sont également soulevées. Ces analyses écartent souvent de leur champ d'observation, d'une part, la dynamique interne de la mobilisation et, d'autre part, son rapport à son environnement extra-institutionnel (Lagneau et Lefebure, 2002, 523). Or ces deux dimensions sont centrales à l'analyse déployée dans ce chapitre. La deuxième section analysera comment *London Citizens* construit sa capacité d'action – quelle est la stratégie de ses campagnes – et attire ainsi l'attention des médias et des acteurs politiques. Elle sera l'occasion de présenter quelques uns des gains des campagnes de l'association. Enfin, le problème ne devient public que « lorsqu'il devient sujet d'attention, voire de controverses et que des positions se confrontent pour en caractériser les composantes, l'ampleur et les causes » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 69). La publicisation de l'action de *London Citizens* est donc liée à sa médiatisation, les médias de masse étant l'un des principaux vecteurs par lesquels les enjeux sociétaux sont construits et formulés dans l'espace public (Chabanet et Guigni, 2010, 155-156). La relation entre *London Citizens* et les médias sera l'objet de la dernière section. Cet ensemble – les opportunités politiques, les stratégies des campagnes et les média – sera analysé en partant de la perception qu'en ont les acteurs participant à la publicisation de *London Citizens*. Nous verrons, que ces derniers agissent soit de manière « visible », soit de manière « cachée » (“hidden”), pour reprendre la distinction³ de John Kingdon (2003[1984], 69–70).

¹ “perceived as an opportunity”.

² Introduite par Sydney Tarrow (1977), cette notion de courtage (*brokerage*) désigne la mise en relation entre deux groupes par une unité médiatrice (McAdam, Sidney G. Tarrow et Tilly, 2001, 26).

³ Cette distinction a tendance à opposer lobbying et action protestataire mais les actions cachées et visibles sont dans ce cas concomitantes comme pour le cas des groupes d'intérêt analysé par John Kingdon.

Section 1. Saisie d'opportunité politique : représenter la société civile

« Nous recherchons une relation de travail respectueuse avec celui d'entre vous qui sera Premier ministre, mais aussi avec le futur leader de l'opposition. Nous demandons à chaque candidat de reconnaître la société civile comme un partenaire égal au Marché et au gouvernement¹. » C'est ainsi que, lors de l'assemblée du 3 mai 2010, un représentant de la mosquée de l'Est de Londres présente une des demandes de *London Citizens* aux trois candidats. Il introduit ensuite l'« appel » de chacune des institutions membres de *London Citizens* : « Nous commençons par nous présenter et reconnaître le pouvoir de la société civile dans cette pièce, c'est parti pour l'appel ! »². Cette mise en scène renvoie au rôle que *London Citizens* ambitionne de jouer dans la gouvernance de la capitale. Son but, tel qu'affiché sur de nombreux documents, est d'être « l'organisation de la société civile la plus importante de Londres »³. Elle invoque la « société civile » qu'elle représenterait pour légitimer sa participation à la « gouvernance ».

Le mécanisme de légitimation est celui de la reconnaissance d'un acteur par d'autres acteurs au nom d'une valeur qui est acceptée par tous (Charaudeau, 2005, 50). Cette valeur est celle, constitutive de l'idéologie du BBCO, incarnée par la démocratie et le rôle de la société civile, définie par opposition au Marché et à l'État. Idéalement tous les individus appartiennent à des institutions « intermédiaires ». Associés, ils peuvent ainsi former des contre-pouvoirs afin de ne pas être « nus » face à la puissance des élites économiques et politique. Les nombreux groupes d'intérêt économiques et industriels, les accointances personnelles entre hommes politiques et dirigeants des grandes entreprises ou encore le conditionnement des décisions politiques aux intérêts du monde de la finance, sont autant de signes d'une relation dense entre les secteurs politique et économique de la société. *London Citizens* souhaite instaurer une relation entre la « société civile » et ces deux sphères.

¹ “we are seeking a respectful working relationship with whoever is to be the next Prime Minister – and whoever is to be the leader of the opposition. We are asking each party leader to recognize civil society as an equal partner to the market and to government”. Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

² “We start by introducing ourselves and recognizing the power of civil society in this room. Let the roll-call begin!”.

³ “the primary 'First Sector' civil society institution in London”. Source : fiche de poste d'un organisateur telle que reproduite en Annexe. Notons que dans cette citation, l'expression “First Sector” est accolée à la formule. Il s'agit ici de contrer la qualification de « troisième secteur » qui renvoie à la « société civile » au Royaume-Uni. Nous avons vu que pour le BBCO, la société civile est plus importante que le Marché et l'État (classiquement les deux premiers secteurs).

Nous avons vu que *London Citizens* construit une représentation des « citoyens de Londres ». Les pratiques de la représentation démocratique dépassent de plus en plus les mécanismes électoraux, Nadia Urbinati et Mark E. Warren (2008) parlent d'« expansion et de la pluralisation des espaces de jugement politique dans les démocraties contemporaines. Un des développements les plus remarquables a été la prolifération des revendications représentatives qui ne peuvent pas être testées par des élections »¹. Les deux auteurs parlent alors d'« auto-autorisation » à représenter de la part de ces groupes de la société civile². Ce mouvement « critique la démocratie contemporaine en cherchant à démythifier le rôle du peuple et à montrer la dégénérescence oligarchique et la corruption de la démocratie électorale »³ (*ibid.*). La légitimation de la prétention à représenter de *London Citizens* a été analysée en première partie. Cette construction d'une « autorisation » à représenter la société civile permet à l'organisation de profiter de deux types d'opportunités politiques. L'association se pose comme solution à l'éloignement des citoyens de la politique, d'une part, et à la fracture sociale et à l'individualisation de la société, d'autre part. Ce faisant, *London Citizens* souhaite se démarquer de ses « concurrents », en expliquant être « la plus grande alliance d'organisations de communautés diverses et indépendantes du Royaume-Uni »⁴.

A. Rapprocher la politique des « citoyens de Londres »

Nous sommes l'antidote à l'apathie politique. Notre compréhension pratique de la politique, la manière pragmatique avec laquelle nous œuvrons pour le bien commun par l'établissement de relations avec ceux qui sont au pouvoir, nos formations aux méthodes du *community organizing* et nos assemblées remplies de personnes engagées et réfléchies ; par tous ces chemins, la politique des citoyens a redynamisé la démocratie britannique⁵.

Dans cette déclaration de *Citizens UK* annonçant l'assemblée du 3 mai 2010, l'organisation met en avant sa stratégie organisationnelle en tant que solution à l'« apathie politique » pour

¹ “expansion and pluralization of spaces of political judgment in today’s democracies. One of the most remarkable developments has been the proliferation of representative claims that cannot be tested by election”

² « Il y a de nombreux agents qui ainsi s’auto-autorisent : des organisations de plaidoyer, des groupes d’intérêt, des associations de la société civile, des organisations internationales non gouvernementales, des fondations philanthropiques, des journalistes, et d’autres personnes » (“there are innumerable agents who, in effect, self-authorize: advocacy organizations, interest groups, civil society groups, international non-governmental organizations, philanthropic foundations journalists, and other individuals”) (Urbinati et M. E. Warren, 2008).

³ “critics of contemporary democracy who seek to unmask the role of the people as a mere myth, and point to the oligarchic degeneration and corruption of electoral democracy”.

⁴ “the UK’s largest alliance of diverse and independent community organisations” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁵ “We are the antidote to political apathy. Our practical understanding of politics, the pragmatic way in which pursue goods by building relationships with those with power, through our training in the methods of community organising and the large assembly halls crammed with committed, thoughtful people – in all these ways, citizen politics has re-energised British democracy”. Source : <http://www.citizensukblog.org/may3/> (consulté le 28.10.11).

légitimer son intervention dans l'« arène publique »¹. Nous avons vu dans le chapitre préliminaire que les acteurs de *London Citizens* partagent le constat d'une « crise de la représentativité » au Royaume-Uni (Faucher-King, 2010a). Un commentateur politique proche de l'organisation explique que l'existence de *London Citizens* est révélatrice du manque de représentation de certaines communautés délaissées par le Parti travailliste (Lawson, 2004). Le tournant de ce parti dans les années 1990, « vidé de ses capacités d'intermédiation avec la société » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 118), est également vu comme une opportunité par cet influent journaliste² devenu proche de *London Citizens* : « TELCO n'existerait pas et ne ferait pas ce qu'elle fait si le mouvement travailliste n'avait pas été en déclin »³.

La distance entre les citoyens et les élus était traditionnellement atténuée par l'engagement dans un parti politique ou un syndicat. Les organisateurs et leaders de *London Citizens* expliquent l'échec des démocraties modernes par le déclin des formes collectives d'engagement⁴. Les syndicats et partis se sont fortement bureaucratisés (Ostrogorski, 1902 ; Michels, 1914). Ils ont considérablement réduit leur lien avec les « citoyens de base » (*grassroot membership*). De plus, les organisateurs dénoncent la connivence entre les partis politiques et le monde économique ainsi que la constitution d'une « élite » :

Nous sommes de plus en plus éloignés des débats, des discussions politiques et de la formulation de politiques publiques qui façonnent notre ville, à part un tout petit groupe de personnes qui est impliqué à la tête des partis politiques et aussi bien sûr dans le monde des affaires⁵.

Selon eux, l'éloignement entre la politique et les « citoyens ordinaires » n'est pas une volonté de ces derniers⁶. Par ailleurs, ils déplorent le fait que la solution qu'apportent les

¹ Saul Alinsky (1971, 12) et Edward Chambers (2004, 11) utilisent eux-mêmes les termes d'« arène publique » pour signifier l'espace où ils veulent jouer un rôle. En reprenant la définition de Bruno Jobert (1995, 19) qui différencie le « forum des politiques publiques » de l'« arène des politiques publiques », nous définissons l'« arène » publique ou politique comme l'espace de négociation (là où le « forum » désigne l'espace de débat des politiques publiques). Là où parler d'« arènes publiques » peut être trop réifiant (Céfaï, 2007, 714) : nous alternons avec la notion de publicisation de l'action de *London Citizens*. L'expression de « procès de publicisation » mis en avant par Daniel Céfaï (*ibid.*) permet de ne pas figer ce processus et de ne pas prendre les acteurs comme des points-origines, mais comme des figures émergentes du « procès de publicisation ». Mais, le terme d'« arène publique », en ce qu'il donne à voir des « scènes » et des « coulisses », reste pertinent pour notre analyse.

² Paul Mason est notamment rédacteur économique de BBC Newsnight, une émission télévisée d'information et d'analyse diffusée tous les soirs à 22h30 sur BBC 2.

³ «TELCO wouldn't have existed and wouldn't have done what it does, had not the labour movement been in decline» (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

⁴ «The big failure in modern democracies is that you've lost the grassroot membership in political parties and in trade unions» (Paul, entretien du 23.04.08).

⁵ «We are increasingly distant from the political discussions and debates and the policy making that are going to shape our city; apart from a very very small number people who are involved at the top of the political parties and of course the business world» (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁶ «It's a belief that ordinary citizens have given up power to an elected minority in a way that they didn't intend» (Paul, entretien du 23.04.08).

politiques à l'éloignement des citoyens se résume souvent à leur faciliter le vote¹. Enfin, la critique principale repose sur le manque de responsabilité des élus qui ne seraient là que pour « faire un spectacle »² et ne chercheraient pas à rendre des comptes à leurs électeurs. *London Citizens* fait de ces critiques des opportunités et propose alors d'équilibrer les mécanismes de contrôle politique. Il s'agit d'inverser la logique décisionnelle. Ce n'est plus aux élus de prendre des décisions et de se faire approuver par l'opinion, mais aux individus de proposer des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent. C'est exactement le processus mis en scène lors des assemblées précédant les élections municipales ou nationales. L'association se légitime auprès des élus en leur offrant un moyen de répondre aux intérêts de leurs électeurs. Pour Marion Orr (2001, 74), une des raisons qui explique que l'IAF a été capable de développer et de maintenir des relations avec des leaders politiques est justement son habilité à mobiliser des électeurs. *London Citizens* se targue de connaître les problèmes des « citoyens de Londres », étant en contact proche avec eux et leur offrant un processus « démocratique » de prise des décisions. Sur la scène de l'assemblée du 3 Mai 2010, une « leader », sœur Una, déclare :

L'ordre du jour d'aujourd'hui a été convenu par une équipe de quarante leaders se réunissant régulièrement depuis septembre dernier et le manifeste des citoyens, qui est dans vos programmes et qui a été donné aux leaders des trois partis, a été voté, discuté et affiné par des milliers de citoyens ces douze derniers mois³.

De la même manière que de nombreux « nouveaux mouvements sociaux » (Pierru, 2010, 28), *London Citizens* utilise le label de « processus démocratique » comme principe de légitimation de ses revendications, bien que ses assemblées sont le lieu de pratiques très ritualisées et largement contrôlées par les organisateurs.

Assemblée du 3 mai 2010 et processus démocratique

Dans le cadre de l'assemblée du 3 mai 2010, le processus décrit (votes, discussions avec des milliers de citoyens durant les douze derniers mois) n'a pas formellement eu lieu. Rappelons que les assemblées des délégués précédant cette assemblée (celles d'automne 2009) portaient sur la nature de la réponse de *London Citizens* à la crise économique et non sur le manifeste à présenter aux candidats à la fonction de Premier ministre. Cependant, le manifeste reprend les principales campagnes de l'organisation qui ont bien été validées à différentes reprises par des votes dans d'autres circonstances (et aux *delegates assemblies* de 2009 en ce qui concerne le *Living Wage* et le

¹ "People are disconnected, the response of a lot of political leaders is to make it easier for people to get involved, you don't need to turn out to the voting station, you just need to post your vote or you can maybe in the future vote by text !" (Angus, entretien du 28.04.08).

² "In the moment they aren't really in charge, they just run a show" (Alice, entretien du 22.04.08).

³ "The agenda for today has been agreed by a team of over forty Citizens leaders meeting regularly since last September and the Citizens manifesto which is in your programs and was given to the party leaders some days ago has been voted on, discussed, and refined by thousands of Citizens over the last twelve months". Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

plafonnement des taux d'intérêts). Mais aucune assemblée ni campagne d'écoute n'a spécifiquement eu lieu pour valider ce manifeste, d'autant plus que, comme nous le verrons, la décision d'organiser l'assemblée du 3 mai 2010 n'a pu être prise que deux semaines auparavant.

En revanche, un groupe de plus d'une trentaine d'organisateur, administrateurs et leaders s'est bien réuni chaque semaine ayant précédé l'assemblée en 2010 (de septembre à décembre 2009, il s'agissait en revanche de réunions pour préparer l'assemblée du 25 novembre au Barbican). Le but était de décider si oui ou non *London Citizens* organiserait cette assemblée nationale et, si oui, comment et pour quoi. Entre chaque réunion, les participants avaient pour mission de prolonger la discussion avec de nombreux autres membres. Lors de la réunion du 1^{er} avril, Neil Jameson s'inquiétait de ne pas pouvoir impliquer plus de monde dans ces discussions. Le 29 avril, il s'excusera de n'avoir écrit le script de l'assemblée qu'en comité très restreint, faute de temps.

Au-delà de la confrontation des leaders des trois principaux partis du pays, l'objectif « démocratique » de cette assemblée est que de très nombreux membres prennent conscience, par l'expérience vécue lors de cet événement, de la montée en puissance de leur organisation. Avant qu'il ne soit décidé d'organiser l'assemblée, un organisateur expliquait ainsi lors de l'une de ces réunions : « c'est crucial que nos membres puissent témoigner du résultat qu'ils, que nous avons atteint. Nous devons faire quelque chose pour qu'ils prennent conscience de ce à quoi nous sommes arrivés¹. » Cette partie propose une analyse de cette montée en puissance de *London Citizens* qui a précédé les élections nationales de 2010.

La mise en avant de l'activité de *London Citizens* comme « solution » à l'« apathie politique » s'inscrit dans deux grandes critiques de la démocratie participative déjà problématisées au Royaume-Uni comme en France – d'une part, celle de la faible participation des « citoyens ordinaires » et d'autre part celle des risques d'« instrumentalisation » des dispositifs participatifs institutionnels (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005, 39–44).

1. *Faire participer des citoyens ordinaires*

Face aux difficultés du système représentatif, les citoyens sont encouragés à « participer à la politique » autrement à travers des consultations et autres forums. Au Royaume-Uni par exemple, des dispositifs dits participatifs rythment les opérations de renouvellement urbain. Le gouvernement Blair a ainsi lancé une série de politiques de revitalisation urbaine comme le *New Deal for Communities* (NDC) et le *National Strategy for Neighbourhood Renewal* (NRS), fondées sur le concept d'initiatives territoriales (*area based initiatives*) et mettant l'accent sur la participation de la population (Diamond, 2005, 101–102). Ces politiques traduisent une implication de plus en plus importante des citoyens et du secteur privé. Les quartiers en renouvellement deviennent le lieu de développement de partenariats public-privé, impliquant

¹ “It's crucial that our people witness the result of what they, we have done. We have to do something for them to see what we have achieved” (Mathew, reunion du 01.04.10).

la société civile, ayant pour but de s'attaquer aux problèmes socio-urbains et de renforcer la démocratie locale (Flint, 2006, 18). Des agences privées s'occupent du suivi de ces programmes et du choix des territoires. Au final, les acteurs locaux ne sont pris en compte que marginalement (Diamond, 2005, 104). De nombreuses études outre-manche ont souligné les difficultés liées à la participation des populations locales dans ces partenariats (Purdue, 2001, 2212–2213). Au-delà du cadre de la rénovation urbaine, d'autres dispositifs de participation fleurissent visant explicitement l'*empowerment* de la population locale. Les agents travaillant à la mise en œuvre de ces diverses procédures au Royaume-Uni avouent que les personnes participant à ces dispositifs ont déjà préalablement une capacité d'action dans leur communauté (Pratchett et al., 2009, 19). Ils regrettent leur propre manque de compétence pour impliquer les personnes les plus défavorisées et difficiles à mobiliser¹ (les minorités ethniques, les pauvres, les enfants et adolescents, les handicapés, les personnes âgées ainsi que les demandeurs d'asiles) (*ibid.*). Ce constat rejoint l'un des défis de la démocratie participative, celui de l'ouverture de la participation à tous les citoyens (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005, 39), sans laquelle les dispositifs participatifs tendent à renforcer les inégalités politiques (Blondiaux, 2008, 70).

Les organisateurs mettent en avant le caractère « ordinaire » (en employant régulièrement les termes *grassroot* ou “ordinary citizens”) des citoyens prenant part aux activités de *London Citizens* là où cette figure du « citoyen ordinaire » est généralement absente de la production des politiques publiques (Bherer, 2011, 106). Lors d'une discussion à ce sujet avec une animatrice travaillant sur des projets d'*empowerment*, un organisateur de *London Citizens* le souligne : « je lui ai vite fait prendre conscience du fait qu'elle n'arrivait pas à atteindre les gens ordinaires dans les communautés. (...) Pourquoi ? Parce qu'elle ne parlait qu'aux prêtres, elle ne parlait qu'au directeur du centre aéré. Elle ne parlait pas aux gens »².

La mise en scène du processus démocratique interne à l'organisation, outre sa dimension mobilisatrice en interne, est utilisée pour légitimer la place que souhaite avoir *London Citizens* dans l'arène publique en tant que représentante des « citoyens ordinaires », et notamment des plus « vulnérables »³. Les organisateurs expliquent que si l'organisation arrive à toucher ces personnes ordinaires, c'est grâce aux différentes institutions de la société civile qu'elle fédère :

¹ Notons qu'un des premiers usages du terme *empowerment* et de sa traduction brésilienne, la « conscientisation », utilisée par Paulo Freire, désigne le processus qui permet justement aux opprimés de prendre conscience de leurs problèmes, afin de pouvoir, dans un second temps, agir dessus (Freire, 1982[1974]).

² Sébastien, entretien du 24.08.09

³ “[The agenda] is the result of listening to the priorities and concerns of member institutions, which are in turn close to ordinary people - especially the poorer and more vulnerable in society”. Source : <http://www.citizensukblog.org/may3/> (consulté le 28.10.11).

« les institutions membres de *London Citizens* sont véritablement populaires, elles sont *grassroots*, (...) du coup on pourrait avancer que nous sommes représentatifs car les [membres] sont ordinaires »¹. Le nombre et la diversité des individus mobilisés, chaque institution renvoyant à différents secteurs de la société civile, sont mis en scène lors des actions collectives de l'association, afin d'effectuer une démonstration de la représentativité et de la force mobilisatrice de l'organisation. Ainsi, le 3 mai 2010, le traditionnel « appel » a-t-il eu lieu. Des représentants de chaque sous-partie de *Citizens UK* (TELCO, SLC, WLC, NLC, *Citizens MK*, les militants à l'échelle nationale de la campagne *Citizens for Sanctuary*) arrivent sur scène et appellent tous les groupes-membres de cette section à se lever dans la salle. Les 2 500 personnes présentes sont alors prises à partie, elles ne sont pas de simples spectateurs.

Les acteurs de *London Citizens* s'appuient sur les discours du personnel politique pour construire l'opportunité de leur activité. Neil Jameson écrit ainsi dans *The Guardian* en mars 2010 (il s'agit de son premier article dans un quotidien anglais) :

Alors que l'élection générale approche, tous les principaux partis épousent le désir de donner le pouvoir au peuple. Le ministre du budget, Liam Byrne, a déclaré que « le débat sur le pouvoir et la façon de créer un pays où les gens ont du pouvoir est la vraie question de la politique moderne ». Le dirigeant du Parti conservateur, David Cameron, a promis un « balayage massif, une redistribution radicale du pouvoir – de l'élite politique à l'homme et la femme dans la rue ». Le leader Libéral Démocrate, Nick Clegg, a décrit le point de départ du libéralisme comme « la plus juste dispersion et répartition du pouvoir »² (Jameson, 2010).

Et le directeur de *Citizens UK* de poursuivre que ces volontés ne sont généralement pas mises en œuvre dans les politiques actuelles :

Ce que l'élite politique n'a pas toujours compris, cependant, est que « le pouvoir au peuple » est complexe et a peu de chance d'arriver si cela signifie seulement de bonnes œuvres disparates, du bénévolat et des programmes d'amélioration des quartiers contrôlés par l'État³ (*ibid.*).

En revanche, il explique que « depuis 1996, *London Citizens* a relancé la tradition des “assemblées” comme moyen de mener la politique et les affaires publiques en faisant rendre des comptes aux détenteurs des pouvoirs »⁴ (*ibid.*). Il précise qu'en novembre 2009, à

¹ “The member institutions of *London Citizens* are genuinely popular, are genuinely grassroots (...) therefore one can argue that they are representative because they are ordinary” (Austen, entretien du 24.04.08).

² “As the general election draws near, all the main parties espouse their desire to give power to the people. The chief secretary to the Treasury, Liam Byrne, has said that ‘the debate about power and how to create a country of powerful people is the real question in modern politics’. The Tory leader, David Cameron, has pledged a ‘massive, sweeping, radical redistribution of power – from the political elite to the man and woman in the street’. And the Lib Dem leader, Nick Clegg, has described liberalism’s starting point as ‘the fairer dispersal and distribution of power’” (Jameson, 2010).

³ “What the political elite has not always understood, however, is that such ‘power to the people’ is complex and unlikely to happen if it only means a world of disparate good works, extensive volunteering, and neighbourhood improvement schemes initiated and controlled by the state”

⁴ “Since 1996, it has revived the tradition of ‘assembly’ as the way of conducting politics and public business, holding the power-brokers accountable”.

l'occasion d'une de ces assemblées, « des milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes »¹ se sont réunies « pour jouer leur rôle dans la gouvernance de la capitale et de la nation »² (*ibid.*).

Cette tentative de rapprochement, ou de « courtage », entre la mobilisation de « citoyens ordinaires » au sein de *London Citizens* et les attentes du public en termes de démocratie participative semble opérante. Ainsi, une journaliste à *The Guardian* et à *The Independent*, qui suit la campagne pour un revenu décent, explique : « ils sont exceptionnels car ils ont beaucoup d'organiseurs *grassroots*, et les gens qu'ils représentent – des techniciens de surfaces et des agents de sécurité mal payés etc. – font vraiment partie intégrante de leurs campagnes³. »

D'autres personnes ciblées par l'organisation reconnaissent également cet atout comme en témoignent ces deux agents de la mairie du Grand Londres (GLA) :

Ils essayent en quelque sorte de donner du pouvoir à des gens, à des groupes de gens qui autrement n'auraient pas autant de pouvoir. Les politiciens basiques ne le feront pas et c'est ce qui légitime l'action de *London Citizens*⁴.

J'aime la manière dont ils procèdent et comment ils atteignent leurs objectifs, vous savez, ils impliquent beaucoup les communautés et je sais que GLA respecte l'idée que c'est une organisation *grassroots*⁵.

Ou encore, Ken Livingston, ancien maire de Londres de déclarer devant une assemblée précédant les élections municipales le 26 avril 2012, alors qu'il se représentait : « Vos communautés peuvent atteindre des personnes que nous ne pouvons pas atteindre et c'est pour cette raison que j'apprécie travailler avec *London Citizens* »⁶.

De la même manière, le maire de l'arrondissement de Lewisham met en évidence le fait que sa collaboration avec *London Citizens* représente une partie de sa politique en matière d'encouragement de la participation citoyenne. Questionné au sujet de cette dernière et sans que l'association n'ait été mentionnée, il répond :

Le cœur de ce que nous essayons de faire est séparé en deux parties distinctes. La première est de trouver des moyens pour aider les habitants, les citoyens, à jouer un rôle actif dans leur quartier. La deuxième est de travailler avec la société civile ("third sector"), les groupes communautaires organisés, afin d'améliorer leur capacité à travailler au sein de la communauté. Les deux choses sont liées, ce sont deux aspects

¹ "thousands of people – including many young people".

² "to play their part in the governance of the capital and the nation".

³ "They are exceptional because they have so many grassroots organisers, and the people they represent – low paid cleaners, security guards etc, are such an integral part of the campaign" (Polly Toynbee, courriel du 30.03.10)

⁴ "They are trying in a way you could argue to give power to people to groups of people who otherwise wouldn't have as much power. Typical politicians won't do that and that's what legitimates in some ways *London Citizens*" (Chef de Département au GLA, entretien du 11.09.09).

⁵ "I like the way that they process and how they come about their objectives, you know they very much involve communities and I know GLA respect the idea that this is a grassroot organization" (Chargée de projet au GLA, entretien du 01.09.09).

⁶ "Your communities can reach people that we can't reach and that's why I'd like to work with *London Citizens*." Source : <http://www.citizensuk.org/2012/04/london-citizens-mayoral-assembly/> (consulté le 25.07.12).

d'une même démarche¹.

Il développe alors des exemples de sa première stratégie : mettre en place des conseils de quartiers, des budgets participatifs etc. Puis, il explique que la collaboration avec la société civile passe notamment par la promotion de l'économie sociale et solidaire. Il arrive ensuite à sa relation avec *London Citizens* :

Un autre exemple très différent sont les liens que j'ai créé avec un groupe appelé *South London Citizens* une partie du mouvement de *London Citizens*. Ils sont venus me voir durant un moment de crise, un jeune homme avait été tué, ses parents et l'église où ses parents allaient, qui faisait partie de *South London Citizens*, se demandaient ce qu'ils pouvaient faire, de façon simple: « Comment peut-on empêcher que cela se reproduise ? » (...) L'une des idées qu'ils avaient eue était les *Safe Haven* [abri protégé]. Cela consiste à mettre un panneau sur certains magasins pour que les jeunes qui se sentent menacés dans la rue sachent qu'ils peuvent rentrer ici, qu'ils y seront protégés, qu'on les aidera. Ceci m'a fait rentrer dans un dialogue plus large avec eux sur divers problèmes, je les rencontre environ tous le 4-5 mois².

2. Proposer une participation autonome et efficace

La participation de « citoyens ordinaires » mise en avant par *London Citizens* se distingue également par son indépendance vis-à-vis des dispositifs participatifs institutionnels.

L'organisation ne répond que rarement à des invitations aux structures participatives mises en place par la puissance publique³. Neil Jameson et un autre organisateur expliquent cette réticence par l'inefficacité de ce type de participation :

Je ne sais pas si des preuves montrent qu'écrire des lettres et les envoyer au gouvernement sert à quelque chose d'autre que de vous garder à l'écart de toute action. Du coup, on n'en envoie pas. En plus, nos membres sont très occupés, il y a une limite à ce qu'ils peuvent faire. Soit vous écrivez des lettres, soit vous agissez⁴.

¹ “The heart of what we are trying to do is to distinct two related things. Firstly it is to find ways to make it easier for residents, for citizens to play an active part in their local communities. And secondly to work with the third sector, the organized community groups, to support them to enhance the capacity they have got to work within the community. The two are related but they are two different aspect of the same approach” (Steve Bullock, entretien du 13.04.10)

² “Another example in a very different way would be the bonds that I developed with a group called *South London Citizens* who are part of the *London Citizens* movement. They came to me at a point of crisis when a young man has been murdered, his parents and the church where he and his parents attended was a member of *South London Citizens* and they were talking about of what could they, do. What, in sort of a simplistic way “how can we stop this to happen again?”, (...) some ideas that they were working up they came to talk to me about, they were developing the notion of *Safe Heaven*, which is actually that sign. That sign is displayed on shop window and office window. It says that young people who feel personally in danger, if you come in here they will close the door and they will get you help. That gets me engaged in a more extensive dialogue with them, some other issues. We meet about every 4 or 5 months” (Steve Bullock, entretien du 13.04.10).

³ Les rares exceptions concernent des consultations où les sujets traités sont en rapport avec une campagne de *London Citizens*. Des représentants de l'organisation s'y rendent pour faire du lobbying autour de leur campagne. Il s'agit alors d'une stratégie marginale. Ainsi, lors des consultations préalables aux Jeux olympiques, les organisateurs ont répondu favorablement à une invitation pour que le *living wage* soit noté comme une demande des participants à ce forum. Mais en dehors de cet événement très ponctuel, la campagne pour des Jeux olympiques aux « salaires décents » s'est déroulée indépendamment de ces dispositifs.

⁴ “I don't know if there is any evidence that in the writing papers and then sending them to government does anything rather than keep you out of the action. So we haven't done any. Plus the fact that our folk are very busy there is a limit of what they can do. You either write papers or you act” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

Il y a des efforts de la part du gouvernement pour impliquer plus de gens. Il s'agit de consultations et de forums locaux... Je suis sûr que certaines initiatives ont réussi à impliquer des personnes dans les prises de décisions, mais je dirais que c'est très marginal.(...) Beaucoup de personnes sont très désillusionnées quant à ce genre de processus car elles n'ont jamais vu les suggestions, qu'elles avaient écrites sur un bout de papier, être mises en œuvre¹.

Cette critique rejoint certains des constats de la littérature sur la démocratie participative, celui de l' « absence d'influence sur la décision » (Blondiaux, 2008b, 78) mais également celui, lié, du risque d' « instrumentalisation » de la participation des citoyens (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005, 43 ; Blondiaux, 2008, 74) ou des associations (Rui et Villechaise-Dupont, 2006) :

[Les pouvoirs publics les promoteurs immobiliers] ont déjà décidé ce qu'ils voulaient faire. Ils mettent juste en place une consultation où il y a des plans sur la table et où les individus qui ne se sont à priori jamais rencontrés auparavant viennent à cette table et donnent leurs avis individuels².

L'absence de prise en compte du caractère non organisé de la société civile est dénoncée, tout comme le pouvoir grandissant du secteur économique, lui très organisé. Sous couvert de la « démocratie de proximité », ces dispositifs participatifs ne font que reproduire au niveau local ce qui se passe à l'échelle nationale et mondiale en termes de déséquilibre des pouvoirs :

Le gouvernement local et les promoteurs immobiliers ont l'expertise technique et le pouvoir de mise en œuvre. Les gens ne viennent pas en tant que groupe organisé qui a travaillé sur son propre plan, ils viennent en tant que personnes qui se sont retrouvées là un peu au hasard sans avoir aucune idée du projet³.

La participation institutionnelle est décriée car « circonscrite pour rentrer dans les besoins des plus puissants »⁴ (Jamoul et Wills, 2008). « Les personnes locales n'ont plus de marges de manœuvre pour créer leur propre agenda et développer leurs propres vues sur ce qui doit être fait »⁵ (*ibid.*). *London Citizens*, au contraire, propose d'organiser la société civile, ni autour d'une idéologie partisane, ni autour d'intérêts économiques, mais en fonction de ses propres désirs⁶. Par « organisation » (*organizing*), il est entendu la possibilité pour la société civile de construire ses propres solutions aux problèmes qu'elle rencontre là où les dispositifs participatifs ne font

¹ “There are efforts within the government to involve more people. They are about consultations and community forums... Well some of them I'm sure have been successful in involving more people in decision making, but I would say it is definitely around the edges (...). A lot of people have become quite disillusioned with that sort of process because they never saw their suggestions that they wrote on a bit of paper”. (Matthew, entretien du 17.04.08)

² “They already work out what they want to do. And they called a consultation where there are plans on the table and individuals who have never met before, largely, come to that table have their individual suggestion” (Matthew, entretien du 17.04.08).

³ “The local government and the developers got all the technical expertise and capacity to deliver. The people are not turning up as an organised group that worked out their own plan, they are turning up as individuals that just wonder into the room and had no idea” (Matthew, entretien du 17.04.08).

⁴ “is circumscribed to meet the needs of the powerful”.

⁵ “There is no space for local people to set their own agenda and develop their own views about what needs to be done”.

⁶ “people are coming together not on the basis of a shared ideology and not on the basis of a shared economic interest” (Austen, entretien du 24.04.08).

que consulter la population sur des solutions à des problèmes identifiés par les commanditaires, c'est-à-dire où l'offre ne correspond pas à la demande de participation. C'est l'autonomie de l'organisation qui est alors publiquement mise en exergue.

L'entreprise de légitimation de *London Citizens* repose donc sur un objectif affiché de démocratiser la gouvernance londonienne. Dès 2001, la COF était identifiée par certains observateurs comme une réponse aux essais ratés des gouvernements locaux en matière de participation du public en ce qu'elle « met un point d'honneur à revivifier l'arène publique, l'Agora et considère la politique et la construction d'un pouvoir effectif, indépendant et local indispensable »¹ (J. Pierson, 2001b, 219). Mais le chemin était encore long avant que l'organisation ne soit reconnue ainsi, c'est-à-dire conformément à ses attentes, par la majeure partie de ses cibles et des médias. En 2007, Martin Bright (2007), journaliste politique du *New Statesman*, déclarait que « le gouvernement de Gordon Brown aurait beaucoup à apprendre » du « modèle participatif sur les politiques locales »² que *London Citizens* développait. En 2009, dans une émission de la radio nationale (BBC 4), l'organisation est identifiée comme représentante de la société civile en ce qu'elle réussit à faire participer les citoyens à la politique. Un organisateur y est invité à présenter leur « solution » à l'apathie politique :

Présentateur : Austen, clairement les partis politiques ont un problème, les gens n'y adhèrent pas, les gens ne votent pas pour eux. Vous proposez une manière alternative de faire de la politique. Pensez-vous que cela représente une sorte de solution?

Austen : Oui, je le pense. Le déficit démocratique actuel est très simple. Les gens n'ont pas de moyen de s'exprimer sur leur vie. Tous les 5 ans, ils votent, mais sont de plus en plus désillusionnés. Il n'y a pas de mécanisme par lequel les gens ordinaires peuvent exprimer leurs besoins et leurs désirs et les hommes politiques y répondre. Le *Town Hall* où, au 19^{ème} siècle, les gens avaient l'habitude de se réunir pour demander des comptes à leurs élus est maintenant utilisé pour des mariages et autres cérémonies citoyennes. C'est ça la tragédie donc, oui, ce que fait *London Citizens* c'est organiser les gens justement autour de problèmes qu'ils ont en commun et on leur apprend comment faire de la politique et provoquer le changement³.

Nous analyserons ce processus de publicisation du point de vue des médias plus particulièrement dans la troisième section de ce chapitre.

¹ “The COF and the IAF place their greatest emphasis on revivifying the public arena, the agora, and see politics and the building of effective local independent political power as indispensable”.

² “genuinely consultative model of local politics” which “a Brown government would do well to learn from”

³ Présentateur: “Austen, clearly political parties have a problem, people aren't joining them, people aren't voting for them. You come up with an alternative way of doing politics. Do you think that offers some sort of solution?” Austen: “I do, the democratic deficit at the moment is very simple. People do not have a say over their lives. Every 5 years they vote, with an ongoing delusionment. There is no mechanism by which ordinary people can articulate their needs and desires and politicians can respond to them. The Town Hall where in th 19th century people use to gather and hold their politician into account and then used for wedding and citizenship ceremonies. That's the tragedy so yes, what *London Citizens* does is organizing people precisely around issue which are in common and we teach them how to do politics and we go out and explain the people how to achieve change” (Emission BBC radio 4 “*Beyond Westminster*” de Ben Wright, enregistrement du 22.08.09).

B. Promouvoir la cohésion sociale

« Le *community organizing* vous permet non seulement de changer la façon dont le monde fonctionne et pense mais aussi, à travers ce processus, de connaître mieux et de respecter votre voisin »¹ déclare le révérend Eric Brown au début de l'assemblée du 3 mai 2010. Nous avons vu dans le chapitre préliminaire que les promoteurs du BBCO partagent le constat d'une société « davantage régulée par les mécanismes de marché » et, par conséquent, qui « met de la pression sur les individus, crée des inégalités plus marquées et des tensions sociales » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 176). L'accent mis sur la construction de relations est présenté comme un moyen de promouvoir la cohésion sociale et une partie du changement visé :

Je pense qu'au final, nous avons besoin de beaucoup de choses dans nos communautés. Nous avons besoin de rues sûres, d'une bonne éducation, de bons métiers mais tout ça devient un peu superficiel s'il n'y a pas des relations de bonnes qualités entre les personnes².

Par ailleurs, c'est le fait d'organiser des campagnes localement sur des sujets identifiés par les habitants, qui permettrait de « faire société ». *Citizens UK* se présente ainsi sur son blog annonçant l'assemblée du 3 mai 2010 :

Nous sommes l'antidote à ce que le Parti conservateur décrit comme la « société brisée ». Nous construisons la confiance et la compréhension. Nous organisons des gens pour s'attaquer aux problèmes au niveau où ils sont le mieux traités – d'où, par exemple, la campagne *City Safe*, qui crée la sécurité dans les rues en établissant des relations entre les groupes locaux et les commerces³.

Les acteurs de *London Citizens* partagent ainsi l'analyse selon laquelle « la démocratie locale, fondée sur le principe de la participation et non plus uniquement de la représentation politique, est supposée développer un sentiment d'appartenance à une communauté, l'engagement, la générosité, le sens de la moralité, l'intérêt pour les affaires publiques [et] le dépassement des intérêts individuels » (Jouve et Booth, 2004, 300).

Les acteurs de *London Citizens* mobilisent des philosophes reconnus et proches de leurs valeurs, tel Michael Sandel, pour prouver les bienfaits de leur action :

Nous avons tous besoin de vivre dans des communautés justes, bien intégrées et pacifiques. (...) Comme le philosophe américain Michael Sandel, auteur du livre

¹ “Community organizing helps you not only change the way the world works and thinks but in the process you can also get to know and respect your neighbour”. Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

² “I think that in the end, you know, we need many things in our community. We need safe street and good education and good jobs but all of that in a way becomes a bit kind of shallow without good quality relationships between people” (Catherine, entretien du 22.04.08).

³ “We are the antidote to what the Conservative Party describes as the ‘broken society’. We build trust and understanding. We organise people to tackle problems at the level at which they are best tackled – hence, for example, the City Safe campaign, which creates safe streets by building relationships between local institutions and shops”. Source : <http://www.citizensukblog.org/may3/> (consulté le 16.05.12)

Justice: What's the Right Thing to Do? l'exprime : « le déclin de la sphère publique rend difficile l'entretien de la solidarité et du sens de la communauté dont la citoyenneté démocratique dépend »¹ (Jameson, 2010).

Michael Sandel a réciproquement rendu visite à *London Citizens* dans le cadre d'un atelier organisé le 26 février 2010 par l'organisation. Dans l'invitation envoyée à différents membres pour cet événement, Neil Jameson présente ce philosophe comme « un ami du community organizing qui voit la quête [de *London Citizens*] pour promouvoir le bien commun et renforcer la vie publique comme une voie exceptionnelle et radicale pour valoriser la justice et rendre l'État et le Marché *accountable* »².

De même, les organisateurs fournissent une interprétation de l'actualité qui met en avant les potentiels bénéfiques de leur activité. Ainsi Austen Ivereigh a-t-il promu dans un article³ la campagne *City Safe*, et plus généralement l'activité globale de l'organisation – qui « retisse la société » – au regard des émeutes qui bouleversèrent Londres en Août 2011⁴ :

Les émeutes ont montré une société profondément désorganisée, où les liens de confiances et les institutions sont faibles, dans laquelle les jeunes sont attirés par la « rivalité mimétique » du consumérisme tout en étant incapables d'atteindre les objets de leurs désirs, si ce n'est par le vol. La plupart des émeutiers étaient déconnectés à la fois du Marché et de la société civile et par conséquent attirés, dans le chaos, par le seul leadership organisé autour d'eux, celui des gangs⁵ (Ivereigh, 2011).

En retour, certains hommes politiques se saisissent de l'opportunité créée par *London Citizens* autour du thème de la cohésion sociale. Le maire de Tower Hamlet (arrondissement de l'Est londonien) a ainsi fait l'éloge de TELCO sur son blog suite à une rencontre organisée par l'organisation au sujet des émeutes de Londres en août 2011 :

Aujourd'hui je suis allé à une réunion des activistes de TELCO, la branche de l'Est de Londres de *Citizens UK*. J'ai toujours été un grand partisan du travail de TELCO. Son approche inclusive, rassemblant les groupes de toutes confessions, des travailleurs et des organisations caritatives, incarne tout ce que nous entendons lorsque nous disons « Un Tower Hamlets ». C'est l'essence de l'esprit de la communauté. Et c'est cet esprit communautaire qui a permis à notre arrondissement d'éviter le pire des scènes qui ont eu lieu dans d'autres parties de Londres, et à travers le pays. J'ai dit quelques mots, tout comme les dirigeants de TELCO et un sergent de police locale. Je suis ressorti du rassemblement encouragé et galvanisé autour du thème central de l'unité

¹ “We all need to live in peaceful, well-integrated and fair communities. (...) As Michael Sandel, the US philosopher and author of *Justice: What's the Right Thing to Do?*, says: “The hollowing out of the public realm makes it difficult to cultivate the solidarity and sense of community on which democratic citizenship depends.””

² “Professor Sandel is a friend of community organizing and sees our quest to promote the common good and strengthen public life as a unique and radical way of promoting justice and holding the state and market accountable” (Neil Jameson, courriel collectif du 23.01.10).

³ Dans le magazine Jésuite *America*, unique hebdomadaire catholique des États-Unis.

⁴ Survenant après la mort d'un jeune homme dans une fusillade avec la police dans le quartier de Tottenham au Nord de Londres, ces émeutes donnèrent lieu à des affrontements violents avec la police, à des pillages et à des incendies volontaires pendant plusieurs jours.

⁵ “The riots had exposed a deeply unorganized society, where the bonds of trust and the vigor of institutions are weak, in which young people are prone to the “mimetic rivalry” of consumerism yet powerless to attain the objects of their desire - except by looting. Most of the rioters were disconnected from both market and civil society and therefore drawn, in chaos, to the only organized leadership around them, that of the gangs”.

pour défendre notre communauté locale¹.

Rachel Heywood, élue dans l'arrondissement de Lambeth, félicite les participants de l'assemblée des délégués de *South London Citizens* en octobre 2009² pour ce qu'ils font en leur expliquant « avoir une foi absolue dans leur capacité à rassembler différentes communautés »³. Une autre, Rowenna Davis conseillère municipale dans le Sud de Londres, cite l'organisation lorsqu'elle est interrogée par *The Observer*, le pendant hebdomadaire du quotidien *The Guardian*, sur le lien entre multiculturalisme et identité nationale dans la société anglaise :

Je suis conseillère municipale à Peckham qui a une communauté incroyablement multi-ethnique et diverse et vous avez besoin de temps et d'espace pour construire des liens entre ces communautés, vous avez vraiment besoin d'institutions communes. Un bon exemple de ça est le travail que fait *London Citizens* quand ils réunissent des gens de toutes les différentes religions et des syndicats⁴ (Roberts, 2012).

Cette reconnaissance de l'organisation pour ce qu'elle souhaite être, participe à sa légitimation.

Alors que rapprocher la politique des citoyens ou œuvrer pour la cohésion sociale sont des buts souvent mis en avant tant par des associations que par des politiques publiques, *London Citizens* cherche à se démarquer des expériences qui lui font concurrence dans son entreprise de publicisation. Elle souhaite se positionner comme la seule organisation de la « société civile » à pouvoir mobiliser autant de personnes, parmi lesquelles des citoyens ordinaires, et à avoir un véritable impact dans la société. C'est ce qu'exprime Neil Jameson, un organisateur et un administrateur de *Citizens UK* :

Nous sommes capables de remplir une salle avec des milliers de personnes comme personne d'autre ne peut le faire, il n'y a pas de concurrence dans le pays⁵.

C'est la seule organisation réunissant des personnes ordinaires à avoir un impact

¹ "Today I went to a gathering of community activists from TELCO, the East London branch of *Citizens UK*. I've always been a huge supporter of the work that TELCO does. Its inclusive approach, bringing together groupings of all faiths, workers, and charity organisations embodies everything we mean when we say One Tower Hamlets. It's the essence of community spirit. And it was that community spirit that meant our borough averted the worst of the scenes witnessed in other parts of London, and across the country. I said a few words, as did TELCO leaders and a local police sergeant. I came away from the gathering energised and encouraged by the central theme of standing in unity to defend our local community". Source : <http://mayorlutfurrahman.wordpress.com/2011/08/10/in-praise-of-telcocitizens-uk/> (consulté le 28.06.12).

² Cette assemblée se déroule en effet dans une salle appartenant à cette collectivité locale.

³ "Thank you for what you do, I have an absolute faith in your ability to bring together different communities" (Rachel Heywood, assemblée du 14.10.09).

⁴ "I'm a councillor in Peckham which has an incredibly multi-ethnic, diverse community and you do need the time and space to build relationships across those communities; you do need common institutions. A good example of that is the work that *London Citizens* has been doing when they bring people together from all different faith groups, from unions".

⁵ "Our ability to fill a big room with thousands of people no one else can do that, there is no competition inside this country" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08)

politique¹.

Aucune autre organisation ne peut faire participer les gens à la vie politique de la même manière que nous².

La partie précédente a montré que deux des trois objectifs poursuivis par *London Citizens* – développer des leaderships parmi les citoyens ordinaires et retisser la société civile – étaient orientés vers la recherche d’une mobilisation importante et représentative des citoyens de Londres, laquelle légitime l’organisation en tant que représentante de la société civile. Cette section a montré que ces fins-moyens permettent également de justifier l’intervention sur la scène publique de l’association. Ce faisant, l’organisation fait écho aux critiques récurrentes adressées à la démocratie représentative et aux limites de la démocratie participative. Elle mobilise les discours des politiques, l’actualité ou encore des philosophes reconnus. Le troisième objectif, mener des campagnes, participe plus directement à ce positionnement de l’organisation dans l’espace public. Neil Jameson dans son article du *Guardian* déclare ainsi : « nous sommes fiers que, au cours des 10 dernières années, cette campagne [pour un salaire décent] ait permis de mettre plus de 30 millions de livres dans les poches des travailleurs les plus mal payés et ait sorti 25 000 personnes de la pauvreté »³ (Jameson, 2010). La section suivante analyse les ressorts des campagnes. Ces dernières sont un important facteur de publicisation, lequel, en retour, favorise ces actions.

Section 2. La capacité d’action de *London Citizens*

Nous souhaitons éclairer la capacité d’agir sur la scène publique de *London Citizens*. Le pouvoir de *London Citizens* renvoie à la question de la stratégie, entendue comme ensemble de caractéristiques organisationnelles qui ont un rôle décisif dans le succès des campagnes, telles que « la définition des cibles, les temporalités et les tactiques »⁴ (Ganz, 2000, 1005). Nous souhaitons appréhender certaines des stratégies qui ont contribué à favoriser la reconnaissance de *London Citizens* en tant qu’acteur de l’espace public de Londres, voire du pays. La stratégie peut être entendue comme « la manière dont l’organisation transforme ce qu’elle a en ce dont elle a besoin »⁵ (*ibid.*, 1010). Outre ce que l’organisation obtient de part

¹ “It’s the only real people’s organisation that is making a political impact” (Matthew, entretien du 17.04.08).

² “To involve people in political life in a way that no other organization can do” (Erik, entretien du 09.07.09).

³ “We are proud that, over the last 10 years, this campaign has channelled more than £30m into the pockets of low-wage workers and lifted 25,000 people out of poverty”.

⁴ “The targeting, timing, and tactics”.

⁵ “how we turn what we have into what we need”.

son fonctionnement interne, une forte mobilisation et une certaine représentativité des citoyens de Londres¹, nous faisons l'hypothèse que l'éventuelle réussite des campagnes menées par *London Citizens* est rendue possible par deux facteurs. D'une part, il s'agit de la maîtrise du passage de la confrontation à la négociation dans la conduite des campagnes. Celle-ci est caractérisée par la mise en œuvre de règles du jeu propres à l'organisation pour interagir avec ses cibles. D'autre part, l'ubiquité spatiale, temporelle et thématique de l'action de l'organisation est une autre caractéristique du pouvoir de l'association.

A. De la confrontation à la négociation, calculer son juste pouvoir

Avant chaque campagne, une recherche plus ou moins approfondie prépare la construction de la revendication et permet d'identifier les cibles et la faisabilité. Les organisateurs ont un rôle central dans cette phase. Ils ont par exemple créé des partenariats avec des centres de recherche, sources d'expertise dans différents domaines. La « science » permet de produire « un ordre cognitif et moral, qui apparaît extérieur aux acteurs » (Gusfield, 2008[1981], 20) et qui contribue ainsi à rendre un « problème public » (*ibid.*, 9). Les études réalisées dans le cadre de la campagne pour un revenu décent furent un instrument de publicisation (Balazard, 2010). Elles permirent notamment d'entamer un processus de « communication » et de « coopération » (Céfaï, 2008, 226) autour de la campagne avec des départements d'université et des syndicats, comme nous l'avons montré dans le chapitre 1. Des enquêtes ont été menées pour récolter des témoignages et des informations sur les conditions dans lesquelles vivaient et travaillaient les employés précaires dans chaque entreprise. Les données recueillies ont servi à mobiliser les travailleurs et notamment leur témoignage. Cette phase d'étude se déroule différemment selon les campagnes et les connaissances des personnes qui s'y impliquent. Les actions directes et collectives constituent le deuxième temps de la publicisation d'une campagne. Nous nous intéressons ici aux tactiques déployées, lors de cette phase d'« action »², pour atteindre les cibles et obtenir des

¹ Ces caractéristiques rejoignent celles distinguées par Charles Tilly (2006) comment un mouvement social fait pour « paraître puissant et être pris au sérieux par ses adversaires » à savoir : « *WUNC* : *worthiness, unity, numbers, commitment*. Il doit mériter le respect, forcer l'estime et montrer sa dignité, en particulier en recevant l'onction d'autorités morales, politiques ou religieuses. Il doit se présenter comme une force unitaire, en faisant entendre une seule voix et parfois marchant d'un seul pas. Il doit, si possible, agréger beaucoup d'activistes et de sympathisants et saturer l'espace public de signes de son existence. Il doit montrer un fort degré d'engagement de ses membres » (Céfaï, 2007, 248).

² Edward Chambers (2004, 80) invoque le trio « recherche/action/évaluation » pour nommer la « pratique de la vie publique », ainsi le titre de son cinquième chapitre est : “the practice of public life: research, action, and evaluation”.

résultats. Les stratèges de *London Citizens*, les organisateurs et les leaders les plus impliqués, mêlent confrontation et pragmatisme pour arriver à leur fin.

1. *Conflit : action ciblée, personnalisée et polarisée*

Les actions, en tant que « tentatives collectives d'exercer le pouvoir développé grâce à l'organisation »¹, sont « des manifestations publiques qui démontrent la puissance »² de *London Citizens* (Speer et Hughey, 1995, 735). Ainsi, nous avons vu dans le chapitre précédent que les assemblées, exemple du répertoire d'action de l'association, sont l'occasion de démontrer son pouvoir démocratique et représentatif. À présent, ce sont les caractères conflictuel et dérangeant des actions de l'organisation qui seront analysés en tant que mise en scène de son pouvoir. Cette stratégie illustre, entre autres, l'analyse de Frances Piven et Richard Cloward (1984, 589) pour qui le « pouvoir des pauvres est celui de déranger »³. Par ailleurs, l'accent mis sur le conflit dans les relations de *London Citizens* avec ses cibles s'oppose à la conception unitaire et non adversariale (Mansbridge, 1983) de la démocratie interne à l'organisation, c'est-à-dire à la coordination des différents groupes de la société civile qui la composent autour d'un « bien commun ».

Saul Alinsky (1971, 126-131) détaille dans son livre les « tactiques de conflits » (*ibid.*, 130) par lesquelles les *Have-Nots* peuvent prendre du pouvoir aux *Haves*. Le BBCO souhaite utiliser le pouvoir du « nombre » contre le pouvoir de l'« argent » (Chambers, 2004, 65). Mais les tactiques de l'organisation sont plus élaborées que la simple mobilisation de masse, même si la manifestation, par exemple, fait partie de son répertoire d'action. L'une des treize règles alors énoncées par Saul Alinsky (1971, 130) est de « choisir une cible, la figer, la personnaliser et la polariser »⁴. Il justifie cette tactique par la complexité de la société urbaine où « il est de plus en plus difficile de distinguer qui doit être tenu responsable pour tel méfait »⁵ (*ibid.*). Les différentes compétences des arrondissements, des villes, des régions et les liens de ces gouvernements locaux avec les grandes entreprises privées menacent « l'identification des ennemis »⁶ (*ibid.*, 131). Cette tactique répond ainsi explicitement au problème de la difficile imputabilité des responsabilités, qui est également l'une des caractéristiques de la notion de gouvernance (Stoker, 1998, 18). Une enquête préalable aux actions doit permettre de définir

¹ « collective attempt to exercise social power developed through organization ».

² « public events that demonstrate organizational power. »

³ « the power of the poor is the power to disrupt ».

⁴ « Pick the target, freeze it, personalize it, and polarize it »

⁵ « it becomes increasingly difficult to single out who is to blame for any particular evil »

⁶ « identifying the enemy ».

la cible la mieux à même de répondre aux revendications. Au sein d'une même entreprise, le directeur peut rejeter la responsabilité sur les administrateurs et ainsi de suite. Saul Alinsky (1971, 132) précise qu'il faut donc « garder en tête qu'une cible essaiera toujours de nier ou minimiser sa responsabilité »¹. En « figeant » sa cible, ce type d'argument ne doit pas compter, il faut persister. Les alliés et autres responsables finiront « par devenir visible en montrant leur soutien »² (*ibid.*, 133). Ainsi, au moment où *London Citizens* menait sa campagne pour instaurer un salaire décent dans les banques de Londres, le directeur d'HSBC a personnellement pris à partie, ce qui le fit finalement entrer en négociation avec l'organisation. En 2001, HSBC venait d'ouvrir son siège dans une tour du nouveau quartier financier de Canary Wharf, dans l'Est de Londres. Alors qu'en novembre de la même année *London Citizens* décidait de s'investir dans la lutte pour un salaire décent, cette banque, et plus particulièrement son directeur, furent choisis comme premières cibles. Après plusieurs lettres envoyées et l'occupation d'un des bureaux de banque du groupe en vain, des membres de *London Citizens* achetèrent des actions du groupe HSBC afin de pouvoir participer à la réunion des actionnaires en mai 2002. Plusieurs personnes, dont des religieuses et des prêtres, s'y rendirent et réclamèrent publiquement une rencontre pour parler des conditions de travail des salariés de la banque³. Notons que faire intervenir des personnes que l'opinion publique a peu l'habitude d'associer à des actions directes revendicatives est une tactique de *London Citizens*. Une administratrice explique : « vous allez à une assemblée et qui voyez-vous sur scène, c'est un bureaucrate bien payé d'un syndicat ? Non ! Ce sont des écoliers, des bonnes sœurs et des femmes voilées, donc qui allez vous critiquer ? »⁴. Cette tactique a été énoncée par Saul Alinsky (*ibid.* 127) : « dès que possible, agir en dehors de l'expérience de l'ennemi »⁵. Sûrement surpris par cette intervention inhabituelle, John Bond, le PDG d'HSBC, accepta d'assister à une réunion avec l'association, mais celle-ci n'aboutit pas. Un an plus tard, *London Citizens* s'y reprend en améliorant sa tactique. La cible est toujours le PDG d'HSBC mais, cette fois, l'attaque est « personnalisée ». Abdul Durrant, le technicien de surface qui a en charge le bureau de John Bond, est mobilisé. La suite de l'histoire fut relatée dans les journaux, dont un extrait d'article est reproduit ci-dessous. On notera, en prologue de la section suivante sur la médiatisation, que *London Citizens* n'est alors pas citée explicitement.

¹ “it should be borne in mind that the target is always trying to shift responsibility to get out of being the target.”

² “They become visible by their support of the target”.

³ “HSBC just completely ignored them and they got them to talk to them when they disrupted a shareholders meeting but the lovely thing is that the share meeting was disrupted by nuns, bishops” (Austen, entretien du 24.04.08).

⁴ And then you go to an assembly and who is on the stage, is it the big fat cat union bureaucrat? No! It's school children and nuns and women in headscarves, so who are you going to criticise ? (Deborah, entretien du 27.08.09).

⁵ “Whenever possible go outside the experience of the enemy”.

Extrait de l'article : « L'agent de nettoyage, le PDG et un différentiel de £ 1,88 millions » paru dans *the Independent* (Stevenson, 2003)

Ils peuvent travailler dans le même bureau, mais ils vivent dans des mondes considérablement différents. Abdul Durrant, 44 ans, cinq enfants, gagne £ 5 de l'heure comme nettoyeur à HSBC dans la nouvelle tour étincelante des Docklands de Londres. Sir John Bond, président du conseil d'administration de la banque, a gagné un total de 1.88 millions de livres au cours des 12 derniers mois et a vu sa pension de retraite augmenter de £ 272 000.

Mais hier, il a été obligé d'écouter « l'homme invisible » qui nettoie la banque au chiffre d'affaire de 6,42 milliards de livres l'année dernière. M. Durrant a pris la parole à l'assemblée générale annuelle d'HSBC à Londres, en disant au conseil d'administration constitué de 22 personnes, qui portaient tous des cravates HSBC assorties : « Je suis un peu nerveux car je n'ai jamais été en compagnie de tant de personnes importantes, je ne travaille pas sur un ordinateur, j'utilise un balai et un seau. Je suis censé rester invisible, travaillant la nuit. Je reçois £ 5 par heure. Je ne cotise pas pour la retraite et il y a seulement un système misérable de rémunération en cas de maladies. »

« Mes enfants vont à l'école sans un repas correct, ils ne peuvent pas aller aux voyages scolaires – je suis incapable de leur fournir tout ce qu'il faut donc je vous demande un salaire décent, de sorte que mes collègues et moi puissions avoir la même dignité que les gens ordinaires. »

M. Durrant gagne 200£ par semaine, soit 10 400£ par an, travaillant pour l'entreprise OCS qui est un sous-traitant de la banque pour nettoyer son nouveau siège social à Canary Wharf.

Sir John a invité hier M. Durrant à venir dans son bureau à l'heure où celui-ci embauche pour nettoyer la nuit. « Je suis très souvent dans le bureau jusqu'à 21 heures et serait heureux de discuter avec vous de nouveau », a déclaré Sir John.

Il a dit à M. Durrant qu'il « était très sensible » à sa cause, mais qu'il était obligé de trouver la meilleure solution pour son entreprise. Il a ajouté : « Je suis sous pression pour rester aussi compétitif que possible pour les actionnaires, je ne peux pas dicter à nos sous-traitants combien ils paient leurs travailleurs¹ (...) »

Cette action ne porta pas ses fruits immédiatement. La banque rétorqua que les salariés en question étaient employés par un sous-traitant. Cependant, en ciblant précisément un ennemi et en personnalisant la victime, l'organisation a réussi à avoir l'attention des médias et à publiciser le problème des inégalités de salaire. Notons que la personnalisation est ici un facteur de conflictualisation, alors que l'analyse des mouvements sociaux a plutôt tendance à considérer la dépersonnalisation d'un enjeu comme moyen de politisation (Klandermans, 2002). La troisième dimension chère à Saul Alinsky mais aussi à Edward Chambers est « la polarisation ». « Polariser signifie créer une tension publique autour d'un sujet en confrontant la ou les cibles à une large audience diverse et disciplinée qui manifeste son attente de voir ses revendications prises en compte »² (Chambers, 2004, 85). Cette polarisation est par exemple rendue possible par une médiatisation qui permet, en racontant une histoire, d'exagérer la

¹ Le texte en anglais de cet extrait se trouve en Annexe.

² "Polarizing means creating public tension around an issue by confronting the target (s) with a large, diverse, disciplined crowd that plainly expects him or her to respond favorably to their proposals".

situation et les oppositions. Les ressorts du récit permettent de polariser la confrontation en simplifiant les enjeux et en explicitant des « méchants » et des « victimes ». Outre les médias, la « polarisation » est également à l'œuvre en interne à l'organisation. Ainsi, lors des assemblées annuelles où sont votées les luttes à mener et exposé l'état des lieux des campagnes en cours, des témoignages sont mis en scène afin de convertir tous les membres à la même grille de lecture victime/oppresseur d'une situation. Afin de polariser, il s'agit également d'éliminer les alliés potentiels de la cible, voire de les convertir à la lutte. Ainsi *London Citizens* a-t-elle comme autre tactique de mener la même campagne sur différents fronts, le premier qui cède pouvant aider à convaincre les autres. Lorsqu'HSBC refusa en 2003 de payer un « salaire décent » à tous ses employés, la même campagne fut lancée en direction du principal concurrent d'HSBC : la banque Barclays. Suite aux nombreux articles reportant l'interpellation du PDG d'HSBC par son technicien de surface et les mauvaises publicités infligées à cette banque, Barclays décida de faire le premier pas. Et cette stratégie de fonctionner, de nombreux journaux en firent état et félicitèrent Barclays. *London Citizens* (alors sous le nom de TELCO), cette fois, fut citée et une de ses employés interviewée.

**Extrait de l'article : « Barclays fixe les bas salaires au dessus de la limite acceptable »
paru dans *The Telegraph* (Miller, 2004)**

Les revendications de M. Durrant auprès d'HSBC ont été suivies par une intervention similaire à la réunion annuelle de la banque Barclays de la part de son amie Catherine Howarth de *The East London Communities Organisation* (TELCO), une coalition d'organisations confessionnelles, de communautés *grassroots* et de syndicats. Un an le mois prochain, et la manière « on ne peut plus différente » de réagir de la part des deux banques selon Mlle Howarth, séparent les deux affaires.

Depuis début janvier, Barclays, qui a fait part de ses profits annuels records avant impôts de 3,8 milliards de livres, va commencer à déménager 5 000 de ses employés de 14 lieux différents répartis dans la City et le West End de Londres, vers une unique tour de bureaux construite à Canary Wharf qui s'appelle One Churchill Place. À partir de ce moment, les 55 agents de nettoyage recevront un traitement amélioré.

Dans un secteur connu pour ses bas salaires, des horaires qui rentrent souvent en conflit avec la vie familiale et sociale et un *turn over* annuel de 102%, les nouveaux contrats pour les agents de nettoyage de Barclays incluront un salaire horaire de £6 à réviser annuellement. Un chiffre à comparer au salaire minimum national actuel de £4,50 qui augmentera à 4,85£ en octobre de cette année. TELCO recommandait £6,70 par heure.(...)

Alors Barclays a-t-elle cédé à la pression de TELCO pour éviter une nouvelle contestation cette année? Et honnêtement, ceci n'est-il pas une simple caution morale bien utile médiatiquement qui vise les moins payés de ces travailleurs externalisés tout en oubliant les autres services fournis par des sociétés extérieures tels que la sécurité et la maintenance?

John Cotton, directeur du programme « Canary Wharf » de Barclays, une petite équipe chargée de superviser le déménagement des 5 000 employés, admet : « Nous avons vu ce qui s'est passé avec HSBC et ensuite notre propre réunion annuelle. Alors nous sommes allés à l'avant des revendications. Nous avons consulté beaucoup d'autres

protagonistes tels que les syndicats et les députés locaux en dehors de TELCO, avec lesquels nous avons travaillé de façon très positive. À un certain niveau, oui, il s'agit tout à fait d'honorer notre responsabilité sociale d'entreprise et la manière dont Barclays en tant que groupe est en train d'évoluer ».

En ce qui concerne l'obtention d'un *Living Wage* pour les agents de nettoyage et autres personnels à bas salaires externalisés de HSBC et d'autres entreprises du monde financier, notamment autour de Canary Wharf, Mlle Howarth de TELCO dit : « (...) l'une des premières choses qu'ils devraient faire c'est payer les gens qui travaillent pour eux, en particulier dans des domaines tels que le nettoyage, un salaire décent, même si le travail est externalisé. Nous avons déjà eu des entretiens avec Merrill Lynch, Citibank, Norwich Union (Aviva) et nous sommes en pourparlers avec la HSBC. »

TELCO a l'intention de soulever la question à nouveau lors de la réunion annuelle de HSBC cette année.(...) Mlle Howarth conclut : « Les vieux arguments avancés au sujet des agents de nettoyage qui justifient que ces derniers ne sont pas employés directement ou qui disent qu'un salaire décent est contre les intérêts des actionnaires ont été complètement disqualifiés grâce à l'action de Barclays¹. »

En gagnant la campagne auprès de la banque Barclays, *London Citizens* se fait un allié de taille et isole HSBC. En mai 2004, HSBC finit par céder en s'alignant sur son concurrent (Ivereigh, 2010, 99). Avec pragmatisme, *London Citizens* félicitera ses anciens adversaires en invitant leurs représentants à ses assemblées annuelles. Après la confrontation, viennent la négociation et la construction de relations.

2. Pragmatisme

Le pragmatisme des campagnes de l'organisation se retrouve dans la phase de formulation des revendications ainsi que dans le déroulement de l'action.

Nous aimons rendre les choses simples. Nous aimons lorsque c'est gagnable, nous avons un style, une approche, parce que le *community organizing* est une méthode, mais c'est aussi une sorte de culture et cette culture est pragmatique².

2.1. Efficacité : des revendications pragmatiques

Le premier temps, le pragmatisme des revendications, renvoie en partie à la genèse des campagnes au sein de l'organisation étudiée dans le chapitre précédent. Les revendications sont élaborées de sorte que la campagne soit facilement gagnable³. Le vocable de

¹ Le texte en anglais de cet extrait se trouve en Annexe.

² "We like to make things simple. We like to make it winnable, we have a style, an approach, because community organising is a methodology but it's also kind of a culture and that culture is pragmatic" (Austen, entretien du 08.04.10).

³ Notons, de plus, que le choix du nom de la campagne est également pragmatique. Comme une action peut engendrer d'autres résultats que ceux escomptés initialement, il s'agit de nommer concisément et en termes très généraux ses objectifs. Saul Alinsky fait ainsi référence à Whitman, philosophe pragmatique dont les convictions animent la démocratie américaine (Cometti, 2010, 180), « une fois que l'objectif est formulé, il ne peut être révoqué » ("the goal once named cannot be countermanded") (Alinsky, 1971, 45).

l'organisation distingue à ce sujet les "problems" des "issues"¹. Le premier terme fait référence à un problème général, le second à un problème particulier ayant une solution facilement identifiable. De manière pragmatique, les campagnes doivent toujours reposer sur un sujet précis, (*issue*) (Chambers, 2004, 84). *London Citizens* se bat pour un salaire décent et non contre la pauvreté. La construction d'un problème au sein de l'organisation est donc toujours liée à la mise en évidence d'une solution particulière². La « fixation de l'agenda » et le « travail sur les alternatives », en tant que catégories d'analyse de l'action publique (Kingdon, 2003[1984]), sont donc confondus dans une visée d'efficacité de la mobilisation. De plus, cette solution est étudiée pour être effective rapidement. Au lieu de demander la fin de l'usure (et donc des taux d'emprunts à 0%), *London Citizens* fait campagne pour un plafonnement des taux d'intérêts à 20%. Ce chiffre a été trouvé après la consultation de nombreux experts dont les responsables de la *Royal Bank of Scotland* qui ont constitué la cible du lancement de la campagne en réponse à la crise économique. La campagne pour un revenu décent a débuté dans des secteurs clés où, pour des raisons éthiques et budgétaires, il était plus vraisemblable que la campagne aboutisse rapidement :

On a décidé de choisir des cas des secteurs public et privé représentant des cibles stratégiques. Ce n'était pas un terrain aléatoire. Le secteur public parce que c'est dans son devoir de se préoccuper de la santé et du bien-être de la population ou de réduire la pauvreté³. On a aussi choisi un cas du secteur privé à Canary Wharf parce c'est un investissement public qui a permis à ce quartier financier d'être un succès avec l'implantation de plusieurs sièges de multinationales. On savait qu'elles auraient de quoi payer⁴.

Les gains doivent être rapides et nombreux. Ils sont donc, en tout cas en grande partie, restreints. Saul Alinsky (1971, 128) énonce ainsi une autre règle : « une tactique qui traîne depuis trop longtemps devient un fardeau »⁵. Cette stratégie a deux objectifs. *London Citizens* souhaite maintenir une activité qui produit constamment des résultats afin de recruter, fidéliser et former ses membres. Nous avons vu que la reconnaissance de l'organisation en tant qu'acteur politique, à Londres et au Royaume-Uni, est en partie due à son importante capacité de mobilisation d'une diversité d'individus, là où les partis et le gouvernement sont accusés d'être déconnectés des citoyens ordinaires (Faucher-King, 2010a). *London Citizens*

¹ Le mot *issue* fait parti des faux-amis anglais. Il ne signifie pas « issue » mais « sujet », « question » ou « problème ».

² "The price of a successful attack is a constructive alternative" explique ainsi Saul Alinsky (1971, 130).

³ Par ailleurs, les employés du secteur public sont de potentiels futurs membres pour *Unison*, le syndicat de la fonction publique très impliqué dans cette campagne.

⁴ "We decided to take public and private sector case studies which could be strategic targets. It was not random field work. The public sector was chosen because its duty is to preserve the health of the population or to foster well being or to tackle poverty. (...) And we also picked private sector cases at Canary Wharf because there was major public investment to make that site a success and there were a lot of big corporate headquarters, and we knew they could pay for it" (Jane Wills, entretien du 15.09.09).

⁵ "A tactic that drags on too long becomes a drag".

perdrait cette qualité si l'accent était mis davantage sur des campagnes ambitieuses plutôt que sur le développement des « leaders » et des actions collectives locales et/ou facilement gagnables. D'un autre point de vue, il s'agit de faire graduellement reconnaître et ainsi accroître la capacité d'action de l'organisation. Saul Alinsky (1971, 127) le signifie ainsi : « le pouvoir n'est pas seulement ce que vous avez, mais ce que l'ennemi pense que vous avez »¹. La médiatisation des nombreuses victoires de *London Citizens*, aussi petites soient-elles, permet de renforcer sa capacité d'action aux yeux du public et potentiellement de ses futures cibles. Les victoires sont plus facilement publicisables qu'une campagne portant des revendications ambitieuses mais sans résultats, notamment quand cela revient également à assurer la communication de l'organisme ciblé. *London Citizens* et Barclays avaient le même intérêt à la publication d'un article au sujet de l'augmentation des salaires dans cette banque.

Cette recherche de revendications « gagnables » est parfois nuancée par des coups ambitieux, notamment en provenance du directeur et co-fondateur de *London Citizens*. Ainsi, Neil Jameson était le seul à croire vraiment dans la faisabilité de l'assemblée du 3 mai 2010². De nombreuses réunions avec les organisateurs, des administrateurs et des leaders très investis précédèrent cette assemblée pré-électorale. Les craintes exprimées étaient nombreuses et la décision d'organiser tout de même l'événement ne fut prise que deux semaines³ avant le jour J sans encore avoir la confirmation de la présence du Premier ministre sortant, Gordon Brown.

Au final, la mise en avant de revendications claires, apportant des solutions plutôt que des problèmes, permet d'aboutir plus rapidement à des gains, mais également d'entrer dans une relation constructive avec les cibles des campagnes, comme l'explique cette employée du GLA :

Ils ne font pas partie de ces organisations qui font campagne en essayant de faire honte aux gouvernements, ils font campagne en essayant de travailler avec les gouvernements et plutôt que de simplement protester contre quelque chose, ils proposent une solution. Et ils demandent si on peut faire partie de la solution, c'est beaucoup plus facile pour nous de répondre à ce genre de revendications car beaucoup de campagnes vont dire « on n'aime pas ça, on est contre ça » mais sans donner d'alternatives plutôt que de dire « voilà la nouvelle façon de le faire » ou « voici la nouvelle façon que les gens aimeraient ». Du coup, nous apprécions beaucoup le processus⁴.

¹ "Power is not only what you have but what the enemy thinks you have".

² « Je ne sais pas si on est capable de penser au gouvernement maintenant vu qu'on organise essentiellement à Londres » (Sébastien, entretien du 04.11.09).

³ Réussir à réunir 2 500 personnes dans le public et 60 personnes sur scène en deux semaines est d'ailleurs une démonstration de la machine à mobiliser de *London Citizens*.

⁴ "They are not one of this organization that campaigns by trying to shame governments, they campaign by trying to work with the governments rather than just protesting against something, they come up with a solution. And they ask whether we can be involved in the solution, which is much more easy for us to engage with, because often a lot

2.2. « Pas d'alliés ni d'ennemis permanents »

Le second temps, le pragmatisme dans la conduite des campagnes, est résumé par le principe : « pas d'alliés ni d'ennemis permanents »¹ (Chambers, 2004, 84), repris maintes fois par les organisateurs².

Pour les affiliés de l'IAF, personnaliser n'est pas diaboliser et polariser n'est pas forcer. Comme toutes les formes puissantes et non violentes d'action politique, la personnalisation et la polarisation créent des tensions et rendent des personnes inconfortables (...). Il est aussi important politiquement de savoir quand et comment relâcher la tension que de savoir l'initier et la faire durer³ (*ibid.*, 85-86).

Après l'aboutissement d'une revendication, les ennemis deviennent ainsi des alliés. *London Citizens* a par exemple remis à Barclays et HSBC la médaille de l'« employeur aux salaires décents »⁴ (*Living Wage Employer Award*). Elle va ensuite les mobiliser pour convaincre d'autres entreprises de les suivre. Réciproquement, cela permet à ces groupes de s'assurer une bonne publicité.

Pour, HSBC c'est maintenant quelque chose de très important d'être un employeur décent. Et le PDG d'HSBC, Sir John Bond, est apparu lors de l'assemblée des dix ans de TELCO [en 2006], presque comme s'il faisait partie de notre organisation ! Il est allé sur scène, il a parlé de combien c'était important de payer un *Living Wage* et à quel point *London Citizens* était formidable⁵.

Les acteurs de la campagne pour un revenu décent ont par la suite élaboré des arguments d'ordre économique pour convaincre les entreprises qui ne cédaient pas à une argumentation morale. Des études ont été produites pour justifier économiquement le recours au « salaire décent ». C'est le cas d'un rapport, publié en février 2009, mesurant l'impact du succès de la campagne au sein de l'université *Queen Mary*⁶ : *The business case for the Living Wage: the story of the cleaning service at Queen Mary*⁷. 71% des employés de l'université déclarent approuver le changement de contrat pour une question de justice sociale et d'amélioration de la qualité du

of campaign will say : “we don't like that, we're against this”, but they don't give any ideas of the alternatives rather than saying this is the new way to do it or this is the new way the people would like it. So we like the process very much.” (Chargée de projet au GLA, entretien du 01.09.09)

¹ “no permanent allies and no permanent enemies”.

² “No permanent enemies, no permanent allies (...). *London Citizens* does have a notion of conflict as a mean of securing a goal. Once the goal is secured then everybody become parts of the community” (Austen, entretien du 24.04.08).

³ “Among IAF affiliates, personalizing is not demonizing, and polarizing is not coercing. Like a powerful, nonviolent forms of political action, personalizing and polarizing create tension and make people uncomfortable. (...) It's as important politically to know how and when to relax the tension as it is to initiate and sustain it.

⁴ Pour être ainsi décorée, une organisation doit s'assurer que tous les employés, y compris les personnels des sous-traitants, soient payés au moins le Living Wage, aient au moins 20 jours de congés payés par an, plus les jours fériés, aient au moins 10 jours pleins de congés maladie par an et soient libres d'adhérer à un syndicat.

⁵ “HSBC makes a big thing now of being a living wage employer. And the chair man of HSBC, Sir John Bond, appeared at the TELCO tenth assembly, as part of us almost!! He got up on stage, he was talking about the important it was to pay the living wage and how wonderful *London Citizens* is” (Austen, entretien du 24.04.08).

⁶ L'Université a même décidé d'arrêter de recourir à un sous-traitant et de devenir employeur direct.

⁷ « Les bienfaits économiques du Living Wage : L'histoire du service de nettoyage de l'Université Queen mary »

service. L'argument du coût avancé par les opposants au *Living Wage* est nuancé par cette étude qui montre qu'il n'y a qu'une faible différence dans le budget que l'université consacre au nettoyage, passé de £ 2 119 000 pour l'année 2006/2007 à £ 2 197 000 pour l'année 2008/2009. Les techniciens de surface signalent une nette amélioration de leurs conditions de travail que ce soit au sujet du salaire, des congés, de leur supervision, de leur possibilité d'évolution de carrière ou de leurs relations avec les autres employés de l'université. Les arguments économiques, comme la baisse du *turnover* et de l'absentéisme mais aussi l'augmentation de la productivité et du professionnalisme, ont ensuite été mis en avant par de nombreux et influents *Living Wage employers*¹. Le maire de Londres, Boris Johnson, déclarait ainsi dans un communiqué du 22 mai 2009 : « un salaire décent londonien n'est pas simplement moralement juste mais il a également un sens commercial. En effet tout commerce a besoin de travailleurs motivés et volontaires pour les faire exister². » Après 2004, la campagne pour un salaire décent s'étend à d'autres secteurs comme l'éducation, la santé, l'hôtellerie et plus récemment la grande distribution. Elle compte une centaine d'« employeurs aux salaires décents » dont des services publics comme la mairie du Grand Londres, certaines mairies d'arrondissement et le ministère des enfants, des écoles et de la famille. Un des gains de la campagne a d'ailleurs été la création d'une unité au sein de la mairie du Grand Londres qui publie, depuis 2004, un rapport annuel mettant à jour le montant du *Living Wage*. Fin 2009, *London Citizens* a obtenu un financement important de la part du *Trust For London* pour étendre la campagne. Cette fondation va également financer le département de Jane Wills de la *Queen Mary University*, qui a fortement contribué aux débuts de la campagne, pour mener une recherche comparative sur les effets à long terme du *Living Wage*. Lors de l'assemblée du 3 mai 2010, sa publicisation a atteint une étape supplémentaire avec la déclaration du premier ministre David Cameron, pour qui le *Living Wage* est « une idée dont le temps est venu »³. Il a alors promis, avec Nick Clegg, le vice premier ministre, d'étudier la possibilité d'adopter le « salaire décent » comme rémunération minimale des fonctionnaires. Au même moment, l'ex-premier ministre, Gordon Brown, alors candidat à sa réélection, déclarait qu'il appliquerait le *Living Wage* au sein du gouvernement s'il était réélu.

¹ “We have found that paying the Living Wage is a smart business move as increasing wages has reduced staff turnover and absenteeism, whilst productivity and professionalism has subsequently increased.” Declare Guy Stallard de KPMG Europe. Source : http://www.fairpaynetwork.org/?page=case_for_business (consulté le 30.01.11).

² “A London Living Wage is not just morally right but it makes commercial sense as all businesses need good, willing and motivated workers to support them”. Source : <http://www.mayorwatch.co.uk/london-living-wage-increase-confirmed/20097795> (consulté le 30.01.11).

³ “An idea whose time has come” Cette formule, prononcée par David Cameron lors de l'assemblée du 3 Mai 2010 est reprise régulièrement par les partisans de *Living Wage* même si pour l'instant, rien n'a été mis en place de la part du gouvernement.

3. Maîtriser les règles du jeu

La stabilité d'un jeu est garantie « par les règles et les conventions endogènes (et donc aussi toujours précaires et provisoires) que produit l'échange négocié des comportements entre les participants » (Friedberg, 1997[1993], 141). Nous utilisons ici cette notion de jeu pour parler des relations créées entre *London Citizens* et ses cibles. Elle permet en effet de concilier « l'idée de conflit, de concurrence et de coopération » (*ibid.*). Une fois la relation obtenue après une phase de conflit, *London Citizens* met en avant certaines règles du jeu relationnel qu'elle maîtrise et illustre ainsi sa capacité d'action.

Cette maîtrise passe par la recherche d'indépendance vis-à-vis des cibles de l'association, comme l'explique Neil Jameson : « l'indépendance financière est une grande menace pour, il y a pleins d'autres groupes qui sont dépendants financièrement »¹. Les événements organisés par l'organisation sont ainsi autofinancés². L'assemblée du 3 mai 2010 a par exemple coûté plus de 10 000 livres à *London Citizens*.

En retour, l'indépendance de l'organisation est reconnue comme un atout qui peut lui permettre d'entrer dans des relations de pouvoir les plus équilibrées possibles. C'est en tout cas l'avis du président du *think tank* progressiste *Compass* : « ils ne prennent pas l'argent de l'État afin de ne pas être forcés au compromis. Ils sont farouchement indépendants de l'État et des partis politiques et je pense que cela les rend incroyablement puissants »³.

Lors des stages de leadership, certaines règles sont enseignées aux membres afin que ceux-ci puissent maîtriser les réunions et négociations auxquels ils seront amenés à participer. Lors de rendez-vous avec une des cibles, le groupe de leaders – souvent accompagné d'un organisateur – qui se déplace répète la négociation au préalable et essaye systématiquement de proposer son ordre du jour et l'animation de la réunion. Pour l'organisation des actions collectives, rien n'est laissé au hasard. La mise en scène des assemblées est millimétrée par une discipline de fer. Le script est rédigé au mot près par les orateurs assistés des organisateurs. Il contient les différentes indications scéniques, telles les didascalies d'une pièce de théâtre. Tout est fait pour montrer une organisation puissante car organisée et unie. Sœur Una précise ainsi au début de l'assemblée du 3 mai : « la démocratie a déjà eu lieu. Il n'y aura

¹ “The financial independence is a big threat to them; they have lots of other group that are depending on them for money” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² “We pay for the meetings, we pay for the assembly, and we pay for our own purpose that we can control it” (Matthew, entretien du 17.04.08)

³ “They don't take money from the state so that they can't be dictated to a compromise and they are fiercely independent from the state and from political parties and I think it's making them incredibly powerful” (Neal Lawson, 22.04.10).

pas de questions prises au hasard parmi le public. Nous sommes organisés, nous sommes ensemble et le manifeste des *Citizens* contient nos six questions »¹.

Lorsque les relations entretenues avec les personnes au pouvoir sont rendues publiques, la capacité d'action de *London Citizens* vis-à-vis de son interlocuteur est mise en scène. Lors de l'assemblée du 3 mai 2010, trois « leaders » de *London Citizens* vont respectivement poser la question suivante à David Cameron, Nick Clegg et Gordon Brown : « les six points de notre manifeste racontent une histoire cohérente, qui a été formulée, débattue, votée et mise en œuvre à travers nos assemblées de citoyens, nos actions et campagnes depuis plusieurs années »². Cette introduction permet de justifier la position de maître du jeu de *London Citizens* en se définissant comme le représentant démocratique de nombreux citoyens du Royaume-Uni et comme une force déjà à l'œuvre. Après avoir présenté les différents points du manifeste, chaque leader conclut en insistant sur les valeurs démocratiques et nationales qui guident son action :

Nous souhaitons que votre réponse à notre manifeste soit positive, en croyant que des actions sur ces sujets œuvreront pour une société civile saine, de laquelle un marché libre et juste et une démocratie vigoureuse dépendent. Nous vous demandons de les considérer attentivement et de répondre judicieusement dans l'intérêt du bien commun de notre nation dans lequel nous croyons tous³.

Les trois candidats auront successivement dix minutes chacun pour y répondre. Sur scène, la lumière devient orange au bout de neuf minutes, puis rouge au bout de dix minutes. De plus, le « gardien du temps » de l'assemblée n'hésite pas à faire sonner sa cloche pour marquer la fin du temps imparti.

Cette maîtrise des règles du jeu permet également à *London Citizens* de s'attaquer à des groupes privés, notamment sur la question du salaire. La capitale anglaise est devenue l'un des principaux centres financiers mondiaux et le siège de nombreuses multinationales. Saskia Sassen (2001) observe dans cette « ville globale » une augmentation sévère des inégalités due aux nouvelles structurations du marché du travail. La croissance des emplois à haut revenu (finance, conseil, direction) entraîne celle des emplois à très bas salaire (sécurité, propreté, hôtellerie) (Wills et al., 2009). La forte segmentation des secteurs d'activités et notamment le

¹ “The democracy has already been done. There will be no random questions from individuals on the floor. We are organized, we are together and this Citizens manifesto contains our six questions” Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

² “Mr Cameron, the six items in our manifesto tell a coherent story, one that has been voiced, debated, voted and acted on through our Citizens Assemblies, actions and campaigns over several years.” Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

³ “Mr Cameron, we call for a positive response from you to our manifesto in the belief that action on these issues will bring about a healthy civil society on which a fair and free market and a vigorous democracy depend. We ask you to consider them carefully and respond judiciously in the interest of our nation's common good in which we all believe.” Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

recours aux entreprises de sous-traitance pour les catégories d'emploi les plus précaires induisent plusieurs obstacles à la syndicalisation et donc à la lutte contre les inégalités. Contrairement aux syndicats, *London Citizens* peut agir sur une entreprise sans règles de coopération préétablies. Dans le cadre de la campagne pour le *Living Wage*, cette liberté a permis de compléter le rôle des syndicats en s'attaquant directement au donneur d'ordre et non à l'employeur direct, le sous-traitant. Ce dernier est en effet contraint par les termes de son contrat de sous-traitance.

Au final, le pouvoir de *London Citizens* est illustré par sa capacité de féliciter ou de punir des cibles et sa capacité de contrôler le sujet d'un débat public, deux dimensions du pouvoir distinguées¹ par Paul Speer et Joseph Hughey (1995, 731–732). Pour accéder à une arène publique, les stratèges de *London Citizens* semblent tirer le meilleur profit des analyses des mouvements sociaux avec lesquelles ils ne sont pourtant pas familiers. On retrouve par exemple « les trois activités fondamentales de résolution des conflits » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 76) dégagées par William Felsteiner, Richard Abel et Austen Sarat (1981), nommer (*naming*), imputer une responsabilité (*blaming*) et proposer une solution (*claming*). De plus, les stratégies déployées par *London Citizens*, et la théorie élaborée par Saul Alinsky et Edward Chambers dont elles s'inspirent, renvoient à une analyse sociologique fine du pouvoir comme relation d'interdépendance. « Pouvoir et coopération ne sont pas contradictoires, mais sont la conséquence naturelle l'une de l'autre » (Friedberg, 1997[1993], 125). Pour les théoriciens du BBCO, la distinction entre travailler dans le « système » ou s'y opposer frontalement est inutilement polarisée (Alinsky, 1971, xx-xxi). *London Citizens* considère que les relations politiques ne sont pas nécessairement statiques, qu'elles peuvent être à la fois conflictuelles et constructives (Jamoul, 2006, 248), comme l'illustre le rapport de l'association avec ses cibles, une fois que celles-ci ont cédé aux revendications, ou avec les candidats lors des assemblées pré-électorales. La stratégie de l'organisation renvoie au concept de gouvernance. L'action de *London Citizens* permet d'« identifier la dépendance de pouvoir dans les relations entre les institutions impliquées dans des actions collectives »², ce qui est l'une des cinq caractéristiques de la gouvernance dégagées par Gerry Stoker (1998, 22).

¹ Ces deux auteurs prennent en compte une troisième dimension du pouvoir dans le cadre de leur analyse du pouvoir d'une association de quartier, pour laquelle ils s'inspirent des travaux de Gaventa (1980). Il s'agit de la capacité à fabriquer une même manière de penser un territoire chez ses habitants et ses responsables publics.

² «Governance identifies the power dependence involved in the relationships between institutions involved in collective action».

B. Une mobilisation continue et étendue, vers des effets structurels

London Citizens est une alliance hétéroclite d'associations culturelles, d'établissements scolaires, de branches syndicales et d'autres associations présentes sur différents quartiers du Grand Londres. Ce lien avec des environnements variés est également reflété par la conduite simultanée d'une multitude d'actions collectives sur des échelles territoriales et des thématiques différentes. De plus, ces actions se développent sur des échéances allant du mois à la dizaine d'année. Le fait que l'association soit construite non sur des bases revendicatives mais sur un réseau de relations la rend plus stable dans le temps. Cette « ubiquité » territoriale, temporelle et thématique correspond à une stratégie de l'organisation, telle qu'exprimée par ces deux leaders :

Nous ne nous en allons pas ! Ils n'ont pas le choix, nous finirons pas les avoir¹.

On est là en permanence. Nous ne sommes pas là parce que nous sommes préoccupés par un sujet et dans cinq ans cette préoccupation aura disparu. Nous avons pleins de préoccupations, nous sommes constamment là².

Edward Chambers différencie d'ailleurs ainsi l'IAF des mouvements sociaux qui « vont et viennent. Aussi bons soient ils, vous ne pouvez pas les faire durer »³ (Chambers, 2004, 80). Cette stratégie permet de multiplier les chances de publicisation et différencie *London Citizens* d'autres organisations contestataires, souvent localisées ou ciblées sur des thématiques précises. Là où William Gamson (1975) soulignait que les groupes aux revendications monothématiques (“single-issue demands”) réussissaient mieux que les autres, c'est « à la faveur de l'articulation et de la répétition de mobilisations » (Boutaleb et Roussel, 2009, 13), sur différentes échelles et thématiques, que l'organisation souhaite jouer sur les relations de pouvoirs existantes.

La « large base » de *London Citizens* lui permet d'être réactive à différents problèmes locaux. En 2007, un immense centre commercial du groupe Westfield était en projet dans un quartier de l'ouest londonien sur lequel l'association est présente. Ce type de projet privé n'est que rarement l'objet d'une concertation avec les futurs riverains. Un membre-leader au sein de *West London Citizens* y voit une opportunité d'emploi payé « décentement » pour les habitants du quartier. Appuyé par des organisateurs, il se lance dans l'organisation d'une campagne pour que le futur centre commercial fixe son salaire de base au niveau du *Living Wage* et

¹ “We don't go away! They don't have any choice, we'll get them in the end” (Sean, entretien du 21.04.08).

² “We're permanently here. We're not here because we've got one issue that we are concerned about and in 5 years time that issue will be gone and we will be gone. Because we've got lots of issues, we're constantly here” (Paul, entretien du 23.04.08).

³ “Movements go in and out of existence. As good as they are, you can't sustain them.”

dispense des formations pour permettre le recrutement des habitants du quartier. *London Citizens* permet ainsi de « lancer » et surtout de « porter » des « alertes » (Chateauraynaud et Torny, 2005) sur des projets urbains privés, souvent en dehors des radars politiques. Suite à la réussite de cette campagne, Westfield fait maintenant parti des *Living Wage Employer* et a également mis en place un programme « *workzone* » pour recruter et former les résidents et entreprises locaux. Le groupe revendique ces deux « atouts » dans ses rapports d'activité¹.

L'action durable de l'organisation permet ainsi d'envisager une modification de la structuration des jeux politiques locaux. D'une part, elle vise à la fois des élus et des chefs d'entreprises, de qui elle peut ensuite devenir l'alliée. D'autre part, l'alliance hétéroclite, construite grâce à des relations de confiance avec divers segments de la société par l'intermédiaire des leaders – sorte de « relais » au sens de Michel Crozier et Erhard Friedberg (1992[1977], 166) – brouille les relations préétablies entre ces différents milieux et les structures de pouvoir. Par exemple, dans les relations entre le patronat et les salariés, les syndicats sont les seuls groupes pouvant représenter les salariés, et ce à travers des règles préétablies. *London Citizens*, en s'alliant avec les syndicats, ne nie pas leur rôle et leur représentativité mais élargie la représentation à d'autres associations du quartier, de la « communauté », et change alors la nature de la relation entre les employeurs et les salariés. Ces derniers peuvent être représentés ou défendus par d'autres entités non contrôlés par un système de règles maîtrisé par le patronat. Dans la campagne pour le *Living Wage*, *London Citizens* permet de bousculer l'ordre existant dans chaque entreprise. Plus généralement, elle permet, une fois qu'elle est reconnue, d'introduire une nouvelle « incertitude » (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 23) du point de vue des cibles de l'action collective, déséquilibrant ainsi la relation de pouvoir et augmentant la capacité d'action de ses membres.

La capacité d'action de *London Citizens* découle donc des relations qu'elle a tissées avec différents secteurs de la société civile. C'est d'ailleurs une situation de monopole, puisqu'aucune autre organisation de ce type n'a encore été créée². En revanche, cette singularité a, dans un premier temps, été un frein à la reconnaissance médiatique de l'association.

¹ Source : http://uk.westfield.com/london/assets/pdf/wl_workforce%20_final.pdf, (consulté le 01.07.12).

² Ce qui n'est pas le cas aux États-Unis.

Section 3. La médiatisation, une lente reconnaissance

Les médias sont un « canal important par lequel les mouvements (...) transmettent leur puissance et des messages au public » ainsi que « recrutent des membres et stimulent le moral des adhérents »¹ (Morris et Staggenborg, 2004, 186). En provoquant la surprise, en mettant en scène des acteurs peu habitués à la scène publique et en « racontant des histoires » qui plaisent aux journalistes, *London Citizens* attire les médias. Nous ne considérons donc pas les médias comme « un simple support » des mobilisations mais comme une « partie prenante des interactions » (E. Neveu, 2005[1996], 102) de l'association avec le public et, plus particulièrement, ses cibles.

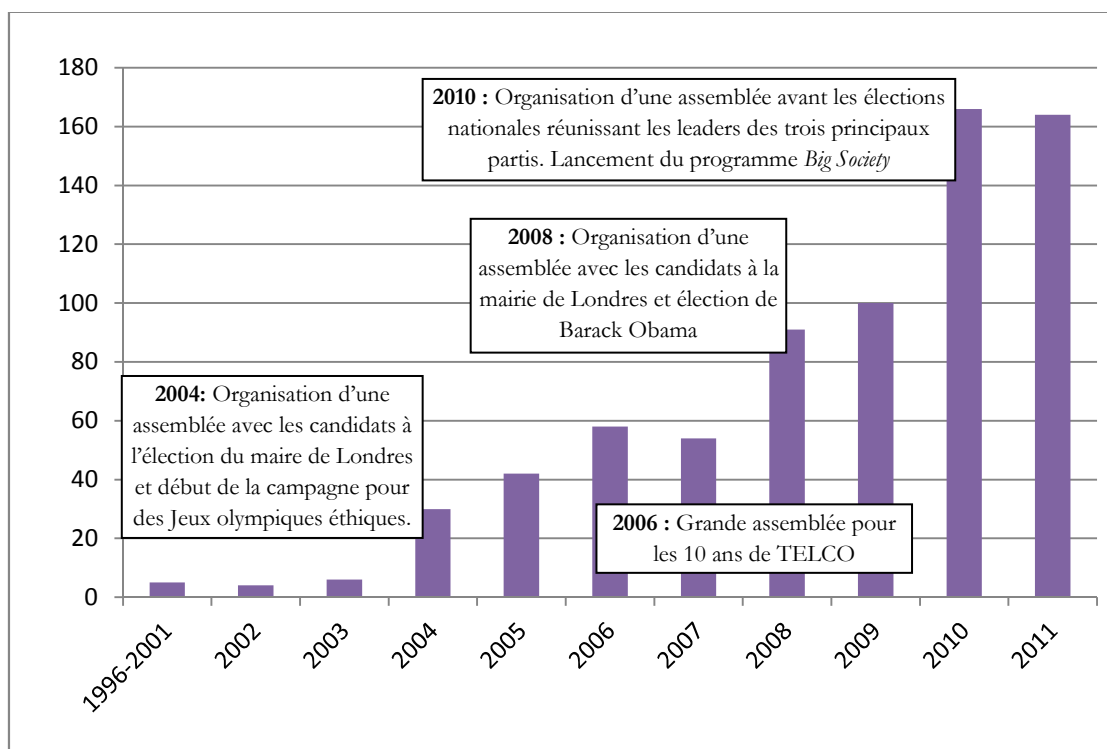
Le nombre annuel d'articles de presse contenant le terme "*London Citizens*" ou "The East London Community Organisation" entre le 1^{er} janvier 1996 (année de la création de *London Citizens* sous le nom de The East London Community Organisation) et le 31 décembre 2011² est croissant (cf. figure ci-dessous).

¹ "The media is a major channel through which movements recruit members, boost morale of adherents and convey their importance and messages to the public.

² Notons qu'entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2012, le nombre d'articles était de 131, il sera donc très fortement croissant en 2012.

Figure 10 Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes "London Citizens" ou "The East London Community Organisation" de 1996 à 2011

(source : base de donnée Factiva¹)



Cette médiatisation croissante s'explique par la croissance de l'organisation, la réussite de différentes campagnes et l'organisation de diverses assemblées². *London Citizens* a également bénéficié d'une conjoncture favorable dont elle a su se saisir. Cependant, la singularité de la nature de l'organisation a été initialement un frein à sa reconnaissance médiatique. De plus, les médias n'étaient pas alors considérés comme une ressource stratégique indispensable.

A. Une organisation difficile à décrypter

La nature de *London Citizens* est difficile à décrypter et sa médiatisation en a souffert. En effet, c'est une association qui ne se définit « ni comme un parti politique, ni comme une association de défense, ni comme un prestataire de services sociaux, ni comme un groupe de pression, ni comme un mouvement social et ni comme un simple groupe communautaire »³ (Jamoul et Wills, 2008). Mais dans les premiers articles de presse mentionnant les campagnes de *London Citizens* et encore en 2011, il est fait mention alternativement d'un « groupe de

¹ Factiva est une base de données d'actualité internationale produite par Dow Jones et Reuters. Plus de 10 000 sources (titres de journaux numérisés ou en ligne, mais aussi des sites et des blogs) y sont référencées.

² Un classement de ces articles par titres des publications, la principale source étant *The Guardian*, et par thématique abordée se trouve en Annexe.

³ "is not a political party, not an advocacy organisation, not a social provider, not a single issue campaign group, not a social movement, not even a community group in the conventional sense".

pression », d'une « organisation religieuse », d'un « lobby » ou d'un « groupe de défense des immigrés ». La difficulté fondamentale réside dans le fait que les personnes extérieures à l'association ne peuvent la considérer que via les campagnes qu'elle mène, n'apercevant pas les autres facettes de son activité. Elle accède à l'espace public en transformant un « fait social », tels que la pauvreté ou l'insécurité, en un « problème public » et « politique »¹ mais n'est alors que partiellement identifiée. L'ancien coordinateur de la campagne *Strangers into Citizens*, journaliste catholique, explique cette difficulté :

Quand on a beaucoup parlé de nous pendant la campagne *Strangers into citizens*, la manière dont j'ai géré ça a été de créer des débats autour de la question. Mais les articles parlaient toujours de la campagne et pas de *London Citizens*. Et ce fut aussi le cas pour l'assemblée d'*accountability* du maire. On a eu une bonne couverture médiatique parce que les journalistes étaient intéressés par ce que le maire avait à dire et c'est ce qui a été très bien rapporté. Mais personne n'avait l'air très intéressé dans les médias pas *London Citizens* en tant qu'organisation².

La multiplication des thématiques abordées par l'organisation, introduite comme vecteur de publicisation dans la section précédente, s'avère également contre-productive en termes de compréhension par les médias de la nature de *London Citizens*. La production de l'actualité médiatique est très centralisée en Grande Bretagne³. Les médias recherchent des sources d'information faisant autorité. Des structures démocratiques, sans représentants facilement identifiables, sont pénalisées dans la diffusion de l'information concernant leurs actions (Morris et Staggenborg, 2004, 187). Or, l'objectif des organisateurs est de rester dans les coulisses et de mettre les citoyens membres de l'organisation sur le devant de la scène. Même si Neil Jameson est identifié comme le directeur et la tête pensante de la structure⁴, il s'efforce à ne pas se mettre systématiquement en avant. Ainsi, lors des émeutes de l'été 2011 qui secouèrent différents quartiers de Londres, il a été contacté pour faire connaître sa réaction à la presse. Il n'a rien voulu dire personnellement mais a accepté que *London Citizens* contribue à la rédaction d'un article où le témoignage principal serait apporté par un leader de l'organisation. C'est donc finalement une jeune membre de 17 ans qui signera l'article. Son

¹ Il s'agit de la trilogie « Faits sociaux, problèmes publics, problèmes politiques » que dégagent de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès des analyses de la construction d'un problème politique (Lascoumes et Le Galès, 2006, 68).

² «When we generated lots of press through the strangers into citizens'campaign, the way I handled that was to generate debate about the issue. But the story was always about the campaign, it wasn't about *London Citizens*. And the same is true at the mayoral accountability assembly. We had lots of press because they were interested in what the mayor had to say and that got reported very well. But nobody seems to be particularly interested in the media in *London Citizens* as an organization" (Austen, entretien du 24.04.08).

³ Comme le système français, mais contrairement aux systèmes médiatiques allemand et italien, qui sont décentralisés du fait de l'évolution de l'État-nation, le système des médias britanniques est centralisé et s'organise à partir de Londres. La centralisation médiatique est liée à la forte centralisation étatique, ces deux phénomènes expliquent en partie pourquoi la COF après 7 ans d'existence (1989-1996), s'est installée à Londres.

⁴ Il a par exemple signé lui-même, en temps que directeur de *London Citizens*, deux tribunes dans *The Guardian* en 2010 et 2012.

témoignage s'intitule : « Les émeutes : les lieux de mon enfance se sont transformés en scènes de guerre »¹. Elle y parle des différentes personnes et lieux qu'elle fréquente (le restaurant de sa famille, le lycée, *London Citizens* et son club de box) et en profite pour interroger Neil Jameson sur les émeutes. Celui-ci déclare : « les gangs offrent aux individus le pouvoir, la réputation et le territoire, donc nous devons leur proposer une alternative – il s'agit de la politique »². Inez, la jeune leader, continue : « la réponse immédiate [de *London Citizens*] aux émeutes sera un exercice de consultation massive dans laquelle ils espèrent obtenir les vues de 100 000 personnes à travers la capitale, et chercher ainsi à décrypter les enjeux et envisager des solutions »³ (Sarkodee-Adoo, 2011). Cet article constitue une communication réussie de la part de *London Citizens* qui arrive à faire passer son message tout en mettant en avant ses membres. Mais, entre 1996 et 2011, la construction d'une stratégie médiatique a été très lente.

La prise de conscience de l'importance des médias dans l'aboutissement des actions de l'organisation s'est faite petit à petit. Ainsi, le levier que peut constituer un nom tel que "Citizens" n'avait, pendant les 15 premières années de la COF, pas été pensé. Lorsque la COF débuta à Bristol⁴, à Liverpool, à Sheffield, à Birmingham ou à l'Est de Londres, les noms des organisations étaient tous différents. Le choix du nom « *London Citizens* », pour remplacer le nom de TELCO (qui continue à exister pour les membres de l'Est de Londres), et plus tard celui de *Citizens UK* à la place de la COF, relève d'une intention de « marketing ». Le but serait de créer une « marque », *Citizens*, à laquelle on pourrait associer chaque nom de ville possible :

Aux États-Unis [les organisations] sont toutes appelées par des noms différents, ce qui en termes de marketing est une très mauvaise stratégie. Pour nous, ce qui va se passer à long terme, c'est que nous aurons une marque, nous avons décidé que « *London Citizens* » était le moyen d'y arriver⁵.

À présent les médias et le pouvoir qu'ils véhiculent, sont considérés avec importance. Neil Jameson qualifie de « scénario du jour »⁶ le contenu des journaux quotidiens. Il encourage ses collègues et les leaders à le lire attentivement. Pour augmenter la visibilité et surtout la compréhension de la nature de *London Citizens* par les médias, la stratégie de l'association consiste à développer des relations privilégiées avec des journalistes précis, qui auront le

¹ "Riots: 'My familiar childhood places had been turned into a war zone'".

² "Gangs offer people power, reputation and territory, so we've got to provide them an alternative – and that is politics".

³ "Their immediate response to the riots will be a massive consultation exercise in which they hope to get the views of 100,000 people across the capital, looking to decipher the issues and work towards solutions".

⁴ "Communities Organised for a Greater Bristol".

⁵ "In the united states they are all called different names, which in terms of marketing is a terrible thing to do.(...) For us what will happen in long term is that we will have a brand, we very much decided that "*London Citizens*" is the way to do it" (Colin W., entretien du 18.04.08).

⁶ "The script of today" (Neil Jameson, formation du 14.10.09).

temps et l'envie de comprendre ce qui se cache derrière le nom et les campagnes de l'organisation. De plus, *London Citizens* a bénéficié d'une conjoncture favorable ces trois dernières années, dont elle a su se saisir.

B. L'« effet Obama »

L'analyse que font les membres de *London Citizens* de leur médiatisation accrue depuis 2008 reprend les éléments analysés dans la première section en y ajoutant la crise économique et ce que nous pouvons appeler l'« effet Obama ».

J'imagine que notre expérience générale avec les médias jusqu'à l'an dernier [2009] peut se résumer par ignorés et incompris. (...) Incompris car ils ne savaient pas vraiment ce qu'était le *community organizing*. Mais je pense que ça a changé avec l'environnement médiatique comme l'élection de Barack Obama et le fait que nous soyons soudainement devenus à la mode ; comment cela s'est-il produit ? Parce qu'en septembre 2008, avec l'effondrement des marchés combinés avec les scandales des dépenses parlementaires. C'est arrivé quand à la fois l'État et les marchés étaient discrédités et ce qui est arrivé quand l'État et les marchés sont rentrés en crise est qu'ils ont regardé la société civile. (...) On est dans le *Guardian* tous les deux jours en ce moment!

La campagne présidentielle américaine de 2008 a aidé à médiatiser les méthodes d'Alinsky pour l'organisation des communautés et donc *London Citizens*. Le succès politique de Barack Obama est souvent attribué, en partie, à son expérience dans les rues de Chicago en tant que *community organizer*. Les liens entre le président américain et le BBCO ont bénéficié d'une couverture médiatique relativement importante au Royaume-Uni. Entre autres², la journaliste Madeleine Bunting écrit dans *The Guardian* le 12 mai 2009 :

Obama a décrit ses trois ans de *community organizing* comme « la meilleure éducation que j'ai jamais eue ». Michelle dit de son mari qu'« il n'est pas un politicien avant tout. C'est un activiste communautaire qui explore la viabilité de la politique pour créer du changement. » Vous n'avez pas besoin d'aller à Chicago pour comprendre de quoi il s'agit. Vous pouvez aller à Whitechapel³. *London Citizens* y utilise exactement la

¹ “I suppose our general experience with the media until last year could be summed up as ignored and misunderstood. (...) Misunderstood because they didn't know what community organizing really was. But I think it was transformed with the environment like Barack Obama's election and the fact that we suddenly have become the flavour of the moment; why this happened? Because September 2008, with the collapse of the markets combine with the parliamentary expenses scandals. So it has happened when both the state and the market are being discredited and what happened when the state and the market enter to crisis is that they looked to civil society. (...) We're in the guardian at the moment every couple of day!” (Austen, entretien du 08.04.10)

² Un autre exemple de citation, extraite d'un article de Jessica Elgot (2011) paru dans *The Jewish Chronicle*, parle de *London Citizens* comme d'une activité très récente à Londres : “Barack Obama has consistently attributed his political success to his experience on the streets of Chicago as a community organiser, training church leaders, youth groups and activists to use their combined influence to affect political change. The US President was trained as an organiser by the *Industrial Areas Foundation*, founded by a Jew, Saul Alinsky, who is recognised as the father of community organising. The system is popular in the US but has only recently began to gather steam here. This month will see the launch of North *London Citizens*, a community organising group which aims to apply Mr Alinsky's techniques to modern communities”.

³ Quartier de l'Est de Londres (arrondissement de Tower Hamlet) où se trouvent les bureaux de *London Citizens*.

même formation et les mêmes principes qu'Obama quand il travaillait en tant que *community organizer*¹ (Bunting, 2009).

Les partisans de *London Citizens* utilisent la renommée d'Obama pour faire la publicité de l'organisation, ou simplement pour faire comprendre l'activité des organisateurs. Un employé de l'association explique ainsi que quand on lui demande de décrire son travail, « c'est dure à expliquer alors je dis "c'est ce que faisait Barack Obama" et on me répond : "ok, j'ai compris, on sait ce qu'il faisait à Chicago" »². Dans les communiqués de presse concernant les événements de *London Citizens*, cette dernière se présente maintenant comme :

Une puissante et large alliance d'organisations civiques qui a remporté des victoires importantes pour les gens ordinaires. Derrière elle, *Citizens UK* (anciennement COF), a formé plus de 2 000 leaders des communautés selon les méthodes du *community organizing* pratiquées autrefois par Barack Obama dans les rues de Chicago³.

Sur le site internet de l'Université *Queen Mary* de Londres, Jane Wills présente son nouveau Master en *community organizing* comme suit :

Tout comme Obama l'a fait dans les projets de Chicago dans les années 1980, (...) nos étudiants apprendront comment de larges alliances de pouvoir comme *London Citizens*, en organisant les intérêts des communautés, arrivent à obtenir une place à la table des prises de décision et à s'assurer que leurs voix soient entendues⁴.

Dans la même lignée, un article de *The Independent* titre : « le facteur Obama booste le Master en *Community Organizing* »⁵ (Davis, 2010). Paul Mason a été l'un des premiers journalistes influents à non seulement être conscient de la nature des activités de *London Citizens*, mais aussi à promouvoir sa publicisation. Il raconte l'effet qu'a eu « Obama » dans l'intérêt que ces collègues journalistes ont bien voulu porter à l'organisation.

Je suis journaliste, mon domaine principal, c'est le monde des affaires. J'ai une raison de parler de [*London Citizens*] parce qu'ils font la campagne sur le *Living Wage*. La responsabilité sociale des entreprises était un concept à la mode au début des années 2000 et je voulais parler avec des gens qui savaient ce que c'était. (...) J'ai vu cette campagne et je me suis dit que c'était très passionnant. Je suis allé les filmer et Barclays est venu me dire qu'ils acceptaient le *Living Wage*. C'était une exclusivité pour nous. Et j'ai eu une longue conversation avec Neil qui m'a expliqué tout le truc

¹ "Obama described these three years of community organising as the "best education I ever had". Michelle says of her husband that "he is not first and foremost a politician. He's a community activist exploring the viability of politics to make change." You don't need to go to Chicago to find out what this is about. Try much closer to home, Whitechapel. Here *London Citizens* uses exactly the same training and principles as Obama did when he worked as a community organiser".

² "It's very hard to explain so I just say look at Barack Obama and that's fine... They say ok ok we know what Barack Obama did in Chicago" (Emmanuel, entretien du 21.08.09).

³ "*London Citizens* is a powerful broad-based alliance of civic organisations which have won significant victories for ordinary people. Behind it is CitizensUK (formerly COF), which has trained more than 2,000 community leaders in the methods of community organising once practised by Barack Obama on the streets of Chicago" Source : Communiqué de presse produit par *London Citizens* annonçant l'assemblée du Barbican le 25 novembre 2009.

⁴ "Just like Obama did in Chicago's projects in the 1980s," said Professor Wills, "our students will learn how broad based power alliances like *London Citizens*, organising the interests of communities, get a place at the decision-making table and ensure their voice is heard." Source : "New Masters gives graduates the 'Obama factor'" sur le site internet de la *Queen Mary, University of London* : <http://www.qmul.ac.uk/media/news/items/hss/27084.html> (consulté le 01.08.11).

⁵ "Obama factor prompts MA in community organizing".

sur Alinsky et après j'ai essayé de l'expliquer à mes collègues et ça les ennuyait profondément jusqu'à ce que, 5 ans plus tard, Barack Obama arrive et puis tout le monde voulait savoir qui était Saul Alinsky. (...) Je leur ai dit « d'accord, venez avec moi dans l'Est londonien pour voir ce qu'ils font et je vous expliquerai pourquoi c'est important »¹.

La volonté et l'activité de Paul Mason ont été déterminantes pour faire connaître l'organisation par le public – en y consacrant plusieurs émissions de télévision – et les journalistes. À l'image de la relation qu'il a développée avec les organisateurs, ces derniers tentent d'en construire avec d'autres journalistes, illustrant à nouveau le concept du « pouvoir relationnel » cher au BBCO : « nous essayons de construire de bonnes relations avec des journalistes individuels qui peuvent ainsi développer une compréhension de ce que l'on fait et apprécier ce que c'est, mais ça va prendre du temps »².

L' « effet Obama » sur les membres

On peut également observer un « effet Obama » sur le recrutement et la motivation des organisateurs et des membres comme en témoignent cet employé et ces deux « leaders » :

« Je regardais les élections américaines, je regardais les primaires en Caroline du Sud et j'ai regardé le discours d'Obama qui lui a fait gagner la primaire en Caroline du Sud. Je suivais l'élection depuis longtemps et je me suis alors dit que je voulais faire partie de la campagne, du coup je suis allé faire un stage là bas dans le cadre de la campagne des primaires d'Obama. Et j'ai lu son *livre Dreams from my father* quand j'étais là-bas, et il y parlait de *community organizers*, de lui quand il était plus jeune. Alors quand je suis revenu à Londres, j'ai tapé sur Google, "*Community organizing London*" et *London Citizens* était le premier résultat! Et j'ai juste fait l'école d'été [*summer academy*] et ils ont dit « on a un poste qui s'ouvre pour travailler sur une campagne sur le logement³. »

« Ca me permet de faire quelque chose de positif pour les autres comme Obama le faisait⁴. »

¹ "I'm a reporter, my main job is to report business. I do have a reason to report on them because they campaign on Living Wage. Corporate Social Responsibility was coming in fast in the early 2000 and I wanted to talk to people who knew about CSR (...) I saw this campaign and I thought it was really exciting. I went to film them, Barclays came to me and said we accept the Living Wage. We had that as an exclusive story. And I spent a long conversation with Neil who explained to me the whole Alinsky thing and then I tried to explain this to my colleagues and they were deeply bored by it until five years later when Barack Obama came in and then everyone wanted to know who is Saul Alinsky. (...) I said to them ok so come with me in east London to look at what they are doing and I will explain to you why this is important" (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

² "We try and build good relationships with individual journalist who actually develop more sophisticated understanding on what we're doing and appreciate what it is, you know it is going to take time" (Catherine, entretien du 22.04.08).

³ "I was watching the American elections, I was watching the South Carolina primary and I watched Obama's speech which gave him the South Carolina primary. And I have been following the election for ages and I just thought I wanted to be part of the campaign so I went down doing an internship for the Obama primary campaign. And when I was there I read his book, *dreams from my father* and he talks about community organisers when he was younger so when I came back to London I juts googled community organizing London and *London Citizens* came up! And I've just done the summer school and they said oh we got a job coming up working on housing campaign" (David, entretien du 29.10.09).

⁴ "it gives me the opportunity to do something positive to other people like Obama did" (Edwin, entretien du 29.09.09)

« Ce qui pour moi est passionnant c'est de regarder Barack Obama, c'est exactement la même chose, il est noir, il vient du *community organizing* et il peut devenir le premier président noir des États-Unis¹. »

C. Développer des relations durables avec les journalistes

En novembre 2009, *London Citizens* a pris l'initiative de proposer une réponse des « citoyens » à la crise économique. Elle a organisé une assemblée avec 2 000 membres pour se confronter aux élites politiques et économiques, en plein centre de la *City Of London*, le quartier financier de la capitale britannique. L'événement a été largement repris par la presse générale ainsi que par les médias financiers. Il a permis d'approfondir des contacts avec certains journalistes. La confiance d'une journaliste en particulier, proche du Parti travailliste, a été instrumentale dans la prise de contact entre l'organisation et les élites politiques au niveau national, ce qui, nous le verrons, aboutira à l'assemblée du 3 mai 2010. Un autre acteur de cette montée en puissance de l'organisation², Maurice Glasman, chercheur à la *Metropolitan University* et membre de *London Citizens*, explique :

Une journaliste du *Guardian* qui s'appelle Allegra Stratton a commencé à vraiment s'intéresser à tout ça. Elle a vu l'événement et elle a vraiment partagé son carnet d'adresses avec nous et a commencé à écrire sur nous, elle est très respectée et ainsi plus de gens ont commencé à écrire et ça a forgé l'opinion des journalistes avec qui nous n'avions jamais eu de liens en 18 ans de *Community Organizing*. Pas d'intérêts des journalistes, c'était trop ennuyeux, des religieux et pas de célébrités³.

La position d'une autre journaliste, Polly Toynbee, illustre l'aboutissement de la construction de relations avec les médias recherchée par les organisateurs. Convertie au discours de l'organisation sur sa représentativité et séduite par ses actions, elle fait maintenant partie d'un comité stratégique de la campagne *Living Wage* mis en place par son financeur principal, le *Trust for London*, et est donc une alliée officielle de l'association :

J'ai souvent couvert leur travail, car ce sont les organisateurs *grassroots* qui ont le plus de réussites, contrairement à d'autres, ils réunissent les religieux et les syndicalistes et prennent les employeurs par surprise avec leur authenticité. J'ai souvent été en contact au fil des années et je fais maintenant partie de l'advisory board de la

¹ “what for me is so exiting is look at Barrack Obama, he’s exactly the same, he’s black man, he came from community organising and he could be the first black president in the united state” (Patsy, entretien du 28.04.08)

² Nous avons notamment vu dans le chapitre précédent qu’il avait été au centre de la genèse de la campagne en réponse à la crise économique qui aboutit à l’assemblée du 25 novembre 2009.

³ “A Guardian journalist called Allegra Stratton really became interested in this. She saw the event and she really shared her contacts with us and started writing about us, she’s very respected and then more people started writing so it built up the mind of the journalists which we had never had relationships within 18 years of Community Organizing. No interests from the journalists, it was too boring, religious people and no celebrities” (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10)

campagne Living Wage¹.

Un autre journaliste de *The Independent* rappelle le parcours de Barack Obama et présente le *community organizing* comme « quasiment non détecté par la politique ». Il poursuit que « cette forme d'activisme démocratique est déjà arrivé en Grande Bretagne » et a selon lui un « impact majeur dans la capitale. Cela se passe essentiellement à travers une organisation appelée *Citizens UK*, dont *London Citizens* est le plus gros groupe »². Dans un souci de transparence, il précise dans la suite de son article qu'il est proche d'un des organisateurs³ (Rajan, 2011), illustrant ainsi le rôle décisif des relations construites avec les journalistes (aidées dans ce cas par les parcours universitaires des organisateurs⁴) au-delà de la conjoncture favorable pour la publicisation de *London Citizens*.

Cette lente mais fructueuse stratégie révèle la compréhension graduelle, par les organisateurs, des mécanismes contemporains de la médiatisation et notamment des « procédés d'amplification et de formatage rhétorique que sont les médias » (E. Neveu, 2010, 245). La publicisation des caractéristiques que *London Citizens* souhaite mettre en avant – une *broad-based community organization* représentant la société civile et non une organisation spécialisée dans telle ou telle campagne – découle ainsi en partie « du réseau des interactions qui structurent le travail médiatique » (E. Neveu, 2005[1996], 105). En développant des relations durables avec des journalistes, l'obstacle à la publicisation que constitue le temps d'enquête, de plus en plus court (Ruffin, 2003), est évacué. À ce sujet, ce que nous appelons l'« effet Obama » a permis un gain d'informations considérables. À travers le parcours du président américain, les journalistes ont pu se pencher avec intérêt sur la véritable nature de l'organisation, laquelle étant rapidement descriptible par la formule « ce que faisait Obama à Chicago ». En retour, les organisateurs ont appris comment se prêter au jeu des médias. En proposant des communiqués de presse, ils facilitent la rédaction aux journalistes. Ils ont également intériorisé l'injonction à produire des illustrations dotées d'une forte charge émotionnelle (E. Neveu, 2005[1996], 106). Pour chaque action, ils communiquent des

¹ “I have often covered their work, because they are the most successful grassroots organizers, unlike any other, combining faith with trade unions, and taking employers by surprise with their authenticity. I have been in touch often over the years and am now on the advisory board of the Living Wage campaign” (Polly Toynbee, courriel du 30.03.10).

² “Almost undetected by most of our polity, this form of democratic activism has come to Britain, and is making a brilliant and dramatic impact in the capital especially. It is doing this mainly through a body called *Citizens UK*, of which *London Citizens* is the biggest sub-group.”

³ “(Full disclosure: I had a very small walk-on part with *London Citizens* a few years back, and its lead organiser is a close friend)”.

⁴ L'organisateur en question et le journaliste Amol Rajan se sont en effet rencontrés sur les bancs de l'Université de Cambridge. Plusieurs organisateurs sont issus de cette prestigieuse université, comme de celle d'Oxford.

témoignages issus de leurs membres aux différents médias¹. Aucun employé n'est cependant en charge, ni spécialisé, dans le développement de la communication avec les médias. Austen Ivereigh, qui fut organisateur pour la campagne *Strangers into Citizens* de 2006 à 2007 puis organisateur à *West London Citizens* en 2009, était le seul à avoir une expérience dans le domaine des médias, ayant été conseiller en affaire publique du cardinal de Westminster. À présent simple « leader » de l'association (via son église), il écrit toujours de nombreux articles sur *London Citizens* dans différents médias et a plus particulièrement permis sa médiatisation dans la presse catholique (*The Tablet* pour le Royaume-Uni et *America* pour les États-Unis). Par ailleurs, l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication par *London Citizens* reste limitée. Depuis 2010 seulement, l'association diffuse de l'information maîtrisée et rédigée par les employés, stagiaires ou bénévoles, via un blog dont les articles sont relayés sur un compte *twitter* et une page *facebook*². Les articles ne sont à ce jour que très peu commentés et ces sites internet ne sont pas vraiment un lieu de débat mais plutôt de diffusion d'informations.

La reconnaissance médiatique comme source de motivation, récit d'un engagement

La médiatisation de *London Citizens* constitue également une source de motivation pour ses membres comme l'explique cet organisateur qui retrace l'histoire de son implication au sein de *London Citizens*. Cet extrait permet, en écho avec le chapitre précédent, d'illustrer également le processus de développement au « leadership » et d'éclairer la motivation à l'engagement que représente l'efficacité des campagnes.

« J'ai commencé à *London Citizens* il y a 12 ans, je faisais du bénévolat par mon église mais mon église n'était pas tant impliquée que ça, mon pasteur était impliqué. C'est probablement le cofondateur de la COF. Eric Brown et son fils Wayne Brown dans le Sud de Londres font partie de *South London Citizens*. Alors j'ai fait du bénévolat au bureau, de l'administratif, je prenais des appels la première fois et la deuxième fois j'ai fait du bénévolat sur le *Living Wage*. Je suis allé à Liverpool Street pour interroger des agents de nettoyage, on était en 2001 et ensuite aux alentours d'octobre 2001, j'ai aussi fait les 5 jours de formation mais je ne m'en suis jamais vraiment servi car mon église, même si je me suis engagé grâce à mon église, (...) est dans le Nord de Londres.

Mais je voyais *London Citizens* dans les journaux tout le temps et du coup je continuais à faire du bénévolat ici. En faisant des entretiens avec les balayeurs, quelques mois plus tard, on voyait Neil Jameson ou quelqu'un d'autre parler des progrès de la campagne(...), je voyais le progrès, je me disais, ça marche!

¹ Jouer avec les émotions n'est pas une stratégie que *London Citizens* a mise en place spécifiquement pour répondre aux besoins des médias. Nous avons vu que les témoignages sont mis en scène pour attaquer les cibles des campagnes comme pour susciter de l'empathie parmi les membres de l'organisation.

² Le compte *twitter* de *Citizens UK* ouvert en mai 2010 comptait au 16.02.2011 : 730 *Tweets* et 1 092 abonnés. Au 02.07.2012, il comptait 1 750 *Tweets* et 3 366 abonnés. Durant la même période la page *facebook* de *Citizens UK* est passée de 681 à 1622 *likes*. On peut noter que la stratégie de communication de cette association ne s'inscrit pas dans les réseaux de militants, souvent altermondialistes, de production alternative et critique d'informations (Cardon et Granjon, 2003).

Du coup, la troisième fois que j'ai fait du bénévolat, en 2004 après mon diplôme de théologie, à nouveau sur le Living Wage, (...) c'était vraiment très bien parce que j'avais commencé au tout début et on pouvait voir le progrès en quelques années et ça avait vraiment beaucoup avancé.

Je me suis dit, hum, c'est vraiment une bonne organisation avec laquelle travailler. Mais je ne pensais pas être assez expérimenté pour être organisateur mais au fond de mon esprit, je me disais, quand je serais plus compétent, ça pourrait être une opportunité. Et je suis resté en contact avec Neil, chaque fois que je voyais l'organisation dans les journaux, je l'appelais pour le féliciter et lui demander des nouvelles. Et je suis resté en contact au fil des années et puis quand une opportunité s'est présentée avec *London Citizens*, je me suis dit, c'est l'occasion, je pensais avoir alors assez d'expérience en travaillant moi-même, de mon côté, avec différentes communautés. (...) Ça a donc été un long processus mais chaque fois que je voyais *London Citizens* dans les médias, c'était ce wow, c'est vraiment, vraiment super¹. »

Conclusion du Chapitre 3

Vers l'assemblée du 3 mai 2010

L'assemblée organisée en réponse à la crise économique le 25 novembre 2009 permit à un « Objet Politique Non Identifié » de faire son entrée dans la campagne pour les élections nationales, qui commençaient alors à cristalliser l'attention médiatique. Le caractère de cette assemblée, annoncée comme populaire et « démocratique », contrastait avec le quartier dans lequel elle était organisée, la *City Of London*, le territoire le plus riche et le moins démocratique du pays. De nombreux journalistes et personnalités politiques s'y rendirent, grâce à l'activisme de certains d'entre eux mais également à l'« effet Obama ».

Nous avons eu un grand retentissement le 25 novembre [2009], bien plus grand que nous avons l'habitude à *London Citizens*, c'était un gros coup dans la classe politique de manière générale. Les deux personnes vraiment importantes qui ont répondu étaient les conservateurs qui virent pour la première fois la "big society". Ils adorèrent l'événement mais détestèrent les revendications. Et le *Labour* était en quelque sorte très intéressé par les revendications mais ne pouvait pas comprendre l'événement².

¹ Emmanuel, entretien du 21.08.09. Le texte original de la retranscription de cet extrait d'entretien se trouve en Annexe.

² "We made a very big impact on November the 25th [2009], much bigger than we - we're quite used to it, *London Citizens* - but this was a big one inside the political class generally the two really big people who responded were the conservative who saw for the first time the "big society". They loved the event but hated the agenda. And labour were kind of very interested in the agenda but couldn't understand the event" (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10).

L'intérêt que suscita cet événement au niveau national rejoint un contexte politique favorable à *London Citizens* : l'impopularité croissante du Parti travailliste alors encore au pouvoir, l'intérêt pour la société civile du candidat conservateur, les accusations de corruption et le scandale des notes de frais des députés – Florence Faucher-King (2010) parle à ce sujet d'une « crise inédite de la représentation » – et la montée en puissance du 3^{ème} homme suite aux premiers débats télévisés de la campagne électorale, le leader du parti libéral démocrate venant ainsi troubler l'habituel duel entre les partis conservateur et travailliste. Pour comprendre l'événement du 3 mai 2010, s'ajoutent notamment à ce contexte le rôle de « courtoisie » d'une journaliste entre *London Citizens* et des personnalités travaillistes – en quête de renouveau comme nous le verrons dans le chapitre suivant – et la détermination d'un homme, le directeur de *London Citizens*, d'aller jusqu'à l'organisation d'une assemblée nationale¹.

En février 2010, des invitations pour un tel événement furent envoyées aux leaders des trois principaux partis. Un petit groupe de membres et d'organiseurs de *London Citizens* rencontra successivement différents conseillers des candidats afin de les convaincre. Nick Clegg signala alors sa volonté de participer à une éventuelle assemblée, à condition que l'un des deux autres candidats accepte également. Deux semaines avant les élections, après l'avoir d'abord poliment décliné malgré sa venue personnelle dans les bureaux de *London Citizens* en mars, David Cameron finit par répondre positivement à l'invitation. De son côté, Gordon Brown, qui avait également décliné la proposition, ne semblait pas vouloir changer de position. *London Citizens* se lança tout de même dans l'organisation de l'assemblée, en espérant que Gordon Brown se décidât enfin à venir. Le 6 mai, jour des élections, Maurice Glasman, membre de *London Citizens*, raconte sa vision des « coulisses » du 3 mai dans lesquelles il a été très impliqué :

Aucun intérêt de la part de Brown, notre premier ministre, mais en gros ce qui s'est produit, c'est qu'on a rencontré Ed Miliband² et on lui a remis nos revendications. Un autre type important, c'est Patrick Diamond³ qui a écrit le manifeste avec Ed Miliband, [suite à l'assemblée du 25 novembre 2009,] de manière très individuelle, il s'est complètement impliqué avec nous, il a commencé à venir à des réunions. Je pense qu'il était honnête, il voyait ça comme un moyen important de renouveler le Parti travailliste. (...) De manière très inattendue, après beaucoup de pression⁴, le Parti travailliste a inclus le *Living Wage* dans leur manifeste! Et la limitation des taux

¹ Neil Jameson avait par exemple déclaré lors de l'assemblée annuelle de *London Citizens* en décembre 2009 : "If not now when? If not us who?" À ce moment là, il était l'un des seuls à croire dans la faisabilité d'une telle assemblée.

² Ancien ministre du gouvernement Brown et leader du Parti travailliste depuis 2010.

³ Conseiller du gouvernement travailliste. C'est la journaliste Allegra Stratton qui l'a mis en contact avec *London Citizens*.

⁴ Notamment de la part du *Daily Mirror*, seul journal à soutenir le Parti travailliste dans la campagne, qui a annoncé, sans que cela ne soit décidé, que le *Living Wage* avait été ajouté au manifeste.

d'intérêts et la recapitalisation (...) Tout y était et aussi les CLT mais apparemment personne ne l'avait dit au premier ministre. (...) Les *Lib Dem* ont grimpé dans les sondages et les conservateurs sont devenus très inquiets, et de manière soudaine, David Cameron a dit « je vais venir à votre assemblée ! » Il pensait qu'il devait se reconnecter à certaines idées des gens locaux et puis Brown a dit « non » et silence dans le camp de Brown, silence, silence, silence et du coup tous nos amis du Parti travailliste, Ed Miliband, Patrick Diamond, James Purnell¹, John Cruddas², ont mis une grosse pression sur Brown pour qu'il vienne. La réponse de Brown à la pression est toujours « doublement non! Je ne le fais pas. » Du coup, on était à deux jours de l'événement, et c'était tellement mal barré pour le Parti travailliste, tout seul dans son bunker, que la pression a fini par l'emporter. Il y avait un journaliste, également, Jason B T du *Daily Mirror*, le seul journal à soutenir le Parti travailliste, qui a alors commencé à dire : « si vous n'y allez pas vous êtes finis, vous devez y aller, le *Mirror* couvrira l'événement et vous consacrera la une ». Il a fini par dire qu'il viendrait³.

Les assemblées organisées par *London Citizens* avant les élections, ou plus ponctuellement comme celle du 25 novembre 2009, permettent d'obtenir l'« attention politique » – qui pour Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès est discriminatrice « tellement de questions sont en débat dans les sociétés contemporaines et tellement de voies d'action possibles » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 84). Cette « attention politique », et plus généralement, l'accession de l'association « au statut d'interlocuteur légitime », résulte des trois dynamiques interdépendantes de publicisation analysées dans ce chapitre, entre saisie d'opportunité politique, stratégie pragmatique et médiatisation. La mise en politique de *London Citizens* comme représentante de la société civile s'accompagne de la volonté de l'organisation de changer les règles du jeu politique à différentes échelles. Dans un des documents présentant *Citizens UK* (anciennement COF), on peut lire : « nous ne nous considérons pas comme une autre faction, groupe de pression, parti politique ou lobby »⁴. L'organisation souhaite clairement se différencier des jeux institutionnalisés organisant les rapports entre l'État, le

¹ Ancien député travailliste. Il est devenu proche de *London Citizens* à partir de l'assemblée du 25 novembre 2009, également grâce à la journaliste Allegra Stratton. Nous analyserons les interactions entre *London Citizens* et ces personnalités travaillistes dans le chapitre suivant.

² Ce député travailliste, catholique et à la gauche du parti, soutient certaines campagnes de *London Citizens* comme *Strangers Into Citizens*. Maurice Glasman explique ainsi qu'il se connaissait déjà : “John Crudda I knew from before because is a catholic left man so he already had a feeling for, was very supportive (...) and he completely got the interest rate cap. He went really public on the interest rate cap.” (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10).

³ “No interest at all from Brown, our prime minister, but essentially what happened is that we met with Ed Miliband so that we put our agenda to him. Another important guy was, he wrote the manifesto with Ed miliband, a guy called Patrick Diamond, in a very individual capacity he completely engaged with us, he started coming to meeting. I mean genuinely, he saw this as a very important mean of labour renewal. (...)But then unbelievably after a lot of pressure, labour adopted the LW as part of their manifesto! And the interest rate cap and the recapitalisation, (...). All there and the CLT but nobody have seem to tell it to the Prime Minister (...)The Lib Dem surged in the polls and the conservative became very worried so suddenly David Cameron said I will come to your assembly! He thought that he had to reconnect to some ideas of local people. And then Gordon Brown said, ‘no’ and silence from the Brown camp, silence, silence, silence and so all our people Ed Miliband³, Patrick Diamond, James Purnell, John Cruddas, all put huge pressure on Brown to come. The response of Brown to pression is always double no! I’m not doing it. So then we were two days before the event.; and then it was so bad I think for labour, down there in the bunker, that the pressure prevailed and there was a journalist Jason B T from the daily mirror who was the only newspaper to support labour, just started saying if you don’t go you’re finished, you’ve got to go, the mirror will cover it, will give you the front page... And then he said he’d come” (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10).

⁴ “We do not see ourselves as another faction, pressure group, political party or single issue action group or lobby.” Source : Document officiel de présentation de la COF (2004) *Reweaving the fabric of society, position statement of the citizen organising foundation*

Marché et la société civile. Le chapitre suivant interroge le rôle que *London Citizens* joue effectivement et ses effets dans la structuration des relations de pouvoir existantes. Il reviendra entre autres sur l'intérêt de la sphère politique pour l'organisation qui est allé au-delà de la participation des trois candidats à l'assemblée du 3 mai 2010.

CHAPITRE 4

Contre-pouvoir et influence politique

Introduction

Nous avons montré comment *London Citizens* arrivait à se faire identifier dans l'arène publique comme solution à la « crise du politique » et à la « fracture sociale ». Dans quelles mesures cette reconnaissance est-elle allée jusqu'à, d'une part, modifier les agendas décisionnels et, d'autre part, restructurer l'ordre politique et la gouvernance londonienne, voire nationale ? Nous distinguons les effets induits par les réussites de certaines campagnes de *London Citizens* – « effets substantiels » – de ceux résultants de la globalité de son action tant sur la scène politique que sociétale – « effets structurels ». Mais ces deux conséquences sont interdépendantes. Si l'action de l'organisation a des effets sur les agendas décisionnels, quelles orientations structurelles se déduisent de cette influence et de ces décisions ? De plus, ces conséquences politiques doivent être croisées avec les effets culturels de l'action et de la publicisation de l'organisation. Si de nombreuses demandes de l'association sont satisfaites, elles représentent peut être moins une avancée politique, au sens *policy* du terme, qu'une construction d'un pouvoir collectif et d'un vecteur d'engagement civique pour les personnes engagées ou témoins de la mobilisation. Au final, l'action de l'organisation peut-elle contribuer à changer la manière dont les relations de pouvoir sont exercées ?

Le mot « pouvoir » est au centre des discours de l'organisation. Mais la nature du pouvoir visé par *London Citizens* est différente si l'on considère les campagnes gagnées à court terme, c'est-à-dire les effets substantiels, et les objectifs à long terme : changer la structuration de la gouvernance londonienne, voire nationale. Lors de l'assemblée du 3 mai, chaque discours des leaders des trois partis en compétition est précédé de la présentation des demandes de *Citizens UK* :

Le premier point [de notre manifeste] est le plus important car il demande au prochain gouvernement de placer la société civile à la table de la gouvernance de la

nation. Avec les autres points¹, nous ne demandons pas au gouvernement d'apporter des solutions aux problèmes que les communautés sont les mieux placées pour résoudre, mais de mettre en place, comme seul peut le faire le gouvernement, un cadre dans lequel nos communautés peuvent le mieux s'épanouir².

La première section interrogera ce rôle dans « la gouvernance de la nation » que souhaite donner *London Citizens* à la société civile qu'elle organise, notamment vis-à-vis de la puissance publique. Nous avons vu qu'en créant ses propres règles du jeu de la participation citoyenne, *London Citizens* souhaite éviter certaines limites rencontrées par les pratiques d'*empowerment* institutionnalisées. Les « formes de renouvellement de la politique » induites par ces dernières permettraient plus aux structures de pouvoir existantes de se reproduire qu'une « réelle transformation de l'ordre politique » (Jouve, 2005, 336). Dans la pratique, ce positionnement critique reste plus dur à tenir. Stratégiquement, nous avons vu que l'organisation passait rapidement de l'opposition au partenariat avec les cibles publiques comme privées de ses campagnes. Mais sur le long terme, comment *London Citizens* articule-t-elle logiques de contre-pouvoir et de coopération ?

Dans une seconde section, nous analyserons les suites de l'assemblée du 3 mai 2010 qui a été le point départ de deux types de tentatives d'appropriation du modèle du *community organizing*, de la part des deux principaux partis du Royaume-Uni. L'un y voit une manière de se renouveler en interne, l'autre y voit un moyen d'envisager la délégation d'une partie de l'action publique locale aux communautés. Au-delà de la reformulation d'idéaux démocratiques, observe-t-on une restructuration du champ politique ou simplement une instrumentalisation de l'action de *London Citizens* ? Les contradictions soulevées par cet « effet structurel » révèlent en tout cas l'ambivalence de l'action de *London Citizens*, notamment vis-à-vis du rôle qu'elle souhaite donner à la société civile.

¹ Rappelons que les autres points de l'« agenda du peuple » sont : un salaire décent pour tous les contrats du gouvernement, la baisse de l'usure avec un plafonnement des taux d'intérêt, la fin de la détention des enfants immigrés, la mise à disposition de terrains pour la construction de Community Land Trust et la légalisation des immigrés clandestins ayant « établi leurs racines » au Royaume-Uni.

² “The first is the most important for it asks the next government to place civil society at the table of the governance of the nation. With the others, we do not ask government to solve what communities themselves are best placed to tackle, but to put in place, as only government can do, a framework within which our communities can best thrive.” Source : script de l'assemblée du 03.05.10.

Section 1. Responsabiliser la société civile pour quoi?

De longs et innombrables débats questionnent souvent les initiatives citoyennes ou politiques dans le champ du social, et notamment au sein de la nébuleuse communautaire. « Est-ce la justice sociale et la démocratie ou bien le contrôle social »¹ qui motivent ces pratiques (Tobin, 1988, 454) ? De même, la démocratie, qu'elle soit invoquée par l'idéologie libérale ou égalitaire n'implique pas les mêmes pratiques et normes. Dans la démocratie libérale, il est par exemple légitime de limiter la souveraineté populaire, valeur pourtant incontournable de la démocratie égalitaire, au nom de la liberté (Mouffe, 2000, 2–4). Explicitement, *London Citizens* parle sans cesse de valeurs progressistes qui guident son action telles que la « justice sociale » et la « démocratie ». Elle œuvre pour obtenir des rapports au pouvoir plus juste pour la société civile, souvent isolée face à l'État et au Marché, et ainsi renforcer la démocratie. Elle part du principe qu'il existe certes des divergences d'intérêts au sein de la société mais que certains intérêts sont communs notamment quand il s'agit de s'opposer aux intérêts économiques des plus puissants. Mais, dans la pratique, cette volonté ne se traduit pas systématiquement par une position claire du rôle de la société civile et de ses relations avec les puissances publiques et privées.

Dans un premier temps, nous verrons que la nature du rôle qu'envisage de donner *London Citizens* à la société civile diffère selon le terme – court ou long – de son action. Les effets substantiels sont tels qu'ils ne remettent pas en cause la structuration des relations de pouvoirs mais participent, peu à peu, à la construction d'un contre-pouvoir capable de relever ce défi. Dans un deuxième temps, nous essayerons de comprendre comment ce « contre-pouvoir » vise à s'insérer dans la gouvernance et le jeu politique. Le rôle donné à la société civile est alors celui d'un aiguillon démocratique. Puis, nous verrons que les relations construites avec les cibles des actions de l'organisation affaiblissent cette nature de « contre-pouvoir », avant de conclure sur les ambiguïtés de la rhétorique de responsabilisation des citoyens.

¹ “was it social justice or social control”.

A. Des « gouttes d'eau dans un océan », la lente construction d'un contre-pouvoir

Mettre fin à la détention des enfants en centre de rétention, améliorer les conditions matérielles des demandeurs d'asile, amener une nouvelle entreprise à employer des personnes du quartier où elle s'implante, obtenir une baisse du coût des funérailles, faire mettre un filtre sur une cheminée d'usine dégageant de mauvaises odeurs, gagner un agrandissement de terrain de jeu et de nouveaux lampadaires pour une rue ou faire signer une charte pour des Jeux olympiques « éthiques », sans oublier les nombreuses entreprises devenues des *Living Wage employers*, constituent quelques unes des victoires obtenues par *London Citizens* depuis 1996¹. Ces effets substantiels se cantonnent à ce qu'Éric Shragge qualifie de « réformisme pragmatique », c'est-à-dire à « l'amélioration des conditions sociales à l'intérieur des frontières de ce qui existe déjà » (Shragge, 2007, 187). Ces gains ne remettent pas en cause le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs à laquelle souhaite pourtant s'attaquer l'organisation. Dernièrement, la campagne en réponse à la crise économique a certes bousculé quelques institutions puissantes mais sans les faire réellement céder. Il en aurait peut être été autrement si le Parti travailliste avait été élu ; il avait en effet ajouté la totalité des demandes de *London Citizens* à son manifeste (notamment le plafonnement des taux d'intérêts, la création d'une banque populaire et l'adoption du salaire décent pour tous les services du gouvernement). Il reste que la seule proposition de cette campagne pour l'instant mise en place est la contribution des banques à un fond permettant de dispenser des cours d'éducation à la gestion financière (*financial literacy*) : le programme *money matters*.

Au fur et à mesure de sa reconnaissance, de nombreuses critiques s'adressent à *London Citizens*. Celles venant de la gauche de l'échiquier politique critique la non remise en cause du système. Au lieu de militer pour l'abolition des frontières (comme le fait l'association *No Borders*), *London Citizens* a construit une revendication « pragmatique » pour la régularisation des travailleurs immigrés sans papier travaillant depuis plusieurs années déjà dans le pays². Saul Alinsky (1971, 9) invoque certes la recherche d'une alternative au capitalisme, lequel est associé, par Edward Chambers (2004, 124-125), à la « crise américaine » et aux inégalités

¹ Pour de nombreux autres exemples, la liste des campagnes de TELCO de 1996 en 2006 est reproduite en Annexe.

² Ces campagnes « pragmatiques » sont souvent critiquées par les organisations qui ont investi ces sujets depuis longtemps et militent pour un changement global du système ou, à minima, des revendications plus ambitieuses. Voici un exemple extrait du site d'extrême gauche *The Commune* illustrant ces critiques : "The truth of the matter is that any and all immigration policies are racist to the core. And that the only reason that well heeled bourgeois elements like Nick Clegg of the Liberal Democrats and Austen Iveriegh of *London Citizens* support amnesty is that they believe this is advantageous for their class as it provides them with a pool of terrorized workers". <http://thecomune.co.uk/2010/04/27/please-stop-deceiving-our-community/>

croissantes. Mais, en cherchant à construire de larges coalitions et à obtenir des résultats rapidement, les actions de *London Citizens* s'attaquent difficilement aux intérêts des groupes dominants. Bien que le BBCO n'ignore pas la nature idéologique et structurelle des inégalités, il s'attaque essentiellement à des problèmes réels mais secondaires et ne remettrait donc pas suffisamment en cause le pouvoir des élites.

Suite à la campagne *Citizens for Sanctuary*, le débat ayant lieu dans la sphère des associations de défense des droits des demandeurs d'asile, et plus particulièrement dans la communauté juive dont la première synagogue venait d'adhérer à *London Citizens*, résume bien l'ambiguïté des finalités de l'association. *Citizens UK* est accusée de s'être entièrement compromise avec l'agence gouvernementale qui gère les centres de rétentions aux frontières (*UK Border Agency*) et d'avoir, par l'accord à minima trouvé avec ce dernier, sapé le travail de fond effectué par d'autres associations. Les critiques vont même jusqu'à mettre l'association face à ses contradictions. Alors que *London Citizens* « ne souhaite pas dépendre des élites politiques »¹, elle serait en train de devenir une « arme du gouvernement »². Elle est accusée d'avoir « recherché une victoire facile pour pouvoir justifier les frais d'adhésion élevés auprès de ses membres »³ et ce faisant d'être en concurrence déloyale sur le champ de « l'activisme local » avec les autres associations de défense des droits des demandeurs d'asile (Bright, 2011b). L'organisation répond qu'elle n'est pas allée dans le sens du gouvernement et récuse chaque critique (voire encadré ci-dessous pour un aperçu du débat). Mais les effets de son action « pragmatique » sont ambigus. Il est toujours possible de croire qu'elle pourrait obtenir plus, mais comme le suggère le journaliste Martin Bright⁴, les critiques concernant sa trop grande compromission mettent également en lumière la concurrence, en termes de ressource financière, humaine et médiatique, qui existe entre associations agissant sur un même secteur.

Extrait du débat sur le positionnement de *London Citizens* vis-à-vis du gouvernement dans la campagne *Citizens for Sanctuary* par articles interposés dans le journal *The Jewish Chronicle* (JC)

Les associations de défense des immigrés avertissent la communauté juive à propos de London Citizens (Bright, 2011a), le 10 juin 2011

End Child Detention Now a dit au JC que *Citizens UK* s'est appropriée la campagne pour arrêter la détention d'enfants puis a commencé à travailler en tant qu'agent de l'UK

¹ “without depending on the traditional political establishment”

² “an arm of government”

³ “looking for an "easy win" to report back to their member organisation in order to justify the quite considerable fees they pay”.

⁴ Notons qu'avant 2010, ce journaliste était un fervent défenseur de *London Citizens* et de son modèle de participation des citoyens à la politique, nous l'avons d'ailleurs cité dans le chapitre précédent (Bright, 2007).

Border Agency [UKBA] qui est responsable de l'expulsion des familles dont la demande d'asile a été refusée.

“*Citizens UK*, qui se présente comme le foyer du *community organizing* en Grande-Bretagne s'est attribuée de manière surprenante tout le mérite d'avoir mis fin à elle seule à la détention des enfants immigrés alors qu'elle collaborait avec l'UKBA, pour en réalité l'aider à s'assurer que les demandeurs d'asile se fassent discrets” a affirmé le porte-paroles de *End Child Detention Now*, Dr Simon Parker. (...)

(...) *Citizens UK* développe un projet pilote de « soutiens communautaires » : il s'agit de personnes qui ont une « relation de confiance pré-existante avec un demandeur d'asile ». Ces individus donneraient « un soutien continu pour guider l'individu ou la famille faisant une demande d'asile ce qui profite au candidat ainsi qu'à l'UKBA ». (...)

Des critiques disent que travailler directement avec le gouvernement pour faciliter des expulsions va à l'encontre des principes du *community organizing* qui est censé être indépendante du gouvernement. (...)

London Citizens “fière” répond aux critiques le 24 juin 2011

La description de Martin Bright du travail sur l'immigration de London Citizens n'a que peu de choses à voir avec la réalité. Loin d'être un agent de l'UK Border Agency, London Citizens et Citizens UK ont de solides précédents pour ce qui est de montrer du doigt les responsabilités du gouvernement dans les injustices commises dans le cadre du système d'immigration.

Nous avons, au fil des années, participé à un certain nombre de changements positifs pour lesquels Citizens UK a joué un rôle crucial. Par exemple, nous avons convaincu l'UKBA d'investir £800 000 pour transformer le « hangar à bestiaux » de son QG à Croydon en un centre d'accueil humain et décent pour les nouveaux réfugiés ; mettant ainsi fin au scandale des femmes enceintes et des immigrés avec des problèmes de santé obligés de marcher 12 kilomètres pour atteindre les bureaux de l'UKBA à Stockton. Nous sommes heureux de l'introduction du projet pilote de Soutiens Communautaires, un projet sympathique qui exprime la solidarité de la communauté avec les familles d'immigrés. Les Soutiens Communautaires ne dispenseront pas de prestation de l'UKBA. Ce sont des citoyens britanniques qui accueilleront les réfugiés pour s'assurer qu'ils ne sont ni isolés ni exploités. Nous nous sommes battus avec force pour que l'UKBA reconnaisse le droit des citoyens britanniques à aider et à rendre le système plus accountable (...)

Ces changements ne furent pas obtenus à travers une collaboration avec l'UKBA, ni en dispensant des prestations de sa part, mais par une puissante alliance d'organisations communautaires négociant avec le gouvernement pour mettre fin à de telles injustices. Nous invitons toutes les personnes de bonne foi à nous rejoindre dans ce combat.

Signataires : (Rev) Bruce Stokes (Wood Grange Baptist Church), Zrinka Bralo (Migrant and Refugee Community Forum, formerly of the Independent Asylum Commission); et 11 autres personnes, envoyé par Neil.Jameson@londoncitizens.org.uk à The Jewish Chronicle (source : base de données Factiva)

Ces débats par média interposés contribuent, d'une certaine manière, à enrichir la vie de la « cité ». Face à la critique de son pragmatisme, *London Citizens* met en avant les résultats concrets de ses campagnes. La principale campagne de l'organisation, celle pour un revenu décent, compte plusieurs succès souvent cités par les membres de *London Citizens*. Elle est également considérée comme une avancée considérable par certains journalistes et hommes

politiques. « Ils ont réussi ce que les syndicats et la législation n'ont pas réussi à faire »¹ résume ainsi Paul Mason dans un reportage pour l'émission *Newsnight* de la chaîne télévisé BBC 2.

Mais avant tout, les campagnes sont présentées comme un moyen plus que comme une fin de l'organisation. Toujours au sujet du *Living Wage*, Jane Wills, leader très active, nuance cette fois la portée des résultats pour mettre en avant la participation des membres qui sont impliqués dans ces actions :

London Citizens renforce une société de citoyens actifs (...) c'est beaucoup plus significatif que les résultats des campagnes dans un sens. La campagne pour un revenu décent est une goutte d'eau dans l'océan des bas salaires. C'est bien pour les personnes qui en bénéficient mais c'est moins important que ça ne l'est pour les personnes impliquées dans la campagne².

De campagnes en campagnes, les organisateurs et leaders essayent de construire une organisation puissante et une citoyenneté active. C'est dans cet esprit que les organisateurs de *London Citizens* se servent de l'argent obtenu dans le cadre du projet *money matters*. Cette dotation est mobilisée pour former des jeunes membres à donner des cours d'éducation financière. Mais ce faisant ces derniers sont également encouragés à s'impliquer dans l'ensemble des activités de l'organisation et à en devenir des « leaders ». Cette conception du rôle des campagnes rejoint ainsi les observations théoriques montrant que c'est le développement du leadership, individuel et collectif, qui peut seul combattre l'élitisme (Crozier et Friedberg, 1992[1977], 435).

En écoutant le directeur de *London Citizens*, on comprend également qu'atteindre l'objectif visé par les campagnes n'est qu'un objectif secondaire de l'organisation. Pour lui, il s'agit avant tout de donner de l'espoir et de la confiance aux participants :

Cette campagne donne de l'espoir à des milliers de personnes. (...) Donc ça veut dire que si on la réalise, leur espoir va rester avec eux quand ils auront un métier, quand ils auront des enfants, quand ils seront grands parents. Ainsi leur message à leur enfant sera toujours : « ça vaut le coup, mon fils »³.

« Donner espoir » renvoie à la dimension religieuse de l'idéologie du BBCO et illustre un des effets culturels attendus par le fondateur de l'organisation, faire en sorte que les individus prennent collectivement conscience de leur capacité d'action. En leur montrant que le fatalisme n'est pas la seule solution face aux problèmes qu'ils peuvent rencontrer, que les

¹ "They achieved what unions and legislation did not achieve". Source : vidéo *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society* (www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI)

² "London Citizens strengthen an active citizen society (...). That's more significant that the actual deals that are done in a way. Like the living wage is a drop in the ocean really of low paid, so it's good for those who got it but it's less important than what it means for the people involved in it" (Jane Wills, entretien du 01.05.08).

³ "This [strangers into citizens] campaign is giving hope to thousands (...). So, that means if we do it then their hope stays with them when they go to have a job, their hope stays when they have kids, their hope stays when they are grandparents. So that their message to the kids is always: it is worth it son" (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

relations de pouvoir ne sont pas figées mais le résultat d'une lutte constante, c'est l'engagement dans l'action politique via les campagnes de l'organisation – qui d'ailleurs pourront progressivement atteindre des gains plus substantiels – qui est visé. « Un mouvement qui ne débouche que sur de petits changements politiques peut être très bon pour dépasser l'aliénation et l'isolation sociale »¹ des individus engagés (Sabl, 2002, 2). Inversement, l'action d'une organisation peut avoir « des effets civiques regrettables même si elle a réussi à produire des changements politiques concrets »² (*ibid.*). On retrouve l'interdépendance des différents objectifs de l'organisation : participer à la gouvernance en menant des campagnes, construire des relations entre différents individus et communautés et développer des leaderships. Bien que complémentaires pour la mobilisation, ces fins peuvent s'avérer opposées dans la conduite des campagnes de grandes envergures de l'organisation. Les arbitrages des organisateurs sont alors très importants. Ils doivent constamment prendre en compte le fait que les effets politiques de l'organisation sont liés à ses effets culturels. *London Citizens* met en œuvre une « politique tocquevillienne » (*Tocquevillean Politics*) au sens d'Andrew Sabl. En menant des petites actions concrètes et efficaces, elle s'attaque au « problème central de la politique démocratique »³ mis en lumière par Tocqueville à savoir le passage « de l'individualisme à l'incapacité civique jusqu'à l'isolation de la classe supérieure »⁴ et « l'abstraction excessive » (*ibid.*) :

L'on oublie que c'est surtout dans le détail qu'il est dangereux d'asservir les hommes. Je serais, pour ma part, porté à croire la liberté moins nécessaire dans les grandes choses que dans les moindres, si je pensais qu'on pût jamais être assuré de l'une sans posséder l'autre. La sujétion dans les petites affaires se manifeste tous les jours et se fait sentir indistinctement à tous les citoyens. Elle ne les désespère point ; mais elle les contrarie sans cesse et elle les porte à renoncer à l'usage de leur volonté. Elle éteint ainsi peu à peu leur esprit et énerve leur âme (Tocqueville, 2002c[1840], 167).

À travers de petites victoires, *London Citizens* cherche donc plus à créer les conditions d'une mobilisation pour un changement politique et social qu'à y œuvrer. Nous avons également vu que ce qui est visé à travers la participation des membres au processus démocratique interne – et plus largement le développement de leaderships – est la construction d'une organisation puissante. Cette progressive montée en puissance de *London Citizens* lui permet d'envisager des actions politiques plus ambitieuses, à condition de ne pas hypothéquer la mobilisation jusqu'alors construite.

¹ “a movement that results in little policy change can do an excellent job of overcoming servility and social isolation”.

² “can have regrettable civic effects even if it is "successful" in the sense of producing concrete changes in policy”.

³ “central problem of democratic politics”.

⁴ “from individualism to civic incapacity to the isolation of the upper classes”.

La condition pour monter en puissance et être capable de défier la répartition des pouvoirs, que sont les nombreux gains obtenus à court terme, peut également engendrer des effets pervers. À ce sujet, la genèse de la campagne *Strangers into Citizens* montre la potentielle réactivité de l'association face aux éventuels effets non intentionnels de son action. Cette campagne est directement issue de la démarche de recherche-action menée autour du *Living Wage* (analysée en chapitre 1). Grâce aux enquêtes effectuées auprès des travailleurs dont les salaires sont inférieurs au « revenu décent », il est remarqué que la plupart des personnes concernées par la précarité au travail sont des immigrés. L'équipe de la *Queen Mary University* investie dans cette enquête souhaite alors approfondir ce constat. Une étude intitulée *Making The City Work : Low Paid Employment in London*¹ est alors conduite² et publiée en 2005. Il en ressort que 90 % des employés précaires interrogés de manière aléatoire sont des migrants parmi lesquels 50% ont immigré dans les cinq dernières années. Cette étude a été corroborée par les résultats de la campagne menée au sein même de la *Queen Mary University*. La direction de l'université, finalement convaincue de la nécessité de mieux payer ses employés, a décidé d'arrêter d'utiliser un sous-traitant et de devenir employeur direct. Elle a donc proposé un nouveau contrat aux 170 personnes concernées en leur offrant une augmentation de 50% ainsi qu'une nette amélioration de leurs conditions de travail. Au final, seule la moitié des salariés sont venus signer le contrat. Il fallait en effet montrer ses papiers. De même, au sein de l'université SOAS, le directeur avait également cédé aux pressions de la même campagne et décidé de négocier avec le sous-traitant. Celui-ci, agacé, fit appel à la police des frontières qui arrêta tous les travailleurs illégaux qu'il employait³. C'est ainsi que fut malencontreusement officialisée la prédominance d'immigrés, souvent illégaux, dans les secteurs les plus précaires du marché du travail londonien. Cette découverte aboutira à un livre : *Global cities at work : new migrant divisions of labour* (Wills et al., 2009). Face à ce problème, *London Citizens* entreprend une nouvelle campagne en 2006, complémentaire de celle du *Living Wage*, intitulée *Strangers into Citizens*, qui vise à demander au gouvernement une régularisation, sous certaines conditions, des travailleurs immigrés illégaux.

Pourquoi l'immigration est un élément clé dans tout ce qui se passe. Nous essayons de le rendre clair dans ce livre [*Global cities at work*]. Les travailleurs font le boulot parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives, ils n'ont pas de statut. C'est pourquoi nous avons réellement besoin de faire les deux. Ce que fait *London Citizens*, en liant les deux, est

¹ « Ils font fonctionner la ville : les emplois faiblement rémunérés de Londres »

² Elle est soutenue par un programme national de recherche ainsi que par la mairie de Londres qui vient d'adhérer à la campagne. Toujours ancrée dans un processus de recherche-action, cette étude repose sur 341 entretiens qui commencent systématiquement par la présentation de la campagne.

³ Source : <http://freesoascleaners.blogspot.fr/>

très bien¹.

Notons que la campagne *Strangers into Citizens*, bien qu'ayant reçu de nombreux soutiens², n'a pour l'instant pas aboutie, tout en restant qualifiée de trop « pragmatique » par les militants souhaitant une régularisation inconditionnelle des immigrés sans papiers. Dans d'autres cas, cette tension entre l'action à court terme de l'organisation et sa visée à plus long terme n'est pas toujours aussi évidente ni aussi réfléchie. Si, à long terme, l'organisation souhaite changer la structure des relations de pouvoir, les effets de ses campagnes peuvent avoir l'effet inverse.

Au final, les résultats des campagnes semblent moins importants que le processus en lui-même, qui vise la construction d'une *broad-based community organization* puissante. En considérant la visée à long terme, la sous-section suivante pose la question du rôle dans la gouvernance londonienne voire nationale que vise *London Citizens*. Autrement dit, quel est, pour *London Citizens*, sa « responsabilité », et plus généralement celle de la société civile, dans la démocratie ?

B. La responsabilité démocratique de la société civile

En se constituant en contre-pouvoir aux forces politiques et économiques, *London Citizens* souhaite démocratiser l'exercice du pouvoir et en appeler à la responsabilité de chaque citoyen et entreprise pour la bonne gestion de la collectivité.

1. Formuler les préférences des citoyens et demander des comptes aux gouvernants

Contrairement aux débats télévisés vus par des millions de gens mais n'impliquant réellement que très peu de personnes, l'assemblée de *Citizens UK* permet à 2 500 personnes issues d'institutions membres de prendre part directement au processus politique en négociant avec les chefs des partis leur propre « agenda du peuple »³.

¹ “Why immigration issue is essential to what is going on. We try to make it clear in the book. Why workers are doing this job is because they don't have any other alternative, they don't have status. It's why we really need to do both. What LC has done is very good, to link the two things together” (Jane Wills, entretien du 15.09.09).

² Comme Boris Johnson, le maire conservateur de Londres depuis 2008, et Nick Clegg, le leader du parti libéral démocrate.

³ “Unlike the TV debates, seen by millions but directly involving very few people, the CitizensUK is a rare and powerful example of authentic democracy: 2,500 people drawn from member institutions negotiating with the party leaders on their own “peoples' agenda”. Source : <http://www.citizensukblog.org/may3/> (consulté le 28.10.11).

London Citizens justifie son action en proposant une alternative à la politique partisane et une amélioration de la démocratie représentative. Elle apporterait « sur un plateau » les problèmes et leurs solutions recevant un consentement populaire. Elle incite les citoyens à s'organiser afin de pouvoir demander aux élus de les soutenir plutôt que l'inverse. Elle s'adresse aux élus ou candidats, leur proposant des lois et cherchant leur soutien. Une élue du Grand Londres, candidate verte aux élections de 2012, explique :

Ils sont venus vers nous pour savoir si on travaillerait avec eux. (...) [Ils] ont un objectif louable, cela correspond à notre philosophie, mais aussi à notre politique donc nous étions vraiment enclin à les soutenir. Ainsi, nous avons fait des choses comme proposer une motion [sur le Living Wage] à l'assemblée, nous l'avons fait passée d'ailleurs et ainsi de suite¹.

L'organisation qualifie alors cette démarche de responsabilisation des citoyens : « c'est vous qui prenez vos responsabilités et qui leur demandez leur soutien et non pas l'inverse »². Les élus feraient ensuite en sorte que les solutions proposées soient mises en œuvre pour pouvoir rendre des comptes à l'organisation. C'est le processus mis en scène lors des assemblées pré-électorales. La rhétorique de responsabilisation est valable pour les citoyens mais également pour l'État et le Marché qui doivent rendre des comptes. L'idéologie de *London Citizens* éprouve le fait que les hommes politiques veulent avant tout garder le contrôle sur le peuple : « les gens avec du pouvoir, ils vont peut être consulter les gens mais ils veulent avant tout garder le contrôle et ce que fait *London Citizens*, c'est de faire prendre le contrôle par les communautés elles-mêmes »³. Les différentes formes de consultation populaire sont alors considérées comme un exercice de « ventriloque qui prête sa voix à ses marionnettes » (Champagne, 1990). *London Citizens* propose donc une voie vers la prise du contrôle par les communautés de leurs élus là où « le lien électoral » est considéré comme « insuffisant pour obliger les représentants à tenir leurs engagements » (Rosanvallon, 2006, 19). L'organisation constitue alors un aiguillon démocratique pour les gouvernants. Lors d'une action visant le maire de Londres, dans le but de lui rappeler des promesses qu'il n'avait pas encore mises en œuvre, un de ses conseillers s'exprima dans ce sens devant les manifestants : « nous devons

¹ “They came to us to ask if we would work with them (...) [They've got] a laudable aim, it fits with our philosophy, it fits with our policy so we were very keen to support so we have done things like put motion to the assembly, got motion through the assembly on the subject and so on.” (Jenny Jones, entretien du 06.10.09).

² “It's you taking responsibilities and then asking them to support you in what you do rather than the other way” (Sean, entretien du 21.04.08).

³ “People with power, they may well want to consult other people but they want to keep the control and what does *London Citizens*, it's actually about local communities themselves taking the control” (Angus, entretien du 28.04.08).

vous remercier pour être constamment restés sur le qui-vive, ce n'est pas toujours confortable, vous le faites très bien¹ ! »

À travers les assemblées qu'elle organise depuis les premières élections du maire du Grand Londres en l'an 2000, *London Citizens* s'est créé un rôle de dialogue avec les élus politiques, mais aussi, à travers les assemblées annuelles et ponctuelles comme celle du Barbican de novembre 2009, avec les élites économiques. Nous avons vu que l'organisation fixe elle-même les règles du jeu. C'est elle qui décide de l'ordre du jour de toutes les réunions auxquelles elle participe. Dans le but d'en avoir le contrôle, *London Citizens* paie, elle-même, l'organisation des assemblées auxquelles elle invite des « élites » économiques et politiques. Elle ne dépend pas du gouvernement financièrement. L'initiative est de son côté. La « responsabilisation » dont il s'agit consiste surtout en ce que le citoyen s'organise, se sente concerné et se fasse entendre afin d'interpeller les « élites » économiques et politiques autrement qu'à travers des élections isolées. Le rôle de dialogue avec la société civile ainsi mis en avant se substitue d'une certaine manière à celui joué théoriquement par les partis politiques dans le type de régime représentatif que Bernard Manin (1996, 264–278) qualifie de « démocratie des partis » et où l'élu est lié au parti qui l'a fait élire. Par exemple, alors que le Parti travailliste a fait en sorte de créer une base « passive », c'est-à-dire soutenant systématiquement les initiatives du leadership (Faucher-King et Le Galès, 2007, 125), *Citizens UK* déclare vouloir « faire entendre la voix du peuple aux élus »². Pour ce faire elle souhaite, outre les assemblées organisées avant les élections, rencontrer les représentants élus durant leur mandat.

Aux États-Unis, en étudiant le cas de BUILD, branche de l'IAF à Baltimore, Marion Orr arrive aux mêmes conclusions et développe la thèse de la participation effective de cette organisation à l'élaboration du programme politique³. BUILD offre et analyse différentes options politiques et mobilise un soutien populaire et des ressources publiques et privées pour mettre en œuvre ces politiques. Cet auteur affirme que cette organisation contribue à jouer le rôle traditionnellement assumé par les autorités gouvernementales, tel le signalement des préférences des citoyens (Orr, 2001, 71). De la même manière, et en créant elle-même les règles du jeu, *London Citizens* s'est construit un rôle inédit pour participer à la gouvernance du

¹ “We have to thank you for constantly keeping on our toes, it's not always comfortable, you're doing it very well!” (Neale Coleman, action du 30.07.07).

² “The voice of the people should be heard by our elected leaders”. Source : manifeste de *Citizens UK* du 3 mai 2010.

³ Notons que le rôle des associations à but non lucratifs dans les villes a été étudié, aux États-Unis, essentiellement sous l'angle de la prestation de services ou de la défense d'une politique particulière. Ces associations sont moins connues pour leur rôle dans la gouvernance urbaine.

système politique londonien. Boris Johnson, maire de Londres depuis 2008, réélu en 2012, a particulièrement bien intégré le rôle que *London Citizens* interprète. Après avoir participé à l'assemblée organisée avant les élections de 2008, il a félicité l'association, lors de l'assemblée de novembre 2009 organisée en réponse à la crise économique, pour « la manière brillante et impitoyable avec laquelle [elle les faisait] plier à [sa] volonté, [eux] les hommes politiques, et [les amenait] à proposer des politiques sur les bonnes choses auxquelles [ils croient] tous »¹. En 2011, il contacte lui-même le directeur de *London Citizens* pour préparer l'assemblée pré-électorale de l'année suivante. Lors de cet événement organisé en avril 2012, il déclare : « je veux que vous sachiez combien j'ai aimé travailler avec vous et espère travailler avec vous au cours des quatre prochaines années »².

Au final, *London Citizens* œuvre pour et promeut la responsabilisation politique de la société civile. Si la démocratie représentative est en crise, c'est notamment parce que le peuple a cessé de demander des comptes à la classe politique et à ses élus. Neil Jameson, dans une tribune de mai 2012 au *Guardian*, d'appeler ses lecteurs à voter « oui » à un référendum ayant lieu dans différentes villes du pays pour décider si des maires devraient être élus directement par la population³. Mais il précise que « ce n'est que le début » et les invite à « s'organiser pour participer au processus démocratique »⁴. Il ajoute ensuite si ses lecteurs votent « oui », ils devront alors être « conscients de la responsabilité qu'ils ont à ne pas ensuite s'affaisser de nouveau dans [leur] fauteuil et regarder le système lutter »⁵. Et le directeur de *Citizens UK* de conclure : « voter est la plus petite flèche dans notre carquois »⁶ (Jameson, 2012). Il fait de la dimension démocratique du système représentatif une lutte permanente que doivent mener les citoyens. Le BBCO ne remet pas totalement en cause « l'évidence qui assimile la démocratie à la forme du gouvernement représentatif, issu de l'élection » qui est pourtant « toute récente dans l'histoire », là où « la représentation est dans son origine l'exact opposé de la démocratie » (Rancière, 2005, 60). Elle souhaite plutôt s'inscrire dans ce que Jacques Rancière (*ibid.*, 63) qualifie de « luttes contre la logique naturelle du système électoral, qui fait

¹ “The brilliant and the ruthless way in which you bend us politicians to your will, and get us to try to deliver on the good things that we both believe in”. Source : vidéo *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society* www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI.

² “I want you to know how much I have loved working with you and hope to work with you over the next four years” Source : http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/04/25/london-citizens-mayoral-election-hustings-citizens-live_n_1452510.html

³ Le Grand Londres a un maire depuis 2000 mais avant, comme c'est encore le cas dans la majeure partie des villes au Royaume-Uni, l'exécutif était entièrement aux mains des conseillers municipaux qui élaient eux-mêmes et parmi eux un président du conseil municipal.

⁴ “that is only the start – get organised and support the democratic process”.

⁵ “be conscious of the responsibility you have not just to slump back into your armchair and watch the system struggle”.

⁶ “to vote as the smallest arrow in our quiver”.

de la représentation, la représentation des intérêts dominants ». Pour ce faire, *London Citizens* valorise la démocratie participative, alors envisagée comme une voie d'amélioration du système représentatif. L'articulation entre ces deux formes se faisant alors plus sous le mode de la « remobilisation », que sur celui de la « substitution » ou de la « combinaison » (Rey, 2005, 220). À plus long terme, la participation démocratique organisée par l'association devrait en effet permettre de « renforcer la participation des citoyens à la désignation par le vote de leurs représentants » :

Nous remplissons une salle avec des milliers de personnes qui en rentrant vont sans aucun doute aller voter. Ce serait très bizarre qu'ils ne votent pas aux élections municipales. Et ils vont voter, en étant des citoyens informés et non l'inverse. Et notre responsabilité est de ne pas dire pour qui voter mais quand ils repartiront, ils sauront pour qui voter¹.

Lors des assemblées précédant les élections organisées par *London Citizens*, un stand, tenu par une association de promotion du vote, propose aux participants des explications quant à leur inscription sur les listes électorales. Suite aux assemblées, et surtout au processus qui les précède, des participants envisagent effectivement de voter, là où ils se seraient abstenus². Après l'assemblée d'avril 2012 précédant les élections municipales, *London Citizens* a mis en ligne sur son site internet le récapitulatif des réponses faites par les candidats au manifeste de l'organisation en titrant : « avant de voter, regardez ce que les candidats ont répondu au manifeste des *Citizens* »³. Dans ce même article du *Guardian*, on comprend que la rhétorique de responsabilisation des électeurs que déploie Neil Jameson est destinée à faire en sorte que des « alliances de citoyens » telles *London Citizens* voient le jour dans différentes villes. Il introduit alors le rôle que ce type d'organisation doit également jouer vis-à-vis du secteur économique.

Une alliance de citoyens devrait viser à partager la responsabilité de la gouvernance, en particulier dans les villes où il y a un nouveau maire. Pourvu que l'alliance soit forte et diverse, elle peut initier, agir et faire rendre des comptes non seulement au maire mais aussi à ses propres membres ainsi qu'au monde des affaires qui joue un rôle clé dans l'offre d'emplois et d'opportunités pour les familles locales et les quartiers⁴ (Jameson, 2012).

¹ “We fill a room with thousands of people who will go back and definitely vote, bizarre if they didn't vote in the mayoral election. And what they will do, they will vote as informed citizens, as opposed to not informed. And that's our responsibility to not to tell for who to vote but when they go back they know who they are going to vote for” (Neil Jameson, entretien du 18.04.08).

² “No I've never voted (...) I never had a time to understand what they do so I didn't want to vote without knowing .. [but the next election] Of course I will! I've been working for so many hours, I couldn't have even time to look out to my son, I had no time at all, so now with TELCO it will be good.”

³ “Before you vote find out what the candidates said to the citizens agenda” Ce récapitulatif est reproduit en Annexe. Source : <http://www.citizensuk.org/campaigns/london-mayoral-election-2012/before-you-vote-find-out-what-the-candidates-said-to-the-citizens-agenda/> (consulté le 11.08.12).

⁴ “A citizens' alliance should aim to share the responsibility for governance, particularly in those towns and cities where there is a new mayor. Provided the alliance is strong and diverse it can initiate, act and hold accountable not just the mayor but also its own members and the business community that plays such a key role in the provision of jobs and opportunities for local families and neighborhoods”.

2. Viser les différents acteurs de la gouvernance

Quand il s'agit de la question de l'emploi, des salaires, du système financier ou de nuisances causées par une usine, *London Citizens* s'adresse directement aux responsables de ces problèmes. L'organisation se substitue alors partiellement au rôle de régulateur imputé généralement à la puissance publique, notamment par les partisans du modèle des « régimes politiques urbains » (Le Galès, 1995, 83). Ce faisant, elle participe à la reconnaissance du rôle des acteurs « privés » dans la gouvernance de la ville. Saul Alinsky (1971, 195) critique l'usage du qualificatif « privé » en deux points. D'une part, les entreprises reçoivent généralement de l'argent du gouvernement via des subventions ou des contrats. D'autre part, chaque individu ou entreprise « est public autant que privé » – « public » car « concerné » par le « bien être » de la société – et a en cela « un double engagement ». « La pauvreté, la discrimination, la maladie, la criminalité », tout ceci doit concerner les entreprises.

Le *Broad-Based Community Organizing* considère que le Marché a pris une trop grande importance dans la répartition des pouvoirs. L'un de ses buts est de faire en sorte que la société civile responsabilise le Marché (Chambers, 2004, 63). La rhétorique déployée pour convaincre les employeurs s'est ainsi située, dans un premier temps, sur le registre de la responsabilité sociale. Jane Wills (2009b, 34) précise qu'il y a un siècle, les philanthropes Mark Oldroyd et Benjamin Seebohm Rowntree, tous deux riches industriels à qui l'on doit la première utilisation de la notion de *Living Wage*, se préoccupaient de la grande misère dans laquelle vivait les ouvriers du 19^{ème} siècle. En faisant ce rapprochement, cette « leader » de *London Citizens* cherche à encourager certaines entreprises, mais aussi les services publics alors visés en tant qu'employeurs comme les autres, à en faire autant. Stephen O'Brien, coprésident d'une grande corporation d'entreprises de Londres (*London First*), explique que c'est l'argument moral de responsabilité sociale qui devrait convaincre les entreprises à payer un salaire décent. « Le *Living Wage Employer Award* est une nouvelle marque très attendue en matière de responsabilité sociale des entreprises. Un nombre croissant de grandes entreprises font maintenant partie de ces employeurs décents et les Jeux olympiques de 2012 à Londres sont les premiers à être labélisés *Living Wage employer*¹. » Cette « éthique » est souvent liée à une recherche de valorisation, ou de non détérioration, d'une image de marque dans l'opinion publique. En voulant mettre le secteur privé en face de ses responsabilités sociales et sociétales, *London Citizens* se pose en aiguillon moral des entreprises.

¹ «The Living Wage Employer Award is a new and much anticipated mark of socially responsible business practice. A growing number of high profile organisations are now part of the Living Wage Employer group and London 2012 is set to be the first ever Living Wage Olympics” cf. <http://www.livingwageemployer.org.uk/> (consulté le 10.03.2010)

Ce rôle de pression « moralisante » est en retour utilisé par d'autres acteurs comme ce fut le cas lors de la mise en place du salaire décent dans les différents services du Grand Londres. En 2007, il avait en effet été demandé à *London Citizens* d'aller convaincre l'assemblée votant le budget des sapeurs pompiers de payer le *Living Wage* (finalement voté à 9 voix contre 8). Cette assemblée avait émis des doutes quant à la faisabilité budgétaire de cette requête du maire. L'association contribue ainsi à la formation de « coalitions de causes »¹ (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) autour de certaines campagnes. Ces situations posent « des problèmes de formulation et de coordination originaux » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 72–73) comme l'illustre cette intervention commandée officieusement par la mairie pour que l'organisation fasse pression sur un de ses services². Toujours dans le cadre de la campagne pour un salaire décent, nous avons vu que son financeur principal (*Trust for London*) avait créé un comité stratégique. Celui-ci est composé de différents types d'acteurs – des représentants de *London Citizens*, de fondations, d'Universités, de médias, d'entreprises tel KPMG et du Grand Londres – concrétisant alors une « coalition de cause » autour de cette campagne :

Nous souhaitons créer une large coalition d'individus capable de défendre le *Living Wage*, et qui sont experts à ce sujet. (...) Fondamentalement, cela sera une force motrice précieuse en termes d'aide à l'initiative pour *London Citizens*. Sincèrement, [*London Citizens*] en a vu le bénéfice en rencontrant ainsi des personnes leur disant : « Et bien contactez nous, nous pouvons vous mettre en relation avec un certain nombre d'employeurs, on peut être en contact avec telles et telles personnes du secteur public... »³

Alors que le « dilemme créé par l'émergence des réseaux de gouvernance autonome est celui de l'*accountability* »⁴ (Stoker, 1998, 23), *London Citizens* agit également avec la volonté de faire rendre des comptes aux différents acteurs responsables des décisions. Il est pour cela nécessaire de rester indépendant. L'association se retrouve pourtant régulièrement face au risque de la compromission avec les pouvoirs publics comme privés. Faire rendre des

¹ Traduction de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès. « Il s'agit de groupes d'acteurs qui présentent trois traits spécifiques. Ils disposent de compétences et d'intérêts spécifiques sur un domaine d'action publique dont ils sont des spécialistes. Ils appartiennent à des milieux de nature différentes : administratives, économique, universitaire, médiatique, politique, associatif, etc. Enfin, ils ont un fort degré d'engagement sur un enjeu, un rôle actif aux différentes phases de la définition du problème concerné » (Lascoumes et Le Galès, 2006, 72–73).

² Une fonctionnaire du GLA parle d'une gouvernance complexe des différentes institutions du Grand Londres, expliquant ainsi le recours à des agents extérieurs tels *London Citizens* : «we're having difficulties, because it is so complex the London government and because we've moved away from having one monolythique organization, the GLC which were responsible for everything in London and that was much easier but now there is lot of local organizations and we have to partner in, so it is much more complex»(Chargée de projet au GLA, entretien du 01.09.09).

³ «What we really wanted is a very broad coalition of individuals who will champion, who will be for the living wage, who have a strong level of expertise.(...) Fundamentally, it will be a very valuable driving force in terms of initiative arm for *London Citizens*. I mean already [*London Citizens*] saw the benefit of it with people saying : 'well, contact us, we can put you in contact with a number of employers. We can be in contact with these people within the public sector'» (Chef de projet à *Trust for London*, entretien du 03.03.10)

⁴ «dilemma created by the emergence of such self-governing networks is that of accountability».

comptes aux pouvoirs politiques et économiques et s'insérer dans les rouages complexes de la gouvernance, ces deux objectifs sont-ils compatibles ?

C. Les ambiguïtés de la rhétorique de responsabilisation des citoyens

La puissance publique au Royaume-Uni et *London Citizens* ont en commun une rhétorique de responsabilisation des citoyens. Mais de quoi les citoyens doivent-ils être responsables ? La déclaration de Neil Jameson (2012) : « la société civile agira là où elle peut et nous invitons les élus à agir en nous soutenant là où ils peuvent »¹ résume l'ambiguïté du rôle que l'association joue ou souhaite jouer dans la gouvernance.

La question de la responsabilité amène celle du pouvoir. La notion d'*empowerment* désigne le processus qui permet aux individus et aux groupes d'accéder à plus de pouvoir, à plus de marge de manœuvre, à plus de capacités d'initiative pour devenir des acteurs « responsables » de leur vie. Et cela sur tous les plans institutionnel, politique, économique ou culturel². Dès lors, il s'agit autant d'accorder un pouvoir d'interpellation et de proposition aux citoyens et à leurs associations en direction des administrations, des entreprises et des élus, que de favoriser des initiatives économiques et entrepreneuriales de la part des individus et des communautés par une action de « soutien communautaire » de nature financière ou juridique afin d'aider des projets à aboutir en levant les contraintes réglementaires et économiques (Balazard et Genestier, 2009). Par ailleurs, la notion d'*empowerment* avait à l'origine une dimension *bottom-up* en ce qu'elle a tout d'abord traduit un mouvement social contestant l'insuffisante prise en compte d'une minorité (cf. les mouvements féministes (Biewener et Bacqué, 2011) et des droits civiques). Elle était ancrée dans une vision philosophique qui donnait « la priorité au point de vue des opprimés, afin que ces derniers puissent s'exprimer mais aussi acquérir le pouvoir de surmonter la domination » dont ils faisaient l'objet (Calvès, 2009, 737). Puis elle est progressivement entrée dans le vocabulaire de l'action publique, des pays anglo-saxons comme des organismes internationaux. On parlera alors d'« *empowerment* octroyé » (Balazard et Genestier, 2009), l'initiative venant du côté du gouvernement local ou national. L'usage de cette notion par les institutions publiques « s'accompagne de

¹ «civil society will act where we can and we invite the elected leader to act in support where they can».

² Si, en France, la notion est peut-être idéologiquement moins ambivalente qu'au Royaume-Uni, où elle s'enracine dans la tradition civiliste et pluraliste, c'est dû au sens qui lui est attribué et qui est limité à celui de la politisation et de la participation à la décision publique. La pensée française confère au politique et aux institutions publiques la mission d'agir pour faire advenir un monde meilleur et harmonieux. Cette notion est ainsi réduite à un synonyme de démocratie participative (Balazard et Genestier, 2009).

l'affaiblissement de la problématique de l'*empowerment* » et souvent « de la disparition de ce qui en constitue le cœur, précisément la question du pouvoir » (Bacqué, 2006, 123). Les pratiques d'*empowerment* peuvent donc renvoyer à ces deux dimensions *bottom-up* et *top-down* qui sont deux manières différentes de concevoir tant le pouvoir que le politique.

1. La responsabilisation dans l'action publique anglaise, vers un désengagement de l'État

Depuis Margaret Thatcher, la tradition sociale-démocrate a été remplacée « par une rhétorique des droits et responsabilités des individus » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 58). C'est ce qu'illustre cette citation de Tony Blair : « c'est la population locale qui connaît le mieux les problèmes de comportement antisocial. Nous devons donc lui donner plus de pouvoir pour qu'elle soit en mesure de s'y attaquer »¹ (Blair, 2004). Traduisant la volonté du gouvernement anglais de responsabiliser les individus, la démocratie britannique a ainsi pris « la forme d'une multiplication d'expérimentations de participation des citoyens à la gestion publique (...) : "organisez vous et participez, soyez autonomes et l'État vous aidera tout en définissant strictement les règles du jeu" » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 145). Les citoyens sont exhortés à être plus actifs (Flint, 2006, 30). S'ils choisissent de ne pas passer à l'action, ils sont implicitement responsables des problèmes qui persistent. La thématique de l'*empowerment* fait alors « reposer sur les individus et leurs comportements la responsabilité de leur situation sociale légitimant ainsi la remise en cause (...) de l'État providence » (Bacqué, 2006, 123). Cette acception de l'*empowerment* – alors synonyme de « responsabilisation » – est en partie la même que celle donnée dans le rapport de la banque mondiale de 2006 où l'*empowerment* est alors défini comme « le processus de renforcement de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix volontaires et à transformer ces choix en actions et résultats » (Calvès, 2009, 742). Les nombreuses politiques publiques visant l'*empowerment* des individus et des communautés sont souvent le signe, voir l'instrument, d'un désengagement financier et moral de l'État. Le *New Labour* a ainsi mis en avant une approche à la fois autoritaire, à travers l'accent mis sur la responsabilité individuelle, et néolibérale, en favorisant le désengagement de l'État et les partenariats avec les organismes lucratifs pour mettre en œuvre ses politiques (Sage, 2012, 4).

¹ "Local people know best about the problems of anti-social behaviour. So we need to give more power to people to help them tackle it" cite par John Flint et Judy Nixon (2006).

Bien que refusant de parler d'*empowerment* – notamment car l'usage de ce terme a été coopté par la puissance publique, les promoteurs du BBCO emploient à peu près la même rhétorique de responsabilisation que le gouvernement britannique, comme l'illustre l'énoncé de la « règle d'or » : « ne jamais faire pour les autres ce qu'ils peuvent faire pour eux mêmes » (Chambers, 2004, 7). « *London Citizens* dit [aux hommes politiques] : “nous allons prendre nos responsabilités, nous y avons pensé, nous avons fait les études, nous connaissons des personnes qui sont prêtes à s'en charger mais nous voulons que vous nous aidiez à arriver à nos buts”¹. » La nature de cette « aide » visée reste cependant incertaine. Si, en analysant l'idéologie de *London Citizens*, le « pouvoir » recherché par l'organisation semble être essentiellement celui de faire rendre des comptes – « si vous donnez du pouvoir au peuple, ou, mieux encore, s'il prend le pouvoir, alors il doit être en mesure d'apporter ses propres solutions et de les négocier en politiques publiques (Jameson, 2010) – en analysant les effets de ses campagnes, il peut en être autrement.

2. La responsabilisation politique des citoyens

D'un côté, l'« *empowerment* octroyé » fait rimer responsabilisation des citoyens avec retrait de l'État. De l'autre, avec l'*empowerment* tel que le pratique *London Citizens*, l'initiative semble être du côté des citoyens, qui sont incités à s'organiser pour faire entendre leur voix afin que le gouvernement ou les entreprises leur rendent des comptes. Ils chercheraient donc avant tout à responsabiliser les personnes qui sont au pouvoir et pas seulement les citoyens. Mais cette distinction n'est pas si nette. Nous voudrions nous attarder sur le fait que l'action de *London Citizens* peut aussi aboutir à un désengagement de l'État ou, à minima à des logiques de partenariat avec celui-ci qui compromettent la capacité subversive de l'association.

On retrouve ici les tensions entre les fins à long terme et à court terme. Une des tactiques de l'organisation est la recherche d'un compromis avec ses cibles afin d'obtenir des gains revendicatifs rapidement. Par exemple, il peut être plus facile pour *London Citizens* de mettre en œuvre elle-même les solutions qu'elle propose et d'obtenir en échange une aide de la puissance publique. Les organisateurs, pourtant conscients des effets potentiellement contre-productifs qu'une telle posture pourrait avoir à long terme, expliquent que l'association peut ainsi montrer l'exemple. Les contradictions qu'ils mettent au jour sont justifiées par la

¹ “*London Citizens* say [to the politicians] we’re gonna take responsibilities, we’ve thought about it, we’ve done the studies, we’ve got the people willing to take charge of this but we want you to help us achieving our goals” (Austen, entretien du 24.04.08).

« tension entre les deux mondes » – « le monde tel qu'il devrait être » et le « monde tel qu'il est » – dont parlent Edward Chambers et Saul Alinsky :

Ce n'est pas bipolaire, ce n'est pas tout ou rien. On organise dans le monde tel qu'il est en pensant toujours au monde tel qu'il devrait être et ça veut dire faire des concessions. (...) Le but au final c'est d'éduquer le gouvernement et de disparaître éventuellement, mais pour arriver à ça il faudra toujours faire des concessions, c'est-à-dire que pour les *Community Land Trust* ou l'accréditation au *Living Wage*, il faut qu'on s'en occupe nous même sinon on n'arriverait pas à se financer, on n'arriverait pas à changer cette vision globale¹.

London Citizens met ainsi en avant le pragmatisme de son action. Mener des campagnes pragmatiques constitue une stratégie de l'association pour mobiliser et fidéliser les membres (chapitre 2) et obtenir des gains rapidement (chapitre 3). Nous cherchons ici à interroger les implications à plus long terme de ce pragmatisme.

Avec la campagne pour un salaire décent, au lieu de contester au niveau national le revenu minimum, l'association décide de s'attaquer à des cibles précises (banques, mairies, hôpitaux, universités) et non à une réévaluation au niveau législatif du salaire minimum. D'un côté, elle organise « à la place » de l'État sa mission régulatrice. L'organisation a par exemple créé en mai 2011 la *Living Wage Foundation*² pour accréditer les employeurs ayant acceptés de payer ce salaire décent en suivant le modèle de la labellisation « commerce équitable ». Ce faisant, elle est en mesure de récupérer de l'argent³ mais devient ainsi dépendante de ce type de prestation. D'un autre côté, elle se sert de la puissance publique comme levier. Outre l'adoption du *Living Wage*, la mairie du Grand Londres encourage, sans pour autant les obliger, les entreprises à devenir des « employeurs décents ». Chaque année, le GLA calcule et publicise l'actualisation de son montant⁴.

À travers sa campagne *City Safe*, *London Citizens* apporte plusieurs solutions pour améliorer la sécurité dans les rues de Londres. Au lieu de faire en sorte que les autorités locales prennent la responsabilité de les mettre en place, l'organisation cherche uniquement leur soutien marketing, médiatique ou logistique. Elle gère donc elle-même la mise en œuvre de ses solutions, notamment du fait que cette campagne permet d'engager et de mobiliser de nombreux membres au niveau local. Être soutenue par la mairie – celle-ci met notamment

¹ Sébastien, entretien du 04.11.09

² <http://www.livingwage.org.uk/>

³ La cotisation annuelle varie entre 50 livres et 1 000 livres par an. Elle est calculée en fonction de la nature (privé ou public/associatif) de l'employeur et de sa taille. "The fee means that you are publicly recognised as a Living Wage employer. Living Wage employers receive a regular newsletter with updates from the movement, they are licensed to use the Living Wage employer mark and will be provided with materials to take part in Living Wage Week and the Living Wage Awards". Source : <http://www.islington.gov.uk/publicrecords/library/Finance/Information/Advice-and-information/2012-2013/%282012-07-11%29-London-Living-Wage-Frequently-Asked-Questions.pdf> (consulté le 09.08.12).

⁴ Pour obtenir l'accréditation, il faut d'ailleurs tenir compte de cette réévaluation annuelle.

son logo sur les différents documents de communication de la campagne – lui permet de se légitimer auprès de personnes extérieures à l'organisation, mais diminue sa force critique. Bien que *London Citizens* essaie d'inviter également la police à être plus présente dans ces quartiers, cette campagne a tendance à rendre les citoyens implicitement responsables des problèmes de sécurité qui persistent et peut induire la déresponsabilisation des autorités en charge de la sécurité publique. Comme le résume Michael Sandel à l'occasion d'une rencontre avec l'organisation : « ce que vous avez véritablement créé ce n'est pas seulement une solution au problème de la criminalité, à la violence de rue, mais c'est aussi un sens de la responsabilité civique, ce qui est très différent et une bien plus grande réussite »¹.

De même, à travers la campagne pour des logements abordables, la question de la gestion des *Community Land Trusts* après leur construction est posée. *London Citizens* s'est battue pour que ces premiers CLT voient le jour. Elle souhaite en devenir la gestionnaire et obtient gain de cause lors de la décision du GLA en date du 16 juillet 2012². Le Grand Londres met à disposition une partie du terrain sur lequel se situe un ancien hôpital (*St Clements Hospital*) à *The East London Community Land Trust*. Cette nouvelle structure est mise en place par *London Citizens* pour gérer la construction³ et la gestion du premier CLT de la capitale. La justification de cette position repose sur la nécessité de contrôler la bonne mise en œuvre de la revendication⁴. Mais en entrant dans une logique de gestion, l'organisation risque d'affaiblir sa « dimension critique et contestatrice », comme le note Marie-Hélène Bacqué (2005, 56) dans le cas des *Community Development Corporations* aux États-Unis. Pour Éric Shragge (2007, 191), ce type de démarche gestionnaire ne peut s'inscrire dans une perspective de contre-pouvoir que si elle nourrit « des questions qui mobilisent et qui apportent une analyse sociale et politique critique aux résidents locaux ». Or, d'une part, l'essence du modèle des CLT consiste à proposer une alternative au marché de l'immobilier, en évitant par exemple la spéculation. Promouvoir ce modèle en participant à sa gestion et sa diffusion permettrait donc de développer une analyse critique du système et des politiques dans le domaine du logement. D'autre part, l'établissement d'un organisme au nom différent (*The East London Community*

¹ “What you've really created is not only a solution to a crime problem, street violence problem but a sens of civic responsibility which is an entirely different and bigger achievement”. Source : vidéo *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society* www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgI.

² Source : <http://www.london.gov.uk/who-runs-london/mayor/mayoral-decisions/md1028> (consulté le 23.07.12).

³ Dans le cadre d'un partenariat avec un constructeur et promoteur immobilier (*Galliford Try*) qui disposera également des autres parties du terrain pour construire des logements, notamment sociaux.

⁴ “If it's just a campaign, if we win the site at mile end, we won't be able, we will have to give it away and we'll have no say and then we will have just to look to another site to campaigning again and we won't grow as an organization” (David, entretien du 29.10.09).

Land Trust) permet de séparer formellement¹ l'activité de *London Citizens* de celle du développement de logements. La description de la campagne sur le site de *Citizens UK* a été mise à jour depuis la création de cet organisme, par l'organisateur en charge et après validation de Neil Jameson, et clarifie la posture de *London Citizens* :

L'objectif de *London Citizens* et de *Citizens UK* est de renforcer le pouvoir des communautés qui travaillent ensemble pour le bien commun. Il s'agit de se concentrer sur le développement de leaderships au sein de nos institutions sociales, et au sein de nos communautés locales. En conformité avec cet objectif, notre campagne sur les logements vise la réforme sociale et cherche à créer les conditions propices à des projets de développements menés par les communautés à travers la ville. Mais notre campagne à l'échelle de la ville ne cherche pas à entreprendre directement le développement de logements en lui-même².

L'accent est mis sur le développement de leadership et non sur la gestion de logements. Mark R. Warren (1998, 85) décrit une disposition similaire en analysant une campagne menée par l'IAF au Texas, autour des questions de l'emploi et de la formation. Il parle alors de troisième voie entre l'option de laisser à une autre structure la gestion du programme pour lequel l'organisation a obtenu des ressources et celle de le gérer directement. Mais, sur le long terme, la possibilité de tenir ensemble ces deux postures, contre-pouvoir et gestion, sans compromettre des réformes plus profondes à des échelles plus grandes, pose question.

Dans ces différents cas, l'*empowerment* visé par *London Citizens* combine les deux rhétoriques de responsabilisation : la formulation et la mise en œuvre des politiques. Le dualisme « contre-pouvoir » ou « cogestion », qui n'est donc pas forcément le même que « contre » ou « avec » le système, renvoie à l'articulation, à plus petite échelle, entre conflit et négociation au sujet de la conduite des actions de l'organisation. Le pragmatisme de l'organisation permet-il une véritable mise en question de l'ordre politique ? L'organisation a récemment formalisé, à l'occasion de l'assemblée pré-électorale d'avril 2012, cette relation avec le pouvoir publique. C'est une sorte de négociation donnant-donnant, une coopération entre deux acteurs de la gouvernance. *London Citizens* prend ses responsabilités en « s'engageant » sur certains points, qui incluent notamment la valorisation des deux autres finalités du BBCO (le développement de leaderships et la construction de relations). En échange, elle « demande » à ce que la mairie mette en œuvre ses revendications (voir encadré ci-dessous).

¹ Ces deux structures restent fortement liées dans la pratique, notamment par l'organisateur en charge de la campagne qui a maintenant la double casquette.

² “*London Citizens* and *Citizens UK*'s goal is to build the power of communities who work together for the common good. Its focus is the development of leadership within our social institutions, and within our local communities. In accordance with this, our housing campaign is one that agitates for social reform and seeks to create circumstances conducive to community led-developments across the city. But our city-wide campaign does not seek to directly undertake housing development itself?” Source : <http://www.citizensuk.org/campaigns/housing/> (consulté le 17.07.2012).

**Extrait du manifeste de *London Citizens* présenté lors de l'assemblée du 26 Avril 2012
aux quatre principaux candidats à la mairie du Grand Londres.**

3. Un Londres plus sûr – *CitySafe*

Nous nous engageons à:

- *Continuer sur les succès de la campagne *CitySafe* en créant une *CitySafe Foundation* et en promouvant et communiquant sur *CitySafe* à l'extérieur de nos institutions membres.
- *La fondation supervisera la création de *CitySafe Zones* supplémentaires à travers Londres et la formation de leaders communautaires qui auront une réflexion créative sur comment rendre nos rues plus sûres à travers la capitale.
- *Travailler avec au moins 4 équipes *Safer Neighbourhood* pour construire une approche plus relationnelle de la police, grâce au conseil et à la formation.
- *Faire des manifestations et autres événements dans chacun de nos quartiers le 9 Juin pour marquer le début des *100 Days of Peace*, et prouver notre détermination à travailler ensemble pour construire des communautés plus paisibles.
- *Faire une carte de Londres qui sera distribuée à nos institutions et publiée sur internet pour montrer quels sont les rues et les quartiers qui ont été « adoptés » par les *Citizens*.

Nous vous demandons:

- *D'être un ambassadeur pour la *CitySafe Foundation*. Notamment conserver le statut de *CitySafe Zone* pour le City Hall, nous aider dans la construction de la fondation et aider à trouver les financements pour 50 jeunes « champions » de *CitySafe* qui travailleront dans des écoles et développeront la campagne *CitySafe* et les zones *CitySafe* dans tout Londres.
- *Être présent au maximum de manifestations et événements le 9 juin au matin pour le lancement des *100 Days of Peace* [mis en place dans le cadre des Jeux olympiques].
- *Organiser une réunion avec les compagnies de bus et *London Citizens* avec comme objectif d'impliquer nos jeunes, organisateurs et leaders dans la formation des conducteurs de bus pour, ensemble, arriver à un plan qui rendent les trajets de bus plus sûrs, notamment aux horaires scolaires. Ceci inclura la conception d'un *New Bus For London (Routemaster)* comme le premier trajet *CitySafe*.

4. Un meilleur avenir pour les jeunes Londoniens¹

Nous nous engageons à:

- *Former 1000 jeunes de nos institutions membres chaque année en développant leurs leaderships.
- *Chercher à améliorer l'offre d'apprentissages pour les jeunes en collaborant avec le *National Apprenticeship Service* pour organiser 50 salons de recrutement dans les 4 prochaines années.
- *Promettre de trouver 500 stages rémunérés et apprentissages pour les jeunes de nos institutions membres dans les 4 prochaines années et travailler pour recruter de jeunes Londoniens pour la campagne *Working Future*.

Nous vous demandons:

- *D'étendre la gratuité des transports au métro pour les jeunes en études à plein temps ou en apprentissage à plein temps et de défendre le transport gratuit pour les jeunes pendant l'été entre le *GCSE* [Certificat général de l'enseignement secondaire] et les études ultérieures.
- *Travailler avec *London Citizens* pour la réussite de la campagne *Working Future* :
- * En soutenant et sponsorisant le *Summer Talent Scheme* – des emplois payés de six semaines pour 2 000 jeunes de 16 à 25 ans chaque été pendant le mandat de 4 ans.

¹ Il s'agit d'une nouvelle campagne initiée en 2012.

*En soutenant le *Talent Fast Track* en organisant des réunions avec des organisations londoniennes du monde des affaires et de l'art pour trouver des stages payés et développer les « voies rapides » pour les jeunes londoniens non-diplômés et talentueux.

*En venant et en nous aidant à trouver un emplacement central et bien en vue pour le *Young Talent Day of Opportunity* en 2014, une journée de célébration où les jeunes, les employeurs et les services d'apprentissage pourrons se rencontrer pour construire des liens et offrir des opportunités d'emploi¹.

Au final, lors de l'assemblée d'avril 2012, seules les revendications dans le cadre de la nouvelle campagne alors présentée, « un meilleur avenir pour les jeunes londoniens » (*A brighter future for young Londoners*) n'obtiennent pas exclusivement un engagement favorable de la part des candidats². Les autres campagnes, *Living Wage*, *City Safe*, CLT, ainsi que la demande de reconnaissance du « rôle responsable et constructif dans la gouvernance de [la] ville »³ joué par *London Citizens*, sont d'ores et déjà inscrites dans l'agenda politique municipal.

Tantôt aiguillon démocratique du gouvernement, tantôt aiguillon moral des entreprises, les stratégies pragmatiques et souples de *London Citizens* lui permettent de s'adapter aux différentes dynamiques de la gouvernance des villes. L'intervention de l'organisation se situe à différents niveaux de la mise en politique d'un problème public et questionne la place de la démocratie dans un contexte de gouvernance. À partir de la responsabilisation sociale et politique des acteurs, elle vise la « possibilité d'inscrire dans l'espace public des préoccupations relatives à la solidarité et à la justice », en passant notamment par des « expérimentations [réalisées] dans le champ institutionnel » et interroge, ce faisant, « la démocratisation de l'ensemble du jeu politique » (Hamel, Maheu et Vaillancourt, 2000, 21). Mais des finalités proches peuvent faire référence à des idéologies très différentes. C'est le cas des différentes pratiques d'*empowerment*, de *community organizing* (aux États-Unis) ou de celles, plus généralement, valorisant la participation de la « société civile ». Andrew Sabl (2002, 1) regrette que cette diversité normative atténue le rôle potentiel de la société civile dans l'amélioration des formes plus traditionnelles de la politique et de la gouvernance en le rendant indéterminé voire dangereux. Il n'est pas évident que *London Citizens* ait une position claire à ce sujet quand elle invoque la valeur et le rôle de la société civile. La revendication

¹ Le texte original du manifeste se trouve en Annexe. Source : <http://www.citizensuk.org/campaigns/london-mayoral-election-2012>, (consulté le 08.08.12).

² Le récapitulatif des réponses des candidats aux revendications de l'assemblée du 26 avril 2012 est reproduit en Annexe.

³ « responsible and constructive role in the governance of our great city ». Source : <http://www.citizensuk.org/campaigns/london-mayoral-election-2012> (consulté le 11.08.12).

d'une « non idéologie » ne serait-elle pas contre-productive¹ et ne rendrait-elle pas l'organisation plus facilement instrumentalisable ? Les rapports d'influence que *London Citizens* entretient avec la sphère politique alimentent en tout cas cette ambiguïté au risque de mettre en péril l'une des caractéristiques intrinsèques à l'organisation, à savoir son indépendance vis-à-vis du gouvernement et des partis politiques.

Section 2. Influence du modèle du *community organizing* dans la sphère politique

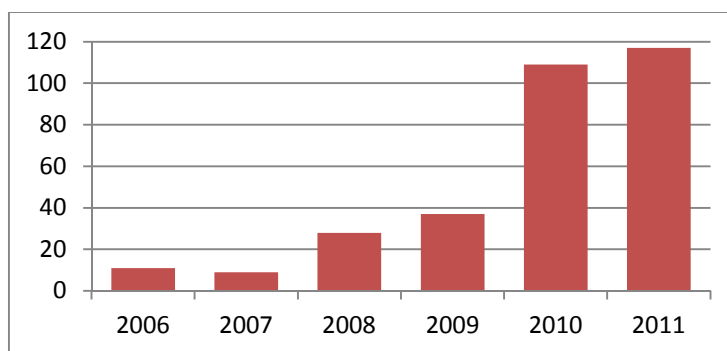
Les effets politiques dépendent notamment de la capacité d'un mouvement à produire un impact culturel et, plus spécifiquement, à modifier l'état de l'opinion publique dans un sens favorable à sa cause (Chabanet et Giugni, 2010, 156). En analysant le contenu des médias entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2011, nous pouvons noter une nette augmentation de l'intérêt médiatique envers le « community organizing » et « Saul Alinsky », notamment entre 2009 et 2010. Avant cette période, seule *London Citizens* faisait référence à cette approche au Royaume-Uni². Cette évolution illustre l'intérêt de la sphère politique envers cette thématique depuis la campagne des élections nationales. Cet attrait s'est traduit entre autres par le lancement du projet de la *Big Society* (« Grande Société ») de David Cameron et le *Movement for Change* initié par David Miliband au sein du Parti travailliste.

¹ Le chapitre préliminaire a mis en avant le pragmatisme du BBCO qui critique toute idéologie révolutionnaire. Les ouvrages de références du BBCO ne sont d'ailleurs pas programmatiques mais pratiques. Nicolas Görtz (2011) développe une critique marxiste de la méthode de Saul Alinsky en argumentant qu'il manque justement à ces organisations une direction politique à donner à la lutte.

² Cette évolution est en partie corrélée à celle de la médiatisation de *London Citizens* présentée dans le chapitre précédent. Cependant, en comparant ces données avec celles présentées dans la section 3 du chapitre 3, on peut noter que la différence entre 2009 et 2010 (la plus marquée dans les deux cas) est bien plus franche en ce qui concerne les termes « community organizing » et « Alinsky » (nombre d'articles contenant ces termes multiplié par 3 entre ces deux années) que pour « *London Citizens* », pour lequel la médiatisation est plus progressive (multiplié par 1,6).

Figure 11 Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes "community organising" ou "community organizing" ou "Alinsky" entre 2006 et 2011

(source : base de donnée Factiva)



La montée de l'intérêt envers ce modèle d'organisation des citoyens a créé des interférences avec la manière dont *London Citizens* cherche à développer son activité. Aujourd'hui, l'organisation n'a, par exemple, plus le monopole de l'expression *community organising*. Témoignant d'un simple effet de mode ou d'une véritable remise en question du régime démocratique, cet intérêt porté à *London Citizens*, et plus largement au *community organising* a influencé en retour le discours et les activités de l'organisation.

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser à l'influence récente du modèle du *community organising* au sein du Parti travailliste, là où jusqu'en 2010 seules les campagnes menées par *London Citizens* pouvaient intéresser ce parti. Dans un deuxième temps, c'est l'effet non intentionnel de l'action de *London Citizens* sur les politiques publiques lancées par le gouvernement conservateur de David Cameron qui sera analysé. Enfin, nous concluons sur la nature de l'influence de l'organisation sur le champ politique.

A. Le *community organizing* comme pivot du « changement » du Parti travailliste

La défiance initiale du Parti travailliste envers le modèle du *community organising* est liée à l'ambiguïté de l'action de *London Citizens* que Paul Mason¹ resitue dans l'histoire de l'Est londonien (où TELCO débuta), théâtre d'une « interaction complexe entre les mouvements ouvriers, les philanthropes de droite et le libéralisme »².

Si vous parlez à Ed Balls, Gordon Brown, Yvette Cooper, des grandes figures politiques « fabiennes » du Parti travailliste (...) TELCO, c'est pas mal mais ça ne peut

¹ Paul Mason est journaliste à la BBC et notamment auteur d'un livre sur l'histoire de la classe ouvrière dans le monde (Mason, 2007).

² "If you want to understand TELCO, it's really geographically specific, that entire area in east London. (...) There has been since the late 19th century a complex interaction between the labour group and right wing philanthropes and liberalism. That's the story of the east end" (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

pas faire ce que peut faire l'État. (...) et il y a un autre courant dans le parti, c'est le courant des gens qui, comme Jon Cruddas à gauche et James Purnell à droite, sont intéressés par TELCO. Et ce qu'ils partagent, c'est la même vision communautarienne [*communitarianism*], et le rejet de l'idée d'État social¹.

Il oppose alors le courant « fabienniste » (d'après la société des Fabiens²) à un nouveau courant communautarien au sein du Parti travailliste. Pour le premier, dont est issu Gordon Brown, le *community organizing* ne peut se substituer à des missions d'un État interventionniste. Il entre en effet en résonance avec les idéaux autogestionnaires³ et par conséquent suscite la méfiance de tous les défenseurs – conservateurs ou égalitaristes – du modèle républicain, de la « démocratie majoritaire » et de l'action publique universaliste (Balazard et Genestier, 2009). En 2010, le candidat travailliste, Gordon Brown, a perdu l'élection nationale. Cette défaite était largement annoncée par les sondages. Cependant trois jours avant l'élection, son discours très remarqué à l'assemblée organisée par *Citizens UK* a suscité de nombreux compliments. Cette intervention aurait même permis de sauver 25 sièges au Parti travailliste (Stratton, 2010). Maurice Glasman a joué un rôle important dans la venue de Gordon Brown à l'assemblée en tissant des liens avec des personnalités travaillistes et en participant à l'écriture de ce discours. Il avait été membre du parti 15 années auparavant et suite à l'intérêt suscité par *London Citizens* auprès de certaines élites travaillistes comme James Purnell ou Patrick Diamond, qu'il a rencontrées grâce à la journaliste Allegra Stratton fin 2009, il décide de se réengager. Cet universitaire diplômé en philosophie et membre de *London Citizens* est en effet « très intéressé pour réfléchir à comment le *community organizing* peut être utilisé pour renouveler le Parti travailliste »⁴. Le jour même du scrutin, il explique :

Ce discours est une transformation totale de sa position (...). Avant il m'envoyait des SMS, « est-ce qu'on est obligé de le faire ? » Il est arrivé de mauvaise humeur, très bougon et il s'est avancé sur la scène et ça a été un changement total de personne et il est resté, bien qu'il va, j'en suis sûr, perdre, incroyablement dynamique et transformé et il veut mener le mouvement à nouveau, c'est une histoire remarquable de vraie politique⁵.

¹ “If you talked to Ed Balls, Gordon Brown, Yvette Cooper, major Fabian politicians of Labour (...) TELCO is alright but it can't deliver what the state can deliver. (...) And there is another wing of labour, it's the wing of people like Jon Cruddas on the left and James Purnell on the right who came to TELCO. And what they share, they share the same vision of communitarianism, they reject the idea of the social state” (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

² De mouvance socialiste et réformatrice, elle a été partie prenante de la création du Parti travailliste en 1900 et de la refonte de celui-ci dans les années 1990 avec le *New Labour*. Elle a compté dans ses rangs tous les premiers ministres travaillistes anglais jusqu'à 2010.

³ Notamment portés par la « deuxième gauche » en France (Georgi, 2003).

⁴ “very interested in how community organising can be used as a mean of the labour party renewal”

⁵ “This speech gets a complete transformation of his position (...). Before I was getting text, “do we have to do this?” He arrived in a terrible mood and a very grumpy mood and he walked on to the stage and it was a complete transformation of person and he has remained, although he will, I'm sure, lose, incredibly energised and transformed and wants to lead the movement again so it's quite a remarkable story of real politics” (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10).

Suite à cet événement, et parce que le *New Labour* était en pleine remise en question suite à sa défaite, le parti s'est passionné pour les méthodes d'organisation de *Citizens UK*.

Le *Labour* a de gros soucis et certaines figures importantes du Labour, James Purnell, Ed Miliband, John Cruddas qui est une personnalité très importante de la gauche du *Labour*, se sont impliqués [aux côtés de *London Citizens*] d'une manière extraordinaire (...) Et ces gens dans le *Labour* qui n'y connaissait rien avant, veulent maintenant avoir des assemblées dans toutes les mairies du pays, ils commencent à voir le *community organizing* comme une manière extrêmement intéressante de faire de la politique politicienne¹.

Les partisans d'une refondation du Parti travailliste s'inspirant du modèle de *London Citizens* – tel le journaliste Paul Mason, l'universitaire proche du Parti travailliste Maurice Glasman mais également Neal Lawson, directeur du *think tank* de la gauche du Parti travailliste *Compass* – considèrent l'action pragmatique et intercommunautaire de *London Citizens* comme une voie pour le renouvellement sociologique du Parti travailliste :

Le travaillisme est en train de mourir, tout comme le syndicalisme, pour reconstruire, il faut faire ce que TELCO fait. Il faut suivre la doctrine d'Alinsky qui promeut le rassemblement de la diversité plutôt que de chercher à créer un courant solidaire ou quelque chose comme ça².

Je pense que [*London Citizens*] est un exemple intéressant de ce que le Parti travailliste aurait intérêt à devenir³.

Ce renouveau est défendu comme étant un retour à la source du Parti travailliste. Paul Mason explique ainsi qu'il a « écrit l'histoire du mouvement ouvrier et qu'[il] fait le parallèle entre TELCO et la situation de 1889 »⁴ dans l'Est de Londres : la grève des *dockers* à l'origine du *labour movement* qui donna naissance au *Labour party* en 1900. En 2006, Tony Blair, alors premier ministre, écrit une lettre de félicitations à TELCO pour son dixième anniversaire dans laquelle il reconnaît cette descendance : « l'histoire de l'Est de Londres est glorieuse, c'est une histoire où les ouvriers s'opposaient à l'injustice et se battaient pour une meilleure société. TELCO travaille clairement dans le cadre de cette tradition et je suis heureux de saluer ses résultats obtenus depuis dix ans »⁵. C'est finalement ainsi qu'une des têtes pensantes

¹ “The Labour is in a lot of trouble and some senior figures in the labour party, James Purnell, Ed Miliband, John Cruddas who is a very important figure in the labour left, all engaged with it in an extraordinary way (...) And those people in the labour that knew nothing about it before, they now want to have local town hall meeting all over the country, they're becoming to see community organizing as an extremely interesting engagement with elite politics” (Maurice Glasman, 06.05.10).

² “Labourism is dying, unionism is slowly dying, to rebuild you have to do what TELCO does. You have to take the Alinsky doctrine of meeting together the diverse rather than creating one wing of solidarity or something like that” (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

³ “I think [*London Citizens*] is an interesting example of what the labour party ought to become” (Neale Lawson, entretien du 22.04.10).

⁴ “I've written about the history of the labour movement. What I do is actually drawing a parallel between TELCO and this 1889 situation, but if it wasn't in east London the parallel wouldn't be so clear (...)The labour movement was effectively formed in the dock in 1889” (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

⁵ “There is a proud history of working people in East London opposing injustice and fighting for a better society. TELCO clearly stands in that tradition and I am happy to recognize its achievements over the past ten years”. Source : Document *TELCO is Ten* publié par *London Citizens* à l'occasion des 10 ans de TELCO.

du Parti travailliste, Patrick Diamond¹, considéra *London Citizens* comme un exemple pour renouveler son parti tant dans son organisation que dans son projet politique. Maurice Glasman, qui collabora avec lui pour faire venir Gordon Brown à l'assemblée du 3 mai, explique :

À son origine, le *Labour* c'est des personnes pauvres qui se sont organisées. Ainsi le Parti travailliste était un moyen pour ces gens qui ne pouvaient pas travailler ensemble sur une base religieuse, de travailler ensemble pour le bien commun et les syndicats sont issus de ça. Du coup pour Patrick Diamond, historien du *Labour*, il est venu au meeting le 25 [novembre] et il a fait : « Ah!, Ah ouais, c'est ça! C'est ça, c'est ça! Ce que nous devons obtenir c'est l'engagement des gens ». Il y a une grosse critique, en ce moment, du managerialisme du *new Labour* mais ils ne voulaient pas revenir à une position Étatiste de gauche du coup *London Citizens* est devenu d'un seul coup impliqué de manière très intéressante dans la politique interne du parti ce qui était nouveau pour nous².

Pour Patrick Diamond, théoricien travailliste membre du *think tank Policy Network*, la réforme de l'État doit passer par la construction d'une « société stable, cohérente, faisant disparaître la méfiance entre communautés religieuses et ethniques, et défendant des résultats sociaux et économiques plus équitables pour les communautés minoritaires » (Diamond et Liddle, 2010). L'État est alors pensé comme un catalyseur qui stimule et soutient la citoyenneté active et les efforts locaux pour le changement social, en particulier dans les communautés défavorisées, en fédérant le secteur public, le secteur privé et le secteur associatif (*ibid.*). L'attrait du Parti travailliste envers *London Citizens* va ainsi s'exprimer à travers un nouveau courant, proche de la philosophie communautarienne, regroupant des députés des deux bords du parti comme John Cruddas ou James Purnell. Cette mouvance va voir le jour sous l'appellation *Blue Labour* (Glasman, Rutherford, Stears et White, 2011). Maurice Glasman en est l'inspirateur principal, il introduit cette expression « le travaillisme bleu » dès le printemps 2009. Cité par Allegra Stratton (2009) dans le *Guardian*, il explique que l'usage du qualificatif « bleu » renvoie à « un socialisme profondément conservateur qui met la famille, la foi et le travail au cœur d'une nouvelle politique de réciprocité, de mutualité et de solidarité »³.

¹ Il a notamment codirigé en 2009 un livre sur le nécessaire renouveau du néotravaillisme et de la social-démocratie (Liddle et Diamond, 2009) : *Beyond new labour: the future of social democracy in Britain*.

² “The Labour comes out of organised poor people. So the labour party was a way for common interest for those people who couldn't work together for religious reasons, to work together for the common good, and the trade unions came out of that. So, for Patrick Diamond, he's a labour historian, He came to the meeting on the 25th and he went “oh!, oh yeah that's it! That's it that's it! what we've got to get is the engagement”. There is a big critic going on the managerialism of the new labour but they didn't want to go back to a left statist position so suddenly LC started getting very interestingly involved in the internal party politic which was very new for us” (Maurice Glasman, 06.05.10).

³ “a deeply conservative socialism that places family, faith and work at the heart of a new politics of reciprocity, mutuality and solidarity”.

Après la défaite du Parti travailliste aux élections de 2010, les deux frères Miliband étaient candidats à l'élection du nouveau leader du parti suite à la démission de Gordon Brown. D'un côté, Ed Miliband, cité dans un article du *Guardian*, souhaite que le parti soit « comme *London Citizens* », qui est alors présenté par les journalistes comme le plus grand groupe de *community organizing* au Royaume-Uni¹ (Stratton et Wintour, 2010). Il va notamment lancer un appel pour faire en sorte que tous les membres du parti soutiennent la campagne de *London Citizens* pour un *Living Wage*. « Nous devons montrer, en tant que parti politique du Parlement mais également présent à l'extérieur, que nous pouvons réaliser des choses »² déclare-t-il dans ce sens (*ibid.*). De l'autre côté, David Miliband, le frère aîné, a lancé le « mouvement pour le changement »³ (M4C). De la même façon que l'équipe d'Obama a transposé les techniques du *community organizing* à sa campagne présidentielle, ce candidat au leadership du Parti travailliste voulait alors mobiliser une nouvelle base militante. Il a alors débauché trois employés de *London Citizens* comme organisateur pendant 4 mois pour former 1 000 militants.

C'est finalement Ed Miliband qui prit la tête du Parti travailliste en septembre 2010. En suivant l'exemple de son frère, il va s'inspirer des méthodes de *London Citizens*, tout en pérennisant son engagement pour le *Living Wage*. D'une part, il pérennise le *Movement for Change* initié par son frère. Sur le site créé à cet effet, on peut lire en exergue : « le mouvement pour le changement est le foyer du *community organizing* au sein du Parti travailliste et est une organisation véritablement *bottom-up* qui vise à allier le parti avec des mouvements plus globaux et ce de manière plus proche des communautés »⁴. Par ailleurs, il s'entoure de personnalités liées à *London Citizens*. En janvier 2011, il nomme Maurice Glasman en tant que *Lord*. Ce dernier va ainsi devenir très présent dans les médias et plaider pour son concept de *Blue Labour*, rendant alors visible ce nouveau courant du Parti travailliste qui vise à revaloriser la « société civile », la « communauté », le « travail, la localité et la solidarité »⁵ au centre du projet de société plutôt que de favoriser la bureaucratie étatique et la suprématie du Marché (Glasman et Blond, 2010, 26). Nous y reviendrons dans la dernière partie de cette section. De plus, Ed Miliband sollicite à partir de novembre 2010 un organisateur américain, co-directeur de l'IAF, en tant que « conseiller spécial » pour réorganiser le parti et notamment son lien

¹ «He wants the party to be 'like *London Citizens*', the UK's largest community organising group»

² «We've got to show as a political party in parliament but also outside that we can achieve things».

³ «M4C is a *London Citizens*-style community organizing organization focused on allowing the Labour Party to connect with voters at a local level in places where the party doesn't have local councilors». Source : <http://debeauvoircouncillors.blogspot.com/2011/05/de-beauvoir-welcomes-david-miliband.html> (consulté le 05.07.12)

⁴ «Movement for Change is the home for community organising inside the Labour movement, and a genuinely bottom-up organisation which aims to ally the party and wider movement more closely with communities». Source : <http://www.movementforchange.org.uk/> (consulté le 05.07.12)

⁵ «work, locality, and solidarity».

avec les communautés défavorisées. Arnold Graf, présenté comme l'un des « mentor » d'Obama (Stratton, 2011), lui a été présenté par Maurice Glasman en 2010. Les médias attribuent par exemple à cette « arme secrète d'Ed Miliband »¹ des victoires à des élections locales en 2012, notamment du fait de l'attention qu'il porte aux « colères » des habitants sur des sujets très concrets (dans un des cas : le fait que la collectivité taxait les résidents pour « l'utilisation des terrains de jeu pour enfants et pour les trottoirs salis par les chiens »²) (Riddell, 2012).

Le Parti travailliste s'est donc révélé être intéressé non seulement par les campagnes de *London Citizens*, mais aussi par le processus d'organisation des citoyens. Ce dernier est alors considéré comme un moyen de renouer avec une base populaire là où le parti s'était fortement managérialisé, clientélisé et éloigné des préoccupations des citoyens (Faucher-King et Le Galès, 2007, 115–144). Les syndicats, qui constituent originellement la base du Parti travailliste, restent eux très divisés au sujet du *community organizing*. Cette réticence propre aux syndicats du Royaume-Uni³ est vivement critiquée par Maurice Glasman. Ce dernier voit dans les méthodes de *London Citizens* une voie de renouveau pour le Parti travailliste là où les syndicats ne permettent plus de faire le lien avec la base⁴. Réciproquement, les observateurs critiques de l'organisation se servent de la défiance de la part des syndicats pour souligner l'ambiguïté de l'organisation et minimiser la capacité du Parti travailliste à utiliser le *community organizing* pour se renouveler alors qu'il est fondamentalement lié à ces derniers (Hodges, 2011).

L'intérêt croissant du Parti travailliste contribue à la publicisation de l'activité de *London Citizens* mais peut nuire à son indépendance partisane. Cependant, le modèle a également séduit les conservateurs.

¹ “Mr Miliband’s secret weapon”

² “focus on anger over council charges for playground use and dog-fouled pavements”.

³ Au sein de l'IAF aux États-Unis et surtout en Australie depuis 2011, l'alliance entre le syndicalisme et le « *community organizing* » est beaucoup plus prononcée (Tattersall, 2010).

⁴ “The unions are the great silent, awful fact in all this. They are the self-organised wing of the Labour movement. They are dominated by a narrow crust of progressive activists, they are disengaged from their members. And what Labour’s got to understand is that we’ve lost the art of leadership and organising, so Labour’s got to set up its own organising academy” dit-il dans une interview filmée par le *Guardian* (Domokos et Shariatmadari, 2011).

B. Les *community organizers* de la « grande société », le grand détournement ?

Jusqu'en 2011, *London Citizens* était l'unique entité à se réclamer des approches dites de *community organizing* au Royaume-Uni. La polysémie de ce terme aux États-Unis a finalement été introduite dans ce pays, comme l'illustre l'utilisation qui en est faite par le Parti travailliste. Surtout, cette notion est désormais mobilisée dans les discours de l'action publique, notamment à travers la figure du *community organizer*. Cette cooptation renvoie à l'ambivalence du sens et des finalités de cette pratique, contre-pouvoir ou agent du désengagement de l'État assorti du contrôle de celui-ci sur les communautés ?

1. « Je parle de la “Big Society”, vous êtes la “Big Society” »

Dès 2006, comme Tony Blair alors Premier ministre, David Cameron, le chef du Parti conservateur, signe une lettre de félicitations pour le dixième anniversaire de TELCO : « Nous avons tous une responsabilité partagée pour notre avenir commun (...). Des organisations telles que TELCO, qui cherchent à donner aux gens une voix, contribuent à renforcer le tissu de la société civile. Ce faisant, ils encouragent un esprit de responsabilité sociale »¹. Cet attrait pour *London Citizens* renvoie à l'ambivalence de la rhétorique de responsabilisation des citoyens.

Paul Mason résume sa compréhension des débuts de l'« histoire » entre David Cameron et *London Citizens* en soulignant notamment le rôle de courtage qu'ont eu les journalistes et des personnels politiques issus de *think tanks* :

De plus en plus [le parti conservateur] voyait que TELCO ça marchait et le nouveau leader David Cameron est arrivé. Je ne pense pas qu'il savait ce qu'il faisait, il cherchait de grandes idées et ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en même temps, des conservateurs avaient vu que TELCO marchait. Cameron voulait savoir ce qui marchait pour la cohésion sociale et le philosophe Philip Blond² est devenu influent auprès de Cameron. Le livre *Red Tory* venait de sortir, ce n'est pas un « alinskiste » mais il voit l'intérêt politique. Et il cite vraiment Alinsky. Ainsi Philip Blond est la base intellectuelle, Cameron le suit, les journalistes qui le harcelaient, et tout ça a pris sens lorsque Cameron lance sa campagne électorale, deux jours avant le début officiel de la campagne électorale, avec la conférence Big Society dans laquelle il a cité TELCO et a annoncé qu'il voulait financer la création de 5 000 *community organizers*,

¹ “We all have a shared responsibility for our shared future (...). Organisations such as The East London Community Organisation, which seek to give people a voice, help to strengthen the fabric of civil society. In doing so they encourage a spirit of social responsibility”. Document *TELCO is Ten* publié par *London Citizens* à l'occasion des 10 ans de TELCO.

² Ancien directeur du projet pour un conservatisme progressiste au think tank blairiste *Demos* puis fondateur de son propre laboratoire d'idées *ResPublica*. Il a publié le livre *Red Tory* en 2010 où il expose sa vision d'une droite progressiste.

ce qui représente une grande évolution¹.

L'intérêt de David Cameron envers le *community organizing*, s'est révélé à travers son programme pour une *Big Society*. Annoncé dans un discours prononcé le 10 novembre 2009, ce projet a été officiellement détaillé par le candidat le 27 mars 2010. Il est présenté comme une « alternative au “grand gouvernement” actuel »². Son principal objectif est l'« empowerment », c'est à dire « permettre aux individus, aux familles et aux communautés de prendre le contrôle de leur vie en créant un cadre facilitant le développement des responsabilités et des opportunités »³. Il comprend, parmi d'autres mesures, la formation de 5 000 organisateurs. Les *community organizers* de la *Big society* « seront là pour faciliter l'action locale et donner un appui aux groupes qui cherchent à s'unir pour s'attaquer aux problèmes »⁴. Le modèle est explicitement décrit comme emprunté à Saul Alinsky. David Cameron a par exemple mentionné *London Citizens* lors de son discours du 27 mars 2010, avant lequel il était venu rendre visite au bureau de l'organisation. Un journaliste du *NewStatesman* parle à ce sujet d'une « référence qui semble maintenant être de rigueur dans les discours des hommes politiques de toutes allégeances »⁵ (Derbyshire, 2010). Quelques semaines plus tard, lors de l'assemblée organisée par *Citizens UK* trois jours avant l'élection, il déclare : « je parle de la *Big Society* – vous êtes la *Big Society*⁶ ! » Cet attrait pour le *community organizing* est, comme du côté du Parti travailliste, marqué par la critique communautarienne du néolibéralisme. Pour les néolibéraux, le rôle de l'État doit se limiter à garantir la liberté et les droits des individus. Il s'agit alors de donner un rôle important au Marché. David Cameron, avant son élection, recherchait à dépasser l'individualisme de Marché prôné par Margaret Thatcher et à mettre en avant la cohésion sociale, les relations et la communauté

¹ “More and more [the Conservative party] were seeing that TELCO was working but meanwhile the next leader Cameron came in, I don't think he came in knowing what he was going to do, he was looking for big ideas and the important thing is really to realize that meanwhile a whole bunch of conservative have seen TELCO working. Cameron wanted to know what works for community cohesion, and then the philosopher Philip Blond became influential with Cameron. The book *Red Tory* just came out, he is not an alinskiite but he sees the political function. He is absolutely quoting Alinsky. So Philip Blond is the intellectual basis, Cameron is into it, journalists like being constantly pushing, and it all come together. So Cameron launches his electoral campaign, two days before the electoral campaign started, with the so called Big Society conference at which he quoted TELCO and he announces that he's gonna fund the creation 5 000 community organizers and this is a long way” (Paul Mason, entretien du 28.04.10).

² “clean break with the current big government approach” Source : *The Big Society Speech of David Cameron* du 10.11.09 http://www.conservatives.com/News/Speeches/2009/11/David_Cameron_The_Big_Society.aspx

³ “empowering and enabling individuals, families and communities to take control of their lives so we create the avenues through which responsibility and opportunity can develop”. Source : *The Big Society Speech of David Cameron* du 10.11.09 http://www.conservatives.com/News/Speeches/2009/11/David_Cameron_The_Big_Society.aspx

⁴ “to facilitate local action and give support to groups looking to come together to tackle identified problems”. Source : site du gouvernement de l'*Office of Civil Society* <http://www.cabinetoffice.gov.uk/content/big-society-frequently-asked-questions-faqs> (consulté le 31.08.11)

⁵ “Reference to which now seems to be de rigueur in speeches by politicians of all stripes”.

⁶ “I talk about the Big Society; you are the Big Society”. Source : Discours de David Cameron à l'assemblée du 3 mai 2010 organisée par *Citizens UK*, <http://www.totalpolitics.com/print/speeches/35348/david-cameron-leader-of-the-conservative-party-speaks-at-the-citizensuk-general-election-assembly-in-westminster.shtml> (consulté le 05.07.2012).

(Sage, 2012, 6). Dans son discours du 10 novembre 2009, il insiste sur le fait qu'il ne souhaite pas le retrait de l'État mais son redéploiement « intelligent »¹ et accentue par exemple le rôle primordial de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité.

En mars 2010, dans son article publié dans le *Guardian*, Neil Jameson reconnaît officiellement la proposition de David Cameron et l'accueille positivement « à condition que l'engagement des citoyens conduisent à un nouveau concordat entre le peuple et ses représentants »² (Jameson, 2010). Il met ainsi en garde le candidat du Parti conservateur, en rappelant que de nombreuses politiques ont déjà voulu donner « le pouvoir au peuple » sans pour autant s'en donner les moyens.

2. Le BBCO, un « art lent et patient » à la recherche de financements

Après son élection, David Cameron et son vice-Premier ministre, Nick Clegg, lancent un appel d'offres pour déterminer la structure qui formera les futurs organisateurs de la *Big Society*.

Des débats³ ont alors lieu au sein de *Citizens UK* pour savoir si l'organisation doit répondre à l'appel d'offres ou non. Les risques de perdre son indépendance financière, du temps et de la crédibilité sont soulignés. Comme pour le « mouvement pour le changement » du Parti travailliste, il est craint que la mode pour le *community organizing* fasse oublier que *London Citizens* est arrivée là où elle est seulement après de longues années de travail. De plus, pour l'organisation, ce n'est pas en changeant les pratiques de quelques militants au sein des partis ou au sein d'organisations de la société civile que les personnes vont se mettre à faire du *community organizing*. Les stages dispensés par l'organisation sont contextualisés. Les leaders formés le sont dans le cadre de l'adhésion de leur « institution d'origine » à *London Citizens*. Des organisateurs sont ensuite là, au jour le jour, pour guider et appuyer les membres dans les actions qu'ils entreprennent. Les stages sont indissociables de l'activité de l'organisation qui se développe patiemment. Neil Jameson (2010) le rappelle ainsi dans son article de mars 2010 où il réagit au projet de la *Big Society* : « j'ai passé 20 ans à peaufiner et à enseigner l'art lent et patient de l'organisation et de la réorganisation des communautés qui forment le tissu de la

¹ «Our alternative to big government is not no government - some reheated version of ideological laissez-faire. Nor is it just smarter government». Source: *The Big Society Speech of David Cameron* du 10.11.09 http://www.conservatives.com/News/Speeches/2009/11/David_Cameron_The_Big_Society.aspx

² «This is to be welcomed, provided it is recognised that mature engagement and social renewal must lead to a new concordat between the people and their elected representatives.»

³ Le résumé de ces débats, ci-dessous, est tiré de l'observation directe et de quelques correspondances par mail entre différents leaders, administrateurs et organisateurs de *London Citizens* en 2010.

société civile¹. » De plus, le succès de *Citizens UK* devrait servir à augmenter le nombre d'adhérents et de leaders participant aux stages et non à faire de la publicité aux partis politiques. C'est l'établissement d'organisations dans les autres villes du pays et donc, *in fine*, la montée en puissance de l'organisation qui devraient être visés. Pour ce faire, indépendance financière mais aussi politique seraient nécessaires.

Bien que tous ces points ait été soulevés, il est finalement décidé de faire une offre. Neil Jameson explique cette décision à un journaliste : « notre principe durant les 22 dernières années a été de ne jamais demander de l'argent au gouvernement, mais cet appel d'offres donnait l'impression qu'il avait été écrit pour nous², et nous avons décidé d'abandonner ce principe pour répondre à l'offre »³ (Wiggins, 2011). Cet appel d'offres est perçu comme la reconnaissance de leur contribution à la société. Il est considéré comme une opportunité de financement pour le développement de l'organisation à travers le Royaume-Uni. De plus, dans un contexte de crise où le secteur associatif est également touché, *London Citizens* a du mal à renouveler, année après année, le financement nécessaire pour payer son personnel en pleine croissance. Neil Jameson met également en avant l'expertise de son organisation :

Le prochain gouvernement aura besoin d'architectes, de constructeurs et de citoyens informés si le souhait d'une redistribution des pouvoirs à une société civile puissante et active vise à être exaucé. Nos institutions religieuses et scolaires, associations communautaires et branches de syndicats sont solidement enracinés et un leadership engagé. Elles voient d'un bon œil l'opportunité de travailler avec un nouveau gouvernement qui regarde avec sérieux et respecte le talent, l'énergie et la créativité que les citoyens organisés peuvent apporter à la vie publique⁴ (Jameson, 2010).

Outre le besoin de financement, *Citizens UK* décide de répondre à l'appel d'offres car ses membres et employés souhaitent protéger la profession qu'ils ont créée. Ils considèrent que si une autre structure emportait le marché, cela menacerait le délicat et long processus de recrutement et d'apprentissage mis en place ces 22 dernières années⁵. Pour tenter de

¹ "I have spent 20 years fine-tuning and teaching the slow and patient art of organising and reorganising communities that form the fabric of civil society".

² On pouvait lire sur l'article publié sur le site de *Citizens UK* pour justifier la réponse à l'appel d'offre : "We decided to make a bid because: We believed it was written for us – David Cameron launched The Big Society Manifesto on the day he visited our office in March 2010 and *CITIZENS UK* was mentioned in the document as the organization a new Conservative Government would like to work with to train 5,000 Community Organizers. The bid specifically requested experience; track record; Alinsky; and a sustainability strategy to ensure the one year training and bursaries were not wasted". Source : <http://www.citizensuk.org/2011/02/statement-responding-to-ocs-decision-over-community-organizing-tender/> (consulté le 25.07.11)

³ "Our principle for the past 22 years has been never to apply for government money, but this contract looked like it was written for us so we abandoned that principle and bid for it."

⁴ "The next government will need architects, builders and informed citizens if its aspirations for a redistribution of power to a strong and active civil society are to be realized. Our religious and educational institutions, community associations and trade union branches have deep roots and committed leadership. They look forward to and welcome the chance of working with a new government that takes seriously and respects the talent, energy and creativity that organized citizens can bring to public life".

⁵ "We were keen to protect the craft and vocation of being a Community Organiser. We were aware that if we did not bid then someone else would and the delicate process of recruitment, apprenticeship, and mentoring that had gone on in *CITIZENS UK* for the last 22 years would be threatened". Source :

minimiser la perte d'indépendance financière, *Citizens UK* envisage alors de créer une entreprise indépendante à laquelle seraient confiées les missions de formation, lesquelles serviraient à sensibiliser et éventuellement à recruter de nouveaux membres et ce dans différentes villes du pays.

3. Des nouveaux venus dans le “community organizing”

En février 2011, la coalition entre *Locality* et *Regenerate* remporta le marché et obtint un contrat de 15 million de livres pour former les organisateurs de la *Big Society*. *Locality* correspond à la fusion de *the Development Trusts Association* (créé en 1992) et *Bassac* (créé en 1920), deux réseaux d'organisations indépendantes qui se rapprochent du *community development*¹. L'organisation partenaire de *Locality*, *Regenerate Community Trust*, est spécialisée dans la formation et le soutien aux individus et aux groupes afin que ceux-ci puissent, dans une perspective *d'empowerment*, s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté². Tel qu'indiqué sur leur blog³, ces structures puisent leurs méthodes d'intervention dans les approches développées par les éducateurs et les activistes tels Paulo Freire et Saul Alinsky.

Alors que « l'appel d'offres – supposé avoir été écrit pour eux – se réfère à leurs méthodes d'organisation »⁴ (Bunting, 2011), *Citizens UK* perd donc le marché. Selon Madeleine Bunting du *Guardian* il n'est pas difficile de comprendre cette défaite : « Neil Jameson, le fondateur et directeur, dit des choses comme, “nous enseignons aux gens comment prendre le pouvoir”, et conçoit “que son côté radical déplaît à certaines personnes” »⁵ (*ibid.*). Cette journaliste renvoie alors au caractère conflictuel de l'organisation – qui la distingue d'une interprétation purement communautarienne de son action. Mais alors, avoir tout de même répondu à l'appel d'offres du gouvernement – que cela soit la preuve d'une grande fragilité financière, d'une volonté de faire reconnaître la profession de *community organizer* ou d'une grande naïveté – risque d'être contre-productif en affectant la crédibilité du travail d'établissement d'une organisation indépendante démocratique et puissante.

<http://www.citizensuk.org/2011/02/statement-responding-to-ocs-decision-over-community-organizing-tender/> (consulté le 25.07.11).

¹ Les *settlement houses* du Royaume-Uni sont à l'origine de l'organisation *Locality*.

² “We train and support individuals, multi-agency teams, community and voluntary sector organisations to deliver dynamic and empowering processes designed to tackle the root causes of poverty and disadvantage.” Source : <http://www.cocollaborative.org.uk/users/regenerate> (consulté le 10.08.12).

³ Source : <http://www.cocollaborative.org.uk/blog/transparency-creativity-power-responsibility>, (consulté le 10.08.12).

⁴ “the tender – widely believed to have been written for them – refers to their methods of organizing”

⁵ “Neil Jameson, the founder and director, says things like, ‘we teach people to take power’, and agrees ‘that radical edge antagonises some people’”

Les organisateurs de la *Big Society* doivent, d'après leur fiche de poste, « aider les résidents, les groupes, les associations et les entreprises à développer leur pouvoir d'action collective pour le bien commun, grâce à l'utilisation de la *Root Solution Listening Matters*, un programme basé sur l'action et le dialogue »¹. Les missions ressemblent à celles d'un organisateur de *London Citizens*. L'outil du *one-to-one* est remplacé par la *Root Solution Listening Matters* (« la solution vient de l'écoute des problèmes ») développée par l'organisme de formation *Regenerate*. Mais les différences résident dans la finalité du programme, comme précisé sur le site du gouvernement : « les citoyens actifs peuvent être plus efficaces que les services publics pour trouver des solutions novatrices aux problèmes locaux »². Ainsi, un des objectifs est de « rendre le plus facile possible aux organisations de la société civile la formulation et la mise en œuvre des services publics »³. On retrouve la distinction entre les deux usages du terme *community organizing* présentés en introduction : *London Citizens* met en œuvre le modèle initié par Saul Alinsky, *Locality* et *Regenerate* s'inscrivent dans la tradition dite de « développement communautaire ».

Surpris et déçus de ne pas avoir remporté l'offre, les membres de *Citizens UK* ont souhaité féliciter la coalition *Locality-Regenerate* et ont déclaré être prêts à travailler avec eux là où cela pourrait être mutuellement bénéfique. Par ailleurs, certaines organisations qui sont dans le réseau de *Locality* sont également membres de *London Citizens*. Les développements récents ne laissent cependant pas présager d'une future coopération entre ces deux structures. La guerre est notamment déclarée quant à la propriété intellectuelle de la marque "Institute of Community Organising" (T. Mason, 2011). *London Citizens* n'a plus le monopole de l'utilisation du terme *community organizing*. Elle tente désormais de se démarquer de la politique du gouvernement et de mettre en avant un nom plus précis pour décrire son activité. Neil Jameson explique à une journaliste de *civilsociety.co.uk* en avril 2011 : « De toute évidence nous faisons du *Broad-Based Community Organizing*, ce qui est très différent de ce que les autres gens font, c'est-à-dire du développement communautaire »⁴ (*ibid.*).

¹ "to help residents, groups, associations, and businesses to develop their collective power to act together for the common good, through using 'Root Solution Listening Matters', a dialogue and action-based program that supports transformational change in individuals, groups, organizations and institutions". Source : <http://locality.org.uk/wp-content/uploads/Trainee-CO-Job-Description.pdf> (consulté le 01.08.2011).

² "that active local people can be better than state services at finding innovative solutions to local problems". Source : site du gouvernement de l'*Office of Civil Society* <http://www.cabinetoffice.gov.uk/content/big-society-frequently-asked-questions-faqs> (consulté le 31.08.11)

³ "making it as easy as possible for civil society organizations to help shape and deliver our public services"

⁴ "obviously the stuff we do is broad-based community organising which is arms-length from what the other folk are doing, which is really community development work by another name".

4. « Grande société » vs *Citizens UK* : quel rôle pour la société civile ?

Le débat suscité par le concept de la « grande société » et le rôle du *community organizer* autour de l'appel d'offres du gouvernement, renvoie à celui, antérieur, autour de l'appropriation du concept d'*empowerment* par les politiques publiques anglaises. Le projet de la *Big Society* s'inscrit en cela dans une certaine continuité des politiques de responsabilisation des citoyens menées depuis Margaret Thatcher et reprises par les gouvernements néo-travailleurs. David Cameron déclare : « je veux [que la *Big Society*] prenne ses responsabilités, travaille, protège la mère de votre enfant, agisse, s'engage dans votre communauté locale, fasse en sorte que les quartiers restent propres, respecte les gens et leur propriété »¹. De récentes études montrent que plutôt qu'être une réponse pertinente à la crise économique, la promotion de la « Grande Société » permet de déguiser une véritable « stratégie de choc » (“Shock Doctrine”) néolibérale de casse du service public (Levitas, 2012). Le *community organizing* dans sa version radicale se trouve alors instrumentalisé de la même manière que le concept d'*empowerment* peut l'être par les politiques néolibérales (Jouve, 2006, 6). Néanmoins, comme le note Marie-Hélène Bacqué dans le cadre de la mise en place de politiques d'*empowerment*, cette « cooptation » du *community organizing* participe d'une démarche de modernisation des institutions publiques qui passe notamment par « l'émergence de nouveaux paradigmes de l'action publique » autour de valeurs comme « la participation, le local, le partenariat » (Bacqué, 2005, 97) et dans ce cas la « société civile ». Similairement, aux États-Unis, « la construction et la légitimation [des] politiques publiques [communautaires] mobilisent » mais également « intègrent pour partie la critique sociale et la capacité d'expérimentation des mouvements progressistes ou des lobbyings “communautaires” » (Bacqué, 2005a, 49).

Ne pas remporter l'appel d'offres de la *Big Society* permet à *Citizens UK* de rester une force indépendante et de redéfinir publiquement sa position. Mais le fait d'y avoir répondu remet en cause les fondements idéologiques et la crédibilité de son projet et renvoie aux ambiguïtés de sa participation à la gouvernance et notamment de son rapport aux institutions publiques, problématique commune à de nombreuses démarches d'*empowerment* (Jouve, 2006, 9). La confusion introduite par l'appel d'offres autour du terme *community organizing* alimente ainsi des débats sur le rôle que peuvent ou doivent jouer les acteurs de la société civile. Dans tous

¹ “[I want the Big Society] to take responsibility, to work, to stand by the mother of your child, to achieve, to engage with your local community, to keep your neighbourhood clean, to respect other people and their property”. Source : Le discours de la *Big Society Speech* de David Cameron du 10.11.09 http://www.conservatives.com/News/Speeches/2009/11/David_Cameron_The_Big_Society.aspx (consulté le 02/08/2011).

les cas, les objectifs affichés du *community organizing* sont de lutter contre les inégalités, la pauvreté et l'individualisme. Le niveau local est mis en valeur et des avantages inhérents aux activités de coopération sont promus (Austin et Betten, 1977, 168). Les « citoyens ordinaires » sont encouragés à jouer un rôle actif dans la vie de la « polis ». Mais la nature de ce rôle dépend des idéologies décrivant les principes d'organisation de la société et des institutions mettant en œuvre ces méthodes. Qui devrait être responsable de la justice sociale ? D'un côté, nous avons vu que le directeur exécutif de *Citizens UK* affirme, dans la continuité de Saul Alinsky et Edward Chambers, que les inégalités sont liées au capitalisme mondialisé et qu'il faut organiser du local vers le global pour gagner en puissance et s'attaquer aux élites multinationales, tant politiques qu'économiques. De l'autre, les associations présentes à l'échelle locale sont définies comme responsables de la liberté de chaque individu et c'est l'État – et non le Marché – qui est principalement accusé de menacer les écoles pour la démocratie que constituent les institutions de la société civile.

On retrouve l'opposition classique entre les deux facettes du *community organizing* qui met en avant, d'un côté, le pouvoir comme but, pour le modèle alinskien, et de l'autre, le développement de partenariats avec les puissants (Fisher et Shragge, 2007, 202). Mais la distinction entre les finalités de l'action de *London Citizens* et le programme du gouvernement n'est pas si claire. C'est peut être ainsi que l'on peut comprendre le « dilemme idéologique » de Saul Alinsky et l'oxymore que nous avons introduite : l'« idéologie pragmatique ». Dans les deux cas, ce n'est en effet pas seulement la prise de décision mais aussi la mise en œuvre de ces décisions qui est visée. D'une part, le *community organizing* est envisagé comme un moyen de développer une société civile puissante qui peut faire rendre des comptes aux détenteurs du pouvoir politique et économique et participer ainsi à l'élaboration des politiques publiques. D'autre part, c'est une façon pour l'État de se désengager de l'action publique et de déléguer aux associations ses missions de service public.

Au final, la promotion de la *Big Society* renvoie aux thèses communautariennes en critiquant le déclin de la société civile mais ne semble les interpréter que dans le cadre strict de l'idéologie conservatrice. Cette politique est justifiée essentiellement par un État omnipotent (Sage, 2012, 7), auquel il faudrait substituer une société forte, et ne remet pas en cause les forces non-régulées du Marché, pourtant considérées par la plupart des communautariens comme la principale source de l'individualisme (Sandel, 2009, 265). *London Citizens* a cru y voir une rupture avec les politiques des gouvernements précédents et une reconnaissance. Il faut dire que le discours de la *Big Society* rejoignait celui du courant communautaire du Parti travailliste, ce qui laissait croire à une restructuration profonde du politique.

C. « Redésignation communautarienne » des oppositions partisans

Les influences du modèle d'organisation des citoyens mis en place par *London Citizens* sur la nature des politiques publiques, dans le cas du Parti conservateur, ou sur l'organisation des partis, pour le Parti travailliste, semblent illustrer une restructuration, ou du moins une « redésignation », des oppositions partisans en faveur d'un attrait revisité pour les thèses communautariennes¹. En retour, cette influence contribue à transformer la structure d'opportunité politique dans un sens favorable à l'action de *London Citizens*, et constitue en cela un « effet structurel » au sens de Herbert Kitschelt (1986, 67).

Le duo *Blue Labour/Red Tory* illustre particulièrement bien cette « redésignation ». Maurice Glasman développa sa théorie intitulée *Blue Labour* tandis que Phillip Blond, intellectuel proche de David Cameron, promouvait la sienne dénommée de manière symétrique par l'expression *Red Tory* (« conservateur rouge ») (Blond, 2010), dont s'inspire en partie le cadre idéologique de la politique de *Big Society*. Tous deux sont des fervents partisans de *London Citizens*, le premier en tant que leader et le second en tant qu'administrateur de *Citizens UK*, et s'inspirent du *community organizing* pour nourrir leurs théories politiques respectives. Dans une correspondance publiée dans le magazine *Prospect* de mai 2010, ils soulignent que de nombreux traits réunissent ces deux courants, travailliste pour le premier, conservateur pour le second. Il s'agit de l'importance donnée au renforcement de la société civile et aux communautés locales plutôt qu'à un État tout puissant ainsi que de la centralité de la « vertu » en politique et notamment le besoin de « moraliser » le Marché (Glasman et Blond, 2010, 26). C'est le courant communautarien qui les réunit, avec un constat partagé ; celui de l'érosion des « associations civiques » (“civic associations”) – telles que la famille, les congrégations religieuses ou les syndicats – qui rend les individus démesurément dépendant de l'État et du Marché. Les oppositions se dégagent notamment sur le degré de régulation du capitalisme. Maurice Glasman parle de « règles fermes » (“firm rules”) pour apprivoiser la finance, de l'importance de la reconnaissance des conflits entre travailleurs et employeurs et de la nécessité d'un rôle accru des employés dans la gouvernance des grandes entreprises et de l'augmentation des salaires. Il critique l'accent mis par les conservateurs sur la casse du service public. Phillip Blond, lui, dénonce l'importance qu'accorde son correspondant aux conflits économiques et aux syndicats ainsi que sa vision sinistre des forces du Marché. Il ne parle pas

¹ Ce nouvel attrait des deux bords de l'échiquier politique pour le *communitarianism* est souligné par des travaux récents outre-manche (Levitas, 2012 ; Sage, 2012) mais le lien n'est pas fait avec *London Citizens*. Rappelons d'autre part que cette interprétation purement communautarienne de l'activité de *London Citizens* néglige sa dimension conflictuelle.

de limitation, ou de forte régulation du capitalisme mais de son changement. Il faut étendre l'accès au capital et ainsi l'entrée dans le Marché à tous, afin d'en limiter le caractère centralisé (*ibid.*, 28). Cette dualité/complicité entre Maurice Glasman et Phillip Blond aide à comprendre les ambivalences des visées de l'action de *London Citizens* et notamment son rapport avec la *Big Society*.

Ce renouveau communautaire avait déjà été analysé au début du *New Labour* (Levitas, 2000). Il avait inspiré une partie des thèses de « la troisième voie » (Giddens, 1998). Il permettait de défier le libre Marché sans pour autant renouer avec l'État fort de la gauche traditionnelle (Sage, 2012, 4). Mais il avait alors été concrétisé dans sa forme conservatrice, et notamment pro-Marché, et non progressiste (Driver et Martell, 1997, 43). Il se rapprochait alors plus de la théorie de la *Big Society*, en promouvant un modèle très individualisé de la responsabilité là où le communautarisme met en avant une responsabilité collective (Sage, 2012, 11). Le *Blue Labour* quant à lui mettrait en avant une politique plus progressiste critiquant les méfaits du Marché là où la *Big Society* insisterait plutôt sur ceux de l'État fort. La centralité de l'État est également critiquée par le courant travailliste mais moins que celle de la crise financière imposée aux citoyens. Elle l'est pour son aspect bureaucratique (*ibid.*, 9) et pour sa relation complaisante avec le monde de la finance (Glasman, Rutherford, Stears et White, 2011, 12) mais les valeurs de solidarité inhérentes à son caractère providentiel et redistributeur sont louées (*ibid.*, 24-28). Stuart White, de l'Université d'Oxford et coorganisateur avec Maurice Glasman de la conférence fondatrice du courant *Blue Labour* (*ibid.*), entend ainsi les convergences avec l'action de *London Citizens* :

L'individualisme est sans nul doute un gros problème dans la société britannique actuelle, de mon point de vue, et quand je regarde *London Citizens*, je vois quelque chose qui sort les gens de cette sorte d'individualisme. Ça leur rappelle qu'ils sont dans une société avec d'autres personnes et qui dépend de ces personnes. Ça leur donne un vocabulaire moral pour parler de cette interdépendance et une certaine confiance dans leur capacité de faire quelque chose pour de bon. (...) Le *Labour* ne peut rien dire sur la moralité du capitalisme financier car il est trop lié à ses succès. Au final, la gauche traditionnelle ne peut rien dire sur l'efficacité morale de tout ça, alors que *London Citizens* a voix au chapitre sur les manquements moraux, soutenus en quelque sorte par sa tradition religieuse¹.

¹ "Individualism is actually certainly a big problem in contemporary British society I think and when I look at *London Citizens* I see something that helps draw people out of that kind of individualism. That reminds that they are living in a society with other people, that the problem they have, they share it with other people, they are ultimately dependant with this people. Which gives them a moral vocabulary to talk about this dependency and it gives them a sense of confidence that they might actually be able to do something. (...) The labour party can't say anything about the morality of financial capitalism because it is itself so linked to its success. So the main stream left can't say anything about the moral efficiency of this; *London Citizens* sort of supported by its religious traditions can say something about the moral deficiencies" (Stuart White, entretien du 18.09.09).

L'accent mis sur la « moralisation » du Marché et de la vie publique renvoie au terme que le Parti travailliste, et notamment le courant *Blue Labour* (Glasman et Blond, 2010, 26), oppose à la « grande société » : la « bonne société » (Cruddas et Nahles, 2009).

Outre une recomposition de l'opposition traditionnelle droite/gauche, l'action de *London Citizens* a eu pour effet d'engendrer des « désallégeances » partisans. Boris Johnson, le maire élu de Londres, a par exemple soutenu la campagne *Strangers into Citizens* contre l'avis de son parti (Mulholland, 2009). Plus substantiellement et en lien avec le tournant communautarien, un ancien député travailliste, James Purnell, a démissionné de son siège de député en février 2010 et en a profité pour aller se former au *community organizing* auprès de *London Citizens*. Peu avant l'assemblée du 25 novembre 2009, il avait été présenté par la journaliste Allegra Stratton à Maurice Glasman, lequel raconte :

James est venu au *Barbican* et il a démissionné de son poste de parlementaire, il a suivi le stage de *community organizing* et il veut être un organisateur. Et c'est un politicien très sérieux donc c'est une histoire très intéressante. (...) C'est fou! Et ça veut dire quelque chose, ce que voit James c'est que nous atteignons vraiment les gens, que les gens se parlent vraiment. Il dit qu'au Labour et quand on fait de la politique de haut niveau, personne ne se parle, il n'y a pas de vrais liens avec les gens, tout est utilitaire. Quand il vient quelque part où les gens sont honnêtes, il adore, il adore totalement¹.

James Purnell s'est engagé aux côtés de Maurice Glasman dans le courant *Blue Labour* au sein du Parti travailliste et rejoint ainsi les thèses communautariennes, notamment la nécessité d'impliquer davantage les citoyens dans la politique et plus particulièrement dans le Parti travailliste. Il dénonce cependant les initiatives de « développement communautaire » mis en avant par les autorités publiques et défend publiquement le travail de *London Citizens*, ici dans un article qu'il a écrit dans le *Times* :

Il faut dire clairement que nous voulons une société avec de la réciprocité. On n'y arrivera pas juste en parlant comme fait David Cameron. On y arrivera seulement par l'organisation, l'activité fondatrice du mouvement travailliste. Je ne veux pas parler du, souvent minable, développement communautaire fait par les gouvernements locaux et nationaux. Je veux parler du genre d'organisation communautaire initiée par Saul Alinsky à Chicago et en Grande-Bretagne par *London Citizens* qui a convaincu Ken Livingstone de créer le *London Living Wage*. Ça a été de l'activisme de quartier, du porte-à-porte emmené par des gens qui se connaissaient et qui ont créé une voix qui ne pouvait pas être ignoré² (Purnell, 2010).

¹ "James came to the barbican and he resigned as an MP, he did the community training, and he wants to be an organizer. And he's a very serious politician so that's a very interesting story.(...) that's crazy! And meaningful, what James sees is that we really get on to the people, that people really relate to each other. He says that at labour and at top levels of politics, nobody talk to each other, there is no real relationships, it's all completely instrumental. When he comes to a place where people are honest, he loves it, he absolutely loves it" (Maurice Glasman, entretien du 06.05.10).

² "We should be clear that we do need a reciprocal society. That won't be achieved just by talking about it, as David Cameron does. It will be achieved through organization — the founding skill of the Labour movement. I don't mean often lame community building by local and national governments. I mean the kind of community organization pioneered in Chicago by Saul Alinsky and in Britain by *London Citizens* who persuaded Ken Livingstone to introduce the London living wage. This was door-to-door neighbourhood activism driven by people who knew each other and created a voice that could not be ignored".

Sa déclaration se réfère aux deux acceptions de *community organizing*, sources notamment des quiproquos entre la *Big Society* de David Cameron et *London Citizens*. Après avoir démissionné de sa fonction parlementaire, il est devenu directeur d'un projet sur le futur des politiques de gauche au sein du *think tank Demos* et est depuis président d'un autre groupe de réflexion progressiste, l'*Institute for Public Policy Research*. Depuis le 10 novembre 2010, il fait parti, de même que Philip Blond, des administrateurs de *Citizens UK*. L'organisation souhaite ainsi garder une symétrie dans ses rapports à la politique partisane (*Blue Labour* et *Red Tory*), même si le « conservateur rouge » est moins actif que James Purnell. Mais en nommant des administrateurs provenant de la classe politique, bien qu'issus du renouveau communautarien inspiré par l'action de *London Citizens*, l'association ne se compromet-t-elle pas avec les élites politiques auxquelles elle prétend précisément faire rendre des comptes ? C'est, en tout cas, une illustration supplémentaire de la maxime du BBCO, « pas d'ennemis ni d'alliés permanents ». Il faut faire avec le système pour le changer, au risque de ne pas parvenir à modifier les relations de pouvoir existantes.

L'organisation flirte donc avec les deux principaux partis du Royaume-Uni. Cet attrait réciproque, qu'il serve à dénoncer la politique partisane ou à la légitimer, reflète le « pragmatisme radical » du BBCO et ses ambivalences idéologiques : agir dans le système ou à la racine des problèmes ?

Conclusion du Chapitre 4

Démocratiser la gouvernance ?

L'action de *London Citizens* dans la gouvernance londonienne, et plus largement nationale, illustre le rôle à double tranchant qui peut être prêté à la société civile. Ce rôle peut recouvrir « des valeurs aussi différentes, voire contradictoires, que la solidarité et l'autogestion d'un côté, l'initiative privée et la concurrence de l'autre » (Rangeon, 1986, 32). La notion de *community organizing*, en ce qu'elle désigne un processus par lequel un groupe « acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif » renvoie à la notion d'*empowerment* (Biewener et Bacqué, 2011, 82) qui est connue pour des ambivalences de même nature. Son introduction dans les politiques publiques britanniques, bien que soulevant des débats quant à la nature du rôle que la société civile doit ou peut jouer dans l'action publique, la fait triompher dans sa forme faible, tiraillée entre

projet progressiste et néolibéral, et s'épuise dans sa définition la plus exigeante – comme cela a été noté par Rosanvallon (2011a, 339) au sujet des appels à la « démocratie participative ». Mais là où le projet de la *Big Society* conditionne la démocratisation de la gouvernance à un désengagement de l'État et met en avant la société civile comme gestionnaire, *London Citizens* se démarque en interpellant les décideurs. Il s'agit de la dimension conflictuelle de son action, qui la distingue en partie de la philosophie communautarienne dont elle tire pourtant une part de sa légitimité.

Concernant le jeu politique, l'action de *London Citizens*, et notamment ses assemblées pré-électorales, participent à la redéfinition de la place des hommes politiques et non à leur discrédit. Ces assemblées ouvrent des pistes sur les moyens d'organiser une nouvelle relation entre l'État et la société, rendue difficile par « le flou de l'opinion et le corset de certaines institutions trop limitées » (Rosanvallon, 2011a, 340). Par ailleurs, la réforme du Parti travailliste engagé par les frères Miliband irait dans le sens d'une refondation des institutions politiques. À travers ces changements, émergent « des figures de professionnels engagés porteuses de nouvelles conceptions de la citoyenneté et de la politique » (Boutaleb et Roussel, 2009, 14) comme celle de Neil Jameson.

Finalement, la « capacité transformatrice » de *London Citizens* est intégrée dans un « jeu complexe de recomposition et de modernisation des institutions et des politiques publiques » (Bacqué, 2005, 82). Mais contrairement à l'institutionnalisation et l'« intégration partielle » observée dans le cas de nombreuses actions collectives urbaines (*ibid.*), l'organisation construit elle-même son propre rôle, entre contre-pouvoir et coopérations, et souhaite, non sans difficultés, rester autonome. Les confrontations et les négociations de *London Citizens* avec les institutions renvoient à « l'enjeu d'une transformation de l'engagement civique et de la compétence des citoyens à l'intérieur des nouveaux modèles de gouvernance » (Hamel, Maheu et Vaillancourt, 2000, 21) au sein des villes, voire des États.

Conclusion de la 2^{ème} partie

London Citizens, aiguillon moral et démocratique de la gouvernance

Les années 2000 ont vu apparaître un « Acteur Politique Non Identifié » dans la gouvernance londonienne, les médias et même dans l'arène politique nationale. *London Citizens* crée ses propres règles de dialogue avec les puissances publiques. Elle n'est ni un parti politique – l'organisation ne présente pas de candidats aux élections et ne se situe pas sur l'échiquier politique allant jusqu'à affirmer ne pas avoir d'idéologie – ni un groupe d'intérêt – ses revendications ne s'attachent ni à une thématique particulière ni ne concernent un secteur particulier de la population.

Au Royaume-Uni, les « nouveaux instruments de la gouvernance ont accéléré les processus d'individualisation et approfondi la crise des institutions représentatives » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 173). Ce constat, amplifié par les dernières crises économiques, permet à l'organisation de légitimer son action. D'une part *London Citizens* s'attaque à l'excès d'individualisme en incitant les personnes à rejoindre des associations, entre lesquelles elle propose de tisser des liens de coopérations. D'autre part, elle s'engage, au sein de l'arène publique, dans un processus qui vise, en démocratisant la gouvernance, des changements sociaux pour les habitants de Londres. Elle souhaite créer des relations plus interactives entre les leaders politiques et les citoyens.

London Citizens s'inscrit dans une catégorie de l'action collective urbaine bien particulière, celle du *community organizing*. Mais cette dernière est maintenant associée à l'action publique nationale. Elle est devenue un label très convoité et l'élection de Barack Obama aux États-Unis, qui fut *community organizer* à Chicago et dont la campagne s'est inspirée de ces techniques de mobilisation, en est en partie responsable. Le gouvernement de David Cameron l'utilise comme une technique pour permettre à la société civile de s'organiser afin de compenser le désengagement des pouvoirs publics en matière de sécurité, de logement ou d'emploi. Cette conception diffère du modèle développé par *London Citizens* qui vise à « organiser » une

société civile puissante à même de faire rendre des comptes aux détenteurs des pouvoirs politiques et économiques. Cependant le fait d'avoir répondu à un appel d'offres du gouvernement conservateur pour former des *community organizers*, dans le but de voir reconnaître son activité et de s'assurer de financements, pose la question du rapport de pouvoir que l'association souhaite instaurer et traduit peut être un manque d'assurance idéologique. Le programme de la *Big Society* a en quelque sorte instrumentalisé la reconnaissance croissante de *London Citizens*, afin de proposer une politique séduisante pour les communautariens mais avant tout destinée à maquiller les réductions budgétaires du gouvernement. Les acteurs de l'organisation n'ont pas réussi à faire triompher le *community organizing* dans sa définition la plus exigeante, qu'avait tenté de mettre en avant Saul Alinsky aux États-Unis.

Pour les gouvernements néo-travaillistes et conservateur, l'action de *London Citizens* offre la perspective d'habitants prenant eux-mêmes la responsabilité de régler leurs problèmes. De plus, les acteurs politiques, dont « leur croyance dans leur propre déficit de légitimité contribue grandement à la réalité du malaise dans la représentation » (Boutaleb et Roussel, 2009, 16), développent des relations avec *London Citizens* qui leur permettent de restaurer leur image publique. En retour, les modes d'exercice de la domination politique – et au-delà, le bien-fondé du système de délégation – ne sont pas fondamentalement remis en cause. Néanmoins, là où les « les partis ont perdu leur rôle central dans la démocratie britannique » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 107), là où l'offre participative conventionnelle ne correspond pas à la demande des citoyens, *London Citizens* interroge l'organisation de la représentation démocratique. Elle se construit un rôle qui dépasse celui de simple acteur du pluralisme démocratique. Elle propose de réinstaurer un contrôle du peuple, « des citoyens de Londres » voire « du Royaume-Uni », sur ses élus. Les assemblées pré-électorales, uniques en leur genre, en sont l'illustration.

CONCLUSION

London Citizens est devenue un acteur de la gouvernance londonienne qui reflète et interpelle la quête démocratique contemporaine. C'est en agissant en tant que représentante de la société civile, pensée comme sphère indépendante des professionnels politiques et des acteurs de l'économie de marché, qu'elle justifie son rôle dans un contexte de gouvernance. Mais au-delà d'une simple représentation des habitants de Londres, l'organisation se construit comme un « espace de solidarité et de présentation publique dans lequel les acteurs sociaux se reconnaissent et peuvent se faire reconnaître » permettant ainsi d'envisager une nouvelle forme de démocratie dans les « sociétés complexes et pluralistes »¹ (Melucci et Avritzer, 2000, 521). Son intervention dans le débat public invite à repenser la participation des citoyens, notamment des habitants les plus en marge des sphères politiques et économiques, à leur propre gouvernement. Elle renvoie à un projet de « démocratie radicale » reflétant « la combinaison d'un scepticisme à l'égard des capacités régulatrices des gouvernements nationaux et de doutes quant à la capacité des démocraties conventionnelles à inclure les énergies des citoyens ordinaires » (Cohen et Fung, 2011, 115). Le *Broad-Based Community Organizing* participe à l'élargissement de la « palette des engagements » politiques (Perrineau, 1998, 116) qui permet l'émancipation croissante des individus. L'action de *London Citizens* tend à raviver les formes de participation politique traditionnelles – telles que le vote – à travers l'organisation d'assemblées pré-électorales. Elle interroge également la responsabilité sociale des acteurs non-gouvernementaux. Mais la légitimation de cette « prétention à représenter » les « citoyens de Londres », conditionnée à l'implication de nombreuses et diverses personnes dans les activités de l'organisation, est en tension avec l'efficacité d'actions collectives visant des changements politiques et sociaux. *London Citizens* défend alors une approche pragmatique de la démocratie et de la citoyenneté, qui invite à concilier, non sans soulever de nombreux défis, participation du plus grand nombre et efficacité politique, engagement communautaire et intervention dans l'arène publique, contre-pouvoir et coopération politique.

¹ “If democracy is to keep its legitimacy, it needs to assume a different form in complex, pluralistic societies. It has to create a space for solidarity and public presentation within which social actors recognize themselves and can be recognized”.

Concilier participation du plus grand nombre et efficacité des actions collectives

Pour être légitime en tant que représentante des « citoyens de Londres », *London Citizens* vise avant tout la construction d'une organisation forte de nombreux membres, divers et conscients du pouvoir qu'ils possèdent lorsqu'ils agissent sous la même bannière. Au-delà de la recherche d'une certaine représentativité, elle publicise également son combat contre la fracture sociale, le repli communautaire et la désaffection politique des habitants de la capitale anglaise. Ainsi, *London Citizens* contribue entre autres à critiquer – mais aussi à résorber – la distance accrue entre les citoyens et les formes de participation démocratique traditionnelle, notamment due à leur inéluctable tendance oligarchique (Ostrogorski, 1902 ; Michels, 1914). Pour autant son action n'est pas exempte de ces mêmes critiques.

Nous avons dépeint un long processus de construction de la puissance de l'organisation. Avant de pouvoir s'attaquer à des sujets comme le salaire décent, il a fallu gagner de petites victoires. Via ces premiers résultats, la capacité de nuisance de l'organisation est renforcée aux yeux de ses potentielles cibles. Mais surtout, les membres de l'association ont ainsi des occasions de se rencontrer, de reconnaître leur capacité d'action, de se former et de s'engager ainsi durablement dans l'alliance, renforçant, d'une autre manière, le pouvoir du collectif. Il s'agit donc de constamment articuler les objectifs à court terme, obtenir des petits gains, impliquer et former un grand nombre de participants, avec ceux à plus long terme, renforcer le pouvoir de l'organisation et l'envergure de ses campagnes. La tension entre participation active du plus grand nombre et recherche d'une efficacité politique plus importante ne cesse de se poser dans la pratique. Les trois finalités interdépendantes et non-hiérarchisables du BBCO, celle des campagnes, celle de la construction de relations et celle du développement de leaderships, permettent, dans une certaine mesure, de contenir cette « tension ». Au quotidien, les organisateurs doivent être performants sur ces trois points. Être en permanence sur le terrain au contact de leurs membres tout en encourageant ceux-ci à s'impliquer davantage et à se rencontrer permet de résister à la « loi d'airain de l'oligarchie », qui a tendance à se manifester lors de l'organisation des campagnes de grandes envergures. De plus, l'offre constituée par ces trois objectifs légitime différentes raisons de s'engager durablement dans *London Citizens*. Via des stages, des réunions, des actions et des rencontres en tête-à-tête réguliers, les organisateurs créent un cadre d'interaction où ils font correspondre les valeurs des membres avec celles de l'association mais adaptent également continuellement les activités, notamment à l'échelle très locale. Ce faisant, un « bien commun » à tous les membres est défini dans le cours de l'action. Validé et mis en scène lors

des assemblées il renvoie à une conception « unitaire » (Mansbridge, 1983) de la démocratie au sein de *London Citizens*. Le processus « démocratique » de participation aux activités de l'association a moins comme objectif un effet sur les prises de décisions que le renforcement des liens entre les participants, le développement de « leaderships » et la mobilisation collective, laquelle permet de légitimer la fonction de représentation qu'a *London Citizens* dans l'espace public. Dans la continuité de la philosophie pragmatique, c'est la démocratie comme « expérience », et non comme fin en soi, qui est mise en avant (Dewey, 1995[1939], 47).

L'engagement au sein de *London Citizens* est valorisé en tant que tel via des rituels de célébration de la communauté ainsi formée, regroupant une diversité et un grand nombre d'individus. Cette communion renvoie aux thèses néotocquevilliennes qui en font un pré-requis pour l'engagement politique des individus dans le fonctionnement démocratique d'une société. Sur cette base, mais sans s'y réduire, l'association constitue une voie d'inspiration communautarienne (*communitarianism*) pour démocratiser la gouvernance londonienne mais aussi renouer, par le bas, avec la participation politique traditionnelle. Cet enracinement dans le local, et plus largement dans les communautés, conduit à s'interroger sur la possibilité d'une remise en cause substantielle de l'ordre politique et économique à l'origine des dysfonctionnements auxquels l'association s'attaque.

Lier engagement communautaire et intervention dans l'arène démocratique

Le développement du BBCO s'inscrit dans la philosophie politique anglo-saxonne d'inspiration libérale et pluraliste. Contrairement à la pensée française, le fonctionnement sociétal n'indexe pas le pouvoir au politique et le politique à la Nation mais est de nature processuel : c'est de la possibilité pour chaque individu ou groupe d'agir en poursuivant ses intérêts propres que découle un cadre institutionnel pouvant assurer le plus grand niveau de bien-être à la population (Balazard et Genestier, 2009). Pour *London Citizens*, la ville est une société pluraliste où chaque individu devrait être membre d'au moins un groupe sachant exercer son pouvoir, tout en respectant et tolérant la voix des autres groupes. Ces derniers sont considérés, dans une approche pluraliste, comme « le fait social premier à l'origine de toute politique » (Saurugger, 2003, 154).

Mais le BBCO ne laisse pas « la main invisible du pluralisme » contrôler la compétition entre les groupes et les individus, présentés par les pluralistes comme « égoïstes par nature » et ne cherchant qu'à « maximiser leurs bénéfices individuels » (*ibid.*). *London Citizens* reconnaît dans la société globale un déséquilibre des pouvoirs à la faveur des puissances économiques et publiques et propose en interne de fédérer les groupes qui sont le moins audibles. Cette

volonté de démocratisation du gouvernement des villes est empreinte de la philosophie communautarienne, inspirée des thèses tocquevilliennes. « De nouvelles institutions intermédiaires doivent être créées » (Chambers, 2004, 140) pour faire face au déséquilibre des pouvoirs ayant bénéficié essentiellement au capitalisme¹. Il s'agit de « rediriger l'énergie (...) vers la société civile globale afin de renforcer des petites organisations comme la famille, les congrégations, les syndicats et les groupes civiques – des communautés petites et durables dans des grandes métropoles »² (*ibid.*). De plus, au sein de la société civile, ce n'est pas la concurrence mais la coopération entre les différents groupes de la société qui est visée pour aboutir à un bien commun. Les organisateurs créent avec attention un univers dans lequel les différentes communautés trouvent ce qu'elles ont en commun et non ce qui les divise. Pour des institutions religieuses, ils mettent en avant l'attention et le respect pour la spiritualité. Pour les progressistes, *London Citizens* fait écho aux valeurs démocratiques, aux revendications d'égalité économique et aux luttes contre les discriminations ou syndicales. Pour les conservateurs, elle renvoie à l'image populaire de la famille et de la communauté. La participation politique promue par les acteurs du BBCO ne se limite pas aux campagnes menées par l'organisation mais s'étend à la vie associative et communautaire des individus. Il s'agit de renforcer ou de recréer les liens menacés par « l'abstraction et l'objectivation des rapports sociaux » du libéralisme (Laville et Sainsaulieu, 1997, 47). La figure de cette vie publique est incarnée par le concept de « leadership » propre au BBCO. Tout en développant des relations avec de nombreuses personnes, au sein de leur communauté comme des autres groupes membres de l'organisation, les « leaders » doivent participer à l'élaboration de revendications et à des actions collectives pour défendre ces dernières dans l'arène publique. L'action de *London Citizens* représente alors une réaction d'inspiration communautarienne aux évolutions contemporaines des modes de régulations pluralistes et libéraux décrits par la notion de gouvernance. Elle fait écho plus largement à la tradition coopérative au Royaume-Uni, incarnée ces deux dernières décennies par la valorisation de la *community* et de la démocratie participative dans les politiques publiques en direction des quartiers, qui participe à la complexification de la gouvernance locale et à l'enrichissement de la vie publique (Booth, 2010, 33).

¹ Il s'agit là, chez les communautaristes, d'une critique récurrente du système pluraliste. "One of the most striking tendencies of our time is the expansion of markets into spheres of life traditionally governed by non-market norms" (Sandel, 2009, 265).

² "New mediating organizations must be created and fostered. Some of the energy now being poured into capitalism ought to be directed into global civil society to strengthen small organizations like family, congregation, labor unions, and civic groups – small, sustainable communities within large urban areas."

Mais au-delà de l'idéal coopératif ou communautaire, *London Citizens* encourage un engagement proactif dans l'arène publique. Elle ne s'enferme pas dans une vision « romantique » voir « sentimentale » de la communauté, comme c'est le cas dans de nombreuses expériences de « développement communautaire » (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2006, 675–678 ; Booth, 2010, 33). Il s'agit plutôt de conjuguer une approche communautarienne à une dimension plus conflictuelle, plus politique, qui correspond à la création d'un contre-pouvoir autonome et actif face aux forces politiques et économiques¹. Le BBCO souhaite ainsi dépasser la tendance individualisante et socialement inégalitaire de la démocratie libérale pluraliste mais aussi le retrait du politique, souvent considéré comme une des conséquences de l'engagement associatif tel qu'il est défendu par les communautariens aux États-Unis (Eliasoph, 1998). Il propose une alliance entre les différentes « petites sociétés »² décrites par Tocqueville (2002, 108) pour tenter de reformer une « grande société », où la coopération entre « institutions libres »³ induirait une montée en généralité des intérêts communautaires et particuliers. Cette dynamique de renforcement et de coalitions entre des associations locales permettrait alors aux citoyens une participation plus effective à la vie de la Cité. En liant engagement communautaire et engagement public, *London Citizens* connecte les problèmes privés avec les problèmes publics, tout en permettant une mobilisation plus efficace par l'intermédiaire des « leaders ». Elle propose alors une forme d'engagement politique alternative aux dispositifs traditionnels ou institutionnels de participation.

Interpeller et légitimer les acteurs de la gouvernance

Cette posture d'aiguillon démocratique ne va pas jusqu'à toucher aux principes de la démocratie représentative. Au contraire, elle s'appuie sur sa perpétuation en établissant « une représentation plus authentique », en tentant « de redonner une assise saine à la logique de la délégation politique » (Boutaleb et Roussel, 2009, 10). Là où « le manque de confiance envers autrui et la défiance vis-à-vis des gouvernants » s'avèrent « corrélés » (Rosanvallon, 2006, 18),

¹ Michael Sandel (2009, 337) critique d'ailleurs l'approche républicaine de l'IAF lorsqu'elle lie les ressources morales de la vie communautaire à l'exercice de la liberté des actions politiques.

² Tocqueville (2002, 108) avait déjà souligné le risque d'évitement du politique potentiellement induit par l'engagement communautaire : « l'individualisme étant un sentiment réfléchi et paisible, qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis, de telle sorte qu'après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne la grande société à elle-même ».

³ « Les institutions libres (...) ramènent à tout moment son esprit vers cette idée, que le devoir aussi bien que l'intérêt des hommes est de se rendre utiles à leurs semblables; (...). On s'occupe d'abord de l'intérêt général par nécessité, et puis par choix; ce qui était calcul devient instinct; et, à force de travailler au bien de ses concitoyens, on prend enfin l'habitude et le goût de les servir » (Tocqueville, 2002, 116).

les actions de *London Citizens* visant la sphère politique s'attaquent simultanément à ces deux déficiences. D'une part, alors que les gouvernements britanniques depuis Margaret Thatcher ont encouragé les citoyens à « se comporter comme des individus égoïstes » (Faucher-King et Le Galès, 2007, 60), l'association encourage le développement de liens de réciprocités entre différents citoyens et communautés et a inspiré en ce sens le renouveau du parti travailliste – à travers le courant *Blue Labour* et le *Movement for Change* visant à reconstruire la base du parti – mais également la politique du gouvernement conservateur de la *Big Society*. D'autre part, *London Citizens* organise des assemblées pré-électorales permettant aux candidats de renouer des relations de confiance avec leur base. Elle contribue ainsi à renforcer le système représentatif. Mais là où le vote a voulu agglomérer les trois formes d'activité politique distinguées par Pierre Rosanvallon – la démocratie d'expression, d'implication et d'intervention – l'action de l'organisation invite à mieux les articuler en permettant à la fois « la formation de jugements sur les gouvernants et leurs actions » comme « l'émission de revendications », la concertation entre différents citoyens pour aboutir à la production d'un « monde commun » et des « actions collectives pour obtenir des résultats visés » (Rosanvallon, 2006, 26). En proposant une offre alternative de participation, c'est un remède à la crise de la démocratie, entendue comme crise de « l'offre fournie par les institutions et les partis politiques » (Carrel, 2007, 47–48), qui est mis en avant. Cela explique en partie la bonne réception des initiatives de cette organisation par la sphère politique, consciente de son propre déficit de légitimité. Envers le gouvernement, *London Citizens* participe alors à la « quête d'un contre-pouvoir, stabilisateur et correcteur à la fois » qui a « continûment soutenu la vie des démocraties » en remédiant par exemple à « la dégradation de la relation entre élus et électeurs »¹ (Rosanvallon, 2006, 19–20). Cette lutte pour démocratiser le système représentatif s'inscrit dans les « luttes démocratiques » qui détournent peu à peu le fonctionnement « élitiste » de ce système (Rancière, 2005, 61). Elle donne l'exemple d'une articulation, et d'un renforcement mutuel, entre dispositifs participatifs et système représentatif.

La reconnaissance obtenue par l'association s'effectue dans un contexte de gouvernance où l'État cesse de faire « figure d'instance de surplomb, de lieu à part et au-dessus où se détermine l'existence collective » et où sa légitimité « n'est plus faite que de la répercussion

¹ Pierre Rosanvallon parle alors de démocratie ou de pouvoir de surveillance. « La vigilance du peuple-surveillant, perpétuellement actif, a été célébrée comme le grand remède aux dysfonctionnements institutionnels » (Rosanvallon, 2006, 20).

qu'il assure aux réquisitions, aux interrogations ou aux difficultés de la vie commune » (Gauchet, 2001, 155).

Le rôle substantiel des acteurs non gouvernementaux dans la gouvernance, et notamment celui des acteurs de l'économie globalisée dont la puissance excède largement celle du reste de la société, remet en question la démocratie au-delà du système représentatif. C'est ainsi que *London Citizens* interpelle directement des entreprises privées pour faire aboutir des revendications, en termes de salaires et d'emploi par exemple, et participe, en retour, à cette diversification des scènes d'action caractéristique de la notion de gouvernance. Les gains obtenus dans ce secteur se résument essentiellement à une moralisation des discours et à la modification de quelques pratiques – par exemple en termes de rémunération et de conditions de travail dans le cadre de la campagne pour un *Living Wage*. Pour modestes qu'ils soient, ces résultats posent la question de la possibilité d'une interpellation, par le bas, du système économique mondialisé.

Une approche pragmatique de la démocratie

Alors que le concept de gouvernance désigne un effacement des frontières et des responsabilités pour traiter les problèmes économiques et sociaux (Stoker, 1998, 19), la démocratisation de la gouvernance entreprise par *London Citizens* passe par la responsabilisation de ses différents acteurs. Ce sont notamment les citoyens qui doivent s'organiser pour pouvoir à leur tour responsabiliser les acteurs publics, politiques et économiques. *London Citizens* souhaite rester autonome. Dans les rapports de forces qu'elle tisse avec les acteurs politiques et économiques, elle crée cependant des partenariats aux effets potentiellement ambigus. Le fait d'avoir voulu être associé au programme conservateur de la *Big Society* illustre l'ambivalence du rôle que l'action pragmatique de *London Citizens* peut donner aux citoyens d'une part et à l'État d'autre part. La référence au *community organizing* peut aller dans le sens d'un État interventionniste, auquel la société civile demanderait des comptes, comme dans celui de son désengagement, la charge de l'intervention étant alors transférée aux habitants, considérés comme responsables de la lutte effective contre les problèmes sociaux (DeFilippis, Fisher et Shragge, 2006, 677).

En dépassant ce dualisme entre instrumentalisation néolibérale de la participation citoyenne et création d'un véritable contre-pouvoir, on peut analyser l'action de *London Citizens* comme la figure émergente d'une citoyenneté pragmatique. Les discours et actions collectives engagés par *London Citizens* renvoient à une conception de la citoyenneté comme processus d'apprentissage, comme forme d'éducation populaire et amènent la redéfinition des

responsabilités individuelles et collectives. Une citoyenneté se forge au cours des actions où *London Citizens* engage un grand nombre d'individus, souvent peu habitués à évoluer et être reconnus dans l'espace politique. Se confronter aux représentants permet par exemple de « penser autrement le consentement à l'autorité politique » (Céfaï, 2007, 720). *London Citizens* vise ainsi un *empowerment* des communautés et individus qu'elle organise. C'est « la capacité d'exercer des droits liés à la participation politique de type démocratique », c'est à dire la « citoyenneté » (Braud, 2008[1992], 571), qui est redéfinie. Mais l'émancipation politique des membres reste conditionnée au fait organisationnel. Elle est envisagée via l'engagement dans l'association. Les stratégies de mobilisation des groupes et des individus dans le jeu de *London Citizens* sont confondues avec le processus de participation à la politique, dans le sens étymologique du terme, que l'organisation propose aux habitants de Londres et dont elle se sert pour légitimer son intervention dans l'arène publique. Le *community organizing*, qui répond entre autres à une critique de l'assistanat social, s'apparente à un assistanat de type politique. Il s'agit d'encourager et d'encadrer des initiatives citoyennes de participation à la vie de la cité.

La théorie démocratique sort généralement vaincue de la pratique, celle d'une approche pragmatique, érigée en étendard du renouveau de la pratique démocratique, en sortirait à l'inverse renforcée. Le BBCO propose une forme de mise en œuvre de la philosophie pragmatique. Son « savoir social » – développé par Saul Alinsky, Edward Chambers et d'autres organisateurs aux États-Unis et à Londres – s'illustre notamment par une continuité des fins et des moyens. L'analyse du fonctionnement de *London Citizens* soulève cependant les limites de cette approche pragmatique¹. Ainsi le recrutement stratégique de groupes – justifié par la valorisation politique de l'engagement communautaire – met potentiellement à l'écart des individus faiblement socialisés, mais également les collectifs qui ne sont pas suffisamment vecteur de mobilisations. La conception restreinte de l'émancipation individuelle, le caractère instrumental de la construction de relations et plus largement l'hégémonie du cadre de mobilisation sont d'autres limites de cette méthode pragmatique. Par ailleurs, l'analyse de l'action de *London Citizens*, illustrant le principe : « le pouvoir précède le programme », révèle la difficile conciliation entre pragmatisme et radicalisme, *leitmotiv* du BBCO. La participation politique « pragmatique » proposée aux « citoyens de Londres » renvoie, dans une moindre mesure, aux ambivalences de la participation institutionnalisée. Elle peut être pensée à la fois comme un moyen de contrôler la société – en canalisant les insatisfactions avec des

¹ Ces limites renvoient à la distinction entre « pragmatisme philosophique » et « pragmatisme pratique ».

revendications facilement gagnables qui ne s'attaquent pas aux « racines des problèmes » – ou d'apporter des changements sociaux en restructurant les relations de pouvoir.

Il reste que le pragmatisme de *London Citizens* invite à envisager la démocratie non pas comme un état, un régime qu'il faudrait atteindre à tout prix, mais comme un processus continu et progressif engageant un rapport de force entre la population, et plus particulièrement les citoyens organisés, et l'ordre politique et économique en vigueur. La démocratie est par essence imparfaite car en continuelle construction. Elle résulte des diverses expérimentations qui ont cours en permanence dans la société pour tenter de réduire les inégalités, améliorer la participation aux prises de décisions, revendiquer des droits, critiquer les gouvernants ou, plus pragmatiquement et « politiquement », créer des collectifs de citoyens qui prennent goût à s'investir ensemble dans la vie de la cité. L'enjeu démocratique serait donc de maintenir les conditions pour que des initiatives se multiplient, tout en étant perpétuellement remises en question, mais surtout se développent sur le long terme, voire se fédèrent. Comme la progressive montée en puissance de *London Citizens* le suggère, un temps long et la recherche constante d'une autonomie sont nécessaires pour engager durablement un grand nombre de citoyens dans un rapport de force conséquent avec les puissances publiques et surtout économiques.

ANNEXES

Toutes les annexes sont introduites au long de la thèse. Certaines correspondent aux textes en langue originale qui ont été traduits dans des encadrés.

Table des Annexes

Bulletin d'adhésion à <i>London Citizens</i> (version de 2011).....	354
Le manifeste de <i>Citizens Uk</i> présenté le 3 mai 2010 et les engagements des trois candidats.....	356
Le diagramme des pouvoirs de anthony sampson, tel que présenté lors des stages de <i>London Citizens</i>	358
Les règles du bbco selon edward chambers (2004, 103-104)	359
Extrait du discours de neil jameson à l'ife dans le cadre de la conférence : <i>confronting anti-muslim hatred</i> , le 30.03.10	360
Les débuts du programme <i>Citizens' Schools Alliance</i> , extrait de l'entretien avec son coordinateur le 15.09.09.....	361
<i>Power and love: why this church is in London Citizens</i>	362
Extrait du rapport de la fin d'année 2007 pour le renouvellement de subvention auprès de <i>City Bridge Trust</i>	363
Fiche de poste d'un organisateur de <i>London Citizens</i>	364
<i>London Citizens'</i> listening campaign to build a 'Citizens Agenda For London' (2008).....	366
'strengthening our institutions' (2009)	367
Extrait de la retranscription de la réunion du 16.07.09.....	368
L' « art » de l'entretien en tête-à-tête, une conversation normée. Extrait du livre d'Edward Chambers (2004, 52-54).....	369
Administrateurs de <i>Citizens UK</i> et <i>London Citizens</i> (2012).....	370
Extrait de l'article : « the cleaner, the chairman, and the £1,88 m differential» paru dans <i>the independent</i>	371
Extrait de l'article : « Barclays puts low wages beyond the pale » paru dans <i>the telegraph</i>	372
Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au royaume-uni contenant les termes " <i>London Citizens</i> " ou " <i>the east london community organisation</i> ".....	373
La reconnaissance médiatique comme source de motivation, récit d'un engagement.....	374
Campagnes de telco 1996-2006.....	375
Extrait du débat sur le positionnement de <i>London Citizens</i> vis-à-vis du gouvernement dans la campagne <i>Citizens For Sanctuary</i> par articles interposés dans le journal <i>the Jewish Chronicle (jc)</i>	377
Extrait du manifeste de <i>London Citizens</i> présenté lors de l'assemblée du 26 avril 2012 aux quatre principaux candidats à la mairie du grand londres.....	378
Réponses des candidats au manifeste de <i>London Citizens</i> (avril 2012)	379

Membership of *London Citizens*

Letter of Understanding



London Citizens is the capital's largest and most diverse alliance of active citizens and leaders from local institutions who are committed to working together for the common good. It is a growing organisation. Currently, over 230 local institutions in London are paying members.

Community organising starts with the recognition that real change can only come when community-rooted organisations pool resources and learn the arts of public action – building the power which compels public authorities and businesses to respond to the real needs of ordinary people.

LONDON CITIZENS, launched as TELCO in 1996, has trained more than 7,000 community leaders and built strong relationships of trust between diverse organisations. Through training in the art of building strong community relationships and taking effective public action, we have given people the confidence to participate in public life for the good of their communities.

This **Letter of Understanding** sets out what a local institution can expect to gain from membership of *London Citizens* and what they are expected to commit on their side.

London Citizens will provide for each local institution in membership:

1. COMMUNITY LEADERSHIP TRAINING

Membership gives local institutions at least one free place on the national, six day residential Community Organising training and at least two free places on the local, two day non-residential leadership training, which are held a number of times each year. The courses develop the skills and confidence of individuals to put their values and beliefs into action in an effective way in their community. The trainings cover topics and concepts including team building, one-to-one meetings, self-interest, strategy, running effective meetings and power analysis.

2. PARTICIPATION IN NEIGHBOURHOOD AND LONDON-WIDE CAMPAIGNS

London Citizens is already running a number of significant projects and campaigns which are improving life in London and are giving the trained leaders from member institutions opportunities to have an impact on the city. *London Citizens* runs a variety of borough-based and London-wide campaigns on issues chosen democratically by the members and without allegiance to any political party. As a member, you have at least one institutional vote at strategy meetings and annual assemblies where decisions are taken on campaigns and actions, as well as the right to propose actions and campaigns. Member institutions which turn out five individuals will receive one vote and institutions which turn out ten individuals will receive two votes. *London Citizens* works on issues that are for the common good of the people of London and their communities and cannot support partisan political campaigns, either nationally or internationally.

3. CONNECTIONS TO OTHER LOCAL INSTITUTIONS WITH SIMILAR VALUES

London Citizens' network of local institutions includes diverse faith congregations, schools, student organisations, trade union branches, and community associations. *London Citizens* brings people together across ethnic, religious, and economic lines, and will create opportunities to build good relationships with neighbours from different backgrounds working together for the common good.

4. PROFESSIONAL STAFF WORKING WITH YOUR INSTITUTION ON ISSUES AFFECTING YOUR MEMBERS

London Citizens staff are dedicated to working with institutions to identify and develop new leaders and to organise campaigns to address problems affecting local people, institutions and the wider community. The organisers in local chapters and boroughs are available at all times for consultations, and will regularly review with you your institution's membership.

As a member of London Citizens, each institution will:

1. ENCOURAGE PEOPLE IN YOUR INSTITUTION TO BE ACTIVE IN LONDON CITIZENS

London Citizens is only as strong as the local people who participate and take action together to bring about change. Ideally each member of *London Citizens* includes a team of ten people who have come on training, and are taking action regularly alongside people from other local institutions. In order to encourage more depth in the engagement between member institutions and *London Citizens*, each member institution with a turnout of five individuals at chapter assemblies will receive one vote and each member with a turnout of ten will receive two votes in the internal democratic decision-making process. Members are expected to use their vote(s) in a considered way and to contribute to debate inside the organisation.

2. PAY DUES

Fundamental to a strong community organization is ownership, independence, and accountability. By far the best way of achieving this is by raising membership dues. Currently we have three levels of membership dues for institutions: £700 for institutions with fewer than 500 people, £1,300 for institutions with 500 to 1,000 people, and £2,000 for institutions with over 1,000 people. *London Citizens* Trustees reserve the right to increase dues in line with inflation.

3. HELP LONDON CITIZENS TO GROW ITS MEMBERSHIP

To be an effective and authentic voice in as many neighbourhoods and boroughs as possible, *London Citizens* should be adding new member institutions to its membership all the time. Your local knowledge and connections can help make this happen. Members should help make introductions, identify potential new members and seek to build relationships with neighbouring institutions.

4. TAKE RESPONSIBILITY FOR THE WELLBEING OF THE LOCAL COMMUNITY

Each *London Citizens* member should feel responsible for the wellbeing of their local community by reaching out to their neighbours. For example, this should include moving towards paying at least a London Living Wage, taking part in neighbourhood walks and establishing CitySafe zones in your local area.

If an institution disagrees with the direction of the work being taken by *London Citizens* it is free to cancel its membership at any time. Membership is renewed annually, normally at the Autumn Assembly.

This ***Letter of Understanding*** has been read and agreed upon by members of:

[member name]

.....

Le manifeste de Citizens UK présenté le 3 mai 2010 et les engagements des trois candidats

Citizens UK is the largest coalition of civil society organisations in Britain, and the national home of community organising. Our goal is to increase the power of communities to participate in public life through alliances of society's institutions, enabling them to work together for the common good. Our manifesto is the result of thousands of one-to-one conversations, house meetings and people's assemblies. It is the agenda which our citizens organisations, of which the largest is *London Citizens*, have been taking to business and political leaders over many years. It identifies workable solutions to the key challenges identified by civil society, and has influenced the platforms of the three main parties.

We, the People, call upon the next Government to:

1. *Recognise 'civil society' as an equal partner with good government and competitive markets in the governance of a healthy country.* This means the Prime Minister meeting with a delegation from CITIZENS UK at least once a year and attending at least two major civic Assemblies over the course of the next Parliament. The voice of the people should be heard by our elected leaders.
2. *Adopt the Living Wage in the public sector and champion it across the country.* Work should pay enough to provide a dignified standard of living. Government should ensure that the Living Wage is the minimum for all government employees and government procurement contracts. Leading by example, the Government should champion the Living Wage across all sectors of the economy.
3. *Create a 20% interest rate cap on all unsecured money loans and bring access to affordable credit to local communities.* Personal debt is undermining family life and trust. The terms of usurious lending should be limited. In order that families and businesses not be deprived of credit, 1% of the banking bailout and / or unclaimed assets from dormant accounts should be used to endow local communities and stimulate local banking and credit unions.
4. *End the detention of children in immigration centres as a first step to restoring the tradition of sanctuary for those fleeing persecution.* As a matter of urgency, Government should end the practice of housing families with children in detention centres.
5. *Facilitate affordable owner-occupied housing through community land trusts.* Within the life of the next Parliament Government should endow at least ten neighbourhoods with public land as Community Land Trusts for CITIZENS to organise affordable, family housing in urban areas, starting with the vacant St Clement's Hospital site in Poplar and Limehouse and on the Olympic Legacy Park.
6. *Introduce a one-off, conditional, 'earned regularisation' for long-term irregular migrants.* Government should recognise the presence of an estimated 700,000 long-term irregular population in Britain and the impossibility of its forced removal by enabling a pathway to legal status to those who meet five-year residence qualifications and other criteria. This measure to be introduced as complementary to, and supporting, border-tightening policies.

Source: www.citizensukblog.org/category/uncategorized/page/3/

Cameron

1. Strong commitment to meet with Citizens UK annually and come to at least two Citizens UK assemblies through the course of the term.
2. Strong support for the Living Wage, praised Boris Johnson. Agreed to work with Citizens UK to look at the figures for Living Wage implementation across Whitehall.
3. Confirmed commitment to cap on credit for store cards and committed to work with Citizens UK to look at placing controls on other lending products. Big Society bank can be used to stimulate local affordable credit provision for example through credit unions.
4. Agreed to review child detention through a working party including Citizens UK.
5. Strong commitment on provision of affordable housing through Community Land Trusts, including specific reference to the land on the Olympic Park.
6. No agreement on regularisation.

Clegg

1. Strong commitment to meet with Citizens UK annually and come to at least two Citizens UK assemblies through the course of the term.
2. No agreement on Living Wage.
3. Confirmed commitment to as yet unspecified interest rate cap.
4. Strong commitment to end child detention.
5. Support for Community Land Trusts.
6. Strong commitment to regularisation for undocumented migrants in the country for more 10 years or more.

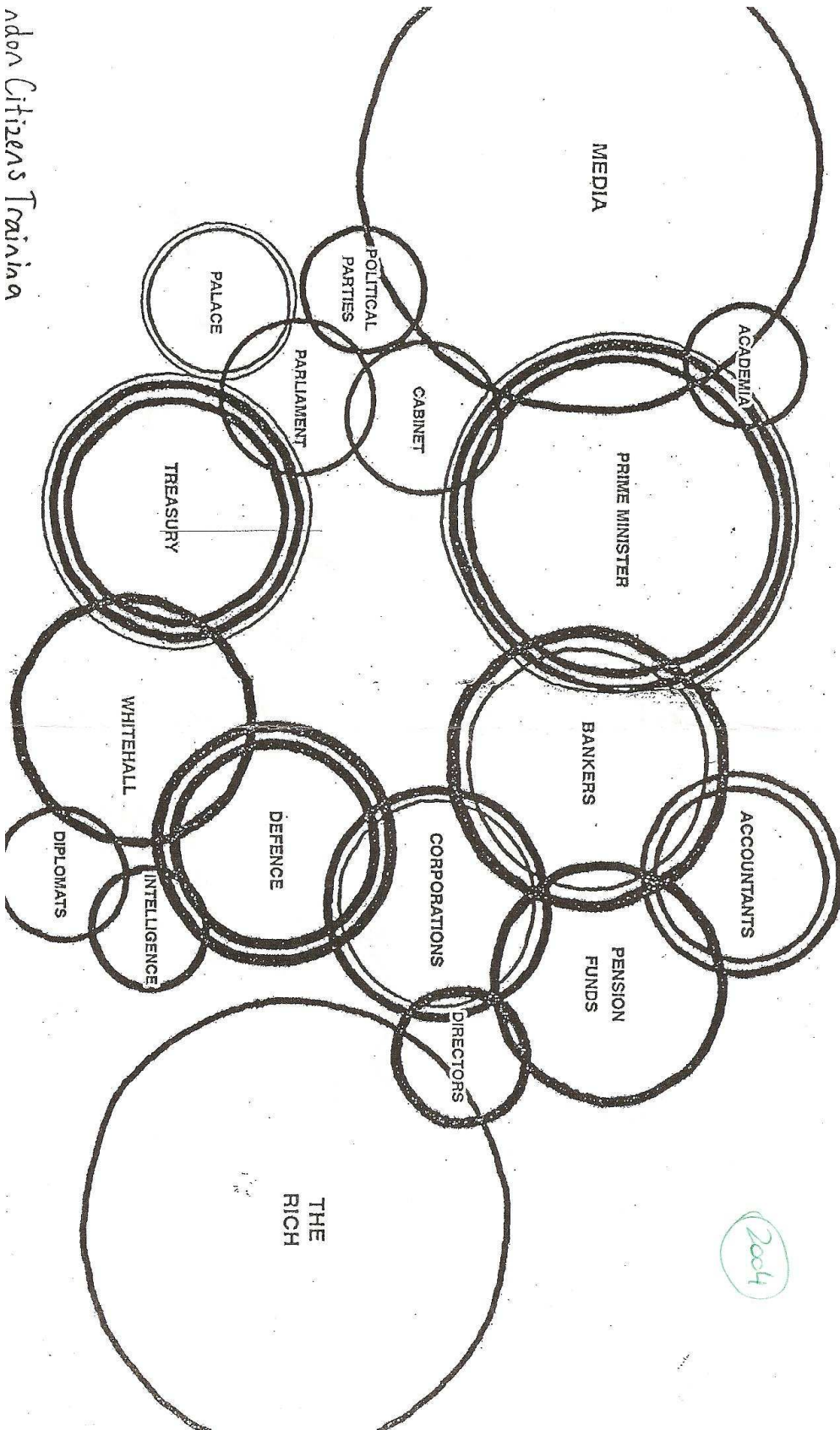
Brown

1. Strong commitment to meet with Citizens UK annually and come to at least two Citizens UK assemblies through the course of the term.
2. Strong commitment to implement Living wage in Whitehall and to champion it across the country.
3. Commitment to clamp down on exploitative lending and work with Citizens UK to explore an interest rate cap. Commitment to £200m funding to People's Bank to provide local affordable credit.
4. Agreed to review child detention through a working party including Citizens UK.
5. Strong support for Community Land Trusts and will make land available.
6. No agreement on regularisation.

Source : www.citizensukblog.org/the-leaders-agreements/

Le diagramme des pouvoirs de Anthony Sampson, tel que présenté lors des stages de *London Citizens*

From Anthony Sampson's book "Who Runs this Place? The Anatomy of Britain in 21st Cent



London Citizens Training

Les règles du BBCO selon Edward Chambers (2004, 103-104)

1. The iron rule: never, never do for others what they can do for themselves.
2. All action is in the inevitable reaction.
3. All change comes about as a result of threat or pressure.
4. Every positive has a negative, and every negative a positive.
5. Action is to organization as oxygen is to the body.
6. Never go to power for a decision, but only with a decision.
7. The law of change: change means movements; movement means friction; friction means heat; heat means controversy, conflict.
8. Power precedes program.
9. The opposition is your best ally in radicalizing your people
10. Anything that drags along for too long becomes a drag.
11. Power without love is tyranny; love without power is sentimental mush.
12. Your own dues money is almost sacred; other people's money starts
13. controlling you.
14. Power can never be conferred; it must be taken.
15. The haves will never give you anything of value.
16. Have-nots should not be romanticized; they cheat, lie, steal, double-cross,
17. and play victim just like the haves do.
18. Peace and justice are rarely realized in the world as it is; the pursuit, no
19. possession, of happiness takes place amid struggle, conflict and tension.
20. Avoid cynics and ideologues; they have nothing to offer.
21. Right things are done for the wrong reasons, and bad things are often
22. done for the right reasons.
23. Given the opportunity, people tend to do the right thing.
24. Life force is about natality, plurality and mortality.

Extrait du discours de Neil Jameson à l'IFE dans le cadre de la conférence :
Confronting Anti-Muslim Hatred, le 30.03.10

“Good evening and *As-salâm ‘aleikoum*. Thank you very much for inviting me, I am very proud that the East London Mosque is a member of The East London Community Organization which is now effectively called *London Citizens*. We’ve been acting together for 15 years on issues concerning the common good and we’ve been using politics as the vehicle. So don’t back off, get much more involved! Politics is the best way of changing things, the best non violent way of changing things, so don’t be intimidated by the occasional negative press. I am also delighted that the Islamic Forum Europe is now an active member of *London Citizens* and that has encouraged me to actually say to this evening, because this is important we have some answers here, that, together we know how to tackle the bad force. (...) It was in this hall also on the 8th of July 2005, the day after the terrible bombing by disillusioned and frankly frustrated young Muslims from the north that we gathered also in this hall spontaneously. Christians, secular folks, trade unionist, politicians, the mayor to stand together and walk quietly to Aldgate East to show the world that we can act together when we are all threatened by acts of terrorism that we do not support (...). What is happening to the Muslim community now, is exactly what happened to the Catholics, is what happened to the Jews, is what happened to the Huguenots, anybody that began to flex their muscles, frankly, in any democracy, is seen as a threat. My main message is don’t let that put you off. It has happened before, the Catholics are well integrated now, the Jews are well integrated now, if we stay together and we use politics as the vehicle, then we will win. The argument to stay together and fighting, frankly, have never been greater: fighting for Civil Society, fighting for a better world (...). What we need is more politics, more opportunities for people to participate in public life, which is what integration is all about so those arguments are very serious because if we don’t participate, as I say, society does get fractured”.

Les débuts du programme *Citizens' Schools Alliance*, extrait de l'entretien avec son coordinateur le 15.09.09.

"I first heard of *London Citizens* when I was living at a place called Toynbee Hall in east end. It's a settlement community. It's essentially professional who goes and live there and volunteer their time to help the community to share their skills and it started like in the 1890's around a church with a vicar and his wife. They started a volunteer scheme and so I went there when I began teaching and Toynbee Hall was a member of *London Citizens* so I went to a Telco Assembly. (...) So then, couple of years past I had a job of citizenship coordinator at Deptford green school, which is the first specialist citizenship school in the UK. Every school in the UK can have a specialism, be very very good at particular subject or group of subject, citizenship is different to civic in France. Here it's all about learning by doing, learning politics while doing politics. So it's all about changing our notion of.. you know we are supposed to be a representative democracy, the government looked at it and many many people were looking at that and saying actually we have a big democratic deficit. If people don't come out and vote every four years for a number of reasons, they need to be more involved, there need to be more participatory democracy as well as representative so they created citizenship in schools to try. It started in 2002. To try and get more young people interested and participating in our democracy so it's all about learning by doing. So you discuss issues that are relevant to young people like safety in the street and then young people can learn about that and learn how to improve that issue, to make it different, to make the street safer outside their homes and maybe they will be lobbying counselors maybe they will be writing to the mayor of London and they'll be learning by doing it rather than by studying what is a MP. So Deptford green we were doing it like that. So I used to go to other school to teach how to do that sort of thing and we would do different campaigns to get improvements in the local area, to get the student investigating like dangerous places or places they want to clean up or make them better. And I will go and teach other school how to do it and then this job came out which was advertised saying "would you like to come coordinate an alliance of schools like a network of schools across London for *London Citizens*" and I looked at it and I thought there is a lot of space there for me to do what I want. So then I applied for the job because essentially citizenship only work if a school has a good connection to his community and understands and responds and work with its community to improve the local area, improve the student life outside the school. And it was an opportunity to do that so that's why I took the job and that's how I came across *London Citizens*. (...) I had to recruit more schools into membership with *London Citizens*, I had to develop more leaders, I had to run trainings for schools, and I had to try and make some change happen and help LC achieve some change and leaders achieve some change. So broadly, I knew what I was doing. But when I arrived, the first month I spent doing one to ones with head teachers, with students, with anyone we already had contact within schools and it was really disorganized in terms of people had individual relationship, there was no coordination and that was what I was here for. (...) I also had to deliver some key event that were already in the time table so on the 1st of march we were having already a catholic school conference with all catholic schools together, to try and recruit maybe some more catholic schools and get catholic schools involved in Strangers into citizens campaign and on the 6th of March there was a young delegates assembly where, after doing a listening campaign in schools, young people talking about what the issues are in London came together to debate which are the priorities for London and a month later they was the young citizen assembly at the O2 which brought together 1500 young people from accross London to put their agenda for migrants rights for transports for safety to power players in the capital so Boris Jonhson, Keit Mot House, the schools minister Jim Night and so on. I did those for the first 4 months so events, organizing schools around, some trainings, some leadership trainings for young people so they could do a listening campaign in preparation for that assembly". (Ben, entretien du 15.09.09)



Gospel for Today

Reflections on the **lectionary readings** for churches in **London Citizens** – Sun 2nd May 2010

Tomorrow (3rd May) will see one of the most important events in *London Citizens* history. At least two of the party leaders will attend a citizen organising assembly in Methodist Central Hall. This is a unique opportunity for organised communities to hold these politicians to account. The assembly will present a number of policy demands to the party leaders – demands which have emerged from thousands of one-to-one meetings, borough caucuses and delegates assemblies. This church has been part of the process, making sure the Gospel's vision of a just and flourishing community is at

Today's Bible readings

Revelation 2.1-15 speaks of God's promise to 'make the whole of creation new' with a 'new earth' in which all tears and suffering have passed away. Our Gospel reading, from **John 13**, gives us some clues as to how Christians should live *now* in response to that great hope. Jesus tells his followers:

I give you a new commandment: love one another; just as I have loved you, you also must love one another. By this love you have for one another, everyone will know that you are my disciples.'

It is by practical acts of love here and now – by the way we live together as and the way we treat one another – that we bear witness to our eternal hope. We worship a God who is both power **and** love. Our reading from Revelation emphasises the power of God, and therefore the Easter confidence which Christians have that at the last, his purposes will triumph. Our reading from John's Gospel emphasises that God is also love.

At every Eucharist, we celebrate Christ as the one whose love is poured out on the cross to restore the whole creation **and** the King of

all creation. In many churches, these words from Isaiah are sung in the communion liturgy: *Holy, holy, holy Lord, God of power and might. Heaven and earth are full of your glory.*

Citizen organising

Power and love are at the heart of citizen organising. In the training *London Citizens* gives to all its leaders, we learn that "Power without love is tyranny. Love without power is sentimentality."

The work of building a powerful,

broad-based alliance is about mobilising power in the service of love.

It is inspired by a moral, spiritual vision – but it is also deeply practical. In *London Citizens*, our demands are always tailored to what is 'winnable' – changes that we can believe in, yes, but also changes that we can achieve.

Citizens UK manifesto

So what are we asking for tomorrow – and how much success have we had so far?

Produced by **The Contextual Theology Centre** with Christians in *London Citizens*

Economics: Labour, the Lib Dems and the Tories have all responded

to the call for limits on exploitative interest rates – inspired by the Bible's condemnation of usury. Labour is also committed to a Living Wage for Whitehall workers, and to a major investment in community banking.

Affordable Housing: We will be seeking commitments from all the party leaders on ensuring affordable housing is a key legacy of the 2012 Olympics.

Strangers into Citizens: With the rise in LibDem support, our proposal for an earned amnesty for undocumented migrants has been catapulted to the centre of the election debate. Instigated by Cardinal Cormac Murphy O'Connor, it also has the backing of Boris Johnson, Harriet Harman and Alan Johnson.

Sanctuary Pledge: Hundreds of candidates of all parties have signed our call to end the detention of children seeking asylum. As hospitality to strangers is a central theme in Scripture, this campaign has the support of Churches Together in Britain and Ireland and the Evangelical Alliance.

Extrait du rapport de la fin d'année 2007 pour le renouvellement de subvention auprès de *City Bridge Trust*

Section B

Your project's achievements and progress

B1 People or organisations you have helped

Help

	How many this project year	How many since this grant began
How many people in total have made use of your project's activities and services?	20,000 (active use)	20,000
How many organisations in total have made use of your project's activities and services?	>100	>100

B2 In your application you stated the types of beneficiaries and types of organisations your project will help.

How many people or organisations in each of these beneficiary groups have made use of your projects activities and services?

Help

Who you helped	How many this project year	How many since the grant began
Member Organisations	45	45
Representatives from member organisations (actively involved)	2000	2000

Your project may have helped other people as well. Tell us who these are and how many.

Who you helped	How many this project year	How many since the grant began
Low-paid workers at Queen Mary University, London School Economics and across Barclays London ops now receive Living Wage	1300	1300
Low-Paid Olympics workers now to receive Living Wage	Thousands (as yet unknown)	Thousands
Future residents Bow Community Land Trust	300	300
Undocumented migrants now with greater chance of regularisation.	500,000	500,000

Fiche de poste d'un organisateur de *London Citizens*

ORGANISER (Associate) WITH *LONDON CITIZENS* SALARY £20,000 to £25,000 – starting at £21,500

ACCOUNTABILITY :

***London Citizens* Trustees**

Lead Organiser

TELCO Organiser

Organiser (associate)

1. MAIN PURPOSE

To build, support and develop *London Citizens* as a broad based community organisation of diverse mediating institutions and trained leaders capable of acting together in the public arena for the common good. To work particularly in East London with TELCO member communities.

2. MAIN DUTIES

- To recruit, sustain and expand the institutional membership of *LONDON CITIZENS* and broaden the geographical base to include as many institutions as possible across the agreed TELCO area.
- To provide leadership training for new and existing member groups and their leaders in TELCO.
- To assist *LONDON CITIZENS* leadership teams with actions and campaigns which will develop their skills and capacity as effective institutions
- To organise and lead regular Retreats and training sessions for COF and *LONDON CITIZENS*
- To help raise the income (local dues and foundations) needed for *LONDON CITIZENS* and manage and extend the overall budget of the organisation.
- To manage and mentor any volunteers and leaders linked to this project.
- To write reports for *LONDON CITIZENS* Trustees and COF and ensure that *LONDON CITIZENS* operates legally and constitutionally as both a charity and Company Limited by Guarantee.
- To work with the COF Network on 'National Training' and any 'national campaigns' which develop across the network.
- To keep informed and well briefed on relevant local and national political developments and on related developments in the sector – faith, school/student and union developments particularly.
- To represent *LONDON CITIZENS* and COF cogently and coherently in writing and verbally through teaching materials which are curriculum related etc.
- To handle own administration efficiently and develop administrative systems which ensure the smooth running of *LONDON CITIZENS* and be accountable to TELCO's main Organiser.
- To undertake between fifteen and twenty one to one meetings a week and build a network of power relations which give energy, accountability and succour to *LONDON CITIZENS* and TELCO particularly.
- To work as a Team with leaders to help develop *LONDON CITIZENS* as the primary 'First Sector' civil society institution in London and its leaders as major power players in all strategic decisions.

3. ABILITY AND EXPERIENCE.

At least two years employment track record of successful organising or teaching or training either in a school, college or the community. Applicants must be educated to degree level and should ideally have some related work experience or higher education qualification e.g Masters.

Clear evidence of campaigns won and people developed. An interest in and experience of politics, the education system and public life. A positive enthusiasm for working with faith congregations, trade unions, schools and tenants groups.

4. TERMS, CONDITIONS AND PROFESSIONAL DEVELOPMENT.

The Organiser will be appointed by and directly accountable to *LONDON CITIZENS* through the main TELCO Organiser.

The working week is 37 hours and some unsocial hours are inevitable. 25 days holiday a year, plus public holidays. *LONDON CITIZENS* operates a contributory pension scheme for its employees in conjunction with The Pensions Trust: This scheme is flexible and can normally be adjusted to fit with employees' needs/previous employment etc. *LONDON CITIZENS* contributes 10% of the salary to the pension and the employees 5%. Staff are entitled to an eight week sabbatical every five years.

LONDON CITIZENS affiliates to the COF Institute annually. This gives staff access to the workshops; seminars and mentoring which the Institute offers, as well as regular meetings and training with other Organisers connected to COF. Support for and the professional development of the Organiser is a priority for COF and considerable time and resources invested into the apprenticeship of new Organisers and potential Organisers -over 50% of the present team of Organisers connected to COF were active 'leaders' in their organisations before becoming staff.

COF is committed to developing the career of Organiser in the UK and so keen to appoint staff who see this job as a career and who may be prepared to move to 'Organise' with COF in another city/area in the UK in the future. COF affiliates with the US based Industrial Areas Foundation (IAF) who supports over sixty similar 'Peoples Organisations' across the US. Links are also being developed with similar organisations in Germany and South Africa. COF has signed a 'Memorandum of Understanding' with the 'Islamic Foundation' which binds the two organisations together for joint learning and development.

5. PERSON SPECIFICATION.

Knowledge and Understanding.

Good level of general education - certainly to tertiary level.

- Evidence of further and continuing study and investigation including a probable professional qualification in teaching.
- A vision of greater things for yourself and others.
- An understanding and experience of strategic planning.
- An ability to envision a better future, particularly for disadvantaged communities and to know the steps to take to create it.
- Imagination.

ABILITY AND EXPERIENCE.

- Experience of leadership and management of staff/circumstances and evidence of making things happen an advantage.
- Experience of risk taking to create a project/situation/event that illustrates your values.
- Experience of raising money, applying to trusts etc.
- Experience of setting up a new project or consolidating an existing project;
- Ability to inspire, motivate and lead (particularly people who are different than you).
- Ability to organise yourself and others and to work responsibly in an unstructured environment.
- Ability to plan and organise under pressure.
- Ability to work with and relate to all types of people.
- Ability to teach and run workshops and lessons.
- Ability to develop other potential and understanding as well as your own
- Ability to communicate well verbally and in writing.

6. ATTITUDES AND VALUES.

- A passion for justice.
- A good sense of humour.
- More than comfortable with faith institutions.
- Like power.
- Asks 'why' more than 'what'.
- Likes people
- Willingness to work within accountable relationships.
- Develops a commitment to citizen organising.
- Not set in your ways.

London Citizens' Listening Campaign to build a 'CITIZENS Agenda for London' (2008)

TIMELINE

Nov, Dec, Jan	Each member organisation to undertake activities which give their people a chance to express views on what the Mayor should do for Londoners. We will also support thousands who are entitled to vote but are currently unregistered to sign up.
24 th Jan 2008	<i>Young People's Delegates Assembly</i>
31 st Jan 2008	End of the Listening phase of our campaign.
Sat 2 nd Feb 2008	All-day event open to all <i>London Citizens</i> members. We will invite policy experts/academics to help us as we develop and shape a preliminary long list of proposals based on issues identified during the listening stage. By the end of this day, we aim to have proposals to bring to our membership on 19 th Feb.
Tues 19 th Feb 2008	DELEGATES ASSEMBLY (7.30-9PM) . Each member organisation can bring 5-10 delegates who will vote on behalf of their organisation to agree a FINAL shortlist of winnable and specific proposals. This will create our 'CITIZENS Agenda for London'.
March 2008	<i>London Citizens</i> will send the 'Citizens Agenda for London' to the candidates so that they can start preparing their responses to our various proposals. We will also publicise these as widely as possible to generate maximum public support in the city.
9 th April 2008	MAYORAL ACCOUNTABILITY ASSEMBLY (7.30-9pm) . We hope to fill Westminster Central Hall with over 2000 people from our West, East, and South London membership. All candidates will be invited at the assembly to give their clear public backing to the proposals arising from our 6 month process.
1 st May 2008	Election day! A mayor will be elected for the next four years and the hard work begins of making the winning candidate stick to the promises made to <i>London Citizens</i> members on 9 th April.

'Strengthening Our Institutions' (juin 2009)

June Campaign to Build Teams, Find New Leaders and develop our Skill at One to One Meetings.

Going Local, returning to our roots and building strong relational institutions in membersh

Aims; *To build new teams of leaders in targeted member institutions or communities that are on the cusp of joining; to develop the discipline of One to Ones as the primary tool for Organising and Re- Organising London's civil society; to train primary leaders and new Organisers in the craft of building relationships and identifying authentic primary leaders; to set a good example to our leaders and others who wonder at our ability to fill a room.*

Time Scale; June 1st to June 26th the primary task of all COF staff will be to successfully complete this Campaign.; 11th to 22nd May Lead Organisers and local Teams to agree target communities and gain the enthusiastic consent of the formal leader of each community; *Please let NJ know which communities you have decided to target by 22nd May.* Organisers to start to set up their One to Ones as soon as this is agreed so that they can start promptly on June 1st with the One to Ones; 27th May from 10.0 to 15.00 Team Meeting to announce the 50 plus communities to be targeted for new Teams. Also Training in One to Ones and Power Analysis of a Community and Borough. June 18th COF Team Meet to review progress; June 26th Evaluation and End of Action; early July Chapter Strategy Team /Summer parties commissions and welcomes new leaders publicly.

Criteria for Selecting Communities;

- i) the willingness of the formal leader and their own team to lead, act and share the responsibility for this Team Building.
- ii) the strategic importance of the community chosen to the Chapter.
- iii) the experience of the Organiser and their ability to undertake the task and need for support.

Task;

Each campaign and generic Organiser should aim to do an average of 4 One to Ones a day; 20 a week; 80 throughout the period of this Campaign; Admin Staff and very Part Time to aim for 10 One to Ones throughout June

The target communities should mainly be dues paying member communities who have invited us in to help them build teams and find new leaders . Most Organisers should be able to target two or three member communities and possibly even one community on the cusp of membership and Lead Organisers are confident will join.

Amongst the evidence of the success of this Team Building (and the Organiser's ability to undertake effective One to Ones with key leaders) will be the number of leaders who agree to be delegates for their member community and attend the various Delegates Assemblies planned for October. Local actions, more One to Ones and new leaders attending Training is also significant with new energy and talent active in the member community for the longer term.

Extrait de la retranscription de la réunion du 16.07.09

Neil Jameson: It is the first time in my knowledge that the IAF has ever done a national campaign in the history of Broad-Based Community Organizing. And as I say here, they are not looking for us to do something but if we are up to do something, we potentially can do it on the 22nd on something along the line of the proposal. (...) But In solidarity of our American colleagues, we call for this on July the 22th. Are we ready to do that? have we got enough political muscle in this room, in the event of going back to the memberships.. Have we got enough confidence in ourselves and trust in the organisation to act in a strategic way in response to the proposal ? So the proposal seems like a reasonable proposal.

Administrateur: Do you have any questions or do you want to raise an issue or concern

(...)

Leader 1: But if we are starting on the 22th which is next Wednesday, we have to assume that we can get the consent of our parish without having time to inform ..

Neil Jameson: That's the risk we're taking. We will have to inform folks that there was a meeting of leaders, experienced leaders, significant trustees, who took the risk of calling for a debate. In theory, that debate should be going on through history, it has, but we want to renew it, but we are also suggesting, and we are ready for it, that we do an event in solidarity with Boston New York and Chicago where they are not doing a debate but calling for a cap on interest, with the "10 percent is enough".

Leader 2: I am just thinking that our own power analysis is really important because basically what runs the world is undemocratic institutions like the city of London.

(...)

Leader 3: If we just ask for a debate that's kind of woolly for me. Ten percent is enough or something like that.

Administrateur: I think the idea is that we will have our own discussion and our house meetings and we will have that chance to really talk about to know exactly what we want for our campaign.

Organisateur: Just picking up on that point I'd like to talk on the action specifically. This action is about calling for a debate. We know that that's not particularly news. There is no point to do an action on the 22nd, and main thing is that the press is going to cover the launch of something about usury and something going wrong about economy, but so as not to shortcut the very important process of the house meetings and careful discussions about not excluding poor people from credit, it's quite complicated.

(...)

Leader 4: I've got a question about the target because on the email it was written this is about london governance but we are talking about the government, the treasury, so we need to be clear. And it's not new because we've got the strangers into citizens campaign which is national as well. And we don't want to lose the City of London as a target either.

(...)

Neil Jameson: It's a very good point you're making, because remember the fact that November 25th, imagine the place packed, we launch the campaigns about the crisis. Hopefully the lord mayor. We will ask him for example, would you support a campaign for anti usury laws ? Lord mayor: "we will do this!" But maybe I am a little bit naïve (éclats de rire dans la salle) we know where he stands. But the thing we put in place is that we booked the room, we know we can do 2000, this has become traditional for us, so it will be packed, Boris has agreed to come already, which has never happened before for a mayor of London: he already put it on his diary. So it should be a very dramatic thing!

L' « art » de l'entretien en tête-à-tête, une conversation normée. Extrait du livre
d'Edward Chambers (2004, 52-54)

- “Who are they ?
- Who are their heroes and heroines ?
- Whom don't they like ?
- What is their dream for their family or congregation or neighborhood ?
- What would they call a life well lived ?
- Can they deliver their institution ?
- Are they open to public life and organization ?
- Do they have some appetite for action ?
- (...)

At the end of individual meeting, the leader or organizer asks herself or himself some serious questions.

- Does this person have any animating passion about the state of world as it is or as it ought be?
- Does he or she have any anger, grief, memory, and vision about the state of our public life ?
- What about a sense of humor ?
- Is there a healthy tension between his or her values and reality ?
- Did the person ask me anything or exhibit any curiosity about me ? Was he or she properly wary of my reasons for seeking a meeting ? Was he or she skeptical ?
- Would personal problems in family or work prevent this person from participating in and contribution to a collective ?
- What would he or she bring to the building of an organization of organizations ?
- Who are the person's connections ? To whom did he or she refer me ?
- Is this person integrated – able to cross racial, religious and class lines ?
- Was there the beginning of some trust or liking between us ?
- Is this someone I should contact again next month or forget ?
- How should I follow up ?”

Administrateurs de *Citizens UK* et *London Citizens* (2012)

Current Citizens UK Trustees are:

- Bishop Eric A. Brown (Chair of Trustees)
New Testament Church of God
- Reverend Paul Regan (Deputy Chair)
- Sister Helen Ryan
- Deepak Naik MBE
- Dr Manazir Ahsan
The Islamic Foundation
- Eric Adams
- James Purnell
IPPR
- Phillip Blond
Respublica

Current *London Citizens* Trustees are:

- Paul O'Shea (Chair)
St Charles VI form college
- Jean Geldart (Deputy Chair)
Tower Hamlets Unison
- Junaid Ahmed (Deputy Chair)
East London Mosque
- Revd Paul Regan (Personnel Chair)
Stratford Methodists
- Frank McDowell (Treasurer / Chair of Finance)
Linn Maggs Goldwi
- Stephen Sichel
St Matthew's Brixton Church
- Adewale Adenekan
Parish of Divine Compassion
- Cliff D'Souza
Our Lady & St George's Church
- Michael Copps
St Thomas of Canterbury
- Gillie Howarth
St Francis of Assisi
- Nano McCaughan
St William of York – Forest Hill
- Okito Tongomo
Congo Support Group
- Matt Plen
Assembly of Masorti Synagogues
- Kaneez Shaid
Sir George Monoux School
- Paul Sternberg
Servite Parish, Kensington & Chelsea
- Andrew Jacobs
Finchley Reform Synagogue

Source : www.citizensuk.org/about/trustees/

Extrait de l'article : « The cleaner, the chairman, and the £1,88 m differential»
paru dans *the Independent* (Stevenson, 2003)

THEY MAY work in the same office, but they inhabit worlds in vastly different orbits.

Abdul Durrant, 44, who has five children, earns £5 an hour as a cleaner at HSBC's gleaming new tower in Docklands, London. Sir John Bond, chairman of the bank's board, took home a total of £1.88m in the past 12 months and saw his pension pot increase by £272,000 into the bargain.

But yesterday he was forced to listen to the "invisible man" who cleans at the bank that made £6.42bn last year. Mr Durrant spoke up at HSBC's annual general meeting in London, telling the 22-strong board, who were all wearing matching HSBC ties: "I am a bit nervous as I have never been in the company of so many big shots. I don't operate a computer, I operate a mop and a bucket. I am supposed to stay invisible, working overnight. I receive £5 an hour. I do not get a pension and there is only a measly sick pay scheme.

"My children go to school without a proper lunch, they cannot go on school trips - I am unable to provide them with all that they need. I am asking you for a living wage, so that I and my colleagues can have the same dignity as ordinary people."

Mr Durrant earns £200 a week, that is £10,400 a year, working for the company OCS, which is contracted by the bank to clean its new head office in Canary Wharf.

Sir John yesterday issued Mr Durrant with an invitation to come to his office when his late-night cleaning shift begins. "I am very often in the office until 9pm and would be happy to talk with you again," Sir John said.

He told Mr Durrant that he "was very sympathetic" to his cause but that he was obliged to find the best deal for his company. He added: "I am under pressure to run this business as competitively as I can for shareholders. I cannot dictate to our contractors what they pay their workers."

Extrait de l'article : « Barclays puts low wages beyond the pale » paru dans *The Telegraph* (Miller, 2004)

Mr Durrant's HSBC protest was followed by a similar one at the Barclays Bank annual meeting from his friend Catherine Howarth of The East London Communities Organisation (Telco), a coalition of faith-based, union and grass-roots bodies. A year on next month and the contrast between the way in which the two banks reacted to Telco's interventions "could not be more different", says Miss Howarth.

From early next January Barclays, which last month reported record annual pre-tax profits of £3.8 billion, will start to move 5,000 staff from 14 locations in the City and West End of London, to a single, purpose-built office tower in Canary Wharf called One Churchill Place. At that time 55 cleaners, many of them already working for Barclays through outsourced cleaning contracts, will be given an improved employment package.

In a sector noted for its low pay, often anti-social hours and a 102pc annual staff turnover, the new terms and conditions for the Barclays' cleaners will include an hourly wage of £6, to be reviewed annually. This compares with the current official national minimum wage of £4.50, which rises to £4.85 in October this year. Telco recommended £6.70 an hour.

After six months service the 55 full-time cleaners will be allowed 15 days sick pay and the countdown to qualify has begun for the cleaners already working for Barclays and who will transfer to the new Canary Wharf office.

They will also get 20 days holiday plus all eight UK bank holidays. Employees will become entitled to a 4.5pc employer contributory pension scheme, again after six months' service.

So did Barclays cave into pressure from Telco to avoid another protest this year? And, frankly, isn't this a bit of much-needed public relations window dressing that picks on the lowest paid of its outsourced workers, but ignores all the other services provided by outside firms such as security and maintenance?

John Cotton, director of the Barclays Canary Wharf programme, a small team charged with overseeing the move of the 5,000 staff, admits: "We saw what happened with HSBC and then our own annual meeting. So we went on the front foot. We consulted with a lot of other parties such as the unions and local MPs besides Telco, with whom we worked very positively. On one level yes, this is very much about good corporate social responsibility and the way in which Barclays as a group is moving.

As far as getting a "living wage" for cleaners and other low-paid, outside staff from HSBC and others in the financial world, particular around Canary Wharf, Miss Howarth of Telco says: "Sir John Bond has been to visit us and reeled off a list of a 100 different community projects that HSBC supports. Our view is that global banks and other financial companies, which make spectacular and record profits, are moving into this community and of course we welcome support for local initiatives.

"But one of the first things they should address is actually paying people who work for them, particularly in areas such as cleaning, a decent wage even if the work is outsourced. We've now had talks with Merrill Lynch, Citibank, Norwich Union (Aviva) and we are in ongoing discussions with HSBC." Telco intends to raise the issue again at HSBC's annual meeting this year.

In its defence, an HSBC spokesman says: "We currently pay a minimum of £5.50 an hour to our cleaners. If the market suggests an adjustment is necessary by January 2005, we'll be guided accordingly."

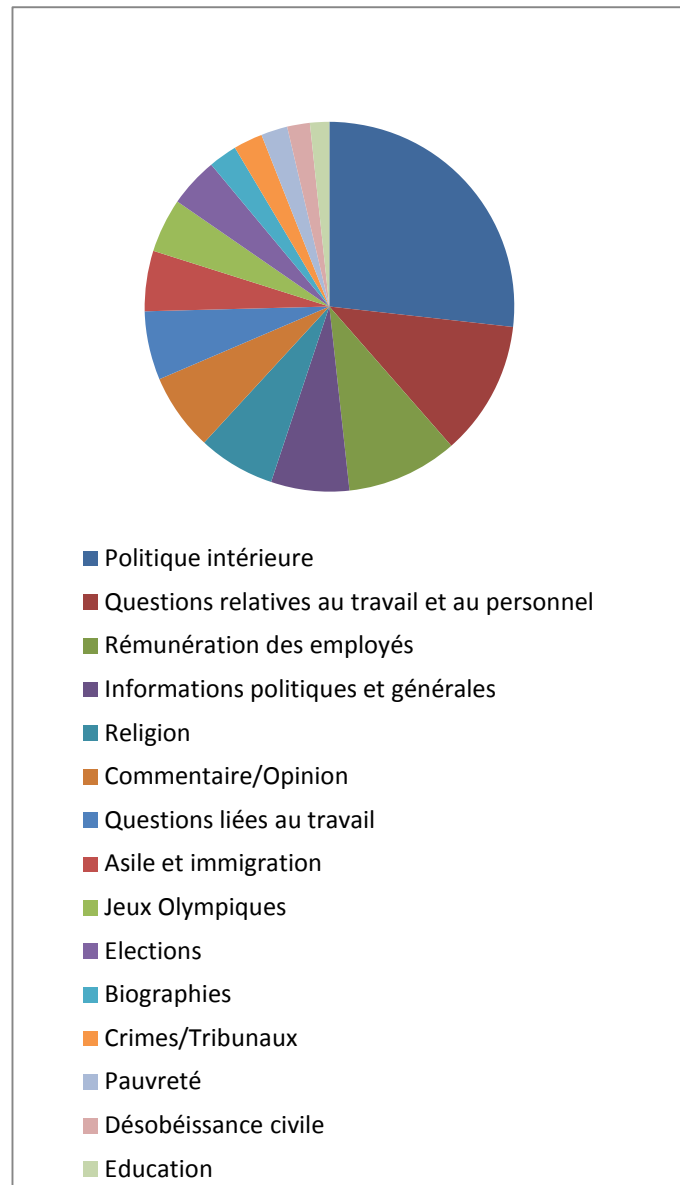
Miss Howarth concludes: "The old arguments put forward about cleaners not being employed directly or that paying a decent wage is against shareholder interests have been completely blown out of the water by Barclays."

**Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes "*London Citizens*" ou "*The East London Community Organisation*"
(source : base de donnée Factiva¹)**

Répartition par publication :

- ☒ The Guardian - All sources 199.
- ☒ Morning Star Online 35.
- ☒ The Observer (U.K.) 34.
- ☒ The Independent - All sources 32.
- ☒ Press Association - All sources 31.
- ☒ The Jewish Chronicle 29.
- ☒ London Evening Standard (U.K.) 29.
- ☒ Third Sector 28.
- ☒ The Times (U.K.) - All sources 28.
- ☒ New Statesman 22.
- ☒ The Docklands and East London Advertiser 20.
- ☒ Regeneration & Renewal 20.
- ☒ Newsquest Media Group Newspapers 13.
- ☒ Financial Times - All sources 13.
- ☒ Hackney Gazette 12.
- ☒ Caterer & Hotelkeeper 12.
- ☒ The Day (MCT) (Conn.) 11.
- ☒ The Telegraph (U.K.) - All sources 10.
- ☒ EUR-Lex - All sources 5.
- ☒ Newham Recorder 5.

Répartition par thématique de l'article :



¹ Factiva est une base de données d'actualité internationale produite par Dow Jones et Reuters. Plus de 10 000 sources (titres de journaux numérisés ou en ligne, mais aussi des sites et des blogs) y sont référencés. Voir en Annexe le classement de ces occurrences par titre des journaux, la principale source étant *The Guardian*.

La reconnaissance médiatique comme source de motivation, récit d'un engagement

"I started with *London Citizens* about 12 years ago, I was volunteering through my church but my church wasn't involved that much, my pastor was involved. He's probably the cofounder of COF. Eric Brown and his son Wayne Brown in South London is part of south *London Citizens*. So I did voluntary work in office just admin, taking calls in the first time and in the second time I did voluntary work on Living Wage. I went to Liverpool Street interviewing cleaners, that was 2001 I think and then around October 2001, I also did the 5 days training but I never really used it because my church even though I got involved through the church, it wasn't involved because my church is in North London so I didn't really. But I would see LC on the news all the time so I volunteered here, I did interviews with the cleaners, few months later you would see Neil Jameson or somebody else talking about this progress, you know all the time we ask for the banks now to do this, you know to pay the Living Wage so for my research partly, interviewing cleaners, two months later I see the progress, I'm thinking, it works! So the third time I did volunteering work was 2004 after my theology degree so I came to do volunteering work, again on Living Wage but I saw that it had moved so far from what I started and I thought it's a really good stuff because when I started it was right at the beginning and you could tell the progress over the last years and the progress had really really gone forward so I thought hum, you know this is a good organization to work with. But I never thought I had enough experience to be an organiser but at the back of my mind I was thinking, when I will be more experienced it's an opportunity. So I kept in touch with Neil, every time I saw him on the news I called him and said "well done congratulation", you know, "how I it going?" So I kept in touch over the years and then when the opportunity came up with *London Citizens* I thought, well it's good opportunity, I was now thinking I had enough experience working with different communities. (...) So it's been a long process and everytime I saw *London Citizens* on the news it was that waw, you know it's really really good stuff" (Emmanuel, entretien du 21.08.09).

Campagnes de TELCO 1996-2006

Source : Document *TELCO is Ten* publié par *London Citizens* à l'occasion des 10 ans de TELCO

1996

- Jobs with Dignity - London Continental Railways and other developers agree to work with local communities to provide jobs for local people
- Funeral "compact" with the Co-op, independent directors and the growing American-owned Service Corporation International over price of funerals
- Pura Foods persuaded to install £1.5 million filter at factory to prevent noxious smells in Canning Town and Poplar
- Pupils of St Antony's, Forest Gate gather a 1,000-signature petition and win measures to end traffic dangers outside the school.

1997

- Woodgrange Park House: Agra developers agree to invest in derelict DHSS building – now converted to flats
- TELCO members sign up people for construction employment training

1998

- Accountability meetings before local council elections including demand for return of park keepers
- Norlington School gets permission from Council to extend its playground
- East London Mosque acquires land for community centre previously designated for housing development
- Campaign for travellers permanent site in Hackney
- Research on supermarkets' charges in poor communities

1999

- Campaign to stop banks leaving poor areas
- London Mayoral candidates attend TELCO assembly and promise to work with us.

2000

- St Helen's School succeeded in getting rid of dog mess in their neighbourhood in Walthamstow
- Survey of patients at Newham General Hospital.
- Inquiry into Street Crime in Waltham Forest.

2001

- Living Wage Campaign launched – targeting Canary Wharf global banks and East London Hospital trusts
- Campaign for improved signposting, better food and cleaner wards at Newham General Hospital



2002

- Living Wage Campaign in full swing in Canary Wharf and East London hospitals
- Stepney Green Gas Works campaign for family housing

2003

- Whitechapel Traders – gain lighting and CCTV security for street market.
- Listening campaign for Mayoral London Agenda finds our important issues in our neighbourhoods.
- Norlington School tackles mugging and theft of mobile phones
- Barking Road Newham clean up campaign

2004

- Mayoral candidates commit to CITIZENS Agenda.
- Mayor Livingstone sets up Living Wage unit at City Hall
- Charter for an Ethical Olympics in 2012 signed with Lord Goe, the LDA and Mayor Livingstone
- HSBC and Barclays become first banks to implement Living Wage
- Safer train stations in Waltham Forest

2005

- Livingstone commits to Community Land Trust to build 2,000 affordable homes on a mutual ownership model
- Safer Cities campaign to get local police teams on the beat
- LDA sets up Capital Xperience scheme of paid work placements for students in summer holiday
- Queen's Market Enquiry resulting in agreement for £25,000 facelift

2006

- Living Wage victories at Deutsche Bank, KPMG, PWC, Lovells and others. Barclays and KPMG implement better pay & conditions nationwide
- Queen Mary College commits to become UK's first ever Living Wage campus.
- ASDA pulls out of Queen's Market development.
- Accountability meetings for East End council elections



Extrait du débat sur le positionnement de *London Citizens* vis-à-vis du gouvernement dans la campagne *Citizens for Sanctuary* par articles interposés dans le journal *The Jewish Chronicle (JC)*

Asylum groups warn Jewish community over London Citizen, (Bright, 2011), June 10, 2011

End Child Detention Now has told the JC that Citizens UK hijacked the campaign to end child detention, and then began working as agents of the UK Border Agency, which is responsible for the removal of families whose asylum claim has failed.

"Citizens UK, the self-styled home of community organising in Britain, has, bizarrely, claimed credit for single-handedly ending child detention, while collaborating with the UKBA, specifically helping to ensure that asylum seekers go quietly," said End Child Detention Now spokesman Dr Simon Parker. (...)

According to the letter from UKBA strategic director David Wood, Citizens UK is developing a pilot for the "community sponsors" who have a "pre-existing relationship of trust with an asylum seeker". These individuals would give "ongoing, pastoral support to the individual/family going through the asylum process which is of benefit to both the applicant and UKBA".(...)

Critics say that working directly with government to facilitate asylum removals goes against the philosophy of community organising, which is supposed to be independent of government. (...)

'Proud' London Citizens rebut criticism, 24 juin 2011

Martin Bright's description of *London Citizens'* work on immigration (JC, June 10) bears little resemblance to reality. Far from being an agent of the UK Border Agency, *London Citizens* and Citizens UK have a strong track record of holding the government to account for injustices perpetrated as part of the immigration system.

We have over the years participated in a number of positive changes that Citizens UK has played a crucial role in delivering. These include persuading the UKBA to invest £800,000 to transform the "cattle shed" at its Croydon HQ into a decent and humane welcome centre for new refugees; ending the scandal of pregnant women and migrants with health problems being forced to walk for 12 miles in order to report to the UKBA in Stockton (...)

We welcome the introduction of the Community Sponsors pilot, a befriending scheme that expresses solidarity with migrant families in the community. The Community Sponsor will not deliver any UKBA services.

They are citizens of Britain who are welcoming refugees to make sure they are not isolated or exploited. We fought hard for UKBA to recognise that citizens of Britain should be allowed to help and make the system more accountable.(...)

These changes were achieved not through collaboration with the UKBA, nor by delivering services on its behalf, but by a powerful alliance of community organisations negotiating with the government for an end to such injustices. We invite all people of good faith to join us in this struggle.

(Rev) Bruce Stokes (Wood Grange Baptist Church), Zrinka Bralo (Migrant and Refugee Community Forum, formerly of the Independent Asylum Commission); and 11 other signatories, envoyé par Neil.Jameson@londoncitizens.org.uk à The Jewish Chronicle (source : Factiva)

Extrait du manifeste de *London Citizens* présenté lors de l'assemblée du 26 Avril 2012 aux quatre principaux candidats à la mairie du Grand Londres.

3. A safer London – CitySafe

We commit to:

- Build on the success of the *CitySafe* campaign by initiating a *CitySafe Foundation* and promoting and communicating *CitySafe* outside of our member institutions. The Foundation will oversee the development of more *CitySafe Zones* across London and oversee the development of community leaders who will think creatively about how to make our streets safer across the capital.
- Work with at least 4 Safer Neighbourhood teams to build a more relational approach to policing, through orientation and training.
- Hold rallies and events in each of our boroughs on June 9th to mark the beginning of *100 Days of Peace*, and demonstrate our commitment to work together to build more peaceful communities.
- Produce a map of London, which will be distributed to our institutions and published online to indicate the streets and neighbourhoods that have been adopted by Citizens.

We ask you to:

- Be an ambassador for the *CitySafe Foundation*. Including keeping City Hall as a *CitySafe Zone*, supporting us in the building of the Foundation and committing to help find resources for 50 *CitySafe* young champions, who will work in schools and develop the *CitySafe* campaign and *CitySafe Zones* across London.
- Attend as many rallies and events as possible on the morning of 9th June for the launch of *100 Days of Peace*.
- Broker a meeting with the bus companies and *London Citizens* with a view to engaging our young people, organisateurs and leaders in the training of bus drivers who will together develop a plan to make bus routes safer, particularly at school time. This will include piloting the New Bus For London (Routemaster) as the first *CitySafe* route.

4. A brighter future for young Londoners¹

We commit to:

- Train 1000 young people every year in leadership development from across our member institutions.
- Work to deliver apprenticeships for young people by working in partnership with the National Apprenticeship Service to deliver 50 recruitment fairs for young people over the next four years.
- Pledge to find 500 paid work placements and apprenticeships for young people from within our member institutions over the next 4 years and work to recruit young Londoners for the *Working Future Campaign*.

We ask you to:

- Extend free travel to use of the underground for young people in full-time education or full-time apprenticeships and protect free travel for young people in summer between GCSE and further education.
- Work with *London Citizens* to deliver the *Working Future Campaign* by:
 - Supporting and sponsoring a *Summer Talent Scheme*– employment for 2,000 16 – 25 years olds through six-week paid workplaces every summer through the 4 year term.
 - Support a *Talent Fast Track* by organising meetings with London businesses and arts organisations to find paid internships and develop non-graduate fast track opportunities for talented young Londoners.
- Attend and provide a high-profile central London venue for a *Young Talent Day of Opportunity* in 2014 – a day of celebration where young people, employers and apprenticeship services can come together to build relationships and offer work opportunities.

Source : www.citizensuk.org/campaigns/london-mayoral-election-2012

¹ Il s'agit d'une nouvelle campagne initiée en 2012.

Réponses des candidats au manifeste de *London Citizens* (avril 2012)

CITIZENS AGENDA 2012		Jenny Jones	Ken Livingstone	Boris Johnson	Brian Paddick
GOVERNANCE	Meet with <i>London Citizens</i> at least twice a year	YES	YES	YES	YES
	Relate to us regularly through a designated senior member of staff ; produce an annual progress report	YES	YES	YES	YES
	Attend at least one London Citizens Assembly by May 2014	YES	YES	YES	YES
	Secure a place for us at the negotiating table for strategic decisions which affect our communities	YES	YES	YES	YES
HOUSING	Define what a London Affordable Rent should be	YES	YES	YES	YES
	Create a city-wide Living Homes Standard and get landlords registered	YES	YES	YES	YES
	Create a network of Community Land Trusts across the city, including on the Olympic Park.	YES	YES	YES ⁱ	YES
CITYSAFE	Be the Ambassador for our CitySafe Foundation ; help find resources for 50 young CitySafe Champions	YES	YES	YES	YES
	Attend as many CitySafe Rallies as possible on June 9th- by helicopter if necessary	YES	YES	YES	YES
	Broker a meeting with bus companies to develop training for bus drivers and pilot CitySafe bus routes	YES	YES	YES	YES
BRIGHTER FUTURE FOR YOUNG LONDONERS	Extend free travel on the tube for young people in full time education or apprenticeships ; protect free travel in the summer holidays	NO ⁱ	MAYBE ⁱⁱ	MAYBE ^v	MAYBE ^{vii}
	Support a Summer Talent Scheme of 2,000 paid internships for 16 to 25 year olds each year	YES	YES	YES	YES
	Help us get employers to set up a Talent Fast Track to offer non graduate fast track opportunities	YES	YES	YES	MAYBE ^{vi}
	Be there at a massive Young Talent Day of Opportunity celebrating employers and young people	YES	YES	YES	MAYBE ^{viii}
LIVING WAGE	Announce the new Living Wage annually in person ; ensure full compliance and accreditation across the GLA family	YES	YES	YES	YES
	Work with the Living Wage Foundation on an Advisory Council	YES	YES	YES	YES
	Sign up 100 new large companies (from retail, hospitality and local authority sectors) as Living Wage Employers	YES	YES	YES	YES
	Ensure the Olympic Park remains a Living Wage Zone by getting the Living Wage into development agreements	YES	YES	YES	YES
	Work with us to make Living Wage Week a massive success; contribute TFL holdings to advertise it	YES	YES	YES	YES

ⁱ "Yes. Four years ago Boris promised a CLT and his work with the Olympic Delivery Authority will guarantee a CLT on the Chobham Manor site. Boris would like to see 100 homes in a CLT on the site, but can't want to promise that because it's in the middle of a competitive process between developers and will be decided by the legacy board. Some proposals have more, some have less. But he has been clear from the start that every bidder must have a proposal for CLT homes."

Written response from Boris Johnson: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Boris-Johnson-Written-Response.pdf>

ⁱⁱ "I did say there was one tiny thing on the Agenda that I didn't agree with, and you had a big cheer for this, so I'm sorry...I would not give free travel for students. I would aim to make travel more affordable for all Londoners. Free travel is not on the Green agenda."

Jenny Jones to London Citizens Mayoral Accountability Assembly (from 1:37:09): <http://www.ustream.tv/recorded/22118834>

ⁱⁱⁱ "As Mayor I introduced free travel for young people in full-time education and will certainly protect it for the summer between GCSEs and further education. I am committed to cutting fares for all Londoners by 7%, but will also look at the case being made for other discounts, depending on the money available."

Written response from Ken Livingstone: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Ken-Livingstone-Written-Response.pdf>

^{iv} "Yes. I am the only candidate to recognise the importance of apprenticeships by extending to apprentices the same discounted travel (30 per cent off season tickets) that full time students enjoy. I will also guarantee free travel for under 16s on buses and trams, including during the summer holiday between GCSEs and further education, and protect them from Ken Livingstone's plans to take £1.14 billion out of the transport budget. I will also guarantee half price travel on the tube and DLR (in addition to free travel on buses and trams) for 16-18 students in full time education but I cannot pledge to make this free because the funding does not exist."

Written response from Boris Johnson: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Boris-Johnson-Written-Response.pdf>

^v "We will explore whether we can commit to protecting free travel in the summer 'gap' between GCSE and further education. If the financial situation allows then I would look to extend free travel on the underground for young people in full time education or full time apprenticeships."

Written response from Brian Paddick: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Brian-Paddick-Written-Response.pdf>

^{vi} "We fully support the idea of a Summer Talent Scheme and would be happy to sit down with London Citizens and work out the logistics of the programme. This would link to our plans to develop an Apprenticeship Alliance and introduce a London Youth Contract so all jobless young Londoners who want to are productively engaged in work or in learning linked to a genuine job opportunity."

Written response from Brian Paddick: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Brian-Paddick-Written-Response.pdf>

^{vii} "We fully support the idea of a Summer Talent Scheme and would be happy to sit down with London Citizens and work out the logistics of the programme. This would link to our plans to develop an Apprenticeship Alliance and introduce a London Youth Contract so all jobless young Londoners who want to are productively engaged in work or in learning linked to a genuine job opportunity."

Written response from Brian Paddick: <http://www.citizensuk.org/wp-content/uploads/2012/05/Brian-Paddick-Written-Response.pdf>

Source : www.citizensuk.org/campaigns/london-mayoral-election-2012/before-you-vote-find-out-what-the-candidates-said-to-the-citizens-agenda/ consulté le 11.08.12

SOURCES

Participation aux activités de <i>London Citizens</i> , enregistrements, prises de notes et courriels :.....	381
Entretiens réalisés :	382
Documents produits par <i>London Citizens</i> , la COF ou <i>Citizens UK</i> :	386
Sources électroniques :	387
Ouvrages ou articles écrits par des organisateurs ou leaders de <i>London Citizens</i> et de l'IAF :	388
Sources médiatiques :	389

Participation aux activités de *London Citizens*, enregistrements, prises de notes et courriels

Notre travail de terrain nous a permis de recueillir de très nombreux enregistrements et prises de notes de réunions, d'assemblées et d'autres événements. Nous ne citons ici que les notes et enregistrements ayant fait l'objet de citations dans cette thèse.

Participation à 4 sessions de stages de *community organizing* (mai 2007, juillet 2009, octobre 2009, mars 2010)

Notes citées :

Neil Jameson, formation du 11.05.07
Neil Jameson, formation du 12.10.09
Neil Jameson, formation du 13.10.09
Neil Jameson, formation du 14.10.09
Neil Jameson, formation du 15.10.09
Neil Jameson, formation du 16.10.09
Matthew, organisateur, formation du 13.10.09
Mousa, organisateur, formation du 15.10.09
Intervention d'un participant : Dan, formation du 16.10.09

Participations à des réunions, assemblées, séminaires et actions collectives

Notes citées :

Neil Jameson, réunion du 07.07.09
Rachel Heywood, élue à la mairie de Southwark, assemblée des délégués de SLC du 14.10.09
Prise de notes pendant l' « appel » de l'assemblée des délégués de SLC du 14.10.09.
Mathew, organisateur, réunion de préparation de l'assemblée du 3 mai 2010, le 01.04.10
Dilwar, directeur de la mosquée de l'Est de Londres, rencontre du 21.10.10 avec l'équipe d'ECHO

Retranscriptions d'enregistrements citées :

Neale Coleman, conseiller du maire de Londres, action du 30.07.07
Dilwar, membre du *Contextual Theology Centre*, séminaire avec *London Citizens* du 30.07.09
Neil Jameson, Discours à l'IFE (*Islamic Forum Europe*) dans le cadre de la conférence : *Confronting Anti-Muslim Hatred*, le 30.03.10
Retranscription des échanges de la réunion de préparation de la campagne en réponse à la crise économique du 16.07.09

Courriels :

Correspondance personnelle :

Jeremy, syndicaliste, courriel du 08.02.09
Polly Toynbee, journaliste, courriel du 30.03.10 (journaliste)

Courriels collectif :

Neil Jameson, courriel collectif du 23.01.10
Matthew, courriel collectif du 04.05.10

Entretiens réalisés :

En **gras** sont indiqués les entretiens dont des extraits de leur retranscription sont cités dans le texte.

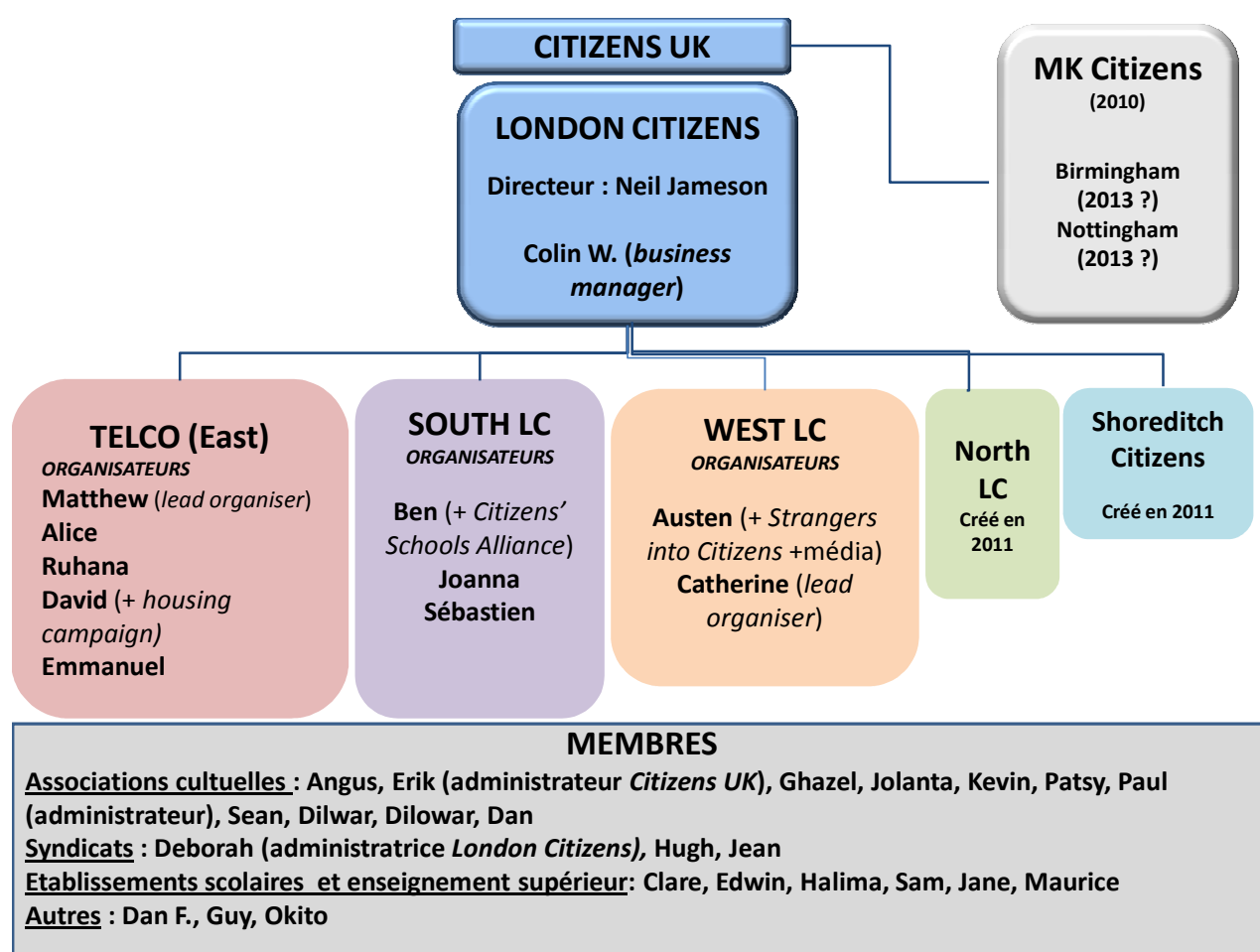
Acteurs	Date de l'entretien	Fonction au moment de l'entretien	Fonction en 2012	Durée (min)
Alice	22.04.08	Organisatrice de TELCO	Membre	65
Angie	09.07.09	Membre (parent d'élève école St Joseph)	<i>Idem</i>	20
Angus	28.04.08	Membre (prêtre et fondateur du <i>Contextual Theology Centre</i>)	<i>Idem</i>	70
Austen	24.04.08	Organisateur, coordinateur de la campagne <i>Strangers into Citizens</i>	Membre (église)	60
	08.04.10	Coordinateur média pour l'assemblée du 3 mai 2010	Membre (église)	55
Ben	15.09.09	Organisateur (<i>Citizens' Schools Alliance</i>)	Autre	45
Catherine	22.04.08	Organisatrice responsable (<i>lead organiser</i>) de <i>West London Citizens</i>	Directrice <i>fairpensions</i>	60
	31.08.09	Directrice <i>fairpensions</i>	<i>Idem</i>	50
Chargé de projet <i>Princess Diana Fund</i>	29.04.10	<i>Head of the Fund's Refugee and Asylum Seeker Initiative</i>		50
Chargée de projet au GLA	01.09.09	Chargée de projet au GLA		40
Chef de Département au GLA	11.09.09	<i>Head of Economic Development and Transport</i>		55
Chef de projet à la Trust for London	03.03.10	Chef de projet à la <i>Trust for London</i>		65
Chris	01.04.10	Membre (<i>West Way Development Trust</i>)	<i>Idem</i>	30
Christine	17.07.09	Membre (parent d'élève école St Joseph)	<i>Idem</i>	20
Clare	09.07.09	Membre (parent d'élève école St Joseph)	<i>Idem</i>	20
Colin	07.10.09	Membre (église)	<i>Idem</i>	50
Colin W.	18.04.08	<i>Business manager</i> de la <i>Citizen Organising Foundation</i>	<i>Business manager Citizens UK</i>	50
Dan F.	26.10.09	Membre (<i>youth centre</i>)	Organisateur (<i>Shoreditch</i>	65

			<i>Citizens)</i>	
David	29.10.09			60
Deborah	27.08.09	Membre - Administratrice de <i>London Citizens</i> (syndicat Unison)	Organisatrice au Canada	85
Dermot	25.03.10	Organisateur <i>South London Citizens</i>	Coordinateur <i>English For Action</i>	105
Directeur Citizenship Foundation	30.04.10	Directeur <i>Citizenship Foundation</i>		30
Edwin	29.09.09	Membre (Lycéen)		40
Emmanuel	21.08.09	Organisateur TELCO	Idem	55
Erik	09.07.09	Administrateur <i>Citizens UK</i>	Administrateur <i>Citizens UK</i>	60
Fonctionnaire ministère des Finances	25.08.09	Fonctionnaire ministère des Finances		50
Ghazel	21.08.09	Stagiaire organisatrice, membre (mosquée)		35
Giulia	25.08.09	Stagiaire organisatrice		25
Guy	17.04.08	Membre (association <i>housing justice</i>)		40
Halima	17.07.09	Membre (parent d'élève école St Alfege)	Idem	35
Hugh	26.03.10	Membre (syndicat Unite)	Idem	55
Jane Wills	01.05.08	Membre (Professeure à la <i>Queen Mary University</i>)	Idem	40
	15.09.09	Idem	Idem	35
Jean	08.10.09	Membre (syndicat Unison)	Idem et administratrice <i>London Citizens</i>	80
Jenny Jones	06.10.09	Elue verte au GLA et à Southwatk	Candidate aux élections municipales de Londres	30
Joanna	29.04.08	Organisatrice de <i>South London Citizens</i>	Membre	55
Jolanta	06.10.09	Membre (église lithuanienne)	Idem	40
Kevin	15.04.08	Membre (église)	Idem	55
	06.07.09	idem	Idem	20
Linda	19.10.09	Membre (association zimbabwéenne)		30

Luke	02.09.09	Membre (église et universitaire)	Idem	50
Martin	05.10.09	Membre (église)	Idem	55
Matthew	17.04.08	Organisateur responsable de TELCO (<i>lead organiser</i>)	Organisateur – responsable de <i>North London Citizens</i>	70
Maurice Glasman	17.08.09	Membre (universitaire <i>Metropolitan University of London</i>)	<i>idem</i> et Lord du Parti travailliste	45
	06.05.10	<i>idem</i>	Idem	50
Mohammed	22.04.10	Membre (mosquée Est de Londres)		25
Mohammed Abdul	23.03.10	Membre (<i>Islamic Forum Europe</i>)		35
Mousa	15.07.09	Organisateur MK Citizens	Autre	30
Neal Lawson	22.04.10	Directeur <i>Think Tank Compass</i>	Idem	45
Neil Jameson	18.04.08	Directeur de <i>London Citizens</i> et <i>Citizens UK</i> , Organisateur	Idem	75
Nicholas	28.04.10	Journaliste, proche du Parti Libéral Démocrate		25
Nick	08.04.10	Membre (armée du salut)		60
Okito	28.10.09	Membre (association de congolais)	Membre et Administrateur <i>London Citizens</i>	50
Patsy	28.04.08	Membre (église)	Idem	60
Paul Mason	28.04.10	Journaliste BBC <i>newsnight</i>	Idem	55
Paul	23.04.08	Administrateur de <i>London Citizens</i> et <i>Citizens UK</i>	Idem	70
	22.07.09	<i>idem</i>	Idem	60
Ruhana	23.09.09	Organisatrice TELCO	Idem	60
Sam	24.04.08	Membre (syndicat étudiant LSE)	Organisateur (<i>Shoreditch Citizens</i>)	70
Sean	21.04.08	Membre (prêtre de St Margaret Church)		65
Sébastien	24.08.09	Organisateur <i>South London Citizens</i>	Membre (enseignant école)	25
	11.09.09	<i>idem</i>	<i>idem</i>	25
	04.11.09	<i>idem</i>	<i>idem</i>	75

Senyo	19.08.09	Membre (lycéen)		70
Steve Bullock	13.04.10	Maire de Lewisham	Idem	75
Stuart White	18.09.09	Directeur du département de science politique au <i>Jesus College</i> , Université d'Oxford, proche du Parti travailliste		70
Tom	02.04.10	Membre (prêtre de l'église <i>Our Lady of the Assumption</i>)	idem	50

Figure 12 Membres et employés de *London Citizens* dont les entretiens ou interventions sont cités dans le texte¹



¹ Ceci n'est donc pas un organigramme de *London Citizens* car les entretiens ont été réalisés à des dates différentes et les employés ne sont plus forcément les mêmes en 2012. La structure reste, elle, inchangée.

Documents produits par *London Citizens*, la COF ou *Citizens UK*:

De même que pour les enregistrements et les prises de notes, nous ne référençons ici que les documents cités dans cette thèse.

Documents publics :

Bilan annuel de la COF de mars 2002

Brochure de présentation de la COF (2004) *Reweaving the fabric of society, position statement of the citizen organizing foundation*

Brochure *TELCO is Ten* publié par *London Citizens* à l'occasion des 10 ans de TELCO (extrait en Annexe)

Citizens UK and The Citizens Network Staff and Trustees Handbook, 2010

Rapport annuel de *London Citizens* au 31.03.10

Rapport annuel du 31 mars 2011 rédigés par les administrateurs de *London Citizens* pour la *Charity Commission* ("*Trustees' Annual Report*"), en ligne sur le site internet de la *Charity Commission* du Royaume-Uni : www.charity-commission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/DocumentList.aspx?RegisteredCharityNumber=1088174&SubsidiaryNumber=0&DocType=AccountList

Manifeste de *Citizens UK* du 3 mai 2010 (en Annexe)

Manifeste de *London Citizens* du 26 Avril 2012 (extrait en Annexe)

Memorandum and articles of association Of London Citizens, 2003

Plaquette éditée par *London Citizens* (2006)

Vidéo réalisée pour le 3 mai 2010 *Citizens UK: unlocking the power of Civil Society*
www.youtube.com/watch?v=c-ccuQRCZgl

Archives personnelles :

Base de données des membres de *London Citizens* en juillet 2011.

Communiqué de presse produit par *London Citizens* annonçant l'assemblée du Barbican le 25 novembre 2009

Document distribué lors de l'assemblée des délégués de SLC le 20.10.10 intitulé *Welcome to the south London Citizens Strategy Team 2010 !*

Fiche de poste *associate organiser-TELCO* (en Annexe)

Ordre du jour de la réunion de préparation de la campagne en réponse à la crise économique du 16.07.09.

Questionnaire adressé par un stagiaire aux organisateurs dans le cadre de la rédaction d'une plaquette de présentation de *London Citizens* (Juillet 2009)

Script de l'assemblée des délégués de *South London Citizens* du 14.10.09

Script de l'assemblée du 25.11.09

Script de l'assemblée du 03.05.10

Sources électroniques :

Sites d'organisations :

www.aficio.org
www.cabinetoffice.gov.uk
www.charitiesdirect.com
www.charity-commission.gov.uk
www.churchofengland.org
www.citizensforsanctuary.org.uk
www.citizensuk.org
www.communities.gov.uk
www.direct.gov.uk
www.efalondon.org
www.fairpaynetwork.org
www.geog.qmul.ac.uk
www.industrialareasfoundation.org
www.islington.gov.uk
www.legislation.gov.uk
www.livingwage.org.uk
www.locality.org.uk
www.london.gov.uk
www.movementforchange.org.uk
www.qmul.ac.uk
www.statistics.gov.uk
www.trustforlondon.org.uk
www.uk.westfield.com
www.unison.org.uk

Blog ou sites de medias :

www.channel4.com
www.cocollaborative.org.uk/blog
www.debeauvoircouncillors.blogspot.com
www.freesoascleaners.blogspot.fr
www.huffingtonpost.co.uk
www.mayorlutfurrahman.wordpress.com
www.mayorwatch.co.uk
www.thecommune.co.uk
www.totalpolitics.com

Autre : Trésor de la Langue Française informatisé (TLFi) <http://www.cnrtl.fr/definition>

Ouvrages ou articles écrits par des organisateurs ou leaders de *London Citizens* et de l'IAF :

- Alinsky Saul, 1941, « Community Analysis and Organization », *American Journal of Sociology*, vol. 46, n° 6, p. 797-808.
- Alinsky Saul, 1965, « The War on Poverty: Political Pornography », *Journal of Social Issues*, vol. 21, n° 1, p. 41-47.
- Alinsky Saul, 1949, *John L. Lewis: an unauthorized biography*, New York, Putnam.
- Alinsky Saul, 1946, *Reveille for radicals*, Chicago, University of Chicago Press.
- Alinsky Saul, 1971, *Rules for radicals: a practical primer for realistic radicals*, New York, Vintage Books.
- Chambers Edward, 2009, *Power of Relational Action*, Stokie, ACTA Publications.
- Chambers Edward, 2004, *Roots for radicals: organizing for power, action, and justice*, New York, Continuum.
- Gecan Michael, 2008, *Effective organizing for congregational renewal*, Stokie, ACTA Publications.
- Gecan Michael, 2004, *Going public: an organizer's guide to citizen action*, [2002], New York, Anchor Books.
- Glasman Maurice, 2007, « Abraham, Aristotle and Alinsky: On the Reconciliation of Citizenship and Faith », *Séminaire « Faith and Citizenship: Friends or Enemies? »*, London Metropolitan University.
- Glasman Maurice et Blond Phillip, 2010, « who will really change britain? », *Prospect*, p. 26-28.
- Ivereigh Austen, 2010, *Faithful Citizens: A Practical Guide to Catholic Social Teaching and Community Organising*, Darton, Longman and Todd.
- Ivereigh Austen, 2011, « Mending Broken Britain », *America*. Adresse: http://www.americamagazine.org/content/article.cfm?article_id=13059.
- Jameson Neil, 2012, « Elected mayors should be held to account by citizens' alliances », *the Guardian*. Adresse: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/may/03/elected-mayors-citizens-alliances>.
- Jameson Neil, 2010, « People can play their part in the governance of the nation », *The Guardian*. Adresse: <http://www.guardian.co.uk/society/2010/mar/24/communities-policy>
- Jameson Neil et Chapleau Sebastien, 2011, *Engaging Citizens to Ensure our Democracy: The Role and Potential of Educational Institutions*, London, Citizens UK.

Sources médiatiques :

Bright Martin, 2011a, « Asylum groups warn Jewish community over *London Citizens* », *The Jewish Chronicle*. Adresse□: <http://www.thejc.com/news/uk-news/50064/asylum-groups-warn-jewish-community-over-london-citizens>.

Bright Martin, 2007, « Citizen's advice », *New Statesman*. Adresse□: <http://www.newstatesman.com/blogs/martin-bright/2007/09/politics-brown-change-citizens>.

Bright Martin, 2011b, « *London Citizens* has crossed line », *The Jewish Chronicle*. Adresse□: <http://www.thejc.com/comment-and-debate/analysis/50065/london-citizens-has-crossed-line>.

Bright Martin, 2011c, « Rabbi « in pain » over *London Citizens* link », *The Jewish Chronicle*. Adresse□: <http://www.thejc.com/news/uk-news/49791/rabbi-pain-over-london-citizens-link>.

Bunting Madeleine, 2011, « How Cameron fell out of love with his citizen organisers », *The Guardian*. Adresse□: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/feb/14/citizens-uk-big-society-coalition>.

Bunting Madeleine, 2009, « Religions have the power to bring a passion for social justice to politics », *The Guardian*. Adresse□: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/jan/12/madeleine-bunting-religion-social-justice>.

Collinson Patrick, 2010, « Interest rates: Time to introduce a cap », *the Guardian*. Adresse□: <http://www.guardian.co.uk/money/blog/2010/may/29/interest-rates-cap>

Croft Adrian, 2010, « Party leaders experience people's power in action », *Reuters*. Adresse□: <http://uk.reuters.com/article/2010/05/04/uk-britain-election-rally-idUKTRE64259C20100504>

Davis Rowenna, 2010, « Obama factor prompts MA in community organising », *The Independent*. Adresse□: <http://www.independent.co.uk/student/postgraduate/postgraduate-study/obama-factor-prompts-ma-in-community-organising-1971833.html>.

Derbyshire Jonathan, 2010, « David Cameron's big idea », *New Statesman*. Adresse□: <http://www.newstatesman.com/blogs/the-staggers/2010/03/cameron-blond-big-society>.

Domokos John et Shariatmadari David, 2011, *Maurice Glasman: « I think the Conservatives are right to point out that Labour was too statist » – video*, *the Guardian*. Adresse□: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/video/2011/jan/24/maurice-glasman-blue-labour-big-society-london-citizens>.

Elgot Jessica, 2011, « Inspired by Obama's organising », *The Jewish Chronicle*. Adresse□: <http://www.thejc.com/news/social-action/46694/inspired-obamas-organising>.

Freedland Jonathan, 2009, « Heard the one about a rabbi, an imam and a priest, who walk into a bank? », *The Guardian*. Adresse□: <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/belief/2009/jul/22/debt-interest-religion-usury>

Hodges Dan, 2011, « New Statesman - Right now, the Movement for Change is wrong for Labour », *New Statesman*. Adresse □: <http://www.newstatesman.com/blogs/dan-hodges/2011/01/labour-party-movement-citizens>.

Lawson Neal, 2004, « Stepping into Labour's gap », *New Statesman*. Adresse □: <http://www.newstatesman.com/node/148986>.

Lesnes Corine, 2007, « Barack Obama □: la leçon des ghettos », *Le Monde*.

Mason Paul, 2007, *Live Working or Die Fighting: How the Working Class Went Global*, Harvill Secker.

Mason Tania, 2011, « Citizens UK beats Locality to trademark application for « Institute for Community Organising » », *Civil Society*.

Miller Robert, 2004, « Barclays puts low wages beyond the pale », *The Telegraph*. Adresse □: <http://www.telegraph.co.uk/finance/2880393/Barclays-puts-low-wages-beyond-the-pale.html>.

Mulholland Hélène, 2009, « Boris Johnson's backing boosts illegal immigrant amnesty campaign », *the Guardian*. Adresse □: <http://www.guardian.co.uk/politics/2009/apr/15/boris-johnson-illegal-immigrant-amnesty>.

Purnell James, 2010, « Power to the people - and trust them too », *The Times*. Adresse □: http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/columnists/guest_contributor.

Rajan Amol, 2011, « Community organisers giving power to the people », *The Independent*. Adresse □: <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/amol-rajan-community-organisers-giving-power-to-the-people-2365334.html>.

Riddell Mary, 2012, « Ed's got talent, but he has to win over the toughest crowd of all », *Telegraph*. Adresse □: <http://www.telegraph.co.uk/news/politics/ed-miliband/9264738/Eds-got-talent-but-he-has-to-win-over-the-toughest-crowd-of-all.html>.

Roberts Yvonne, 2012, « What does it mean to be British – and does it still matter? », *the Observer*. Adresse □: <http://www.guardian.co.uk/uk/2012/jun/17/being-british-does-it-matter>.

Sage David, 2012, « A Challenge to Liberalism? The Communitarianism of the The Big Society and Blue Labour », *Critical Social Policy*. Adresse □: <http://csp.sagepub.com/content/early/2012/04/19/0261018312444411.full.pdf+html>

Sarkodee-Adoo Inez, 2011, « Riots: « My familiar childhood places had been turned into a war zone » », *The Observer*. Adresse □: http://www.guardian.co.uk/uk/2011/aug/20/uk-riots-tottenham?CMP=tw_t_gu.

Stevenson Rachel, 2003, « The cleaner, the chairman, and the £1,88 m differential », *The Independent*.

Stratton Allegra, 2010, « Ed Miliband rehearses « good society » guru's lines in conference speech », *The Guardian*.

Stratton Allegra, 2009, « Labour: Now it's kind of blue », *the Guardian*. Adresse □: <http://www.guardian.co.uk/politics/blog/2009/apr/24/blue-labour-conservative-socialism>.

Stratton Allegra, 2011, « Obama's mentor is teaching Ed to walk », *the Guardian*. Adresse □: <http://www.guardian.co.uk/politics/2011/jun/15/obamas-mentor-teaching-ed-walk>.

Stratton Allegra et Wintour Patrick, 2010, « Ed Miliband: « We »re brothers, not clones. I'm different from David' », *the Guardian*. Adresse □: <http://www.guardian.co.uk/politics/2010/may/21/ed-miliband-interview>.

Townsend Sarah, 2010, « Interview: Neil Jameson », *Planning*. Adresse □: http://www.planningresource.co.uk/Community_Renewal/login/1009405/

Wiggins Kaye, 2011, « Locality wins £15m community organisers programme », *Third Sector Online*. Adresse □: <http://www.thirdsector.co.uk/channels/Management/Article/1055870/Locality-wins-15m-community-organisers-programme/>.

Wright Ben, 2009, « Beyond Westminster », *BBC radio 4* du 22.08.09

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et contributions à ouvrages

- Alinsky Saul, 1949, *John L. Lewis: an unauthorized biography*, New York, Putnam.
- Alinsky Saul, 1946, *Reveille for radicals*, Chicago, University of Chicago Press.
- Alinsky Saul, 1971, *Rules for radicals: a practical primer for realistic radicals*, New York, Vintage Books.
- Almond Gabriel A. et Verba Sidney, 1963, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press.
- Andrew Caroline et Cardinal Linda, 2001, *La démocratie à l'épreuve de la gouvernance*, Ottawa, University of Ottawa Press.
- Antoine Agnès, 2003, *L'Impensé De La Démocratie -Tocqueville La Citoyenneté Et La Religion*, Paris, Fayard.
- Arcy François d' et Saez Guy, 1985, « De la représentation », *La Représentation*, F. d'Arcy (dir.), Paris, Economica.
- Arendt Hannah, 1995, *Qu'est-ce que la politique*, traduction de Sylvie Courtine-Denamy, Paris, Editions du Seuil.
- Bache Ian et Flinders Matthew V., 2004, *Multi-Level Governance*, Oxford, Oxford University Press.
- Bacqué Marie-Hélène, 2005c, « Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme? Empowerment zones aux États-Unis et politique de la ville en France », *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, H. Rey, Y. Sintomer et M.-H. Bacqué (dir.), Paris, La Découverte, p. 81-99.
- Bacqué Marie-Hélène, Rey Henri et Sintomer Yves, 2005, « La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique? », *Gestion de proximité et démocratie participative: une perspective comparative*, Paris, La Découverte.
- Bacqué Marie-Hélène et Sintomer Yves, 2011, *La démocratie participative: Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte.
- Baillergeau Évelyne et Bellot Céline, 2007, *Les transformations de l'intervention sociale: Entre innovation et gestion des nouvelles vulnérabilités ?*, Québec, PUQ.
- Le Bart Christian, 2008, *L'individualisation*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Bell Catherine M., 1992, *Ritual Theory, Ritual Practice*, Oxford, Oxford University Press.
- Bellah Robert N., 1991, *Beyond Belief: Essays on Religion in a Post-Traditional World*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- Besson Geneviève, 2008, *Le développement social local: Significations, complexité et exigences*, Paris, L'Harmattan.
- Biewener Carole et Bacqué Marie-Hélène, 2011, « Empowerment, développement et féminisme: entre projet de transformation sociale et néolibéralisme », *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, M.-H. Bacqué et Y. Sintomer (dir.), Paris, La Découverte, p. 82-102.
- Blanc Maurice, 2007, « Gouvernement local et contrôle démocratique », *Enjeux de la sociologie urbaine*, M. Bassand, V. Kaufmann et D. Joye (dir.), Lausanne, PPUR presses polytechniques, p. 317-336.

- Blanc Maurice, 1999, « Participation des habitants et politique de la ville », *La démocratie locale*: représentation, participation et espace public., Loïc Blondiaux, G. Marcou et F. Rangeon (dir.), Paris, PUF, p. 177-196.
- Blond Phillip, 2010, *Red Tory: how the left and right have broken Britain and how we can fix it*, London, Faber and Faber.
- Blondiaux Loïc, 2008b, *Le nouvel esprit de la démocratie*: actualité de la démocratie participative, Paris, Éditions du Seuil.
- Boltanski Luc, 2009, *De la critique*: Précis de sociologie de l'émancipation, Paris, Gallimard.
- Boltanski Luc et Chiapello Eve, 1999, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Boltanski Luc et Thévenot Laurent, 1991, *De la justification*: les économies de la grandeur, Paris, Gallimard.
- Boudon Raymond et Bourricaud François, 1982, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF.
- Bourdieu Pierre, 1989, *Intérêt et désintéressement*, Bron France, IRESE Université Lumière Lyon.
- Bourque Denis, Comeau Yvan, Favreau Louis, Fréchette Lucie, et al., 2007, *L'organisation communautaire*: Fondements, approches et champs de pratique, Québec, PUQ.
- Boyte Harry Chatten, 1989, *CommonWealth: a return to citizen politics*, New York, Free Press.
- Braud Philippe, 2008, *Sociologie politique*, [1992], 9e éd. Paris, LGDJ-Lextenso éd.
- Bretherton Luke, 2011, *Christianity and Contemporary Politics: The Conditions and Possibilities of Faithful Witness*, John Wiley & Sons.
- Caillé Alain, 2006, « Préface », *Le capital social*: Performance, équité et réciprocité, M. Lallement et A. Bevort (dir.), Paris, La Découverte.
- Carrel Marion, 2009, « La citoyenneté plurielle. Appréhender les dispositifs participatifs dans leur environnement », *Les intermittences de la démocratie*: Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville, M. Carrel, C. Neveu et J. Ion (dir.), Paris, L'Harmattan.
- Carrel Marion, 2007, *La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés*, Paris, Editions du PUCA.
- Carrel Marion, Neveu Catherine et Ion Jacques, 2009, *Les intermittences de la démocratie*: Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville, Paris, L'Harmattan.
- Castells Manuel, 1975, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero.
- Cathelat Bernard, 1990, *Socio-styles-système: les « styles de vie », théorie, méthodes, applications*, Paris, Les Éditions d'Organisation.
- Céfaï Daniel, 2008, « Postface. La fabrique des problèmes publics. Boire ou conduire, il faut choisir ! », *La culture des problèmes publics*: L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique, J. Gusfield (dir.), [1981], traduction de Daniel Céfaï, Paris, Economica.
- Céfaï Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on*: Les théories de l'action collective, Paris, La Découverte.
- Chabanet Didier, 2009, « Entrée: Nouveaux mouvements sociaux », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 371-378.
- Chabanet Didier et Giugni Marco, 2010, « Les conséquences des mouvements sociaux », *Penser les mouvements sociaux*: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), Paris, La Découverte.
- Chambers Edward, 2009, *Power of Relational Action*, Stokie, ACTA Publications.

- Chambers Edward, 2004, *Roots for radicals: organizing for power, action, and justice*, New York, Continuum.
- Champagne Patrick, 1990, *Faire l'opinion*, Paris, Les Editions de Minuit.
- Charaudeau Patrick, 2005, *Le discours politique: les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- Chateauraynaud Francis et Torny Didier, 2005, « Mobiliser autour d'un risque. Des lanceurs aux porteurs d'alerte », *Risques et crises alimentaires*, C. Lahellec (dir.), Paris, Tec & Doc, p. 329-339.
- Collins Randal, 2001, « Social Movements and the Focus of Emotional Attention », *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, J. Goodwin, J.M. Jasper et F. Polletta (dir.), Chicago, University Of Chicago Press, p. 27-44.
- Cometti Jean-Pierre, 2010, *Qu'est-ce que le pragmatisme?*, Paris, Gallimard.
- Contamin Jean-Gabriel, 2010, « Cadrages et luttes de sens », *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), Paris, La Découverte.
- Corcuff Philippe, 2007, *Les nouvelles sociologies*, [1995], 2ème édition refondue, Paris, Armand Colin.
- Côté Charles et Harnois Yannik G., 1978, *L'animation au Québec: sources, apports et limites*, Laval, Éditions coopératives A. St-Martin.
- Crozier Michel et Friedberg Erhard, 1992, *L'acteur et le système: Les contraintes de l'action collective*, [1977], Paris, Seuil.
- Cruddas Jon et Nahles Andrea, 2009, *Building the good society*, London, Compass.
- DeFilippis James, Fisher Robert et Shragge Eric, 2010, *Contesting community: the limits and potential of local organizing*, New Brunswick, Rutgers University Press.
- Dewey John, 1916, *Democracy and Education: An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, The Macmillan Company.
- Dewey John, 2011a, *La formation des valeurs*, traduction de Alexandra Bidet, Louis Quéré et Gêrôme Truc, Paris, Paris, La Découverte.
- Dewey John, 2011b, *Une foi commune*, [1934], traduction de Patrick Di Mascio, Paris, La Découverte.
- Diamond John, 2005, « Revitalisation urbaine et participation communautaire. Les leçons de l'expérience britannique », *Gestion de proximité et démocratie participative: une perspective comparative*, M.-H. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer (dir.), Paris, La Découverte.
- Donzelot Jacques, Mevel Catherine et Wyvekens Anne, 2003, *Faire société: la politique de la ville aux États-Unis et en France*, Paris, Seuil.
- Dreier Peter, 2007, « Community Organizing for what? Progressive Politics and Movement Building in America », *Transforming the City: Community Organizing and the Challenge of Political Change*, M. Orr (dir.), Lawrence, University Press of Kansas, p. 218-251.
- Dumont Louis, 1983, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil.
- Dunleavy Patrick et O'Leary Brendan, 1987, *Theories of the State: The Politics of Liberal Democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Durkheim Emile, 2002a, *De la définition des phénomènes religieux*, [1897-1898], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Durkheim Emile, 2002b, *De la division du travail social (Livre I)*, [1893], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).

- Durkheim Emile, 2002c, *De la division du travail social (Livres II et II)*, [1893], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Durkheim Emile, 2005, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie, Livre II, Les croyances élémentaires*, [1912], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Ehrenberg John, 1999, *Civil Society: The Critical History of an Idea*, New York, New York University Press.
- Eldridge Michael, 1998, *Transforming Experience: John Dewey's Cultural Instrumentalism*, Nashville, Vanderbilt University Press.
- Elias Norbert, 1974, *La société de cour*, Paris, Calmann-Lévy.
- Eliasoph Nina, 1998, *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Faucher-King Florence et Le Galès Patrick, 2007, *Tony Blair 1997-2007, le bilan des réformes*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Filleule Olivier, Agrikoliansky Eric et Sommier Isabelle (dir.), 2010, *Penser les mouvements sociaux*: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, Paris, La Découverte.
- Finks P. David, 1984, *The radical vision of Saul Alinsky*, Mahwah, Paulist Press.
- Fisher Robert, 1984, *Let the People Decide: Neighborhood Organizing in America*, New York, Twayne Publishers.
- Fisher Robert et Shragge Eric, 2007, « Contextualizing community organizing », *Transforming the City: Community Organizing the Challenge of Political Change*, M. Orr (dir.), Lawrence, University Press of Kansas.
- Foley Michael W., McCarthy John D. et Chaves Mark, 2001, « Social Capital, Religious Institutions, and Poor Communities », *Social Capital and Poor Communities*, S. Saegert, M.R. Warren et J.P. Thompson (dir.), New York, Russell Sage Foundation, p. 215-245.
- Freire Paulo, 1982, *Pédagogie des opprimés*, [1974] Paris, La Découverte.
- Friedberg Erhard, 1997, *Le pouvoir et la règle*, [1993], Paris, Seuil.
- Friedberg Erhard, 2004, « Organisations et mobilisations collectives », *Agir en société: engagement et mobilisation aujourd'hui*, M.-H. Soulet (dir.), Saint-Paul.
- Gamson William A., 1975, *The strategy of social protest*, Homewood, Dorsey Press.
- Ganz Marshall, 2009, *Why David Sometimes Wins: Leadership, Organization, and Strategy in the California Farm Worker Movement*, Oxford University Press, USA.
- Gauchet Marcel, 2001, *La Religion dans la démocratie*, Paris, Gallimard.
- Gaudin Jean-Pierre, 2002, *Pourquoi la gouvernance*?, Paris, Presses de Sciences Po.
- Gaventa John, 1980, *Power and powerlessness: Quiescence and rebellion in an Appalachian valley*, Urbana, University of Illinois Press.
- Gecan Michael, 2004, *Going public: an organizer's guide to citizen action*, [2002], New York, Anchor Books.
- Gecan Michael, 2008, *Effective organizing for congregational renewal*, Stokie, ACTA Publications.
- Georgi Frank, 2003, *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Giddens Anthony, 1998, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Wiley.
- Goffman Erving, 1961, *Asylums: Essays on the social situations of mental patients and other inmates.*, Oxford, Doubleday (Anchor).

- Goffman Erving, 1966, *Behavior in public places: notes on the social organization of gatherings*, New York, Simon and Schuster.
- Goffman Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne 1*: *La présentation de soi*, [1959], Paris, Les Editions de Minuit.
- Görtz Nicolas et Zamora Daniel, 2012, « Préface, quelle actualité pour Saul Alinsky? », *Etre radical: Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, S. Alinsky (dir.), Bruxelles, Les Editions Aden.
- Gusfield Joseph, 2008, *La culture des problèmes publics*: *L'alcool au volant*: *la production d'un ordre symbolique*, [1981], traduction de Daniel Céfaï, Paris, Economica.
- Habermas Jürgen, 1997, *Droit et démocratie: entre faits et normes*, traduction de Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz, Paris, Gallimard.
- Hamidi Camille, 2010, *La société civile dans les cités: Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica.
- Hirschman Albert O., 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge MA, Harvard University Press.
- Hirschman Albert O., 2002, *Shifting Involvements: Private Interest and Public Action*, Princeton, Princeton University Press.
- Hoffman Nicholas Von, 2010, *Radical: A Portrait of Saul Alinsky*, Philadelphia, Nation Books.
- Horwitt Sanford, 1989, *Let them call me rebel*: *Saul Alinsky*: *his life and legacy*, New York, Knopf.
- Huntington Samuel P., 2007, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- Ion Jacques, 2004, « Personnalisation et publicisation: les formes contemporaines de l'engagement », *Agir en société: engagement et mobilisation aujourd'hui*, M.-H. Soulet (dir.), Fribourg, Saint-Paul, p. 65-82.
- Iribarne Philippe d', 1993, *La logique de l'honneur - Gestion des entreprises et traditions nationales*, Paris, Seuil.
- Ivereigh Austen, 2010, *Faithful Citizens: A Practical Guide to Catholic Social Teaching and Community Organising*, Darton, Longman and Todd.
- Jacquier Claude, 1992, *Les Quartiers américains, rêve et cauchemar: le développement communautaire et la revitalisation des quartiers aux États-Unis*, L'Harmattan.
- Jessop Bob, 2003, « Governance and Metagovernance: On reflexivity, requisite variety, and requisite irony », *Governance As Social and Political Communication*, H.P. Bang (dir.), Manchester, Manchester University Press, p. 101-116.
- Jobert Bruno, 1995, « Construction des normes institutionnelles: esquisse d'un parcours de recherche », *La construction du sens dans les politiques publiques: Débats autour de la notion de référentiel*, G. Pollet, A. Faure et P. Warin (dir.), Paris, Editions L'Harmattan, p. 12-24.
- Joseph Isaac, 2002, *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF.
- Jouve Bernard et Booth Philip, 2004, *Démocraties métropolitaines: transformations de l'état et politiques urbaines au Canada, en France et en Grande-Bretagne*, Québec, PUQ.
- Kaufmann Jean-Claude, 2004, *L'entretien compréhensif*, [1996] Paris, Armand Colin.
- Keane John, 2009, *The Life and Death of Democracy*, London, Simon & Schuster.
- Kingdon John W., 2003, *Agendas, alternatives, and public policies*, [1984], New York, Longman.
- Klandermans Bert, 1989, « The formation and mobilization of consensus », *International Social Movement Research: Organizing for Change*: *Social Movement Organizations in Europe and the United States*, B. Klandermans, H. Kriesi et Sidney G. Tarrow (dir.), Greenwich, JAI Press, p. 173-196.

- Kloppenber James T., 2011, *Reading Obama: Dreams, Hope, and the American Political Tradition*, Princeton, Princeton University Press.
- Kooiman J., 1993, *Modern Governance: New Government-Society Interactions*, London, SAGE.
- Kubisch Anne C. et Stone Rebecca, 2001, « Comprehensive Community Initiatives: The American Experience », *Rebuilding Community: Policy and Practice in Urban Regeneration*, J. Pierson et J. Smith (dir.), Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Kurtz Stanley, 2010, *Radical-in-Chief: Barack Obama and the Untold Story of American Socialism*, 1st (dir.) New York, Threshold Editions.
- Kuty Olgierd, 2004, « Intérêts et valeurs : vers un mixte stratégique-identitaire », *Agir en société: engagement et mobilisation aujourd'hui*, M.-H. Soulet (dir.), Saint-Paul, p. 119-150.
- Lafaye Claudette, 2001, « Gouvernance et démocratie : quelles reconfigurations ? », *La démocratie à l'épreuve de la gouvernance*, C. Andrew et L. Cardinal (dir.), University of Ottawa Press, p. 57-85.
- Lagneau Éric et Lefèbure Pierre, 2002, « Chapitre 13. Le moment Vilvorde : action protestataire et espace public européen », R. Balme, D. Chabanet et V. Wright (dir.) *L'action collective en Europe. Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po , p. 495-529.
- Lamoureux Henri, Mayer Robert et Panet-Raymond Jean, 1984, *L'intervention communautaire*, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- Lascombes Pierre et Le Galès Patrick, 2006, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Laville Jean-Louis, 1997, « Chapitre premier. L'association: une liberté propre à la démocratie », *Sociologie de l'association*, J.-L. Laville et R. Sainsaulieu (dir.), Paris, Desclée de Brouwer.
- Laville Jean-Louis et Sainsaulieu Renaud, 1997, *Sociologie de l'association*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Liddle Roger et Diamond Patrick, 2009, *Beyond new labour: the future of social democracy in britain*, London, Politico's.
- Madison James, 1788, *The Federalist Papers*, n°51, New York, J & A McLean Publishers.
- Manin Bernard, 1996, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion.
- Mansbridge Jane, 1983, *Beyond adversary democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Marx Karl, 1900, *Le Capital: critique de l'économie politique*, Paris, V. Giard & E. Briere.
- Di Mascio Patrick, 2011, « Présentation. Dewey et le pari démocratique », *Une foi commune*, [1934], traduction de Patrick Di Mascio, Paris, La Découverte.
- Master Michael Charles, 2012, *Rules for Conservatives: A Response to Rules for Radicals by Saul Alinsky*, Los Angeles, Dunham Books.
- Mattson Kevin, 2011, « Consolider les fondements de la démocratie: le mouvement des centres sociaux aux USA durant l'ère progressiste », *La démocratie participative : Histoire et généalogie*, Y. Sintomer et M.-H. Bacqué (dir.), traduction de Valérie Dariot et Yves Sintomer, Paris, La Découverte.
- McAdam Doug, 1982, *Political process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press.
- McAdam Doug, McCarthy John D. et Zald Mayer N., 1996, *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge University Press.
- McAdam Doug, Tarrow Sidney G. et Tilly Charles, 2001, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mead George Herbert, 1963, *L'esprit, le soi et la société*, [1934], traduction de J. Cazeneuve, E. Kaelin et G. Thibault, Paris, PUF.

- Médard Jean-François, 1969, *Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis.*, Paris, Armand Colin.
- Melucci Alberto, 1996, *Challenging codes: collective action in the information age*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Merton Robert King et Barber Elinor G., 2004, *The Travels and Adventures of Serendipity: A Study in Sociological Semantics and the Sociology of Science*, Princeton, Princeton University Press.
- Michels Robert, 1914, *Les partis politiques: essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion.
- Minieri Joan, Getsos Paul et Klein Kim, 2007, *Tools for Radical Democracy: How to Organize for Power in Your Community* (dir.) Nw York, Jossey-Bass.
- Mohatar Marzok Mokhtar et Cottureau Alain, 2011, « Liberté, communauté et religion en milieu hispano-marocain. L'expérience d'une famille andalouse », *Du civil au politique: ethnographies du vivre-ensemble*, Action publique, M. Berger, D. Céfaï et C. Gayet-Viaud (dir.), Bruxelles, PIE Lang, p. 431-468.
- Mouffe Chantal, 2000, *The Democratic Paradox*, Verso Paperback. New York, Verso.
- Neveu Catherine, 1999, *Espace public et engagement politique: enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris, Harmattan.
- Neveu Erik, 2010, « Médias et protestation collective », *Penser les mouvements sociaux* : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), Paris, La Découverte, p. 245-264.
- Neveu Erik, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, 4e ed., [1996], Paris, La Découverte.
- Oberschall Anthony, 1972, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Olson Mancur, 1965, *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge MA, Harvard University Press.
- Orr Marion, 2007, « Community Organizing and the Changing Ecology of Civic Engagement », *Transforming the City: Community Organizing and the Challenge of Political Change*, M. Orr (dir.), Lawrence, University Press of Kansas.
- Osterman Paul, 2002, *Gathering Power: The Future of Progressive Politics in America*, Boston, Beacon Press.
- Ostrogorski Moisei, 1902, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Levy.
- Papadopoulos Yannis, 2008, « La gouvernance en réseaux : Les conséquences pour la démocratie parlementaire », *Politiques publiques et démocratie*, O. Giraud et P. Warin (dir.), Paris, La Découverte, p. 281-304.
- Parijs Philippe Van, 2011, *Just Democracy: The Rawls and Machiavelli Programme*, Colchester, ECPR Press.
- Park Robert E. et Burgess Ernest W., 1921, *Introduction to the science of sociology*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Pattie C. J, Seyd P. et Whiteley P., 2004, *Citizenship in Britain: values, participation and democracy*, Cambridge University Press.
- Pereira Irène, 2010a, *Peut-on être radical et pragmatique?*, Paris, Textuel.
- Pierru Emmanuel, 2010, « Organisations et ressources », *Penser les mouvements sociaux* : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines, O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), Paris, La Découverte, p. p 19-38.

- Pierson Frank. C., 2001a, « 'Power before Program': Broad Based Organizing in the Industrial Areas Foundation », *Rebuilding Community: Policy and Practice in Urban Regeneration*, J. Pierson et J. Smith (dir.), Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Pierson John, 2001b, « Rebuilding Communities: Common Problems and Approaches », *Rebuilding Community: Policy and Practice in Urban Regeneration*, J. Pierson et J. Smith (dir.), Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Pitkin Hanna Fenichel, 1967, *The Concept of Representation*, Berkeley, University of California Press.
- Piven Frances Fox et Cloward Richard A., 1988, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York, Random House USA Inc.
- Polletta Francesca, 2002, *Freedom Is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.
- Popper Karl Raimund, 1979, *La Société ouverte et ses ennemis: L'Ascendant de Platon*, Paris, Seuil.
- Putnam Robert D., 2001, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Touchstone Books by Simon & Schuster.
- Quinqueton Thierry, 2011, *Que ferait Saul Alinsky?*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Rancière Jacques, 1998, *Aux Bords Du Politique*, Paris, La Fabrique éditions.
- Rancière Jacques, 2005, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique éditions.
- Rangeon François, 1986, « société civile: histoire d'un mot », *CURAPP, La société civile*, Paris, PUF, p. 9-32.
- Rey Henri, 2005, « Participation électorale et démocratie participative », *Gestion de proximité et démocratie participative: une perspective comparative*, H. Rey, Y. Sintomer et M.-H. Bacqué (dir.), Paris, La Découverte, p. 217-227.
- Riessman Frank, 1973, « Self-Help among the poor: new styles of social action », *How we lost the war on poverty*, M. Pilisuk et P. Pilisuk (dir.), Piscataway, Transaction Publishers.
- Rochon Thomas R., 2000, *Culture Moves: Ideas, Activism, and Changing Values*, Princeton, Princeton University Press.
- Roger Antoine, 2007, « Comparer les mobilisations émergentes », *Passer à l'action: les mobilisations émergentes*, S. Cadiou, S. Dechezelles et A. Roger (dir.), Paris, L'Harmattan.
- Rogers Mary Beth, 1990, *Cold anger: a story of faith and power politics*, Benton, University of North Texas Press.
- Rosanvallon Pierre, 2006, *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- Rosanvallon Pierre, 2008, *La légitimité démocratique: impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil.
- Rosanvallon Pierre, 2011b, *La société des égaux*, Paris, Seuil.
- Rousseau Jean-Jacques, 1762, *Du contrat social, ou, Principes du droit politique*, Amsterdam, Marc-Michel Rey.
- Roux Adrien, 2011, *50 ans de démocratie locale*, Paris, Yves Michel.
- Ruffin François, 2003, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les arènes.
- Rui Sandrine, 2004, *La démocratie en débat: Les citoyens face à l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Sabatier Paul et Jenkins-Smith Hank C., 1993, *Policy change and learning: An advocacy coalition approach*, Boulder, Westview Press.

- Sainsaulieu Ivan, Salzbrunn Monika et Amiotte-Suchet Laurent, 2010, *Faire communauté en société*: *Dynamique des appartenances collectives*, Rennes, PU Rennes.
- Salberg Jean François et Welsh-Bonnard Suzanne, 1970, *Action communautaire: une introduction*, Paris, Éditions ouvrières.
- Sampson Anthony, 2005, *Who Runs This Place?: The Anatomy of Britain in the 21st Century*, London, John Murray.
- Sandel Michael J., 2005, *Public Philosophy: Essays on Morality in Politics*, Cambridge MA, Harvard University Press.
- Sandel Michael J., 2009, *Justice: What's the Right Thing to Do?*, 1st (dir.) New York, Farrar, Straus and Giroux.
- Sanders Marion K., 1970, *The Professional Radical Conversations With Saul Alinsky*, New York, Harper & Row.
- Sassen Saskia, 2001, *The Global City: New York, London, Tokyo*, 2nd Revised edition. Princeton, Princeton University Press.
- Sawicki Frédéric, 2000, « Les politistes et le microscope », *CURAPP, Les méthodes au concret*, Paris, PUF, p. 153-164.
- Schrecker Cherry, 2006, *La communauté: histoire critique d'un concept dans la sociologie anglo-saxonne*, Paris, L'Harmattan.
- Schrecker Cherry, 2010, « Le concept anglo-saxon de communauté: description ou évaluation? », *Faire communauté en société*: *Dynamique des appartenances collectives*, I. Sainsaulieu, M. Salzbrunn et L. Amiotte-Suchet (dir.), Rennes, PU Rennes, p. 9-14.
- Shaw Clifford R., 1930, *The Jack-Roller: A Delinquent Boy's Own Story*, Chicago, University of Chicago Press.
- Shaw Clifford R. et McKay Henry D., 1942, *Juvenile Delinquency and Urban Areas; A Study of Rates of Delinquency and Relation to Differential Characteristics of Local Communities in American Cities*, Chicago, University of Chicago Press.
- Shaw Randy, 2009, *Beyond the fields: Cesar Chavez, the UFW, and the struggle for justice in the 21st century*, Berkeley, University of California Press.
- Sintomer Yves, 2011b, *Petite histoire de l'expérimentation démocratique*: *Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Découverte.
- Sirianni Carmen et Friedland Lewis A., 2001, *Civic Innovation in America: Community Empowerment, Public Policy, and the Movement for Civic Renewal*, Berkeley, University of California Press.
- Smith Adam, 1982, *The Wealth of Nations*, livre I à III [1776], Penguin books.
- Su Celina, 2009, *Streetwise for Book Smarts: Grassroots Organizing and Education Reform in the Bronx*, Ithaca, Cornell University Press.
- Tarrow Sidney G., 1977, *Between center and periphery: grassroots politicians in Italy and France*, New Haven et London, Yale University Press.
- Tarrow Sidney G., 1989, *Democracy and disorder. Protest and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press.
- Tattersall Amanda, 2010, *Power in Coalition: Strategies for Strong Unions and Social Change*, Ithaca, ILR Press.
- Taylor Charles, 1992, *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press.

- Tilly Charles, 2006, « WUNC », *Crowds*, J.T. Schnapp et M. Tiewes (dir.), Stanford, Stanford University Press, p. 289-300.
- Tocqueville Alexis de, 2002a, *De la démocratie en Amérique I (Deuxième partie)*, [1835], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Tocqueville Alexis de, 2002b, *De la démocratie en Amérique II (Première et deuxième parties)*, [1840], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Tocqueville Alexis de, 2002c, *De la démocratie en Amérique II (Troisième et quatrième parties)*, [1840], Chicoutimi, Jean-Marie Tremblay (UQAC).
- Tönnies Ferdinand, 1944, *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF.
- Ulysse Pierre-Joseph, 2006, « Structures médiatrices, développement social et lutte contre la pauvreté », *Le développement social: Un enjeu pour l'économie sociale*, M. Tremblay, P.-A. Tremblay et S. Tremblay (dir.), Québec, PUQ.
- Voegtli Michael, 2010, « « Quatre pattes oui, deux pattes, no! » L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », in *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), Paris, La Découverte, p. 201 - 223.
- Walzer Michael, 1983, *Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books.
- Wang Tangjia, 2012, « Ritual: Meaning and Recognition », *Ritual and the Moral Life: Reclaiming the Tradition*, D. Solomon, R. Fan et P.-C. Lo (dir.), Springer.
- Warren Mark R., 2007, « A Theology of Organizing », *The community development reader*, J. DeFilippis et S. Saegert (dir.), London and New York, Taylor & Francis.
- Warren Mark R., 2001, *Dry bones rattling: community building to revitalize American democracy*, Princeton, Princeton University Press.
- Weber Florence et Beaud Stéphane, 2003, *Guide de l'enquête de terrain: Produire et analyser des données ethnographiques*, [1997], Paris, La Découverte.
- Weber Max, 2003a, *Economie et société, tome 1: Les Catégories de la sociologie*, [1921], traduction sous la direction de Jacques Chavy et Eric de Dampierre, Paris, Pocket.
- Weber Max, 2003b, *Economie et société, tome 2: L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, [1921], traduction sous la direction de Jacques Chavy et Eric de Dampierre, Paris, Pocket.
- Wills Jane et al., 2009, *Global Cities at Work: New Migrant Divisions of Labour*, London, Pluto Press.
- Wills Jane, 2009a, « Identity making for action: The example of *London Citizens* », *Theorizing identities and social action*, M. Wetherell (dir.), Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 157 - 176.
- Wilson John, 1973, *Introduction to social movements*, New York, Basic Books.
- Wolin Sheldon, 1990, *The Presence of the Past: Essays on the State and the Constitution*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- Wood Richard L., 2002, *Faith in Action: Religion, Race, and Democratic Organizing in America*, Chicago, University of Chicago Press.
- Young Iris Marion, 2002, *Inclusion and Democracy*, Oxford, Oxford University Press.
- Zask Joëlle, 2005, « L'enquête sociale comme inter-objectivation », *La croyance et l'enquête: Aux sources du pragmatisme*, B. Karsenti et L. Quéré (dir.), Paris, EHESS.

Articles et communications

- Agrikoliansky Eric, 2001, « Les nouveaux modes de la participation politique: Crise du politique ou crise des modèles d'analyse du politique: Entre l'État et le citoyen: Les nouveaux espaces de la citoyenneté », *Revue des sciences sociales*, n° 28, p. 63–68.
- Alinsky Saul, 1941, « Community Analysis and Organization », *American Journal of Sociology*, vol. 46, n° 6, p. 797-808.
- Alinsky Saul, 1965, « The War on Poverty: Political Pornography », *Journal of Social Issues*, vol. 21, n° 1, p. 41-47.
- Ascher François et Godard Francis, 1999, « Vers une troisième solidarité », *Esprit*, n° 258, p. 168-189.
- Austin Michael J. et Betten Neil, 1977, « Intellectual Origins of Community Organizing, 1920-1939 », *The Social Service Review*, vol. 51, n° 1, p. 155–170.
- Bacqué Marie-Hélène, 2005a, « Action collective, institutionnalisation et contre-pouvoir : action associative et communautaire à Paris et à Montréal », *Espaces et sociétés*, vol. 123, n°4, p. 69-84.
- Bacqué Marie-Hélène, 2005b, « Associations « communautaires » et gestion de la pauvreté », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 160, n° 5, p. 46-65.
- Bacqué Marie-Hélène, 2006, « Empowerment et politiques urbaines aux Etats-Unis », *Géographie, économie, société*, vol. 8, n° 1, p. 107-124.
- Bacqué Marie-Hélène et Gauthier Mario, 2011, « Participation, urbanisme et études urbaines », vol. 1, n° 1, p. 36-66.
- Balazard Hélène, 2010, « La production d'études comme instrument de mobilisation dans le cadre de la campagne pour un« revenu décent londonien » », *Géocarrefour*, vol. 85, n° 4, p. 273–282.
- Balazard Hélène et Genestier Philippe, 2009, « La notion d'empowerment□: un analyseur des tensions idéologiques britanniques et des tâtonnements philosophiques français », *Conférence internationale sur «□L'empowerment de la société civile dans les politiques urbaines□»*, Ile de Porquerolle.
- Beaud Stéphane, 1996, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, vol. 35, n° 9, p. 226-257.
- Behrent Michael C., 2008, « Saul Alinsky, la campagne présidentielle et l'histoire de la gauche américaine », *La vie des idées*. Adresse□: <http://www.laviedesidees.fr/Saul-Alinsky-la-campagne.html>.
- Behrent Michael C., 2011, « Obama philosophe », *La Vie des idées*, n° 10 mai 2011. Adresse□: <http://www.laviedesidees.fr/Obama-philosophe.html>.
- Benford Robert D et Hunt Scott A, 1992, « Dramaturgy and Social Movements: The Social Construction and Communication of Power* », *Sociological Inquiry*, vol. 62, n° 1, p. 36-55.
- Benford Robert D. et Snow David A., 2000, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, p. 611-639.
- Bherer Laurence, 2011, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », , vol. 1, n° 1, p. 105-133.
- Blair Tony, 2004, *Speech at Anti-social Behaviour Conference*, London, 28 octobre 2004.
- Blatrix Cécile, 2009, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, vol. 74, n°2, p. 97-119.
- Blondiaux Loïc, 2008a, « Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique ? », *Raisons politiques*, vol. 2, n° 30, p. 131-147.

- Blondiaux Loïc, 2007a, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 759-774.
- Blondiaux Loïc, 2007b, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout », *Mouvements*, vol. 2, n° 50, p. 118-129.
- Blondiaux Loïc et Fourniau Jean-Michel, 2011, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 8-35.
- Blondiaux Loïc et Sintomer Yves, 2002, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n° 57, p. 17-35.
- Booth Philip, 2010, « Community, cooperation and metropolitan democracy », *Pôle Sud*, vol. 32, n°1, p. 25-34.
- Boutaleb Assia et Roussel Violaine, 2009, « Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 74, n°2, p. 5-17.
- Boyte Harry Chatten, 2003, « A Different Kind of Politics: John Dewey and the Meaning of Citizenship in the 21st Century », *The Good Society*, vol. 12, n° 2, p. 1-15.
- Bretherton Luke, 2010, « A Postsecular Politics? Inter-faith Relations as a Civic Practice », *Journal of the American Academy of Religion*, vol. 78, n°4, p. 1-32.
- Buchanan Allen E., 1989, « Assessing the Communitarian Critique of Liberalism », *Ethics*, vol. 99, n° 4, p. 852-882.
- Bunyan Paul, 2010, « Broad-based organizing in the UK: reasserting the centrality of political activity in community development », *Community Development Journal*, vol. 45, n° 1, p. 111 -127.
- Burgess Ernest W., 1928, « Residential Segregation in American Cities », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 140, p. 105-115.
- Burgess Ernest W., 1916, « The Social Survey a Field for Constructive Service by Departments of Sociology », *American Journal of Sociology*, vol. 21, n° 4, p. 492-500.
- Burgess Ernest W., Lohman Joseph D. et Shaw Clifford R., 1937, « The Chicago area project », *Yearbook of the National Probation Association*, p. 8-28.
- Calvès Anne-Emmanuèle, 2009, « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Tiers Monde*, vol. 2009/4, n° 200, p. 735-749.
- Cardon Dominique et Granjon Fabien, 2003, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, vol. 25, n° 1, p. 67.
- Carrel Marion, 2006, « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, vol. 75, n° 3, p. 33-51.
- Chaniel Philippe, 2002, « La démocratie est-elle naturelle ? », *Revue du MAUSS*, vol. 19, n° 1, p. 80.
- Chauvin Sébastien, 2007, « Le worker center et ses spectres : les conditions d'une mobilisation collective des travailleurs précaires à Chicago », *Sociologies pratiques*, vol. 15, n° 2, p. 41.
- Chazel François, 1975, « La mobilisation politique : problèmes et dimensions », *Revue française de science politique*, vol. 25, n° 3, p. 502-516.
- Cloward Richard A. et Piven Frances Fox, 1984, « Disruption and Organization: A Rejoinder [to William A. Gamson and Emilie Schmeidler] », *Theory and Society*, vol. 13, n° 4, p. 587-599.
- Cohen Joshua et Fung Archon, 2011, « Le projet de la démocratie radicale », *Raisons politiques*, vol. 42, n° 2, p. 115-130, traduction de Julien Talpin.
- Collovald Annie et Mathieu Lilian, 2009, « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, vol. 86, n° 2, p. 119.

- Connelly Steve, 2011, « Constructing Legitimacy in the New Community Governance », *Urban Studies*, vol. 48, n° 5, p. 929 -946.
- Corcuff Philippe, 1998, « Justification, stratégie et compassion: Apport de la sociologie des régimes d'action », *Correspondances (Bulletin d'information scientifique de l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain)*, n° 51.
- DeFilippis James, Fisher Robert et Shrage Eric, 2006, « Neither romance nor regulation: Re-evaluating community », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 3, p. 673-689.
- Denis Jean-Michel, 2009, « "Dans le nettoyage, on ne fait pas du syndicalisme comme chez Renault !" », *Politix*, vol. 85, n°1, p. 105-126
- Dewey John, 1995, « La démocratie créatrice : la tâche qui nous attend », *Horizons philosophiques*, vol. 5, n° 2, p. 41-48, traduction de Sylvie Chapat d'un texte de conférence de John Dewey paru en 1939.
- Diamond Patrick et Liddle Roger, 2010, « Pourquoi le New Labour a besoin d'idées neuves », *La vie des idées*, traduction de Jean-Pierre Ricard, <http://www.laviedesidees.fr/Pourquoi-le-New-Labour-a-besoin-d.html>
- Donzelot Jacques, 2008, « Le social de compétition », *Esprit*, n° 349, p. 51-77.
- Donzelot Jacques, 2006, « Refonder la cohésion sociale », *Esprit*, n° 330, p. 5-23.
- Donzelot Jacques et Epstein Renaud, 2006, « Démocratie et participation: l'exemple de la rénovation urbaine », *Esprit*, n° 326, p. 5-34.
- Donzelot Jacques et Mevel Catherine, 2003, « Empowerment□: une notion qui fait fureur aux Etats-Unis... Applicable en France? », *Cahiers du DSU*, n° 37, p. 40-41.
- Doré Gérald, 1985, « L'organisation communautaire: définition et paradigme », *Service social*, vol. 34, n° 2-3, p. 210-230.
- Dreier Peter, 1996, « Community empowerment strategies: The limits and potential of community organizing in urban neighborhoods », *Cityscape : A journal of Policy Development and Research*, vol. 2, p. 121-159.
- Driver S. et Martell L., 1997, « New Labour's communitarianisms », *Critical Social Policy*, vol. 17, n° 52, p. 27-46.
- Eisinger Peter K., 1973, « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *The American Political Science Review*, vol. 67, n° 1, p. 11-28.
- Eliasoph Nina et Lichterman Paul, 2003, « Culture in interaction », *American Journal of Sociology*, vol. 108, n°4, p. 735-794.
- Engel Lawrence J., 2002, « Saul Alinsky and the Chicago School », *The Journal of Speculative Philosophy*, vol. 16, n° 1, p. 50-66.
- Faucher-King Florence, 2010a, « La crise de la représentation en Grande-Bretagne », *La Vie des idées*. Adresse□: <http://www.laviedesidees.fr/La-crise-de-la-representation-en.html>
- Faucher-King Florence, 2010b, « Political Participation in the Age of the Citizen-Consumer », *SSRN eLibrary*. Adresse□: <http://ssrn.com/paper=1644618>
- Favreau Louis, 2000, « À quoi sert le travail social□? Vers une redéfinition et un redéploiement », *Cahiers du Gérés 2000 : Série Recherches*, n°10, p. 1-26.
- Felstiner William L. F, Abel Richard L et Sarat Austin, 1981, « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming ... », *Law & Society Review*, vol. 15, p. 631-654.
- Fillieule Olivier, 2001, « Post scriptum□: Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1, p. 199-215.

- Fine Janice, 2005, « Community Unions and the Revival of the American Labor Movement », *Politics & Society*, vol. 33, n° 1, p. 153-199.
- Fisher Robert et Kling Joseph, 1994, « Community Organization and New Social Movement Theory », *Journal of Progressive Human Services*, vol. 5, n° 2, p. 5-23.
- Fisher Robert et Kling Joseph, 1987, « Leading the people: Two approaches to the role of ideology in community organizing », *Radical America*, vol. 21, n° 1, p. 31-45.
- Flint John, 2006, « Stratégies d'empowerment et lutte contre les comportements », *Géographie, économie, société*, vol. 8, n° 1, p. 17-36.
- Flint John et Nixon Judy, 2006, « Governing Neighbours: Anti-social Behaviour Orders and New Forms of Regulating Conduct in the UK », *Urban Studies*, vol. 43, n° 5-6, p. 939-955.
- Foley Michael W. et Edwards Bob, 1998, « Beyond Tocqueville: Civil society and social capital in comparative perspective », *American Behavioral Scientist*, vol. 42, n° 1, p. 5-20
- François Bastien, 2010, « Le préoccupant déclin de la responsabilité politique dans nos démocraties », *Le Monde*.
- Fraser Nancy, 2004, « Justice sociale, redistribution et reconnaissance », *Revue du MAUSS*, vol. 23, p. 152-164.
- Friedberg Erhard, 1992, « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, vol. 33, n° 4, p. 531-557.
- Furbey Robert et al., 1997, « Breaking with tradition? The Church of England and community organising », *Community Development Journal*, vol. 32, n° 2, p. 141-150.
- Gaertner Samuel L. et al., 2000, « Reducing intergroup conflict: From superordinate goals to decategorization, recategorization, and mutual differentiation. », *Group Dynamics: Theory, Research, and Practice*, vol. 4, n° 1, p. 98-114.
- Gagnon Éric, 2008, « Henri Lamoureux, L'action communautaire. Des pratiques en quête de sens, Montréal, VLB Éditeur, 2007, 208 p. », *Recherches sociographiques*, vol. 49, n° 2, p. 390-392.
- Le Galès Patrick, 1995, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 1, p. 57-95.
- Le Galès Patrick et Mawson John, 1995, « Contracts versus competitive bidding: Rationalizing urban policy programmes in England and France* », *Journal of European Public Policy*, vol. 2, n° 2, p. 205-241.
- Ganz Marshall, 2000, « Resources and Resourcefulness: Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture, 1959-1966 », *American Journal of Sociology*, vol. 105, n° 4, p. 1003-1062.
- Gaxie Daniel, 1977, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, p. 123-154.
- Gaxie Daniel, 2005, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol. 11, n° 1, p. 157-188.
- Genestier Philippe, Ouardi Samira et Rennes Juliette, 2007, « Le paradigme localiste au secours de l'action publique démocratique », *Mots. Les langages du politique*, vol. 83, n° 1, p. 164.
- Glasman Maurice, 2007, « Abraham, Aristotle and Alinsky: On the Reconciliation of Citizenship and Faith », *Séminaire « Faith and Citizenship: Friends or Enemies? »*, London Metropolitan University.
- Gray Margaret, 2010, « Why David Sometimes Wins: Leadership, Organization, and Strategy in the California Farm Worker Movement. By Marshall Ganz. New York: Oxford University Press, 2009. 368p. Streetwise for Book Smarts: Grassroots Organizing and Education Reform in the Bronx. By

- Celina Su. Ithaca, NY: Cornell University Press, 2009. 264p. », *Perspectives on Politics*, vol. 8, n° 03, p. 952-954.
- Grossman Emiliano et Saurugger Sabine, 2006, « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie ? », *Revue française de science politique*, vol. 56, p. 299.
- Hamel Pierre, Maheu Louis et Vaillancourt Jean-Guy, 2000, « Repenser les défis institutionnels de l'action collective », *Politique et Sociétés*, vol. 19, n° 1, p. 3-25.
- Hamidi Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, p. 5-25.
- Harmes Adam, 2006, « Neoliberalism and Multilevel Governance », *Review of International Political Economy*, vol. 13, n° 5, p. 725-749.
- Hassenteufel Patrick, 2010, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, vol. 1, n° 157, p. 50-58.
- Hermet Guy, 2004, « Un régime à pluralisme limité ? À propos de la gouvernance démocratique », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 1, p. 159-178.
- Herpin Nicolas, 1986, « Socio-style », *Revue française de sociologie*, vol. 27, n° 2, p. 265-272.
- Hirschhorn Monique, 2010, « Préface, La communauté: du concept à l'idée directrice », *Faire communauté en société : Dynamique des appartenances collectives*, I. Sainsaulieu, M. Salzbrunn et L. Amiotte-Suchet (dir.), Rennes, PU Rennes, p. 9-14.
- Hirschman Albert O., 1980, « « Exit, Voice, and Loyalty »: Further Reflections and a Survey of Recent Contributions », *The Milbank Memorial Fund Quarterly. Health and Society*, vol. 58, n° 3, p. 430-453.
- Honneth Axel, 2004, « La théorie de la reconnaissance: une esquisse », *Revue du MAUSS*, vol. 23, n°1, p. 133-136
- Ion Jacques, 2006, « Le militantisme en mouvement », *Le journal du CNRS*. Adresse : <http://www2.cnrs.fr/journal/2586.htm>.
- Isin Engin F., 2009, « La ville comme lieu du social », *Rue Descartes*, vol. n° 63, n° 1, p. 52-62.
- Jacquier Claude, 2005, « Les enseignements du développement social local, ailleurs », *Recherches et prévisions*, n° 81, p. 84-90.
- Jamoul Lina, 2006, *The art of politics: broad-based organising in Britain*, London, Thèse soutenue à la Queen Mary University of London.
- Jamoul Lina et Wills Jane, 2008, « Faith in Politics », *Urban Studies*, vol. 45, n° 10, p. 2035-2056.
- Jasper James M., 1998, « The emotions of protest: Affective and reactive emotions in and around social movements », *Sociological Forum*, vol. 13, n°3, p. 397-424.
- Jasper James M., 2011, « Emotions and social movements: twenty years of theory and research », *Annual Review of Sociology*, vol. 37, p. 285-303.
- Joly Pierre-Benoit et Marris Claire, 2003, « La participation contre la mobilisation ? », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, n° 2, p. 195-206.
- Joseph Isaac, 1996, « Les compétences de rassemblement Une ethnographie des lieux publics », *Enquête - La ville des sciences sociales*, n° 4, p. 107-122.
- Jouve Bernard, 2003, « Gouvernance métropolitaine : vers un programme de recherche comparatif », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n° 1, p. 119-142.
- Jouve Bernard, 2005, « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 2, p. 317-337.

- Jouve Bernard, 2006, « Éditorial. L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement », *Géographie, économie, société*, vol. Volume 8, n° 1, p. 5-15.
- Kirszbaum Thomas, 2004, « Intérêt commun et intérêt public : la philosophie des instruments d'intégration socio-urbaine aux États-Unis et en France », *Lien social et Politiques*, n° 52, p. 95-103.
- Kitschelt Herbert P., 1986, « Political opportunity structures and political protest: Anti-nuclear movements in four democracies », *British journal of political science*, vol. 16, n° 01, p. 57-85.
- Klandermans Bert, 2002, « How Group Identification Helps to Overcome the Dilemma of Collective Action », *American Behavioral Scientist*, vol. 45, n° 5, p. 887-900.
- Kriesi Hanspeter, 1989, « The political opportunity structure of the Dutch peace movement », *West European Politics*, vol. 12, n° 3, p. 295-312.
- Kurzman Charles, 2008, « Introduction: Meaning-Making in Social Movements », *Anthropological Quarterly*, vol. 81, n° 1, p. 5-15.
- Lachapelle René, 2007, « Organisation communautaire et transformation sociale. Réplique au texte d'Eric Shragge », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, p. 193-194.
- Lavergne Cécile et Mondémé Thomas, 2008, « Pragmatismes : vers une politique de l'action située », *Tracés*, vol. 15, n° 2, p. 5-22.
- Lefèvre Christian et Jouve Bernard, 1999, « De la gouvernance urbaine au gouvernement des villes : Permanence ou recomposition des cadres de l'action publique en Europe », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 6, p. 835-854.
- Lemieux Cyril, Heurtin Jean-Philippe et Cardon Dominique, 1995, « Parler en public », *Politix*, vol. 8, n° 31, p. 5-19.
- Levitas Ruth, 2000, « Community, Utopia and New Labour », *Local Economy*, vol. 15, n° 3, p. 188-197.
- Levitas Ruth, 2012, « The Just's Umbrella : Austerity and the Big Society in Coalition Policy and Beyond », *Critical Social Policy*, vol. 32, n°3, p. 320-342.
- Lichterman Paul, 2008, « Religion and the Construction of Civic Identity », *American Sociological Review*, vol. 73, n° 1, p. 83-104.
- Lichterman Paul, 2006, « Social Capital or Group Style? Rescuing Tocqueville's Insights on Civic Engagement », *Theory and Society*, vol. 35, n° 5/6, p. 529-563.
- De Maillard Jacques, 2002, « Les associations dans l'action publique locale: participation fonctionnalisée ou ouverture démocratique? », *Lien social et politiques*, n° 48, p. 53-65.
- Mansbridge Jane, 2003, « Rethinking representation », *American political science review*, vol. 97, n° 04, p. 515-528.
- Mathieu Lilian, 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, p. 75-100.
- Mayo Marj, 2004, « Rules for Radicals by Saul Alinsky », *Community Development Journal*, vol. 39, n° 4, p. 413-415.
- McCarthy John D. et Zald Mayer N., 1977, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, p. 1212-1241.
- Melucci Alberto, 1989, « Getting involved : identity and mobilization in social movements? », *International Social Movement Research*, vol. 1, p. 329-348.
- Melucci Alberto et Avritzer Leonardo, 2000, « Complexity, cultural pluralism and democracy: collective action in the public space », *Social Science Information*, vol. 39, n° 4, p. 507-527.

- Morris Aldon et Staggenborg Suzanne, 2004, « Leadership in social movements », *The Blackwell companion to social movements*, vol. 10, p. 171-195.
- Musselin Christine, 2005, « Sociologie de l'action organisée et analyse des politiques publiques : deux approches pour un même objet ? », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, p. 51-71.
- Négrier Emmanuel et Lefèvre Christian, 2010, « La nouvelle critique urbaine », *Pôle Sud*, vol. 32, n° 1, p. 5-10.
- Neveu Catherine, 2011, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 186-209
- Obama Barack, 1988, « Why Organize? Problems and promise in the inner city », *Illinois Issues*. Adresse □: <http://illinoisissues.uis.edu/archives/2008/09/whyorg.html>.
- Oliver Pamela et Johnston Hank, 2000, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, p. 37 - 54.
- Orr Marion, 2001, « BUILD: Governing nonprofits and relational power », *Review of Policy Research*, vol. 18, n° 4, p. 71-90.
- Osterman Paul, 2006, « Overcoming Oligarchy: Culture and Agency in Social Movement Organizations », *Administrative Science Quarterly*, vol. 51, n° 4, p. 622-649.
- Papadopoulos Yannis, Wälti Sonja et Kübler Daniel, 2001, « Gouvernance et légitimité □: la politique de la drogue en Suisse comme cas exemplaire », *Droit et société*, vol. n°47, n° 1, p. 205-235.
- Park Robert E., 1936, « Human Ecology », *American Journal of Sociology*, vol. 42, n° 1, p. 1-15.
- Péchu Cécile, 1996, « Quand les «exclus» passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, vol. 9, n° 34, p. 114-133.
- Pereira Irène, 2010b, « Radicalité et pragmatisme dans le nouvel esprit contestataire », Adresse □: <http://blogs.mediapart.fr/edition/petite-encyclopedie-critique/article/050310/radicalite-et-pragmatisme-dans-le-nouvel-es>.
- Perrineau Pascal, 1998, « Les renouveaux de l'action politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 60, n° 1, p. 112-117.
- Pimbert Michel et Wakeford Tom, 2001, « Overview: deliberative democracy and citizen empowerment », *PLA notes*, vol. 40, p. 23-28.
- Pizzorno Alessandro, 1990, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 3, n° 9, p. 74-80.
- Purdue Derrick, 2001, « Neighbourhood Governance: Leadership, Trust and Social Capital », *Urban Studies*, vol. 38, n° 12, p. 2211 -2224.
- Putnam Robert D., 1995, « Bowling Alone: America's Declining social Capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, p. 65-78.
- Reitzes Donald C. et Reitzes Dietrich C., 1987, « Alinsky in the 1980s: Two Contemporary Chicago Community Organizations », *The Sociological Quarterly*, vol. 28, n° 2, p. 265-283.
- Rhodes Rod A. W., 1996, « The New Governance: Governing without Government », *Political Studies*, vol. 44, n° 4, p. 652-667.
- Rosanvallon Pierre, 2011a, « « Écrire une histoire générale de la démocratie » », *Participations*, vol. 1, n° 1, p.335-347.
- Rui Sandrine et Villechaise-Dupont Agnès, 2006, « Les associations face à la participation institutionnalisée : les ressorts d'une adhésion distanciée », *Espaces et sociétés*, vol. 123, n° 1, p. 21-36.

- Sabl Andrew, 2002, « Community Organizing as Tocquevillean Politics: The Art, Practices, and Ethos of Association », *American Journal of Political Science*, vol. 46, n° 1, p. 1-19.
- Sampson Robert J., McAdam Doug, MacIndoe Heather et Weffer-Elizondo Simón, 2005, « Civil Society Reconsidered: The Durable Nature and Community Structure of Collective Civic Action », *American Journal of Sociology*, vol. 111, n° 3, p. 673-714.
- Saurugger Sabine, 2003, « Les groupes d'intérêts entre démocratie associative et mécanismes de contrôle », *Raisons politiques*, vol. 10, n° 2, p. 151-169.
- Schultz Bart, 2009, « Obama's Political Philosophy », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 39, n° 2, p. 127-173.
- Segrestin Denis, 1980, « Les communautés pertinentes de l'action collective: canevas pour l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France », *Revue française de sociologie*, vol. 21, n° 2, p. 171-202.
- Shragge Eric, 2007, « La pratique communautaire et la lutte pour la transformation sociale¹ », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, p. 184-192.
- Sintomer Yves, 2011a, « Délibération et participation □: affinité élective ou concepts en tension □? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 239-276.
- Slessarev-Jamir Hélène, 2004, « Exploring the attraction of local congregations to community organizing », *Nonprofit and voluntary sector quarterly*, vol. 33, n° 4, p. 585.
- Snow David A., Rochford E. Burke, Worden Steven K. et Benford Robert D., 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, p. 464-481.
- Speer Paul W. et Hughey Joseph, 1995, « Community organizing: An ecological route to empowerment and power », *American Journal of Community Psychology*, vol. 23, n° 5, p. 729-748.
- Staggenborg Suzanne, 1988, « The Consequences of Professionalization and Formalization in the Pro-Choice Movement », *American Sociological Review*, vol. 53, n° 4, p. 585-605.
- Stall Susan et Stoecker Randy, 1998, « Community Organizing or Organizing Community? Gender and the Crafts of Empowerment », *Gender & Society*, vol. 12, n° 6, p. 729-756.
- Stoker Gerry, 1998, « Governance as theory: five propositions », *International social science journal*, vol. 50, n° 155, p. 17-28.
- Talpin Julien, 2006, « Jouer les bons citoyens », *Politix*, vol. 75, n° 19, p. 11-31.
- Talpin Julien, 2008, « Pour une approche processuelle de l'engagement participatif □: Les mécanismes de construction de la compétence civique au sein d'institutions de démocratie participative », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 3, p. 133-164.
- Talpin Julien et Mazeaud Alice, 2010, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, vol.1, n°3, p. 357-374.
- Tobin Eugene M., 1988, « Review: From Jane Addams to Saul Alinsky », *Reviews in American History*, vol. 16, n° 3, p. 454-459.
- Trolander Judith Ann, 1982, « Social Change: Settlement Houses and Saul Alinsky, 1939-1965 », *Social Service Review*, vol. 56, n° 3, p. 346-365.
- Urbinati Nadia et Warren Mark E., 2008, « The Concept of Representation in Contemporary Democratic Theory », *Annual Review of Political Science*, vol. 11, p. 387-412.
- Urfalino Philippe, 2007, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLV, n°136, p. 47-70.

- Vrydaghs David, 2006, « Le traitement de l'idéologie dans la sociologie de Luc Boltanski », *Contextes*. Adresse □ : <http://contextes.revues.org/index149.html>.
- Wacquant Loïc J.d., 1989, « Corps et âme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 80, n° 1, p. 33-67.
- Warren Mark R., 1998, « Community Building and Political Power », *American Behavioral Scientist*, vol. 42, n° 1, p. 78 -92.
- Warren Mark R., 2009, « Community Organizing in Britain: The Political Engagement of Faith-Based Social Capital », *City & Community*, vol. 8, n° 2, p. 99-127.
- West Tessa V., Pearson Adam R., Dovidio John F., Shelton J. Nicole, et al., 2009, « Superordinate identity and intergroup roommate friendship development », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 45, n° 6, p. 1266-1272.
- Williams Conor P., 2008, « Liberty's Limits: Dewey's Common Faith and Tocqueville's Democracy in America », Paper presented at the annual meeting of the MPSA Annual National Conference, Palmer House Hotel, Hilton, Chicago
- Wills Jane, 2009b, « The Living Wage », *Soundings*, n°42, p. 33-46.
- Wills Jane, 2012, « The geography of community and political organisation in London today », *Political Geography*, vol. 31, n° 2, p. 114-126.
- Wood Richard L., 1999, « Religious Culture and Political Action », *Sociological Theory*, vol. 17, n° 3, p. 307-332.
- Wood Richard L., 1997, « Social Capital and Political Culture », *American Behavioral Scientist*, vol. 40, n° 5, p. 595 -605.
- Young Iris Marion, 2011, « La démocratie délibérative à l'épreuve du militantisme », *Raisons politiques*, vol. 42, n° 2, p. 131-158.
- Zamora Daniel et Görtz Nicolas, 2011, « Saul Alinsky ou l'angle aveugle de la gauche... », *Joli Mai*. Adresse □ : http://www.jolimai.org/?p=106#_ftn45

Rapports et travaux universitaires

- Balazard Hélène, 2008, *Stratégies de mobilisation et de légitimation de l'association London Citizens. Une participation originale à la gouvernance urbaine*, mémoire de master recherche, Université de Lyon.
- Dargent Claude, 2011, *Les électorats sociologiques: Le vote des musulmans*, Paris, CEVIPOF.
- Donzelot Jacques, Djaziri Yacine et Wyvekens Anne, 2012, *Projet 2012 – Contribution n°27 Banlieues et quartiers populaires □ : remettre les gens en mouvement*, Paris, rapport Terra Nova. Adresse □ : <http://www.tnova.fr/content/contribution-n-27-banlieues-et-quartiers-populaires-remettre-les-gens-en-mouvement>.
- Glasman Maurice, Rutherford Jonathan, Stears Marc et White Stuart, 2011, « The Labour tradition and the politics of paradox. », *The Oxford London Seminars 2010-11*, juin 2011,
- Görtz Nicolas, 2011, *Méthode et tactiques d'Alinsky □ : conditions nécessaires mais non suffisantes à la révolution*, Working Papers CEB, ULB -- Université Libre de Bruxelles. Adresse □ : <http://ideas.repec.org/p/sol/wpaper/2013-101789.html>.
- Médard Jean-François, 1966, *L'organisation communautaire aux États-Unis*, Thèse de science politique, Université de Bordeaux.

Oldfield Nina, Nelson Michael, Burr Sian et Sutherland Holly, 2001, *Low Cost But Acceptable. A minimum income standard for households with children in London's East End*, H. Parker (dir.) York, Family Budget Unit supported by Unison.

Pratchett Lawrence et al., 2009, *Empowering communities to influence local decision making: systematic review of the evidence*, London, Department for Communities and Local Government. Adresse □:
<http://www.communities.gov.uk/publications/localgovernment/localdecisionreview>

Wills Jane, 2001, *Mapping Low Pay in East London*, London, Queen Mary University of London.

Liste des figures

Figure 1 Les trois principaux candidats à la fonction de Premier ministre devant l'assemblée organisée par <i>Citizens UK</i> le 3 mai 2010. De gauche à droite : Gordon Brown, David Cameron et Nick Clegg.....	14
Figure 2 « Déverrouiller le pouvoir de la société civile », bannière du site internet de <i>Citizens UK</i>	72
Figure 3 Les trois fins-moyens du BBCO [Violet = la construction de relation, Rouge = le développement de leadership, Vert = les campagnes].	88
Figure 4 Évolution du nombre des membres de <i>London Citizens</i> entre 1997 et 2011	121
Figure 5 La répartition des 88 groupe membres de <i>London Citizens</i> en 2007 par types d'association	121
Figure 6 La répartition des 228 groupe membres de <i>London Citizens</i> en 2011 par types d'association	122
Figure 7 L' « appel » des membres lors de l'assemblée fondatrice de <i>North London Citizens</i> le 30.03.11	155
Figure 8 Une action dans le cadre de la campagne <i>City Safe</i> : un moment de convivialité	185
Figure 9 Des "acteurs" de l'assemblée du 9 avril 2008 précédant les élections municipales	221
Figure 10 Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes " <i>London Citizens</i> " ou " <i>The East London Community Organisation</i> " de 1996 à 2011	284
Figure 11 Nombre annuel d'articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes "community organising" ou "community organizing" ou "Alinsky" entre 2006 et 2011	322
Figure 12 Membres et employés de <i>London Citizens</i> dont les entretiens ou interventions sont cités dans le texte.....	385

Liste des encadrés

Manifeste de <i>citizens uk</i> pour les élections nationales	12
Extrait de la lettre de david cameron à neil jameson, le directeur de <i>citizens uk</i> et <i>London Citizens</i> , reçue le 14 juin 2010 et rendue publique sur le blog de l'organisation.....	14
Les 20 règles du bbco selon edward chambers (2004, 103-104)	95
Les « leaders ».....	118
Les débuts du programme <i>citizens' schools alliance</i> , extrait de l'entretien avec son coordinateur le 15.09.09.....	134
Chronologie des différentes séquences ayant précédées l'assemblée des délégués du 14 octobre 2009	194
L' « art » de l'entretien en tête-à-tête, une conversation instrumentale. Extrait du livre d'edward chambers (2004, 52-54).....	213
Les missions de l'organisateur.....	235
Assemblée du 3 mai 2010 et processus démocratique	256
Extrait de l'article : « l'agent de nettoyage, le pdg et un différentiel de £ 1,88 millions » paru dans <i>the independent</i> (stevenson, 2003)	271
Extrait de l'article : « barclays fixe les bas salaires au dessus de la limite acceptable » paru dans <i>the telegraph</i> (miller, 2004)	272
L' « effet obama » sur les membres.....	289
La reconnaissance médiatique comme source de motivation.....	292
Extrait du débat sur le positionnement de <i>London Citizens</i> vis-à-vis du gouvernement dans la campagne <i>citizens for sanctuary</i> par articles interposés dans le journal <i>the jewish chronicle (jc)</i>	301
Extrait du manifeste de <i>London Citizens</i> présenté lors de l'assemblée du 26 avril 2012 aux quatre principaux candidats à la mairie du grand londres.....	319

Table des matières

Remerciements	5
Sommaire	7
INTRODUCTION	9
Étudier le <i>Broad-Based Community Organizing</i> depuis la France.....	15
Les tendances conflictuelles et consensuelles du <i>community organizing</i>	16
Une littérature essentiellement praticienne et/ou militante.....	20
Généalogie et structure de <i>London Citizens</i>	22
Communauté, société civile et religion, les dissonances françaises du <i>community organizing</i>	27
Dépasser l'opposition communauté/société.....	28
La question de « la place de la religion dans la démocratie ».....	31
La citoyenneté politique et sociale au défi de la gouvernance urbaine.....	33
Les impensés de l'« impératif participatif ».....	34
La citoyenneté urbaine, communauté pertinente de l'action collective ?.....	37
Gouvernance ou démocratie ? Repenser la représentation	39
« Organiser pour jouer un rôle dans la gouvernance ».....	41
D'acteur à apprenti chercheur, une enquête « par le bas »	43
Comprendre les logiques et les conséquences de l'action de <i>London Citizens</i> , une démarche inductive	44
L'« arroseur arrosé », l'ethnographie pour s'émanciper du terrain	47
Plan de la thèse	50
CHAPITRE préliminaire L'idéologie pragmatique et démocrate du <i>Broad-Based Community</i>	
<i>Organizing</i>	53
Introduction	53
Saul Alinsky, l'idéologie et le pragmatisme	53
Le <i>Broad-Based Community Organizing</i> , la construction d'un savoir social.....	57
Section 1. Le « monde tel qu'il est »	58
A. La libéralisation économique, source d'inégalités politiques.....	59
1. « Le monde tel qu'il est, c'est l'individualisme. ».....	60
2. Le déséquilibre dans la répartition des pouvoirs	62
B. L'inéquité des institutions des démocraties modernes.....	66
1. L'inéquité du système démocratique.....	67
2. Le travail social, un pansement qui ne pense pas la participation politique.....	69
Section 2. « Déverrouiller le pouvoir de la société civile »	72
A. Ni réalisme, ni idéalisme, le pragmatisme radical	73
B. Construction de relations, leaderships et campagnes, les fins et moyens du BBCO.....	76
1. Objet et fonctionnement de <i>London Citizens</i>	76
1.1. « Retisser la société »	77
1.2. Développer les capacités d'action individuelles.....	80
1.3. Participer à la gouvernance pour agir pour le « bien commun »	82
2. Organiser le pouvoir de la société civile.....	86
Section 3. La démocratie, valeur morale du BBCO.....	90
A. La politicalité, l'essence démocratique d'un individu	91
1. La démocratie, valeur religieuse du BBCO	92
1.1. Donner du sens à la vie.....	92
1.2. La démocratie comme foi en la nature humaine	94
2. Une émancipation politique normée	94
B. La société civile comme lieu de la démocratie, entre pluralité et communauté.....	96
C. La justice, l'égalité, la paix : le « rêve démocratique »	98

Section 4. S'inscrire dans l'Histoire de la citoyenneté	100
A. De Tocqueville à Obama en passant par l'East End londonien.....	100
B. Revenir aux sources de la « politique »	104
Conclusion du Chapitre préliminaire <i>Une idéologie pragmatique au service de la démocratie ?</i>	105

1^{ERE} PARTIE LONDON CITIZENS, EMERGENCE ET FONCTIONNEMENT D'UNE ORGANISATION.....111

CHAPITRE 1 « Mobiliser » et « représenter » la société civile 113

Introduction	113
Section 1. Fédérer des « institutions intermédiaires »	115
A. La « large base » de l'organisation : représenter la société civile londonienne.....	115
1. Des groupes adhérents, entre projet politique et stratégie de mobilisation.....	116
2. Diversifier les membres, vers une représentation qualitative	119
3. Quelques repères sur les membres de London Citizens	121
B. Un réseau pluriel de mobilisation.....	123
1. Les communautés religieuses, à la base du BBCO.....	123
1.1. Le BBCO et le christianisme	124
1.2. Faciliter la mobilisation et atteindre les populations marginalisées	126
1.3. Pourquoi rejoindre London Citizens ?	127
2. « Enseigner l'art de la politique en action », Le BBCO et le système éducatif	133
3. L'alliance avec le monde universitaire et syndical via la campagne pour un revenu décent.....	136
3.1. La recherche-action comme instrument de mobilisation	137
3.2. London Citizens et les syndicats, « Je t'aime, moi non plus »	141
4. Les autres membres : la diversité à l'épreuve de l'efficacité de la mobilisation.....	145
C. Encadrer la diversité des engagements	147
1. Mobiliser une diversité d'« intérêts personnels ».....	148
2. Vers un cadre commun d'interaction.....	150
3. Mettre en scène la diversité et la cohésion	153
Section 2. Financer l'« auto-organisation »	156
A. La cotisation des membres de l'alliance comme étape nécessaire à leur émancipation.....	157
1. Un apprentissage du pouvoir	158
2. London Citizens comme service permettant l'émancipation politique	159
B. Recruter des fondations privées pour quelle dépendance ?	161
Conclusion du Chapitre 1 <i>Une représentation pragmatique de la société civile</i>	165

CHAPITRE 2 Émancipation individuelle ou collective ?..... 169

Introduction	169
Section 1. Le « pouvoir relationnel », mobilisation et émancipation	171
A. Vers des « leaders relationnels ».....	172
1. Recruter les « bonnes personnes »	172
2. Les leaders, agents de mobilisations ou acteurs de l'auto-organisation de la société civile ?.....	177
B. La relation aux autres comme vecteur d'engagement	179
1. Devenir membre du collectif.....	180
2. Reconnaître sa capacité d'action	182
3. Vers un « engagement affectif », fidéliser les leaders	183
Section 2. Former et mettre en scène des « leaders ».....	190
A. La genèse d'une campagne au sein de <i>London Citizens</i> : la démocratie interne au service de la mobilisation	193
1. Les stratégies de London Citizens face à l'impératif démocratique.....	195
1.1. Équilibrer « pouvoir interne » et « pouvoir externe ».....	195
1.2. Mimer la délibération, vers l'appropriation de la campagne par les membres de l'organisation	197
2. Les assemblées et leur préparation, la démocratie relationnelle	201
2.1. Partir de l'idée d'un membre, l'indicateur démocratique d'une campagne	202

2.1. L'entretien en tête-à-tête comme outil démocratique	203
2.2. Vers l'appropriation de la campagne par les membres de l'organisation	206
2.3. Mettre en scène le pouvoir démocratique des leaders.....	208
B. Apprendre à jouer un rôle dans <i>London Citizens</i>	211
1. Les stages de leadership, cadrer l'expérience des membres	212
2. Devenir « acteurs » : de la vie publique ou de <i>London Citizens</i> ?	216
2.1. Des campagnes micro-locales, lieux d'apprentissage	217
2.2. Une mise en scène de la participation des « citoyens ordinaires ».....	219
3. Se convertir au jeu de l'organisation.....	221
3.1. La posture « enthousiaste », vivre son « empowerment »	222
3.2. La posture « critique »	225
3.3. La posture « convertie », devenir administrateur ou organisateur	226
Section 3. En coulisse : les organisateurs, catalyseurs d'actions collectives.....	230
A. Vers une professionnalisation de la fonction d'organisateur.....	231
1. Organisateurs, les prophètes du BBCO	231
2. Le recrutement et la formation des organisateurs	232
3. Un Master pour les organisateurs, vers la reconnaissance de la profession	234
B. Mobiliser, former, agir : un difficile équilibre	235
1. La rotation des différents rôles contre la dérive oligarchique	236
2. Allier initiation au leadership et campagnes efficaces	238
Conclusion du Chapitre 2 <i>Le leadership individuel au service de la capacité d'action collective</i>	241
Conclusion de la 1^{ère} partie « organiser » le pouvoir de la société civile	244
2^{ÈME} PARTIE LONDON CITIZENS DANS LA GOUVERNANCE LONDONIENNE	249
CHAPITRE 3 Entre pouvoir et reconnaissance	251
Introduction	251
Section 1. Saisie d'opportunité politique : représenter la société civile	253
A. Rapprocher la politique des « citoyens de Londres ».....	254
1. Faire participer des citoyens ordinaires	257
2. Proposer une participation autonome et efficace	261
B. Promouvoir la cohésion sociale	264
Section 2. La capacité d'action de <i>London Citizens</i>	267
A. De la confrontation à la négociation, calculer son juste pouvoir	268
1. Conflit : action ciblée, personnalisée et polarisée.....	269
2. Pragmatisme	273
2.1. Efficacité : des revendications pragmatiques.....	274
2.2. « Pas d'alliés ni d'ennemis permanents »	276
3. Maîtriser les règles du jeu	278
B. Une mobilisation continue et étendue, vers des effets structurels	281
Section 3. La médiatisation, une lente reconnaissance	283
A. Une organisation difficile à décrypter	284
B. L'« effet Obama »	287
C. Développer des relations durables avec les journalistes.....	290
Conclusion du Chapitre 3 <i>Vers l'assemblée du 3 mai 2010</i>	293
CHAPITRE 4 Contre-pouvoir et influence politique	297
Introduction	297
Section 1. Responsabiliser la société civile pour quoi?	299
A. Des « gouttes d'eau dans un océan », la lente construction d'un contre-pouvoir.....	300
B. La responsabilité démocratique de la société civile	306
1. Formuler les préférences des citoyens et demander des comptes aux gouvernants.....	306
2. Viser les différents acteurs de la gouvernance	311

C. Les ambiguïtés de la rhétorique de responsabilisation des citoyens	313
1. La responsabilisation dans l’action publique anglaise, vers un désengagement de l’État.....	314
2. La responsabilisation politique des citoyens.....	315
Section 2. Influence du modèle du <i>community organizing</i> dans la sphère politique	321
A. Le <i>community organizing</i> comme pivot du « changement » du Parti travailliste	322
B. Les <i>community organizers</i> de la « grande société », le grand détournement ?	328
1. « Je parle de la “Big Society”, vous êtes la “Big Society” »	328
2. Le BBCO, un « art lent et patient » à la recherche de financements	330
3. Des nouveaux venus dans le “community organizing”	332
4. « Grande société » vs Citizens UK : quel rôle pour la société civile ?.....	334
C. « Redésignation communautarienne » des oppositions partisans.....	336
Conclusion du Chapitre 4 <i>Démocratiser la gouvernance</i> ?.....	339

Conclusion de la 2^{ème} partie London Citizens, aiguillon moral et démocratique de la gouvernance **341**

CONCLUSION.....343

Concilier participation du plus grand nombre et efficacité des actions collectives.....	344
Lier engagement communautaire et intervention dans l’arène démocratique	345
Interpeller et légitimer les acteurs de la gouvernance	347
Une approche pragmatique de la démocratie	349

ANNEXES..... 353

Table des Annexes.....	353
Bulletin d’adhésion à <i>London Citizens</i> (version de 2011)	354
Le manifeste de Citizens UK présenté le 3 mai 2010 et les engagements des trois candidats	356
Le diagramme des pouvoirs de Anthony Sampson, tel que présenté lors des stages de <i>London Citizens</i>	358
Les règles du BBCO selon Edward Chambers (2004, 103-104).....	359
Extrait du discours de Neil Jameson à l’IFE dans le cadre de la conférence : <i>Confronting Anti-Muslim Hatred</i> , le 30.03.10.....	360
Les débuts du programme <i>Citizens’ Schools Alliance</i> , extrait de l’entretien avec son coordinateur le 15.09.09.	361
<i>Power and love: why this church is in London Citizens</i>	362
Extrait du rapport de la fin d’année 2007 pour le renouvellement de subvention auprès de <i>City Bridge Trust</i>	363
Fiche de poste d’un organisateur de <i>London Citizens</i>	364
<i>London Citizens’ Listening Campaign to build a ‘CITIZENS Agenda for London’</i> (2008)	366
‘Strengthening Our Institutions’ (juin 2009).....	367
Extrait de la retranscription de la réunion du 16.07.09.....	368
L’ « art » de l’entretien en tête-à-tête, une conversation normée. Extrait du livre d’Edward Chambers (2004, 52-54).....	369
Administrateurs de <i>Citizens UK</i> et <i>London Citizens</i> (2012).....	370
Extrait de l’article : « The cleaner, the chairman, and the £1,88 m differential» paru dans <i>the Independent</i> (Stevenson, 2003).....	371
Extrait de l’article : « Barclays puts low wages beyond the pale » paru dans <i>The Telegraph</i> (Miller, 2004)	372
Nombre annuel d’articles issus de la presse écrite au Royaume-Uni contenant les termes " <i>London Citizens</i> " ou " <i>The East London Community Organisation</i> " (source : base de donnée Factiva)	373
La reconnaissance médiatique comme source de motivation, récit d’un engagement.....	374
Campagnes de TELCO 1996-2006.....	375
Extrait du débat sur le positionnement de <i>London Citizens</i> vis-à-vis du gouvernement dans la campagne <i>Citizens for Sanctuary</i> par articles interposés dans le journal <i>The Jewish Chronicle</i> (JC)	377
Extrait du manifeste de <i>London Citizens</i> présenté lors de l’assemblée du 26 Avril 2012 aux quatre principaux candidats à la mairie du Grand Londres.	378
Réponses des candidats au manifeste de <i>London Citizens</i> (avril 2012).....	379

SOURCES.....	380
Participation aux activités de <i>London Citizens</i> , enregistrements, prises de notes et courriels.....	381
Entretiens réalisés :	382
Documents produits par <i>London Citizens</i> , la COF ou <i>Citizens UK</i> :.....	386
Sources électroniques :	387
Ouvrages ou articles écrits par des organisateurs ou leaders de <i>London Citizens</i> et de l'IAF :.....	388
Sources médiatiques :.....	389
 BIBLIOGRAPHIE	 393
Ouvrages et contributions à ouvrages	393
Articles et communications.....	403
Rapports et travaux universitaires	411
 Liste des figures	 413
 Liste des encadrés	 414
 Table des matières	 415

<p>Titre : <i>Quand la société civile s'organise : L'expérience démocratique de London Citizens</i></p>
<p>Résumé : Trois jours avant les élections nationales de 2010 au Royaume-Uni, l'association <i>London Citizens</i> réunit les trois principaux prétendants à la fonction de Premier Ministre. Parmi les 2 200 personnes présentes dans la salle, certaines défilent sur scène et confrontent les candidats à des revendications (portant sur le salaire minimum, les droits des immigrés, les logements abordables et l'accès au crédit), tout en les enjoignant à reconnaître et à promouvoir le rôle de la « société civile » dans la gouvernance londonienne. À la pointe de ce combat, <i>London Citizens</i> représente un très large éventail d'organisations - congrégations religieuses, établissements scolaires, syndicats et autres associations - qui cherchent collectivement à faire entendre leur voix en interpellant les responsables politiques, mais également les acteurs économiques, bousculant ainsi les règles du jeu politique traditionnel. Construite sur le modèle du <i>Broad-Based Community Organizing</i> initié par Saul Alinsky dans les années 1940 à Chicago, <i>London Citizens</i> cherche à mobiliser un très grand nombre de communautés et d'habitants de Londres. Encadrés par des « organisateurs », les différents membres se rencontrent régulièrement et mènent ensemble des actions collectives sur des territoires et des sujets variés. « Démocratique » sous bien des aspects, l'action de <i>London Citizens</i> est aussi ambiguë au regard de sa conception de l'émancipation citoyenne et des changements sociaux visés. C'est une approche pragmatique de la citoyenneté et de la démocratie qui est alors mise en avant.</p>
<p>Mots clés : <i>accountability</i>, action collective, Alinsky, citoyenneté, communauté, <i>community organizing</i>, démocratie participative, <i>empowerment</i>, gouvernance, <i>London Citizens</i>, Londres, mobilisation, mouvement social, politique, pragmatisme, représentation, Royaume-Uni, société civile</p>

<p>Title: <i>When civil society gets organized: The democratic experience of London Citizens</i></p>
<p>Abstract: Three days before the general elections of 2010 in the UK, the organisation called <i>London Citizens</i> brings together the leaders of the three main parties. Among the 2,200 people in the room, some come on stage and confront the candidates with their demands (on the minimum wage, immigrant rights, affordable housing and access to credit), while urging them to recognize and promote the role of "civil society" in the governance of London. At the forefront of this fight, <i>London Citizens</i> represents a very wide range of organizations - religious congregations, schools, trade unions and other associations - which collectively seek to make their voices heard by politicians, but also economic actors, upsetting the traditional rules of politics. Built on the model of broad-based community organizing initiated by Saul Alinsky in the 1940s in Chicago, <i>London Citizens</i> seeks to mobilize a large number of London communities and residents. Supervised by "organizers", the various members meet on a regular basis and conduct collective actions, big and small, on different issues. "Democratic" in many ways, the work of <i>London Citizens</i> is also ambiguous with regard to its conception of citizen empowerment and targeted social changes. In so doing, it promotes a pragmatic approach to citizenship and democracy.</p>
<p>Keywords: <i>accountability</i>, collective action, Alinsky, citizenship, community organizing, participatory democracy, <i>empowerment</i>, governance, <i>London Citizens</i>, London, mobilization, social movement, politics, pragmatism, representation, United Kingdom, civil society</p>